MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ENFANTS ASSISTÉS.

ENQUÊTE GÉNÉRALE

OUVERTE EN 1860,

DANS LES 86 DÉPARTEMENTS DE L'EMPIRE.

RAPPORT DE LA COMMISSION

INSTITUÉE LE 10 OCTOBRE 1861,

PAR ARRÊTÉ DE S. EXC. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

M DCCC LXII.

F

Pz. 171.

F3 B3

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE - Médiathèque Gabriel Tarde

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ENFANTS ASSISTÉS.

ENQUÊTE GÉNÉRALE

OUVERTE EN 1860,

DANS LES 86 DÉPARTEMENTS DE L'EMPIRE.

RAPPORT DE LA COMMISSION

INSTITUÉE LE 10 OCTOBRE 1861,

PAR ARRÊTÉ DE S. EXC. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE - Médiathèque Gabriel Tarde

PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

MDCCCLXII.

EVÊCHÉ de LA ROCHELLE

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
BIBLIOTHÈQUE

Paris, le 10 octobre 1861.

MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR.

DIVISION
DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE
ET DÉPARTEMENTALE.

3e BUREAU.
ENFANTS ASSISTÉS.

Proposition de nommer une commission chargée de dépouiller, dans le délai de six mois, les 86 rapports d'enquête.

RAPPORT

A SON EXCELLENCE M. LE COMTE DE PERSIGNY,

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les inspecteurs généraux chargés de l'enquête ouverte en 1860, sur le service des enfants assistés [1], ont terminé leur mission.

D'après les ordres de votre prédécesseur, tous leurs rapports ont été réunis, et il en a été tiré des copies qui pourront, s'il y a lieu, être communiquées au Conseil d'État.

Mais il me paraîtrait convenable de faire précéder ou d'accompagner cet envoi d'un résumé de l'enquête. Votre Excellence pourra ainsi se rendre compte des résultats de cette vaste information, des progrès obtenus depuis les dernières années et des améliorations qu'appelle encore le service. Le Conseil d'État lui-même y recourra très-utilement, et cette analyse, en le dispensant d'études sans intérêt et de détails inutiles, facilitera notablement son travail.

[1] Cette enquête a été réclamée en 1860 par le Conseil d'État, comme devant servir de base à la préparation d'une loi générale. Sur le rapport de M. Cornuau, secrétaire général du ministère de l'intérieur, un arrêté de S. Exc. M. Billault, en date du 27 mars de la même année, en régla les conditions. Le Ministre en chargea quatre inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance, MM. de Watteville, Romand, Claveau et Bucquet, et le chef du service administratif, M. Henry Durangel.

Suivant les dispositions préparées sous l'administration de M. Billault [1], j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence de confier le dépouillement des 86 rapports à une commission composée des rédacteurs de l'enquête. Elle serait formée de MM. de Watteville, Romand, Claveau, Bucquet et Durangel, et aurait pour mission principale d'extraire des rapports, en conformité du questionnaire arrêté le 17 avril 1860 [2], les résultats les plus importants, et notamment ceux qui figurent en regard des numéros 1, 2, 8, 9, 12, 18, 25, 28 et 30 du formulaire. Ces résultats, consignés dans des tableaux distincts, feraient ensuite l'objet d'un compte rendu général.

Si Votre Excellence y donne son assentiment, je la prierai de vouloir bien revêtir de sa signature le projet d'arrêté ci-joint.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Conseiller d'État, Directeur général de l'Administration,

Signé THUILLIER.

[1] Rapport et arrêté du 27 mars 1860.

[2] Voir aux documents justificatifs.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Intérieur,

Sur la proposition du conseiller d'État, directeur général de l'Administration,

Vu la décision ministérielle du 27 mars 1860, et les rapports déposés par les inspecteurs généraux chargés de l'enquête ouverte, dans le cours de la même année, sur le service des enfants assistés;

Considérant qu'il importe, pour faciliter le travail du Conseil d'État, d'extraire de ces rapports les résultats administratifs et numériques les plus importants,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Une commission est instituée au ministère de l'intérieur, à l'effet de dépouiller les rapports de l'enquête ouverte en 1860 sur le service des enfants assistés de l'Empire.

ART. 2.

Sont nommés membres de cette commission :

MM. de Watteville,
Romand,
Claveau,
Bucquet,
Durangel.

ART. 3.

Les fonctions de président sont attribuées à M. le baron de Watteville, et celles de secrétaire à M. Durangel.

ART. 4.

Le travail de la commission devra être déposé dans un délai de six mois.

ART. 5.

Le conseiller d'État, directeur général de l'Administration, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 10 octobre 1861.

Signé F. DE PERSIGNY.

RAPPORT

DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE.

RAPPORT

A SON EXCELLENCE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Introduction.

La commission instituée par l'arrêté du 10 octobre 1861 [1] a l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Excellence le résultat de ses travaux.

Chargée de dépouiller l'enquête générale dont le service des enfants assistés a été l'objet en 1860, sur la demande du Conseil d'État, elle avait une double tâche à remplir : l'une était de suivre pas à pas le formulaire du 17 avril [2], et d'analyser les 86 rapports d'enquête, suivant l'ordre des questions; l'autre consistait à grouper les faits en un compte rendu général mettant en lumière les parties les plus saillantes de la vaste information que nous avait confiée votre prédécesseur.

Dès sa première séance, la commission a réglé, d'après ces bases, la division de son travail.

L'enquête comprenait 30 questions principales. A chacune d'elles, pour tous les départements, la commission a répondu par un rapport distinct. Lorsque, cependant, il existait entre deux ou plusieurs questions une corrélation tellement étroite que le fractionnement d'analyse eût nui à l'exposition nette et complète du sujet, le rapporteur y a

[1] Voir page 5.

[2] Voir aux documents justificatifs.

consacré un seul et même travail. Ce cas s'est présenté rarement, et les procès-verbaux de nos séances contiennent 24 résumés, qui tous ont été l'objet de deux lectures au sein de la commission. Ces documents, nous en avons l'espoir, pourront être utilement consultés. Avec les 86 manuscrits originaux, ils permettront au Conseil d'État d'apprécier sous toutes ses faces l'enquête de 1860 : d'un côté se trouvera exposée la situation générale du service des Enfants assistés dans chaque département; de l'autre, la situation comparée de chacune des branches de ce même service sur toute l'étendue du territoire.

Ce n'était là cependant qu'une étude préparatoire; et, pour satisfaire à la seconde et à la plus importante de ses obligations, la commission avait à résumer ces éléments divers en un rapport général qui les embrassât tous. Ici les matières ne devaient plus obéir aux mêmes lois de classement : il convenait de les distribuer avec une certaine indépendance et de prendre surtout pour règle leurs liaisons naturelles et l'ordre dans lequel elles se déduisaient les unes des autres et s'offraient le plus heureusement à la plume du rédacteur. La commission a tenu, néanmoins, à reproduire textuellement les questions de l'enquête; bien que réparties d'une manière différente, toutes ont leur place marquée dans l'intitulé des chapitres entre lesquels se divise cet exposé. Nous en avons élagué celles qui concernaient les trois départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes. En 1858 et 1859, années sur lesquelles ont opéré les commissaires enquêteurs, ces départements n'étaient point encore réunis à l'Empire, et si l'enquête, en s'étendant jusqu'à eux, a eu pour effet d'assurer, sur ces terres redevenues françaises, la rapide organisation du service, elle a démontré plus promptement encore l'impossibilité d'appliquer le même formulaire et de recueillir les mêmes renseignements sous deux régimes aussi divers que le régime français et le régime sarde. Le compte rendu que nous avons l'honneur de vous présenter, Monsieur le Ministre, ne comprend donc que les anciens départements, au nombre de 86.

Il se partage en deux grandes divisions, consacrées, l'une aux enfants recueillis ou placés par les hospices, à défaut de la famille; l'autre aux enfants conservés, élevés par leurs mères, grâce au secours départemental.

Nous y avons joint une série de tableaux destinés à faire ressortir, suivant le désir de Votre Excellence, les résultats administratifs et numériques les plus considérables. Chacune de nos énonciations y trouvera son développement, sa justification et sa preuve. Nous aurons soin d'y renvoyer aussi souvent que le sujet l'exigera.

PREMIÈRE PARTIE.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

CHAPITRE PREMIER.

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES EN 1859.

Quel était, au 31 décembre 1859, le nombre des enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres, âgés de moins de 12 ans? Indiquer combien il se trouvait alors de garçons dans les hospices dépositaires, à la campagne, dans des colonies ou des orphelinats; mêmes renseignements pour les filles; présenter, pour les deux sexes, la récapitulation des résultats obtenus [1].

Le premier besoin de l'enquête, celui auquel elle devait satisfaire tout d'abord, était de s'assurer du chiffre exact de la population des élèves des hospices, de relever leur nombre par division de sexes et nature de placements. Le formulaire du 17 avril y a consacré deux questions : l'une, question n° 1, s'appliquant aux enfants d'un jour à 12 ans, c'est-à-dire à ceux dont le département paye encore la pension; l'autre, question n° 25, concernant les pupilles âgés de plus de 12 ans, mais encore mineurs. Cette seconde catégorie sera l'objet d'une étude spéciale au chapitre de la tutelle; la commission ne s'occupera ici que de la première.

Une triple épreuve garantissait la sincérité du dépouillement des livres matricules. Les inspecteurs départementaux, les administrateurs des hospices dépositaires, les commissaires enquêteurs enfin, y avaient procédé. Sans sortir du rôle tracé par l'arrêté du 10 octobre 1861, et en se bornant à extraire et à réunir les chiffres de l'enquête, la commission a pu tirer des présomptions nouvelles en faveur de l'exactitude de ce long et difficile dénombrement. Les

[1] Question n° 1.

colonnes des trois tableaux qui en exposent le détail présentent, en effet, des résultats généraux ou partiels qui, tous, se balancent, et la commission, en les vérifiant, n'a pas constaté une erreur.

Données des tableaux relatifs à la population.

Le tableau A indique, par département, le nombre des enfants mâles rangés sous les dénominations diverses d'enfants trouvés, abandonnés ou orphelins, et placés au 31 décembre 1859, soit dans les établissements hospitaliers, soit à la campagne, soit dans des colonies ou des orphelinats. Il est combiné de telle sorte que ces trois ordres de placement puissent se retrouver séparément, pour chaque circonscription départementale, avec l'effectif qui y correspond, tout en se confondant, au bas du tableau, dans un total général.

L'état B, dressé dans la même forme, est applicable aux filles.

L'état C récapitule pour les deux sexes les résultats obtenus.

De ces documents il ressort :

1° Que le nombre des enfants trouvés du sexe masculin s'élevait, au 31 décembre 1859, à..... 18,937
et celui des filles de la même catégorie, à..... 20,071

2° Qu'à cette époque, la classe des abandonnés comptait,
Garçons..... 15,131
Filles..... 14,640

3° Que les orphelins étaient au nombre de..... 4,020
et les orphelines au nombre de..... 3,721

TOTAL..... 76,520 [1]

[1] Les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie ne figurent pas dans les résultats ci-dessus. Il a paru intéressant d'indiquer ici, sous forme de tableau, les chiffres qui les concernent :

	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL.
A l'hospice.....	9	//	1	10
A la campagne.....	2,656	270	64	2,990
Dans des colonies ou des orphelinats.	//	2	//	2
TOTAL GÉNÉRAL...	2,665	272	65	3,002

4° Que parmi ces enfants.....	3,395
(1,736 garçons et 1,659 filles) étaient alors maintenus dans les hospices dépositaires; qu'il s'en trouvait.....	72,368
(35,968 garçons et 36,400 filles) à la campagne; que le surplus...	757
(384 garçons et 373 filles) étaient élevés dans des colonies agricoles ou des orphelinats.	
TOTAL ÉGAL.....	76,520

La division, on le voit, est à peu près égale entre les deux sexes. Les filles cependant l'emportent en nombre sur les garçons. Les hospices dépositaires comptaient, en 1859, 38,432 élèves d'un jour à 12 ans chez les unes, et 38,088 chez les autres. La proportion est plus forte pour les filles dans la classe des enfants trouvés [1]; elle est plus faible dans celle des enfants abandonnés [2] et dans celle des orphelins [3]. Fait qui peut difficilement s'expliquer, il y avait dans les hospices plus de garçons que de filles [4]; à la campagne, le nombre de celles-ci était supérieur [5], et s'il existe une différence en faveur des enfants du sexe masculin, pour ce qui touche les autres placements de nature agricole, elle est à peine de quelques unités [6].

Effets de la circulaire du 1er avril 1861.

En prescrivant aux commissions administratives d'exonérer les hospices dépositaires de tous ceux de leurs pupilles qu'il n'était pas rigoureusement nécessaire d'y maintenir, la circulaire du 1er avril 1861 a mis fin à un des abus les plus graves qu'ait révélés l'enquête. Sous l'action vigilante des préfets et grâce au concours intelligent et ferme des inspecteurs départementaux, un progrès sensible a été déjà obtenu. La commission émet le vœu que Votre Excellence assure l'application continue d'un système que recommande le suffrage de tous les hommes pratiques, et auquel sont si étroitement liés l'intérêt des enfants et celui des établissements dépositaires.

Comparaison

Ce n'était point assez pour la commission de vérifier sommairement et de

(1) 18,937 garçons. — 20,071 filles.
(2) 15,131 garçons. — 14,640 filles.
(3) 4,020 orphelins. — 3,721 orphelines.
(4) 1,736 garçons. — 1,659 filles.
(5) 35,968 garçons. — 36,400 filles.
(6) 384 garçons. — 373 filles.

des résultats de l'enquête avec les états annuels du ministère.

comparer entre eux les résultats numériques des premiers tableaux de l'enquête : elle a voulu pousser plus loin son contrôle, et les placer en regard de l'état de mouvement dressé par les préfets en 1859. De ce rapprochement est ressortie une légère différence.

Tandis que les rapports des cinq inspecteurs généraux accusent, pour les enfants trouvés, abandonnés et orphelins existant au 31 décembre de la même année, un chiffre total de..... 76,520
l'état annuel en limite le nombre à..... 75,992

528

Quelque faible que soit cet écart, il convient de l'expliquer. Le travail des préfectures n'était pas toujours d'une rigoureuse exactitude. Chaque année l'administration centrale y relevait des erreurs. Elles ne pouvaient échapper au contrôle local des inspecteurs généraux. Sur une population de 77,000 enfants, une différence de 500 unités est presque insignifiante ; réduite à ces termes, elle est même une preuve de la vérité des chiffres de l'enquête.

En comparant les détails de classification, on remarquerait, il est vrai, des différences plus notables et plus nombreuses ; mais c'est là surtout que s'est utilement exercée l'action des inspecteurs généraux, et les rectifications nécessaires qu'ils ont prescrites en matière de classement sont la principale cause du défaut de concordance qui existe, pour quelques départements, entre les deux relevés. Sur l'un et l'autre point, une objection ne pourrait donc être faite sérieusement.

Réduction obtenue de 1849 à 1859.

Les détails statistiques que nous venons d'avoir l'honneur de signaler à Votre Excellence témoignent d'une atténuation sensible dans le chiffre des abandons et des expositions. Alors, en effet, que les enfants ainsi délaissés formaient, en 1849, une population de 92,647 âmes, l'année 1859 n'en comptait plus que 76,520 ; résultat précieux, dû principalement à l'extension des secours temporaires, dont nous parlerons plus loin [1], et qui s'est obtenu, comme le prouvera l'examen des questions suivantes, sans mettre en péril, bien loin de là, l'intérêt des jeunes enfants. C'est un fait certain, en effet, que si, par de sages restrictions, l'administration est parvenue à diminuer le nombre des délaissements annuels, elle a pu, soit en conservant les nouveau-

[1] Voir seconde partie.

nés à leurs mères, soit en donnant au service ordinaire une organisation que n'aurait pas comportée l'ancien effectif, améliorer beaucoup le bien-être de chacun.

Mais ses efforts n'ont pas eu partout un égal succès. Les tableaux D et E le démontrent. Le premier compare le nombre des enfants assistés au chiffre de la population générale de l'Empire. Les départements y sont rangés par ordre alphabétique. A l'extrémité du cadre se trouve une colonne attribuant à chacun d'eux le numéro d'ordre qui lui échoit.

Le second état classe les départements suivant la proportion décroissante du nombre des enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres qui grèvent leur budget. En consultant l'un ou l'autre de ces documents, Votre Excellence se rendra immédiatement compte des améliorations réalisées, des réformes à poursuivre, de la situation et des charges respectives du service dans chaque département.

Les résultats qu'ils présentent sont dignes d'attention. La commission est heureuse d'ajouter que, quelque singuliers que plusieurs d'entre eux puissent paraître au premier abord, ils confirment tous, avec une précision vraiment remarquable, les données administratives que possédait déjà le ministère de l'intérieur. C'est ainsi que les départements du Nord, du Pas-de-Calais et d'Ille-et-Vilaine, où le service des enfants assistés pèse moins lourdement chaque année sur le budget départemental, occupent dans le tableau, l'un le 83e, l'autre le 84e, le dernier le 86e rang. Le département du Rhône, au contraire, qui doit attribuer à son voisinage de la frontière et aux conditions d'existence d'une partie de sa population, l'encombrement dont souffrent ses hospices, est compris sous le numéro 1. Viennent ensuite la Seine, les Bouches-du-Rhône et la Gironde. La Lozère suit immédiatement ces grands centres de population. On y compte un enfant assisté sur 272 habitants. Les Landes occupent le 7e rang. Après elles, les départements pauvres et peu peuplés, ceux qui formaient les anciennes provinces du Maine, de l'Anjou et du Poitou, et en général les départements de l'ouest de la France sont ceux où l'assistance publique a le plus d'enfants à sa charge. Le Finistère, les Deux-Sèvres, les Côtes-du-Nord, la Charente, Maine-et-Loire, la Mayenne, la Sarthe, le Calvados, la Manche, les Pyrénées-Orientales, la Corse, etc. sont tous défavorablement classés sous ce rapport. Cependant le Morbihan, la Loire-Inférieure, les Basses et les Hautes-Alpes, etc. font exception à cette remarque. A partir de l'Hérault, la proportion tend à s'abaisser. Le rapport des enfants assistés à la

population générale n'y est plus que de 1 sur 658. Nous l'avons vu 6 fois plus élevé dans le Rhône (1 sur 110), bien que ce dernier département assiste un très-petit nombre d'orphelins. Tandis qu'à Paris l'enquête en signalait 775, elle n'en comptait que 46 à Lyon, où le service est à peu près exempt d'abus. Ce fait n'est pas inutile à constater. La décroissance est surtout rapide à partir de l'Aveyron. Pour un enfant assisté, il faut 1091 habitants. Seine-et-Oise doit son petit nombre d'enfants délaissés (1 sur 1,432) à sa proximité de Paris, ce refuge de tant de misères morales et physiques. Dans la Moselle, pays où la charité privée s'exerce largement et avec un esprit d'ensemble qu'on ne saurait trop louer, la proportion descend encore (1 sur 1,710), aussi le numéro 80 lui est-il échu. Mais c'est au Nord que commence la décroissance la plus considérable. On n'y compte qu'un enfant assisté sur 2,391 habitants. En 1859, le nombre des pupilles des hospices n'y dépassait pas 507. En 1828, il s'en trouvait 3,255. La comparaison entre les deux époques ne serait ni moins avantageuse ni moins significative pour le Pas-de-Calais, Lot-et-Garonne et Ille-et-Vilaine. Dans ce dernier département, le rapport des enfants assistés à la population générale s'exprime par 1 sur 3,520. Nous avons dit qu'il occupait le dernier numéro de l'échelle décroissante.

Multiplier ces rapprochements, ce serait anticiper sur le travail comparatif que le Conseil d'État a demandé en ce qui touche les dépenses des deux années 1828 et 1858, et auquel le chapitre v consacrera les développements nécessaires. La commission doit se borner à ajouter ici que les tableaux de A à E comprennent seulement les enfants placés sous la tutelle des hospices et non les nouveau-nés secourus, conservés par leurs mères. Ce nouvel élément fera varier plusieurs calculs. Il en sera tenu compte au chapitre I^er^ de la seconde partie.

CHAPITRE II.

DES HOSPICES DÉPOSITAIRES ET DES PHASES QU'A SUBIES LE RÉGIME DES TOURS.

Quel était, dans chaque département, lors de l'enquête, le nombre des hospices dépositaires, et quels étaient ces hospices [1] ? Y existait-il un tour libre ou surveillé [2] ?

Défaut de précision des documents historiques.

Les documents historiques relatifs à la création, à la suppression ou au maintien des hospices dépositaires et des tours manquent de précision ou même d'exactitude. La disparition du tour ayant eu souvent pour cause la fermeture même de dépôts, rétablis ensuite à des conditions et sous des régimes administratifs mal connus ou mal définis, on a plus d'une fois confondu les deux ordres de suppression. Des hospices, déclarés dépositaires dès 1811, avaient été remplacés ou fermés plus tard, puis ouverts de nouveau, après une interruption dont la durée elle-même ne se précisait pas. De là, des incertitudes et quelquefois des erreurs d'autant plus regrettables, que, dans la discussion, elles pouvaient servir de thème à des arguments, vrais en apparence, mais dont la base était douteuse et la source viciée.

L'enquête de 1860 offrait l'occasion précieuse de rectifier ces erreurs, de combler ces lacunes. Sur les lieux mêmes, bien qu'une telle recherche fût en dehors de leur programme, les inspecteurs généraux ont pu évoquer des témoignages, recueillir des originaux, reconstituer des documents desquels a jailli la vérité.

Les tableaux F, G et leurs annexes résument ce travail, jusqu'ici sans précédents.

§ 1er. — HOSPICES DÉPOSITAIRES.

Ouverture et suppression progressive des dépôts.

Pour remédier à des abus dont souffraient les finances publiques, le décret du 19 janvier 1811 avait limité à un par arrondissement le nombre maximum des hospices dépositaires. Plusieurs départements restèrent même au-dessous de cette restriction. C'est ainsi que la Côte-d'Or, le Doubs, la Gironde, Indre-et-Loire, le Jura, la Loire-Inférieure, la Meurthe, la Moselle, la Nièvre, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, la Sarthe, la Seine et la Haute-Vienne n'ouvrirent qu'un seul dépôt.

[1] Question n° 5.

[2] Question n° 6, § 1er.

8 départements en établirent 2; 22 en ont compté 3, bien que le nombre de leurs arrondissements fût supérieur. Dans 20 départements, il a existé 4 hospices dépositaires; dans 11 autres, le nombre des dépôts s'est élevé jusqu'à 5. Les 8 derniers départements en ont conservé 6 au minimum. Parmi eux se placent les Basses-Alpes, qui, malgré les prescriptions formelles du décret, ont toléré jusqu'en 1818 l'existence simultanée de 11 hospices dépositaires [1].

Depuis 1811 jusqu'au jour de l'enquête, 301 établissements de cette nature ont fonctionné; 291 furent désignés dès la promulgation du décret; 10 ne devinrent dépositaires que postérieurement.

Peu à peu, et le plus souvent sur la demande même des conseils généraux, qu'alarmait justement la progression constante des abandons et des dépenses, ce nombre s'est réduit à 168, chiffre relevé par l'enquête, et qui exprime la situation de 1860.

Nous renvoyons, pour les détails, à l'état F, qui indique les vicissitudes qu'a traversées chaque hospice, et l'ordre chronologique des suppressions et des réouvertures.

La commission se borne à placer ici un cadre numérique qui en offre la substance.

ANNÉES.	HOSPICES DÉPOSITAIRES au 1er janvier.	DÉPÔTS OUVERTS pendant l'année.	DÉPÔTS RÉTABLIS après suppression.	TOTAL.	DÉPÔTS SUPPRIMÉS pendant l'année.	DÉPÔTS RESTANT.	OBSERVATIONS.
1812.....	291	//	//	291	2	289	
1813.....	289	//	//	289	1	288	(A) Aucun changement n'est survenu dans le nombre des hospices dépositaires de 1813 à 1817 ni de 1818 à 1822.
1817 (A)...	288	//	//	288	1	287	
1818.....	287	//	//	287	5	282	
1822 (A)...	282	//	//	282	3	279	
1823.....	279	//	//	279	2	277	
1824.....	277	//	//	277	2	275	
1825.....	275	//	//	275	3	272	
1826.....	272	//	//	272	3	269	
1827.....	269	//	//	269	2	267	
1828.....	267	//	//	267	1	266	
1829.....	266	1	//	267	2	265	
1830.....	265	1	//	266	2	264	
1831.....	264	//	//	264	//	264	
A reporter.	.....	2	//	.....	29		

[1] Voir état F et ses annexes.

ANNÉES.	HOSPICES DÉPOSITAIRES au 1er janvier.	DÉPÔTS OUVERTS pendant l'année.	DÉPÔTS RÉTABLIS après suppression.	TOTAL.	DÉPÔTS SUPPRIMÉS pendant l'année.	DÉPÔTS RESTANT.	OBSERVATIONS.
Report.....		2	//	.....	29		
1832.....	264	//	2	266	1	265	
1833.....	265	//	//	265	3	262	
1834.....	262	//	//	262	8	254	
1835.....	254	//	//	254	16	238	
1836.....	238	1	//	239	29	210	
1837.....	210	//	//	210	15	195	
1838.....	195	//	//	195	10	185	
1839.....	185	//	//	185	1	184	
1840.....	184	//	//	184	5	179	
1841.....	179	//	//	179	2	177	
1842.....	177	//	//	177	7	170	
1843.....	170	//	//	170	3	167	
1844.....	167	//	1	168	9	159	
1845.....	159	1	2	162	7	155	
1846.....	155	//	1	156	3	153	
1847.....	153	//	1	154	6	148	
1848.....	148	//	2	150	//	150	
1849.....	150	//	1	151	1	150	
1850.....	150	//	//	150	2	148	
1851.....	148	//	3	151	//	151	
1852	151	//	2	153	1	152	
1853.....	152	4	//	156	4	152	
1854.....	152	//	//	152	2	150	
1855.....	150	//	2	152	//	152	
1856.....	152	1	7	160	1	159	
1857.....	159	1	6	166	1	165	
1858.....	165	//	2	167	1	166	
1859.....	166	//	//	166	//	166	
1860.....	166	//	2	168	//	168	
TOTAL.		10	34	.....	167		

RÉCAPITULATION.

Hospices dépositaires ouverts en vertu du décret du 19 janvier 1811.	291
Hospices devenus plus tard dépositaires.....	10
Dépôts rétablis après suppression	34
ENSEMBLE...	335
Dépôts supprimés de 1811 à 1860 (époque de l'enquête)....	167
Hospices qui restaient dépositaires lors de l'enquête.....	168

Il résulte de ce tableau que le nombre des hospices dépositaires n'excédait pas, lors de l'enquête, le chiffre de 168 [1]. Il s'abaisserait à 155 si l'on exceptait de la liste les hospices de Lannion, Guingamp et Loudéac (Côtes-du-Nord), d'Abbeville et de Péronne (Somme), qui ne reçoivent que les enfants aban-

Nombre des hospices dépositaires au moment de l'enquête.

[1] Actuellement, par suite de la réouverture des hospices de Saint-Mihiel, Meaux et Provins, et de l'annexion des trois départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, le nombre des établissements dépositaires est de 175.

donnés et les orphelins pauvres de leurs arrondissements respectifs; ceux de Bayeux, Falaise, Honfleur, Lisieux et Vire (Calvados), qui sont chargés des enfants des trois catégories ayant droit aux secours dans leurs circonscriptions, mais dont les règlements locaux permettent au seul hospice de Caen d'effectuer l'admission; enfin, ceux de Compiègne, Clermont et Senlis, qui ne reçoivent que les enfants abandonnés et les orphelins pauvres déclarés admissibles par arrêtés préfectoraux.

Voici la nomenclature des 168 établissements :

Ain	1. Bourg.
Aisne	3. Saint-Quentin, Laon, Soissons.
Allier	1. Moulins.
Alpes (Basses-)	1. Digne.
Alpes (Hautes-)	3. Briançon, Embrun, Gap.
Ardèche	1. Privas.
Ardennes	3. Rethel, Sedan, Mézières.
Ariége	2. Foix, Pamiers.
Aube	1. Troyes.
Aude	1. Carcassonne.
Aveyron	5. Espalion, Millau, Saint-Affrique, Rodez, Villefranche.
Bouches-du-Rhône	1. Marseille.
Calvados	6. *Bayeux* [1], Caen, *Falaise, Honfleur, Lisieux, Vire.*
Cantal	2. Aurillac, Saint-Flour.
Charente	1. Angoulême.
Charente-Inférieure	4. La Rochelle, Rochefort, Saintes, Saint-Jean-d'Angely.
Cher	1. Bourges.
Corrèze	1. Tulle.
Corse	2. Ajaccio, Bastia [2].
A reporter	40

[1] Les hospices désignés en italique sont ceux qui n'ont pas, à proprement parler, le caractère et les obligations des établissements dépositaires.

[2] Un troisième hospice dépositaire se construit à Bonifacio; 3 bureaux de charité, établis à Ivi, Corte et Sartène, contribuent à l'assistance des enfants.

Report....	40
Côte-d'Or.....	1. Dijon.
Côtes-du-Nord.....	5. Dinan, *Guingamp, Lannion, Loudéac,* Saint-Brieuc.
Creuse.....	2. Aubusson, Guéret.
Dordogne.....	1. Périgueux.
Doubs.....	1. Besançon.
Drôme.....	1. Romans.
Eure.....	2. Bernay, Évreux.
Eure-et-Loir.....	1. Chartres.
Finistère.....	4. Brest, Morlaix, Quimper, Quimperlé.
Gard.....	3. Alais, Nîmes, Uzès.
Garonne (Haute-)....	1. Toulouse.
Gers.....	1. Auch.
Gironde.....	1. Bordeaux.
Hérault.....	1. Montpellier.
Ille-et-Vilaine.....	1. Rennes.
Indre.....	1. Châteauroux.
Indre-et-Loire.....	1. Tours.
Isère.....	1. Grenoble.
Jura.....	4. Dôle, Lons-le-Saunier, Poligny, Saint-Claude.
Landes.....	1. Mont-de-Marsan.
Loir-et-Cher.....	3. Blois, Romorantin, Vendôme.
Loire.....	3. Montbrison, Roanne, Saint-Etienne.
Loire (Haute-).....	1. Le Puy.
Loire-Inférieure....	1. Nantes.
Loiret.....	1. Orléans.
Lot.....	1. Cahors.
Lot-et-Garonne.....	1. Agen.
Lozère.....	1. Mende.
Maine-et-Loire.....	2. Angers, Saumur.
Manche.....	4. Cherbourg, Coutances, Saint-Lô, Valognes.
Marne.....	3. Châlons, Reims, Vitry-le-François.
Marne (Haute-).....	3. Chaumont, Joinville, Langres.
A reporter...	98

Report....	98
Mayenne.....	1. Laval.
Meurthe.....	1. Nancy.
Meuse.....	2. Bar-le-Duc, Verdun.
Morbihan.....	1. Vannes.
Moselle.....	1. Metz.
Nièvre.....	1. Nevers.
Nord.....	5. Cambrai, Douai, Dunkerque, Lille, Valenciennes.
Oise.....	4. Beauvais, *Clermont, Compiègne, Senlis.*
Orne.....	1. Alençon.
Pas-de-Calais.....	2. Arras, Saint-Omer.
Puy-de-Dôme.....	1. Clermont.
Pyrénées (Basses-)....	5. Bayonne, Mauléon, Oloron, Orthez, Pau.
Pyrénées (Hautes-)...	1. Tarbes.
Pyrénées-Orientales..	1. Perpignan.
Rhin (Bas-).....	1. Strasbourg.
Rhin (Haut-).....	3. Belfort, Colmar, Mulhouse.
Rhône.....	1. Lyon.
Saône (Haute-).....	1. Gray.
Saône-et-Loire.....	2. Autun, Mâcon.
Sarthe.....	1. Le Mans.
Seine.....	1. Paris.
Seine-Inférieure.....	3. Dieppe, le Havre, Rouen.
Seine-et-Marne.....	2. Fontainebleau, Melun.
Seine-et-Oise.....	3. Étampes, Pontoise, Versailles.
Sèvres (Deux-).....	3. Niort, Parthenay, Thouars.
Somme.....	3. *Abbeville*, Amiens, *Péronne.*
Tarn.....	2. Albi, Castres.
Tarn-et-Garonne....	1. Montauban.
Var.....	2. Draguignan, Toulon.
Vaucluse.....	1. Carpentras.
Vendée.....	1. Napoléon-Vendée.
Vienne.....	3. Châtellerault, Montmorillon, Poitiers.
A reporter...	159

Report....	159	
Vienne (Haute-)....	1.	Limoges.
Vosges.....	5.	Épinal, Mirecourt, Neufchâteau, Remiremont, Saint-Dié.
Yonne.....	3.	Auxerre, Joigny, Sens.
	168	

§ 2. — DES TOURS.

Ouverture et suppression progressive des tours.

Sous le régime du décret de 1811, le tour était le mode le plus habituel qui présidât à l'admission des enfants. Il ne serait cependant point exact de penser que chaque établissement dépositaire eût accepté l'institution du tour. Sur 303 dépôts, 55 se sont abstenus. L'état G signale même 6 départements dans lesquels aucun tour n'a été ouvert [1].

Par contre, il mentionne l'existence de cinq tours d'exposition, en regard des hospices de Tarascon (Bouches-du-Rhône), Saint-Maixent (Deux-Sèvres), Bagnères (Hautes-Pyrénées), Saint-Yrieix (Haute-Vienne) et Hautefort (Dordogne), bien que ces établissements n'eussent ni le titre ni les obligations d'hospices dépositaires. 251 tours [2] ont donc fonctionné en France à diverses époques; mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, plus de la moitié des tours disparurent par le fait même de la suppression des dépôts auxquels ils se rattachaient. D'autres suppressions moins nombreuses eurent lieu, malgré le maintien de l'hospice, à titre de dépositaire.

Pour se rendre compte de l'ensemble des mesures prises, il suffit de se reporter au tableau ci-dessous :

ANNÉES.	TOURS EXISTANT.	TOURS OUVERTS pendant l'année.	TOURS RÉTABLIS après une première suppression.	TOTAL.	TOURS SUPPRIMÉS pendant l'année.	TOURS RESTANT.	OBSERVATIONS.
1812.....	235	//	//	235	//	235	
1813.....	235	//	//	235	1	234	(a) De 1813 à 1817, le nombre des tours n'a pas varié.
1817 (a)...	234	//	//	234	1	233	
1818.....	233	7	//	240	7	233	
A reporter.	.....	7	//	.....	9		

[1] Le Doubs, le Gers, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Haute-Saône et les Vosges.

[2] En ajoutant à ce nombre de 251 les 18 tours d'abord supprimés, puis rétablis, on retrouve le chiffre de 269 qui clôt le tableau G.

ANNÉES.	TOURS EXISTANT.	TOURS OUVERTS pendant l'année.	TOURS RÉTABLIS après une première suppression.	TOTAL.	TOURS SUPPRIMÉS pendant l'année.	TOURS RESTANT.	OBSERVATIONS.
Report.		7	//	.....	9		
1823 (A)...	233	//	//	233	2	231	(A) De 1818 à 1823, le nombre des tours n'a pas varié.
1824.....	231	//	//	231	1	230	
1825.....	230	//	//	230	5	225	(B) Parmi ces 244 suppressions, 129 ont eu lieu par suite de la fermeture des dépôts auxquels les tours étaient annexés; 115 seulement ont été prononcées, bien que l'hospice continuât à être dépositaire.
1826	225	1	//	226	2	224	
1827.....	224	1	//	225	1	224	
1828.....	224	//	//	224	3	221	
1829.....	221	1	//	222	4	218	
1830.....	218	//	//	218	3	215	
1831.....	215	1	//	216	//	216	
1832.....	216	1	3	220	2	218	
1833	218	//	//	218	4	214	
1834.....	214	//	//	214	8	206	
1835.....	206	1	//	207	25	182	
1836.....	182	1	//	183	32	151	
1837.....	151	//	//	151	16	135	
1838.....	135	//	//	135	6	129	
1839.....	129	//	//	129	2	127	
1840.....	127	//	2	129	8	121	
1841.....	121	1	//	122	3	119	
1842.....	119	//	//	119	6	113	
1843.....	113	//	//	113	6	107	
1844.....	107	//	1	108	11	97	
1845.....	97	1	//	98	15	83	
1846.....	83	//	1	84	11	73	
1847.....	73	//	1	74	6	68	
1848	68	//	7	75	1	74	
1849.....	74	//	2	76	5	71	
1850.....	71	//	//	71	6	65	
1851.....	65	//	//	65	1	64	
1852.....	64	//	1	65	1	64	
1853.....	64	//	//	64	7	57	
1854.....	57	//	//	57	3	54	
1855.....	54	//	//	54	1	53	
1856.....	53	//	//	53	5	48	
1857.....	48	//	//	48	6	42	
1858.....	42	//	//	42	6	36	
1859.....	36	//	//	36	10	26	
1860.....	26	//	//	26	1	25	
TOTAUX.		16	18	.....	244 (B)		

RÉCAPITULATION.

Tours ouverts par application du décret du 19 janvier 1811.....	235
Tours ouverts postérieurement.	16
Tours rétablis après une première suppression.....	18
ENSEMBLE.....	269
Tours supprimés de 1811 à 1860 (jusqu'à l'enquête).....	244
RESTENT au 1er novembre 1860.	25

Nombre des tours existant lors de l'enquête.

Votre Excellence voit que, lors de l'enquête, il n'existait plus dans les 86 départements de l'Empire que 25 tours d'exposition. Ils étaient situés dans les villes dont les noms suivent :

Laon et Soissons (Aisne); Mézières (Ardennes); Marseille (Bouches-du-Rhône); Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord); Évreux (Eure); Chartres (Eure-et-Loir); Brest et Quimper (Finistère); Bordeaux (Gironde); Nantes (Loire-Inférieure); Châlons et Reims (Marne); Laval (Mayenne); Perpignan (Pyrénées-Orientales); Autun et Mâcon (Saône-et-Loire); Paris (Seine); Rouen (Seine-Inférieure); Niort, Parthenay et Thouars (Deux-Sèvres); Amiens (Somme); Carpentras (Vaucluse), et Napoléon-Vendée (Vendée).

Étaient libres les tours de Laon, Soissons, Mézières, Marseille, Saint-Brieuc, Brest, Quimper, Nantes, Niort, Parthenay, Thouars et Napoléon-Vendée.

Fonctionnaient à l'état de surveillance, ceux d'Évreux, Chartres, Bordeaux, Châlons-sur-Marne, Reims, Laval, Perpignan, Autun, Mâcon, Paris, Rouen, Amiens et Carpentras.

A Marseille, Bordeaux, Nantes, Rouen, Amiens, il existait simultanément un tour et un bureau d'admission. Ce n'est là qu'un moyen de transition auquel tôt ou tard il faudra renoncer.

Administrativement, le système des tours est aujourd'hui jugé. Éclairés par l'expérience, cédant à l'exemple d'administrations plus résolues, 15 départements, depuis l'enquête, ont adopté le parti de la suppression : 20 tours ont ainsi disparu; sur toute la surface de l'Empire, il n'en reste plus que 5.

Nombre des tours en 1862.

Le tableau ci-dessous donne l'exacte nomenclature des tours fermés et des tours maintenus.

N°s d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	SIÉGES DES TOURS.	TOURS SUPPRIMÉS.	TOURS MAINTENUS.
1	Aisne.....	Laon.....	Supprimé par arrêté du 14 mars 1862.....	
2		Soissons.....	Supprimé par arrêté du 25 juillet 1860.	
3	Ardennes.....	Mézières.....	Supprimé par arrêté du 10 août 1861.	
4	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	.....	Maintenu.
5	Côtes-du-Nord....	Saint-Brieuc.....	Supprimé par arrêté du 28 septembre 1861.	
6	Eure.....	Évreux.....	.....	Maintenu à titre provisoire.
7	Eure-et-Loir.....	Chartres.....	Supprimé par arrêté du 1er janvier 1862.	

N°s d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	SIÉGES DES TOURS.	TOURS SUPPRIMÉS.	TOURS MAINTENUS.
8	Finistère.....	Brest.....	.....	Maintenu.
9		Quimper.....	Supprimé par arrêté du 20 mars 1861.	
10	Gironde.....	Bordeaux.....	Supprimé par arrêté préfectoral de 1862....	
11	Loire-Inférieure...	Nantes.....	Supprimé par arrêté du 21 octobre 1861.	
12	Marne.....	Châlons.....	Supprimé par arrêté du 1er août 1861.	
13		Reims.....	*Idem*.....	
14	Mayenne.....	Laval.....	Supprimé par arrêté du 21 septembre 1861.	
15	Pyrénées Orientales	Perpignan.....	Supprimé par arrêté du 20 décembre 1861.	
16	Saône-et-Loire....	Autun.....	Supprimé par arrêté du 1er août 1861.	
17		Mâcon.....	*Idem*.....	
18	Seine.....	Paris.....	.....	Maintenu à l'état de surveillance.
19	Seine-Inférieure...	Rouen.....	.....	Maintenu à titre provisoire; ouvert pendant certaines heures seulement.
20	Sèvres (Deux-)....	Niort.....	Supprimé par arrêté du 17 juillet 1861.	
21		Parthenay.....	*Idem*.....	
22		Thouars.....	*Idem*.....	
23	Somme.....	Amiens.....	Supprimé par arrêté préfectoral de 1862....	
24	Vaucluse.....	Carpentras.....	Supprimé par arrêté du 8 décembre 1860.	
25	Vendée.....	Napoléon-Vendée.	Supprimé par arrêté du 19 janvier 1861.	

CHAPITRE III.

DES ADMISSIONS.

Dans quelle forme et par quels agents est-il pourvu à l'admission des enfants [1] ? Les abandons se font-ils habituellement par des intermédiaires, et quels sont ces intermédiaires [2] ? Quelles sont, en général, les causes des abandons et des expositions [3] ? Peut-on indiquer le nombre approximatif des enfants légitimes abandonnés par leurs père

[1] Question n° 6, § 2.
[2] Question n° 7, § 1er.
[3] Question n° 3.

et mère [1] ? Les enfants sont-ils exactement inscrits à la mairie ? A-t-on reconnu que des enfants inscrits à l'état civil par les soins de l'hospice dépositaire l'auraient été déjà antérieurement à leur admission ? Dans ce cas, pourrait-on en indiquer le nombre [2] ? Quel a été, en 1857, 1858 et 1859, le nombre des admissions à l'hospice [3] ?

Les deux premières questions que reproduit ce sommaire ont entre elles une étroite affinité. Il s'agissait de s'assurer, en premier lieu, que le mode administratif qui régit aujourd'hui, dans presque tous les départements, le service des admissions, offre aux familles et aux jeunes enfants toutes les garanties nécessaires et possibles; de rechercher ensuite si, même avec ces mesures, l'abus n'est plus à craindre et si l'Administration, cédant à trop d'indulgence ou désarmée devant le silence de notre loi pénale, n'aurait pas à en souffrir.

Sur l'un et l'autre point, l'enquête a répondu en termes précis, formels, unanimes. Oui, la garantie existe pleine et entière pour l'enfant et pour la famille; la morale et l'humanité sont également satisfaites. Non, l'intérêt public n'est pas suffisamment prémuni ; une tolérance excessive favorise quelquefois l'abus; presque partout il s'abrite derrière une impunité funeste, et cette impunité ce n'est point à l'autorité administrative qu'il faut en demander compte.

Nous étudierons successivement les deux côtés de la question.

§ 1er. — FORMES DE L'ADMISSION.

Tours d'exposition ; leurs divers modes de fonctionner.

Si les 25 tours subsistant lors de l'enquête avaient tous été libres, la commission n'aurait point ici à s'occuper d'eux. Le mot *libre* indique assez qu'avec un tel système l'apport de l'enfant et sa remise au tour est la seule formalité, disons mieux, le seul acte qui précède l'abandon. Mais en regard de 12 tours, exempts de toute surveillance, on en comptait 13 soumis à certaines conditions. Pour ne laisser rien d'incomplet dans ce chapitre, la commission doit y indiquer en quoi consistait cette surveillance et comment elle s'exerçait.

Établissons d'abord qu'elle équivalait, en général, à une suppression réelle. Votre Excellence pourrait s'en convaincre en remontant aux feuillets de l'enquête. A Évreux et à Paris, disent-ils, le tour, au lieu d'être mobile, se trouve

[1] Question n° 4.
[2] Question n° 17.
[3] Question n° 2, § 1er.

retenu par un crochet intérieur. L'enfant n'y est reçu que sous déclaration. A Chartres, une ronde de nuit a lieu inopinément aux abords de l'hospice. L'origine de l'enfant est toujours recherchée. Dans la Marne, deux agents spéciaux occupent un bureau attenant au tour. Il en est de même dans le département de Saône-et-Loire. A Laval, une information détaillée suit le dépôt. A Perpignan, l'hospice n'a conservé que la *mise en scène* du tour, mais le tour lui-même a depuis longtemps disparu. A Bordeaux, à Rouen, le tour est tantôt libre et tantôt surveillé. Un système particulier est suivi dans la Somme. Une religieuse, déléguée par la supérieure de l'hospice d'Amiens, reçoit les déclarations à titre confidentiel ou non confidentiel. Chose remarquable, depuis 1857 jusqu'en 1860, les expositions faites sous le sceau du secret n'y ont pas dépassé le dixième des expositions totales. Ce n'est plus là un tour, mais un bureau d'admission exclusivement tenu par une religieuse. A Carpentras, le nombre des dépôts au tour n'excédait pas 2 ou 3 par année. Les admissions avaient lieu à la préfecture, sur la demande de la mère et l'attestation de l'autorité municipale. Elles continuent ainsi depuis la suppression définitive opérée vers la fin de 1860.

Dans une telle organisation, il faut bien le dire, ce qui frappe tout d'abord c'est un défaut de sincérité. Le tour et la surveillance sont deux choses contradictoires. Utile peut-être comme mesure d'acheminement, ce système mixte qui, ni d'un côté ni de l'autre, ne tient ce qu'il promet, offre, aux yeux de la commission, autant d'inconvénients et de périls que d'avantages. Le Gouvernement et les autorités locales le comprennent ainsi, et cette appréciation a beaucoup influé sur les suppressio ns ésolues postérieurement à l'enquête. Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut [1], sur 20 tours fermés depuis le 1er novembre 1860, 10 étaient surveillés.

Bureaux d'admission; comment ils fonctionnent.

Avec la réglementation qui peu à peu s'est introduite dans les usages locaux et y a pris racine, tout, au contraire, est réfléchi, sincère et prudemment combiné.

La misère et la honte savent qu'elles peuvent compter sur une assistance qui n'admet ni l'hésitation ni la parcimonie. Mais l'autorité, chargée de l'administration des deniers publics, s'éclaire avant d'imposer à la fortune hospitalière et départementale des sacrifices que d'autres besoins réclameraient peut-être

[1] Voir pages 27 et 28.

à un égal degré. Investie d'un devoir plus élevé encore, elle se réserve le droit de représentation et de conseil, et, au lieu de solliciter, d'encourager une résolution fatale, elle laisse le temps à la réflexion et la place au repentir. Ces vues si sages, si chrétiennes, ont inspiré tous les règlements aujourd'hui en vigueur. La commission les a dépouillés tous. Elle voudrait les reproduire textuellement; ils seraient la meilleure réponse à bien des objections, et dissiperaient bien des doutes et d'honorables scrupules. Mais les bornes de ce rapport ne le lui permettent pas; et, fidèle au plan qu'elle s'est tracé, elle doit se contenter d'indiquer, en traits généraux, les dispositions principales qui régissent le service des admissions.

Pour les enfants abandonnés et les orphelins pauvres, les préfets se sont, en général, réservé de statuer personnellement et sans intermédiaire. Il n'y a pas d'exception à ce mode de procéder s'il s'agit d'enfants de détenus, d'aliénés ou d'indigents recueillis par des établissements charitables. Une instruction administrative, confiée aux soins de l'inspecteur départemental, des maires et des officiers de police, précède, dans tous les cas, la décision du préfet.

Quant aux enfants *trouvés* proprement dits, ils sont ordinairement reçus à l'hospice dépositaire par un bureau d'admission composé de trois ou de cinq membres, parmi lesquels siégent, suivant les localités, les administrateurs de l'établissement dépositaire et du bureau de bienfaisance, l'inspecteur départemental, le préposé du service, un ecclésiastique, la supérieure de la maison ou une religieuse déléguée par elle. Le sous-préfet ou le maire préside quelquefois le bureau d'admission. Dans l'Yonne, on y voit figurer les procureurs impériaux. Ici, une religieuse seule ou assistée de l'économe représente tout le bureau; là, des préposés laïques sont exclusivement chargés du service. Les heures pendant lesquelles fonctionne le bureau varient selon les départements. Le plus souvent il ne reçoit les déposants que le jour. L'enquête en signale cependant qui restent ouverts à partir du soir jusqu'à minuit. Mais on comprend que la commission qui le forme ne siége pas pendant toute la durée des heures réglementaires. En fait, elle n'intervient que pour enregistrer la déclaration de la religieuse ou du préposé, recueillir des renseignements, et transmettre les pièces, avec son avis, au préfet, qui prononce. Jusque-là, en effet, l'admission n'est que provisoire et peut être révoquée.

Ces dispositions sont celles dont l'application est la plus générale.

Dans trente départements, toutefois, les admissions, sauf le cas d'urgence, qui partout est réservé, n'ont lieu qu'en vertu d'arrêtés *préalables* du préfet.

C'est à lui que s'adressent les autorités locales, et il statue ordinairement après avis de l'inspecteur. Ce mode a l'avantage de prévenir beaucoup d'abus; on ne saurait se dissimuler qu'en procédant différemment, l'Administration en est souvent réduite à régulariser des admissions qui sont l'œuvre d'agents subalternes, et qui, une fois autorisées à titre provisoire, doivent presque forcément devenir définitives.

Lorsqu'au contraire le préfet décide préalablement, l'abus est moins à craindre, et les enfants eux-mêmes y trouvent un avantage précieux, car leur présentation à l'hospice n'est pas indispensable pour qu'ils soient admis à l'assistance. L'Administration leur épargne ainsi un déplacement inutile, et elle réussit souvent, par ses exhortations ou ses secours, à prévenir les abandons. Grâce aux règlements dont Votre Excellence recommande l'application [1], ce système s'étendra.

§ 2. — INTERMÉDIAIRES.

Sous ces dispositions prévoyantes, et avec le concours de l'inspection départementale, des commissions hospitalières, des fonctionnaires municipaux et du clergé, l'Administration pourrait espérer des résultats satisfaisants, si des fraudes coupables et de honteux trafics ne venaient trop souvent contrarier, paralyser ses efforts.

C'est ici le lieu d'examiner la question des intermédiaires, sujet grave, qui ne pouvait manquer d'éveiller l'attention du Conseil d'État.

Abandon; quels en sont les intermédiaires.

Les mères, sauf celles que recueillent les salles de maternité, délaissent rarement elles-mêmes leurs enfants. Cela s'explique. Ou l'enfant vient de naître, et l'état de la mère s'oppose à ce qu'elle effectue personnellement l'abandon; ou un certain temps déjà s'est écoulé depuis la naissance, et la mère hésite alors ou recule devant l'idée de la séparation.

L'agent ordinaire de l'abandon est celui qui, par un intérêt quelconque, l'a préparé et conseillé.

Si l'on excepte les parents, les amis et les voisins, dont l'intervention, dans la plupart des cas, n'offre rien de répréhensible, ou du moins est excusable, on trouve presque toujours, pour auteur du fait, un intermédiaire salarié. Cet intermédiaire est le plus souvent une sage-femme. L'enquête a constaté avec dégoût les odieuses suggestions de ces matrones, qui, non contentes d'attirer

[1] Voir le modèle de règlement inséré aux documents justificatifs.

chez elles de pauvres filles séduites et de les dépouiller de leurs épargnes, ne leur montrent d'autre issue qu'une faute plus grave, dont elles se font l'instrument avide à prix d'argent, ou, s'il le faut, en exigeant de la malheureuse mère les derniers haillons qui la couvrent.

Intervention des sages-femm.

Ces pratiques, l'enquête ne le prouve que trop, ont pris, dans plusieurs départements, toutes les proportions d'une véritable industrie. La commission pourrait citer une ville de l'Ouest où une sage-femme, par la voie du journal de la localité, rappelait à *sa nombreuse clientèle qu'elle se chargeait d'effectuer les abandons des enfants naturels sans aucun renseignement.* Là où elles ne s'exercent pas publiquement et au grand jour, elles revêtent des formes plus discrètes, mais les résultats en sont les mêmes et trop souvent les tribunaux hésitent à sévir. La Charente-Inférieure, les Côtes-du-Nord, la Drôme, Saône-et-Loire en offrent le particulier et regrettable exemple. Les réponses de l'inspection mentionnent à peine dix départements où le contrôle de l'autorité soit permanent et sévère [1]. Deux d'entre eux, la Gironde et les Basses-Pyrénées interdisent absolument aux sages-femmes de servir d'intermédiaires à l'abandon. Les révélations de l'enquête proclament la nécessité d'une répression générale. La cupidité n'a pas de frein, et tant que la loi ne sévira pas plus énergiquement contre ces spéculations coupables, les mêmes abus se reproduiront. Aussi la commission a-t-elle cru devoir émettre le vœu formel qu'il soit édicté une pénalité sévère contre toute personne qui, tenant une maison d'accouchement, ou patentée comme simple sage-femme, interviendrait habituellement dans les faits d'abandons ou d'expositions. C'est là une nécessité d'ordre et de morale publique hautement reconnue et à laquelle il ne manque plus que la sanction de la loi.

Nécessité d'une répression Vœu.

§ 3. — CAUSES DES ABANDONS ET DES EXPOSITIONS.

L'influence des sages-femmes, leurs suggestions, leur aide intéressée sont, nous venons de le dire, la cause principale, décisive de l'abandon. Beaucoup de mères, au moment de trouble ou de désespoir qui suit l'accouchement, leur livrent leur enfant qui, mieux entourées, auraient repoussé jusqu'à la pensée de ce crime. Mais si la sage-femme est ici le conseil et l'instrument, le

[1] L'Allier, l'Aisne, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, le Cantal, la Corrèze, la Haute-Garonne, le Gers, la Gironde et les Basses-Pyrénées.

mobile est ailleurs. Exploité ou s'imposant seul, de nature à exciter le blâme ou l'indulgence, la réprobation ou la pitié, il varie suivant les cas et les personnes.

La misère.

Presque toujours, c'est la misère qui détermine l'abandon. Ce qu'en disait, il y a plus de vingt ans, M. de Gérando, est vrai encore aujourd'hui. L'indigence, voilà la cause qui domine toutes les autres. L'enquête l'établit irrécusablement. Ajoutons, à l'appui de ses affirmations, une double remarque qui en démontrera toute la vérité.

Si la position de la mère s'améliore, l'enfant est souvent réclamé. On compte environ 3,000 retraits annuels sur les seuls pupilles d'un jour à douze ans.

Si le secours temporaire est largement distribué, l'abandon devient un fait exceptionnel. Nous verrons au chapitre II de la 2e partie que, dans 30 départements, les admissions au secours l'emportent de beaucoup en nombre sur celui des admissions à l'hospice. Pour 10 d'entre eux, la proportion se place entre 90 et 75 p. 0/0. Enfin, pendant la période triennale de 1857, 1858, 1859, la moyenne générale des enfants conservés par leurs mères s'est élevée à 30,30 p. 0/0 [1].

L'inconduite.

La honte.

Le désir de recouvrer sa liberté et de reprendre une vie de désordre et de libertinage occupe le second rang dans l'ordre de la causalité. Viennent en troisième lieu les sentiments de pudeur et de honte, la volonté ou le besoin de se débarrasser des conséquences d'une faute. Ces causes diverses, l'enquête les a rencontrées partout ainsi classées.

Causes accidentelles.

Elle en a relevé d'autres d'un caractère secondaire et qu'il faut pourtant mentionner : la mort, la disparition, l'émigration des parents, leur détention, leur état d'infirmité ou de maladie, les conditions de domesticité ou de dépendance de la mère, l'influence corruptrice des grandes villes, le voisinage des frontières et des centres industriels, la tolérance excessive de l'Administration, la facilité de déplacement qu'offrent les voies ferrées, le sentiment d'avarice qui pousse certaines familles à réduire, par l'abandon, le nombre de leurs enfants, etc.

Action et influence des tours.

A cette énumération, la commission pourrait ajouter l'action du tour. Mais cette action, personne ne la conteste, et aujourd'hui que le régime du tour,

[1] Voir page 171.

en fait, a disparu [1], que servirait-il de la signaler et d'en dévoiler une fois de plus les effets désastreux ? Notons seulement que là où subsistent encore quelques vestiges, quelques souvenirs même du tour, l'influence persiste et que les populations urbaines et rurales, habituées à la pratique facile de l'exposition, y renoncent lentement.

En résumé, l'abandon a sa cause ordinaire dans l'impossibilité physique où serait la mère d'élever seule son enfant. La nécessité du secret absolu existe rarement; rarement elle est invoquée. Si elles ne cédaient aux menaces de la misère ou aux provocations de tiers intéressés, peu de mères se résoudraient à la séparation. Cette séparation, souvent elles ne la croient pas définitive, et l'enquête a acquis la preuve que des filles, qui, en délaissant leurs enfants, avaient cru, sur le témoignage de sages-femmes, qu'elles pourraient conserver avec eux des relations, sont venues spontanément les réclamer à l'hospice, lorsqu'elles ont reconnu qu'on les avait trompées.

Mesures à prendre : judiciaire, administrative.

Pour réduire le nombre des abandons et des expositions, deux mesures sont nécessaires : l'une répressive, l'autre toute de charité, de justice et de prévoyance. Partout où le ministère public a sévi, l'abus s'est arrêté. L'Aude, l'Aveyron, la Corrèze, le Gard, la Haute-Loire, la Lozère [2], le Tarn et Vaucluse ont eu à se louer particulièrement, sous ce rapport, de l'action énergique des tribunaux. Partout aussi où le secours temporaire a reçu l'extension et la publicité qu'il comporte, on a vu s'affaiblir l'influence démoralisatrice des sages-femmes; les suggestions de la misère sont devenues moins vives et le sentiment maternel a reparu. Ce réveil d'un sentiment que rien, ce semble, ne devrait jamais étouffer, l'Administration doit y tendre de toute son énergie et de tous ses efforts. Dans l'état actuel des sociétés, l'abandon n'atteint pas seulement les enfants naturels, il frappe aussi les enfants légitimes. La commission en a dit un mot tout à l'heure. Elle doit y revenir maintenant avec plus de détails pour répondre à l'une des questions du formulaire du 17 avril.

Expositions et abandons des enfants légitimes.

Les enfants légitimes dont l'assistance publique a la charge se divisent en deux classes : l'une comprend de pauvres abandonnés que l'on peut assimiler à des orphelins, car leurs parents sont disparus, détenus, condamnés ou

[1] Voir page 27.

[2] Jusqu'à l'époque de l'enquête, il se faisait, dans la Lozère, un véritable trafic d'expositions. Un colporteur de Chanac, mari d'une accoucheuse, en était l'agent principal. Poursuivi en 1860

atteints de maladies graves; dans l'autre se rangent les enfants mis au tour ou exposés sur la voie publique, malgré les conditions régulières de leur naissance.

Les admissions prononcées en faveur des premiers ont un caractère légal; le décret de 1811, les instructions ministérielles, les arrêtés locaux les autorisent. Réservées à la décision du préfet, elles se restreignent aux cas réglementaires et peuvent difficilement prêter à la fraude ou à l'abus. Il n'en est pas de même des délaissements clandestins que commettent des parents dénaturés, et c'est aux seules victimes de ces abandons volontaires que s'appliquait évidemment, dans la pensée du Ministre et du Conseil d'État, l'intitulé du feuillet n° 4.

Comment les constater?

Les commissaires enquêteurs ne pouvaient espérer y répondre en termes catégoriques. Qu'elle ait lieu par le tour ou sur la voie publique, un mystère fatal enveloppe l'exposition. Du tour, en effet, quelle révélation attendre; et quant aux enfants légitimes délaissés en tout autre lieu, dès l'instant que l'Administration en est restée chargée, n'est-ce point que ses investigations ont échoué, comme celles de la justice?

Retraits par les familles.

Dans les deux cas, cependant, il est une preuve manifeste, irrécusable: la réclamation de l'enfant par la famille. Sur ce point, l'enquête a réuni de précieux documents. Ils portent avec eux un enseignement utile.

Diminution constatée pour les enfants légitimes.

Sous le régime du tour, les demandes de retrait intéressant des enfants légitimes s'élevaient à 5 p. o/o du nombre des expositions annuelles. Quelquefois même, la proportion montait plus haut. C'est ainsi qu'à Bergerac, sur 82 enfants admis en 1828, 12 remises eurent lieu à la requête des parents légitimes. La moyenne actuelle est de beaucoup inférieure. La commission éprouverait quelque peine à l'exprimer; elle ne pourrait, en une matière aussi délicate, formuler des chiffres précis; mais les éléments de l'enquête lui donnent le droit d'affirmer que le nombre des retraits d'enfants de cette classe diminue sensiblement.

Conséquences à en tirer.

D'où provient cette réduction et quelle signification peut-elle avoir? La commission devait-elle y voir un indice d'endurcissement, une oblitération plus complète du sentiment paternel, ou fallait-il en attribuer la cause aux mesures administratives, qui presque partout ont remplacé le tour?

cet homme a eu à répondre de 27 faits d'expositions devant le tribunal correctionnel de Mende. Depuis lors, cette industrie honteuse a, pour ainsi dire, disparu du département.

La commission n'hésite pas à adopter cette dernière opinion.

S'il était vrai que, par suite d'une plus grande dépravation survenue dans les mœurs publiques, la voix de la nature eût moins d'empire aujourd'hui qu'autrefois, cet endurcissement eût gagné les parents naturels avant d'atteindre les parents légitimes. Or, pour les enfants nés d'unions illicites, la proportion des retraits tend plutôt à s'élever qu'à décroître; la diminution n'existe que pour les enfants de naissance régulière. Plus on s'éloigne de l'époque où fonctionnait en pleine liberté l'institution du tour, plus ce mouvement décroissant est marqué.

En même temps diminue sur tout le territoire, quelques grands centres exceptés, le nombre des expositions s'attaquant aux enfants légitimes. Bien qu'à cet égard les difficultés de constatation fussent grandes, la commission, par les témoignages qu'elle a recueillis, l'examen des livres matricules relevés d'après ses ordres et sous ses yeux, le dépouillement des dossiers relatifs aux informations administratives ou judiciaires ouvertes en matière d'expositions, a acquis une conviction qui s'appuie sur les faits et sur le raisonnement.

Le tour aidait à l'abandon des enfants légitimes.

Autrefois, comme l'a rappelé l'enquête à propos des départements de l'Ariége, de Lot-et-Garonne et de Vaucluse, les parents légitimes, sollicités par le tour, n'éprouvaient nul scrupule à y déposer leurs enfants. Tantôt, grâce à la connivence d'agents subalternes, ils en obtenaient la garde, moyennant salaire; tantôt ils se contentaient de suivre leurs traces, et, l'éducation terminée, ils les réclamaient à l'hospice.

Sous les règlements actuels, toute personne qui présente un enfant aux établissements dépositaires doit produire des pièces, parmi lesquelles, au premier rang, figure l'acte de naissance. C'est donc seulement en cas d'exposition que la filiation de l'enfant peut demeurer inconnue; encore faudrait-il pour cela que l'information qui suit le fait échouât complétement. Or, ce cas est le plus rare, et si la découverte du coupable n'entraîne pas toujours l'application de mesures judiciaires, du moins a-t-elle comme résultat immédiat la remise de l'enfant et la constatation de son état civil.

C'est ainsi qu'à Saint-Quentin (Aisne) 10 enfants légitimes sont, en moyenne, rendus chaque année à leurs parents. Jusqu'à la suppression du tour (1858), les expositions de même nature annuellement découvertes ne restaient pas au-dessous du chiffre de 40.

Découragés par ces résultats, ne pouvant plus compter sur l'impunité qu'autrefois promettait et garantissait le tour, les parents légitimes hésitent à abandonner leurs enfants. Si l'on en excepte le département de la Seine et quelques départements industriels [1] ou voisins des frontières chez qui l'abus s'explique, s'il ne se justifie, on n'a guère plus à le déplorer que dans ceux où subsiste encore l'institution du tour. Le Finistère, la Gironde et la Somme méritent ici une triste mention. Dans ce dernier département, sur 575 enfants admis à l'hospice d'Amiens pendant les années 1857, 1858 et 1859, 177, soit 59 par année, et 30 p. o/o du nombre des expositions totales, appartenaient à la classe des enfants légitimes. Votre Excellence n'a pas oublié que le tour d'Amiens est soumis à la surveillance, ce qui a permis à l'enquête d'établir ces calculs.

La commission était donc fondée à penser, elle se croit fondée à dire que le régime du tour favorisait étrangement l'abandon des enfants légitimes. Par ses provocations, ses encouragements, ses promesses d'impunité, il enseignait le mépris des lois les plus saintes, et menait droit à la destruction de la famille. Nous l'avons exprimé déjà et nous le répétons, l'assistance publique en France ne marchande point ses trésors; mais, entre la charité aveugle qui protége le vice aussi bien que le malheur, et celle qui, plus sage, s'éclaire pour mieux donner, l'homme d'État pourrait-il laisser longtemps indécises ses préférences?

Des abus existent encore : la commission est la première à les dévoiler et à en réclamer l'énergique répression. Mais l'atténuation même du mal dit assez haut de quel côté est le remède, et si l'Administration fait sagement de persister dans la voie que lui ont tracée et que fécondent ses efforts. Protectrice de la famille, elle doit y réintégrer l'enfant que l'insensibilité ou l'avarice en expulse, ouvrir un nouveau foyer à celui dont les parents illégitimes ont disparu, conserver enfin à tous leur état civil, et leur assurer ainsi les avantages auxquels a droit tout membre de la société. Examinons quels sont, sur ce dernier point, les résultats de l'enquête.

[1] Le Rhône, cependant, malgré les conditions exceptionnelles qu'il pourrait invoquer, n'a pas à sa charge plus de 6 enfants légitimes par année. Nous avons vu au chapitre Ier qu'il ne comptait que 46 orphelins inscrits sur ses contrôles. Des chiffres aussi faibles témoignent de l'excellente organisation du service dans ce département. Dans la Seine, les abandons d'enfants légitimes ont atteint le chiffre de 652 en 1859 ; ils s'étaient élevés jusqu'à 687 en 1854. La Meurthe en compte, en moyenne, 60 par année ; l'émigration y donne lieu. Dans les départements du Bas et du Haut-Rhin, des Basses et des Hautes-Pyrénées, la même cause produit, à des degrés divers, les mêmes résultats.

§ 4. — DES INSCRIPTIONS À L'ÉTAT CIVIL.

Partout aujourd'hui les enfants assistés sont très-exactement inscrits sur les registres de l'état civil.

Formalités réglementaires. Erreurs et doubles emplois.

Quand l'enfant naît à l'hospice, l'inscription se fait dans les soixante et douze heures qui suivent l'accouchement. En toute autre circonstance, le délai est de dix jours. Si la commission administrative ignore le lieu de naissance de son nouveau pupille, ce délai expiré, elle requiert l'inscription à la mairie de laquelle relève la maison dépositaire. Mais, comme nous le rappelions nous-mêmes tout-à-l'heure, les bureaux d'admission, exigeant un extrait de l'acte de naissance, ce défaut de renseignements ou de certitude ne se produit qu'exceptionnellement. Sauf le cas d'exposition, l'inscription a donc lieu sur les registres de la commune d'origine. Sauf ce cas encore, on n'a plus à craindre, là où le tour est supprimé, les doubles enregistrements, si fréquents autrefois.

Ces inscriptions répétées n'ont pas seulement pour conséquences de fausser, dans certaines localités, le nombre des naissances et surtout des naissances naturelles, elles ont l'inconvénient plus grave de rendre difficile et souvent impossible la recherche de la filiation des enfants assistés. Elles exposent, en outre, à des mécomptes en matière de contingent militaire et à des contestations entre les divers départements lorsqu'il s'élève des questions de domicile de secours.

L'organisation actuelle du service, nous venons de le voir, en restreint de plus en plus le nombre; mais les départements où n'avaient point jusqu'alors pénétré les nouvelles mesures, ont apporté à l'enquête des renseignements qui prouvent combien, sur ce point encore, le tour favorisait le désordre et l'abus.

Lorsqu'un enfant est déposé dans un tour absolument libre, l'administration hospitalière, qui ne sait ni d'où il vient, ni, à plus forte raison, s'il a été inscrit à l'état civil, le déclare à la mairie. Si le tour est surveillé, elle n'obtient des déposants, pour ce qui regarde surtout les enfants légitimes, que des réponses mensongères ou incomplètes qui l'obligent à la même déclaration. Involontairement les commissions hospitalières donnent ainsi à leurs pupilles un double état civil.

L'erreur se produit surtout lorsqu'il s'agit d'enfants nés hors de la ville qui renferme l'hospice dépositaire, ou abandonnés plusieurs mois après leur naissance. Il s'est même rencontré avec les facilités d'exposition que présentait le

tour, un enfant qui, plusieurs fois délaissé, avait été l'objet d'une triple inscription (Lozère).

Faits révélés par l'enquête.

La constatation des doubles actes de naissance serait, on le conçoit, une opération à peu près impossible. Elle supposerait des investigations dans tous les départements voisins de ceux où fonctionnent encore des tours, et les commissaires enquêteurs n'auraient eu ni le temps ni les moyens de se livrer à ce travail. Mais ils ont consulté avec beaucoup de fruit et enregistré avec empressement des recherches isolées, dues au zèle des commissions hospitalières et des inspecteurs départementaux, et dont il faut leur laisser tout l'honneur. Ces documents, appuyés de preuves authentiques, établissent que, dans certains départements, tous pourvus de l'institution du tour, sur 109 enfants exposés, il y a eu 87 doubles inscriptions; dans quelques-uns la proportion était de 43 sur 50; ici on l'évaluait au tiers, là au cinquième des abandons. Des recherches, même incomplètes, ont établi que, depuis 1840, 351 enfants reçus au tour de Bernay (Eure) et inscrits ensuite à la mairie de cette ville figuraient déjà sur les registres de l'état civil du Calvados, département auquel les rattachait leur naissance.

La commission ne développera pas plus longuement ce paragraphe. Elle croit avoir montré suffisamment l'ordre qui maintenant préside à l'inscription des enfants assistés sur les livres d'état civil. En ramenant le service à plus d'unité, les arrêtés de suppression postérieurs à l'enquête [1] ont amélioré encore la situation. Il est de l'intérêt de tous que la loi s'exécute avec régularité, et lorsqu'un tel résultat récompense de laborieux efforts, les esprits impartiaux ne sauraient trop applaudir.

§ 5. — NOMBRE DES ADMISSIONS EN 1857, 1858 ET 1859.

Nous venons d'exposer les conditions auxquelles ont lieu les admissions à l'hospice, les causes des abandons, la part qu'y prennent les parents légitimes, les précautions dont l'Administration publique entoure ses jeunes pupilles, dans l'intérêt de leur état civil; il nous reste maintenant à faire connaître quel a été, en 1857, 1858 et 1859, le nombre de ces admissions.

Si la commission devait suivre rigoureusement ici l'ordre du formulaire du 17 avril, elle aurait à rattacher cette question à celle des secours temporaires, à consigner le nombre des admissions prononcées dans les deux bran-

[1] Voir pages 27 et 28.

ches et à indiquer le rapport de ces nombres entre eux. Tel est aussi le système du tableau AA, auquel nous prions Votre Excellence de vouloir bien se reporter.

Mais, ainsi placé, cet examen comparatif nuirait au plan du rapport; la commission croit donc sage de le renvoyer à la deuxième partie, et, quant à présent, elle appellera simplement l'attention de Votre Excellence sur les chiffres relatifs au service hospitalier. (Voir le tableau H.)

Classification de l'effectif.

Bien que le questionnaire officiel eût seulement demandé l'indication en bloc des enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres reçus aux établissements dépositaires, les deux tiers environ des réponses de l'enquête ont divisé le chiffre total entre chacune des trois catégories. Nous avons reproduit cette utile distinction toutes les fois que cela nous a été possible. Elle servira à prouver que la suppression du tour, en même temps qu'elle réprimait des expositions abusives et en réduisait le nombre, avait pour effet de décharger la catégorie des enfants *trouvés* au profit de celles des *abandonnés* et, par conséquent, de conserver leur état civil à des enfants qui, sous la continuation du régime précédent, en eussent été privés. Comme exemple, on peut citer le département du Var. Le tour de l'hospice de Draguignan y ayant été fermé le 1er janvier 1859, le nombre des enfants trouvés est aussitôt descendu de 103 à 14; tandis qu'au contraire la catégorie des enfants abandonnés, d'abord réduite à 69 enfants, s'élevait à 126 [1].

Effets des mesures administratives sur le classement régulier des enfants et la réduction générale de l'effectif.

A Troyes, un résultat identique s'est produit. De 97, chiffre de 1857, le nombre des admissions dans la classe des enfants trouvés tombe à 5 en 1858, année où l'hospice chef-lieu ferme son tour. Il descend même à 2 en 1859. En 1857, les trois catégories apportaient un contingent de 127 enfants; en 1859, il se réduit à 23.

Le préfet des Bouches-du-Rhône supprime, en 1858, le tour de l'hospice d'Aix. L'année précédente, 862 enfants trouvés avaient été inscrits aux contrôles de l'assistance, 736 seulement se présentent alors et l'on n'en compte plus que 731 en 1859.

Le département du Gard offre un exemple encore plus frappant. Sur 261 admissions, la seule classe des enfants trouvés comptait, en 1857, 229 inscrits. Le tour de Nîmes est clos en 1858; la même année, le chiffre

[1] Dans ce département, les trois ordres d'admissions représentaient, en 1857, le chiffre de 177. On le voit s'abaisser à 154 l'année suivante; en 1859, le tableau H n'en relève plus que 141.

s'abaisse à 78; un an après, il n'excédait pas 19. Par contre, la catégorie des enfants abandonnés s'élève de 30, chiffre de 1857, à 67, chiffre de 1859; sur l'ensemble des admissions, la diminution est de 173 [1].

La décroissance n'est pas moins sensible dans le département des Basses-Alpes, où la même année 1858 voit fermer le tour de Digne. Mais de plus longs détails fatigueraient Votre Excellence. L'étude comparée des tableaux G et H lui permettra, d'ailleurs, de se rendre rapidement compte des conséquences qu'entraîne, au point de vue de la classification des enfants assistés et de la réduction des abandons abusifs, l'action tutélaire des bureaux d'admission.

Terminons ce chapitre par des résultats généraux.

Résultats généraux.

En 1857, 19,473 admissions ont été prononcées. Il y en a eu 17,999 seulement l'année suivante. En 1859, l'enquête n'en a relevé que 16,761. Le total étant de 54,233, la moyenne annuelle représente un chiffre de 18,077.

A côté de cette diminution, et comme heureux correctif, la deuxième partie de ce rapport constatera une augmentation correspondante dans le nombre des admissions aux secours temporaires. En 1857, on comptait 6,694 arrêtés de concessions; les préfets en ont signé 7,723 l'année suivante, 9,173 en 1859. La moyenne annuelle, pour la période triennale, est de 7,863.

La juste sévérité de l'Administration n'atteint donc que le désordre, les situations qui méritent l'indulgence ou la pitié le savent bien. Mais n'anticipons pas sur la suite de ce travail.

CHAPITRE IV.

DES DÉPENSES.

Quelle est la dépense extérieure pour chaque enfant d'un jour à 12 ans [2]? Les frais d'abonnement pour fournitures d'école, le service médical, les frais d'inhumation sont-ils compris dans cette dépense, et pour quelle somme [3]? Conviendrait-il d'augmenter le taux

[1] Chiffre des trois ordres d'admission { en 1857..... 261. / en 1858..... 141. / en 1859..... 88. (Voir tableau H.)

[2] Question n° 9.

[3] Question n° 10.

des tarifs actuels et quel surcroît de dépense en résulterait-il [1]? Conviendrait-il de prolonger d'une ou deux années la durée de la pension? Quelle serait la dépense dans le premier cas? quelle dans le second [2]?

Quelle est la dépense intérieure pour chaque enfant d'un jour à 12 ans [3]? L'hospice subvient-il seul aux dépenses intérieures et donne-t-il satisfaction complète aux besoins des enfants, principalement en ce qui touche les layettes et les vêtures [4]? Quel est le nombre de vêtures délivrées en sus de la layette (d'un jour à 12 ans) [5]? Quel serait le surcroît de dépense nécessaire pour délivrer une vêture chaque année jusqu'à 12 ans [6]? Le département contribue-t-il aux dépenses intérieures et pour quelle somme [7]? Existe-t-il dans le département une salle de maternité [8]? Présenter quelques résultats comparatifs sur la dépense intérieure et extérieure, en prenant pour point de comparaison les années 1828 et 1858 [9].

§ 1er. — SERVICE EXTÉRIEUR.

Division des dépenses.

Le service des enfants assistés comprend deux ordres de dépenses : les dépenses extérieures et les dépenses intérieures.

Les unes sont supportées par les départements et les communes, les autres restent à la charge exclusive des hospices dépositaires. La commission s'occupera d'abord du service extérieur.

Dépenses extérieures. Salaires.

Au premier rang, l'enquête place les salaires des nourriciers. C'est aussi la partie la plus lourde de la dépense. Il nous a paru nécessaire d'y consacrer un tableau spécial indiquant, année par année, le taux de chacun des tarifs. Ce relevé expose la situation exacte du service en 1860. Les chiffres qu'il contient ont été extraits des arrêtés préfectoraux et contrôlés avec les manuscrits déposés aux archives du ministère. Il présente donc toutes les garanties de sincérité que devait rechercher la commission, et ce ne sera pas un des moins instructifs documents de l'enquête [10]. Nous le compléterons par un rapide aperçu.

[1] Question n° 10 *bis*.
[2] Question n° 11.
[3] Question n° 12.
[4] Question n° 13.
[5] Question n° 14.
[6] Question n° 16.
[7] Question n° 15.
[8] Question n° 7, § 2.
[9] Question n° 8, § 4.
[10] Voir tableau I.

Des tarifs ; leurs différences et leurs variations.

Les tarifs ne sont pas les mêmes dans tous les départements. Ils varient suivant les habitudes et les exigences locales, et s'élèvent d'autant plus que les nourrices sont plus recherchées ou plus rares, ou que l'influence des grands centres de population, des pays de fabrique surtout, se fait plus vivement sentir.

32 départements allouent aux nourriciers, pendant la période duodécennale de l'éducation, une somme supérieure à 1,000 francs. En voici la liste par ordre de décroissance :

Eure-et-Loir	1,440f 00c
Pas-de-Calais	1,440 00 (1)
Seine-et-Oise	1,308 00
Seine-Inférieure	1,278 00
Oise	1,266 00
Meuse	1,254 00
Marne	1,245 00
Charente-Inférieure	1,188 00
Ardennes	1,167 00
Aube	1,152 00
Loire-Inférieure	1,128 00
Yonne	1,104 00
Haute-Saône	1,092 00
Vosges	1,092 00
Manche	1,086 00
Haute-Marne	1,080 00
Orne	1,080 00
Côte-d'Or	1,068 00
Eure	1,062 00
Bas-Rhin	1,062 00
Seine	1,056 00
Seine-et-Marne	1,056 00 (2)

(1) Ce prix est celui que paye l'hospice d'Arras pour les enfants du sexe masculin. Pour les filles, le tarif est de 1,152 francs. Dans la circonscription de l'hospice de Saint-Omer, la dépense pour les deux sexes se réduit à 1,302 francs.

(2) Les hospices de Seine-et-Marne sont obligés de placer un grand nombre de leurs pupilles dans le département de l'Yonne. C'est à ceux-là que s'appliquent le tarif de 1,056 francs. Les nourriciers du département d'origine ne reçoivent que 836 francs de salaires.

Somme	1,056f 00c
Tarn-et-Garonne	1,056 00
Loir-et-Cher	1,032 00
Mayenne	1,032 00
Nord	1,021 20
Nièvre	1,020 00
Doubs	1,008 00
Meurthe	1,008 00
Haut-Rhin	1,008 00
Indre-et-Loire	1,002 00

Allaitements : naturel, artificiel.

Trois de ces départements, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or et la Seine-Inférieure, ont établi une sage distinction entre les nourrices au *sein* et les nourrices *sèches* (Votre Excellence nous permettra cette expression technique). Les tarifs de 1,188, 1,068 et 1,278 francs, mentionnés plus haut, ne s'appliquent qu'aux premières; ils s'abaissent à 1,164, 1,008 et 1,242 francs pour les secondes. Cette mesure mérite une approbation sans réserve. Votre Excellence sait et déplore comme nous les ravages qu'exerce sur les enfants assistés l'allaitement artificiel. Même dans les conditions que peut seule assurer l'aisance, ce mode ne vaudra jamais celui qu'indique la nature; à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'enfants dont la plupart ont souffert dès avant leur naissance et qui se trouvent forcément confiés à des nourrices pauvres, obligées de travailler au dehors, chargées de familles nombreuses, et ne pouvant, dès lors, accorder à leurs nourrissons ce redoublement de précautions, cette continuité de soins qu'exige l'emploi du biberon ou celui du *petit pot* de l'ancienne Normandie. Si les sacrifices d'argent se justifient, c'est surtout lorsqu'ils ont pour but la préservation de la vie humaine. A ce point de vue, la commission ne saurait trop louer les départements de la Charente-Inférieure, de la Côte-d'Or et de la Seine-Inférieure de leur généreuse et prévoyante initiative. Elle désirerait voir leur exemple suivi.

Dans 45 départements, le total des salaires duodécennaux varie de 1,000 à 700 francs.

Dans les 9 autres, on le voit s'abaisser ainsi qu'il suit :

Hautes-Alpes	696f 00c
Morbihan	696 00

Ariége	690f 00c
Pyrénées-Orientales	660 00
Indre	654 00
Creuse	636 00
Tarn	612 00 (1)
Corrèze	588 00
Dordogne	576 00

La première année est celle qui impose le plus de soins à la nourrice. Aussi, sauf de rares exceptions, dont nous parlerons plus loin (2), le tarif qui y correspond dépasse-t-il toujours celui des années suivantes? Dans la Côte-d'Or, il représente une somme de 15 francs (3) par mois. Le salaire mensuel est de 13 fr. 50 cent. dans la Seine-Inférieure (4), de 12 fr. dans la Charente-Inférieure (5), Eure-et-Loir, le Nord, l'Oise, la Seine, Seine-et-Marne (6), Seine-et-Oise, la Somme, le Var, Vaucluse et l'Yonne.

Les départements de l'Aisne, des Basses-Alpes, de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme, de l'Eure, du Gard, du Jura, de Loir-et-Cher, de la Loire, de la Haute-Loire, du Loiret, de Lot-et-Garonne, de Maine-et-Loire, de la Marne, de la Mayenne, de la Meuse, de la Nièvre, du Pas-de-Calais (7), du Bas-Rhin, de la Sarthe, de Tarn-et-Garonne et des Vosges, attribuent à chacun des douze premiers mois une allocation de 10 francs.

Dans 31 départements, le tarif mensuel de la première année varie entre 7 fr. 50 cent. et 10 francs.

Les Hautes-Alpes, l'Ariége, la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, le Finistère, le Gers, la Gironde, Ille-et-Vilaine, la Meurthe, les Pyrénées-Orientales, le Haut-Rhin, le Tarn et la Vendée le limitent à 7 francs. Dans le département de l'Indre, il descend à 6 fr. 50 cent. Le taux minimum (1re année)

(1) L'Hérault, dont le tarif ordinaire est de 828 francs, n'alloue que 612 francs, prix du Tarn, pour ceux de ses pupilles qu'il confie à des nourriciers de ce dernier département.

(2) Voir page 47.

(3) Pour les nourrices sèches, le salaire est de 10 francs.

(4) Pour les nourrices sèches, le salaire est de 10 fr. 50 cent.

(5) Pour les nourrices sèches, le salaire est de 10 francs.

(6) Voir la note placée au bas de la page 44.

(7) Ce tarif est exclusivement applicable aux garçons placés sous la tutelle de l'hospice d'Arras. Pour les filles de cet hospice, l'allocation mensuelle est de 8 francs pendant la première année. Elle s'élève à 9 fr. 50 cent., sans distinction de sexe, pour les pupilles de la maison de Saint-Omer.

est de 6 francs. Trois départements seulement, les Landes, le Morbihan et les Basses-Pyrénées l'ont adopté.

En général, et cela se comprend, le prix de pension décroît à mesure que l'enfant avance en âge. Signalons cependant, comme dérogeant à la règle ordinaire le département de l'Orne, dans lequel le tarif de la deuxième année est supérieur à celui de la première; l'Eure, où l'on voit le prix de pension s'abaisser de la 1re à la 5e année, pour remonter ensuite à partir de la 6e; les Ardennes, qui réservent à la 6e et à la 9e année les taux les plus élevés du tarif départemental; la Meurthe, le Pas-de-Calais [1] et le Haut-Rhin, dont le tarif se divise en douze annuités de valeurs égales. Ce dernier département seul prolonge le salaire au delà de la 12e année : il l'étend à la 13e. A chacune d'elles correspond une somme de 84 francs.

Parmi les tarifs afférents à la douzième année, peu méritent une mention. Quelques exemples cependant ne seront pas sans intérêt. Le taux minimum est de 1 fr. 50 cent. par mois. L'enquête l'a rencontré avec étonnement dans la Dordogne, où, du reste, il se circonscrit. Les Landes, le Morbihan, les Pyrénées-Orientales suivent immédiatement. La rémunération mensuelle, à la fin de l'éducation, n'y excède pas 2 francs, fixation que reproduit le département de l'Aisne pour ceux de ses pupilles qu'il confie à des tisseurs [2].

Les Ardennes, Eure-et-Loir, la Marne, la Meuse et la Seine-Inférieure accordent, au contraire, jusqu'à la somme de 8 francs. Plus libéral encore, le Pas-de-Calais en paye 9 ou 10 selon qu'il s'agit des circonscriptions des hospices de Saint-Omer ou d'Arras [3]. Votre Excellence a sans doute remarqué que ce département occupe, avec celui d'Eure-et-Loir, le sommet de l'échelle [4].

Il n'existe, en général, qu'un tarif par département : l'Aisne, l'Hérault, Seine-et-Marne, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or et la Seine-Inférieure en ont pourtant institué deux; le Pas-de-Calais même en applique trois. Les pages qui précèdent expliquent ces particularités.

[1] Circonscription de l'hospice d'Arras.

[2] Cette industrie tire un grand parti du travail des enfants. Pour les placements ordinaires, le tarif mensuel se maintient à 5 francs pendant les 9e, 10e, 11e et 12e années.

[3] Les filles de l'hospice d'Arras ne coûtent au département, dans leur 12e année, qu'une pension annuelle de 96 francs, soit 8 francs par mois. Le prix de 10 francs n'est applicable qu'aux garçons. Dans la circonscription de l'hospice de Saint-Omer, la pension est de 108 francs pour la 12e année, sans distinction de sexe.

[4] Voir page 44.

Moyenne générale des tarifs.

On comptait donc en France, lors de l'enquête, 94 tarifs donnant, par année et par mois, les moyennes suivantes :

1re année....	109f 57c	soit par mois...	9f 13c
2e ——...	94 70	——...	7 89
3e ——...	86 95	——...	7 25
4e ——...	83 54	——...	6 96
5e ——...	79 66	——...	6 64
6e ——...	78 50	——...	6 54
7e ——...	72 53	——...	6 04
8e ——...	70 09	——...	5 84
9e ——...	66 07	——...	5 51
10e ——...	61 98	——...	5 17
11e ——...	60 27	——...	5 02
12e ——...	59 92	——...	4 99
TOTAL....	923 78	TOTAL....	76 98

Il résulte de ces chiffres que la pension moyenne d'un enfant assisté s'élève par mois à 6 fr. 41 cent., par année à 76 fr., 98 cent., et qu'elle représente, pour les douze années de l'éducation, une somme de 923 fr. 78 cent.

Mais là ne se borne point la dépense du service extérieur.

Indemnités réglementaires.

Il ne suffirait pas d'allouer au nourricier un prix de pension, toujours restreint, quoi qu'on fasse. A côté du salaire, il faut placer l'encouragement. Ainsi l'a sagement jugé l'arrêté directorial du 30 ventôse an v. Il faut encore pourvoir aux besoins intellectuels de l'enfant; l'entourer d'une surveillance assidue; lui assurer, en cas de maladie, les secours médicaux; en cas de mort, cette inhumation décente à laquelle le pauvre a droit au même titre que le riche.

Ces diverses nécessités, l'Administration les a prévues, et il ne dépend pas d'elle qu'il n'y soit partout également satisfait.

Parlons d'abord des indemnités stipulées par l'arrêté de ventôse.

Ces indemnités sont au nombre de trois : la première, applicable aux neuf premiers mois de la vie de l'enfant, n'excède pas 18 francs, et se paye par tiers, de trois mois en trois mois; la deuxième, fixée à 50 francs, revient aux nourriciers qui, ayant conservé jusqu'à douze ans un pupille de l'assistance pu-

blique, l'ont préservé de tout accident provenant de défaut de soins; les cultivateurs ou manufacturiers chez lesquels sont placés des enfants de douze ans, ou ceux qui les ayant élevés jusqu'à cet âge se chargent de leur éducation professionnelle, reçoivent, à titre de frais de trousseau, la troisième indemnité. Elle s'élève, comme la seconde, au chiffre de 50 francs.

Inexécution générale de l'arrêté de ventôse

Ces rémunérations, la commission a le regret de le dire, ne sont pas toutes régulièrement allouées : plusieurs départements s'en dispensent, bien que les règlements locaux reproduisent les sages dispositions de l'acte directorial. La deuxième indemnité, que recommandent tant de motifs d'équité et de bonne administration, est celle cependant qui, le plus souvent, fait défaut. Dans quelques départements, le taux réglementaire se modifie. C'est ainsi qu'Ille-et-Vilaine porte à 20 francs le chiffre de la première allocation; les Deux-Sèvres à 25 francs; l'Yonne, pays d'où émigre un si grand nombre de nourrices, l'a élevé jusqu'à 50 francs. Par contre, les Landes restent au-dessous des fixations primitives. L'indemnité du premier âge n'y dépasse pas 10 francs.

Dans le Bas-Rhin, la seconde rémunération s'arrête à 18 francs; la Haute-Garonne la règle à 25 francs, et les Pyrénées-Orientales à 35 francs. Un seul département, celui du Pas-de-Calais, franchit les proportions de l'arrêté de ventôse. Les nourriciers qui ont conservé leur pupille depuis la naissance jusqu'à douze ans révolus y reçoivent une gratification de 100 francs.

Le payement de la troisième indemnité, dite *indemnité de trousseau,* est plus rare encore. L'enquête l'a pourtant retrouvée dans plusieurs départements. Elle y atteint ordinairement le chiffre réglementaire. Deux départements cependant font exception. L'un, le Bas-Rhin, la limite à 30 francs; l'autre, la Haute-Garonne, l'élève à 75 francs [1]. Tous deux en ont reculé l'échéance à seize ans accomplis.

Sur d'autres points du territoire, les indemnités n'ont rien de général ni de fixe. Des arrêtés individuels en déterminent le taux suivant la situation du gardien ou du nourricier. Le plus souvent, elles ne constituent qu'une sorte de prime. C'est un tort. L'arrêté de l'an V n'en a pas fait une récompense exceptionnelle, et toutes les fois que les conditions qu'il exige sont remplies, le payement devrait avoir lieu. En procédant autrement, les admi-

[1] La commission vient de dire que, dans le département de la Haute-Garonne, la deuxième indemnité se réduit à 25 francs; les deux indemnités réunies rétablissent donc la somme de 100 francs, réglée par le Directoire.

nistrations départementales exposent les nourriciers au découragement, les enfants à des placements provisoires ou médiocres, les hospices à des dépenses qu'il convient de leur épargner. La commission le démontrera plus longuement dans le cours de ce chapitre.

Une dépense qui varie de département à département, considérée ici comme facultative et là comme obligatoire, acceptée en partie par telle administration, totalement déclinée par telle autre, n'ayant le plus souvent qu'un caractère éventuel, ne pouvait servir de base à des calculs généraux. Aussi le formulaire du 17 avril la passait-il sous silence. Sans aller aussi loin, nous nous interdirons de la réduire en totaux ou en moyennes, dont la valeur, pour nous, serait très-contestable. Il n'en est pas de même des frais accessoires que la commission rappelait tout à l'heure et auxquels le questionnaire officiel consacrait un paragraphe distinct [1].

Autres frais.

Ces frais se divisent en quatre articles :

Frais d'école;
Frais médicaux;
Frais d'inhumation;
Frais d'inspection.

Écoles.

Instruction primaire. — Pénétré de cette pensée que l'ignorance engendre le vice et le malheur, le Gouvernement a ouvert aux enfants assistés l'accès gratuit des écoles primaires, et, pour lever tout obstacle du côté du nourricier et de l'instituteur, il a dégrevé l'un des fournitures scolaires et autorisé l'autre à livrer ces fournitures moyennant un abonnement mensuel, dont une circulaire du 12 février 1856 a réglé les conditions [2]. Cette innovation, une des plus heureuses qui aient signalé ces dernières années, a déjà porté ses fruits. Lors de l'enquête, 66 départements [3] subvenaient aux frais d'instruc-

[1] Question n° 10.

[2] Le taux de l'abonnement réglementaire varie de 50 à 75 centimes par mois.

[3] Ces départements sont :

Ain, Aisne, Ardèche, Ardennes, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Gard, Gironde, Hérault, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Lot, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Meuse, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées (Basses-), Pyrénées (Hautes-), Rhin (Haut-), Rhône, Saône (Haute-), Saône-et-Loire, Sarthe,

tion. Quelques-uns même accordaient des primes d'encouragement aux familles qui se montraient les plus exactes à envoyer leurs élèves à l'école communale. 20 départements laissaient encore la dépense à la charge des nourriciers [1].

Ce nombre a bien diminué depuis 1860, et la commission est en mesure d'affirmer que très-prochainement, partout où il existe une école de village, les pupilles des hospices pourront recevoir le bienfait de l'instruction primaire au même titre que les autres enfants de la commune [2]. Si, dans certaines localités, les nourriciers opposent quelque résistance aux efforts de l'Administration, ces dispositions s'effacent tous les jours, un exemple de sévérité appliqué à propos a, d'ailleurs, raison de celles qu'inspirent la cupidité ou le mauvais vouloir. Quant aux instituteurs, leur concours est assuré. Ce qu'en disent les rapports d'enquête relatifs aux départements de l'ouest de la France le prouve surabondamment.

Frais médicaux. — En 1860, 37 départements seulement affectaient à ce service un crédit spécial [3]. Dans 29 départements, les dépenses se soldent tantôt par abonnement, tantôt sur mémoire. Les justifications auxquelles l'Administration les a soumises empêchent qu'elles ne donnent matière à l'abus. Rarement elles montent à un chiffre élevé. Le sous-chapitre VIII du budget départemental y pourvoit. Service médical.

Dans 31 départements où fonctionnait un service général de médecine gratuite, les pupilles des hospices y participaient comme les autres indi-

Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Sèvres (Deux-), Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée et Yonne.

[1] Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ariége, Calvados, Charente, Corrèze, Corse, Doubs, Haute-Garonne, Gers, Ille-et-Vilaine, Lot-et-Garonne, Haute-Marne, Meurthe, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Vienne, Haute-Vienne et Vosges.

[2] Les nouveaux règlements prescrivent tous l'application des dispositions de la circulaire ministérielle du 12 février 1856 (voir aux documents justificatifs le modèle de règlement, chap. VIII).

[3] Ces départements sont :

L'Ain, l'Aisne, l'Aube, les Bouches-du-Rhône, la Charente, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or, la Dordogne, Eure-et-Loir, la Gironde, l'Hérault, Indre-et-Loire, l'Isère, Loir-et-Cher, la Haute-Loire, la Loire-Inférieure, Lot-et-Garonne, la Marne, la Mayenne, la Meuse, la Nièvre, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, le Haut-Rhin, le Rhône, Saône-et-Loire, la Sarthe, la Seine, la Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, les Deux-Sèvres, la Somme, Vaucluse, la Vendée et l'Yonne.

gents [1]; 18 départements, soit qu'ils fussent dépourvus de cette dernière organisation, soit que, la possédant, ils n'eussent point admis les enfants assistés à en recueillir le bénéfice [2], laissaient à la charge des gardiens les frais de maladie.

Aux yeux de la commission, l'équité commande d'exonérer partout les nourriciers d'une charge qui, raisonnablement, ne saurait leur incomber. Les rapports des inspecteurs généraux constatent, il est vrai, que, dans les départements même où la médecine gratuite fait encore défaut, les hommes de l'art ne refusent pas leurs soins aux enfants assistés atteints de maladie. On connaît le désintéressement du corps médical; la nouvelle preuve qu'en apporte l'enquête n'étonnera personne, et nous l'enregistrons avec empressement. Mais, dans les régions montagneuses où les routes sont mauvaises et les communications difficiles, l'Administration ne saurait exiger d'un praticien pauvre une dépense de temps et de fatigues que ne balancerait aucun avantage. Le nourricier lui-même, incertain du succès de sa démarche, ne s'exposera pas à un déplacement qui pourrait être inutile; enfin, ni le médecin ni lui ne peuvent fournir les remèdes nécessaires, et si l'enquête montre un certain nombre d'hospices acceptant cette part de dépense, il en est beaucoup d'autres qui n'y contribuent en aucune façon.

La commission a donc été heureuse d'apprendre que, depuis deux ans, le service, à ce point de vue, s'est beaucoup amélioré. Elle sait que l'honneur en revient aux règlements généraux dont Votre Excellence a prescrit l'élaboration, et elle se plaît à espérer que la volonté ferme de l'Administration aura bientôt comblé toutes les lacunes que signalait, en les regrettant, le feuillet 10 de l'enquête.

Inhumations. *Frais d'inhumation.* — 40 départements subvenaient, en 1860, aux frais funéraires de ceux des enfants assistés qui décédaient chez leurs nourriciers

[1] Ces départements sont :

L'Allier, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, les Ardennes, l'Ariége, l'Aude, l'Aveyron, le Cher, la Corrèze, les Côtes-du-Nord, le Doubs, la Drôme, la Haute-Garonne, le Gers, Ille-et-Vilaine, l'Indre, le Jura, la Loire, le Loiret, le Lot, la Manche, la Meurthe, la Moselle, le Nord, les Hautes-Pyrénées, le Bas-Rhin, la Haute-Saône, le Tarn, Tarn-et-Garonne, le Var et les Vosges.

[2] En voici la liste :

L'Ardèche, le Calvados, le Cantal, la Corse, la Creuse, l'Eure, le Finistère, le Gard, les Landes, la Lozère, Maine-et-Loire, la Haute-Marne, le Morbihan, l'Oise, les Basses-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, la Vienne et la Haute-Vienne.

ou gardiens [1]. Dans 4 autres, l'Ain, l'Aude, le Nord et le Bas-Rhin, les hospices dépositaires en payaient le montant. Les nourriciers en demeuraient chargés sur le reste du territoire.

La commission demande énergiquement que cette inégalité disparaisse. A l'appui de ses instances elle pourrait citer des faits qui ne les justifieraient que trop. Elle se l'interdira. Il est de tristes détails que la prudence ordonne de voiler et de taire. Mais, sans reproduire ici les dépositions de l'enquête, la commission déclare nécessaire, indispensable, la généralisation des mesures qu'avaient adoptées, dès 1860, les 44 départements dont elle a cité les noms. Il faut que l'enfant sans famille soit protégé pendant sa vie, honoré au jour de sa mort. Un sacrifice d'argent est peu de chose en face d'un tel but et de tels résultats.

Inspection départementale.

Frais d'inspection. — Un chapitre spécial traitera de la question de l'inspection départementale [2]. C'est là qu'auront leur place naturelle les développements qui nous paraîtraient ici prématurés. Nous n'en parlerons donc que très-brièvement et seulement pour indiquer la part que l'inspection prend aux dépenses générales du service.

Montant des dépenses accessoires du service extérieur en 1858 et 1859.

D'après les relevés officiels du ministère de l'intérieur, les frais d'inspection se sont élevés, en 1858, à..... 277,000f 83c

Les frais de service médical, les fournitures scolaires et les frais d'inhumation ont imposé au budget départemental une dépense de..... 713,555 15

TOTAL..... 990,555 98

En 1859, les mêmes dépenses ont atteint le chiffre de 1,016,412 fr. 01 c. savoir :

[1] L'Aisne, les Ardennes, l'Aube, la Charente-Inférieure, le Cher, la Côte-d'Or, la Dordogne, la Drôme, l'Eure, la Haute-Garonne, l'Hérault, Indre-et-Loire, le Jura, Loir-et-Cher, la Loire, la Haute-Loire, Lot-et-Garonne, la Manche, la Marne, la Mayenne, la Moselle, la Nièvre, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Saône, Saône-et-Loire, la Sarthe, la Seine, la Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, les Deux-Sèvres, la Somme, le Tarn, Vaucluse, la Vendée et les Vosges.

[2] Voir chapitre VI de la première partie.

Frais d'inspection	284,926f 79c
Autres frais	731,485 22
SOMME ÉGALE	1,016,412 01

Moyenne par enfant.

Calculé sur le total des journées de présence à l'hospice et à la campagne, le nombre moyen des enfants a été, en 1858, de 80,894 [1], et en 1859, de 76,924.

Il en résulte, pour chaque enfant, une dépense moyenne de 12 fr. 24 cent. en 1858, et 13 fr. 21 cent. en 1859.

Dépense totale du service extérieur. Moyenne pour 1 an; pour 12 ans.

Ce dernier chiffre, ajouté à celui de 76 fr. 98 cent. [2], qui représente le tarif moyen des prix de pension, donne annuellement une dépense de 90 fr. 19 cent., soit, pour les 12 années de l'éducation, 1,082 fr. 28 cent. Votre Excellence se rappelle que nous ne pouvions tenir compte des indemnités de ventôse, lesquelles, s'il était possible de les soumettre à de semblables calculs, exerceraient une certaine influence sur la partie financière du service.

Comparaison des tarifs actuels des pensions avec les indications de l'arrêté de l'an IV.

Un arrêté directorial du 5 messidor an IV (23 juin 1796) a décidé que le salaire des nourrices des enfants abandonnés serait évalué en grains, au cours des mercuriales, et de manière que l'allocation trimestrielle n'excédât pas, au maximum, la valeur de dix myriagrammes.

Avant d'aborder l'examen de la question de savoir si les tarifs appliqués en 1860 étaient suffisants ou s'il conviendrait de les augmenter, nous avons cru devoir rappeler ces dispositions. Elles nous offriront un point de comparaison utile et nous permettront de mieux apprécier les résultats de l'enquête.

De 1785 à 1790, le prix moyen de l'hectolitre de blé n'excédait pas	16f 78c
De 1797 à 1800, il a atteint le chiffre de	18 27
TOTAL	35 05
D'où résulte une moyenne de	17 52

[1] Voir tableau M, question n° 8.

[2] Voir page 48.

L'hectolitre représentant 75 kilogrammes, 10 myriagrammes (ou 100 kilogrammes) valaient 23 fr. 36 cent. [1]. C'est à cette somme que s'élevait le maximum trimestriel déterminé par le Gouvernement, et, calculée ainsi, la pension d'un enfant donnait par année une dépense de 95 fr. 44 cent.

Pendant la période décennale qui a précédé l'enquête, le prix moyen du blé a été de 22 fr. 109[m] l'hectolitre. A ce taux, les 10 myriagrammes représenteraient par trimestre 29 fr. 47 cent., soit pour l'année entière.... 118[f] 68[c] [2]

Or, la commission vient d'établir que le tarif moyen, en 1860, ne dépassait pas..... 76[f] 98[c]

DIFFÉRENCE en moins..... 41 50

L'arrêté du 5 messidor, à la vérité, n'indiquait la proportion de 10 myriagrammes que comme un terme maximum au delà duquel les administrateurs des hospices dépositaires ne pourraient jamais s'élever. D'autre part, le chiffre de 76 fr. 98 cent. ne comprend ni les dépenses accessoires, dont la commission tout à l'heure fixait la moyenne annuelle à 13 fr. 21 cent., ni celles qu'imposerait le payement régulier de la triple indemnité stipulée par l'arrêté de l'an V.

Modicité des tarifs. Faut-il les augmenter

Mais, tout compte fait, les tarifs actuels n'en paraissent pas moins bien modiques, et l'on peut se demander si un prix moyen de 6 fr. 41 cent. par mois suffit pour indemniser le nourricier de ses soins et de ses dépenses, alors surtout que le signe monétaire a subi une dépréciation si marquée et qu'à mesure qu'il pénètre au sein des masses, le bien-être rend plus exigeant les habitants des campagnes.

L'attention des inspecteurs généraux s'est portée sur cette question d'une manière très-sérieuse. Ils l'ont résolue en sens divers, suivant les localités et suivant la situation financière de chaque département. Cela devait être. Les conditions d'existence diffèrent, comme les tarifs, d'une région à l'autre; la main-d'œuvre, la rétribution du travail, sous quelque forme qu'elle se présente, n'ont pas suivi partout la même progression. Enfin, on est naturellement disposé, en cette matière, à prendre pour criterium la plus ou moins grande facilité que rencontrent les placements, et l'on oublie quelquefois que

[1] $\frac{17,52 \times 100}{75} = 23$ fr. 36 cent.

[2] Ces divers chiffres sont extraits des mercuriales déposées aux archives du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

là où ils s'opèrent aisément, les meilleures garanties ne sont pas toujours offertes. C'est la tendance ordinaire des administrations départementales. Or leur opinion, nécessairement consultée, a dû contribuer beaucoup à former celle des commissaires enquêteurs, et l'on comprend qu'en présence des charges déjà si lourdes du sous-chapitre VIII du budget départemental il ait fallu souvent fermer les yeux sur des insuffisances cependant trop réelles.

Si, modifiant ses termes[1], le formulaire du 17 avril eût posé ainsi la question : « Quel serait le surcroît de dépense nécessaire pour assurer à tous « les pupilles des hospices une nourrice au sein et ces garanties de bonne « éducation que l'Administration aujourd'hui ne peut toujours exiger? » plusieurs des réponses de l'enquête eussent été sans doute différemment conçues. Mais la formule officielle n'avait pas ce caractère exclusif. Tout en plaçant en première ligne l'intérêt du service des enfants assistés, elle permettait d'interroger les diverses convenances que mettait en jeu la question, et c'est de l'examen raisonné de chacune d'elles qu'est sortie l'appréciation des préfets et des inspecteurs généraux.

Ainsi s'explique ce fait étrange en apparence que, dans la liste des départements où l'enquête a déclaré suffisant le taux des salaires, figurent les moins forts tarifs; tandis qu'au contraire une augmentation a été jugée désirable parmi les départements qui, comme Eure-et-Loir, la Marne et Seine-et-Oise, se montrent le plus généreux.

Tarifs à reviser d'après l'enquête.

Nous mettrons d'abord sous les yeux de Votre Excellence la série des départements dans lesquels l'enquête a demandé le *statu quo* d'une manière absolue. La commission en a relevé 32.

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	OBSERVATIONS.
Allier	816[f] [1]	
Ardèche	774	Le tarif remonte à 1856 seulement.
Ardennes	1,167	
Aube	1,152	Allaitement artificiel.
Bouches-du-Rhône	816	Tarif réglé en 1858.

[1] Conviendrait-il d'augmenter le taux des tarifs actuels? Quel surcroît de dépense en résulterait-il?

[2] Les tarifs dont la date n'est pas indiquée sont ceux qui remontent à une époque antérieure à 1855.

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	OBSERVATIONS.
Cantal	864f	Tarif réglé en 1858.
Corrèze	588	
Côte-d'Or	1,068	
Dordogne	576	
Drôme	852	Tarif de 1858.
Indre-et-Loire	1,002	Tarif de 1856.
Jura	876	
Landes	588	
Loire (Haute-)	786	Tarif réglé en 1860.
Loire-Inférieure	1,128	Tarif réglé en 1856.
Lot	888	
Manche	1,086	Tarif de 1859.
Mayenne	1,032	Tarif de 1856.
Meuse	1,254	
Morbihan	694	
Moselle	936	
Nièvre	1,020	
Oise	1,266	Tarif remontant à 1855.
Pyrénées (Basses-)	588	Tarif récent.
Rhin (Bas-)	1,062	
Rhône	720	
Seine-Inférieure	1,278	
Sèvres (Deux-)	858	
Somme	1,056	Ce tarif remonte à 1855.
Tarn	612	Ce tarif remonte à 1856.
Var	828	
Vosges	1,092	

L'Aube n'est pas le seul département où le *statu quo* ait été admis, et qui ait recours à l'allaitement artificiel. Aussi verrons-nous tout à l'heure que la révision générale ordonnée par Votre Excellence a modifié quelques-uns de ces tarifs. Sans insister sur ce fait, donnons maintenant la liste des départements dont les tarifs n'avaient été jugés suffisants qu'à certaines conditions. On en compte 18.

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	CONDITIONS EXPRIMÉES.
Ariége	690f	Sous la condition que les vêtures seraient distribuées.
Pyrénées-Orientales	660	*Idem.*
Aveyron	828	Maintien subordonné à l'amélioration du vestiaire.

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	CONDITIONS EXPRIMÉES.
Cher	876f	Maintien subordonné à l'amélioration du vestiaire.
Finistère	816	Même condition et pourvu que le département accordât les indemnités de ventôse.
Aude	804	A la condition d'une meilleure graduation du tarif.
Côtes-du-Nord	816	Tarif jugé suffisant quant à présent, mais sous la condition d'une augmentation prochaine.
Orne	1,080	*Idem.*
Yonne	1,104	*Idem.*
Gard	852	Tarif à maintenir si l'on continue à placer les enfants hors du département.
Haute-Garonne	732	*Idem.*
Vaucluse	972	*Idem.*
Hérault	612	Sous la condition d'adopter pour tarif uniforme celui de l'Aveyron [1].
Loire	732	Le préfet le juge suffisant, mais la commission administrative de l'hospice dépositaire ne partage pas cet avis.
Marne (Haute-)	1,080	*Idem.*
Pas-de-Calais	1,440	Maintien subordonné à la condition que des indemnités temporaires seraient allouées dans les années de cherté.
Pyrénées (Hautes-)	732	A la condition du payement ordinaire des indemnités de ventôse.
Vienne (Haute-)	750	A la condition du payement de l'indemnité de 18 fr. (premier âge) et de frais de voyage aux nourrices.

Enfin, les départements dans lesquels l'enquête a reconnu la nécessité d'une augmentation sont au nombre de 36, savoir :

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	AMÉLIORATION RÉCLAMÉE.
Ain	702f	Augmenter le tarif des deux premières années.
Aisne	960	Augmenter surtout le tarif des premières années.
Alpes (Basses-)	888	Augmenter le tarif des 1re, 2e, 9e et 10e années.
Alpes (Hautes-)	696	Augmenter le tarif des 1re, 2e, 3e et 8e années.
Calvados	980	Augmenter le tarif du premier âge.
Charente	714	Augmenter le tarif correspondant aux dix-huit premiers mois.

[1] Nous avons dit que l'Hérault payait deux tarifs, selon que ses enfants étaient confiés à des nourriciers de l'Aveyron ou du Tarn. Dans le premier cas, le prix est de 828 francs. Il se limite, dans le second, à 612 francs.

DÉPARTEMENTS.	TARIFS.	AMÉLIORATION RÉCLAMÉE.
Charente-Inférieure	1,188[c]	Augmenter le tarif correspondant à la première année.
Corse	936	Nécessité d'une augmentation générale.
Creuse	636	Augmenter le tarif des dernières années.
Doubs	1,008	Augmenter le tarif de la première année.
Eure	1,062	Augmenter le tarif des premières années surtout.
Eure-et-Loir	1,440	Augmenter le tarif des quatre dernières années.
Gers	780	Augmenter le tarif des deux premières années surtout.
Gironde	708	Augmenter le tarif de la 2[e] à la 12[e] année.
Ille-et-Vilaine	840	Nécessité d'une augmentation générale.
Indre	654	*Idem.*
Isère	804	Augmenter le tarif des deux dernières années.
Loir-et-Cher	1,032	Nécessité d'une augmentation générale.
Loiret	996	Augmenter surtout le tarif du premier âge.
Lot-et-Garonne	804	Augmenter le tarif correspondant aux 2[e], 10[e], 11[e] et 12[e] années.
Lozère	792	Augmenter le tarif de la première année.
Maine-et-Loire	972	Augmenter le tarif de 2 à 6 ans.
Marne	1,245	Nécessité d'une augmentation générale.
Meurthe	1,008	Augmenter le tarif des trois premières années.
Nord	1,021	Augmenter le tarif de la dernière année.
Puy-de-Dôme	756	Augmenter surtout le tarif des deux premières années.
Rhin (Haut-)	1,008	Révision générale.
Saône (Haute-)	1,092	Augmenter le tarif de la 1[re] année.
Saône-et-Loire	864	Augmenter le tarif du premier âge.
Sarthe	804	Nécessité d'une augmentation générale.
Seine	1,056	Révision générale.
Seine-et-Marne	1,056	Augmenter le tarif correspondant aux neuf premiers mois.
Seine-et-Oise	1,308	Augmenter le tarif du premier âge.
Tarn-et-Garonne	1,056	*Idem.*
Vendée	804	Nécessité d'une augmentation générale.
Vienne	832	Augmenter les tarifs à partir de la 6[e] année.

Ces diverses augmentations permettraient de réduire beaucoup l'emploi du biberon et de ses équivalents. Ne dissimulons pas, cependant, qu'elles ne suffiraient point encore pour assurer une nourrice à chacun des pupilles de l'assistance. Mais l'exception alors n'aurait plus guère lieu que dans les dépar-

tements où l'allaitement artificiel est accepté par la plupart des familles, indigentes ou aisées. On ne saurait exiger plus.

Tarifs revisés depuis l'enquête.

Des règlements nouveaux ont statué, depuis l'enquête, sur le tarif des pensions.

Les départements auxquels ils s'appliquent sont au nombre de 54. L'état J en donne la nomenclature. Nous les diviserons ici en 3 séries, correspondant à chacune de celles que nous venons d'avoir l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Excellence.

Dans la première série, 8 départements ont maintenu, sans modification, l'ancien tarif; 6 l'ont élevé; 4 départements l'ont remanié sans qu'il en résultât de changements appréciables en un sens ou en l'autre [1].

(1) 1re SÉRIE. — DÉPARTEMENTS DONT LES TARIFS AVAIENT ÉTÉ JUGÉS SUFFISANTS.

DÉPARTEMENTS.	ANCIENS TARIFS.	RÉGLEMENTATION DÉFINITIVE.
Allier	816f	Taux maintenu.
Ardèche	774	*Idem.*
Ardennes	1,167	Augmentation générale.
Cantal	864	Taux maintenu.
Corrèze	588	*Idem.*
Jura	876	Légère diminution dans les dernières années.
Landes	588	Taux maintenu.
Loire-Inférieure	1,128	Augmentation en ce qui concerne surtout les tarifs applicables aux nourrices au sein.
Manche	1,086	Taux maintenu.
Mayenne	1,032	Légère diminution.
Meuse	1,254	Taux maintenu.
Oise	1,266	Augmentation générale.
Rhin (Bas-)	1,062	Légère diminution.
Rhône	720	*Idem.*
Seine-Inférieure	1,278	Taux maintenu.
Sèvres (Deux-)	858	Augmentation afférente à la 1re et à la 12e année.
Tarn	612	Augmentation de 72 francs.
Var	828	Augmentation de 120 francs.

Dans la deuxième, 4 tarifs se sont accrus : l'un, de 72 francs; l'autre, de 156 francs; le troisième, de 36 francs; le quatrième, de 12 francs. 7 autres ont été maintenus aux conditions exprimées par l'enquête [1].

Dans la troisième, l'augmentation a porté sur 16 tarifs seulement. Mais les 54 règlements, sans exception, stipulent le payement des trois indemnités de ventôse. Plusieurs accordent une prime aux sages-femmes qui facilitent le recrutement des nourrices; quelques-uns, des primes d'école ou d'autres encouragements pécuniaires aux enfants ou aux gardiens; tous, enfin, des indemnités de voyage à la nourrice qui se présente à l'hospice dépositaire. Cette dernière disposition, en supprimant l'intervention funeste des *meneuses,* supprime en même temps une des causes les plus actives de mortalité. Les Ardennes, le Doubs, la Loire-Inférieure, la Haute-Saône, la Seine-Inférieure et Seine-et-Oise attribuent un salaire spécial aux nourrices au sein. Dans les deux derniers

[2] 2e SÉRIE. — DÉPARTEMENTS DONT LES TARIFS AVAIENT ÉTÉ JUGÉS SUFFISANTS, SOUS CONDITION.

DÉPARTEMENTS.	ANCIENS TARIFS.	RÉGLEMENTATION DÉFINITIVE.	SUITE DONNÉE AUX DEMANDES DE L'ENQUÊTE.
Ariége.....	690f	Taux maintenu.....	Les vêtures ont été portées au nombre de 12.
Aude.....	804	Légère augmentation...	Répartition meilleure.
Aveyron.....	828	Augmentation.....	Amélioration générale du service.
Côtes-du-Nord....	816	Taux maintenu.....	*Idem.*
Gard.....	852	*Idem*.....	*Idem.*
Hérault.....	828	*Idem*.....	Le tarif de 612 francs est aujourd'hui supprimé, et il ne reste plus que celui de 628 francs.
Pas-de-Calais.....	1,440	*Idem*.....	Le Pas-de-Calais applique trois tarifs. Celui de 1,440 francs est le plus considérable; il n'a pas paru qu'on pût les élever.
Pyrénées (Hautes-).	732	*Idem*.....	Les indemnités de ventôse seront régulièrement acquittées.
Pyrénées-Orientales	660	Augmentation.....	Amélioration générale du service.
Vienne (Haute-)...	750	Taux maintenu.....	Le règlement stipule le payement des indemnités de ventôse, et alloue des frais de voyage aux nourrices.
Yonne.....	1,104	Augmentation.....	L'enquête n'avait jugé l'ancien tarif suffisant qu'à titre provisoire.

départements, le tarif de la première année atteint le chiffre de 240 francs, soit 20 francs chaque mois [1].

Moyenne générale des tarifs revisés depuis l'enquête.

En opérant sur les 54 départements réglementés à nouveau, on obtient les moyennes suivantes :

[1] 3e SÉRIE. — DÉPARTEMENTS POUR LESQUELS L'ENQUÊTE AVAIT RÉCLAMÉ UNE AUGMENTATION DE TARIF.

DÉPARTEMENTS.	ANCIENS TARIFS.	RÉGLEMENTATION DÉFINITIVE.	SUITE DONNÉE AUX DEMANDES DE L'ENQUÊTE.
Ain.....	702f	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.
Aisne.....	960	Augmentation de 408 fr. sur l'ensemble des 12 années.	
Alpes (Basses-)....	888	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.
Alpes (Hautes-)...	696	Augmentation de 84 fr.	
Calvados.....	980	Augmentation de 24 fr. 75 cent.	
Charente.....	714	Augmentation de 48 fr.	
Charente-Infér^re...	1,188	Taux maintenu.....	Le tarif paraît suffisant. — Amélioration générale du service.
Corse.....	936	Augmentation de 36 fr.	
Doubs.....	1,008	Augmentation de 180 fr.	
Gers.....	780	Légère diminution.....	Amélioration générale du service.
Gironde.....	708	Augmentation de 240 fr.	
Indre.....	654	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.
Loir-et-Cher.....	1,032	*Idem*.....	*Idem.*
Lot-et-Garonne....	804	Augmentation de 60 fr.	
Lozère.....	792	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.
Marne.....	1,245	Augmentation de 195 fr.	
Meurthe.....	1,008	Augmentation de 36 fr..	
Nord.....	1,021	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.
Puy-de-Dôme.....	816	Augmentation de 156 fr.	
Saône (Haute-)...	1,092	Augmentation de 156 fr.	
Saône-et-Loire....	864	Augmentation de 72 fr.	
Seine-et-Marne....	836 (A)	Augmentation de 435 fr. 60 cent.	
Seine-et-Oise.....	1,308	Augmentation de 432 fr.	
Vendée.....	804	Augmentation de 132 fr.	
Vienne.....	832	Taux maintenu.....	Amélioration générale du service.

(A) Pour les enfants placés dans les limites mêmes du département.

1re année.....	122f 53c	soit, par mois.....	10f 21c
2e ———	99 41	———	8 28
3e ———	88 91	———	7 41
4e ———	86 45	———	7 20
5e ———	82 40	———	6 87
6e ———	81 48	———	6 79
7e ———	76 46	———	6 37
8e ———	74 15	———	6 18
9e ———	70 74	———	5 89
10e ———	67 15	———	5 60
11e ———	66 55	———	5 55
12e ———	66 39	———	5 53
TOTAL...	982 62	TOTAL...	81 88

D'où il résulte une moyenne générale de 982 fr. 62 cent. pour les douze années de l'éducation; de 81 fr. 88 cent. pour un an; de 6 fr. 82 cent. pour un mois.

Il y a donc une augmentation annuelle de 4 fr. 90 cent. comparativement à la moyenne de 76 fr. 98 cent. qu'exprimait l'enquête, et, en tenant compte de l'augmentation correspondante survenue dans les frais accessoires et que l'on ne pourrait encore déterminer, on voit que le chiffre actuel se rapproche beaucoup du terme maximum, posé par l'arrêté du 5 messidor an IV [1].

En supposant que les mêmes proportions s'étendent à tous les départements, ce qui sera l'effet probable des règlements dont l'élaboration se poursuit, et en admettant un nombre d'enfants égal à celui de 1859, l'augmentation de dépenses résultant de l'amélioration générale des tarifs pourrait être évaluée à 376,770 francs [2].

[1] Lors de l'enquête, les frais accessoires s'élevaient à 13 fr. 21 cent. par année (voir page 54), chiffre certainement dépassé aujourd'hui; les tarifs actuels étant de 81 fr. 88 cent. il n'existerait plus, au minimum, qu'une différence de 20 francs environ entre ces deux ordres de dépense et le prix de 40 myriagrammes de blé, au cours moyen de 1850 à 1860 (118 fr. 68 cent.). Voir page 55.

[2] Les dépenses des mois de nourrice, pensions et indemnités réglementaires, se sont élevées, en 1859, à 5,915,237 fr. 77 cent. (États officiels du ministère de l'intérieur.) Le tarif moyen repré-

Cette donnée nous paraît la réponse la plus rationnelle à la question subsidiaire posée par le feuillet 10 *bis* de l'enquête. Elle satisfera, nous le pensons, au désir du Conseil d'État.

Faut-il prolonger la durée de la pension ?

Après s'être prononcée sur le point de savoir s'il convenait d'augmenter les tarifs annuels, l'enquête devait scruter une question non moins intéressante : « Serait-il nécessaire de prolonger d'une ou de deux années la durée de la pension ? » Telle était la question posée par le feuillet n° 11, et dont l'examen rapide viendra clore le paragraphe des dépenses du service extérieur.

Deux départements, le Haut-Rhin et l'Hérault, avaient adopté déjà cette mesure. Dans le premier, nous l'avons dit, la pension départementale ne cesse qu'à l'expiration de la treizième année; le second accorde à ses enfants valides, placés chez des artisans ou conservés par leurs nourriciers, une allocation mensuelle de 3 francs, qui peut s'élever jusqu'à 6 francs, si l'enfant est atteint d'infirmités.

Les autres départements s'en tenaient à l'application pure et simple des règlements qui limitent à douze ans révolus le payement de la pension.

Consultés sur la question, ils se sont divisés en trois groupes principaux : les uns, considérant comme inutile la prolongation appliquée d'une manière générale; les autres, exprimant une opinion indécise et quelquefois des avis contradictoires; les troisièmes, enfin, demandant que la mesure s'étendît, soit à la treizième, soit même à la quatorzième année.

Le premier groupe comprend 54 départements [1], parmi lesquels la commission en a rencontré plusieurs qui admettraient volontiers la faculté de la prolongation dans les cas exceptionnels. L'Aisne, l'Allier, le Doubs, la Mayenne,

sentait alors, pour les 12 années de l'éducation, une somme de 923 fr. 78 cent. Il atteint, d'après les nouveaux règlements, le chiffre de 982 fr. 62 cent.

La proportion doit donc se poser ainsi :

935 fr. 78 cent. : 5,915,237 fr. 77 cent. : : 982 fr. 62 cent. : x

Calcul qui donne, pour dépense annuelle, 6,292,007 francs, soit une augmentation de 376,770 francs.

[1] 1er GROUPE. — Ain, Aisne, Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes, Ariége, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Creuse, Dordogne, Doubs, Eure, Garonne (Haute-), Gers, Gironde, Ille-et-Vilaine, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Mayenne, Meuse, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pyrénées (Basses-), Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Vienne (Haute-).

la Nièvre et la Somme la réclament en faveur des sujets infirmes ou inintelligents; la Drôme, pour les apprentis des villes. Quant aux enfants placés chez des cultivateurs, ni dans ces départements, ni dans la plupart des autres, ils ne motiveraient un pareil sacrifice. A 12 ans, les propriétaires ou les fermiers les recherchent et se les attachent avec empressement, souvent même beaucoup plus tôt. L'Ain, l'Eure, la Charente, le Tarn en offrent le particulier exemple. Nous ne pouvions passer sous silence un fait aussi considérable, et qui témoigne si hautement en faveur du système des placements agricoles.

Dans 6 départements [1], les avis diffèrent, selon qu'ils émanent du préfet, du conseil général, des commissions hospitalières ou de l'inspecteur du service.

Les départements qui ont demandé la prolongation sont au nombre de 24. Les uns réclament une prolongation d'un an [2]; les autres, de deux [3]; un seul département, celui de la Marne, voudrait que la pension s'éteignît à la 16e année.

Tous n'accordent pas à la mesure le même caractère d'urgence; la plupart même s'abstiendraient de la conseiller si, à 12 ans, les pupilles de l'assistance avaient tous fait leur première communion [4]. Mais, dans les paroisses rurales de certains diocèses, cet acte solennel, qui ouvre à l'enfant l'âge et les devoirs de l'adolescence, n'a lieu que tous les deux ou trois ans. Les élèves des hospices ont donc souvent atteint leur 14e ou 15e année avant de l'avoir accompli,

[1] 2e GROUPE.

Aube..... Le préfet ne reconnaît pas la nécessité de la mesure. La commission administrative de l'hospice et les médecins la réclament au contraire d'un commun accord.

Indre-et-Loire. L'inspecteur départemental et le conseil général la repoussent. Les administrateurs de l'hospice la recommandent.

Isère..... Même désaccord entre le préfet et la commission administrative.

Loire..... A Saint-Étienne et à Roanne, les commissions administratives jugent la prolongation inutile. La commission de Montbrison la déclare nécessaire.

Meurthe..... Désaccord entre le préfet et la commission.

Rhône..... *Idem.*

[2] 3e GROUPE. — Cantal, Finistère, Loire (Haute-), Lozère, Pas-de-Calais (garçons seulement), Puy-de-Dôme, Pyrénées (Hautes-), Seine-et-Marne.

[3] Calvados, Charente-Inférieure, Eure-et-Loir, Gard, Indre, Manche, Marne (Haute-), Moselle, Rhin (Bas-) (pour les filles, il suffirait d'une prolongation d'une année), Saône (Haute-), Sarthe, Seine, Seine-et-Oise, Vosges, Yonne.

[4] Il y a souvent du retard, pour les garçons surtout. De là vient la distinction faite entre les deux sexes par les départements du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône.

Cette donnée nous paraît la réponse la plus rationnelle à la question subsidiaire posée par le feuillet 10 *bis* de l'enquête. Elle satisfera, nous le pensons, au désir du Conseil d'État.

Faut-il prolonger la durée de la pension ?

Après s'être prononcée sur le point de savoir s'il convenait d'augmenter les tarifs annuels, l'enquête devait scruter une question non moins intéressante : « Serait-il nécessaire de prolonger d'une ou de deux années la durée de la pension? » Telle était la question posée par le feuillet n° 11, et dont l'examen rapide viendra clore le paragraphe des dépenses du service extérieur.

Deux départements, le Haut-Rhin et l'Hérault, avaient adopté déjà cette mesure. Dans le premier, nous l'avons dit, la pension départementale ne cesse qu'à l'expiration de la treizième année; le second accorde à ses enfants valides, placés chez des artisans ou conservés par leurs nourriciers, une allocation mensuelle de 3 francs, qui peut s'élever jusqu'à 6 francs, si l'enfant est atteint d'infirmités.

Les autres départements s'en tenaient à l'application pure et simple des règlements qui limitent à douze ans révolus le payement de la pension.

Consultés sur la question, ils se sont divisés en trois groupes principaux : les uns, considérant comme inutile la prolongation appliquée d'une manière générale; les autres, exprimant une opinion indécise et quelquefois des avis contradictoires; les troisièmes, enfin, demandant que la mesure s'étendît, soit à la treizième, soit même à la quatorzième année.

Le premier groupe comprend 54 départements [1], parmi lesquels la commission en a rencontré plusieurs qui admettraient volontiers la faculté de la prolongation dans les cas exceptionnels. L'Aisne, l'Allier, le Doubs, la Mayenne,

sentait alors, pour les 12 années de l'éducation, une somme de 923 fr. 78 cent. Il atteint, d'après les nouveaux règlements, le chiffre de 982 fr. 62 cent.

La proportion doit donc se poser ainsi :

935 fr. 78 cent. : 5,915,237 fr. 77 cent. : : 982 fr. 62 cent. : x

Calcul qui donne, pour dépense annuelle, 6,292,007 francs, soit une augmentation de 376,770 francs.

[1] 1er GROUPE. — Ain, Aisne, Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes, Ariége, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Creuse, Dordogne, Doubs, Eure, Garonne (Haute-), Gers, Gironde, Ille-et-Vilaine, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Mayenne, Meuse, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pyrénées (Basses-), Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Vienne (Haute-).

la Nièvre et la Somme la réclament en faveur des sujets infirmes ou inintelligents; la Drôme, pour les apprentis des villes. Quant aux enfants placés chez des cultivateurs, ni dans ces départements, ni dans la plupart des autres, ils ne motiveraient un pareil sacrifice. A 12 ans, les propriétaires ou les fermiers les recherchent et se les attachent avec empressement, souvent même beaucoup plus tôt. L'Ain, l'Eure, la Charente, le Tarn en offrent le particulier exemple. Nous ne pouvions passer sous silence un fait aussi considérable, et qui témoigne si hautement en faveur du système des placements agricoles.

Dans 6 départements [1], les avis diffèrent, selon qu'ils émanent du préfet, du conseil général, des commissions hospitalières ou de l'inspecteur du service.

Les départements qui ont demandé la prolongation sont au nombre de 24. Les uns réclament une prolongation d'un an [2]; les autres, de deux [3]; un seul département, celui de la Marne, voudrait que la pension s'éteignît à la 16e année.

Tous n'accordent pas à la mesure le même caractère d'urgence; la plupart même s'abstiendraient de la conseiller si, à 12 ans, les pupilles de l'assistance avaient tous fait leur première communion [4]. Mais, dans les paroisses rurales de certains diocèses, cet acte solennel, qui ouvre à l'enfant l'âge et les devoirs de l'adolescence, n'a lieu que tous les deux ou trois ans. Les élèves des hospices ont donc souvent atteint leur 14e ou 15e année avant de l'avoir accompli,

[1] 2e GROUPE.

Aube..... Le préfet ne reconnaît pas la nécessité de la mesure. La commission administrative de l'hospice et les médecins la réclament au contraire d'un commun accord.

Indre-et-Loire. L'inspecteur départemental et le conseil général la repoussent. Les administrateurs de l'hospice la recommandent.

Isère..... Même désaccord entre le préfet et la commission administrative.

Loire..... A Saint-Étienne et à Roanne, les commissions administratives jugent la prolongation inutile. La commission de Montbrison la déclare nécessaire.

Meurthe..... Désaccord entre le préfet et la commission.

Rhône..... *Idem.*

[2] 3e GROUPE. — Cantal, Finistère, Loire (Haute-), Lozère, Pas-de-Calais (garçons seulement), Puy-de-Dôme, Pyrénées (Hautes-), Seine-et-Marne.

[3] Calvados, Charente-Inférieure, Eure-et-Loir, Gard, Indre, Manche, Marne (Haute-), Moselle, Rhin (Bas-) (pour les filles, il suffirait d'une prolongation d'une année), Saône (Haute-), Sarthe, Seine, Seine-et-Oise, Vosges, Yonne.

[4] Il y a souvent du retard, pour les garçons surtout. De là vient la distinction faite entre les deux sexes par les départements du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône.

et, par conséquent, de pouvoir apporter au nourricier ou au patron une part de concours réellement utile. Souvent aussi on en profite pour les rappeler, vers cet âge, à l'hospice, et les y retenir jusqu'à ce qu'ils aient terminé leur instruction religieuse. Mais alors un second placement devient très-difficile, et l'Administration ne peut plus espérer de voir l'enfant rentrer au sein de la famille qui avait dirigé ses premiers pas, protégé ses plus jeunes ans. Ces liens précieux, cependant, rien ne les remplacera désormais; à tous les points de vue, il importe d'en prévenir la rupture. La commission pense que, dans ce but, il serait sage d'adresser des recommandations particulières aux administrateurs des hospices dépositaires et aux inspecteurs départementaux, et de se concerter, au besoin, avec l'autorité diocésaine, qui sans doute ne ferait point un inutile appel au zèle et à la charité toujours prête du clergé de nos campagnes.

Si l'on voulait avoir une idée approximative de la dépense qu'entraînerait, pour les départements qui forment le dernier groupe [1], la prolongation du subside mensuel dans la mesure qu'ils ont eux-mêmes indiquée, il y aurait lieu de prendre comme élément du calcul :

1° Le nombre des pupilles de ces départements qui, en 1859, ont cessé, par l'effet de l'âge, d'être à la charge du budget départemental;

2° Le montant des tarifs de la 12e année (exercice 1860), tarifs que l'on étendrait, soit à la 13e et à la 14e année, soit à la 13e seulement.

Les deux tableaux qui suivent exposent les résultats de cette opération.

DÉPARTEMENTS QUI LIMITERAIENT LA PROLONGATION DE LA PENSION À UNE ANNÉE.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS ayant atteint, en 1859, l'âge de 12 ans.	TARIF de LA 12e ANNÉE.	DÉPENSE POUR UNE ANNÉE supplémentaire au même taux.
Cantal	23	60f	1,560f
Finistère	1,660	60	9,960
Loire (Haute-)	54	36	1,944
Lozère	34	36	1,224
Pas-de-Calais. (Garçons seulement)	25	120	3,000
Puy-de-Dôme	68	36	2,448
Pyrénées (Hautes-)	60	48	2,880
Seine-et-Marne	39	72	2,818
TOTAL			25,834

[1] Moins le département de la Marne, qui a seul demandé une prolongation de trois années.

DÉPARTEMENTS QUI ÉTENDRAIENT LA PENSION À LA 13e ET À LA 14e ANNÉE.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS ayant atteint, en 1859, l'âge de 12 ans.	TARIF de LA 12e ANNÉE.	DÉPENSE POUR UNE ANNÉE supplémentaire au même taux.	DÉPENSE pour une SECONDE ANNÉE supplémentaire au même taux.
Calvados	158	72	11,376f	11,376f
Charente-Inférieure	83	84	6,972	6,972
Eure-et-Loir	29	96	2,784	2,784
Gard	54	54	2,916	2,916
Indre	106	36	3,816	3,816
Manche	115	84	9,660	9,660
Marne (Haute-)	30	78	2,340	2,340
Moselle	46	66	3,036	3,036
Bas-Rhin. (Pour les filles, une année de prolongation seulement.)	164	84	13,776	6,888
Haute-Saône. (Garçons seulement.)	17	84	1,428	1,428
Sarthe	92	48	4,416	4,416
Seine	1,513	72	108,936	108,936
Seine-et-Oise	41	72	2,952	2,952
Vosges	75	72	5,400	5,400
Yonne	69	72	4,768	4,768
TOTAUX			184,576	177,688
ENSEMBLE			362,264f	

RÉCAPITULATION.

Départements qui limiteraient la prolongation de la pension à une année	25,834f
Départements qui étendraient la pension à la 13e et à la 14e année	362,264
TOTAL GÉNÉRAL	388,098

Ce que coûterait cette amélioration.

Mais la loi ne crée point de catégories, et, le principe de la prolongation une fois admis, l'application en serait faite dans tous les départements. Des calculs partiels ne répondraient donc qu'incomplétement aux demandes du questionnaire, et il convient d'opérer de la même manière sur l'ensemble des 86 départements de l'Empire. Or, en prenant pour base le nombre total des enfants qui, en 1859, avaient atteint leur 12e année, soit 7,819, et le tarif moyen de 5 francs par mois appliqué, en 1860, à la 12e année de l'éducation [1],

[1] Voir, page 48, le tableau des moyennes établies pour les tarifs mensuels de 1860.

on a, pour chacune des deux années supplémentaires, une dépense de 469,140 francs, soit 938,280 francs.

Ces chiffres ne représenteraient jamais qu'un maximum. En effet, avec l'extension des secours temporaires, le nombre des admissions à l'hospice se réduira de plus en plus; le tarif de la 13e et de la 14e année pourrait être inférieur à celui de la 12e; enfin, il faut tenir compte de la mortalité qui, pendant ces deux années, atteindrait les élèves des hospices.

Rappelons, d'ailleurs, qu'en général les enfants de 12 ans commencent déjà, à la campagne surtout, à rendre des services qui les font rechercher et leur valent bientôt un petit salaire personnel. Ce qu'en dira la commission, à propos des questions 25 et 26 de l'enquête, l'établira péremptoirement. A nos yeux, il serait donc excessif, inutile même, d'appliquer à tous les enfants le bénéfice de la prolongation. Les administrations départementales devraient avoir la faculté d'en faire profiter ceux de leurs pupilles dont la situation exigerait un secours exceptionnel. Quant aux autres, il suffirait du payement régulier de la troisième indemnité de ventôse pour obtenir, à de bonnes conditions, leur maintien chez leurs nourriciers, ou leur assurer même, s'il y avait lieu, un nouveau placement.

§ 2. — SERVICE INTÉRIEUR.

Dépenses intérieures.

Les dépenses intérieures ou hospitalières se divisent en deux catégories : les frais de séjour à l'hospice, les frais de layettes et de vêtures. Aux premiers se rattachent quelquefois des articles accessoires qu'il n'est pas toujours possible de dégager de la dépense principale et qui, pour la plupart, constituent des frais de bureau. La question n° 12 ne les a pas distingués. Le vestiaire et les frais de séjour, tels sont les éléments généraux dans lesquels se renfermait la formule du questionnaire et que l'enquête a réunis.

Modes de calcul adoptés par la commission.

Régulièrement, le séjour à l'hospice ne doit être qu'un accident, une exception dans la vie de l'enfant assisté. Sur ce point, dès lors, l'évaluation devait résulter non plus d'un tarif, mais d'un simple calcul de moyenne. En ce qui touche les layettes et les vêtures, bien qu'il n'y ait pas toujours conformité entre les distributions et les tarifs, la commission a pensé qu'il convenait, au contraire, de prendre pour base d'appréciation la dépense réglementaire, et de ne faire intervenir le calcul par moyenne qu'à titre secondaire et seulement

comme point de comparaison. Examinons d'abord la partie du tableau K qui se rapporte aux frais de séjour.

Frais de séjour des enfants à l'hospice.

Pour établir les moyennes qui y figurent, la commission a pris d'une part les déboursés réels opérés en 1859, d'autre part, le nombre des enfants assistés pendant cette même année, sans distinction de pupilles placés à la campagne ou aux hospices.

Divisant par ce dernier nombre le chiffre des dépenses et multipliant les quotients par 12, elle a constaté qu'un enfant assisté occasionne, en moyenne, du jour de sa naissance à 12 ans révolus, une dépense de 160 fr. 84 cent.

Il n'échappera pas à Votre Excellence que ces résultats n'ont qu'une valeur approximative. Les moyennes, en effet, ont été calculées sur les chiffres d'un seul exercice, attendu l'impossibilité où se trouvaient les membres de la commission d'enquête d'établir ou de contrôler personnellement les dépenses afférentes à une longue période d'années. Mais, prises dans leur ensemble et si l'on s'abstient de considérer chaque département isolément, elles nous paraissent donner une idée suffisamment exacte de cette partie importante des charges hospitalières.

La très-grande majorité des enfants assistés habitant la campagne, on pourrait se demander pourquoi la commission les a compris dans des calculs relatifs à une dépense à laquelle ils sont demeurés étrangers et qu'ont, seuls, occasionnée les élèves présents à l'hospice dépositaire. La réponse est facile, encore qu'elle puisse échapper au premier examen.

La moyenne obtenue à l'aide de ces calculs représente ici la *prime d'assurance* qu'aurait eu à payer chaque enfant pour couvrir, le cas échéant, les frais de son séjour possible à l'hospice. Le montant de cette prime d'assurance hypothétique est en relation étroite avec le nombre proportionnel d'enfants conservés à l'intérieur de la maison dépositaire. En d'autres termes, la moyenne des frais de séjour sera deux fois, trois fois plus élevée dans un service qui, sur 100 enfants, en comptera 20 ou 30 à l'hospice, que là où la moyenne des enfants internés n'excédera pas 10 p. o/o.

La commission se réserve d'apprécier plus loin les inconvénients graves du séjour des enfants dans les hospices, pratique condamnée par l'expérience et contraire aux vues dont s'était inspiré le décret de 1811. Disons seulement, pour l'intelligence du tableau, qu'en général une moyenne faible de frais de séjour est un indice de bonne administration; qu'une moyenne élevée doit être

regardée, au contraire, comme le symptôme d'une situation ou d'habitudes fâcheuses. Il convient d'observer, toutefois, que plus les admissions à l'hospice sont difficilement autorisées, plus aussi la population dont ces établissements restent chargés doit comprendre d'enfants débiles, malsains, difficiles à placer; d'où résulte une élévation presque inévitable dans la moyenne des frais de séjour.

Ces réserves faites, les résultats numériques du tableau peuvent se résumer ainsi :

Moyenne générale des frais de séjour à l'hospice.

La moyenne des frais pour une éducation complète demeure inférieure à 50 francs dans 22 départements[1]. Elle s'élève de 50 à 100 francs dans 17 départements[2]; de 100 à 150 francs dans 14[3]; de 150 à 200 francs dans 7[4]; de 200 à 300 francs dans 10[5]; de 300 à 400 francs dans 6[6]; de 400 à 500 francs dans 6[7]; la moyenne est supérieure à 500 francs dans les 3 derniers départements[8].

Frais de layettes et de vêtures.

La composition et le nombre des layettes et des vêtures sont réglées, dans chaque département, par des arrêtés très-anciens, dont les prescriptions répondent bien rarement aux besoins de nos pupilles. Encore ces arrêtés, comme nous l'indiquions tout à l'heure, demeurent-ils quelquefois à l'état de lettre morte. Les administrations hospitalières subordonnent la distribution du vestiaire à la situation de leurs finances, et les préfets, en présence des charges considérables qu'ont à supporter les maisons dépositaires, se voient souvent forcés de tolérer des habitudes restrictives qui, toutes regrettables qu'elles soient, échappent cependant au reproche de parcimonie.

[1] Lozère, Drôme, Aube, Basses-Alpes, Ariége, Orne, Sarthe, Finistère, Jura, Pas-de-Calais, Loir-et-Cher, Côtes-du-Nord, Haut-Rhin, Vaucluse, Saône-et-Loire, Haute-Marne, Hautes-Alpes, Haute-Loire, Eure-et-Loir, Charente, Haute-Vienne, Gard.

[2] Ain, Landes, Isère, Charente-Inférieure, Eure, Vendée, Lot, Hautes-Pyrénées, Nièvre, Morbihan, Ardèche, Côte-d'Or, Dordogne, Var, Loire, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres.

[3] Aveyron, Rhône, Corrèze, Creuse, Indre-et-Loire, Hérault, Somme, Vosges, Ardennes, Doubs, Gers, Seine-Inférieure, Manche, Puy-de-Dôme.

[4] Yonne, Aude, Marne, Meuse, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Cantal.

[5] Bas-Rhin, Allier, Vienne, Tarn, Seine, Gironde, Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales.

[6] Indre, Seine-et-Marne, Meurthe, Calvados, Haute-Saône, Moselle.

[7] Loiret, Tarn-et-Garonne, Seine-et-Oise, Nord, Aisne, Cher.

[8] Loire-Inférieure, Oise, Lot-et-Garonne.

Votre Excellence y a remédié en recommandant une nouvelle réglementation, partout où cela était possible. Nous en dirons quelques mots en traitant de la question n° 13. La seconde partie du tableau K reproduit seulement les tarifs en vigueur lors de l'enquête, ou du moins ceux qui, à cette époque, auraient dû servir de règle à la composition du vestiaire hospitalier. La commission en a exclu les départements dans lesquels aucune fourniture n'avait lieu, quoi qu'en eussent prescrit les règlements locaux. Si, malgré ces retranchements, le nombre des tarifs inscrits au tableau l'emporte encore sur celui des circonscriptions départementales, c'est que, dans plusieurs départements, les arrêtés de répartition distinguent entre les deux sexes, et quelquefois même entre les élèves d'hospices différents.

Moyennes constatées lors de l'enquête.

D'après les dires de l'enquête, la moyenne des frais de layettes et de vêtures serait de 160 fr. 16 cent. pour la période duodécennale de l'éducation. Ce simple chiffre prouve combien est insuffisant le service du vestiaire, combien il importe d'étendre à tous les règlements départementaux les réformes dont l'Administration a pris l'initiative, et combien surtout il serait urgent d'assurer aux hospices dépositaires, par une répartition plus équitable des dépenses, le moyen de pourvoir à leurs obligations.

On arriverait à un chiffre à peu près semblable en prenant pour base du calcul, non plus les tarifs eux-mêmes, mais des moyennes analogues à celles que nous avons adoptées en ce qui concerne l'évaluation des frais de séjour. Suivant ce dernier mode, la dépense, pour un enfant d'un jour à douze ans, s'élèverait à 177 fr. 48 cent. La différence entre cette somme et la précédente s'explique par les frais accessoires auxquels faisaient allusion les premières lignes de ce chapitre.

Selon que l'on recourt à l'un ou à l'autre procédé, la dépense intérieure, applicable aux douze années, varie de 321 francs à 338 fr. 32 cent., savoir :

Ensemble des dépenses intérieures.

1er mode.		2e mode.	
Frais de vestiaire....	160f 16c	Frais de vestiaire....	177f 48c
Frais de séjour.....	160 84	Frais de séjour.....	160 84
	321 00		338 32

Prévoyant l'insuffisance que devait mettre à jour l'enquête, le question-

naire du 17 avril 1860 a invité les inspecteurs généraux à relever le nombre des vêtures délivrées en sus de la layette. La troisième partie du tableau K résume leurs réponses. Nous en extrairons les principaux résultats.

Nombre des vêtures délivrées suivant les départements.

Les hospices de 13 départements laissent à la charge exclusive des nourriciers ou gardiens la fourniture des layettes et des vêtures. A peine accordent-ils, au moment de l'admission, le vêtement obligatoire. L'Ariége, la Corse, la Côte-d'Or, le Gers, les Landes, le Lot, Maine-et-Loire, la Meurthe, la Meuse, les Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne et les Vosges forment cette catégorie.

Ajoutons-y les hospices de Briançon et d'Embrun (Hautes-Alpes), de Niort et de Parthenay (Deux-Sèvres).

Dans un département, celui des Pyrénées-Orientales, l'hospice dépositaire délivre une seule vêture en sus de la layette.

Les hospices de 2 départements délivrent deux vêtures : Creuse, Bas-Rhin.

Il en est de même de l'hospice de Thouars (Deux-Sèvres).

Les hospices de 3 départements allouent 3 vêtures : Dordogne, Nièvre, Var.

Dans 2 départements, 4 vêtures : Aube, Indre.

Dans 5 départements, 5 vêtures : Cher, Gard, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Puy-de-Dôme.

L'hospice de Gap (Hautes-Alpes) doit être placé dans la même catégorie.

Dans 5 départements, 6 vêtures : Isère, Loiret, Saône-et-Loire, Vienne, Vendée.

On doit joindre aux hospices de ces 5 départements celui de Saintes (Charente-Inférieure).

Dans 10 départements, 7 vêtures : Ardennes, Cantal, Eure-et-Loir, Gironde, Hérault, Loir-et-Cher, Haute-Marne, Orne, Somme, Tarn.

Dans 4 départements, 8 vêtures : Eure, Indre-et-Loire, Jura, Seine-et-Marne.

Les hospices de Montbrison (Loire), de Reims et de Vitry (Marne) délivrent aussi 8 vêtures.

Dans 5 départements, 9 vêtures : Ain, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lozère, Seine-Inférieure.

Dans 2 départements, 10 vêtures : Doubs, Haute-Garonne.

Il faut ranger dans la même catégorie les hospices de la Charente-Inférieure, exception faite de celui de Saintes.

Les hospices de 20 départements délivrent 11 vêtures : Aisne, Allier, Basses-Alpes, Ardèche, Aude, Aveyron, Corrèze, Drôme, Finistère, Lot-et-Garonne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Haute-Saône, Sarthe, Seine, Seine-et-Oise, Vaucluse, Yonne.

On doit y joindre les hospices de Saint-Étienne (Loire), de Châlons (Marne).

Les pupilles du département des Bouches-du-Rhône reçoivent, la layette comprise, 16 petits trousseaux.

Dans le département des Côtes-du-Nord, aucune règle écrite ne préside à la composition et à la distribution des vêtures, bien que l'hospice accorde à peu près les vêtements nécessaires à ses pupilles.

Dans quatre autres départements, les fournitures ne se font guère qu'à titre exceptionnel, à des intervalles indéterminés, quelquefois par voie de distributions générales extraordinaires : Manche, Morbihan, Moselle, Basses-Pyrénées.

Dans trois départements, une allocation en argent remplace le vestiaire : Calvados, Charente [1], Haut-Rhin [2].

Enfin les pupilles de plusieurs départements reçoivent une vêture supplémentaire, soit au moment de la première communion, soit à l'expiration de la 12e année, soit à l'époque du placement.

Pour se rendre un compte exact de la situation du service dans tel ou tel département, il ne faudrait point considérer uniquement le nombre des vêtures. En effet, la composition des trousseaux est loin d'être uniforme. Tel hospice, par exemple, accordant le maximum réglementaire, ou même le franchissant, paraîtrait remplir largement ses obligations, tandis qu'en réalité ses vêtures sont, d'une part, insuffisantes comme composition, et d'autre part s'arrêtent à la 6e année.

Limite d'âge à partir de laquelle

Si l'on introduit comme nouvel élément d'appréciation la limite d'âge à partir de laquelle cessent les distributions, on arrive aux résultats suivants :

[1] Les hospices de la Charente délivraient, il y a quelques années, des vêtures dont l'étoffe constituait une sorte d'uniforme. Les nourriciers préféraient renoncer à cet avantage plutôt que de voir signalés ainsi aux regards les enfants dont ils se chargeaient.

[2] Dans le Haut-Rhin, le fait du règlement de la fourniture en numéraire doit s'expliquer par cette circonstance que le département subvient exclusivement au service des vêtures.

cessent les distributions.

La classification à établir porte sur 68 départements dont les hospices allouent, en sus de la layette, un nombre déterminé de vêtures ou dans lesquels une indemnité pécuniaire en tient lieu.

Différences suivant les départements.

Dans un d'eux, les Pyrénées-Orientales, l'unique vêture délivrée remplace immédiatement la layette. Toutefois, l'hospice de Perpignan, à l'exemple de beaucoup d'autres, se trouve amené souvent, par la force même des choses, à concéder quelques vêtements aux enfants qui, lors de l'admission, ont dépassé le premier âge.

Dans 1 département, les distributions cessent après le 18e mois : Bas-Rhin;

Dans 1 département, après l'âge de trois ans : Creuse;

Dans 2 départements, après l'âge de 5 ans : Indre, Dordogne;

Dans 6 départements, après l'âge de 6 ans : Aude, Cher, Ille-et-Vilaine, Nièvre, Orne, Var.

Il faut ranger dans la même catégorie l'arrondissement de Gap (Hautes-Alpes).

Dans 1 département, Loiret, après l'âge de 7 ans, les enfants n'ont plus droit à aucune vêture.

Dans 1 département, Eure, la limite réglementaire est fixée à 7 ans 1/2;

Dans 3 départements, à l'âge de 8 ans : Bouches-du-Rhône, Loire-Inférieure, Somme;

Dans 7 départements, à l'âge de 9 ans : Ardennes, Aude, Gard, Hérault, Jura, Vendée, Vienne;

Dans 3 départements, à l'âge de 10 ans : Ain, Doubs, Mayenne;

Dans 1 département, à l'âge de 10 ans 1/2 : Seine-Inférieure.

Dans la Gironde, la limite d'âge s'élève à 11 ans. Il en est de même à Thouars (Deux-Sèvres).

Dans 38 départements, les distributions de vêtures se répartissent sur la période entière des 12 années [1].

Enfin, 2 départements, celui des Hautes-Alpes et celui des Deux-Sèvres

[1] Aisne, Allier, Alpes (Basses-), Ardèche, Aveyron, Calvados, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Garonne (Haute-), Indre-et-Loire, Isère, Loir-et-Cher, Loire, Loire (Haute-), Lot-et-Garonne, Lozère, Marne, Marne (Haute-), Nord, Oise, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Rhin (Haut-), Rhône, Saône (Haute-), Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Tarn, Vaucluse, Yonne.

doivent être rangés dans une catégorie à part, à raison des différences signalées plus haut entre les habitudes des hospices dépositaires du même département.

Appréciation générale de l'enquête.

En somme et toutes considérations mises en balance, l'enquête présente le service des layettes et vêtures comme suffisant dans 35 départements, savoir : 21 départements où le service est organisé en conformité plus ou moins étroite avec les instructions [1], 15 départements où les habitudes locales, le désintéressement des nourriciers, le taux relatif des salaires permettent, à la rigueur, de se contenter de fournitures moins complètes et même, dans quelques cas, tout à fait insuffisantes [2]. Le service reste donc en souffrance dans 50 départements.

Nécessité de porter à 12 le nombre des vêtures.

Pour satisfaire aux besoins des enfants et indemniser convenablement les familles nourricières, il faudrait porter à 12 le nombre des distributions. C'est la proportion qu'avait prévue le formulaire du 17 avril [3], et l'enquête l'a justifiée.

Ce que coûterait cette mesure.

Quel surcroît de dépense en résulterait-il? La commission a choisi, pour répondre à cette question, une méthode d'évaluation reposant sur l'ensemble de l'enquête et à laquelle, dès lors, n'ont pu recourir les rapports particuliers.

Les inspecteurs généraux ont signalé 9 départements dont les hospices satisfont à la triple condition du nombre, de la composition et de la qualité des vêtures succédant à la layette. Ces départements appartiennent à toutes les régions de la France. Ils peuvent donc servir de base à des conclusions générales. En voici les noms :

Basses-Alpes, Corrèze, Drôme, Nord, Oise, Rhône, Haute-Saône, Seine, Vaucluse.

[1] 1re Catégorie. — Basses-Alpes, Calvados, Corrèze, Drôme, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Indre-et-Loire, Haute-Loire, Lozère, Marne, Nord, Oise, Orne, Rhône, Haute-Saône, Seine, Seine-Inférieure, Tarn, Vaucluse.

Il faut y joindre les 4 départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Loire, du Pas-de-Calais, mais en ce qui concerne seulement le service des hospices de Laon, Rethel, Saint-Étienne et Arras.

[2] 2e Catégorie. — Aube, Bouches-du-Rhône, Charente (indemnité en argent), Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Doubs, Landes, Loiret, Lot, Mayenne, Pyrénées (Hautes-), Somme, Tarn-et-Garonne.

Il faut y joindre le département des Hautes-Alpes, en ce qui concerne seulement les pupilles de l'hospice de Gap.

[3] Question n° 16.

D'après le tableau K, les tarifs du vestiaire, dans ces départements, représentent un total de 2,207 fr. 18 cent., soit en moyenne 245 fr. 24 cent., ou pour une année 20 fr. 436 millimes. Multipliée par le nombre des enfants assistés existant en 1859 (76,520), cette dernière somme donnerait une dépense de 1,563,762 fr. 72 cent., ci..... 1,563,762f 72c

Or, l'ensemble des tarifs des layettes et des vêtures, 160 fr. 16 cent. pour 12 ans et 13 fr. 346 millimes pour une année, ne représente, calculé sur un même nombre d'enfants, qu'une dépense annuelle de..... 1,021,235 92

DIFFÉRENCE en moins..... 542,526 80

L'augmentation à prévoir serait donc environ de moitié, et un supplément de 540,000 francs permettrait de constituer régulièrement le service du vestiaire. Mais cette somme fût-elle, par un moyen quelconque, portée en addition à leurs budgets, les hospices dépositaires ne se verraient point encore affranchis de tout embarras. Nous avons dit, en effet, que, même réduite à moins de 1,100,000 francs, la dépense actuelle est hors de proportion avec les ressources de ces établissements. Les uns évitent le déficit en restreignant, en supprimant même tout à fait leurs fournitures; les autres n'y échappent qu'en faisant appel au budget départemental. Quarante et un conseils généraux ont dû ainsi voter des subventions dont le chiffre s'est élevé, pour 1859, à 217,587 fr. 08 cent., soit 10 p. 0/0 du total des dépenses intérieures.

Concours des départements aux dépenses intérieures.

Dans les comptes départementaux, ces subventions sont imputées jusqu'à concurrence de 196,833 fr. 72 cent. sur les fonds du sous-chapitre XIX (2e section, dépenses facultatives). Le surplus se trouve confondu avec les dépenses prévues au sous-chapitre VIII de la 1re section. Ce mélange se présente particulièrement lorsque les allocations ont pour objet spécial le remboursement des frais de séjour des enfants aux hospices dépositaires. Dans ce dernier cas, les indemnités sont réglées d'ordinaire au prorata du nombre des journées de présence à l'hospice, au lieu d'être imputées sur une portion de crédit limitée d'avance.

Le montant de la part contributive des départements aux dépenses intérieures est versé à la caisse des administrations hospitalières. L'Allier fait seul exception. L'administration départementale y emploie directement en achats

et fabrication de vêtures le crédit voté par le conseil général, et, sans emprunter l'intermédiaire de l'hospice, elle distribue aux enfants les objets confectionnés.

5 départements, les Basses-Alpes, l'Indre, Saône-et-Loire, la Vendée et les Vosges, supportent intégralement les charges du service intérieur.

4 autres, le Jura, Lot-et-Garonne, la Haute-Marne et le Haut-Rhin, subviennent pour la totalité aux seuls frais du vestiaire.

L'Aveyron, outre ces frais, rembourse aux établissements dépositaires une partie des dépenses de séjour, en assimilant la journée d'hospice à la journée de présence dans la maison du nourricier.

2 départements, le Lot et Maine-et-Loire, font exclusivement consister, dans le montant des frais de séjour, leur contingent aux dépenses intérieures.

Dans les autres départements, les fonds accordés par les conseils généraux ont plutôt le caractère d'une subvention à forfait, qu'ils ne sont destinés à rembourser un article spécial de dépense.

Le tableau ci-dessous présente les 41 départements rangés dans l'ordre décroissant des subventions qu'ils allouent. Il nous a paru intéressant d'y introduire une colonne indiquant le rapport de ces subventions à l'ensemble des dépenses intériueres de chaque département.

DÉPARTEMENTS.	SUBVENTION DÉPARTEMENTALE en 1859.	MONTANT de la DÉPENSE INTÉRIEURE en 1859.	PART PROPORTIONNELLE supportée par le département.	OBSERVATIONS.
Calvados.....	30,000f 00c	74,317f 88c	40 p. o/o	
Indre.....	13,000 00	12,765 10	100	
Mayenne.....	12,000 00	31,930 19	37. 6	
Vendée.....	10,708 40	10,708 40	100	
Haut-Rhin.....	10,673 28	12,226 39	87	
Vienne.....	9,165 20	34,129 23	26. 9	
Saône-et-Loire.....	8,457 85	8,457 85	100	
Pas-de-Calais.....	8,000 00	9,328 27	86	
Puy-de-Dôme.....	8,000 00	18,710 45	43	
Allier.....	7,000 00	22,220 00	31.5	
Dordogne.....	6,753 11	58,950 00	11	
Lozère.....	6,600 00	9,999 13	66	
Haute-Saône.....	6,144 26	18,229 32	34	
A reporter....	136,502 10	321,972 21		

DÉPARTEMENTS.	SUBVENTION DÉPARTEMENTALE en 1859.	MONTANT de la DÉPENSE INTÉRIEURE en 1859.	PART PROPORTIONNELLE supportée par le département.	OBSERVATIONS.
Report.....	136,502f 10c	321,972f 21c		
Aude.....	6,000 00	14,526 00	41. 3 p. o/o	
Loir-et-Cher.....	6,000 00	9,810 11	61	
Aveyron.....	5,752 46	6,991 26	82	
Vosges.....	5,500 00	4,525 75	100	Le surplus de la subvention départementale a été réparti sur l'ensemble du service.
Basses-Alpes.....	5,000 00	3,141 00	100	
Charente-Inférieure..	5,000 00	18,646 79	26. 8	
Lot-et-Garonne.....	4,557 30	11,113 30	41	
Jura.....	4,518 83	4,882 99	92	
Vaucluse.....	4,300 00	13,446 00	32	
Creuse.....	4,000 00	5,214 15	77	
Drôme.....	4,000 00	10,709 40	37. 3	
Maine-et-Loire.....	3,659 35	13,848 83	26	
Ardèche.....	3,400 00	5,919 20	57	
Pyrénées-Orientales..	3,400 00	15.428 00	22	
Tarn.....	3,000 00	6,458 00	46	
Haute-Marne.....	2,884 92	4,487 92	64	
Manche.....	2,835 00	17,473 36	16	
Ille-et-Vilaine.....	2,547 15	5,064 90	50	
Nièvre.....	2,500 00	6,543 61	38	
Côtes-du-Nord.....	2,000 00	8,139 40	24. 5	
Hérault.....	2,000 00	11,058 72	17	
Orne.....	1,818 17	9,938 81	19	
Sarthe.....	1,300 00	30,163 25	4	
Ardennes.....	1,200 00	7,605 13	15. 8	
Cher.....	1,000 00	31,788 40	3	
Haute-Loire.....	1,000 00	7,420 53	13	
Var.....	1,000 00	17,317 68	6	(A) Comparées au total des dépenses intérieures des 86 départements, les subventions votées par les conseils généraux représentent le chiffre de 9,75 p. o/o.
Lot.....	912 00	2,815 30	32. 4	
TOTAL.....	217,587 08	526,450 33	41 p. o/o (A)	

Le département de la Seine n'alloue pas de subventions, mais la ville de Paris se substitue au département, en mettant à la disposition des hospices un crédit considérable, sur lequel les dépenses intérieures ont été imputées en 1859, jusqu'à concurrence de 257,014 francs [1], soit 45 p. o/o du total de ces mêmes dépenses.

[1] La subvention aux hospices de Paris, pour dépenses intérieures du service des enfants assistés, ne forme pas l'objet d'un crédit spécial. Le chiffre de 257,014 francs a été obtenu en rapprochant du total des dépenses ordinaires de l'administration de l'assistance publique, en 1859 (15,683,321 fr.

Parmi les 41 départements qui contribuent aux frais intérieurs, on n'en compte que 19 où l'enquête ait déclaré suffisant le service des layettes et des vêtures.

Encore, pour six d'entre eux, ce jugement n'a-t-il été exprimé qu'en raison des circonstances locales et des habitudes prises par les nourriciers.

Sur les 45 départements dont les hospices subviennent seuls ou avec le concours des communes, aux dépenses intérieures, il en est 6 où les mêmes circonstances ont déterminé la même réponse, et 11 où les vêtures ont été jugées acceptables, sans autre observation.

Mais ce que la commission disait à propos des salaires, elle peut, elle doit le répéter ici. En appréciant le service des vêtures, les inspecteurs généraux ont tenu nécessairement compte de considérations diverses devant lesquelles la critique a dû souvent fléchir, et leur jugement ne peut être considéré que comme une sorte de transaction entre les exigences de ce service spécial et les nécessités générales de l'Administration.

Même en raisonnant ainsi, ils ont dû proclamer dans 50 départements l'insuffisance du vestiaire. Pour y remédier, nous le rappelions tout à l'heure, Votre Excellence a ordonné une révision complète à laquelle les préfets travaillent activement. Le tableau L donne la liste des 54 départements qui déjà en ont profité.

Moyenne générale du prix des vêtures réglementées depuis l'enquête.

Dans ces départements, sauf peu d'exceptions, les enfants reçoivent aujourd'hui de 9 à 12 vêtures. Alors même que le nombre ancien n'a pas été augmenté, les trousseaux ont gagné sous le rapport de la composition. Leur valeur moyenne représente, pour les garçons..... 247f 90c

et, pour les filles..... 233 47

Soit, pour les deux sexes..... 240 68

Lors de l'enquête, la moyenne générale ne dépassait pas. . 160 16

DIFFÉRENCE en plus..... 80 52 (1)

13 cent.), le chiffre de la subvention de 6,985,537 francs allouée pour la même année, et en supposant la subvention répartie sur chacun des articles de dépense dans la proportion de ces deux nombres.

Les dépenses intérieures s'étant élevées, en 1859, au chiffre de 576,999 fr. 05 cent., la part contributive de la ville de Paris doit être évaluée à 576,999 fr. 05 cent. $\times \frac{6,985,537}{15,688,321} = 257,014$ francs.

(1) Étendues à tous les départements, et si le nombre des enfants de 1 jour à 12 ans se mainte-

Ces prescriptions sont sages, et sans doute elles exerceront, sur l'ensemble du service, une salutaire influence. Mais il ne faut point se faire illusion, les nouvelles fixations restent quelquefois encore au-dessous des besoins. Les hospices dépositaires ne pourront s'y conformer que bien difficilement; et, quant aux départements, on doit prévoir le moment où, fatigués d'accorder toujours des subventions qui jamais ne suffisent, ils opposeront un refus aux sollicitations, pourtant si légitimes, de l'administration hospitalière.

Nécessité de faire concourir tous les hospices au payement des dépenses intérieures.

Une mesure radicale, la répartition des dépenses intérieures entre tous les hospices, sans distinction, nous paraît donc indispensable. Les motifs les plus puissants de logique et d'équité la recommandent, et lui vaudraient sans doute l'adhésion unanime du Conseil d'État et du Corps législatif.

Des considérations qu'il peut seul apprécier déterminent le Gouvernement à désigner tel ou tel établissement comme hospice dépositaire. Mais parce qu'un hospice est dans une situation topographique plus convenable; parce que la distribution des locaux, les aménagements intérieurs s'y prêtent mieux à l'installation d'un service spécial; parce que, placé dans une localité plus importante, il peut être l'objet d'une surveillance plus active; parce qu'en un mot il satisfait d'une manière plus complète à ces conditions multiples que doit rechercher l'autorité supérieure, faudra-t-il l'accabler seul d'un fardeau dont, par un singulier privilége, se trouveront exonérés des établissements peut-être plus largement dotés que lui? C'est là pourtant ce qui a lieu aujourd'hui. Sans rappeler les vives protestations qui, à diverses époques, se sont élevées contre un tel système, nous demanderons énergiquement une réforme législative qui, supprimant cette anomalie, partage entre tous les hospices, dépositaires ou non dépositaires, les charges du service intérieur des

nait au chiffre de l'année 1859 (76,520), ces proportions élèveraient l'ensemble de la dépense annuelle du vestiaire à 1,534,736 fr. 13 cent.

On a vu plus haut qu'avec les proportions de l'enquête la dépense annuelle pourrait être évaluée à..... 1,021,235f 92c

et que, pour établir convenablement le vestiaire, il faudrait un surcroît annuel de..... 542,526 80

soit..... 1,563,762 72

Entre ce dernier chiffre et celui de..... 1,534,736 13

qui résulte de la réglementation actuelle, il n'y a qu'une légère différence de.... 29,026 59

enfants assistés, dans des proportions que fixeraient les préfets, après avis des conseils généraux et sauf l'approbation du ministre de l'intérieur.

Alors seulement les hospices pourront réaliser ces améliorations que réclament, non moins impérieusement que le vestiaire, d'autres parties du service.

Imperfections du service.

C'est ici le lieu de parler des *salles de maternité*, institution qui, mal dirigée, peut exagérer son principe et conduire à l'abus, mais qui, sagement contenue, répond à un des premiers besoins de l'humanité souffrante. Elle se rattache assez étroitement au service général des enfants assistés pour que le questionnaire du 17 avril en ait fait l'objet d'un paragraphe distinct[1]. Nous analyserons brièvement les réponses qui s'y rapportent.

Sur les 86 départements, 30, lors de l'enquête, étaient dépourvus d'un service spécial de maternité, savoir :

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardèche, Aude, Cher, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Drôme, Finistère, Gers, Landes, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Manche, Marne, Mayenne, Morbihan, Orne, Pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Tarn-et Garonne, Vaucluse, Vosges, Yonne.

Mais les hospices de la Drôme, du Finistère, de la Marne, de l'Orne, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Oise et de Vaucluse recevaient les femmes enceintes, sans avoir, à proprement parler, de salles qui leur fussent régulièrement affectées.

9 départements comptent deux salles de maternité :

Allier, Charente-Inférieure, Eure-et-Loir, Gironde, Hérault, Jura, Maine-et-Loire, Basses-Pyrénées, Var.

La Seine, outre l'hôpital spécial de la Maternité, a organisé, dans plusieurs des hôpitaux de Paris, un service particulier pour les femmes enceintes.

Les 47 autres départements ont chacun une salle de maternité.

Service de la maternité.

En général, cette branche de l'administration hospitalière laisse à désirer, tant sous le rapport de l'hygiène qu'au point de vue des exigences obstétricales. De là de fréquentes épidémies et une mortalité parfois effrayante. L'enquête a signalé comme répréhensibles et même déplorables les *maternités* des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales. Elle a remarqué aussi que, là où ils sont annexés à des cours d'accouchement

[1] Question n° 7, § 2.

et à des écoles de médecine, les services de maternité favorisent l'abandon. Uniquement préoccupées de ces inconvénients, quelques personnes inclineraient volontiers vers une mesure extrême, la suppression. La commission s'interdira ce conseil. C'est dans les départements privés de salles de maternité que se manifeste avec le plus d'impudeur la licence des sages-femmes, et l'Administration alors n'a pas de frein à leur opposer. L'indigence et le malheur ont, d'ailleurs, des droits sacrés à la commisération publique. Nos établissements hospitaliers ne pourraient donc, sans manquer à la prudence et à la charité, retrancher une institution qui les complète si bien. Nous persistons à penser qu'il suffit de la diriger sagement pour en obtenir des effets tout contraires à ceux dont se sont alarmés certains économistes. L'Allier, la Drôme [1], la Haute-Garonne, la Haute-Marne, le Nord et les Deux-Sèvres imposent, aux filles admises à faire leurs couches à l'hospice, l'obligation d'allaiter leurs enfants quand elles le peuvent et de les conserver avec ou sans secours. Ce sont là des mesures prévoyantes devant lesquelles s'arrête nécessairement l'abus. Nous exprimons le vœu qu'elles s'étendent à tous les départements.

Nécessité d'une sage réglementation.

Le service des crèches est également très-défectueux dans beaucoup d'hospices. Ici l'insalubrité, l'exiguïté des locaux, là les conditions mauvaises de l'allaitement, l'absence de nourrices sédentaires, compromettent l'existence si frêle des nouveau-nés. Trop rarement, les commissions administratives des hospices se pénètrent de cette conviction, que, pour conjurer les dangers qui menacent la première enfance, il faut multiplier, exagérer, pour ainsi dire, les soins et les précautions hygiéniques; trop souvent le service de la crèche est confié à des personnes, dévouées sans doute, mais trop âgées ou initiées uniquement, par une sorte de tradition incomplète, à la pratique des soins maternels, et chez lesquelles l'habitude de voir leurs efforts échouer se transforme peut-être trop en résignation passive.

Des crèches hospitalières destinées aux nouveau-nés.

Les soins à donner aux enfants sevrés, mais infirmes, aux enfants malades rendus par leurs nourriciers, rentrent plus naturellement dans la spécialité des services hospitaliers, et c'est surtout dans de semblables occasions qu'éclate l'admirable charité des religieuses. Mais quelquefois l'excès même de

Inconvénients du séjour prolongé des enfants dans les hospices.

[1] Nous avons dit que la Drôme n'a pas de service spécial de maternité; mais les filles et les femmes sur le point d'accoucher sont admises dans les hospices de Romans, Crest, Montélimar, Saint-Vallier et Nyons.

leur sollicitude tourne au détriment des pupilles. Beaucoup d'enfants sont conservés pour cause de faiblesse, dont le tempérament lymphatique ne pourrait être modifié que par l'influence du grand air et de la vie des champs, et qui achèvent de s'étioler dans l'atmosphère de l'hospice. Souvent la difficulté des placements devient le prétexte et l'excuse plutôt que le motif de séjours indéfiniment prolongés. A l'égard des jeunes filles principalement, une inquiétude, sans nul doute très-respectable, conduit à de fâcheuses exagérations. Songer aux dangers qui menacent l'avenir de la jeune fille pauvre, c'est là, nous le reconnaissons, une préoccupation légitime et bien faite assurément pour émouvoir le cœur des religieuses; mais, ne voir de moyen de préservation que dans le séjour à l'hospice, n'est-ce pas là, répétons-le, une exagération funeste? Cette tendance à conserver ainsi les enfants sans une nécessité absolue compromet à la fois leur intérêt moral et leurs intérêts matériels. Il est affligeant de penser qu'on renonce ainsi à la meilleure, à la plus forte des garanties d'avenir que puissent espérer, réclamer des orphelins : la reconstitution, l'appui d'une famille.

Presque toujours, d'ailleurs, le séjour de l'hospice est une mauvaise préparation à la vie de labeur qui attend nos pupilles. Ils y contractent des habitudes de bien-être relatif et une certaine mollesse qui deviendront plus tard un écueil redoutable. Souvent les moyens d'employer les garçons avec quelque utilité manquent complétement. Réduits, en dehors des heures de classe, à des occupations sédentaires, bonnes pour de vieilles femmes, ils s'engourdissent dans l'oisiveté d'une vie incompatible avec la vivacité de leur âge. Si l'hospice les applique à des travaux industriels, des ateliers mal organisés les exposent à tous les inconvénients de l'existence des fabriques, sans même leur assurer l'apprentissage sérieux d'un métier qu'ils puissent exercer un jour.

Les hospices en souffrent en même temps que leurs pupilles.

Une circulaire récente, que déjà nous avons citée[1], a mis énergiquement en lumière le danger d'un système dont les enfants n'ont pas seuls à se plaindre. En y persistant, les hospices aggravent très-gratuitement une situation financière le plus souvent embarrassée, et ce qu'ils consacrent ainsi à des frais de séjour inutiles, ils le retranchent à la fortune du pauvre. Lors même qu'ils devraient payer des suppléments de pensions pour les enfants infirmes

[1] Circulaire du 1er avril 1861.

ou d'un placement difficile, ils y trouveraient un bénéfice certain. Ajoutons que les pupilles, trop habitués au régime de l'hospice, réussissent rarement, les filles surtout, à se créer au dehors une position stable et reviennent plus tard dans l'établissement, soit à titre d'infirmes, soit à titre de servants supplémentaires. De là, cet encombrement, cette impossibilité d'améliorer, trop souvent constatée par l'enquête, qu'il s'agisse des crèches du quartier des enfants, ou du service des layettes et des vêtures.

Résumé des améliorations nécessaires.

En résumé, les deux services extérieur et intérieur appellent de notables améliorations.

Pour le premier, il faut élever les tarifs des pensions, accorder plus régulièrement les indemnités de ventôse, pourvoir plus largement aux frais d'école, de maladie, d'inhumation, etc.

La réorganisation des sections de maternité et d'allaitement, la révision générale du vestiaire, une satisfaction plus complète accordée aux divers intérêts de leurs pupilles: telles sont les obligations que devront s'imposer les maisons dépositaires. Le surcroît de dépense qui en résultera pour leurs budgets s'atténuera par le désencombrement progressif des hospices; et, si la loi consacre le nouveau mode de répartition que réclame instamment la commission d'enquête, il deviendra facile de faire face au surplus.

Jetons maintenant un coup d'œil sur le passé, et, pour répondre à la question 8 (§ 4) du formulaire officiel, comparons les charges financières de ces deux services à 30 années de distance, 1828 et 1858.

§ 3. — COMPARAISON DES DEUX ORDRES DE DÉPENSES EN 1828 ET 1858.

Difficultés de la question.

L'étude comparative que nous abordons est assurément la plus laborieuse, la plus compliquée de toutes celles que nous imposait l'enquête. A chaque pas, de nouvelles lacunes, des obstacles imprévus arrêtaient notre travail. Plus d'une fois, au moment où ils croyaient leur tâche terminée dans un département, les inspecteurs généraux ont dû la reprendre entière, et demander à un second examen la raison de faits inattendus, l'explication de difficultés soudaines, le moyen de suppléer au silence ou à l'équivoque des documents. Obscurités, inexactitudes, absence de pièces comptables, confusions volontaires ou involontaires, statistiques douteuses, justifications incomplètes, témoignages incertains, des empêchements de toute nature se dressaient devant nous.

Dans de telles conditions, on ne saurait exiger des réponses de l'enquête une exactitude absolue, indiscutable. La commission ne prétend pas à cette infaillibilité; elle veut, au contraire, loyalement signaler les imperfections que peut présenter son œuvre, et elle éprouve à le faire d'autant moins d'embarras, que tous ses membres, après les investigations auxquelles ils se sont livrés, soit dans le cours de l'enquête, soit pendant les dix-huit mois qui l'ont suivie, ont le droit de penser et de dire que leur travail se rapproche de la vérité plus que tout autre, et qu'il mérite la confiance du ministre et celle du Conseil d'État.

Explication du tableau des dépenses.

L'état M, qui correspond au dernier paragraphe de ce chapitre, rassemble tous les renseignements recueillis par l'enquête sur les dépenses du service en 1828 et en 1858.

Il reproduit les deux grandes divisions du questionnaire dans des colonnes perpendiculaires, où les départements viennent successivement occuper leur place horizontale. Chaque nature de dépense est totalisée par département, et en regard figure, dans d'autres colonnes, la population tant à l'hospice qu'à la campagne, en sorte qu'en divisant la dépense par la population, on obtiendrait la dépense moyenne de l'enfant aux deux époques.

Voici les résultats généraux qu'il présente :

Comparaison des résultats de 1828 et 1858.

ANNÉE 1828.

Dépenses extérieures.....	7,981,113f 65c
Dépenses intérieures.....	1,813,623 77
TOTAL.....	9,794,737 42

Nombre moyen des enfants, 112,730. Dépense moyenne par année, 86 fr. 88 cent. ou 7 fr. 24 cent. par mois.

ANNÉE 1858.

Dépenses extérieures.....	7,011,415f 16c
Dépenses intérieures.....	2,270,565 39
TOTAL.....	9,281,980 55 (1)

(1) Ce total ne comprend pas la dépense des enfants secourus conservés par leur mères. En 1858, elle s'est élevée à 841,875 fr. 58 cent.

Nombre moyen des enfants, 80,894 [1]. Dépense moyenne, 114 fr. 74 cent. ou 9 fr. 56 cent. par mois.

Cette comparaison n'est certes pas à l'abri de toute critique. Tandis, en effet, que les chiffres de 1858 reposent sur des bases certaines, il a fallu demander ceux de 1828 à des documents inexacts ou même incomplets.

Ces imperfections existent principalement dans la partie hospitalière de la dépense. Les frais extérieurs, en effet, ressortent d'une comptabilité spéciale dont ils forment des articles distincts. Les dépenses intérieures, au contraire, confondues dans la comptabilité générale des hospices, ne se présentent pas avec la même netteté; et, pour les en dégager, il faut recourir à des calculs et adopter des évaluations qui doivent nécessairement altérer la vérité des chiffres. Quelquefois même, après de laborieuses investigations, les inspecteurs généraux ont dû renoncer à formuler une réponse quelconque.

C'est ainsi que, dans 9 départements, l'enquête n'a apporté aucune indication en regard des dépenses intérieures; que, dans 4 autres, les frais de séjour n'ont pu être retrouvés. Le tableau M a respecté ces lacunes. Mais nous croyons devoir indiquer ici un moyen approximatif de les combler: il consisterait, étant donné le nombre des enfants de 1828, à calculer leur dépense sur le chiffre estimatif admis en 1858 [2]. Ainsi rectifié, le tableau présenterait, pour 1828, une dépense générale de..... 9,982,634f 15c

Le total de 1858, y compris les secours temporaires, s'élevant à..... 10,123,856 13

il ne ressort plus qu'une différence de..... 141,221 98

bien que le nombre des enfants se soit réduit de 19,325.

Autorité des chiffres de l'enquête.

En travaillant cette matière si délicate et si complexe, la commission a pu s'assurer que les résultats de l'enquête se rapprochaient beaucoup de ceux qu'avaient publiés avant elle des pièces officielles d'une haute importance, et

[1] Dans ce nombre figurent 8,000 orphelins environ qui, en 1828, n'auraient point été admis à l'assistance.

[2] L'Aube, par exemple, comptait, en 1828, 921 enfants assistés. En 1858, ce nombre était de 376 pupilles, occasionnant une dépense intérieure de 2,519 francs, soit 6 fr. 70 cent. par enfant. En admettant les mêmes proportions pour 1828, on trouve une dépense de 6,170 fr. 70 cent. La commission a procédé de même pour les autres départements, en n'opérant toutefois que sur les frais de séjour, lorsque la dépense du vestiaire était connue.

qu'alors même qu'ils s'en éloignaient ces résultats avaient comparativement une supériorité incontestable.

C'est ainsi qu'un document resté célèbre, le rapport au Roi présenté par M. de Gasparin le 5 avril 1837, fixe à 9,445,575 fr. 45 cent. la dépense générale du service en 1828. Entre ces chiffres et les nôtres, il n'y a, on le voit, qu'une différence d'environ 500,000 francs.

Les recherches que nous avons dû faire nous permettent d'affirmer que cet écart tient en grande partie à ce que, pour un certain nombre de départements, le relevé de 1837 n'a pas tenu compte des frais intérieurs; elles nous autorisent à penser également que, dans l'un et l'autre travail, la dépense totale de 1828 a été plutôt atténuée qu'enflée. Souvent, en effet, lorsque, appuyés sur des déclarations positives, nous croyions pouvoir arrêter définitivement nos chiffres, le hasard ou de nouvelles investigations, entreprises en dépit de toutes les assurances, nous apportaient des pièces probantes, oubliées depuis longtemps, et qui toutes conduisaient, non à une réduction, mais à une augmentation notable de la dépense. La commission insiste sur cette observation, très-importante à ses yeux.

Ce que coûtait, à diverses époques, l'enfant abandonné.

Du temps de saint Vincent de Paul, l'enfant coûtait à peine 30 livres par an.

En 1792, le prix que payait l'Administration pour chaque *enfant de la patrie* était de 75 francs (compte rendu du ministre Roland),

De 1824 à 1833, d'après le rapport de M. de Gasparin, la dépense moyenne de l'enfant aurait été de 82 francs; mais ces calculs, nous l'avons dit, laissaient en dehors une partie des frais intérieurs.

L'enquête, toute incomplète qu'elle puisse être encore, l'a rétablie. Aussi, voyons-nous, pour l'année intermédiaire 1828, la dépense moyenne d'un enfant atteindre le chiffre de 86 fr. 88 cent.

Ce qu'il coûte aujourd'hui.

Trente années plus tard, en 1858, elle s'élevait à 114 fr. 74 cent. savoir :

Dépense intérieure.....	28f 07c
Dépense extérieure.....	86 67
TOTAL.....	114 74

Il nous paraît intéressant de rappeler ici les proportions exprimées dans les deux premiers paragraphes de ce chapitre. Ce rapprochement justifiera nos

calculs, puisque, bien qu'établis à l'aide de méthodes différentes, reproduisant ici la dépense réglementaire, là dégageant des moyennes de la dépense réellement effectuée, les uns et les autres aboutissent à des résultats à peu près identiques, ayant seulement entre eux cette différence qu'explique la loi générale de gradation à laquelle obéissent toutes les dépenses publiques.

Pour l'exercice 1859, la dépense totale d'un enfant montait à 116 fr. 93 cent. ainsi répartie :

Mois de nourrice et pensions.....	76f 98c
Dépenses accessoires (inspection, école, service médical, inhumations, etc.).....	13 21
Layettes et vêtures.....	13 34
Frais de séjour aux hospices.....	13 40
TOTAL.....	116 93

Depuis 70 ans, il y a donc eu une augmentation de 41 fr. 93 cent. et de 30 fr. 05 cent. depuis 1828.

Charges qu'impose aux hospices le service des enfants assistés.

En descendant aux détails du tableau M, on remarque que les dépenses intérieures se distribuent entre les départements d'une manière inégale et sans rapport exact avec les frais extérieurs ou la population totale des enfants assistés. Ces différences proviennent à la fois des conditions variables auxquelles est soumis le service des layettes et des vêtures et du nombre plus ou moins considérable d'enfants rappelés ou conservés à l'hospice pour les causes diverses que nous avons énumérées. Prise en masse, la dépense hospitalière, comparée à la dépense départementale, était, en 1858, dans la relation de 1 à 3,08. Voyons quelle était, aux deux époques, la part moyenne afférente à chaque hospice.

En 1828, 267 hospices dépositaires [1] se partageaient les charges du service intérieur. Si l'on admet les données du tableau, on obtient pour chacun d'eux une dépense de..... 6,792f 59c

En 1858, il n'existait plus que 165 établissements dépositaires [2]. En prenant le dernier chiffre pour diviseur, on trouve que la dépense moyenne de chaque hospice s'élevait à. 13,761 00

DIFFÉRENCE en plus..... 6,968 41

[1] Voir page 20.
[2] Voir page 21.

La proportion a donc plus que doublé.

Pour apprécier d'une manière complète les charges que le service des enfants assistés impose aux hospices dépositaires, il faudrait successivement emprunter le secours de deux opérations contraires :

1° Défalquer le contingent volontaire des départements ;

2° Porter en addition la dépense occasionnée à l'hospice tuteur par les pupilles de 12 à 21 ans.

Sur le premier point, nous avons vu qu'actuellement la proportion du concours départemental est d'environ un dixième de la dépense; il y a donc lieu de diminuer d'une somme de 1,376 fr. 10 cent. le chiffre de 13,761 francs ci-dessus exprimé; reste 12,384 fr. 90 cent.

Sur le second point, la commission doit recourir à des calculs approximatifs. L'enquête, en effet, n'a recueilli que des renseignements incomplets relativement à cette question que ne prévoyait pas le formulaire du 17 avril 1860.

D'après un relevé général dressé au ministère en 1858, le nombre des élèves de 12 à 21 ans était alors de 58,149,

Dont, placés à l'intérieur des hospices.....	5,676
Placés au dehors	52,473
TOTAL	58,149

En tenant compte du produit du travail des enfants séjournant à l'hospice, on peut évaluer à 60 centimes le prix de journée restant à la charge de la maison. Ainsi calculée, la dépense générale monterait à 1,243,040 francs, lesquels, répartis entre les 165 établissements, représenteraient en moyenne une surcharge de 7,533 francs. Ajoutée à la dépense du premier âge (un jour à 12 ans), cette dernière somme donne, par hospice dépositaire, un total de 19,917 fr. 69 cent.

Ressources des hospices de France.

En regard de tant de charges, il nous paraît intéressant de placer la richesse croissante de nos établissements hospitaliers.

En 1789.

En 1789, suivant les rapports soumis à l'assemblée constituante, la masse des revenus hospitaliers de France était évaluée à 28 millions [1].

En 1815.

D'après un relevé dressé en 1815 (rapport de M. Lainé), les revenus directs des hospices, dans les villes ayant plus de 10,000 francs de revenus,

[1] Necker n'évalue ces revenus qu'à dix-huit ou vingt millions.

étaient évalués à la somme de..... 19,160,111f 00c

Les allocations accordées à ces mêmes hospices sur les octrois représentaient alors..... 9,176,929 63

TOTAL..... 28,337,040 63

Et l'on estimait les revenus des hospices situés dans les villes ayant moins de 10,000 francs de revenus, à.. 5,000,000 00

33,337,040 63

En 1833. En 1833, le total des recettes ordinaires et extraordinaires des hospices et hôpitaux (rapport de M. de Gasparin) s'est élevé à 51,222,063 fr. 38 cent.

En 1847. En 1847, la statistique fixait leurs revenus à 54,116,660 fr. 68 cent. savoir :

Revenus réels.....	24,453,654f 90c
Recettes accidentelles.....	16,164,117 36
Remboursements de frais.....	13,498,888 42
TOTAL ÉGAL.....	54,116,660 68

Rapprochement curieux entre ces trois époques : le total des subventions communales, qui s'élevait en 1815 au moins à..... 9,176,929f 63c

Ne montait, en 1833, qu'à..... 10,083,591 85

Et s'abaissait, en 1847, à..... 8,307,625 98

En 1858. Quels étaient, en 1858, les revenus de nos établissements hospitaliers ?

La statistique préparée au ministère du commerce les évalue à 73,708,023 fr. 19 cent. ainsi répartis :

Recettes ordinaires.....	45,569,831f 09c (1)
Recettes extraordinaires.....	15,145,733 29
Remboursement de frais.....	12,992,458 81
TOTAL ÉGAL.....	73,708,023 19 (2)

(1) Pour les hospices de 8 départements on a dû prendre les résultats de 1857, ceux de 1858 n'étant pas connus encore.

(2) Parallèlement à cette marche ascendante de la fortune des hospices pris en masse, il eût été intéressant d'établir les ressources de chacun des hospices restés dépositaires : la commission s'en est abstenue faute d'éléments certains.

De 1789 à l'enquête, le revenu hospitalier a donc toujours été croissant. Dès 1815, il avait dépassé déjà, malgré les troubles et les confiscations révolutionnaires, le chiffre qu'il atteignait avant 1789. En 1833, il s'élevait au total que le ministre Roland assignait à la dépense des malades, des infirmes, des vieillards et des enfants dans le budget de la République, en proposant à la Convention nationale d'en faire une addition à l'impôt principal sous le titre de *Taxe des pauvres*. Et aujourd'hui, malgré le chiffre presque stationnaire des subventions municipales, malgré les charges croissantes des hospices dépositaires, la fortune des hospices de France va s'agrandissant sans cesse. Il est donc vrai de dire qu'envisagées dans leur ensemble les dépenses intérieures du service des enfants assistés ne constituent pas une charge hospitalière trop lourde; le mal consiste dans la répartition injuste de la dépense. Du moment que cette inégalité disparaîtrait, les ressources de nos hospices suffiraient pour faire face à tous les besoins.

Secours aux enfants conservés par leurs mères. Dépense du service en 1858.

Avant de clore ce chapitre, la commission doit dire un mot des secours aux enfants conservés par leurs mères. Ce détail ne figure qu'au compte de 1858. D'après le tableau M, on comptait alors 12,511 enfants secourus, occasionnant une dépense de 841,875 fr. 68 cent.

La commission tiendra compte de ce nouvel élément en répondant aux questions 27 et 29 de l'enquête [1].

Résumé des dépenses comparées de 1828 à 1858.

En résumé, cette étude du côté financier de la question n° 8 nous conduit aux conclusions suivantes :

1° Depuis 1828, la dépense générale du service, même en y comprenant les secours temporaires, n'a que faiblement augmenté [2]. Mais le nombre des assistés ayant diminué de 20,000 environ [3], chaque enfant est traité plus favorablement.

[1] Voir chapitre IV de la deuxième partie.

[2] Dépense totale en 1828..... 9,794,737f 42c
Dépense totale en 1858..... 10,123,856 13
Différence en plus..... 329,118 71

[3] En 1828. Élèves des hospices..... 112,730
En 1858. Élèves des hospices..... 80,894
Enfants conservés par leurs mères..... 12,511
93,405
Différence en moins..... 19,325

2° Les secours aux enfants conservés par leurs mères, mesure encore récente, a déjà exercé une certaine influence sur la réduction des dépenses.

3° La charge des hospices dépositaires en sera certainement amoindrie; mais, telle qu'elle est, à cause de la centralisation nécessaire du service, cette charge appelle les bienfaits réparateurs d'une loi nouvelle.

4° Enfin la comparaison entre 1828 et 1858, toutes défavorables qu'aient été les conditions de l'enquête et quelque certaines qu'aient été les lacunes de 1828, tourne à l'avantage des errements actuels de l'Administration, lesquels, du reste, remontent à 1828 et même au delà.

CHAPITRE V.

MORTALITÉ, AVORTEMENTS, INFANTICIDES. — RÉSULTATS COMPARÉS DE 1828 ET 1858.

Présenter quelques résultats sur la mortalité, les avortements, les infanticides, en prenant pour point de comparaison les années 1828 et 1858 [1].

§ 1er. — MORTALITÉ.

Chiffres recueillis de 1815 à 1855.

On ne possède quelques renseignements un peu certains sur la mortalité des enfants assistés qu'à dater de la seconde Restauration. Suivant un calcul inséré au rapport de M. Lainé (25 novembre 1818), la mortalité des élèves des hospices de Paris aurait été, dans la période triennale 1815-1817, de 75 p. o/o. Vingt années plus tard (5 avril 1837), M. de Gasparin, raisonnant non plus sur un département isolé, mais sur des résultats communs à toute la France, constatait une diminution de 16 p. o/o environ. La mortalité n'était plus alors que de 58,80 p. o/o. Les deux ministres, hâtons-nous de le dire, avaient pris pour point de comparaison le nombre des enfants admis pendant la période qu'embrassaient leurs calculs, mode de procéder qui devait nécessairement élever la proportion des décès.

En changeant la base de l'opération, c'est-à-dire en comparant la mortalité à l'ensemble des enfants assistés d'un jour à 12 ans, on trouve que, de 1815 à 1825, le nombre des décès était de 14,51 p. o/o; qu'il descendait à 13,01 p. o/o de 1825 à 1835; à 12,84 p. o/o de 1835 à 1845; qu'il s'abaissait enfin à 10,05 p. o/o de 1845 à 1855.

Bien que puisés à des sources officielles, ces derniers chiffres sont extraits

[1] Question n° 8, §§ 1, 2 et 3.

de documents dont la plupart sont trop anciens pour qu'en les citant la commission ne fasse pas toutes réserves. Ils ont néanmoins une valeur relative qu'on ne saurait contester, et ils prouvent suffisamment, malgré ce qui leur manque de précision et de rigueur, la décroissance progressive qu'a souvent affirmée l'Administration.

Rapprochement entre la mortalité générale des enfants et la mortalité spéciale des enfants assistés.

Ne concordent-ils pas, d'ailleurs, avec les résultats des tableaux de la mortalité pour toute la France?

Suivant du Villard, avant 1789, sur 10,000 enfants nés le même jour, il n'en survivait douze ans après que 5,426, soit 54,26 p. o/o. D'après de Montferrand, qui observait de 1817 à 1837, sur 10,000 enfants nés le même jour, il en survivait, à l'expiration de la même période, 6,719, soit 67,19 p. o/o. L'écart entre les deux opérations, faites à moins d'un demi-siècle de distance, est de 12,93 p. o/o. En d'autres termes, la part de la mort qui était, avant la Révolution, de 45,74 p. o/o, n'était plus, vers 1830, que de 32,81. Ces résultats, qui embrassent la généralité des enfants, confirment, en les rectifiant, ceux qui, dégagés plus haut, ne s'appliquaient qu'aux pupilles des hospices. Votre Excellence sait que, depuis 1830, la mortalité a encore reculé devant le bien-être général, puisque la durée moyenne de la vie humaine, qui était alors de 32 ans 8/10es, s'élevait, en 1861, à 39 ans 8 mois.

Arrivons maintenant aux renseignements de l'enquête.

Termes de la question posée par le formulaire du 17 avril.

Le formulaire du 17 avril se bornait à demander *quelques résultats* sur la mortalité, en prenant pour point de comparaison les années 1828 et 1858.

A cette question ainsi posée, les chiffres qui précèdent répondent aussi péremptoirement que possible. Calculé sur un total d'enfants admis à la même date, le nombre des enfants assistés survivant après douze ans révolus va s'augmentant d'une manière sensible, et la mortalité qui frappe la généralité des enfants de cette classe, mortalité qui était de 14 p. o/o par an en 1829, n'était plus que de 10,05 p. o/o en 1855.

Mais l'Administration supérieure désirant préciser davantage le rapprochement, les commissaires enquêteurs ont essayé de faire porter exclusivement leurs calculs, tant en 1828 qu'en 1858, sur les enfants de la première année morts avant leur douzième mois révolu, défalcation faite des enfants retirés dans l'intervalle par leurs parents ou par des bienfaiteurs, ou renvoyés dans leurs départements d'origine. Il leur a donc fallu relever sur les registres des

hospices dépositaires, en 1828 et 1858, les admissions des enfants âgés de moins d'un an, et suivre ces enfants jusqu'à la fin de leur première année, afin de constater le nombre des décès [1].

Difficultés du dépouillement pour 1828.

Pour 1858, ce dépouillement a pu être fait, non sans difficulté, mais avec une assez grande exactitude. Quant à 1828, la difficulté était extrême et l'exactitude impossible. Le nombre des hospices dépositaires ayant baissé dans l'intervalle de 267 à 165, des registres appartenant aux dépôts supprimés ont été adirés ou détruits, mutilés ou enfouis dans des archives oubliées. Les inspecteurs généraux ont dû alors s'en rapporter à des lambeaux de documents, à des feuilles volantes, à des états non susceptibles de vérification.

Inégalité de la comparaison entre les deux années 1828 et 1858.

Même pour les hospices dépositaires conservés, les registres de mouvement et de décès n'étaient pas tenus, en 1828, avec autant de régularité qu'en 1858. Ils ne mentionnaient exactement ni le nombre des morts, ni surtout la date du décès. Le rapport de M. de Gasparin constate que plusieurs mois s'écoulaient souvent entre cette date et la déclaration à l'hospice, fraude qui assurait à la nourrice la continuation du salaire départemental. Abus plus grave, l'enfant de l'hospice venait-il à décéder, des nourrices lui substituaient leurs propres enfants et dissimulaient à l'Administration, par cupidité, un décès qu'elle aurait dû connaître. Il n'existait alors ni inspection départementale, ni contrôle qui permît de réprimer de pareilles manœuvres. De là des omissions nombreuses qui faussent les calculs de la mortalité de 1828.

Ce n'est pas tout. En 1828, année où le nombre des abandons s'est élevé très-haut, beaucoup d'enfants légitimes étaient déposés par leurs auteurs, puis placés presque aussitôt chez leurs propres mères : condition évidemment favorable à la conservation des nouveau-nés et à la réduction de la mortalité [2].

On doit aussi tenir compte, en appréciant les résultats des deux époques comparées, de deux autres circonstances qui ont influé d'une manière considérable sur la mortalité de 1858.

Rareté actuelle des nourrices.

Depuis quelques années, la difficulté de se procurer des nourrices s'accroît de plus en plus, soit à cause de la concurrence que font aux hospices les

[1] Il va sans dire que les mort-nés ont été élagués des calculs de l'enquête. Il n'entre, en effet, dans l'esprit de personne de vouloir connaître combien d'enfants mort-nés vivent au bout d'un an.

[2] Voir le rapport de M. de Gasparin.

familles de condition même moyenne, soit que, les salaires ayant partout augmenté, les gens des campagnes ne trouvent plus les tarifs suffisants. Faute de nourrices, beaucoup d'enfants en bas âge séjournent longtemps à la maison dépositaire, ou sont rendus à la première indisposition. D'autres sont livrés à l'allaitement artificiel, usage qui prend des proportions toujours croissantes et augmente d'autant plus les chances de mortalité.

Faits épidémiques constatés en 1858.

Mais le fait capital à signaler pour 1858, fait qui, à lui seul, n'aurait pas permis d'asseoir, entre les deux années, une comparaison sérieuse, ce sont ces épidémies d'angine, de rougeole et de dyssenterie qui, en 1858, ont frappé plusieurs départements et décimé surtout les enfants entassés dans les crèches hospitalières, agglomération funeste contre laquelle ne saurait trop s'élever l'Administration et qu'il est de son devoir d'empêcher à tout prix. En présence d'une cause de mortalité aussi exceptionnelle, l'enquête a dû porter ses calculs sur trois années : 1828, 1858 et 1860. Voyons quels en ont été les résultats.

Mortalité comparée de 1828, 1858 et 1860.

Le tableau N les réunit. Conformément aux prescriptions de votre prédécesseur, il indique d'abord l'effectif des enfants admis dans le cours de chacune des années dépouillées, puis le total des radiations par retraits ou renvois, puis enfin le nombre des décès comparé aux pupilles restants. Les proportions des trois époques s'établissent comme il suit :

	1828.	1858.	1860.
Nombre des enfants admis, défalcation faite des retraits et des renvois	28,119	13,565	11,464
Nombre des décédés	14,161	7,732	5,737
Proportion	50. 36 p. 0/0	56. 99 p. 0/0	50. 04 p. 0/0

Ainsi, malgré les conditions très-inégales de la comparaison entre 1828 et 1860, bien qu'ici les calculs portassent sur des nombres évidemment tronqués et là sur des nombres certains; que la première liste bénéficiât de toutes les omissions résultant des fraudes et des abus dénoncés, il y a vingt-cinq ans, par M. de Gasparin; que la seconde, au contraire, ne pût prétendre à un tel avantage; que jadis les nourrices fussent nombreuses et l'allaitement naturel

presque seul en usage; qu'aujourd'hui la rareté des nourrices se fasse partout sentir et que partout s'introduise l'allaitement artificiel, la proportion n'a pas changé. Les chiffres empruntés aux 86 départements, à trente-deux ans de distance, l'ont reproduite la même, à quelques centièmes près. Elle est, en 1828, de 50,36 p. o/o et, en 1860, de 50,04 p. o/o. Quant à l'augmentation accidentelle de 6,63 p. o/o, constatée pour 1858, elle tient évidemment aux faits épidémiques dont a parlé la commission. C'est là une causalité trop clairement établie pour qu'il y ait lieu de s'arrêter plus longtemps à l'excédant passager et fortuit que fait ressortir la seconde section du tableau N.

Observation incidente à propos des tours.

Mais nous croyons intéressant de distraire de cette partie du cadre les chiffres de mortalité fournis par les 19 départements où fonctionnait encore, lors de l'enquête, l'institution du tour. En 1858, sur 7,202 nouveau-nés admis aux hospices de ces départements, défalcation faite des enfants retirés ou renvoyés, 4,295 sont morts dans leur première année, ce qui donne une proportion de 59,63 p. o/o. Dans les 67 autres départements, tous dépourvus de tour, sur 6,363 enfants servant de base au calcul, 3,437 sont décédés avant d'avoir accompli leur douzième mois : proportion, 54,01 p. o/o. Il y a donc une augmentation de mortalité de 5,62 p. o/o au compte des départements où existait le tour [1].

Sans vouloir exagérer la portée de cette différence, ne pourrait-on pas l'expliquer par ce double fait que, là où fonctionnent les tours, il faut imposer à l'enfant, dès les premiers jours de sa naissance, un déplacement souvent très-dangereux, nécessité qui n'existe pas, du moins au même degré, avec le nouveau système d'admission [2], et qu'en second lieu, le tour, provoquant l'abandon [3], amène forcément un plus grand nombre de dépôts, et, par suite, un encombrement fatal, à l'intérieur des hospices.

[1] Voir l'annexe du tableau N.

[2] Nous avons dit, au chapitre III, que la plupart des règlements locaux dispensent aujourd'hui d'apporter à l'hospice dépositaire l'enfant dont on sollicite l'admission. (Voir, pour plus de détails, l'article 14 du modèle d'arrêté inséré aux documents justificatifs.)

[3] Rien ne prouve mieux cette provocation funeste que les résultats de l'annexe du tableau N. Nous y voyons que le chiffre des admissions opérées en 1858, dans les 19 départements où s'était conservé le tour, est monté, déduction faite des retraits et des renvois, à 7,202, tandis que, pour les 67 autres départements, il n'a pas dépassé 6,363. Autre remarque : parmi les enfants admis en 1858, les demandes de retraits concernant les 19 premiers départements représentent une proportion de 2,50 p. o/o; elle est de 4,15 p. o/o en ce qui touche les pupilles appartenant aux départements qui forment la seconde catégorie.

Dans les 25 premières années de ce siècle, alors que les nourrices se présentaient en grand nombre, cette agglomération n'était pas à redouter. Mais avec la pénurie actuelle, elle est inévitable, et la commission répète énergiquement, parce que c'est pour elle une conviction et un devoir, que l'Administration encourrait une grave responsabilité si elle ne mettait tout en œuvre pour prévenir une cause si manifeste de mortalité.

Dangers de l'accumulation des enfants dans les crèches hospitalières.

Les hospices qui, à raison de la rareté des nourrices, ou malgré les prohibitions de l'autorité supérieure, gardent de jeunes enfants, même en leur consacrant un quartier spécial, exposent ces enfants aux plus graves dangers. Qu'une affection maligne se déclare, qu'un seul enfant en soit atteint, tous les berceaux de la crèche bientôt la subiront. Dans les familles, lorsqu'un tel accident survient, les médecins n'exigent-ils pas l'isolement immédiat du petit malade et l'éloignement de ses frères ou de ses sœurs? C'est là une précaution nécessaire, indispensable, et, pour demeurer convaincu du péril que présente l'accumulation des enfants en un même lieu, il suffirait, à défaut de l'expérience, du bon sens le plus vulgaire. Mais cette vérité, l'enquête elle-même l'enseigne. La crèche hospitalière, quelque bien tenue qu'on la suppose, est ce que les jeunes enfants, les sujets maladifs surtout, ont le plus à craindre. Si l'on y emploie l'allaitement naturel, l'enfant souffre, mais il résiste; si l'allaitement artificiel, l'enfant meurt. Les inspecteurs généraux ont recueilli sur ce point des preuves d'une douloureuse éloquence, et leur conviction s'est formée, non pas sur des théories, mais sur des faits dont ils ont regretté souvent de se trouver les témoins.

Résumé.

En résumé, Monsieur le Ministre, pour tout observateur sincère qui voudra sainement apprécier les données comparatives de l'enquête, il demeurera constant non-seulement que la mortalité des pupilles hospitaliers de un jour à douze ans décroît (ceci est prouvé matériellement par les chiffres), mais que la mortalité de la première année est moindre aujourd'hui, dans cette classe, qu'elle ne l'était il y a un demi-siècle. Quelque évidente que soit cette atténuation, la commission ne peut se défendre d'une grande pitié à la vue de ces chiffres si élevés encore, si tristement expressifs. Les écrivains racontent qu'avant la venue de saint Vincent de Paul, les enfants trouvés, abandonnés à la charité des passants, périssaient presque dès leur naissance, dans la proportion de 9 sur 10. Nous n'en sommes plus à de telles misères. Celles qu'a révélées l'enquête

sont cependant encore faites pour émouvoir, et l'Administration, qui a dans la main le moyen sûr d'y remédier, serait inexcusable si elle admettait la moindre hésitation. Ce moyen, c'est l'adoption du secours aux enfants conservés par leurs mères. La commission n'ignore pas les préventions qui longtemps l'ont entravé; elle en est plus affligée que surprise. Au XVII^e^ siècle, les mêmes préjugés poursuivaient les *secours aux bâtards*. Ils ne cédèrent que devant l'ardente charité de saint Vincent de Paul. Comme lui, l'Administration qui déjà, par l'application du secours temporaire, a conservé tant d'enfants à la vie, aura raison d'objections qui doivent tomber devant les lois mieux comprises de la religion et de l'humanité. Nous développerons ce sujet au chapitre IV de la deuxième partie.

§ 2. — AVORTEMENTS ET INFANTICIDES [1].

La question de moralité se subdivise en deux parties : les avortements et les infanticides.

Nombre des accusations en 1828 et 1858.

Avortements. — Les accusations d'avortement portées devant le jury ont plus que doublé de 1828 à 1858. D'après la statistique criminelle, il y a eu, en 1828, 8 accusations contre 16 accusés, dont 11 acquittés et 5 condamnés; en 1858, le nombre des accusations s'élève à 21, celui des accusés à 45; le nombre des acquittés est de 14, et celui des condamnés de 31.

Proportion des acquittés et des condamnés.

Nous ne ferons qu'une remarque sur ce rapprochement : en 1828, la proportion des acquittés représente environ les deux tiers du nombre total des accusés, tandis qu'en 1858 la proportion des acquittés reste un peu au-dessous du tiers.

Voici, d'après les documents de la chancellerie, le nombre moyen annuel, par période quinquennale, de 1826 à 1860, des accusations d'avortement :

PÉRIODES.	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.
1^re^ période, de 1826 à 1830	8	12
2^e^ ——— de 1831 à 1835	8	14
3^e^ ——— de 1836 à 1840	13	22
4^e^ ——— de 1841 à 1845	18	40
5^e^ ——— de 1846 à 1850	22	48
6^e^ ——— de 1851 à 1855	34	87
7^e^ ——— de 1856 à 1860	29	79

[1] Question n° 8, §§ 1 et 2.

Ce relevé démontre que le nombre des accusations pour crimes d'avortement a suivi, pendant ces 35 années, une constante progression. De 1846 à 1850, cette progression continue, bien qu'en 1848 plusieurs tours soient rouverts. Dans les cinq dernières années, au contraire, il se produit un léger mouvement de décroissance, et cependant l'on constate la suppression de 28 tours.

Étiologie de ces crimes.

L'étiologie de ces crimes est aussi obscure que délicate. Le mystère qui enveloppe les sources mêmes de la vie s'étend nécessairement jusqu'aux atteintes plus ou moins volontairement portées contre l'existence intra-utérine de l'enfant. Détruire en germe les suites d'une faute ou se dérober aux conséquences de l'adultère, telles sont les causes que la raison assignerait d'une manière exclusive aux avortements, si l'expérience ne venait éclairer l'observateur sur une cause plus profonde et plus générale : la prévoyance et l'économie. Pourquoi le mariage devient-il de plus en plus un luxe à beaucoup difficile? N'est-ce pas surtout à cause de la famille? Réduire cette famille dans des proportions convenables est une loi moderne dont les statistiques révèlent l'application et la marche dans plusieurs de nos départements les plus riches et les plus civilisés. Les économistes s'en sont émus, en attribuant peut-être dans ce fait une part trop grande à la volonté humaine. Ne convient-il pas de tenir compte aussi de cette loi naturelle, faite par Dieu pour la conservation des espèces, que plus les individus sont faibles et éphémères, plus ils sont féconds; plus, au contraire, ils sont forts et vivaces, moins ils se multiplient? Cette loi s'applique aux animaux comme aux plantes, aux peuples comme aux individus. Elle explique, en partie, la diminution de la population ou du mouvement progressionnel de la population dans quelques-unes de nos provinces. Néanmoins, même réduite de la sorte, incontestable est la part de la volonté humaine dans le fait du moins grand nombre de naissances. Or, de la volonté à l'acte il n'y a souvent qu'un pas, et c'est ainsi que la prévoyance conduit à l'avortement.

Les commissaires enquêteurs ont reçu à cet égard de tristes confidences de la part des médecins des hôpitaux et de la part des médecins inspecteurs qui dirigent le service des enfants assistés dans les départements. Plusieurs nous ont dit que, souvent appelés pour donner leurs soins à des femmes malades, ils reconnaissaient, aux caractères de la maladie, les suites d'une fausse couche plus ou moins provoquée; d'autres même nous ont assuré qu'ils étaient fré-

quemment en butte à des propositions, à des demandes indirectes, mais non équivoques.

Des tours dans leur relation avec les avortements.

Quelle relation de cause à effet existe-t-il entre la suppression des tours et le nombre croissant des accusations d'avortement? Aucune qui soit bien apparente. Ainsi qu'on l'a dit, la clientèle des tours ne connaît pas l'avortement; elle n'est pas assez riche pour le payer. Sur 72 femmes actuellement détenues à raison de ce crime, on compte 25 accoucheuses et 44 condamnées dont la cupidité a été le mobile.

Si l'enquête ne révèle aucune relation entre la suppression des tours et la progression des avortements, relation que les plus ardents défenseurs des tours n'ont, du reste, pas osé soutenir, certains économistes prétendent, au contraire, que le tour, par son action démoralisatrice, a pu influer sur le développement de ce crime, en habituant peu à peu les ménages des villes et des campagnes au *débarras* des enfants, soit nés, soit à naître. Selon eux, l'avortement et l'exposition sont des faits connexes, qui se déduisent l'un de l'autre. Le tour, en affaiblissant l'esprit de famille, a forcément conduit la logique des passions ou des intérêts, de l'abandon, de l'exposition, de la suppression de l'enfant, à la déperdition, à la suppression, à l'anéantissement du germe ou du fœtus. Nous ne faisons qu'effleurer ici cette considération morale, nous réservant de l'approfondir plus bas.

Nombre d'accusations en 1828.

Infanticides. — En 1828, le nombre des affaires d'infanticides a été de 92[1].

Dont, accueillies par le jury en totalité ou en partie	45
Rejetées entièrement	47
TOTAL ÉGAL	92

Ces accusations ont été dirigées contre 99 accusés.

Dont, ont été acquittés	53
Condamnés	46
TOTAL ÉGAL	99

[1] Les chiffres recueillis par l'enquête, au greffe de chaque cour d'assises, pour 1828 et 1858, diffèrent un peu de ceux de la *Statistique criminelle*. La commission, s'appuyant du témoignage de

Parmi eux se trouvaient 6 hommes et 93 femmes, dont 75 célibataires, 21 mariés et 3 individus d'état civil inconnu; 80 ne savaient ni lire ni écrire; 13 ne possédaient qu'imparfaitement ces premiers éléments de l'instruction vulgaire.

Enfin, outre ces 99 accusés traduits devant le jury, il y a eu 158 prévenus, successivement déchargés des poursuites par les chambres du conseil ou les chambres d'accusation.

En 1858, le nombre des affaires d'infanticide portées devant le jury a été de 224. En 1858.

Dont, accueillies en totalité ou en partie par le jury	178
Rejetées entièrement	46
TOTAL ÉGAL	224

Ces accusations ont été dirigées contre 252 accusés.

Dont, ont été condamnés	189
Et acquittés	63
TOTAL ÉGAL	252

Parmi ces accusés il y avait :

Hommes	10
Femmes	242
TOTAL ÉGAL	252
Célibataires	204
Mariés ou veufs	48
TOTAL ÉGAL	252
Ne sachant ni lire ni écrire	180
Sachant imparfaitement lire et écrire	69
Sachant bien lire et écrire	3
TOTAL ÉGAL	252

chefs de parquets, a quelque raison de penser que ces derniers renferment des erreurs; mais comme, au demeurant, ces erreurs, fussent-elles prouvées, n'infirmeraient que de quelques unités les résultats, elle ne s'en prévaudra pas, tenant pour exacts les chiffres de la Chancellerie.

Apppartenant à des communes rurales	200
Appartenant à des communes urbaines	50
Sans domicile	2
TOTAL ÉGAL	252

Outre les accusations portées devant le jury, ci	224
Il y a eu, affaires laissées sans poursuites par le ministère public	241
Terminées par des ordonnances de non-lieu des juges d'instruction	219
Terminées par des ordonnances de non-lieu des chambres d'accusation	7
TOTAL	691

Comparaison des résultats.

La comparaison des résultats de ces deux années donne lieu à deux remarques principales.

En 1828, sur 92 accusations portées devant le jury, 45 ont été accueillies en totalité ou en partie, 47 ont été entièrement rejetées : soit, accueillies 48,91 p. o/o, rejetées 51,09; sur 99 accusés, 46 ont été condamnés, et 53 acquittés : soit, condamnés 46,46 p. o/o, et acquittés 53,53 p. o/o.

En 1858, sur 224 accusations, 46 seulement ont été entièrement rejetées par le jury, contre 178 accueillies en partie ou en totalité : soit 79,46 p. o/o accueillies, et 20,54 p. o/o rejetées; sur 252 accusés, 189 ont été frappés de condamnation et 63 acquittés : soit, condamnés, 75 p. o/o; acquittés, 25 p. o/o.

Proportion, aux deux époques, des acquittements et des condamnations.

Causes de la différence dans cette proportion.

En d'autres termes et en chiffres ronds, tandis qu'en 1828 plus de la moitié des accusations étaient rejetées et que plus de la moitié des accusés étaient acquittés, il n'y a eu en 1858 que le cinquième des accusations rejetées par le jury, et le quart des accusés acquittés; notable différence dans la répression de ce crime, qui tient à des causes parfaitement connues : les modifications introduites dans la législation criminelle, telles que l'abaissement de la peine, l'admission des circonstances atténuantes et la réduction, à la simple majorité, des voix requises pour un verdict de culpabilité.

Sans pouvoir dire qu'il n'y a pas eu plus de crimes commis en 1858 qu'en 1828, on peut affirmer que la différence des résultats statistiques provient surtout de l'amélioration des procédés judiciaires pour la recherche, la poursuite et la constatation des crimes ou délits. Nous apprécierons plus loin toute l'importance de cet argument.

Progression des accusations d'infanticide.

Le nombre des accusations d'infanticide a suivi depuis 1803, époque de l'organisation de la magistrature, sous le Consulat, et surtout depuis 1825, époque des premières publications statistiques, une progression croissante à peu près uniforme.

PÉRIODES.	NOMBRE MOYEN des accusations.
1re période, de 1826 à 1830	102
2e ——— de 1831 à 1835	94
3e ——— de 1836 à 1840	135
4e ——— de 1841 à 1845	143
5e ——— de 1846 à 1850	152
6e ——— de 1851 à 1855	183
7e ——— de 1856 à 1860	214

Cette progression a troublé bien des esprits, même des plus fermes. Allons au fond des choses et tâchons de l'expliquer.

Et d'abord, sur quelle base faut-il en établir la raison proportionnelle? Faut-il la considérer dans son rapport avec le chiffre des naissances, ou seulement dans son rapport avec le nombre des naissances naturelles?

Les statistiques criminelles, insistant principalement, dans leurs comptes rendus, sur le nombre des accusés, ont pris la population pour base de leurs proportions.

Certains économistes, attendu que l'enfant est la matière du crime et que des femmes mariées en sont parfois les auteurs, dans une proportion qui va jusqu'au cinquième des accusés, ont cherché à établir le rapport des infanticides aux naissances.

Enfin, quelques observateurs, poussant l'analyse plus loin et considérant que l'enfant naturel est ou doit être surtout le sujet et la victime de l'infanticide, ont voulu raisonner la proportion dans le rapport des faits incriminés aux naissances naturelles.

Au lieu de faire un choix entre ces procédés, la commission les a réunis tous trois dans l'état O, où les accusations d'infanticides ont successivement et synoptiquement confrontées, pour les deux années, points de la comparaison, avec la population, avec les naissances et avec les naissances naturelles.

Rapport des accusations à la population.

En 1828, le nombre des accusations d'infanticide, comparé à celui de la population totale, a été dans le rapport d'une accusation sur 346,146 habitants; en 1858, ce rapport a été d'une accusation sur 160,890 habitants. En d'autres termes, tandis que d'une époque à l'autre le chiffre de la population s'élevait dans la proportion d'un 7,59 ou de 13,16 p. o/o, le chiffre des accusations faisait plus que doubler, puisqu'il s'élevait dans la proportion de 1 à 2,43 ou de 100 à 243, soit 143 p. o/o d'augmentation absolue, et 115 p. o/o d'augmentation relative, en tenant compte de l'accroissement de la population.

Rapport des accusations aux naissances.

En 1828, le nombre des accusations, comparé à celui des naissances, a été dans le rapport de 1 fait judiciaire sur 10,614 naissances; tandis qu'en 1858 ce rapport a été de 1 fait judiciaire sur 4,523 naissances : ce qui établit que, pendant que les naissances ont augmenté de 3,74 p. o/o, le nombre des accusations d'infanticide, comparé à celui des naissances, s'élevait de 100 à 234,70, soit 134,70 p. o/o d'augmentation relative.

Rapport des accusations aux naissances illégitimes.

En 1828, le nombre des accusations, comparé à celui des naissances naturelles, a été dans le rapport de 1 fait judiciaire sur 768 naissances ; en 1858, le rapport a été de 1 fait judiciaire sur 360 naissances : c'est-à-dire que, pendant que les naissances illégitimes s'élevaient dans la proportion d'un 7,10 ou de 14 p. o/o, les accusations, comparées à ces naissances, croissaient de 1 à 213; soit 113 p. o/o d'augmentation relative.

Rapprochons ces proportions en les précisant encore davantage.

De 1828 à 1858, la population augmente de 13,16 p. o/o, et le chiffre des accusations pour infanticide, de 143 p. o/o, ce qui établit l'augmentation des accusations à 115 p. o/o.

Les naissances, dans la même période, augmentent de 3,74 p. o/o, ce qui établit l'augmentation des accusations d'infanticide à 134,70 p. o/o.

Les naissances naturelles augmentent de 14 p. o/o, ce qui réduit l'augmentation des infanticides à 113 p. o/o.

Ainsi, comparées d'une époque à l'autre, les accusations d'infanticide augmentent absolument dans la proportion de 143 p. o/o.

En tenant compte de l'accroissement de la population, la proportion n'est plus que de 115 p. o/o.

En comparant l'augmentation des accusations à celle des naissances totales, la proportion remonte à 134,70 p. o/o.

En comparant les accusations aux naissances naturelles seulement, la proportion redescend à 113 p. o/o.

On le voit, la proportion est à peu près la même, que l'on prenne pour base du rapport, soit la population totale, soit les naissances naturelles : 115 ou 113 p. o/o, un peu plus du double, telle est la formule de l'augmentation des accusations d'infanticide, à trente ans de distance ; soit une moyenne de 3,80 p. o/o par année.

Ni l'accroissement de la population ni celui des naissances naturelles n'expliquent donc la progression des affaires d'infanticide. A coup sûr, plus la population augmente, plus il naît d'enfants et surtout d'enfants naturels, et plus il doit y avoir d'infanticides : ce sont là des vérités évidentes. Mais en vain, par une déduction logique, voudrait-on y voir une relation adéquate de cause à effet, l'expérience n'y autoriserait pas. Bien au contraire, les observateurs ont déjà remarqué que plus, sur un point donné, il y avait de naissances naturelles, et moins il y avait d'accusations d'infanticide. Qu'y a-t-il de vrai dans ce paradoxe apparent? La commission a voulu le sonder à son tour en prenant pour champ d'observation les deux années 1828 et 1858.

Tableau des naissances naturelles dans les 15 départements les plus chargés ou les moins chargés, avec la comparaison des affaires d'infanticide.

En extrayant de l'état O les 15 départements qui comptent le plus de naissances naturelles et les 15 qui en comptent le moins, on voit qu'en 1828 les 15 départements les plus chargés ont eu 33,717 naissances naturelles, et seulement 12 affaires d'infanticide, soit 1 affaire pour 2,810 naissances; tandis que les 15 départements les moins chargés, en regard de 4,080 naissances illégitimes, présentent 17 accusations d'infanticide, soit 1 accusation sur 240 naissances.

En 1858, les résultats ne sont guère moins frappants : total des naissances naturelles dans les 15 départements les plus chargés, 43,709; faits judiciaires, 53; soit 1 accusation sur 825 naissances naturelles.

Total des naissances naturelles dans les 15 départements les moins chargés, 4,125; faits judiciaires, 35; soit 1 accusation sur 117 naissances [1].

Le paradoxe se trouve donc complétement vérifié par les chiffres. C'est qu'il est ici l'expression d'une loi morale. Dans les grands centres de population, là où les unions illégitimes se multiplient, les enfants qui en proviennent sont généralement conservés dans ces ménages irréguliers; de telle sorte que, s'il n'y avait que des naissances naturelles, il n'y aurait pas ou presque pas d'infanticides. On en a tiré un argument en faveur des tours; autant vaudrait en faire un argument contre les unions légitimes.

Des tours dans leur relation avec la progression des accusations d'infanticide.

A bout de raisons pour expliquer la progression des affaires d'infanticide, ne pouvant en trouver la cause ni dans la population croissante, ni dans l'accroissement des naissances totales, ni dans l'augmentation des naissances illégitimes, certains écrivains ont voulu l'imputer à la suppression des tours.

Votre Excellence comprendra qu'en cette matière la commission doive s'en tenir aux seules données de l'enquête. D'éminents polémistes, en décomposant la série des faits judiciaires dans les départements qui n'ont jamais eu de tours et dans ceux où il en reste encore, ont prouvé qu'il n'y a, entre les infanticides constatés et les tours supprimés, aucune relation bien évidente. Plusieurs de nous, dans le cours de l'enquête, ont appuyé cette thèse par des relevés embrassant un grand nombre d'années. La commission essayera cette même démonstration, sans sortir du cercle étroit que lui a tracé le questionnaire officiel.

Il n'y a pas de rapports proportionnels entre les chiffres correspondants des infanticides et des tours.

Et d'abord, y a-t-il quelque rapport proportionnel entre les chiffres correspondants des infanticides et des tours aux deux époques comparées?

En 1828, l'enquête relève 92 accusations d'infanticide, malgré l'existence de 224 tours, en pleine liberté; en 1858, il restait 42 tours, dont plusieurs

[1] En faisant porter les calculs non plus sur les départements extrêmes, mais sur les 71 autres départements, on obtiendrait les proportions suivantes, qui nous paraissent également significatives:

	1828.	1858.
Naissances naturelles dans les 71 départements qui en comptent le moins.	36,987	36,948
Accusations d'infanticide	80	171
Rapport des infanticides aux naissances	1 sur 462	1 sur 216
Naissances naturelles dans les 71 départements qui en comptent le plus	66,624	76,532
Accusations d'infanticide	75	189
Rapport des infanticides aux naissances	1 sur 888	1 sur 405

surveillés. Proportionnellement, si la suppression des tours influait sur l'augmentation des infanticides, le nombre des accusations aurait dû être en 1858 de 490; or il n'a pas dépassé 224.

La commission indique ces calculs sans s'y appesantir. Nous savons que dans l'ordre moral les faits ne se plient pas à une formule mathématique; vouloir les y subordonner rigoureusement ce serait partir de prémisses fausses, et arriver par conséquent à des conclusions erronées. C'est surtout en pareil cas qu'il faut soigneusement s'interdire toute exagération; la commission ne pouvait l'oublier.

L'état O indique le nombre des tours existant dans les départements et aux époques comparées. Les chiffres rapprochés qu'il contient prouvent également qu'il n'y a pas de relation adéquate entre les tours et les infanticides, pas plus qu'entre les infanticides et les naissances naturelles. En étudiant, département par département, le nombre des infanticides aux deux époques, dans leur rapport avec les tours existants ou supprimés, on arrive à la même conclusion. Ainsi, par exemple, la Seine, où il n'y a eu de tour qu'à partir de 1827, ne compte qu'une accusation d'infanticide en 1825, 3 en 1826, 1 en 1827, 1 en 1828, 4 en 1829, quand le tour était ouvert depuis plus d'un an; tandis qu'en 1858, avec 1 tour, la Seine a eu 8 affaires d'infanticide. Dans Ille-et-Vilaine, où il n'existait de tours ni en 1828 ni en 1858 [1], le chiffre des accusations a été de 3 dans la première de ces années et de 5 dans la seconde.

Comparaison de 1825 à 1858.

Si le questionnaire du 17 avril avait posé pour premier terme de comparaison l'année 1827, l'écart eût été moindre entre les deux années comparées, attendu qu'en 1827 le chiffre des accusations pour infanticide s'est élevé à 121; on en compte 118 en 1825, 117 en 1826. Et cependant, à cette date, le gouvernement de la Restauration n'avait pas encore commencé l'application des mesures modificatrices du système des tours. De 1825 à 1858, la comparaison, plus rationnelle, aurait fait ressortir, au lieu de 143 p. o/o, 90 p. o/o seulement d'augmentation absolue; augmentation qui, en tenant compte de celle de la population, aurait été réduite à 63 p. o/o; ce qui, pour 33 annuités, représente un accroissement moyen annuel de 1,97 p. o/o, au lieu de 3,83 p. o/o; différence, 1,86 p. o/o. Nous avons vu que la population, du re-

[1] Le tour de Fougères, ouvert en 1826, était fermé dès 1828; celui de Saint-Malo, ouvert en 1832, était supprimé en 1847.

censement de 1826 à celui de 1856, s'était, en trente ans, accrue de 13,16 p. o/o; soit une moyenne annuelle de 0,43,86 p. o/o, un peu moins de 44 centièmes par année.

L'étude approfondie de la question nous convainc qu'entre les mesures nouvelles, lentement essayées par l'Administration, et l'augmentation des infanticides, il n'y a aucune de ces relations étroites qu'ont cru découvrir certains esprits, dont nous respectons l'opinion sans la partager.

Progression de quelques autres crimes.

Malgré quelques rapports de coïncidence, la suppression des tours n'est ni l'explication ni la cause de cette progression. D'autres crimes contre les personnes ont suivi un mouvement ascensionnel aussi marqué, plus marqué même; tels sont les parricides, qui ont presque doublé de 1826 à 1850 (9 à 17); tels sont surtout les viols et attentats à la pudeur, qui ont presque quadruplé (273, nombre moyen de 1826 à 1830; 1,022, chiffre de 1858). La causalité de cet accroissement, nul ne s'est avisé de la chercher dans la fermeture des tours. Lorsque, dans la diminution des crimes contre les personnes, trois seulement font exception simultanément, est-il logique d'expliquer l'accroissement de l'une de ces catégories de crimes par une cause spéciale qui ne s'applique point aux deux autres? Ne serait-il pas plus rationnel de demander à une cause plus générale l'explication d'un fait commun aux trois catégories?

Relation des accusations d'infanticide avec les progrès de la statistique criminelle et avec le développement des réformes judiciaires.

Quelques économistes l'ont entrevu déjà : l'augmentation continue des accusations ne tiendrait-elle point à un mode d'information plus perfectionné? Le progrès des statistiques criminelles a suivi parallèlement le développement des réformes judiciaires propres à assurer la répression des crimes et à en préparer la découverte. Nous avons vu plus haut les effets répressifs de ces réformes : parlons maintenant de la recherche des crimes et délits.

Depuis 1826, le nombre des officiers et agents de la police judiciaire s'est constamment accru. Si les juges de paix et les maires sont à peu près restés au même total, il n'en est pas de même de l'effectif des gendarmes, des commissaires de police et de leurs agents spéciaux, des gardes champêtres communaux et particuliers, des gardes forestiers, gardes-pêche et douaniers, tous auxiliaires plus ou moins directs et plus ou moins actifs du ministère public dans l'œuvre incessante et multiple de la police judiciaire.

Augmentation des officiers et agents de la police judiciaire.

Le tableau ci-dessous donne le nombre de ces différents agents en 1842 et 1858 [1]. Après des efforts infructueux, la commission a dû renoncer à réunir les chiffres afférents aux deux millésimes 1828, 1858, quelque intérêt qu'eût offert cette comparaison :

AGENTS.	1842.	1858.
1° Nombre des brigades de gendarmerie	2,564	3,384
2° Gendarmes de tous grades composant ces brigades	14,027	18,464 plus la garde de Paris.
3° Commissaires de police	962	1,953
4° Agents de police	2,975	7,337
5° Gardes champêtres communaux	33,517	34,043
6° Gardes particuliers assermentés	22,672	29,698
7° Gardes forestiers et gardes-pêche	9,455	9,385
8° Douaniers	25,468	26,054

Sur presque tous les points, ce relevé synoptique constate un accroissement notable. Nous ne citerons qu'en passant l'augmentation de 8,068 survenue dans le personnel des gardes champêtres, communaux ou particuliers, des gardes forestiers, des gardes-pêche et des douaniers. Institués en vue de la répression de délits spéciaux, ces divers agents n'ont qu'une part indirecte à l'action de la police judiciaire, en ce qui concerne les crimes dont nous nous occupons ici, et leur intervention se borne le plus souvent à recueillir des indices, des soupçons, qu'ils transmettent à qui de droit. C'est principalement à la gendarmerie, aux commissaires et aux agents de police que sont dévolues l'information préalable, la recherche, la poursuite et l'arrestation des prévenus. Or, de 1842 à 1858, 820 nouvelles brigades de gendarmerie ont été créées; le nombre des gendarmes (sans compter la garde de Paris) s'est accru de 4,437, soit de plus de 30 p. o/o; le nombre des commissaires de police et de leurs agents a presque triplé : augmentation, 136 p. o/o.

Pendant cette même période de 16 années, le nombre des accusations d'infanticide s'est élevé seulement de 53 p. o/o [2]; la proportion est donc de

[1] C'est à partir de 1842 seulement que la statistique criminelle a réuni ces indications. Pour les gardes forestiers et les douaniers, la commission a dû prendre les chiffres de 1843, le premier dénombrement restant muet sur ce point.

[2] Le nombre des accusations d'infanticide portées devant la cour d'assises en 1842 est de 146.

beaucoup inférieure à celle de l'augmentation effectuée dans le nombre des agents spéciaux de la police judiciaire. Nul doute qu'en étendant cette comparaison aux périodes antérieures, jusqu'en 1828, on n'y trouve la raison la plus vraie et la plus juste de l'acroissement des accusations d'infanticide. Ainsi, dans une dépêche du ministre de la guerre à Votre Excellence [1], nous voyons que l'effectif de la gendarmerie (non compris les officiers), qui était, en 1828, de 10,829 hommes, atteignait, en 1858, le chiffre de 18,853; ce qui constitue une augmentation de 73 p. 0/0.

Moyens plus perfectionnés d'information et de poursuite.

Ajoutons que l'action des divers agents de la police judiciaire est aidée par des moyens de plus en plus perfectionnés d'information et de poursuite, tels que la vapeur, le télégraphe électrique, la photographie. La fable antique donnait des ailes aux malfaiteurs et un flambeau à la justice, qui les suivait d'un pied boiteux. La justice moderne, rapide comme l'éclair, devance les coupables dans leur fuite, et le glaive de la loi les atteint partout.

Raison de la diminution progressive de la plupart des crimes contre les personnes, et pourquoi certains crimes font exception.

Les différents auxiliaires du ministère public, tout en assurant la découverte des crimes déjà perpétrés, contribuent à prévenir ceux qui n'existent encore qu'à l'état de préméditation. Ainsi s'explique la diminution progressive de la plupart des attentats contre les personnes. Les agents de la force publique, répandus dans nos villes et nos campagnes, présents en quelque sorte à tous les actes extérieurs de la vie, réduisent peu à peu le nombre des assassinats, des attaques ouvertes, des vols à main armée ou des rixes sanglantes. Mais il est des crimes ou délits d'une espèce particulière, aberrations plus ou moins coupables des actes les plus ordinaires et les plus impérieux de la vie, tels que les outrages à la pudeur, les viols et les infanticides, que la multiplicité des agents judiciaires ne peut guère prévenir, se bornant à les mieux constater. La nature de ces actes est si changeante, la limite où le délit commence est si peu marquée, leur preuve est si délicate et si fugace, pour ainsi dire, que, faute d'un agent à la portée de la victime ou à l'écoute du soupçon, la justice perd, avec le corps du délit, la piste du coupable.

Préventions laissées sans poursuites.

Les relevés statistiques des préventions abandonnées confirment cette assertion : de 1846 à 1850, sur un nombre moyen annuel de 539 préventions

[1] Dépêche du maréchal Randon du 15 janvier 1862.

d'infanticide, le nombre moyen des accusations portées devant le jury a été de 152. Dans la même période, le nombre moyen des préventions de viols et d'attentats à la pudeur a été de 2,459, et celui des accusations de 1,444. En 1858, sur 691 préventions d'infanticide, 224 ont été portées devant le jury; sur 3,283 préventions de viols, d'attentats ou d'outrages à la pudeur, 1,022 seulement ont été traduites en cour d'assises.

Si tant de préventions aujourd'hui n'aboutissent point, combien de faits ont dû échapper à toute enquête, alors que la justice n'était point armée des mêmes moyens d'information!

La réduction des tours a aidé l'action de la justice.

Rappelons ici cet aveu sorti de la bouche d'une religieuse : *Le tour n'est pas seulement la boîte aux abandons, il est encore la boîte aux infanticides.* L'infanticide a plusieurs degrés, depuis la violence qui écrase ou brûle le nouveau-né, jusqu'à l'ignorance ou l'imprudence qui le laisse périr faute de soins. Le tour, en même temps qu'il cachait certains méfaits, en recevant tant de nouveau-nés sous cette désignation : *trouvés morts au tour,* servait encore de défense à beaucoup de coupables, qui, interrogées sur la disparition de leur enfant, déclaraient l'avoir déposé au tour. La réduction successive des tours, combinée avec l'augmentation des agents et la rapidité des communications, a donc pu aider à l'action de la justice.

Nous avons sincèrement recherché les causes de la progression des infanticides; nous ne les avons reconnues ni dans l'accroissement de la population, ni dans celui des naissances légitimes ou naturelles, ni dans la réduction des tours. La seule raison admissible, logique et proportionnelle, nous croyons l'avoir trouvée dans le perfectionnement des moyens d'information, dans l'augmentation des agents de la police judiciaire.

Quant à la mortalité, nous avons pu déjà en établir la décroissance pour les enfants d'un jour à douze ans. Nous l'avons montrée plus faible, même pendant les douze premiers mois, dans les départements qui avaient renoncé au tour. Nous la montrerons bientôt [1] descendant de 50 p. 0/0 à 29 p. 0/0, par la seule application des secours aux nouveau-nés que leurs mères élèvent. Devant de tels résultats, alors que des milliers d'enfants sont rachetés de la mort, alors que la situation de tous, sous un régime plus prudent, s'améliore de plus en plus, les hésitations, les craintes ne doivent-elles pas

[1] Voir chapitre IV de la deuxième partie.

s'affaiblir ? L'enquête servira, nous l'espérons, à cette modification si désirable des esprits. Elle prouvera aussi que la sollicitude de l'Administration ne s'arrête pas, pour l'enfant, aux premières années. Plus encore que le tout jeune âge, l'adolescence a besoin de protection. A l'orphelin sans famille, il faut une direction éclairée, une tutelle bienveillante qui le guide avec sûreté dans ce chemin si difficile de la vie. Depuis dix années surtout, le département de l'intérieur s'en est activement préoccupé. Voyons s'il l'a fait avec fruit.

CHAPITRE VI.

INSPECTION ET TUTELLE.

La commission hospitalière exerce-t-elle exactement la tutelle légale [1] ? L'inspecteur départemental en partage-t-il l'exercice avec elle [2] ? Depuis quelle époque existe-t-il, dans le département, un inspecteur du service ? Quel est son traitement, quels sont ses frais de tournée [3] ? Les résultats de l'inspection départementale sont-ils satisfaisants [4] ? L'inspecteur départemental visite-t-il régulièrement les enfants au domicile des nourrices et des patrons [5] ? Quel est le nombre des enfants de 12 à 21 ans ? Quelle est, en général, leur situation dans les familles où ils sont placés ? S'établit-il des rapports d'affection entre eux et elles ? Par quels moyens ces rapports pourraient-ils être améliorés [6] ? Leur est-il alloué un salaire proportionné à leur travail ? Vers quel âge ? Réalisent-ils quelques économies et comment sont-elles placées ? Existe-t-il des contrats d'apprentissage [7] ? Est-il placé des enfants dans les colonies agricoles, et, dans ce cas, quels sont les résultats obtenus [8] ?

§ 1^er^. — ATTRIBUTIONS DE TUTELLE.

La loi du 15 pluviôse an XIII a déféré aux commissions administratives des hospices dépositaires la tutelle légale des enfants assistés.

(1) Question n° 19.
(2) Question n° 21.
(3) Question n° 20.
(4) Question n° 22.
(5) Question n° 23.
(6) Question n° 25.
(7) Question n° 26.
(8) Question n° 24, § 1^er^.

Dans les départements, la tutelle est exercée par un des administrateurs de l'hospice désigné à cet effet; les autres membres de la commission forment le conseil de famille. A Paris, une loi spéciale du 10 janvier 1849 en a investi, sous certaines conditions, le directeur de l'assistance publique.

L'administrateur tuteur jouissant de tous les droits de la puissance paternelle doit prendre soin de la personne de l'enfant assisté et le représenter dans tous les actes civils jusqu'à l'âge de 21 ans. Ses devoirs sont donc de deux sortes; la tutelle qu'il exerce a un double caractère et peut être envisagée sous un double point de vue.

Tutelle légale.

Comme tuteur légal, il intervient dans les actions judiciaires, dans les règlements de comptes, liquidations et partages. Il défend, en un mot, les intérêts du mineur. En cas de mariage ou d'engagement volontaire, son autorisation doit être demandée.

Les commissions hospitalières ont bien rarement l'occasion d'exercer la tutelle légale quant aux biens de leurs pupilles, car les enfants auxquels des biens ou capitaux pourraient échoir sont ordinairement retirés et reconnus par leurs parents, préalablement à l'ouverture de la succession. Quant aux dons qui leur sont faits, le receveur de l'établissement demeure chargé d'en assurer le recouvrement et d'en opérer la gestion sous sa responsabilité. On peut donc dire qu'en dehors des cas d'enrôlement volontaire, de mariage ou d'émancipation, l'administrateur tuteur n'a presque jamais à faire d'actes de tutelle légale.

Tutelle paternelle.

Mais il est une autre tutelle plus laborieuse et d'une pratique plus usuelle, si l'on peut ainsi parler. Moins apparente, mêlée aux actes les plus ordinaires de la vie, suivant l'enfant du berceau à la majorité, elle est de toutes les circonstances et de toutes les heures. Pour en apprécier l'importance et en mesurer l'étendue, il suffit de se rappeler quels sont les devoirs du père et de la mère. Entre l'action paternelle et celle du tuteur hospitalier, la loi n'a voulu établir aucune différence. Une parfaite égalité les assimile l'une à l'autre : même but, mêmes droits, mêmes obligations. Assurer à l'enfant les soins, la nourriture, les vêtements dont son corps a besoin; déposer, développer en lui les principes religieux et moraux nécessaires à son âme; le préparer, le rompre au travail, qui sera tout son avenir, telle est la tâche immense, multiple du tuteur. Et cette tutelle s'étend non-seulement aux enfants maintenus

à l'hospice dépositaire ou placés dans la circonscription départementale, mais encore aux pupilles même qu'un placement plus éloigné appelle en dehors du département. Des obligations, dont l'accomplissement exige tant de désintéressement et qui entraînent une si grande responsabilité sont-elles partout réellement remplies? Aux prescriptions si sages mais si formelles de la loi, les commissions hospitalières satisfont-elles toujours? L'Administration supérieure n'a-t-elle, à cet égard, aucun vice organique à regretter, aucune amélioration à introduire? Consultée sur tous ces points, l'enquête nous permet de répondre en termes positifs.

Comment la tutelle est-elle exercée?

Sauf dans onze départements, les commissions administratives ne remplissent que d'une manière fort incomplète leurs devoirs de tutrices. Négligeant ses attributions les plus importantes, la tutelle hospitalière se réduit ordinairement aux cas spéciaux où le consentement et l'assistance du tuteur légal sont absolument nécessaires; quelquefois même cette intervention s'exerce-t-elle tardivement. L'ajournement des décisions, les retards dans la signature des pièces, ont compromis, en plus d'une occasion, les intérêts des pupilles.

Les commissions administratives ne peuvent seules y suffire.

Il faut du reste reconnaître que les commissions administratives ne peuvent réellement suffire aux devoirs que nous venons d'esquisser. Animés du meilleur esprit, désireux de faire le bien et de le bien faire, les membres de ces commissions n'ont, comme honorabilité et bon vouloir, aucune comparaison à redouter; mais ils doivent plus particulièrement leurs soins à l'établissement hospitalier qu'ils administrent. Choisis d'ailleurs parmi la population active du pays, ils ont à remplir des fonctions importantes, à satisfaire aux exigences de leur profession, à surveiller la gestion de leurs intérêts privés. Peut-être serviraient-ils efficacement de tuteurs aux enfants conservés à l'hospice; mais, quant aux pupilles placés à l'extérieur (et c'est le plus grand nombre), ils ne peuvent personnellement les surveiller, se rendre compte des soins qu'ils reçoivent et de l'observation des conditions du placement. Pour tous ces détails, cependant si essentiels, et lorsqu'il s'agit surtout d'adolescents ayant dépassé leur douzième année, on ne saurait raisonnablement leur demander d'exercer la tutelle avec toute la vigilance que commandent l'intérêt des enfants et celui de la société.

Délégation de la tutelle administrative à l'inspecteur départemental.

Cette impuissance constatée a déterminé le prédécesseur de Votre Excellence à prescrire une mesure radicale dans son principe, féconde dans ses résultats. En vertu de la circulaire du 30 avril 1856, les inspecteurs départementaux sont autorisés aujourd'hui à partager, avec les commissions hospitalières, les pouvoirs, disons mieux, les charges de la tutelle. L'enquête a proclamé les heureux effets de cette innovation. Rassurés par les termes mêmes de la circulaire qui, faisant de la tutelle deux parts, n'a porté nulle atteinte aux prérogatives du tuteur légal, presque toutes les commissions ont loyalement reconnu que, seules, elles ne pouvaient supporter un fardeau sous lequel ploient les dévouements les plus infatigables, le zèle le plus éprouvé. Aussi ont-elles accueilli, sans arrière-pensée, avec empressement même, l'adjonction de l'inspecteur. Grâce à cette délégation, elles connaissent maintenant la situation de leurs pupilles; un fonctionnaire responsable leur fournit, sur chacun d'eux, toutes les indications, tous les détails désirables, et des intérêts trop longtemps sacrifiés reçoivent enfin la satisfaction à laquelle ils ont droit. Si, au début, l'Administration a rencontré quelques résistances, ces difficultés ou plutôt ces hésitations tendent chaque jour à s'affaiblir et à céder devant les bienfaits d'une mesure administrative plus sainement appréciée; mesure qui, après tout, sauvegarde la responsabilité des commissions hospitalières et leur permet d'atteindre le seul but qu'elles poursuivent, le soulagement et la moralisation de ceux qui souffrent.

Ses résultats.

Lors de l'enquête cependant, 17 départements avaient encore ajourné l'adoption du mode pratique recommandé par la circulaire de 1856. Actuellement l'exception se réduit à 7 d'entre eux [1]. La commission exposera plus en détail les effets de cette réglementation nouvelle, en rendant compte à Votre Excellence de la manière dont les inspecteurs départementaux s'acquittent de leurs fonctions. Préalablement, elle doit faire connaître à quelle époque remonte l'institution de ces utiles auxiliaires dans chaque département, et quels sont les avantages pécuniaires attachés à leur emploi.

§ 2. — DE L'ORIGINE ET DES ATTRIBUTIONS DE L'INSPECTION DÉPARTEMENTALE.

Prescriptions du décret de 1811.

La première idée de l'inspection des enfants assistés appartient au législateur de 1811. L'article 14 du décret du 19 janvier la formule en termes

[1] Ce nombre diminuera encore lorsqu'auront été définitivement arrêtés les règlements départementaux en cours d'élaboration.

impératifs. Un *commissaire spécial* ou des médecins désignés par les établissements dépositaires devaient, tous les ans, visiter deux fois au moins chaque élève de l'hospice. Cette disposition, presque partout, resta inexécutée. Une seule nomination d'inspecteur suivit la promulgation du décret de 1811 (Isère). Une seconde intervint en 1819 (Indre-et-Loire); mais, peu jaloux d'ajouter à leurs dépenses une charge de plus, les autres hospices s'abstinrent. Il fallut que le département, dont peu à peu la responsabilité grandissait tant dans ce service, se fît lui-même l'exécuteur du décret de 1811, et réveillât généreusement, sans s'arrêter aux difficultés financières, le principe salutaire contenu en germe dans l'article 14.

Leur exécution par les départements.

Ce mouvement est surtout très-marqué au moment où apparaissent les modifications profondes résultant des lois des 18 juillet 1837 et 10 mai 1838. Une instruction ministérielle du 12 mars 1839 l'encouragea et régla les attributions des nouveaux inspecteurs. Nous avons vu tout à l'heure quel surcroît d'importance et d'obligations y avait apporté la circulaire du 30 avril 1856. Disons seulement que, depuis ce dernier acte de l'Administration centrale, l'institution réorganisée fonctionne dans tous les départements de l'Empire.

L'état P, qui résume les réponses de l'enquête aux questions 20, 21, 22 et 23, indique, en regard de chaque département, la date de la création de l'emploi. Nous croyons utile de donner ici ce renseignement sous une autre forme, c'est-à-dire en groupant les départements suivant l'ordre chronologique des premières nominations.

DATE de CRÉATION.	NOMS DES DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des DÉPARTEMENTS.	OBSERVATIONS.
1811.....	Isère.....	1	L'inspecteur était alors un agent de l'hospice. Ce n'est qu'en 1852 que l'inspection départementale a été définitivement organisée.
1819.....	Indre-et-Loire.....	1	L'inspecteur était, au début, un agent de de l'hospice.
1822.....	Bas-Rhin.....	1	Agent départemental.
1823.....	Meurthe.....	1	*Idem.*
1824.....	Corse.....	1	*Idem.*
1825.....	Lot.....	1	*Idem.*
1827.....	Calvados.....	1	*Idem.*
1829.....	Allier.....	1	*Idem.*

DATE de CRÉATION.	NOMS DES DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des DÉPARTEMENTS.	OBSERVATIONS.
1831.....	Basses-Alpes.....	1	Agent départemental.
1832.....	Eure-et-Loir.....	1	*Idem.*
1833.....	Hautes-Alpes, Aveyron, Lot-et-Garonne, Sarthe.....	4	*Idem.*
1834.....	Indre.....	1	*Idem.*
1835.....	Charente, Haute-Garonne, Gironde...	3	*Idem.*
1836.....	Hérault, Oise, Deux-Sèvres, Var.....	4	*Idem.*
1837.....	Doubs, Finistère, Gard, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne.....	5	*Idem.*
1838.....	Ardèche, Aube, Aude, Côte-d'Or.....	4	*Idem.*
1839.....	Ardennes, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Dordogne, Gers, Lozère, Manche, Marne, Meuse, Moselle, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Somme, Vaucluse, Vienne et Yonne.....	16	*Idem.*
1840.....	Eure, Loir-et-Cher, Seine-Inférieure...	3	*Idem.*
1841.....	Jura, Haute-Loire, Loiret, Nord.....	4	*Idem.*
1842.....	Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales....	2	*Idem.*
1843.....	Ariége, Cantal, Creuse, Rhône et Vendée.	5	*Idem.*
1844.....	Orne, Saône-et-Loire, Seine-et-Oise, Tarn.....	4	*Idem.*
1845.....	Drôme, Loire, Maine-et-Loire.....	3	*Idem.*
1846.....	Ain, Aisne, Landes, Haute-Marne, Morbihan.....	5	*Idem.*
1847.....	Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Basses-Pyrénées, Seine-et-Marne, Tarn-et-Garonne.....	5	*Idem.*
1849.....	Haute-Saône.....	1	*Idem.*
1850.....	Seine.....	1	*Idem.*
1855.....	Cher, Nièvre.....	2	*Idem.*
1856.....	Mayenne.....	1	*Idem.*
1857.....	Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Vosges.....	3	*Idem.*

Importance de l'inspection.

Mais les meilleures institutions ne valent que par le mérite des agents chargés de les mettre en œuvre. Ce ne serait point assez que chaque département eût aujourd'hui son inspecteur, si des critiques fondées pouvaient atteindre les choix de l'Administration.

L'inspection départementale est la clef de voûte de tout le service. Si l'inspecteur se montre intelligent, actif, dévoué, si son honorabilité personnelle répond à ses aptitudes, toutes les garanties existeront et nul intérêt n'aura à craindre ni l'abus qui paralyse et décourage les plus louables intentions, ni

Nécessité d'en composer avec soin le personnel.

l'indifférence et l'oubli qui laissent s'aggraver, sans le savoir, tant de souffrances. L'Administration veut-elle assurer à ses pupilles des soins, une éducation, un avenir tels que l'a voulu la loi, qu'elle s'assure d'abord du concours d'un inspecteur capable de s'inspirer de ses vues, digne de les réaliser. Cette vérité, la plupart des départements l'ont comprise; et si, depuis quelques années, le service des enfants assistés a reçu tant d'améliorations, il les doit au soin avec lequel a été recruté le corps de l'inspection départementale, à ce travail d'épuration commencé par la circulaire du 30 avril 1856, terminé par la circulaire du 1er avril 1861, et qui, sauf de rares exceptions que justifiait l'âge des titulaires, n'a laissé subsister, des anciens inspecteurs, que ceux qui méritaient une entière confiance.

Résultats constatés par l'enquête.

Les réponses de l'enquête attestent que ce personnel est non-seulement au niveau de ses fonctions, mais qu'il compte même des hommes très-distingués choisis dans l'administration, le corps médical, l'ordre judiciaire, l'enseignement, l'armée ou la presse.

En 1860, 19 inspecteurs possédaient le grade de docteur en médecine; 3 seulement n'avaient exercé, avant leur nomination, aucune fonction publique, aucune profession; 5 appartenaient à la Légion d'honneur, distinction que des services antérieurs leur avaient value.

Parmi les titulaires alors en exercice, il s'en trouvait 27 qui comptaient de dix-neuf à vingt-neuf ans d'activité; 14 dataient de la création de l'emploi. Le cadre général comprenait 87 inspecteurs [1].

Traitements.

Le taux des traitements se plaçait entre 1,200 et 5,000 francs. Pour 16 inspecteurs, la rémunération fixe s'élevait de 1,200 à 1,800 francs; pour 56, de 2,000 à 2,800 francs; pour 9, de 3,000 à 3,500 francs. Les traitements de 4,000 à 4,500 francs étaient seulement au nombre de 5; l'enquête n'en a relevé qu'un du chiffre de 5,000 francs. Quotité moyenne : 2,351 francs.

Indemnités de déplacement.

Quant aux frais de tournée, ils se payent soit à tant par jour, soit d'une manière fixe. 9 départements ont adopté le premier mode, 77 le second [2].

[1] Dans le département de la Seine, le service se divise entre deux fonctionnaires égaux en titre et en autorité.

[2] Dans 2 départements, l'indemnité de déplacement se confond avec le traitement fixe, en vertu d'une autorisation spéciale du ministre. Mais ce n'est là qu'une mesure exceptionnelle dont l'effet cessera dès le remplacement des deux inspecteurs qui l'ont obtenue.

Comme les traitements, ces indemnités diffèrent suivant les localités. Dans 35 départements, le tableau P les montre variant de 500 à 800 francs; dans 28, les préfets les ont réglées à 1,000 francs; dans 3, elles s'élèvent de 1,000 à 1,500 francs; ce dernier chiffre sert de fixation réglementaire dans 8 départements; un seul inspecteur reçoit 2,000 francs de frais de tournée. Taux moyen : 850 francs.

Les frais de tournée remboursés sur mémoire sont de 8 francs par jour dans 1 département; de 10 francs dans 5; de 12 francs dans 2; de 18 francs dans 1 (la Seine).

Les traitements inférieurs à 2,000 francs sont, nous l'avons dit, au nombre de 16. Si l'on met en regard de ces traitements l'effectif des enfants de tout âge et de toutes catégories que l'inspecteur doit visiter au domicile des parents ou nourriciers [1], on remarque d'étranges disproportions.

Dans les Côtes-du-Nord, par exemple, l'inspecteur ne reçoit que 1,500 fr. et son action s'étend sur 1,940 pupilles; dans la Vendée, les Hautes-Pyrénées et l'Aveyron, le chiffre de 1,800 francs correspond à un effectif de 1,104, 1,398 et 1,779 enfants.

Parmi les départements qui allouent une rémunération fixe de 2,000 francs, il en est 12 où la population totale des enfants assistés varie de 1,000 à 3,000.

Insuffisance des rémunérations actuelles.

Ces exemples, que nous ne voulons pas multiplier, font ressortir jusqu'à l'évidence l'insuffisance de la plupart des rémunérations. La commission n'ignore pas les efforts qu'a faits l'Administration centrale pour l'atténuer; elle sait aussi avec quel empressement les conseils généraux, ces assemblées si profondément dévouées au bien du pays, ont répondu toujours à l'appel du ministre. Si l'on comparait les traitements de l'inspection en 1850 et 1860, on resterait frappé des augmentations obtenues d'une époque à l'autre. Sans entrer ici dans un détail de chiffres qui retarderait la marche de son travail, la commission se bornera à dire que les anciennes fixations, prises en masse, ont presque doublé et que la moyenne de l'enquête est dépassée aujourd'hui [2]. Et pourtant, il faudra sérieusement songer, dans certains départements, à l'élever encore.

[1] Voir état P.

[2] Nous avons dit, au chapitre des dépenses, qu'en 1858, les frais d'inspection s'étaient élevés à 277,000 francs. En 1859, ils ont atteint le chiffre de 284,926 francs. L'année suivante, ils étaient

Les fonctions d'inspecteur, maintenant surtout que l'exercice de la tutelle administrative s'y rattache, ont une importance dont peuvent seuls juger les administrateurs chargés de la direction de ce vaste service. On s'en convaincra en parcourant le règlement placé à la fin de ce rapport et dont nous avons déjà parlé [1].

Attributions et devoirs de l'inspecteur.

Placé sous l'autorité immédiate du préfet, recevant de lui seul ses instructions, l'inspecteur est auprès des commissions administratives le représentant de l'autorité départementale. Le service des admissions et des placements lui est ordinairement confié. Une correspondance de tous les jours avec les maires, les curés, les instituteurs, les médecins cantonaux, les comités de patronage; la tenue des registres d'inscription et de tutelle dont Votre Excellence, par une heureuse initiative, a récemment déterminé le cadre; la rédaction des comptes rendus annuels au conseil général et au ministre; des rapports incessants avec le public; le contrôle et quelquefois la direction de la partie comptable du service, telles sont, en abrégé, les occupations sédentaires de l'inspecteur. Mais là ne se bornent ni ses attributions ni ses devoirs. Des tournées presque continuelles peuvent seules mettre l'inspecteur départemental en rapport intime avec ses pupilles. Si ceux-ci appartiennent encore au premier âge, il faut visiter les nourrices, les surveiller, s'assurer qu'elles accordent à l'enfant tous les soins nécessaires. L'habitation est-elle salubre? l'enfant vacciné? Ne détourne-t-on pas de leur destination les layettes de l'hospice? Plus tard, l'enfant a-t-il de bons exemples sous les yeux? Suit-il régulièrement l'école et le catéchisme? Ne l'applique-t-on pas à des travaux excessifs? S'occupe-t-on de lui préparer un état, de rechercher ses aptitudes? En un mot, le placement offre-t-il des garanties sérieuses ou faut-il recourir à d'autres nourriciers? Autant de points que doit scruter personnellement, sur les lieux mêmes, l'inspecteur départemental.

Surveillance des enfants de 1 jour à 11 ans.

Surveillance des mineurs de 12 à 21 ans.

A mesure que les enfants avancent en âge, sa responsabilité s'accroît. A lui de préparer, de passer les contrats d'apprentissage, d'en surveiller l'exécu-

de 304,000 francs, somme égale à celle que font ressortir les colonnes 3 et 4 du tableau P, si l'on ajoute au total de ces deux colonnes les frais de sous-inspection. Les comptes de 1861 établissent une augmentation nouvelle.

[1] Voir à la fin des documents justificatifs. Ce règlement, comme l'a dit la commission, ne fait que reproduire les dispositions le plus généralement appliquées aujourd'hui.

tion, d'ordonner les rentrées à l'hospice, d'en faire sortir, au contraire, les jeunes gens que n'y retiendrait pas une raison majeure; d'instruire les réclamations des familles; d'assurer, en matière de recrutement militaire, l'inscription des élèves des hospices sur les tableaux de recensement de la commune où ils résident; de concerter, avec les commissions administratives, toutes les questions litigieuses qui exigent l'intervention du tuteur légal, etc. etc. Sa mission ne cesse qu'au jour de la majorité ou de l'émancipation du pupille. Et lorsqu'on songe que l'action tutélaire de l'inspecteur s'étend quelquefois sur 5,000 mineurs, qui tous doivent recevoir, une fois au moins chaque année, sa visite [1]; qu'à tout instant une circonstance extraordinaire peut l'appeler sur tel ou tel point du département; que les nourriciers et les patrons, résidant rarement au chef-lieu de la commune, se trouvent disséminés dans une multitude de petits hameaux très-distants les uns des autres, où souvent on ne peut parvenir qu'à pied; que, placés dans un rayon plus éloigné encore, faute de nourrices, des enfants attendent l'inspecteur au delà des limites du département, à des distances considérables de l'hospice dépositaire, on doit reconnaître tout ce qu'il faut de zèle, de dévouement, d'activité pour satisfaire à des obligations si diverses, si pénibles, quelquefois si délicates.

Nécessité d'une rémunération plus élevée.

On doit reconnaître surtout l'absolue nécessité de rétribuer généreusement le fonctionnaire modeste, et cependant si utile, à qui elles incombent. Pour s'assurer le concours d'un auxiliaire qui doit réunir tant de qualités, présenter tant de garanties, l'Administration ne saurait mesquinement discuter une question d'argent. Persuadée que le sort des enfants assistés, tout leur avenir dépendent de l'organisation plus ou moins solide de l'inspection départementale, la commission demande que les traitements actuels, et surtout les indemnités de déplacement, soient généralement portés à un taux plus équitable. Elle se réserve d'exprimer tout à l'heure un second vœu, à la réalisation duquel elle mettrait encore plus de prix.

Sous-inspecteurs.

Dans 11 départements [2], l'inspecteur a sous ses ordres des inspecteurs-

[1] Dans 59 départements, lors de l'enquête, les règlements locaux imposaient à l'inspecteur une seule visite annuelle; 17 règlements en exigeaient deux. Dix inspecteurs, moins réguliers dans leurs services, ont déclaré qu'ils ne visitaient pas chaque année tous leurs pupilles. Cette dérogation au principe posé par le décret de 1811, et rétabli par les instructions du ministre, nous coûte à signaler.

[2] Bouches-du-Rhône, Dordogne, Gard, Hérault, Loire, Lot, Bas-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure et Haute-Vienne.

adjoints, des sous-inspecteurs, des agents et des préposés. Outre ses deux inspecteurs principaux, l'Administration de la Seine compte 25 sous-inspecteurs résidant dans les départements où les enfants sont placés.

Surveillance auxiliaire. Par les sœurs.

Le Pas-de-Calais, le Finistère et Loir-et-Cher associent à la visite des enfants les religieuses de l'hospice. Cette surveillance auxiliaire, ce patronage bienveillant ne peuvent qu'être provoqués et encouragés, mais à la condition de ne porter atteinte ni à l'autorité ni à la liberté d'action de l'inspecteur départemental.

Par les comités de patronage.

La commission, dans le même ordre d'idées, approuverait hautement l'institution générale de comités de patronage au chef-lieu des communes qu'habitent les pupilles de l'assistance. 4 départements ont adopté cette mesure avec le plus grand succès. Nous la croyons indispensable partout. L'inspecteur, quelque zèle, quelque activité qu'on lui suppose, ne peut être toujours présent, et cependant l'enfant réclame une surveillance, une protection incessante. Secondé par l'action éclairée des comités de patronage, l'inspection n'ignorerait rien de ce qui pourrait intéresser les élèves des hospices; elle aurait sous la main un instrument toujours prêt à aider ses efforts, et cette influence, ajoutée à la sienne, s'exercerait, féconde, au grand avantage de tous.

Améliorations dues à l'inspection départementale.

Nous devons maintenant faire connaître à Votre Excellence si, même réduite à ses seules forces, l'inspection départementale a donné ce qu'attendait d'elle l'Administration.

A cet égard, la commission a recueilli partout les mêmes témoignages. Depuis la création de l'inspection, disent les rapports d'enquête, les enfants, mieux placés, reçoivent des soins et sont l'objet d'une surveillance qui leur manquaient autrefois; leur instruction religieuse et primaire est plus développée; malades, ils obtiennent une assistance immédiate; le nombre des abandons s'est réduit considérablement; la dépense tend à décroître, bien que chaque enfant, plus largement secouru, jouisse de plus de bien-être; les élèves de 12 à 21 ans, qui échappaient jadis à toute surveillance, sont aujourd'hui visités, protégés et suivis jusqu'à leur majorité ou leur émancipation; l'inspection a permis de centraliser toutes les indications utiles, elle a mis sur la trace d'améliorations importantes, et, substituant à des efforts lents ou mal combinés un esprit d'ensemble et une direction unique, elle a triomphé de beaucoup d'abus et réalisé des progrès inespérés. Sans elle, en un mot, le service

des enfants assistés serait peut-être encore dans la situation déplorable que signalait en 1810 le ministre de l'intérieur [1].

Nécessité de l'encourager par des récompenses honorifiques.

Nous savons peu de départements où les conseils généraux, à chacune de leurs sessions, ne tiennent ce langage. Les préfets s'associent à leurs éloges, l'Administration supérieure y joint avec empressement les siens; mais, à ces témoignages, nous voudrions voir s'ajouter une faveur plus haute. Nos procès-verbaux gardent l'expression d'un vœu que la commission a spontanément, unanimement formulé. Sans en reproduire les termes, nous demandons à Votre Excellence que, dans la distribution de ces récompenses honorifiques, si hautement appréciées par le pays, l'inspection départementale ne soit pas oubliée. Les encouragements du Chef de l'État ne manquent à aucun dévouement; nous les réclamons avec instance pour ces fonctionnaires modestes qui dépensent leur vie au service du pauvre et remplissent, au nom de la société, une véritable mission.

§ 3. — DE LA SITUATION DES ENFANTS DANS LES FAMILLES DES NOURRICIERS OU DES PATRONS.

Effectif des mineurs de 12 à 21 ans en 1859.

Nous avons établi, en commençant ce rapport, qu'au 31 décembre 1859 les enfants assistés, d'un jour à 12 ans, étaient au nombre de... 76,520

A la même date, il y avait en France 57,365 pupilles de 12 à 21 ans..... 57,365

Ce qui représentait un effectif total de 133,885 mineurs, soumis à la tutelle hospitalière..... 133,885

La commission s'occupera spécialement ici des pupilles de la seconde catégorie.

Les 10 départements qui en comptaient le plus lors de l'enquête étaient :

La Seine.....	7,101
Le Rhône.....	4,585
La Gironde.....	2,056
Les Bouches-du-Rhône.....	1,753
Le Calvados.....	1,343

[1] Circulaire du comte de Montalivet, 27 mars 1810.

La Dordogne	1,155
Le Bas-Rhin	1,149
Le Finistère	1,088
La Loire-Inférieure	1,072
Maine-et-Loire	1,039
	22,341 [1]

Les 10 départements classés à l'extrémité opposée sont :

Les Basses-Alpes	50
Les Hautes-Alpes	105
La Haute-Saône	118
Seine-et-Marne	158
Le Jura	161
Le Lot	170
Lot-et-Garonne	201
La Corrèze	207
La Haute-Marne	207
Les Ardennes	209
	1,586 [2]

En 1860. La commission ne peut mettre sous les yeux de Votre Excellence que le résumé numérique des chiffres fournis par l'enquête. Le formulaire du 17 avril, en effet, demandait une simple indication en bloc [3], et les inspecteurs généraux n'avaient, dès lors, à donner à leurs réponses aucun développement. Mais un travail postérieur, dû au bureau administratif, nous permet de combler les lacunes de l'enquête. Ce travail, inséré *in extenso* aux pièces justificatives, sous la lettre Q, divise par sexes, nature de placements, valides et invalides, les pupilles de 12 à 21 ans existant à la fin de 1860. Il fixe leur nombre à 58,281. Entre ce chiffre et le nôtre, il n'existe qu'un écart de 916 enfants, écart qu'expliquent la différence des années sur lesquelles ont

[1] Ce chiffre de 22,341 équivaut aux 2/5 environ des élèves de 12 à 21 ans pour toute la France.
[2] Nombre égal au 36e de l'effectif général.
[3] Question n° 25, § 1er : « Quel est le nombre des enfants de 12 à 21 ans ? »

porté les deux relevés, et plus encore peut-être les recherches patientes à l'aide desquelles l'inspection départementale parvient à retrouver peu à peu la trace de jeunes gens oubliés ou disparus.

Le nombre réel peut excéder ces chiffres.

Quelque supériorité que puissent avoir les derniers documents centralisés au ministère, nous n'oserions pas y voir encore l'expression absolue de la vérité. Par suite de la tenue incomplète de leurs registres matricules, les hospices dépositaires n'ont pas tous, en effet, exactement inscrit les admissions de 1839 à 1850. Peu d'entre eux ont constaté avec soin, pendant les dix années suivantes, la mortalité des élèves de 12 à 21 ans [1]. Les deux moyens les plus essentiels de contrôle manquent donc à la fois, et il est prudent de considérer l'état officiel lui-même comme exprimant seulement le nombre *connu* et non pas le nombre *réel*. Mais, réduits même à cette simple signification, les chiffres qu'il renferme offrent encore un très-vif intérêt. Avant de répondre au § 2 de la question n° 25, la commission croit devoir les passer rapidement en revue.

Supériorité des placements agricoles comme nombre et comme résultats.

Nous avons dit [2] que la classe des enfants assistés, d'un jour à 12 ans, comprenait moins de garçons que de filles. De 12 à 21 ans, le contraire se produit. Sur 58,281 adultes, le tableau Q montre 29,483 élèves du sexe masculin et 28,798 seulement du sexe féminin. Dans un intérêt social de l'ordre le plus élevé, l'Administration dirige la plupart de ces jeunes gens, sans distinction de sexe, vers les travaux des champs. En 1860, le contingent qu'elle fournissait ainsi à l'agriculture nationale était d'environ 44,000 travailleurs, précieux appoint qui vient heureusement combattre les tristes effets de la désertion des campagnes. Presque tous restent comme cultivateurs aux champs qui les ont vus grandir, et cette vie, malgré sa rudesse, leur suffit; ils n'en connaissent pas d'autre. La commission dira bientôt quel prix les propriétaires et les fermiers attachent à leurs services, et combien profondément se sont émus nos agriculteurs, riches ou pauvres, à la pensée que, peut-être, la colonisation leur enlèverait ces utiles auxiliaires.

[1] Ces incertitudes n'existeront plus dans l'avenir, grâce au nouveau système d'écritures arrêté par la circulaire du 31 octobre 1861. Désormais les moindres accidents de la vie de l'enfant, de la naissance à la majorité, seront connus, et il suffira d'un rapide coup d'œil sur les livres matricules pour que le ministre sache si la tutelle administrative et légale s'exerce suivant les prescriptions formelles de la loi.

[2] Chap. I^er^, page 15.

Elle ne veut ici constater qu'un seul fait : la préférence toujours plus marquée qu'accordent aux travaux industriels les habitants des campagnes, et la nécessité, dès lors, de retenir aux champs, par tous les moyens possibles, cette jeune population des hospices, la seule que l'État ait sous sa direction immédiate, absolue, et qui, plus que toute autre, se doit à la société, sa véritable mère.

Placements industriels. Domesticité. Leurs inconvénients.

Notons aussi que, quoi qu'en aient pu dire certaines personnes mal éclairées sur la vraie situation des choses, les manufactures et les usines appellent à elles bien peu de ces enfants : à peine en compte-t-on 4,500 qui suivent des professions industrielles.

Un plus petit nombre, des filles principalement, entrent en condition. La commission désirerait voir s'abaisser encore cette proportion; c'est dans la domesticité surtout que la corruption choisit ses victimes, et les filles enceintes que recueillent les salles de maternité se composent, en majorité, de servantes qui fuient, si même elles n'en sont chassées, la maison où les a frappées le déshonneur.

Séjours abusifs à l'hospice.

Enfin, d'après l'état Q, les hospices départementaux renfermaient, à la fin de 1860, 5,307 adultes des deux sexes. Les filles, là encore, l'emportaient en nombre [1]. Si des infirmités graves ou une disposition morale particulière eussent motivé cet internement, la commission n'aurait pas eu d'observations à présenter; mais les administrations hospitalières, Votre Excellence le sait, sont médiocrement jalouses de rappeler près d'elles les sujets indisciplinés : on peut donc croire que cet effectif de 5,000 jeunes gens en comprenait bien peu; et, quant aux jeunes gens incapables de tout travail, le tableau n'en fait ressortir que 3,747. Comme au chapitre III, nous devons donc insister pour que les pupilles de l'assistance, ramenés dans les établissements dépositaires, n'y restent que peu de temps, et pour que les commissions administratives, s'ils sont atteints d'infirmités, les placent à la campagne moyennant une modique allocation. Leur concours, certainement, y sera utilisé, et les hospices, déchargés de pensionnaires oisifs et d'un entretien onéreux, trouveraient, même à ces conditions, un avantage pécuniaire.

Mais un doute pourrait s'élever ici. Ce ne serait point assez que les placements agricoles eussent lieu facilement, que les hospices et la société y trou-

[1] Garçons, 1,921.—Filles, 3,386.

vassent leur compte, l'essentiel c'est que les pauvres adoptés de la charité publique, en bas âge ou adolescents, infirmes ou valides, en profitent au point de vue moral et matériel. Les théories ne tiennent pas toujours tout ce qu'elles promettent, et malgré la sincérité de ses convictions, l'énergie de ses efforts, l'Administration peut-être a-t-elle échoué en voulant ainsi rendre à l'orphelin une famille. A-t-elle su fondre ses pupilles dans la population générale? A-t-elle su éviter que, déshérités de toute affection, humiliés dans leur dignité, seuls au milieu de tous, ils ne deviennent des citoyens inutiles et dangereux, des ennemis redoutés et implacables de la société? A ces doutes, à ces scrupules, l'enquête, sans exagération, mais sans hésitation, oppose partout la plus rassurante réponse.

Situation des enfants dans la famille adoptive.

En général, la situation des enfants assistés est bonne dans les familles auxquelles les hospices les confient.

L'intérêt est le mobile qui, d'abord, pousse les nourriciers à les recevoir. Mais ce sentiment fait place insensiblement à la sollicitude et à l'affection chez le plus grand nombre. Pour les autres, la surveillance de l'inspection et des autorités locales, la crainte de voir retirer l'enfant et de perdre, dès lors, le petit bénéfice que sa pension apporte dans le ménage, garantissent à sa faiblesse des soins suffisants et lui épargnent tout traitement mauvais.

L'habitude du même intérieur, l'instinct, pour ainsi dire maternel, qui attache la nourrice à l'être frêle qu'elle allaite et qui grandit sous son toit, les jeux et les travaux partagés avec les enfants de la famille, les appellations fraternelles qu'autorise cette communauté d'existence, établissent entre les orphelins de l'hospice et ses parents d'adoption des liens tels qu'il a fallu quelquefois employer la menace pour contraindre de pauvres nourriciers chargés de famille à se séparer d'enfants que leur mère réclamait.

Dans ses réponses au second paragraphe de la question n° 25, l'enquête établit une distinction très-tranchée entre les deux situations de l'enfant resté toujours chez le même nourricier, et de celui qui, par suite des circonstances, se trouve transporté dans une famille à laquelle, jusqu'alors, il était étranger. La commission respectera cette distinction; son travail y gagnera en clarté et en méthode.

Enfants conservés par leurs nourriciers. — L'enfant qui toujours a vécu sous le même toit appartient réellement à la famille; pour lui, le nourricier est

un père ou un parrain, sous le nom duquel, souvent, le connaissent les gens du lieu. La nourrice est sa mère, les enfants du nourricier sont ses frères et ses sœurs. Il est traité comme eux; comme eux, il donne son temps et son travail [1]; il contribue à l'aisance de la maison et partage les joies et les peines de la famille.

Plus tard, si les circonstances les séparent, c'est au nourricier que l'enfant assisté reviendra apporter le montant de ses économies, à lui qu'il recourra, dans toutes les difficultés auxquelles pourra donner lieu le contrat de placement, de domesticité, d'apprentissage. La femme du nourricier veille encore à l'entretien du vestiaire et préside à l'achat du linge de cet enfant d'adoption, qui, ne connaissant pas d'autre maison que celle où se sont écoulées ses premières années, y revient, toujours sûr d'un cordial accueil, lorsqu'il est sans place, malade ou libéré du service.

Aussi n'est-il pas rare que le nourricier lui procure les moyens de s'établir, lui réserve une part d'héritage, lui lègue même tout son bien. On en a vu adopter leurs pupilles, leur constituer une dot, et l'enquête signale de fréquents mariages entre les enfants de l'hospice et ceux de la famille nourricière [2].

[1] Si l'enfant est placé par les soins du nourricier, ce qui se voit fréquemment, il reçoit un petit salaire dont profite la maison d'adoption; mais, dans la famille même, il n'est pas rétribué, car on ne peut appeler du nom de *salaire* les légères gratifications hebdomadaires que les nourriciers accordent quelquefois à leurs pupilles comme à leurs propres enfants. Dans la Gironde, cependant, les nourriciers aujourd'hui retiennent les élèves des hospices par une rétribution régulière.

[2] EXTRAITS DES RAPPORTS D'ENQUÊTE.

Aude. — « Des nourriciers, qui ont 3 ou 4 enfants, ne veulent cependant pas se séparer de ceux que leur a confiés l'Administration hospitalière. Une femme d'Aragon en a élevé jusqu'à 4, qu'elle a dotés. »

Bouches-du-Rhône. — « Sauf de très-rares exceptions, l'enfant de l'hospice trouve chez ses gardiens une véritable famille. Souvent, il s'y marie; il en est un grand nombre qui finissent par s'établir avantageusement. On en cite 3 qui sont aujourd'hui les maires de leur village. »

Charente. — « Dans certaines familles où il n'y a pas d'enfants légitimes, les élèves des hospices sont parfois adoptés par les gardiens. Tout récemment une fille assistée a reçu 1,400 fr en constitution de dot. Peu de temps auparavant, une autre avait été avantageusement mariée par ses nourriciers. Ces cas ne sont pas rares. »

Charente-Inférieure. — « Il n'est pas rare de voir des pupilles des hospices adoptés par des cultivateurs qui n'ont pas d'enfants et qui leur laissent une partie ou la totalité de leur patrimoine. Ces jeunes gens se marient souvent aussi avec les enfants de ceux qui les ont élevés. »

Cher. — Témoignage identique.

Gard. — « L'Administration départementale a pu constater de précieux exemples d'une réelle af

En général, nos pauvres orphelins se montrent très-reconnaissants de l'affection qu'on leur témoigne. Pendant les plus récentes crises alimentaires, il

fection. C'est ainsi qu'à Chasserides, un enfant de l'hospice a hérité de son patron, à charge d'entretenir la veuve, et qu'un autre nourricier concourt à des frais d'études pour entretenir son élève au collége de Langogne. »

Indre. — « Les enfants rappelés par l'hospice s'en échappent souvent pour retourner chez leurs nourrices. On a l'exemple d'un enfant de 11 ans qui s'est enfui trois fois pour rejoindre à pied, à 15 lieues de Châteauroux, une pauvre famille où il avait à peine son pain assuré. »

Loir-et-Cher. — « Il n'est pas rare de voir des nourriciers constituer des dots à leurs élèves ou les instituer leurs héritiers. Il y a cinq ans, une fille de l'hospice reçut de sa nourrice une dot de 2,000 francs. Une autre nourrice légua 1,200 francs à 3 enfants qu'elle avait élevés. A Épousaz, près Vendôme, plusieurs exemples de ce genre seraient à signaler. »

Lozère. — « Il y a quelques mois à peine, l'Administration fit rendre à une fille mère un enfant exposé en 1858. Les nourriciers supplièrent qu'on le leur laissât, offrant de se charger gratuitement de son éducation. Le mari fit même plusieurs lieues pour se rendre au domicile de la mère et lui renouveler cette prière. Ce n'est pas la première fois qu'un fait semblable se produit. »

Maine-et-Loire. — « Les enfants de l'hospice portent tous le nom de leurs nourriciers. Ils reçoivent les mêmes soins que les enfants de la famille. »

Mayenne. — « Les enfants assistés sont traités par les nourriciers comme les autres enfants de la maison. Ils donnent à leurs nourriciers le nom de père et de mère, et leurs enfants sont pour eux des frères et des sœurs. »

Orne. — « Un habitant de la commune de Gaudelain vient, il y a quelques jours, d'exonérer du service militaire un enfant de l'hospice et lui destine sa fille en mariage. — Pendant la cherté des subsistances, des enfants trouvés ont fait vivre, à l'aide de leur travail, les familles qui les avaient élevés. »

Pas-de Calais. — « Dans la commune de Monchy-au-Bois, les enfants d'une famille ont voulu que l'enfant assisté prît, comme eux, sa part dans l'héritage de leur père. »

Pyrénées (Hautes-). — Dans les Hautes-Pyrénées, l'enfant est ordinairement traité comme l'enfant de la famille. Lorsque, pour des causes diverses, le plus souvent pour les premières communions, l'hospice rappelle un de ses élèves, même provisoirement, la séparation ne se fait pas sans les démonstrations de la douleur la plus touchante et la plus vive. Pour l'enfant assisté, le toit du nourricier est le toit paternel. On me citait à Luz un jeune soldat de la classe de 1859, qui, devant le conseil de révision, réclamait son exemption comme fils de veuve. Cette veuve était sa nourrice. On tenta de lui faire comprendre que l'assimilation ne pouvait être admise. Il se tut et partit, mais sans être persuadé. — Il me serait facile de multiplier ces exemples, je me bornerai à ajouter que des mariages se font souvent entre les pupilles de l'Administration et les enfants des familles qui les recueillent. »

en est dont le travail a seul soutenu les familles qui les avaient élevés, et nous savons de vieilles nourrices, abandonnées de leurs propres enfants, qui auraient succombé à la misère sans le dévouement d'un enfant de l'hospice. La commission pourrait citer de nombreux exemples de cette tendresse filiale. Nous regrettons que les bornes de ce compte rendu ne nous le permettent pas. Ce qui précède démontre suffisamment combien il importe de maintenir chez leurs premiers nourriciers les pupilles de l'assistance. Pour atteindre ce but, on ne saurait dépenser trop d'encouragements et trop d'efforts. C'est là aussi la pensée du Gouvernement, et le questionnaire du 17 avril la manifestait clairement, lorsqu'il invitait les inspecteurs généraux à rechercher par quels moyens pourraient s'améliorer encore les rapports d'affection entre les enfants et la famille nourricière.

Comment améliorer les rapports qui s'établissent entre l'enfant et ses nourriciers.

Dans 46 départements, l'enquête, satisfaite des résultats obtenus, a déclaré que l'Administration pouvait s'en tenir avec sécurité à ce qui existait déjà.

Pour 3 départements, l'Aveyron, l'Indre et la Haute-Loire, régions où les placements s'effectuent difficilement et dans des conditions généralement mauvaises, l'extension des secours aux enfants conservés par leurs mères serait, aux yeux de tous, le seul moyen de corriger la situation présente.

Les 37 autres départements proposent d'autres mesures. Les unes s'adressent aux nourriciers, les autres aux pupilles. Tantôt l'on demande que la pension soit prolongée au delà de la douzième année, tantôt l'on recommande le payement régulier de la dernière indemnité de ventôse.

Propositions en faveur des nourriciers.

Quelques départements, afin d'aider au recrutement meilleur des nourriciers, réclameraient pour eux, soit des gratifications spéciales, soit une augmentation progressive des salaires. La commission ne pourrait, sans s'exposer à des redites, s'appesantir ici sur des points discutés déjà au chapitre des dépenses. Mais il est une proposition qu'elle doit et veut mentionner. Les 6 départements des Ardennes, de l'Aude, du Jura, de l'Orne, de l'Hérault et de la Haute-Vienne l'ont formulée en la développant. Elle consisterait à accor-

Vendée. — « Il n'est pas rare de voir un enfant assisté recueillir le faible héritage de ses nourriciers mourant sans héritiers directs; il est moins rare encore de le voir épouser la fille du métayer chez lequel il a servi, ou le fils de ce métayer prendre pour femme une fille assistée servante chez son père. Enfin, même en se mariant en dehors de la maison, l'enfant de l'hospice reçoit souvent du père de famille un avantage à peu près égal à celui qu'il fait à ses propres enfants. »

der une prime, une médaille d'or ou d'argent, par département, au nourricier dont le dévouement se distinguerait entre tous. Une grande publicité serait donnée à ces récompenses.

En faveur des enfants.

Quant aux pupilles, 7 départements seulement ont proposé, en leur faveur, un encouragement personnel. A ceux dont la conduite serait exempte de tout reproche, qui n'auraient jamais quitté leur famille nourricière et se seraient voués aux travaux agricoles, ils voudraient voir allouer une indemnité ou une dot de 100 à 200 francs, vers le moment de la majorité. Cette mesure, disent les rapports, aurait le double avantage d'attacher plus encore les enfants au toit du nourricier et d'arrêter, en partie, le dépeuplement des campagnes. Des promesses d'émancipation, faites avec discernement, pourraient aussi exercer une heureuse influence sur l'esprit des jeunes pupilles.

Mais, en général, l'enquête a exprimé l'avis qu'il suffirait, pour améliorer la situation des élèves des hospices, de resserrer les liens qui existent déjà entre eux et l'inspecteur départemental, de confier la surveillance continue de leurs intérêts à des comités locaux dans lesquels entrerait l'élément ecclésiastique, de les bien pénétrer, en un mot, de cette pensée, qu'ils ne sont pas abandonnés à eux-mêmes et qu'une sollicitude affectueuse les accompagne toujours.

On voit qu'à l'égard des jeunes gens qui ont grandi, sans le quitter, sous le toit protecteur de leur première enfance, bien peu de chose reste à faire. Examinons s'il en est de même à l'égard de ceux qui, à l'âge de 12 ans, passent en d'autres mains.

Situation des enfants chez leurs patrons.

Enfants déplacés. — Lorsque l'enfant, vers cet âge, est placé chez d'autres personnes que celles qui l'ont élevé, la situation, d'ordinaire, est moins satisfaisante. Il ne fait plus alors partie de la famille. Des sentiments de justice et de bienveillance, voilà tout ce qu'il doit, tout ce qu'il peut espérer. Les rapports affecteux font place à des rapports de maître à domestique, et c'est à lui, par ses qualités personnelles et les services qu'il rend, à mériter un intérêt plus vif.

Mais alors même sa condition n'est pas plus mauvaise que celle des autres gens à gage de la maison. A mesure que progresse la civilisation, les préjugés s'effacent, et la commission peut affirmer qu'à part quelques départements où certaines influences s'efforcent de les entretenir encore au sein des masses, l'enfant assisté ne porte plus aujourd'hui ce stigmate public qui le poursuivait autrefois. N'oublions pas d'ailleurs qu'il peut compter sur une protection effi-

cace : l'Administration surveille ses intérêts, et cette garantie, beaucoup plus sérieuse qu'on affecte quelquefois de le dire, n'existe pas, au même degré, pour l'enfant pris dans les conditions ordinaires de la vie.

A quelles conditions ont lieu leur placement en apprentissage.

Stipulation des salaires.

S'écartant d'une disposition depuis longtemps tombée en désuétude [1], les commissions hospitalières et les inspecteurs départementaux revendiquent, en faveur de chaque pupille placé en apprentissage, un salaire proportionné à son aptitude et à son travail. 4 départements, le Nord, le Var, la Haute-Garonne et le Morbihan, font cependant exception à cette louable coutume. Le dernier seul applique à la lettre les conditions d'absolue gratuité établie par l'article 18 du décret du 19 janvier 1811.

Dans 15 départements, le salaire commence dès la douzième année. Partout ailleurs, les élèves des hospices sont seulement à cet âge entretenus et nourris; ils n'obtiennent de rémunérations pécuniaires qu'après un temps d'essai qui se prolonge plus ou moins suivant les localités. La durée ordinaire de ce stage n'excède pas 2 ou 3 ans. Quant à la quotité du salaire annuel, elle se place entre 10 francs et 60 francs pour les apprentis de 12 ans, et varie de 70 francs à 250 francs lorsqu'il s'agit de pupilles approchant de leur majorité [2].

[1] L'article 18 du décret du 19 janvier 1811 interdisait toute rétribution en faveur de l'une ou de l'autre des deux parties figurant au contrat. Dans ce système, l'apprenti devait au maître ses services jusqu'à 25 ans, terme maximum, sans rien recevoir, hors la nourriture, l'entretien et le logement. Tout au plus cette disposition se comprendrait-elle si l'hospice ou le département pouvait se rembourser ainsi; mais pourquoi l'écrire au profit d'un patron qu'aucun lien antérieur n'unit à l'enfant, et qui, sous tous les autres rapports, ne le traite pas différemment de ses apprentis ordinaires? Pourquoi priver l'enfant d'un bénéfice légitime? Pourquoi surtout le placer dans une condition matérielle inférieure à celle de ses camarades, et rendre ainsi plus visible la tache de son origine? Le bon sens et la justice sont d'accord pour réclamer l'abrogation d'une telle disposition. En matière d'apprentissage, la loi du 22 février 1851 est la seule règle à suivre; il n'y doit être fait d'exception au profit ni au détriment de personne.

[2] L'enquête n'indique la gradation du salaire que pour quelques départements. Elle est, habituellement dans la Drôme, de 50 francs à 12 ans; 100 francs à 14 ans; 150 francs à 18 ans, et 200 francs à 20 ans. Les enfants assistés de l'Eure reçoivent, dès l'âge de 12 ans, un salaire de 60 francs; à 15 ans ils peuvent espérer le double; à 21 ans ils obtiennent 250 francs. Dans l'Isère, ils reçoivent 70 francs à 16 ans; 80 francs à 17. Dans Lot-et-Garonne, 10 francs de 12 à 14 ans; 20 francs à 15 ans; 40 francs à 18 ans; 70 francs à 21 ans. Dans l'Orne, 40 francs à 12 ans; 60 francs à 15 ans; 80 francs à 17 ans; 100 francs à 18 ans; 240 francs à 20 ans. Dans Vaucluse, 40 francs à 14 ans; 80 francs à 18 ans; 100 francs à 19 ans; 120 francs à 20 ans; 50 francs à 21 ans. Dans la Vienne, 25 francs à 12 ans; 50 francs à 14 ans; 60 francs à 15 ans; 120 francs à 20 ans; 150 francs à 21 ans.

En tête des départements qui, à chacun de ces deux termes, restreignent le salaire au taux le plus modique, figure Lot-et-Garonne [1]. Ille-et-Vilaine occupe l'extrémité opposée.

Épargnes.

Ces rémunérations sont trop faibles, et le goût de la dépense est aujourd'hui trop répandu, même dans les campagnes, pour que les élèves des hospices puissent réaliser des économies d'une certaine importance. Pour 22 départements même, l'enquête répond négativement à la question posée par le troisième paragraphe du feuillet 26 [2]. On en compte 20 seulement où la majorité des enfants ait l'habitude ou la possibilité de réserver sur leurs salaires quelques petites sommes. Dans 20 autres, les adultes qui ont le goût de l'épargne peuvent, avec de la persévérance et de l'ordre, le satisfaire. Dans le reste de la France, si quelques-uns économisent, la plupart n'en ont ni le vouloir ni le moyen.

Les nourriciers sont souvent les dépositaires de l'avoir de leurs pupilles. Quelquefois l'enfant le confie à la supérieure de l'hospice. Le plus ordinairement la caisse d'épargne en reçoit le dépôt.

Contrats écrits.

Les salaires ne sont pas toujours stipulés par écrit.

56 départements seulement passent des contrats d'apprentissage, et encore 22 d'entre eux s'en dispensent-ils fréquemment. Les 30 autres départements n'en passent point. Ici, les maîtres refuseraient de prendre, à l'égard des enfants assistés, des engagements que n'exigent pas leurs autres domestiques; là, les patrons, si l'on procédait par contrat, réclameraient une indemnité en numéraire, et s'appuyant alors des termes du décret de 1811, les hospices dépositaires évitent de se placer en face d'une telle condition.

Ces contrats ne s'appliquent généralement qu'aux placements industriels.

Les contrats proprement dits ne s'appliquent, en général, qu'aux enfants confiés à des industriels. Un seul département, l'Allier, en passe avec les cultivateurs [3].

Quant aux stipulations, elles n'ont d'autre règle que les usages locaux.

Dans l'Aude, l'hospice s'oblige à délivrer à l'apprenti un petit trousseau, et au patron une somme de 200 francs. Dans la Manche, l'apprenti doit, jusqu'à

[1] Ce département est le seul où le payement des salaires ait lieu moitié en blé et moitié en argent.

[2] Question 26, § 3 : « Les enfants de 12 à 21 ans réalisent-ils quelques économies, et comment sont-elles placées? »

[3] Ce que la commission dira, page suivante, à propos des enfants assistés placés comme domestiques chez des cultivateurs, ne peut s'entendre de contrats réguliers.

l'âge de 18 ans, ses services gratuits, en échange desquels il reçoit la nourriture, l'entretien, le logement et l'instruction primaire et religieuse que comporte le degré de son éducation. Le département de l'Ain, dans l'intérêt de ses jeunes pupilles, renouvelle tous les ans les contrats d'apprentissage, les uns au 1er mars, les autres au 12 novembre. Dans la Charente-Inférieure, les maîtres doivent entretenir l'enfant, le faire soigner en cas de maladie, lui accorder 30 à 40 centimes par semaine, placer en son nom, à la caisse d'épargne, dès sa 15e année, une somme annuelle de 40 à 50 francs pour les garçons, de 30 à 35 francs pour les filles, et lui remettre, à 21 ans, un trousseau.

Pour les placements agricoles, les stipulations sont verbales.

Si l'enfant est placé comme domestique chez des cultivateurs, l'inspecteur, dans plusieurs départements du moins, tient note des gages accordés; il surveille la fixation du salaire et l'exécution des engagements verbaux contractés par les maîtres. Dans la Gironde, l'inspecteur mentionne les conditions du placement sur le livret de l'hospice, en présence du patron et de deux témoins. Dans la Vienne, les enfants louent leurs services pour un an seulement, comme les autres domestiques. L'inspecteur les admet à discuter eux-mêmes, devant lui, les termes du placement. L'enfant apprend ainsi à user de sa liberté; la protection de l'Administration s'étend sur lui sans paraître trop l'enchaîner, et il respecte plus volontiers un traité auquel il a pris part qu'une convention dont il aurait été, pour ainsi dire, l'objet passif. Une mention apposée en marge du registre matricule de l'hospice tient lieu d'engagement écrit.

Telles sont les variétés principales que présentent, d'après l'enquête, les formalités et les conditions auxquelles a lieu le placement des enfants assistés chez des cultivateurs ou des industriels.

Parallèle entre les deux ordres de placement.

Dans le premier cas, nous l'avons déjà dit, il ne s'agit pas, à proprement parler, de contrats, suivant le sens rigoureux du mot, mais l'enfant est généralement heureux, et ses intérêts rarement ont à souffrir. Dans le second cas, il y a plus de régularité extérieure, mais le fond souvent est moins bon que la forme. Les contrats ne stipulent pas tous des conditions favorables, ils manquent d'efficacité et ne lient point assez les patrons à l'égard de l'apprenti. La vie de l'atelier, d'ailleurs, est pour tous les enfants, pour ceux surtout qui n'ont point de famille, une atmosphère malsaine et corruptrice. Ils n'y puisent ni la vigueur de l'âme, ni la santé du corps. Les travaux de la terre ont une autre influence. C'est là qu'il faut diriger ces milliers d'orphelins, dont la moralisation importe tant à la société.

§ 4. — DES COLONIES AGRICOLES.

S'inspirant de cette pensée, plusieurs personnes, ecclésiastiques ou laïques, ont fondé en France, soit en y consacrant leur fortune privée, soit en faisant appel aux souscriptions publiques, des colonies agricoles destinées principalement aux élèves des hospices. Ces créations remontent, pour la plupart, à une vingtaine d'années environ. Le Gouvernement a voulu savoir quels en avaient été les résultats et quel concours il pouvait en attendre [1]. Les réponses de l'enquête sont nettes et explicites. Nous en reproduirons la substance en peu de mots.

Insuccès général de ces établissements.

Quelque louables qu'aient pu être les intentions de leurs fondateurs, les colonies agricoles rarement ont prospéré. Tantôt la direction s'y montre inexpérimentée, tantôt le zèle des premiers moments se décourage ; toujours les dépenses excèdent les prévisions, tandis qu'au contraire les résultats pratiques restent au-dessous des promesses, des affirmations du programme, disons mieux, des efforts de ses sincères rédacteurs.

On a vu aussi la spéculation se glisser jusque dans ces entreprises. L'échec alors, bien que l'enfant ait à se plaindre d'une exploitation véritable, est encore plus prompt, ou du moins la colonie se ferme aussitôt que l'entrepreneur en a tiré tout ce qu'avait espéré sa convoitise. De tels exemples de cupidité sont rares, hâtons-nous de l'ajouter, et, sans en attrister plus longtemps ce travail, passons aux détails de l'enquête.

Liste des colonies qui recevaient, en 1860, des élèves des hospices.

En 1860, on comptait en France 18 colonies agricoles ouvertes aux enfants assistés [2]. En voici la nomenclature :

Aube	Pinay.
Bouches-du-Rhône	Montaurone.
Charente-Inférieure	Saint-Antoine.
Dordogne	Varaignes.
Doubs	Ecole.
Gard	Servas.
Gironde	Saint-Sauveur.
	Rious.

[1] Question 24, § 1er.

[2] Ne sont comprises dans ce nombre ni les colonies affectées spécialement aux jeunes détenus, ni celles qui sont consacrées aux enfants pauvres ou aux orphelins légitimes, ni enfin les colonies fondées sur le territoire algérien. La commission parlera de ces dernières au chapitre VIII.

Marne	Bethléem.
Haute-Marne	Plouguet.
Meuse	Ligny.
Oise	Mesnil-Saint-Firmin.
Bas-Rhin	Willerhoff.
Haut-Rhin	Cernay.
Saône-et-Loire	Blanzy.
Deux-Sèvres	Luché.
Vienne	Les Bradières.
	La Gabillière.

La plupart de ces colonies étaient de date récente. Chose remarquable, on ne voit pas figurer sur la liste les noms d'établissements antérieurs plus connus et qui, puissamment aidés par les départements et les communes, semblaient devoir tenir de leur organisation même les éléments d'une prospérité durable. Parmi ces derniers, la commission pourrait citer l'orphelinat de Bonneval, disparaissant au moment de l'enquête, malgré le concours actif du conseil général d'Eure-et-Loir. A voir ces échecs successifs, ces tentatives renouvelées tant de fois et toujours abandonnées, ne serait-il pas permis de croire que l'institution des colonies agricoles porte en elle un vice radical? L'enfant aime la liberté. Dans la famille, il la trouve. Dans la colonie, au contraire, il ne rencontre que règlement, discipline et servitude; pour y échapper, il recourt à tous les moyens. Interrogé sur les résultats de ce mode d'éducation, un administrateur d'hospice répondait qu'il n'en connaissait qu'un seul : *l'évasion*. S'il n'en est pas de même partout, on peut dire avec vérité que les élèves des colonies sortent ouvriers et cultivateurs médiocres de l'établissement où les entretenait, à grand frais, le département ou l'hospice.

Les colonies présentent-elles des avantages? Au point de vue de la dépense?

Les 18 colonies dont nous avons donné les noms n'obéissent pas toutes au même règlement; les conditions d'admission, les prix d'entretien y diffèrent; sur un point cependant, il existe entre elles une presque constante uniformité. La plupart exigent que, jusqu'à 15 ans révolus, leurs pensionnaires apportent à la direction un prix de journée de 40 à 50 centimes. Or, à 12 ans, dans le système des placements isolés, la subvention départementale s'éteint. Et, tandis qu'avec des sacrifices moindres l'Administration obtient de

meilleurs résultats, ce surcroît de dépense ne conduit qu'à des regrets stériles, à de tristes déceptions.

Aussi les commissions hospitalières qui, séduites d'abord par ce nouveau système, l'avaient généreusement encouragé, y ont-elles renoncé peu à peu. Presque partout les colonies qui résistent encore luttent avec peine pour soutenir une existence menacée. En 1860, elles ne comptaient que 600 élèves des hospices appartenant tous, sauf de très-rares exceptions [1], au département même dans lequel elles fonctionnent et qui, dès lors, ne pouvait leur refuser un témoignage de sympathie. 66 départements n'empruntent pas le secours des colonies agricoles; ils ne paraissent point le regretter et aucun d'eux ne songe à provoquer des essais que suivrait indubitablement un insuccès nouveau. Le système des colonies agricoles offre, à leurs yeux, plus d'inconvénients que d'avantages. Favorise-t-il l'éducation pratique de l'enfant? On serait tenté d'en douter, puisque si peu de sujets distingués sortent de ces institutions. Ne favorise-t-il pas trop exclusivement l'intérêt personnel de l'œuvre? On inclinerait volontiers à le croire, lorsqu'on voit les directeurs exiger trois années de pension supplémentaire et, dès qu'elle cesse, placer leurs élèves au dehors comme valets de ferme ou de charrue, ni plus ni moins que ces nourriciers intéressés qui, à l'expiration du subside départemental, renvoient l'enfant à l'hospice. Nous approfondirons davantage ce sujet en traitant, au chapitre VIII, la question de l'Algérie.

Au point de vue de l'éducation?

CHAPITRE VII.

DE LA SITUATION DES ÉLÈVES DES HOSPICES APRÈS LEUR ÉMANCIPATION OU LEUR MAJORITÉ.

Peut-on indiquer le nombre des élèves des hospices qui sont placés, par suite de condamnation, dans les bagnes, les maisons centrales, les prisons ou les établissements correctionnels [2]? Même question pour les filles élèves des hospices qui seraient placées dans des maisons de prostitution [3]. Quel est le nombre des élèves des hospices qui ont pris part au tirage de la classe de 1858? Combien ont été reconnus propres au service militaire?

[1] L'Indre, le Pas-de-Calais, la Somme et la Seine. Ce dernier département a compté jusqu'à 400 pupilles dans les colonies de Blanzy, de Bouffarick, des Bradières, de Montagny et de Varaignes. Il renonce à ce mode d'éducation, après avoir dépensé 314,338 fr. 65 cent.

[2] Question n° 28, § 1er.

[3] Question n° 28, § 2.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE * BIBLIOTHÈQUE

Combien ont été déduits du contingent? Combien ont été exemptés pour infirmité ou faiblesse de constitution? Combien pour une des autres causes prévues par la loi [1]?

§ 1er. — CONTINGENT QU'APPORTENT LES ÉLÈVES DES HOSPICES A LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES ET DES MAISONS DE PROSTITUTION.

C'est une opinion généralement accréditée que les enfants assistés devenus adultes entrent pour une large part dans la population des détenus et dans cette population plus triste encore qui se livre à la prostitution publique.

Des esprits éminents s'en sont préoccupés. Au Sénat, il y a trois ans à peine, le rapporteur d'une commission où se trouvaient réunis les hommes les plus considérables par leur situation, leur expérience et leurs lumières, affirmait que le personnel des bagnes et des maisons centrales s'y recrutait en très-grande partie.

Il était donc sage d'étendre à ce grave sujet les investigations de l'enquête. Les documents recueillis permettront de mieux juger : ils se divisent en deux séries.

Les premiers concernent les anciens pupilles des hospices dépositaires qui, au mois de juin 1860, étaient détenus préventivement, ou par suite de condamnations, dans les établissements pénitentiaires affectés aux deux sexes; les seconds s'appliquent aux filles des hospices inscrites à la même époque, comme prostituées, sur les livres de police. Avant de les examiner séparément, la commission doit placer ici une observation générale.

Il est très-difficile d'établir d'une manière positive l'origine des détenus et des filles publiques : les uns et les autres ont un intérêt trop manifeste à la dissimuler; un sentiment de crainte ou un reste de pudeur les y porte souvent, et souvent ils y réussissent. Le témoignage des magistrats et des officiers de police confirme cette assertion.

Sur la question spéciale qu'indiquait le feuillet 28, la difficulté s'augmentait du silence des pièces officielles. Pour les mineurs encore soumis à la tutelle hospitalière, on pouvait espérer des renseignements précis; mais à l'égard des individus majeurs, les preuves authentiques faisaient le plus souvent défaut. Il a donc fallu recourir à des interrogatoires individuels; et si ce mode de procéder ne conduisait point à l'exacte vérité, il devait du moins, par ses résultats, s'en rapprocher le plus.

[1] Question n° 30.

Afin d'éviter des lacunes et de doubles emplois, il devenait, en outre, nécessaire de saisir, au même moment, sur toute l'étendue du territoire, une population essentiellement mobile. La circulaire du 26 mai y a pourvu en chargeant les chefs des établissements pénitentiaires de tous ordres et les commissaires de police d'en faire le recensement du 8 au 20 juin. Les tableaux R et S résument ce travail.

Nombre des élèves des hospices détenus en 1860.

Détenus. — Au mois de juin 1860, l'effectif des bagnes, des maisons centrales, des prisons départementales, des colonies pénitentiaires, des établissements correctionnels de toute nature atteignait le chiffre général de 52,595.

Dans ce nombre, on comptait 1,206 élèves des hospices, savoir :

Mineurs	405
Majeurs	801

Votre Excellence s'étonnera peut-être de ce que le nombre des élèves majeurs n'excède pas du double celui des mineurs. Cette proportion anormale, si on ne l'expliquait, pourrait inspirer des doutes sur la véracité de l'enquête. Personne n'ignore, en effet, que la répression atteint surtout les individus plus avancés dans la vie. Mais Votre Excellence ne saurait perdre de vue que, parmi les 405 mineurs, le plus grand nombre étaient détenus, moins pour cause de délits que par mesure de correction paternelle; et l'Administration doit recourir plus fréquemment que les familles à de tels moyens, les nourriciers ne consentant point à conserver les sujets vicieux ou rebelles, et les hospices ne pouvant, sans danger, admettre ces derniers au contact d'enfants qui auraient à en souffrir. Rappelons, d'ailleurs, qu'en ce qui touche les mineurs, les renseignements présentaient un caractère positif, et qu'il n'en pouvait être absolument de même pour les détenus affranchis de la tutelle hospitalière.

Comparaison avec l'ensemble de l'effectif pénitentiaire.

Il ressort de ces chiffres que les élèves des hospices ne figurent que pour 2,23 p. o/o dans l'effectif général des détenus. Ce résultat affaiblit déjà considérablement ceux que présentaient, avant l'enquête, des études moins approfondies. Il s'éloigne peu, du reste, des proportions admises par la commission de 1849 (3 p. o/o) [1].

[1] Travaux de la commission instituée par M. Dufaure, ministre de l'intérieur.

Part plus élevée qu'ils y apportent eu égard au reste de la population.

Si l'on voulait exactement apprécier le contingent que les enfants assistés apportent à la population des maisons pénitentiaires, il faudrait, en regard de cette comparaison, établir le rapport existant entre la population générale de l'Empire et les individus d'un âge quelconque qui ont appartenu ou appartiennent encore à la classe des enfants assistés; mais le nombre de ces derniers ne peut être connu. Du moment, en effet, que la tutelle cesse, les pupilles des hospices rentrent dans les conditions communes et leur première qualification disparaît. La commission a cherché cependant à établir une évaluation approximative à l'aide des calculs suivants :

Si la mortalité frappait également les enfants assistés et les enfants des familles, il ne serait pas impossible d'obtenir le nombre cherché.

On sait, en effet, le rapport existant entre les naissances totales annuellement constatées et la population générale de l'Empire. On connaît aussi très-approximativement, par le nombre des admissions, le nombre des naissances annuelles chez les enfants assistés. De ces trois données se dégagerait facilement le quatrième terme de la proportion.

Mais les conditions de mortalité ne sont pas les mêmes, pour les deux classes, dans le premier âge. A 12 ans, au contraire, l'égalité se rétablit. Il faudrait donc substituer au total des naissances annuelles le nombre des enfants qui, dans l'une et l'autre catégorie, atteignent l'âge de 12 ans révolus.

Ces chiffres résultent des états de mouvement, pour les enfants assistés; des tables de mortalité, pour l'ensemble des enfants.

La commission les expose ci-dessous :

Nombre annuel des enfants assistés ayant accompli leur 12e année (moyenne de 1815 à 1841)..... 7,588

Nombre total des enfants de toute catégorie qui accomplissent annuellement leur 12e année..... 651,757 [1]

Population générale de la France..... 36,039,364

D'où la proportion suivante :

$$651{,}757 : 36{,}039{,}364 :: 7{,}588 : x$$

$$\text{Soit : } \frac{36{,}039{,}364 \times 7{,}588}{651{,}757} = 419{,}860.$$

[1] Voici comment la commission a obtenu ce chiffre :

Les tables de mortalité de de Montferrand font connaître que, sur 10,000 enfants supposés nés

Ce chiffre de 419,860 représenterait le nombre des élèves des hospices de tout âge existant aujourd'hui en France.

En le comparant au nombre des détenus de la même catégorie, on trouve la proportion de 1 détenu sur 348 enfants assistés.

Elle est de 1 sur 693 pour le reste de la population.

On arriverait ainsi à établir que les détenus seraient deux fois plus nombreux parmi les enfants assistés que parmi les enfants des familles.

La proportion serait beaucoup moins forte si, dans le calcul des élèves des hospices, nous avions compris les enfants inscrits comme tels, mais qui, avant 12 ans, ont été réclamés par des parents ou des bienfaiteurs. Ces retraits, pour la période 1815-1841, représentent en moyenne 4,000 par an.

En en tenant compte, la proportion descend de 1 sur 348 à 1 sur 553. Elle est de 1 sur 693, nous venons de le voir, en ce qui concerne la population ordinaire.

La base certaine qui nous manque pour l'effectif total des enfants assistés, nous la possédons lorsqu'il s'agit de ceux de ces enfants qui sont encore mineurs. La commission peut ici affirmer que la proportion des détenus de cette catégorie est de 1 sur 319 pupilles.

Filles soumises. — Les filles publiques ne sont pas toutes placées dans les maisons de tolérance. Abstraction faite de celles qui exercent clandestinement le métier de prostituées, il en est un grand nombre qui préfèrent la vie libre et demeurent chez elles ou en garni. L'enquête ne pouvait négliger ce dernier élément. Aussi le formulaire du 17 avril demandait-il l'indication séparée des deux catégories de filles, en maison et hors maison. Nous ne reproduirons pas cette distinction, qui n'avait d'autre but que d'obtenir un dénombrement complet, mais qui, dans ce rapport, n'offrirait aucun intérêt; le tableau S l'a d'ailleurs conservée.

Du 8 au 20 juin, les inscriptions de police étaient au nombre de 14,211. Nombre des filles

le même jour, il n'en reste, après une période de 12 années, que 6,719. Les naissances annuelles étant de 970,022, il y a lieu de poser ainsi les termes de la proportion :

$$x : 970{,}022 :: 6{,}719 : 10{,}000$$

$$\text{Soit : } 97\text{P},022 \times 6{,}719 = 651{,}757.$$

10,000.

des hospices inscrites, en 1860, comme prostituées.

Ce total se décompose ainsi :

Filles n'ayant jamais appartenu à la classe des enfants assistés...	13,674
Filles des hospices.....	537
CHIFFRE ÉGAL.....	14,211

La commission ne prétend pas que ce résultat soit d'une exactitude absolue. La prostitution clandestine s'exerce, en effet, dans tous les grands centres de population et sous toutes les formes, et l'on a remarqué avec raison que les filles adultes qui s'y livrent sont d'autant plus nombreuses que les règlements de police se trouvent exécutés avec plus de soin [1] et les contraventions punies avec plus de rigueur.

En second lieu, les villes de peu d'importance n'ont pas toutes de dispensaires, ce qui ajoutait aux difficultés de la constatation. 4 départements, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, l'Ardèche et la Lozère, ne tolèrent même pas la prostitution publique et réglementée. Enfin, le mode d'interrogatoire individuel ayant dû, ici encore, être adopté, il a fallu s'en rapporter aux dires des déclarantes, et tous ne méritaient pas une entière créance. Quoi qu'il en soit, et malgré ces circonstances diverses qu'il nous a paru nécessaire de rappeler, l'enquête prouve l'exagération des craintes qu'exprimaient, avant elle, certains auteurs, et des chiffres sur lesquels ces craintes s'appuyaient.

Comparaison avec l'ensemble des filles publiques.

Parent-Duchâtelet, au chapitre Ier de son remarquable ouvrage, déclare n'avoir rencontré parmi les prostituées de la capitale, en l'espace de 4 à 5 ans, que 41 élèves des hospices de Paris. Nous voyons aujourd'hui, par les chiffres de l'enquête, qu'à Paris les filles des hospices ne figurent que pour 1,84 p. o/o dans le nombre total des enregistrées. La proportion est de 3,77 p. o/o dans toute la France. Presque toutes sont majeures; car, tant qu'elles demeurent placées sous la tutelle hospitalière, l'inscription leur est refusée. Il s'en trouve pourtant de mineures, la règle générale devant fléchir en présence de cas spéciaux et dans un intérêt de morale publique ou de police sanitaire.

Part plus élevée qu'y apportent les filles des hospices, eu égard au reste de la population.

Si maintenant la commission voulait déterminer approximativement le contingent que les filles des hospices fournissent au personnel des prostituées, comparativement au reste de la population féminine de France, nous arrive-

[1] Parent-Duchâtelet, *De la prostitution publique.*

rions, par des calculs analogues à ceux qui précèdent, à établir la proportion de 1 fille soumise sur 366 enfants assistées, et de 1 fille soumise sur 1,200 individus du sexe féminin n'appartenant pas à la classe des élèves des hospices. En tenant compte des retraits annuels, comme nous l'avons fait tout à l'heure pour les détenus, la proportion se réduit à 1 sur 582 filles assistées.

Ces chiffres, Monsieur le Ministre, répétons-le loyalement, n'ont qu'une valeur relative. Mais, tels quels, ils l'emportent beaucoup en autorité sur ceux qui ont pu être cités précédemment. Recueillis à la même heure, dans toutes les localités, d'après des bases uniformes et par des hommes spéciaux, ils représentent, aussi exactement que le permettait ce triste sujet d'étude, la situation vraie des choses. Ils ont cela de remarquable, que, puisés séparément, ils donnent cependant tous des résultats à peu près semblables partout, concordance frappante qui témoigne en leur faveur. Ils ont cela de consolant, que, sans nier le mal, ils en restreignent l'étendue et en atténuent notablement la gravité. Sans doute on ne saurait attendre des malheureux enfants que recueillent nos hospices ces exemples de moralité, cette fermeté de principes, cette conduite honorable que la société est en droit de demander aux enfants des familles. La famille, protection créée de Dieu, a des enseignements et une vertu que nulle institution humaine ne remplace. Mais si, par des efforts permanents, des progrès qui s'étendent tous les jours, l'Administration parvient à éloigner du vice la très-grande majorité de ses pupilles, doit-elle fermer les yeux sur ces résultats qui sont à la fois pour elle un encouragement et une espérance, et la meilleure réponse qu'elle puisse opposer à ses contradicteurs?

§ 2. — CONTINGENT QU'APPORTENT À L'ARMÉE LES ÉLÈVES DES HOSPICES.

Une question non moins importante, celle de savoir si les enfants assistés seraient pour l'armée et la colonisation un élément utile, a souvent occupé l'attention publique.

Coup d'œil rétrospectif sur la législation.

Le décret du 19 janvier 1811 (art. 16) avait mis entièrement à la disposition de l'État les élèves des hospices. Le ministre de la marine pouvait les incorporer suivant les besoins de la flotte, et cet appel faisait immédiatement cesser la tutelle des commissions administratives. L'armée de terre elle-même eut une fois recours à cette population spéciale; les pupilles de la Garde [1] en

[1] Ce corps, qui ne comprenait d'abord que deux bataillons, en compta 9 à dater du 1er sep-

fournissent la preuve. Ce droit exceptionnel conféré aux autorités militaires fut abandonné bientôt comme les essais qu'il avait autorisés. Pressée à diverses époques, en 1855 notamment, de faire connaître s'il serait avantageux de le remettre en vigueur, l'administration de la marine a répondu négativement, attendu que les habitants du littoral lui adressaient plus de demandes qu'elle n'en pouvait accueillir, les cadres de la flotte étant complets. Quant au département de la guerre, il y a renoncé depuis le premier Empire. Le décret du 30 août 1811 [1] est le seul acte qui en ait fait l'application.

L'idée fut pourtant reprise en 1856, et les éminents auteurs de la proposition déposée au Sénat en devinrent alors les chaleureux promoteurs. Rappelant les termes du décret de 1811, ceux mêmes d'un édit de 1670, ils demandaient formellement que l'État eût pouvoir d'enrôler les enfants assistés dans l'armée et dans la marine. Le Sénat ne partagea pas cet avis. « La marine « et l'armée, disait son rapporteur, n'ont pas besoin de tant d'enfants de « troupe et de mousses. Ce sont là, d'ailleurs, des positions recherchées : les « unes sont la récompense donnée aux enfants pour les anciens services de « leur père; les autres s'obtiennent par l'apprentissage dans une école pour « laquelle il y a plus de concurrents que de places. Rien ne justifierait, au « surplus, une mesure qui affecterait au recrutement une classe spéciale d'in- « dividus, marquée d'un stigmate injuste mais réel, lorsque c'est dans la « nation tout entière, sans distinction de catégories, qu'elle doit se retremper. « Il faut craindre d'ébranler ce bel édifice de l'armée, en y touchant par une « innovation qui ne produirait pas un bon effet, surtout au moment où l'on « vient de supprimer le trafic du remplacement [2]. »

A ces sages considérations, on pourrait ajouter que les élèves des hospices

tembre 1811. On fit alors la première application du décret du 19 janvier, en y appelant 6,000 orphelins pris dans les différents hospices de France, de Hollande, de Belgique, d'Allemagne et d'Italie, et ayant tous plus de 15 ans. La faiblesse de constitution de ces jeunes gens fut remarquée. Après diverses modifications, le régiment fut supprimé, et on versa dans le 8e et le 25e de ligne les 327 sous-officiers et soldats auxquels s'était peu à peu réduit son effectif.

[1] Ce décret, rendu au palais de Compiègne, est contre-signé par le comte Daru. Il chargeait le ministre de l'intérieur de diriger sur le bataillon de dépôt, caserné à Versailles, les enfants âgés de plus de 15 ans à la charge des divers hôpitaux de l'Empire, jusqu'à concurrence du recrutement. De Versailles, les nouveaux soldats furent, après équipement, dirigés sur les bataillons à la résidence de Rouen, du Havre, de Fécamp et Saint-Valéry-en-Caux, de Dieppe, de Boulogne, de Caen, de Dunkerque et de Granville.

[2] Rapport présenté par M. le comte Siméon au nom de la commission chargée d'examiner la proposition concernant les enfants confiés à l'assistance publique. (Séance du 21 juin 1856.)

sont, comme tous les Français, électeurs, éligibles et contribuables. Ils ont les mêmes droits civils et politiques. Leur exclusion du droit commun, à l'égard du service militaire, serait donc contraire à la constitution du pays, et la loi ne pourrait consacrer une telle disposition.

Le système tenté par l'article 16 du décret de 1811 ne saurait revivre, on le voit. Dans la prévision d'insistances nouvelles, il convenait toutefois de rechercher quel avantage nos armées de terre et de mer auraient à s'incorporer les pupilles de l'assistance publique. Cette étude offrait surtout de l'intérêt au point de vue des projets de colonisation présentés dans ces derniers temps et dont la commission aura à s'occuper tout à l'heure. Le soldat et le colon doivent être, en effet, pourvus des mêmes aptitudes. Ce qu'on demande à l'un, l'autre doit pouvoir y répondre également. Sous bien des rapports, les deux existences sont communes, et il faut, pour les supporter et y réussir, les mêmes dispositions physiques et la même vigueur morale. L'enquête n'a pas négligé cette grave question. Le cahier n° 30 y est consacré, et la commission a l'honneur d'en placer l'exposé sous les yeux de Votre Excellence.

Effectif de la classe de 1858.

Les chiffres recueillis par les inspecteurs généraux se rapportent à la classe de 1858, dont la loi du 28 avril 1859 avait définitivement fixé le contingent [1]. Ils présentent une parfaite conformité avec le compte rendu du ministère de la guerre. Sur les 140,000 hommes de la classe, il y a eu 3,102 non-valeurs, ce qui réduit à 136,898 le nombre des jeunes gens appelés sous les drapeaux. Le tableau T répartit ainsi cet effectif :

Propres au service	121,840
Déduits comme engagés volontaires	8,596
Déduits par application de l'article 14 de la loi du 21 mars 1832	6,660
ENSEMBLE	137,096
En retranchant de ce total	198
jeunes gens conditionnellement inscrits, on retrouve le chiffre ci-dessus, de	136,898

[1] Vu l'état de guerre, le contingent, réglé d'abord à 100,000 hommes par la loi du 24 mars 1858, a été porté à 140,000.

Il ne peut y avoir de doutes sur ces résultats généraux. Quant à l'effectif attribué aux élèves des hospices, l'exactitude est peut-être moins rigoureuse. Votre Excellence sait, en effet, combien il est difficile de s'assurer, au moment du tirage, si tel ou tel appelé fait ou ne fait pas partie des pupilles de l'assistance. Mais, en admettant même qu'un certain nombre d'entre eux eussent été compris par erreur dans la catégorie des inscrits ordinaires, cela n'altérerait nos calculs que d'une manière insignifiante.

Part qu'y ont prise les élèves des hospices.

D'après l'enquête, 2,583 assistés ont pris part au tirage; 1,100 ont été reconnus propres au service; 94 ont été déduits comme engagés volontaires; 8 en vertu de l'article 14 de la loi du 21 mars 1832; 349 ont été libérés par leur numéro. Le nombre des exemptions pour invalidité physique s'est élevé à 1,007; 25 autres exemptions ont eu lieu pour des motifs de parenté.

Ils fournissent plus de soldats que les autres jeunes gens.

De ces chiffres, il résulte une proportion de 42,58 p. o/o entre le nombre des élèves inscrits et ceux qui ont été déclarés propres au service [1]. La proportion, pour les jeunes gens qui n'étaient point soumis à la tutelle hospitalière, n'excède pas 39,88 p. o/o [2]. La commission voit que les enfants assistés fournissent plus d'hommes à l'armée que les enfants des familles. Ce résultat s'explique, si l'on considère qu'en ce qui touche les premiers les causes d'exemptions prévues par l'article 13 de la loi sont invoquées très-rarement. Les orphelins de père et de mère exceptés, il est, en effet, bien peu d'élèves des hospices qui puissent s'en prévaloir. L'enquête n'en relève que 25.

Raison de ce fait.

On compte, parmi eux, plus d'engagés volontaires.

Chez eux, de même, le nombre des engagements volontaires est plus considérable. Pour l'ensemble de la classe de 1858, les engagements contractés représentent un chiffre de 2,81 p. o/o [3]. Il est de 3,63 p. o/o [4] pour les

[1] Élèves des hospices.. { Inscrits ..... 2,583 ; Propres au service. 1,100 } $\frac{1{,}100 \times 100}{2{,}583} = 42{,}58$

[2] Enfants de famille .. { Inscrits ..... 302,756 ; Propres au service... 120,740 } $\frac{120{,}740 \times 100}{302{,}756} = 39{,}88$

[3] Nombre total des inscrits..... 305,339 ; Nombre des engagés volontaires. 8,596 $\frac{8{,}596 \times 100}{305{,}339} = 2{,}81$

[4] Élèves des hospices.. { Inscrits..... 2,583 ; Engagés volontaires... 94 } $\frac{94 \times 100}{2{,}583}$

élèves des hospices, et de 2,80 p. o/o pour les autres appelés [1]. On comprend que, privés de famille, n'ayant aucun lien naturel qui les attache au sol, nos pupilles se montrent plus empressés de suivre une carrière aventureuse, où disparaissent sous l'uniforme toutes les distinctions de naissance et d'origine.

Sans doute le contingent qu'ils apportent à l'armée serait plus fort encore, si, dans les deux ordres de population, se rencontraient les mêmes conditions physiques. Mais ici l'avantage ne reste point aux élèves des hospices.

Et plus d'exemptés pour invalidité physique.

Abstraction faite des libérations, des déductions et des exemptions légales, on trouve chez eux une proportion de 52,20 p. o/o entre les élèves inscrits et les élèves reconnus propres au service militaire [2]; la proportion est de 60,35 p. o/o pour les enfants des familles [3]. Il y a donc une infériorité constitutionnelle très-marquée, que prouve mieux encore le tableau ci-dessous :

	NOMBRE DE JEUNES GENS		PROPORTION.
	QUI ONT PRIS PART au tirage.	QUI ONT ÉTÉ EXEMPTÉS pour défaut de taille, infirmités ou faiblesse de constitution.	
Élèves des hospices.....	2,583	1,007	38. 98 p. o/o
Enfants de famille.....	302,756	79,313	26. 19
ENSEMBLE.....	305,339	80,320	26. 35

[1] Inscrits..... 302,756
Engagés volontaires.. 8,502 $\frac{8{,}502 \times 100}{302{,}756} = 2{,}80$

[2] Élèves des hospices.. — Inscrits..... 2,583
A retrancher : Déductions..... 102
Libérations..... 349 } 476
Exemptions (art. 13)..... 25
RESTE..... 2,107
Reconnus propres au service..... 1,100 $\frac{1{,}100 \times 100}{2{,}107} = 52{,}20$ p. o/o.

[3] Enfants de famille.. — Inscrits..... 302,756
A retrancher : Exemptions (art. 13). 49,891
Déductions..... 15,154 } 102,703
Libérations..... 37,658
RESTE..... 200,053
Reconnus propres au service..... 120,740 $\frac{120{,}740 \times 100}{200{,}053} = 60{,}35$ p. o/o.

La différence en faveur des enfants des familles est d'environ 13 p. o/o.

Ces remarquables résultats concordent à peu près avec des documents antérieurs, qui, sans avoir l'autorité de ceux qu'a relevés l'enquête, n'en sont pas moins recommandables, car ils émanent des préfectures, qui ont dû les contrôler. Nous croyons d'autant plus intéressant de les mentionner ici, qu'ils embrassent une période quinquennale (1850-1855).

Sur ces cinq classes, on comptait 20,773 élèves des hospices; 6,925 avaient été exemptés pour invalidité : la proportion était donc de 33,33 p. o/o, chiffre qui ne s'éloigne pas considérablement de celui que nous venons d'avoir l'honneur de soumettre à Votre Excellence (38 p. o/o).

Chose plus frappante, les résultats de l'enquête reproduisent exactement la proportion qu'offraient, de 1851 à 1856 [1], les tableaux de recrutement du 9e arrondissement de Paris, où se présentaient alors au tirage les enfants assistés du département de la Seine. Sur 2,754 inscrits, les conseils de révision ont compté 1,062 invalides, soit 38 p. o/o.

Nous aurions désiré pouvoir fortifier ces chiffres par une confirmation nouvelle puisée dans les documents du ministère de la guerre; mais les publications officielles, qui contiennent le nombre des élèves des hospices exemptés pour défaut de taille ou faiblesse de constitution, restent muets sur la question d'infirmités. La commission a dû renoncer, dès lors, à ce complément d'études.

Le tableau T suffira.

Votre Excellence nous pardonnera l'aridité de ces chiffres. Destinés à éclairer une question d'un grand intérêt social, ils permettront au Conseil d'État de bien apprécier le parti que pourraient tirer nos possessions africaines de l'émigration des enfants assistés, et de réduire à leur juste valeur les diverses opinions exprimées à l'encontre ou en faveur des nouveaux projets de colonisation. Si les élèves des hospices paraissent fournir un contingent plus considérable à l'armée, c'est qu'ils n'ont pas le bénéfice de ces exemptions qu'ouvrent aux enfants des familles les dispositions prévoyantes de la loi du 21 mars 1832. Mais leur infériorité physique n'en est pas moins établie, et l'on peut se demander s'il faut recruter là cette armée de travailleurs infatigables appelés à compléter, par le défrichement du sol, les conquêtes de nos soldats.

Le chapitre qui va suivre exposera les appréciations qu'a recueillies, sur ce dernier point, la commission d'enquête.

[1] Voir les travaux de la commission Dufaure.

CHAPITRE VIII.

COLONISATION DE L'ALGÉRIE PAR LES ENFANTS ASSISTÉS.

Au point de vue agricole surtout, comment apprécierait-on, dans les départements, la mesure qui consisterait à envoyer en Algérie les enfants assistés de France [1]?

Ce que nous avons dit de l'insuccès ordinaire des colonies agricoles en France [2], du peu d'avantages qu'y trouvent les élèves des hospices, de la répugnance qu'ils manifestent pour ces établissements, de l'état d'ignorance relative dans lequel la plupart d'entre eux en sortent, a fait pressentir déjà à Votre Excellence quelles ont été les réponses de l'enquête à la question plus radicale de la colonisation de l'Algérie par les enfants assistés.

Nul projet peut-être n'a rencontré au début plus d'encouragements et plus de sympathies. Formulé une première fois en 1851 [3], reproduit en termes plus nets dès le commencement de 1852, il trouva l'opinion publique et le Gouvernement également disposés en sa faveur. Le ministère de l'intérieur en décida non-seulement l'étude, mais l'essai, et nous aimons à rappeler que cette initiative appartient à Votre Excellence et à l'illustre maréchal Le Roy de Saint-Arnaud.

§ 1^er^. — APERÇU HISTORIQUE.

Avant d'exposer les divers sentiments recueillis neuf ans plus tard par l'enquête, la commission croit devoir placer un rapide aperçu des faits qui ont eu lieu d'une époque à l'autre, des modifications successives qu'ont subies les premiers plans, des conditions enfin auxquelles l'expérience commanderait de s'arrêter si l'essai était poursuivi, et qui, reconnues seules praticables par les hommes les plus compétents, ont dû seules aussi servir de base d'appréciation aux nombreuses personnes que nous avons interrogées. Ce résumé historique nous paraît indispensable; il facilitera singulièrement l'intelligence de la question.

[1] Question n° 24, § 2.

[2] Voir chapitre VI, § 4.

[3] Avis du comité consultatif de l'Algérie du 17 mars 1851, provoqué par S. Exc. le maréchal Randon, ministre de la guerre.

Double essai tenté en 1852.

Au mois de juillet 1852, sur la proposition d'une commission mixte nommée par Votre Excellence [1], deux cents enfants, appartenant aux hospices de Paris ou à des familles pauvres de cette ville et de la banlieue, furent confiés au P. Brumauld, directeur des orphelinats de Bouffarick et de Ben-ak-Noun. Le ministère de l'intérieur et le département de la Seine en partagèrent généreusement les frais [2]. Quelques mois plus tard, à la suite d'une circulaire pressante [3], quatre-vingts autres enfants des hospices, subventionnés par dix conseils généraux, quittaient la métropole, sous la conduite du P. Abram, directeur de l'orphelinat de Misserghin. D'après les traités consentis de part et d'autre, les jeunes colons devaient, au moment de leur admission, être âgés de dix ans au moins et de treize ans au plus. De dix à quinze ans, la pension était de 80 centimes par jour; de quinze à dix-huit ans, de 50 centimes; elle cessait à dix-huit ans [4]. Jusqu'à l'âge de vingt et un ans, l'enfant restait à l'orphelinat. Majeur, il recevait de la maison un pécule minimum de 100 francs, et de l'État une concession de terre d'une étendue variable de 4 à 8 hectares. Les directeurs n'acceptaient que des sujets valides, exempts d'affections contagieuses et d'infirmités entraînant incapacité complète ou partielle de travail.

Conditions arrêtées par l'Administration et par les directeurs des orphelinats d'Afrique.

Exposé du système.

Dans ce système, l'orphelinat était une véritable maison d'apprentissage d'où l'élève ne devait sortir qu'en état d'exploiter pour son propre compte le terrain dont la libéralité du Gouvernement l'avait rendu propriétaire. De là, autant de concessions particulières que d'enfants; de là, un établissement

[1] Cette commission, instituée par arrêté du 14 mai 1852, était composé de
MM. Dupuy, chef de division au ministère de l'intérieur, président;
Sers, De Fontanes, } chefs de bureau au ministère de l'intérieur;
Testu, De Lavergne, } chefs de bureau au ministère de la guerre;
De Cambray, chef de division à l'Administration générale de l'assistance publique;
Henry Durangel, secrétaire.

[2] 401,500 francs, non compris les dépenses de premier habillement, et les frais de transport et de traversée.

[3] Circulaire du 7 août 1852.

[4] Calculée sur ces bases, la dépense totale de l'éducation s'élevait, pour chaque enfant de 10 à 18 ans, à 2,007 fr. 50 cent. Ajoutée à la dépense des dix premières années, dépense dont restaient chargés les hospices de la métropole (1,169 fr. 30 cent.), cette somme portait à 3,176 fr. 80 cent. les sacrifices qu'imposait chaque enfant à l'assistance publique. Or, nous avons établi, au chap. IV, que les 12 années de l'éducation en France ne coûtaient pas plus de 1,403 fr. 30 cent.

avantageux et assuré; de là, enfin, la possibilité de former de bonne heure, sur le territoire d'Afrique, des ménages initiés aux travaux des champs, n'ayant plus à vaincre pour réussir les difficultés, les périls mêmes de l'acclimatation.

Théoriquement, ce système laissait peu à désirer; considéré au point de vue pratique, il n'en était pas de même. Le 1er juillet 1855, dans un remarquable rapport, adressé de Ben-ak-Noun à l'Empereur, le P. Brumauld, avec l'autorité de sa parole et de son expérience, en fit l'aveu [1].

Observation critique.

Modifications proposées en 1855.

[1] La commission croit d'un grand intérêt de reproduire ici quelques passages de ce rapport, où perce d'une façon si saisissante l'esprit pratique d'un homme que le ministère de la guerre appelait à bon droit un des plus habiles colonisateurs de nos possessions d'Afrique :

« Si, en principe, nous sommes autorisés à dire que l'éducation, telle que nous l'avons donnée, « produit ses fruits et amène, chez tous les enfants, un développement heureux, nous avons aussi à « reconnaître que, destinés à vivre maîtres de leurs actions, la règle, nécessairement un peu minu- « tieuse, que nous sommes obligés de faire suivre à tous peut devenir pesante à un certain âge. « Bonne pour les plus jeunes, elle fatigue aisément ceux qui, arrivant à l'adolescence, éprouvent « peu à peu le besoin d'une liberté plus grande et d'une sujétion moins constante.

« Destinés encore, par leur condition, à gagner littéralement leur pain à la sueur de leur front, « *ils n'apprennent pas assez, chez nous, à porter le poids du jour. La sollicitude du pain quotidien et le « ressort d'esprit qui en résulte manquent trop au développement de leur énergie, dans une institution où la « charité paternelle tient plus de place que l'intérêt propre.*

« *Trop peu de liberté, pas assez d'initiative personnelle, voilà les obstacles que rencontrent nos jeunes « élèves dans notre organisation actuelle.*

« Cédant, à notre insu, aux idées en vogue, nous aussi nous avions cru tous nos enfants égale- « ment aptes à diriger un jour un ensemble d'exploitation. Là encore, l'expérience est venue nous « démontrer que nous faisions fausse route et que nous méconnaissions les voies de la Providence.

« Bon nombre de nos élèves ne sauront pas se conduire seuls à 21 ans, ni même à 25. Beaucoup « ne seront pas plus capables de diriger une exploitation, petite ou grande, que tout soldat n'est « apte à devenir officier. La condition du plus grand nombre paraît devoir être le travail subalterne; « seconde vérité à laquelle, malgré les illusions paternelles, il a bien fallu nous rendre.

« Substituer à l'assujettissement d'une règle nécessairement stérile une liberté progressive, et, « par ce moyen, développer les ressources intellectuelles; *mettre de meilleure heure nos jeunes gens aux « prises avec les difficultés de la vie, pour combattre chez eux l'insouciance que leur donne aujourd'hui « l'attention des maîtres sur leurs besoins journaliers;* renoncer à faire un jour de tous nos enfants de « petits concessionnaires-propriétaires : tels sont les amendements qu'il nous paraît prudent d'ap- « porter au programme que nous nous étions tracé de concert avec l'administration locale. »

Entre ce langage et le nôtre, il n'y a, on le voit, aucune différence; et si la commission, dans plusieurs endroits de son rapport, s'est franchement exprimée sur les inconvénients qu'a, pour les enfants assistés, l'existence passive et méthodique de l'hospice ou de l'orphelinat, elle l'a fait avec une modération dont les déclarations, si sincères, si formelles du P. Brumauld lui auraient donné peut-être le droit de s'écarter.

Convaincu qu'émoussés par la vie de l'orphelinat, bien peu d'élèves pourraient, à leur majorité, conduire une exploitation culturale; qu'agglomérés, les enfants chercheraient inutilement, en Afrique, dans le travail des champs, un moyen de gagner leur vie; que, disséminés chez des particuliers, au contraire, ils y seraient très-utilement employés, le directeur de Bouffarik et de Ben-ak-Noun proposait de substituer au programme primitif un nouveau plan d'après lequel les enfants devaient avoir accompli leur douzième année au moment de leur réception, et rester dans l'orphelinat jusqu'à 16 ans seulement, moyennant un prix uniforme de 80 centimes par jour. A l'expiration de cette période consacrée tout entière à l'acclimatation, l'instruction et la préparation des jeunes élèves, ceux-ci devaient entrer, comme apprentis ou valets de ferme, chez des patrons ou des cultivateurs. Jusqu'à 21 ans, ils seraient demeurés soumis à la surveillance du supérieur de la congrégation, investi à cet effet de la puissance paternelle.

Intervention du Sénat.

Les choses en étaient là, lorsqu'intervint, en 1856, la proposition due à l'initiative du premier corps de l'État [1].

Appui qu'il donne à la mesure.

Le 21 juin de la même année, un rapport [2] présenté par le Sénat à l'Empereur recommandait, comme essai et sur les bases que vient d'indiquer la commission, l'envoi régulier et périodique en Algérie d'un certain nombre d'enfants assistés pris à l'âge de 12 ans [3]. Presque en même temps se manifestaient des symptômes fâcheux : des évasions fréquentes attristaient le directeur de Bouffarik et de Ben-ak-Noun. Il devenait évident que le mode d'éducation adopté en 1852 aboutirait à un échec, et le ministre de la guerre déclarait qu'à l'avenir, si d'autres enfants des hospices étaient conduits en Algérie, l'État, renonçant à en faire des propriétaires, ne leur accorderait pas de concessions territoriales [4].

Réalisation des craintes du P. Brumauld. Résolution du ministre de la guerre.

Pétitions du P. Brumauld.

Tandis, cependant, que le Conseil d'État, conformément aux ordres de Sa Majesté, poursuivait l'examen des graves questions que soulevait la proposition de MM. Troplong et Portalis, le P. Brumauld, renouvelant ses instances,

[1] Proposition de MM. Troplong et Portalis.

[2] Rapport de M. le comte Siméon.

[3] D'après le rapport du comte Siméon, le renouvellement annuel des garçons serait de 1,200 à 1,500. Les orphelinats d'Afrique compteraient toujours 6,000 enfants du sexe masculin présents sur leurs contrôles. L'effectif permanent des filles n'excéderait pas d'abord 1,500.

[4] Dépêche du 3 juillet 1857.

sollicitait *le transférement progressif de la jeunesse malheureuse, mais valide, de France, recueillie dans les hospices et sur le pavé des villes, ou recrutée de gré à gré parmi les familles pauvres* [1]. Bientôt après [2] les deux départements de l'intérieur et de l'Algérie étaient saisis d'un plan d'organisation expliquant et développant le rapport du 1er juillet 1855 et la pétition du 1er mars 1859.

Ses nouvelles propositions.

Dans ce mémoire, le P. Brumauld ne revendiquait plus que les abandonnés, les mendiants, les vagabonds [3]. Il maintenait la durée triennale de la préparation, tout en reculant jusqu'à 14 ans, pour les cas exceptionnels, l'âge maximum de l'entrée réglementairement fixée à 12 ans; il évaluait à 855 fr. la dépense de chaque élève [4]; enfin il ne changeait rien au mode de placement individuel dont l'expérience avait démontré l'absolue nécessité.

C'est alors que fut décidée l'enquête dont nous avons eu l'honneur d'être chargés; voyons en quels termes elle a répondu à la question spéciale qui nous occupe en ce moment.

§ 2. — RÉSUMÉ DES OPINIONS RECUEILLIES PAR L'ENQUÊTE.

Appréciations généralement défavorables.

Disons tout d'abord que presque partout la commission a rencontré une opposition très-vive : 5 départements seulement se sont montrés favorables

[1] Pétition du 1er mars 1859.

[2] Mémoire du 14 septembre 1859.

[3] « En principe, dit-il, tous les orphelins et les enfants trouvés qui ont le bonheur d'être bien « casés en France, soit à la ville, soit à la campagne, doivent y rester. Il ne faut pas déranger ce « qui est bien, et ceux-là d'ailleurs n'appartiennent plus au contingent des *jeunes malheureux* destinés « à la colonisation de l'Algérie.

« La part de la colonisation est à faire parmi les surnuméraires dans les familles, les abandonnés, « les mendiants, les vagabonds et tous ceux qui sont onéreux, en attendant qu'ils deviennent « dangereux et plus vicieux encore dans les prisons ou dans les hôpitaux. »

[4] Voici comment s'établissent les calculs du P. Brumauld :

Le prix de revient d'un enfant, pendant les 3 années de préparation, est de 1 franc par jour, soit par an	365f
Mais il y a lieu de défalquer de cette somme le produit du travail de chaque élève, soit par an	120
Il resterait donc à la charge de l'État une somme de	245
Qui, multipliée par les 3 années de séjour à l'orphelinat, donnerait en dépense	735
Si l'on ajoute à ce dernier chiffre les frais de voyage et de trousseau, laissés au compte du département d'origine, ci	120
on voit que l'éducation de chaque colon ne reviendrait pas à moins de	855

et encore les élèves et leurs maîtres auraient-ils droit au passage gratuit par mer.

au projet; 14, pour la plupart hostiles, l'ont admis, à la condition expresse de l'appliquer seulement comme moyen coercitif et disciplinaire; 62 le repoussaient d'une manière absolue; 5 n'ont pas voulu exprimer d'opinion [1].

Motifs de cette opposition.

Voici les motifs sur lesquels se fondait cette opposition à peu près générale :

La question, a-t-on dit, ne peut être envisagée qu'à l'un ou l'autre de ces deux points de vue : l'intérêt du service des enfants assistés; l'intérêt de l'Algérie. Avant de se prononcer, il est prudent d'envisager les deux côtés du problème, et de rechercher si la solution que proposent les pieux fondateurs des orphelinats d'Afrique est de nature à satisfaire réellement l'un de ces deux intérêts.

Examen de la mesure au point de vue de l'intérêt du service des enfants assistés.

Précautions imposées par le climat.

Et d'abord, à quel âge conduirait-on en Afrique les pupilles destinés à la colonisation? Serait-ce immédiatement après le sevrage? Non, car ils ne pourraient résister aux chaleurs excessives du pays. Les départements qui fournissent le plus de colons à l'Algérie le savent bien; ceux des émigrants qui ont voulu y conduire leurs enfants les y ont perdus presque tous. Ce fait est devenu notoire, et l'on considère le climat africain comme très-meurtrier, même pour les enfants qui touchent à l'adolescence. Cette crainte est si fondée, qu'aucun des fondateurs des orphelinats d'outre-mer n'a songé à y transporter l'enfant du premier âge. Tout au plus, dans le principe, recevait-on les élèves de 10 ans; bientôt on a fixé à 12 années l'âge réglementaire; jusqu'à 14 ans même, l'admission des pensionnaires n'éprouverait point de difficultés. Il faut

[1] Départements favorables au projet : Eure-et-Loir, Lozère, Manche, Marne, Pyrénées (Basses-).

Départements qui jugeraient la mesure utile, appliquée seulement aux enfants vicieux : Aude, Charente-Inférieure, Finistère, Gard, Gironde, Hérault, Loire, Lot-et-Garonne, Mayenne, Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées (Hautes-), Sarthe, Tarn-et-Garonne.

Départements opposés : Ain, Aisne, Allier, Basses et Hautes-Alpes, Ardèche, Ardennes, Ariége, Aube, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Charente, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Eure, Haute-Garonne, Gers, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Loiret, Lot, Maine-et Loire, Haute-Marne, Meurthe, Meuse, Morbihan, Moselle, Nord, Puy-de-Dôme, Bas et Haut-Rhin, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Vosges et Yonne.

Départements sans opinion : Loire-Inférieure, Nièvre, Oise, Pyrénées-Orientales, Vienne.

Difficultés financières.

donc s'arrêter à la moyenne de 12 ans. Mais, précisément à cet âge, les pupilles des hospices cessent d'être à la charge du budget départemental. Faudra-t-il prolonger encore des sacrifices qui d'éjà l'épuisent et s'accroissent tous les ans? Les conseils généraux s'y opposeraient avec raison. Se tournera-t-on du côté des hospices? L'enquête n'a que trop mis à jour la pénurie du plus grand nombre; loin de leur demander plus, il faut songer à diminuer des obligations financières qui les écrasent. Dans l'état actuel, un enfant assisté, d'un jour à 12 ans, élevé en France, occasionne une dépense moyenne de 1,400 francs[1]. Suivant les propositions les plus favorables, les frais complémentaires de l'éducation algérienne, pour les 3 années de séjour à la maison préparatoire, ne resteraient pas au-dessous de 855 francs[2], somme qui équivaut à plus de la moitié de la dépense des 12 années d'entretien dans la mère-patrie, et porteraient à 2,255 francs l'ensemble des sacrifices que coûterait, avec ce nouveau système, une éducation complète; en d'autres termes, la dépense annuelle du service, évaluée aujourd'hui à 10 millions, atteindrait aussitôt le chiffre de 16 millions[3]. L'État seul pourrait accepter et supporter une telle surcharge. Mais, à supposer que les ressources du Trésor lui en laissassent la faculté, le pourrait-il sans compromettre du même coup tout le service? Le budget départemental, le budget hospitalier ne perdraient-ils pas, dès ce moment, tout espoir de voir un jour se rétablir l'équilibre de leurs finances? Telle serait évidemment la conséquence immédiate de la mesure : quelques mots le prouveront.

Difficultés administratives.

Personne ne conteste l'insuffisance des tarifs actuels; tout en les augmentant, l'Administration reste encore au-dessous des besoins. Le recrutement des nourrices s'opère difficilement; quelquefois même, il faut recourir à l'allaitement artificiel[4]. Ce n'est qu'au prix de beaucoup d'argent et de beaucoup d'efforts que l'on parvient à assurer le placement des nouveau-nés. Mais les nourriciers, une fois dépositaires de l'enfant, lui accordent leur affection;

[1] Voir chapitre IV.

[2] Voir page 153.

[3] Dans ce calcul ne sont pas compris les frais de création de nouveaux orphelinats. On suppose que l'État se contenterait de ceux qui existent déjà dans nos possessions africaines; ce qui, la mesure une fois résolue, serait insuffisant, ou, dans tous les cas, peu d'accord avec les vues du Sénat.

[4] Voir chapitre IV, Dépenses extérieures.

ils s'attachent insensiblement à lui, et bientôt ils comptent sur lui comme sur un membre de leur propre famille [1]. S'il est établi qu'à l'âge de 10 ou 12 ans, c'est-à-dire lorsque, grâce à leur dévouement et à leur sollicitude, l'enfant aura triomphé des périls inhérents aux premières années, au moment où il pourrait rendre en affection et en travail, à ses parents adoptifs, une part de ce qu'il aurait reçu d'eux, la colonisation doit en faire sa chose et l'enlever pour jamais, quelle est la nourrice qui voudra lui consacrer ses soins, quelle est la famille qui consentira à se charger de son éducation? On l'a dit, et il faut le répéter, parce que c'est là une vérité d'expérience : si les nourriciers n'attendaient de l'enfant que l'insignifiante rétribution qu'il apporte avec lui, pas un seul bientôt n'accepterait les offres de l'hospice. Dans leur détermination, il se mêle toujours un peu de réflexion et de calcul, ou plutôt la pensée, l'espoir très-légitime d'obtenir plus tard de leur élève l'aide qu'attend de son enfant tout père de famille. L'attachement réciproque qu'inspire peu à peu la communauté d'existence empêche que cette pensée ne dégénère en spéculation.

Mais l'exploitation de l'enfant serait inévitable du jour où il ne s'agirait plus d'une adoption par la famille, mais d'un bail, d'un marché à terme, interdisant au nourricier tout autre sentiment que celui du lucre, à l'enfant ces illusions précieuses dans lesquelles il puisait le besoin de la reconnaissance et l'habitude du devoir; changeant l'un en un nourrisseur à gages, l'autre en un pensionnaire toujours trop coûteux, et qui ne sera jamais qu'une bouche étrangère; ne laissant entrevoir à tous deux d'autre avenir qu'une prochaine et certaine séparation; ce jour-là, le département, aux prises avec la spéculation privée, devra forcément augmenter les salaires, et, quels que soient ses sacrifices, il ne parviendra point à assurer le service des placements. Les hospices verront s'encombrer leurs quartiers; l'agglomération des jeunes enfants dans les crèches décuplera la mortalité actuelle; tout, en un mot, sera mis en question.

Inconvénients de la mesure au point de vue agricole.

Ce n'est point assez de ces considérations morales et financières; un intérêt plus général appelle la protection de l'État, et cet intérêt, l'émigration des enfants assistés en Algérie le compromettrait gravement. L'agriculture nationale manque de bras. Le Gouvernement lui-même le reconnaît et le déplore.

[1] Voir chapitre VI.

Il n'assiste ni inactif ni indifférent au progrès du mal; pour le combattre, il multiplie les encouragements, les récompenses, les efforts. Les campagnes, malgré tout, perdent peu à peu leurs plus habiles travailleurs. La ville offre à l'ouvrier un salaire, des secours et des jouissances qu'il ne trouve point autre part; de plus, les familles rurales, à l'exemple de celles des villes, apprennent à restreindre le nombre de leurs enfants. Enfin, sur quelques points du territoire, l'émigration en pays étranger devient un fait habituel. Aussi, le mouvement de désertion agricole continue-t-il; les champs souffrent de vides chaque année plus nombreux, et l'on voit s'y augmenter démesurément le prix de la main-d'œuvre. Ici, l'on a dû abandonner, faute de bras, la culture de certaines plantes qui amélioraient le sol, en enrichissant le cultivateur[1]; là, sans le concours des soldats, on n'aurait pu faire ni rentrer la moisson[2]. Presque partout se révèle une pénurie qui menace le paysan comme le grand propriétaire. A cette disette d'hommes, à ce flot grossissant qu'absorbe l'industrie, le Gouvernement ne peut opposer qu'une barrière, qu'un palliatif: qu'il appelle aux champs les élèves des hospices, ou plutôt qu'il les y maintienne, qu'il ne les en enlève pas. L'intérêt privé est clairvoyant par nature, rarement il se trompe, et lorsque partout il s'exprime par la même formule, ses impressions sont vraies et méritent qu'on s'y rallie. Que l'on écoute donc ces protestations élevées de toutes parts, du sein des campagnes, à la première annonce du transport en Algérie des pupilles de l'assistance. Qu'on se rappelle surtout cette émotion profonde des familles nourricières, qui demandaient instamment, comme lors du déplacement de 1835, à conserver gratuitement leurs enfants adoptifs plutôt que de se séparer d'eux. Qu'on s'assure s'il y a quelque exagération à dire que l'enfant assisté est aujourd'hui une des plus précieuses ressources de nos campagnes, que sa situation de plus en plus s'y améliore, que les nourriciers voient en lui un fils, une fille de la maison. N'est-il pas vrai que les cultivateurs recherchent les élèves de nos hospices, que les gages augmentent; que, si les commissions administratives ne tenaient pas à conserver pour le service des établissements charitables les sujets valides et sains, on ne verrait bientôt plus à l'hospice que des enfants infirmes ou valétudinaires[3]?

[1] Pas-de-Calais.

[2] Maine-et-Loire.

[3] Dans la Gironde, ainsi que nous l'avons fait remarquer déjà, les nourriciers attachent un si grand prix au concours des pupilles hospitaliers, qu'ils accordent des salaires même à ceux de

Ce ne sont pas ces derniers que solliciteront les colonisateurs de l'Afrique française, l'humanité le défendrait; on sait d'ailleurs avec quel soin les directeurs des orphelinats algériens ont exclu de leurs établissements les enfants atteints d'une infirmité morale ou physique quelconque [1]. A cette mesure d'émigration générale, et tandis que, par une singulière préférence, l'Algérie serait traitée si favorablement, la mère-patrie n'aurait-elle pas tout à perdre? Les enfants eux-mêmes en profiteraient-ils réellement? Sans parler des liens de famille que briserait leur départ, seraient-ils assurés de réussir sur le sol de l'Afrique? L'insuccès presque complet de 1852 ne doit-il pas, au contraire, inspirer des doutes très-graves? Et, en présence de tant d'incertitudes, faudrait-il ébranler, renverser tout un service, ajouter aux inquiétudes financières des hospices et des départements, frapper d'un coup fatal l'agriculture désarmée? Non sans doute, et le Gouvernement, tenu en garde par les dépositions unanimes de l'enquête, ne voudra pas adopter, sans de mûres réflexions, un parti que déconseillent tant d'intérêts menacés.

Mais, dira-t-on, il n'est nullement question d'une évacuation générale : les familles nourricières conserveront leurs pupilles, et ceux-là seulement seraient appelés à la colonisation, dont le placement ou le séjour en France rencontrerait des obstacles ou constituerait un péril; en d'autres termes, les enfants que personne n'aurait consenti à recueillir, les mendiants, les vagabonds, formeraient seuls le contingent de l'émigration algérienne.

Ici se place l'examen de la seconde question que soulève le projet : à sa-

ces enfants qu'ils ont personnellement élevés. Les hospices du Finistère ont pu, en la seule année 1859, placer, comme valets de ferme, 207 adultes chez des cultivateurs. Dans la Seine-Inférieure, les salaires agricoles, qui, pour 244 enfants, représentaient, en 1858, la somme de 31,461 francs, ont atteint l'année suivante le chiffre de 48,661 francs, pour 356 parties prenantes. Si l'on passait successivement en revue tous les rapports de l'enquête, on acquerrait la preuve que les enfants assistés, sauf de très-rares exceptions, trouvent partout aujourd'hui à louer leurs services comme cultivateurs, bergers ou domestiques, à des conditions non-seulement faciles, mais avantageuses, et que les nourriciers mettraient tout en œuvre pour empêcher leur expatriation. Les réclamations des propriétaires ruraux ne seraient pas moins vives. Plusieurs conseils généraux les ont énergiquement exprimées.

[1] « La validité physique exclut toute infirmité incompatible avec le climat de l'Algérie, le travail « des champs et une agglomération d'enfants, soit : les ophthalmies, la cécité, la surdité absolue, la « teigne, la gale, le mutisme, les scrofules avancées, les efforts de reins, les hernies chroniques, les « incontinences d'urine, les difformités graves et le rachitisme.

« La validité morale exclut : les crétins, les idiots, les fous. »

(Mémoire du P. Brumauld. — 1859.)

voir si de tels éléments de colonisation favoriseraient l'intérêt de nos possessions d'Afrique. Voici comment l'enquête y a répondu :

Examen de la mesure au point de vue de l'intérêt de l'Algérie.

Enfants infirmes.

Les enfants dont le placement à prix d'argent est impossible appartiennent à l'une ou à l'autre de ces deux catégories : les infirmes, les vicieux. Les infirmes, on a vu déjà que les directeurs des orphelinats algériens les excluaient absolument. Un orphelinat agricole est, en effet, une maison de travail, et non un hôpital ou une infirmerie, et, à une colonie naissante, il faut l'activité du vivant qui transforme et qui crée, et non la surcharge inutile de l'infirme qui végète et du malade qui meurt. S'il est vrai que l'enfant des hospices le cède en forces physiques à l'enfant de la famille [1], qu'espérer du concours de valétudinaires qui, dans la mère-patrie elle-même, n'auront pu trouver leur place? Les sujets valides et robustes de corps conviennent seuls à la colonisation, qui, elle aussi, a besoin de soldats; seuls, ils peuvent résister aux épreuves de l'acclimatation. Il faut donc renoncer à y mêler un élément factice, impuissant, onéreux, qui, victime d'une transplantation imprévoyante, serait peut-être encore, pour la population coloniale, une cause de contagion.

Enfants vicieux.

Restent les sujets vicieux. Ceux-là, chacun le reconnaît, sont aux hospices une charge très-lourde; rarement ils se ploient à la volonté du tuteur, rarement ils s'amendent, et c'est à peine si quelques établissements spéciaux consentent à les recevoir. Mais le nombre heureusement en est peu considérable; chaque année même, à mesure que la tutelle s'exerce avec plus de soin, et que l'intervention journalière de l'inspecteur départemental la rend plus efficace et plus sûre, les exemples de désordre et d'insubordination deviennent moins fréquents. Il y aura toujours, cependant, des pupilles rebelles près de qui échoueront les moyens ordinaires; mais ceux-là, l'Algérie aurait-elle intérêt à se les attacher? Les enfants confiés, en 1852, au P. Brumauld étaient tous de bons sujets; l'éminent religieux en avait fait une condition expresse de son programme. Or, sur ces 200 élèves, on comptait, dès 1858, 58 fugitifs. Qu'attendre alors d'adultes plus âgés, qui se seraient fait de l'insoumission une longue habitude? Évidemment, ils n'accepteraient ni la règle ni la discipline d'une maison de travail, d'obéissance et de prière, et, comme

[1] Voir chapitre VII, Recrutement militaire.

ces enfants dont s'est occupée déjà l'enquête, ils n'auraient d'autre désir, d'autre but que l'évasion [1].

Toute colonie qui se fonde ou qui se développe doit pouvoir compter sur une population stable, résolue, persévérante. A tout prendre, l'honorabilité y est moins essentielle que la fixité. Avec des condamnés et des gens sans aveu, l'Angleterre a pu établir des colonies florissantes; mais, par cela même que la justice de leur pays les avait frappés, ces *convicts*, que plusieurs milliers de lieues séparaient de la métropole, ne pouvaient concevoir ni nourrir la pensée du retour. Telle ne serait pas, en Algérie, la situation des élèves des hospices; ceux qui voudraient s'échapper de la colonie ne pourraient y être retenus que de gré ou de force. De gré, en leur offrant le moyen sûr de s'établir; le Gouvernement a garanti, en 1852, des concessions territoriales : on les a refusées par incapacité ou par indifférence; aujourd'hui il n'en accorde plus [2]. De force, en employant contre les fugitifs les armes les plus rigoureuses de la puissance paternelle; mais alors l'orphelinat, transformé en lieu pénitentiaire, manquera tout son but, car la colonisation veut une certaine liberté, et, pour la bien servir, il faut autre chose que des gens en surveillance et des condamnés à la chaîne.

On a reconnu, d'ailleurs, que les maisons préparatoires étaient impropres à ce rôle de répression [3]; qu'il importait de hâter l'émancipation de l'enfant, et, dans ces vues, l'on a sagement conseillé de réduire à trois années la durée du noviciat. Mais quel colon consentirait à se charger d'un adulte de 15 ans réputé incorrigible? Et, pour un modique salaire, l'enfant ainsi placé, à supposer qu'on l'accepte, renoncera-t-il, plus libre, aux penchants et aux désirs qu'il dissimulait mal, reclus de l'orphelinat? Puis, le recrutement militaire ne viendra-t-il pas l'enlever au moment où, devenu homme, il entrera dans l'âge de la raison et du travail [4]? Ce n'est point à des éléments aussi incertains, c'est à des hommes faits, indépendants, résolus, qu'il faut demander le développement sûr et progressif de notre colonie d'Afrique.

[1] Voir chapitre VI, § des *Colonies agricoles*.

[2] Dépêche déjà citée du ministre de la guerre, 3 juillet 1857.

[3] Voir rapport du P. Brumauld, 1er juillet 1855.

[4] Le Sénat conseillait, en 1856, de dispenser du service militaire, comme les instituteurs, les contre-maîtres des orphelinats d'Afrique qui se voueraient pour 10 ans à l'instruction pratique de l'agriculture et à l'éducation des enfants abandonnés; mais il n'étendait pas cette proposition aux élèves eux-mêmes.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les considérations principales qu'ont opposées au projet de colonisation de l'Algérie par les enfants assistés la grande majorité des départements de l'Empire. Cette opposition, la commission déjà a eu soin de le dire, n'a pas été manifestée partout. Quelques départements dirigeraient volontiers sur l'Afrique leurs pupilles indociles ou vicieux [1]. Mais ils paraissent avoir eu pour but, en opinant de la sorte, d'alléger leur responsabilité et surtout leurs obligations financières. Tous, en effet, laisseraient la dépense à la charge de l'État.

Adhésions recueillies par l'enquête.

Tel semble aussi avoir été le motif déterminant des cinq départements qui ont adhéré sans réserves au projet, dans l'espérance, dit l'enquête, qu'il s'appliquerait aux enfants d'un jour à 12 ans, et qu'ainsi ni le budget départemental ni le budget hospitalier n'auraient plus à faire les frais d'un service qui les dévore [2].

La commission ne veut parler ici ni de ces antipathies préconçues existant encore dans l'esprit de quelques personnes contre les enfants des hospices, et qui, sans doute, ont influé beaucoup sur l'opinion exprimée, ni de cette considération que les mères, effrayées de l'envoi certain de leurs enfants en Algérie, se hâteraient de les reprendre ou s'abstiendraient de les abandonner. Le Gouvernement, s'il décidait cette mesure, ne le ferait ni pour encourager des préventions aussi regrettables, ni pour exercer de telles intimidations. Il sait trop que, dans ce service, la menace est un danger, et son désir, d'ailleurs, n'est point de faire envisager comme un lieu d'exil notre belle colonie méditerranéenne. Le but qu'il poursuivrait serait plus élevé, le motif de sa détermination, plus généreux et plus noble. Nul n'en doutera en se rappelant les sympathies qu'a rencontrées le projet dans le sein du Sénat.

Résumé.

En un tel sujet, Monsieur le Ministre, la commission n'avait pas à exprimer d'opinions personnelles : elle se l'est interdit. Interroger avec soin,

[1] Encore ces départements n'admettraient-ils la mesure que comme une sorte de transaction, et plutôt pour prévenir une émigration générale que pour remédier à un mal sans issue. Le Pas-de-Calais est le seul où la mesure ait été franchement réclamée : le conseil général la conseillait il y a quelques années ; mais partout on la demandait en termes restrictifs, et à la condition de la voir appliquée seulement aux enfants vicieux ou rebelles.

[2] Parmi ces départements, il s'en trouve 2 (la Lozère et les Basses-Pyrénées) qui, habitués aux émigrations, étaient, par cela même, naturellement disposés en faveur de la mesure.

impartialement reproduire, là lui a paru être tout son devoir et tout son rôle.

Votre Excellence jugera.

Que si cependant nous devions émettre une appréciation fondée sur les résultats de l'enquête, nous placerions à la fin de ce chapitre une seule réflexion : S'agit-il de l'intérêt de l'Algérie? La mesure, telle que le Gouvernement devrait forcément la restreindre, serait nulle dans ses effets. S'agit-il de l'intérêt des enfants des hospices? En leur consacrant, en France, le quart de ce qu'ils coûteraient au delà des mers, l'Administration leur assurerait en bien-être, en éducation, en protection, en avenir, des conditions au moins égales à celles qu'ils obtiendraient en Algérie, et sans doute bien supérieures à celles qui attendent, sous les yeux de leurs parents mêmes, les enfants des familles pauvres.

SECONDE PARTIE.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

EFFECTIF DES ENFANTS SECOURUS EN 1859.

Le département accorde-t-il des secours aux enfants conservés et élevés par leurs mères [1] ? — Quel était, au 31 décembre 1859, le nombre de ces enfants [2] ?

Secours temporaires. Leurs avantages, leur avenir.

La première partie de notre travail, Monsieur le Ministre, est terminée; il nous reste maintenant à mettre sous les yeux de Votre Excellence l'exposé du service des *secours temporaires*. Cette étude n'est pas moins digne d'attention que celle qui l'a précédée. En la plaçant à la fin de ce rapport, la commission n'a nullement entendu lui assigner un rang d'infériorité. A nos yeux, au contraire, le secours aux enfants conservés par leurs mères est destiné à se développer de plus en plus et à transformer un jour l'ensemble du service; nous y voyons le moyen certain et pratique d'améliorer sans dépense, de moraliser sans effort, de conserver à la vie une population qu'il ne faut point vouer à l'abandon et à la mort parce qu'elle s'est trouvée, au seuil même de l'existence, victime d'une faute qu'elle n'avait pas commise. Quoi qu'on fasse, il y aura toujours des expositions à l'hospice, mais, quoi qu'on fasse aussi, l'éducation par une famille étrangère ne sera jamais complétement exempte

[1] Question n° 27, § 1er.

[2] Appendice à la question n° 1.

d'imperfections ou de périls. Ces inconvénients, ces dangers, ressortiront mieux encore de la comparaison dans laquelle nous allons entrer. C'est pour cela que nous avons voulu d'abord parler des abandons tels qu'ils se pratiquent le plus généralement, nous réservant de traiter ensuite la question des secours temporaires. Après le mal, le remède, ou plutôt le correctif. Et nous avons la confiance que ce que nous dirons, appuyés sur l'enquête, éclairera plus d'un doute, triomphera de plus d'une prévention, ramènera plus d'un esprit sincèrement impartial.

Enfants secourus au 31 décembre 1859.

Le formulaire du 17 avril, qui demandait, en termes si complets et si nets, quel était l'effectif des pupilles des hospices au 31 décembre 1859, avait négligé de poser la même question pour les enfants admis aux secours temporaires. La commission a jugé utile de combler cette lacune. Quelques inspecteurs avaient exprimé, dans leurs rapports, le nombre des enfants secourus au 31 décembre 1859. A l'aide des documents officiels du ministère, nous avons complété leurs indications, et ces éléments réunis ont formé le tableau U. La première colonne reproduit l'effectif des enfants; la seconde, la population de chaque département d'après le dénombrement de 1856; la troisième compare les deux nombres entre eux, ce qui permet de se rendre immédiatement compte du plus ou moins d'extension de ce mode d'assistance sur les divers points du territoire. Le total du tableau est de 14,614 enfants, soit un enfant secouru sur 2,466 habitants.

Rapport de leur nombre à la population.

Votre Excellence n'a pas oublié que, pour les élèves des hospices, la proportion équivaut à un pupille sur 471 âmes.

Les 10 départements qui, proportionnellement, comptaient alors le plus d'enfants secourus sont ceux de l'Aveyron, du Cher, de la Gironde, de la Creuse, de la Corrèze, de Loir-et-Cher, du Cantal, du Rhône, de l'Indre et de la Haute-Vienne.

Les 10 qui en comptaient le moins sont la Côte-d'Or, Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais, le Doubs, Saône-et-Loire, la Seine-Inférieure, l'Ain, la Meuse, la Haute-Loire et la Moselle.

Dans les Ardennes, le Finistère, la Haute-Marne, l'Oise, la Seine et la Vendée, la proportion n'a pas été calculée, les secours y remontant seulement à 1859 ou 1860.

Enfin, 10 départements ne pratiquaient point, en 1860, le système des secours temporaires. Votre Excellence en trouvera plus loin la liste nominative.

Nous renvoyons, pour plus de détails, au tableau U (colonne 5) et au tableau V, qui indiquent le rang qu'occupe chaque département, eu égard à cette classification particulière.

Admis aux hospices ou conservés par leurs mères, les jeunes protégés de l'assistance publique n'en sont pas moins à la charge du budget départemental. Pour se faire une idée exacte de la situation du service, il convient donc de l'apprécier dans son ensemble et non en s'arrêtant à l'une ou à l'autre des deux parties qui le composent. La commission, déjà, l'a remarqué.

Après avoir établi le rapport des pupilles des hospices à la population générale de l'Empire [1] et suivi le même procédé en ce qui touche les enfants temporairement secourus [2], elle a voulu réunir dans un même cadre ces deux ordres d'assistés en les comparant ensemble à la population dénombrée de chaque département. Les états X et Y exposent et résument ce travail.

Comparaison du nombre des assistés des deux catégories à la population générale.

Dans ces deux tableaux, comme dans l'état E, les départements du Rhône, de la Seine, des Bouches-du-Rhône et de la Gironde conservent les quatre premiers numéros. La Lozère, classée d'abord au cinquième rang, prend ici le n° 6; la Vienne descend à la dixième place. Le Cher succède aux Landes sous le n° 7. L'Aveyron, qui, si l'on s'en était tenu aux indications du premier tableau, paraissait avoir peu d'enfants naturels à sa charge, est, au contraire, un des plus désavantageusement classés (1 enfant sur 237 habitants); il occupe le n° 8. Nous venons de montrer qu'il est à la tête des départements où le secours temporaire a reçu la plus large organisation.

Ce que la commission a dit du Finistère, des Deux-Sèvres, des Côtes-du-Nord, de la Charente, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe, du Calvados, de la Manche, des Pyrénées-Orientales et de la Corse [3], reste vrai après les indications complémentaires de l'état récapitulatif. Ils sont compris dans la moitié la plus chargée. Le Morbihan, les Basses et les Hautes-Alpes, que nous avions cités à titre d'exception, le premier, comme appartenant à l'ouest de la France, les deux derniers, comme pays pauvres et montagneux [4], justifient ici encore notre premier classement. Ils se trouvent inscrits après le n° 43. Les 10 départements le plus favorablement placés sont : Ille-

[1] Voir tableaux D et E.
[2] Voir tableau V.
[3] Voir chapitre Ier de la première partie, page 17.
[4] *Ibidem.*

et-Vilaine (1 sur 2,451); le Nord (1 sur 2,391); le Pas-de-Calais (1 sur 2,096); la Moselle (1 sur 1,441); la Haute-Saône (1 sur 1,335); Seine-et-Oise (1 sur 1,322); l'Oise (1 sur 1,315); le Doubs (1 sur 1,280); le Lot (1 sur 1,177); Lot-et-Garonne (1 sur 1,152).

Ces résultats, Votre Excellence le voit, ne modifient que très-légèrement ceux que nous énoncions au chapitre Ier de la première partie; souvent même, ils en sont la confirmation pure et simple.

La commission ne s'est pas contentée de ce travail. Désireuse de faire ressortir les progrès lents, mais continus, de l'institution des secours temporaires, elle a essayé de rapprocher entre eux les chiffres de l'enquête relatifs aux enfants assistés des deux catégories, et ceux que constatait dix années auparavant, pour ces deux mêmes classes, l'état de mouvement de 1849. Extrayons du tableau Z les résultats les plus saillants des deux époques comparées.

Résultats de 1849 et 1859 comparés.

Votre Excellence se rappelle qu'en 1859 les pupilles des hospices étaient au nombre de..... 76,520 [1]
On en comptait en 1849..... 92,647

DIFFÉRENCE en moins..... 16,127

A la fin de 1859, les enfants élevés par leurs mères, grâce au secours temporaire, présentaient un effectif de..... 14,614
En 1849, les livres matricules n'en accusaient que..... 8,072

DIFFÉRENCE en plus..... 6,542

Malgré cette augmentation notable, il y a eu diminution sur l'ensemble des deux catégories. Tandis, en effet, que l'année 1849 donne une récapitulation de..... 100,719 enfants
l'année 1859 se clôt par le chiffre total de..... 91,134

DIFFÉRENCE en moins..... 9,585

Deux causes expliquent ce résultat :

D'une part, l'introduction des secours temporaires a correspondu, dans la plupart des départements, à la suppression du tour;

[1] Voir état C.

D'autre part, ce secours ayant pour effet de limiter généralement à trois années, au lieu de douze, la durée de l'assistance, le roulement général de la population a dû s'en ressentir.

Il y a treize ans, 31 départements s'abstenaient encore d'allouer aux nouveau-nés le secours que devait recommander avec une nouvelle insistance, quelques années plus tard, la circulaire du 27 mai 1856.

Lors de l'enquête, 21 d'entre eux l'avaient adopté.

Mesures qui ont accompagné ou suivi dans quelques départements l'institution du secours temporaire.

Le premier (Ain) fermait son tour en avril 1859, par suite de l'accroissement progressif des charges du service.

Le second (Aube) prenait la même mesure en février 1858.

La même année, le département des Bouches-du-Rhône, tout en maintenant le tour de l'hospice de Marseille, établissait un système mixte et fermait le tour de l'hospice d'Aix.

Le 1er octobre 1856, l'hospice dépositaire de la Côte-d'Or substituait au tour un bureau d'admission.

En 1859, le préfet de l'Eure appliquait à l'hospice d'Évreux le système du tour surveillé et prononçait la suppression du tour de Bernay.

En 1858, même suppression à l'hospice de Nîmes (Gard); réglementation nouvelle dans le département de Maine-et-Loire.

En 1856, la surveillance était adoptée pour les tours de Reims et de Châlons; le tour de Vitry-le-François était définitivement clos.

Le 10 novembre 1858, l'hospice de Melun (Seine-et-Marne) fermait son tour.

Le 1er janvier 1856, il en était de même à l'hospice de Poitiers (Vienne).

Ces exemples suffiront pour prouver, comme vient de l'avancer la commission d'enquête, que la fermeture du tour et la mise en vigueur des secours temporaires ont presque toujours eu lieu simultanément. En rapprochant les tableaux G et Z, on remarque aussi que plusieurs départements déjà dotés de l'institution du secours, mais où, par suite de l'existence concomitante du tour d'exposition, elle n'avait pu porter encore tous ses fruits, l'ont vue se développer dès la suppression du tour, au grand avantage des enfants et des finances hospitalières et départementales.

Adoption progressive du système des secours.

En 1860, les 10 départements hésitant encore étaient le Calvados, la Meurthe, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Haute-Saône, les Deux-Sèvres, les Vosges, les Côtes-du-Nord, le Nord et la Sarthe [1].

[1] Une première épreuve tentée dans la Sarthe et le Nord n'a pas été concluante. Les deux dé-

Les sept premiers ont depuis adopté le secours temporaire; le huitième paraît vouloir entrer dans cette voie (Règlement du 28 septembre 1861). Le Nord l'y suivra, si cela est nécessaire (Règlement du 12 août 1862). Le règlement de la Sarthe n'est point encore arrêté.

Examinons quel était, au moment de l'enquête, le mouvement progressif de l'institution dans les 76 départements qui alors l'appliquaient.

CHAPITRE II.

DES ADMISSIONS AUX SECOURS TEMPORAIRES.

Quel a été, en 1857, 1858 et 1859, le nombre des enfants admis aux secours temporaires [1] ?

Comme la question précédente, la question n° 2, § 2, se résumait en renseignements numériques, dont un tableau seul pouvait présenter l'ensemble et les détails.

Progression des secours temporaires.

La commission, en conséquence, a dû dresser un état général indiquant, pour 1857, 1858 et 1859, le nombre des inscriptions aux secours temporaires [2]. Elle y a joint, comme élément de comparaison, les admissions hospitalières prononcées à la même époque.

La première partie du tableau accuse, pour l'année 1857, un total de 6,694 secours; on en compte 7,723 pour 1858, et 9,173 pour 1859.

Cette gradation tient surtout à l'extension du système dans les départements qui, l'ayant depuis longtemps appliqué, pouvaient mieux en juger les avantages. Ajoutons, cependant, que dans la période triennale 5 départements de plus l'ont adopté, ce qui porte à 76, comme nous l'avons déjà dit, le nombre de ceux où alors il était en usage.

Diminution correspondante des abandons.

Si l'on aborde l'étude comparative des deux ordres d'admission, on retrouve ce fait que la commission constatait au chapitre III de la première partie, à savoir: une décroissance continue dans le nombre des admissions à l'hospice,

partements de l'ancienne Alsace n'accordaient de secours temporaires, en 1860, qu'aux enfants légitimes. L'Aude, la Moselle et l'Oise y faisaient également concourir ces enfants et les enfants naturels.

[1] Question n° 2, § 2.

[2] Voir tableau AA.

décroissance que balance l'augmentation progressive du nombre des secours. Votre Excellence s'en convaincra par l'examen des chiffres ci-dessous:

ANNÉES.	ADMISSIONS		TOTAL.
	AUX HOSPICES.	AUX SECOURS.	
1857.....	19,473	6,694	26,167
1858.....	17,999	7,723	25,722
1859.....	16,761	9,173	25,934

C'est ici qu'apparaît, dans toute son évidence, l'influence qu'exerce le secours temporaire sur les faits d'abandons et d'expositions. Si le nombre total des assistés reste à peu près stationnaire, il y a, chaque année, réduction pour ce qui concerne les enfants délaissés par leurs familles. Les hospices et les départements en profitent non moins que leurs jeunes pupilles, car les établissements dépositaires ne contribuent point à la dépense du secours (un très-petit nombre d'entre eux y joint des objets de vestiaire), et il ne pèse, en général, que pendant trois ans sur les fonds départementaux; de telle sorte que, sans aggravation de charges, le budget de l'assistance publique peut faire participer à ses ressources un plus grand nombre d'enfants et les répartir plus largement sur ceux qui demeurent confiés à la tutelle hospitalière.

Calculs et proportions.

Plaçons ici des proportions qui permettent d'apprécier mieux la marche ascendante du service.

En 1857, sur 100 enfants assistés, 25 seulement prenaient part au secours temporaire. La proportion est de 30 p. 0/0 en 1858 et de 35 p. 0/0 en 1859. Ces chiffres sont les résultats généraux que présente la deuxième partie du cadre. La commission a jugé sans intérêt d'établir des proportions isolées pour chacun des départements. Mais il n'en était pas de même de l'ensemble des trois années. Les cinq dernières colonnes du tableau sont consacrées à cette comparaison, qu'aucun document administratif n'avait donnée encore. En s'y référant, Votre Excellence verra, que dans 30 départements, les allocations de secours entrent pour plus de moitié dans le chiffre des admissions générales. Ceux où la proportion est la plus forte sont l'Ariége (90,80 p. 0/0); l'Aveyron (84,30 p. 0/0); le Cantal (83,20 p. 0/0); le Lot (80,92 p. 0/0); les Hautes-Pyrénées (74,04 p. 0/0); le Cher (76,87 p. 0/0); Lot-et-Garonne (76,62 p. 0/0); Tarn-et-Garonne (75,95 p. 0/0). Les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, l'Ardèche, l'Aube, l'Aude, la Corrèze, la Drôme, la Haute-Garonne, le Gers, la

Gironde, l'Hérault, Ille-et-Vilaine, l'Indre, l'Isère, le Jura, la Haute-Loire, le Morbihan, la Nièvre, les Basses-Pyrénées et l'Yonne varient de 75 à 50 p. 0/0.

Dans 24 départements, la proportion se place entre 50 p. 0/0 et 25 p. 0/0 [1]. Parmi eux, on remarque 5 départements : Aisne, Eure-et-Loir, Loire-Inférieure, Marne, Pyrénées-Orientales et Somme, où fonctionnait encore en 1859 l'institution du tour.

La proportion est inférieure à 25 p. 0/0 dans les 32 autres [2]. Au nombre de ces derniers figurent les Ardennes, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-du-Nord, l'Eure, le Finistère, la Mayenne, Saône-et-Loire, la Seine, la Seine-Inférieure, les Deux-Sèvres, Vaucluse et la Vendée, dans lesquels le tour existait à la même époque, avec plus ou moins de tempéraments. Le seul département où, malgré le tour, le système des secours temporaires ait pris, dès 1859, une extension notable, est celui de la Gironde. Les admissions aux secours y ont plus que balancé les admissions à l'hospice (55 p. 0/0), fait qu'explique l'existence simultanée du tour et du bureau d'admission [3]. Lorsque le tour fonctionne seul, on ne saurait espérer de pareils résultats.

En renversant les rapports, on obtiendrait en faveur des entrées à l'hospice :

Dans 24 départements, une proportion supérieure à 75 p. 0/0;
Dans 32 départements, une proportion variant de 75 à 50 p. 0/0;
Dans 20 départements, une proportion de 50 à 25 p. 0/0;
Enfin, dans 10 départements, une proportion au-dessous de 25 p. 0/0.

En résumé, pour toute la France, la moyenne générale des admissions hospitalières s'est élevée, en 1857, 1858 et 1859, à 69,70 p. 0/0, et celle des admissions aux secours temporaires à 30,30 p. 0/0.

Depuis 1859, cette dernière proportion s'est élevée déjà, et nous avons la conviction que l'Administration obtiendra bientôt des progrès plus considérables. Tels qu'ils existent aujourd'hui, les secours temporaires témoignent d'une efficacité certaine. Avant d'examiner les résultats qu'ils ont produits, la

[1] Aisne, Allier, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Doubs, Eure-et-Loir, Gard, Indre-et-Loire, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Rhône, Seine-et-Marne, Somme, Var et Haute-Vienne.

[2] Ain, Ardennes, Bouches-du-Rhône, Calvados, Corse, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Eure, Finistère, Lozère, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Vaucluse, Vendée, Vienne et Vosges.

[3] Voir chapitre II de la première partie, page 27.

commission doit indiquer en traits rapides les conditions de taux et de durée auxquelles les départements les allouaient lors de l'enquête, et s'il serait nécessaire d'y apporter de nouvelles améliorations.

CHAPITRE III.

DURÉE ET QUOTITÉ DU SECOURS TEMPORAIRE.

Quelle est, dans chaque département, la durée du secours? Quelle en est la quotité? Le secours devrait-il être augmenté ou prolongé? Quelle serait, dans ce cas, la dépense nécessaire [1] ?

Durée du secours temporaire.

La durée du secours temporaire varie de département à département, suivant une échelle dont le degré le plus élevé, en 1860, était de huit ans, comme dans Loir-et-cher, et le plus bas d'un an, comme dans l'Aube, les Landes et les Pyrénées-Orientales. Dans 30 départements, il se prolongeait jusqu'à la troisième année inclusivement. Cette fixation peut être considérée comme exprimant la situation moyenne et régulière et répondant le mieux au but de l'institution. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Dans les autres départements, la durée du secours se fixait ainsi qu'il suit :

1 département	1 an 3 mois.
3 départements	1 an 6 mois.
12 départements	2 ans.
1 département	2 ans 6 mois.
5 départements	4 ans.
5 départements	5 ans.
6 départements	6 ans.
1 département	de 6 mois à 2 ans.
1 département	de 1 an à 2 ans.
1 département	de 1 an à 3 ans.
4 départements	de 2 ans à 3 ans.
1 département	de 2 ans à 4 ans.
1 département	de 3 ans à 5 ans [2].

Nous empruntons ces résultats au tableau A B qui indique, en regard de chaque département, la durée *ordinaire* du secours.

[1] Question 27, §§ 2 à 5.

[2] Nous avons dit, au chapitre Ier, que 10 départements, lors de l'enquête, s'abstenaient d'appliquer le secours temporaire.

La commission se sert intentionnellement de cette expression. Presque tous les règlements, en effet, même ceux qui n'ont pas été revisés depuis l'enquête, réservaient au préfet la faculté de prolonger ou de restreindre la durée du secours temporaire. Dans tous les cas, la limite extrême ne dépassait pas douze ans. Ici, il s'agissait simplement d'une somme une fois donnée; là, d'un secours renouvelable par trimestre ou par semestre, là encore, d'une allocation concédée pour trois années, sauf prolongation. La commission ne peut qu'approuver cette latitude intelligente. Le service des secours, plus que tout autre, doit laisser une grande part à l'appréciation des autorités locales. Une règle absolue, indifféremment appliquée à toutes les situations, blesserait les unes et favoriserait à l'excès les autres. L'inspecteur départemental peut seul se rendre compte des besoins plus ou moins réels, plus ou moins pressants de chacun. On comprend donc que le département se montre plus généreux dans telles circonstances, plus réservé dans telles autres. L'essentiel est de calculer le secours de façon que la mère indigente à qui l'Administration l'offrira n'ait pas d'excuse pour le refuser et abandonner son enfant, et que plus tard elle n'ait pas à regretter sa détermination. Dans cet ordre d'idées, tout en respectant le droit d'appréciation du préfet et de l'inspecteur, nous croirions nécessaire d'établir en principe une durée de trois ans. Ce n'est guère qu'à cet âge que l'enfant commence à ne plus réclamer des soins incessants; les salles d'asile lui sont ouvertes, et la mère peut reprendre sa vie de travail avec quelque liberté.

Taux du secours.

La diversité que nous remarquions tout à l'heure se représente à propos de la quotité du secours. Elle se complique même ici d'un élément de plus: l'âge des jeunes enfants.

1re année.

Pour la première année, d'après les rapports de l'enquête, les tarifs varient de 3 à 15 francs.

1 département restreint à 3 francs le secours mensuel; 2 départements, à 4 francs; 11 l'élèvent à 5 francs; 10 à 6 francs; 12 à 7 francs; 12 à 8 francs; 1 à 8 fr. 50 cent.; 5 à 9 francs; 8 à 10 francs; 3 à 12 francs; un seul (Seine-et-Marne) accorde le chiffre maximum de 15 francs. La moyenne du secours temporaire pour les 12 premiers mois est de 7 fr. 26 cent. La commission excepte de la liste la Charente, département dans lequel une prestation en grains remplace le secours en numéraire [1].

[1] 22 kilogr. 500 gr. de blé par mois.

Pour la deuxième année, les calculs ne portent plus que sur 72 départements, 3 départements, ainsi que nous l'avons dit, limitant aux 12 premiers mois la durée du secours, et la Charente ne pouvant entrer en ligne de compte. 2e année.

La moyenne de l'allocation mensuelle ne dépasse pas 6 fr. 38 cent. La répartition s'établit sur les bases suivantes :

2 départements	3f 00c
4 départements	4 00
23 départements	5 00
1 département	5 40
12 départements	6 00
2 départements	6 50
9 départements	7 00
2 départements	7 50
7 départements	8 00
1 département	8 50
2 départements	9 00
6 départements	10 00
1 département	12 00
72 départements.	

La classification, pour la troisième année, n'embrasse plus que 55 départements, d'où il résulte que 21 départements restreignent l'effet du secours à 2 ans seulement. 3e année.

Les tarifs s'échelonnent entre les termes de 2 et de 10 francs, savoir :

1 département	2f 00c
1 département	2 66
4 départements	3 00
6 départements	4 00
13 départements	5 00
1 département	5 50
12 départements	6 00
38 départements (*à reporter*).	

38 départements (*d'autre part*).	
2 départements	6f 50c
5 départements	7 00
1 département	7 50
4 départements	8 00
3 départements	9 00
2 départements	10 00
55 départements.	

Moyenne: 5 fr. 77 cent.

Prolongations exceptionnelles.

Le tarif moyen de la quatrième année descend à 5 fr. 09 cent. dans les 19 départements qui admettent cette durée déjà exceptionnelle.

4 fr. 92 cent. expriment la moyenne de la cinquième année. 13 départements servent à la former.

3 départements seulement prolongent le secours jusqu'à la sixième année. Ils le graduent de 4 à 6 francs.

Enfin, le département de Loir-et-Cher accorde aux enfants de 7 et de 8 ans une somme de 4 francs par mois.

En rapprochant le tableau AA de la liste qui figure au chapitre IV de la première partie, Votre Excellence remarquera que, sauf quelques exceptions, les départements où le secours mensuel dépasse 9 francs sont les mêmes qui allouent aux nourriciers des tarifs duodécennaux supérieurs à 1,000 francs. De même, les départements qui restreignent à 5 francs le taux du secours temporaire sont classés parmi ceux dont les tarifs restent au-dessous des fixations reproduites pages 44 et 45. Faisons cependant une exception en faveur des départements d'Eure-et-Loir, du Pas-de-Calais et de la Manche.

Nécessité d'admettre une durée de 3 ans.

Nous venons de dire un mot de la nécessité d'admettre en principe comme minimum le terme de trois ans consacré par la pratique la plus générale. Les mères naturelles qui reçoivent le secours se divisent, en effet, en deux catégories : les unes peuvent élever elles-mêmes leur enfant; les autres, soit à cause de leur état de santé, soit à raison de leur plus grande indigence, sont contraintes de le confier à une nourrice ou de demander, comme domestiques, à un travail continu, le moyen de suffire à leur dépense commune. A l'égard des premières, il faut que le secours soit assez large pour que la mère continue

elle-même son œuvre, car l'intérêt de l'enfant est de ne point passer dans les mains d'une étrangère; en ce qui touche les secondes, la raison d'humanité exige qu'à de pauvres filles obligées d'entrer en condition on assure une aide qui leur permette de choisir convenablement et de payer avec régularité la nourrice dont elles empruntent les soins. Dans les deux cas, il y a des besoins impérieux à satisfaire. Qu'espérer d'une aumône de 2 francs, de 3 francs, de 4 francs même, aujourd'hui que les objets de consommation atteignent des prix si élevés? Émietter ainsi les sacrifices des départements, c'est les dépenser en pure perte, ou si la mère s'en contente, c'est manquer de charité à son égard et à l'égard de son enfant. Ces considérations nous amènent naturellement à étudier la troisième question posée au feuillet 27 du formulaire, à savoir s'il serait nécessaire d'augmenter ou de prolonger le secours.

Le secours devrait-il être augmenté ou prolongé?

La divergence d'appréciation que nous avons signalée, pour une question semblable, à propos des salaires des nourriciers, se représente ici. Dans tel département où le secours était faible et n'avait guère qu'une durée de quelques mois, on considérait comme suffisantes les fixations réglementaires; dans d'autres, au contraire, où, sous ces deux rapports, l'Administration se montrait plus libérale, on constatait une insuffisance et on réclamait une amélioration. Nous avons essayé de donner déjà[1] la raison de ces avis contradictoires. Sans revenir sur nos explications, disons seulement que les commissaires enquêteurs ont dû se borner, presque toujours, à transcrire, dans leurs rapports, l'opinion qu'exprimaient devant eux les autorités consultées. Ces opinions ont une valeur que nous ne contestons pas; cependant, une étude plus générale des faits, l'examen raisonné et comparatif des résultats obtenus, selon les conditions plus ou moins favorables des règlements locaux, eût sans doute réformé quelques-unes d'entre elles. L'Administration centrale pouvait seule se livrer à cet examen d'ensemble. Nous verrons bientôt le parti qu'elle en a tiré et à quelles conclusions elle s'est trouvée conduite.

Le dépouillement des 86 feuillets ne fait ressortir que 25 départements où l'on ait recommandé une amélioration de taux ou de durée. Si l'on adopte les chiffres nécessairement peu précis de l'enquête, on arrive à un surcroît de dépense annuelle de 100,000 francs environ. Mais il est à remarquer que, pour 5 de ces départements, les inspecteurs généraux se sont abstenus de formuler

[1] Voir pages 55 et 56.

un chiffre quelconque. Cette lacune a peu d'importance, car, ainsi que nous l'avons fait déjà pressentir, les modifications devaient porter non-seulement sur les 25 départements désignés par l'enquête, mais sur un plus grand nombre où l'avis exprimé a dû être rectifié.

Dans la première partie de ce rapport, nous avons placé à la suite des tarifs de 1860 les tarifs revisés postérieurement. La commission juge opportun de procéder ici de la même manière. Opérant sur les 54 départements qui, depuis l'enquête, ont modifié leurs règlements, elle les divisera en deux séries : l'une, comprenant les 25 départements où le service avait été déclaré insuffisant; l'autre, ceux où cette insuffisance, d'après les dires de l'enquête, n'existait pas.

Tarifs revisés depuis l'enquête.

La première série embrasse 18 départements : les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, l'Ariége, le Cantal, la Charente, la Charente-Inférieure, la Corse, le Gers, Lot-et-Garonne, la Lozère, la Mayenne, la Meuse, le Puy-de-Dôme, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, le Rhône, Saône-et-Loire et la Haute-Vienne. Les 7 autres [1] n'ont pu y entrer, leurs règlements n'étant pas encore soumis à la révision du ministre.

15 de ces départements ont consenti soit une augmentation, soit une prolongation du secours temporaire; 2 seulement ont maintenu les conditions antérieures de taux et de durée : l'un, en y ajoutant seulement la concession d'objets de vestiaire; l'autre, en admettant, pour les cas exceptionnels, une prorogation facultative. Il est à remarquer, d'ailleurs, que ce dernier (Basses-Alpes) étend à la cinquième année inclusivement le bénéfice du secours [2].

Les départements qui opinaient en faveur du *statu quo* et qui, depuis l'enquête, ont fait appel à une nouvelle réglementation sont au nombre de 36. 13 d'entre eux ont maintenu leurs tarifs; 15 les ont améliorés comme durée ou comme taux, sur les observations de Votre Excellence, dont les instructions, ainsi que nous le disions tout à l'heure, s'inspiraient de vues d'ensemble

[1] Aube, Cher, Côte-d'Or, Dordogne, Haute-Loire, Lot, Nièvre.

[2] Départements qui ont admis la clause de prolongation : Ariége, Charente, Pyrénées-Orientales, Rhône.

Départements qui ont augmenté l'ancien tarif : Alpes (Hautes-), Cantal, Charente-Inférieure, Corse, Gers, Lozère, Mayenne, Meuse, Puy-de-Dôme, Pyrénées (Hautes-), Saône-et-Loire, Haute-Vienne.

Départements où le *statu quo* a été maintenu, sauf certaines améliorations de détail : Alpes (Basses-), Lot-et-Garonne.

auxquelles l'enquête, plus circonscrite dans ses appréciations, était demeurée étrangère [1]. Les 8 derniers [2] n'ont pu fournir d'éléments de comparaison : dans les uns, le secours temporaire est postérieur à l'enquête ; dans les autres, il ne fonctionne encore qu'incomplétement ; il est enfin un règlement qui laisse au préfet le soin de déterminer la quotité de l'allocation. Pour l'ensemble des départements ainsi revisés, la moyenne des secours de première année est de 9 fr. 43 cent.; elle descend à 7 fr. 86 cent. avec la deuxième année, et à 7 fr. 13 cent. avec la troisième. D'où il résulte une augmentation de 2 fr. 17 cent. pour la première année, de 1 fr. 48 cent. pour la deuxième, et de 1 fr. 36 cent. pour la troisième, si l'on se reporte aux tarifs moyens constatés par l'enquête.

Moyennes actuelles.

Admettant un nombre d'enfants secourus égal à celui de 1859 (14,614), la dépense, sur ces bases rectifiées, s'élèverait à 1,200,000 francs, soit une augmentation de 246,520 francs sur le montant général des secours temporaires en 1859 [3].

Évaluation du surcroît de dépense.

Dans ces calculs, il est vrai, la commission n'a pas tenu compte de l'excédant de frais qu'imposera à quelques départements le secours accordé au delà de la troisième année; mais ce surcroît sera peu considérable, et, comme il s'agissait d'éléments essentiellement variables, la commission a cru sage de les omettre. Il serait superflu d'ajouter que le budget des secours temporaires se développera d'autant plus que le système recevra une application plus générale et plus large. L'augmentation que nous prévoyons sera donc certainement dépassée, mais les finances publiques y trouveront un immense avantage, car, en même temps, décroîtront, dans des proportions bien autrement considérables, les frais de l'éducation des enfants chez les nourriciers. Nous nous réservons de l'établir au paragraphe 5 du chapitre IV.

§ 2. — APERÇU GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DU SERVICE.

Votre Excellence nous permettra de placer ici quelques détails sur l'orga-

[1] Départements qui ont conservé les précédents tarifs : Ain, Allier, Ardèche, Aveyron, Corrèze, Gard, Indre, Jura, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Seine-et-Marne, Var, Vienne.

Départements qui ont augmenté le taux du secours ou en ont prolongé la durée : Aisne, Ardennes, Aude, Doubs, Hérault, Manche, Marne, Oise, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Tarn, Vendée, Yonne.

[2] Calvados, Côtes-du-Nord, Gironde, Meurthe, Nord, Bas-Rhin, Haute-Saône, Deux-Sèvres.

[3] Cette dépense s'est élevée, en 1859, à 953,480 francs.

nisation actuelle du service des secours temporaires. Cet aperçu complétera ce que nous venons de dire des conditions de taux et de durée, et rendra plus saisissantes les réponses de la commission au n° 29 du formulaire.

Réglementation du service.

Les admissions au secours sont prononcées par le préfet, et, en cas d'urgence, par les sous-préfets. Sauf des exceptions très-rares, les filles qui deviennent mères pour la première fois peuvent seules y prétendre. Elles doivent avoir reconnu leur enfant dans les formes prescrites par le Code Napoléon. Avant de statuer, l'autorité administrative s'enquiert avec le plus grand soin de l'état d'indigence de la mère. Si cet état est constaté et qu'il soit impossible de recourir aux personnes qui doivent des aliments, si surtout l'instruction établit que, jusque-là, la conduite de la mère n'avait motivé aucun reproche, la demande est prise en considération. Ces diverses constatations ont lieu avec les précautions les plus minutieuses. L'acte de reconnaissance de l'enfant, un extrait du rôle des contributions directes ou un certificat de non-inscription, une attestation du maire, lequel, le plus souvent, introduit la demande, l'avis motivé de l'inspecteur départemental, sont toujours exigés. Toutes ces pièces sont produites sur papier libre, et la décision intervient aussitôt. Elle détermine la quotité du secours, si les règlements ne portent pas de taux fixes; elle prescrit le payement immédiat du premier mois [1]; le plus souvent elle autorise la délivrance d'une layette, quelquefois même d'une ou de deux vêtures. Dès son admission, l'enfant est inscrit sur un registre spécial dont la tenue est confiée à l'inspecteur départemental. Comme les élèves des hospices, il a droit à la surveillance de ce fonctionnaire. Si peu que la mère néglige ses devoirs, le secours est retiré. Le plus souvent, on exige qu'elle allaite elle-même son enfant. Si cependant son état de santé ou d'indigence l'oblige à s'adresser à une nourrice étrangère, elle en obtient l'autorisation. Quelquefois alors le secours est payé à cette dernière. Plusieurs arrêtés préfectoraux consacrent cette délégation qui profite à tous les intérêts. Mais, dans aucun cas, la mère, ainsi déchargée de son enfant, ne peut se placer comme nourrice, ni même allaiter l'enfant d'un autre avec le sien. L'enfant secouru a droit, comme les élèves des hospices, à l'assistance médicale en cas de maladie, à l'inhumation gratuite en cas de mort. Si le secours s'étend au delà de la sixième année, comme dans Loir-et-Cher, l'instruction primaire et les fournitures d'école lui sont également accordées à titre gratuit. Tantôt le secours

[1] Dans quelques départements, le secours du premier mois est porté à 30 francs.

n'est concédé que pour un an, sauf renouvellement périodique après enquête; tantôt l'arrêté préfectoral, dès le principe, en fixe la durée à 3 ou 4 ans révolus. Si, dans l'intervalle, la mère voit s'améliorer sa situation, si elle envoie l'enfant mendier, si elle mendie elle-même, le secours cesse *ipso facto*. Des bulletins de renseignements sont adressés, dans ce but, au préfet ou à l'inspecteur chargé, sous sa direction, de tous les détails du service. La mère vient-elle à décéder, l'allocation mensuelle est continuée à l'enfant et mandatée au nom de la personne qui consent à le recueillir. Mais le secours temporaire n'a pas seulement pour but de prévenir l'abandon, de conserver à l'enfant son état civil, l'Administration le destine encore à réintégrer dans la famille l'innocente créature que la société ne saurait rendre responsable de la faute de ses parents. Pour favoriser les légitimations, les règlements stipulent une indemnité de 60 à 100 francs en faveur de la mère qui contracte mariage avec le père de l'enfant, aux conditions établies par l'article 331 du Code Napoléon. A défaut de reconnaissance dans l'acte de mariage, il doit être justifié que la déclaration du père a eu lieu antérieurement. Cette allocation spéciale met fin au secours temporaire.

La réglementation actuelle a tout prévu, on le voit. Les situations dignes de pitié sont seules assurées de l'aide prévoyante de l'Administration. Au contraire de ce qu'ont paru craindre quelques personnes, le désordre n'a à espérer aucun encouragement; l'abus ne pourrait que bien rarement se produire.

L'enfant, et non la mère, profite du secours. Il en profite en échappant aux périls de l'exposition, en restant confié aux soins meilleurs et plus dévoués de sa mère, en retrouvant souvent les joies, la protection, l'honneur de la famille. Et qu'on ne dise pas qu'il sera ainsi plus favorisé que l'enfant légitime. L'un, faute d'assistance, ne pourrait attendre que la mort ou l'abandon; l'autre a près de lui un père, une mère, toute une famille peut-être qui lui donnera ses soins, sa tendresse, son appui. Entre les deux, dès lors, comment établir la moindre assimilation? N'est-il pas évident que la société, mère de tous, a des devoirs plus étroits à remplir envers le premier? Et si, chrétiennement, elle pratique ce devoir, qui pourrait murmurer justement et s'en plaindre?

L'Administration cependant n'est pas restée indifférente à ces préoccupations. Tout en les réduisant à leur juste valeur, elle a voulu, elle a dû les admettre.

Les nouveaux règlements étendent aujourd'hui le bienfait du secours aux enfants légitimes qui peuvent se prévaloir de circonstances exceptionnelles. Pour les orphelins de cette catégorie que recueillent des personnes étrangères

ou des parents éloignés, l'asisstance départementale dure quelquefois même jusqu'à 12 ans. Dans d'autres départements, comme la Meurthe, les orphelins de père et de mère, les orphelins de père seulement, les enfants dont la mère est délaissée par son mari, sont admis à jouir des mêmes avantages. Outrepasser ces dispositions, ce serait ébranler l'édifice de la famille. L'Administration ne le fera point.

CHAPITRE IV.

DE L'INFLUENCE ET DES RÉSULTATS DU SECOURS TEMPORAIRE.

Les secours temporaires produisent-ils de bons effets au point de vue du mariage de la mère, de son retour à une vie meilleure, de la légitimation de l'enfant, de la diminution des expositions et des abandons, de la réduction de la dépense et de la mortalité [1]? Établir la proportion de la mortalité pour les élèves des hospices, les enfants secourus temporairement et les enfants légitimes [2].

Nous venons d'examiner l'institution du secours temporaire au point de vue de ses développements successifs, de son organisation et des dépenses qu'elle entraîne.

Effet du secours.

La commission aura maintenant l'honneur de placer sous les yeux de Votre Excellence le tableau moral de la question. Elle y ajoutera des considérations financières et quelques résultats comparatifs sur la mortalité qui frappe les deux catégories d'enfants entre lesquels se divisent les secours de l'assistance, soit qu'ils aient conservé leur forme primitive, soit qu'ils aient emprunté à de plus récents usages un autre caractère et une nouvelle réglementation. Les secours temporaires produisent-ils de bons effets sous le rapport du mariage de la mère, de son retour à une vie meilleure, de la légitimation de l'enfant, de la diminution des expositions publiques et des abandons, de la mortalité et de la dépense, tel est le sujet que nous allons aborder.

Les rapports des inspecteurs généraux ne s'expriment pas tous de la même manière et avec les mêmes détails sur ces différents termes de la question; mais tous sont unanimes à proclamer les avantages de la mesure, partout où elle a été appliquée sans préventions, sans parcimonie, avec fermeté, avec in-

[1] Question n° 29, §§ 1 à 6.
[2] Question n° 18.

telligence. Hâtons-nous de déclarer que ces conditions nécessaires se rencontrent très-généralement. Nous avons montré tout à l'heure que, dans 30 départements [1], les admissions aux secours temporaires avaient été supérieures en 1857, 1858 et 1859 aux admissions à l'hospice, et que, dans 24 autres [2], sur 100 enfants assistés, on en comptait, pour la même période, 25 au moins confiés à leurs mères grâce au subside départemental.

C'est sur ce nombre de 54 départements que la commission basera son travail.

§ 1er. — MARIAGE DE LA MÈRE.

On a souvent dit que le secours temporaire était une prime publiquement accordée à l'inconduite. La commission sait combien cet argument a trouvé d'écho dans certains esprits et certaines localités; elle a pour devoir de rechercher si les faits le justifient.

Lorsqu'une pauvre fille est tombée victime de la séduction, la réhabilitation la plus complète, mais aussi la plus difficile, à laquelle elle puisse prétendre est assurément le mariage. Si elle épouse celui qui l'avait trompée, il y a des deux parts une résolution honnête et généreuse qui efface bientôt le souvenir de la faute. Examinons quels sont, à cet égard, les résultats de l'enquête.

Dans 33 départements sur 54, les inspecteurs généraux ont reconnu que la concession du secours, ou, pour mieux dire, la conservation de l'enfant par la mère, avait déterminé un nombre de mariages qui atteint parfois la proportion de 10 p. 0/0 et s'élève même au delà. Nous citerons notamment le département de Loir-et-Cher, 118 mariages sur 660 filles; la Gironde, où, en 1858 et 1859, 68 mariages ont été ainsi obtenus; l'Ariége, où, dans une période d'égale durée, on en a relevé 34; la Haute-Garonne, qui en compte 30; la Charente-Inférieure, 20; la Loire-Inférieure, où ils sont au nombre de 15 à 20 par an; le Morbihan, qui en obtient annuellement 10 à 12; l'Hérault enfin, où, dans les 5 premiers mois de l'année 1860, l'Administration en avait constaté 9. Mus par un sentiment de haute moralité, ce dernier dépar-

[1] Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardèche, Ariége, Aube, Aude, Aveyron, Cantal, Cher, Corrèze, Creuse, Drôme, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Isère, Jura, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Morbihan, Nièvre, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne et Yonne.

[2] Aisne, Allier, Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Doubs, Eure-et-Loir, Gard, Indre-et-Loire, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Rhône, Seine-et-Marne, Somme, Var et Haute-Vienne.

tement, dès 1860, et quelques autres à son exemple, accordaient aux mères, en pareil cas, une légère somme destinée à couvrir les frais du mariage. Nous avons été heureux de signaler au chapitre précédent l'adoption, aujourd'hui générale, de cette disposition. Il suffit souvent d'un simple secours pour déterminer de pauvres ouvriers à régulariser leur situation et à assurer ainsi l'avenir de leur enfant. Si tant d'unions illicites se forment et se perpétuent, la misère en est souvent la seule cause, et l'on sait avec quel succès, par des moyens semblables, de pieuses associations sont écoutées des classes laborieuses.

Cet exposé resterait incomplet si nous n'y ajoutions une considération puisée dans plusieurs rapports. Il arrive fréquemment que le mariage a lieu après la cessation du secours. L'Administration n'en est alors ni sûrement ni immédiatement informée. Mais les inspecteurs départementaux, dans le cours de leurs tournées, ont plus d'une fois retrouvé, mariées et mères de familles, celles dont l'enfant figurait naguère sur la liste des secourus. Il est donc permis de penser que le nombre de ces mariages est, en réalité, supérieur à celui qu'a relevé l'enquête.

§ 2. — CONDUITE ULTÉRIEURE DE LA MÈRE.

Les lignes qui précèdent sont la meilleure réponse à cette seconde question. Ne vouloir reconnaître d'amendement moral que chez la fille séduite qui obtient le mariage, ce serait cependant montrer trop de rigueur. Il est une autre réhabilitation, moins complète, moins évidente aux yeux du monde, mais également méritoire et qui ne s'acquiert souvent qu'au prix des efforts les plus pénibles et d'une longue et courageuse expiation. La mère abandonnée qui élève son enfant, sans espérance de légitimation, qui rachète, par toute une vie de travail et de sacrifices, un égarement d'un jour, mérite plus que de l'indulgence. En se reportant à l'enquête, Votre Excellence s'assurera que de tels exemples ne sont point aussi rares que l'affirment certains écrits. Ici encore, il faut voir les heureux effets du secours temporaire. Réduite à ses seules forces, l'indigente n'aurait pu remplir les devoirs onéreux de la maternité; une faible allocation, atténuant les premières difficultés, l'empêche de s'y soustraire et de commettre ainsi une faute plus grave. On a vu des femmes se faire une habitude de l'abandon, et persister ainsi dans leur vie de débauche. La récidive est moins fréquente chez les filles secourues, que protége la présence de leur enfant. Mais, lorsque, ouvrières ou domestiques, elles doivent le confier à des mains étrangères, l'influence moralisatrice du secours s'affaiblit.

C'est là peut-être la raison des doutes exprimés par 4 départements sur l'efficacité du nouveau mode d'assistance, efficacité que les 50 autres n'hésitent pas à proclamer.

Quelques personnes ont exprimé la crainte qu'à l'expiration du secours la mère ne renonçât à conserver son enfant. Cette résolution serait contraire aux sentiments instinctifs de la nature, et ceux qui ont bien pénétré le cœur humain savent qu'elle n'est point à redouter. La mère qui a connu son enfant quelques heures, celle à plus forte raison qui, pendant trois années, lui a donné ses soins, ne se sépare pas volontairement de lui. A l'appui de cette observation physiologique, l'enquête apporte des témoignages éloquents. A peine pourrait-on citer quelques exemples d'un tel oubli des devoirs maternels. On trouverait ces tristes exceptions jusque dans les familles légitimes.

§ 3. — LÉGITIMATION DE L'ENFANT.

La légitimation est l'ordinaire conséquence du mariage de la mère. Quelquefois cependant celle-ci n'épouse pas son séducteur, et c'est plus tard seulement qu'elle contracte mariage. Mais alors même cette union est profitable à l'enfant, car s'il n'a ni le titre ni les prérogatives de l'enfant légitime, il a part du moins à la vie et à la protection du foyer domestique. Les filles qui s'établissent ainsi le doivent presque toujours à la régularité de conduite qui a suivi leur première faute.

A défaut de légitimation, l'enfant peut être reconnu. Dans ce but, l'Administration ne néglige ni les encouragements ni les conseils. Nous avons vu qu'elle subordonnait aujourd'hui à cette condition l'allocation du secours. Les mères y souscrivent volontiers, l'enfant y trouve un incontestable avantage.

§ 4. — DIMINUTION DES ABANDONS ET DES EXPOSITIONS.

L'enquête est, sur ce point, d'une frappante unanimité.

Ici elle déclare que les expositions, dès l'application du secours temporaire, n'ont pas dépassé le chiffre de 3 ou 4 par année. Là elle affirme une diminution de 50 p. o/o dans le nombre des abandons. Partout elle constate l'empressement des filles indigentes à accepter, avec l'aide de l'assistance publique, l'accomplissement des devoirs de la nature. Ne voyons pas dans cet empressement une pensée cupide. Qu'est-ce qu'une modique aumône pour

compenser tant de fatigues et de privations? Mais le sentiment naturel s'est réveillé et aussitôt s'est évanouie l'idée de la séparation. Désormais l'enfant est assuré de la tendresse et des soins de sa mère. Celle qui, sous des institutions moins prévoyantes, l'aurait abandonné à la crèche de l'hospice, et n'eût point reculé peut-être devant le tour lui-même, ne s'épargnera, pour l'élever, ni sacrifices ni labeurs. L'Administration ne doit donc pas se laisser arrêter par des critiques vaines. Aux scrupules de ses contradicteurs, il lui suffira d'opposer le nombre des abandons qu'elle a empêchés, des expositions qu'elle a prévenues, des enfants dont elle a prolongé ou sauvegardé l'existence.

En quinze ans, de 1840 à 1856, le nombre des nouveau-nés ainsi secourus s'est élevé à 87,000; chaque année ces admissions deviennent plus nombreuses; nous en avons compté 6,694 en 1857, 7,723 en 1858, 9,173 en 1859; il est évident que les deux tiers de ces enfants, si le secours n'eût pas existé, seraient devenus les victimes de l'abandon.

Nous avons montré, en effet, que plus les secours temporaires prennent d'extension, moins il y a d'admissions à l'hospice. En 1857, celles-ci n'étaient pas moindres de 19,473; l'année suivante, elles descendaient à 17,999. Elles n'ont pas dépassé 16,761 en 1859. Votre Excellence nous permettra de ne pas traiter plus longuement un sujet épuisé déjà.

§ 5. — DÉPENSES.

La dépense moyenne des élèves des hospices, suivant les calculs établis par l'enquête, et dont la première partie de ce rapport a présenté les éléments, s'élève à 1,420 fr. 62 cent., savoir :

Dépenses départementales.		Dépenses hospitalières.	
Salaires aux nourriciers.....	923f 78c [1]	Frais de séjour à l'hospice.....	160 84 [3]
Dépenses d'inspection et autres frais.....	158 52 [2]	Layettes et vêtures.....	160 16 [4]
	1,082 30		321 00
			1,403f 30c

[1] Voir page 48.
[2] Voir page 54.
[3] Voir page 71.
[4] *Ibidem.*

Cette somme s'accroîtrait encore, dans une certaine mesure, s'il était possible de tenir compte d'une manière précise des charges éventuelles qu'imposent aux hospices dépositaires les pupilles de 12 à 21 ans [1].

La dépense moyenne d'un enfant secouru, d'après les chiffres inscrits au tableau M (année 1858), serait de 67 francs par an et de 201 francs pour la période triennale [2]. Mais la dépense des élèves des hospices (1,403 fr. 30 c.) ayant été dégagée de l'exercice 1859, il y a lieu d'emprunter à ce même exercice le second terme de la comparaison.

Les bases du calcul ainsi rectifiées, chaque enfant secouru coûterait, en moyenne, au budget départemental une somme de 232 fr. 92 cent. ainsi répartie :

Première année	87f 12c
Deuxième année	76 56
Troisième année	69 24
TOTAL ÉGAL	232 92

La commission néglige à dessein de faire entrer ici en ligne de compte les frais de vestiaire et les dépenses résultant de la prolongation exceptionnelle des secours au delà de la troisième année. Lors de l'enquête, en effet, on ne comptait que de très-rares hospices accordant aux enfants conservés par leurs mères une layette et surtout une vêture, et, quant aux secours prolongés, il nous paraît convenable de les passer sous silence, comme nous l'avons fait pour les dépenses auxquelles donnent lieu les pupilles de 12 à 21 ans.

Effet économique du secours.

Cette simple comparaison établit de la façon la plus manifeste l'immense avantage économique que présente le secours temporaire sur le mode d'assistance naguère encore exclusivement pratiqué. Dans le premier système, un enfant coûte six fois moins que dans le second; de telle sorte que, si le service tout entier se ployait à ces nouveaux errements, la dépense annuelle, s'élevant aujourd'hui à plus de dix millions, se réduirait aussitôt à 1,700,000 francs; de telle sorte encore que, pour remonter jusqu'au chiffre des déboursés actuels,

[1] Cette dépense spéciale a atteint, en 1859, le chiffre de 1,243,040 francs. (Voir page 80.)

[2] La différence entre les résultats de 1858 et ceux de 1859 s'explique par ce double motif que les tarifs d'une année à l'autre s'étaient déjà améliorés, et que le chiffre de 232 francs, calculé sur les fixations réglementaires, représente un maximum que les secours, dans la pratique, n'atteignent pas toujours.

il faudrait admettre à l'assistance non plus 90,000 enfants, mais 550,000, hypothèse inadmissible.

On pourrait s'étonner que, même circonscrite comme elle l'est aujourd'hui, l'application de ce régime spécial n'eût pas amené de diminution sur l'ensemble de la dépense. La commission ne craint pas d'aborder l'objection.

Depuis quelques années, le service, réorganisé partout, n'a reculé devant aucune amélioration, par conséquent devant aucun sacrifice. Les tarifs s'augmentent de plus en plus. L'Administration assure à ses pupilles des avantages que, jusqu'alors, ils n'auraient pu espérer; elle l'a fait en leur consacrant les économies que ses patients efforts parvenaient à réaliser sur l'autre branche du service. Avec les conditions de cherté où sont arrivées toutes choses, la dépense des enfants assistés, qui croissait à chaque exercice, il y a vingt-cinq ans, menaçant de plus en plus le budget départemental, aurait dû l'écraser de ses envahissements. Elle est demeurée, malgré tout, stationnaire. L'Administration n'élevait pas plus haut ses espérances; on ne pourra obtenir de progrès plus sensibles que le jour où, mieux connu, plus généralement pratiqué, le secours aux enfants conservés par leurs mères aura conquis, dans le service, la place qui lui convient.

La commission croit avoir démontré la supériorité du système des secours, au double point de vue des avantages moraux qu'en retirent la mère et l'enfant, et des avantages financiers qu'y trouve la fortune publique. Comme dernier argument, elle a réservé la question de mortalité, question capitale sur laquelle le formulaire du 17 avril appelait l'étude et les recherches des inspecteurs généraux.

§ 6. — MORTALITÉ COMPARÉE DES ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT, DES ÉLÈVES DES HOSPICES ET DES ENFANTS LÉGITIMES.

Les rapports de l'enquête ont résolu cette question en termes concluants. Ce que l'Administration pressentait, elle le sait aujourd'hui : en conservant les enfants à leurs mères, le secours temporaire les conserve à la vie. Entre eux et les enfants naturels qui ne réclament pas les secours de l'assistance, les chances de mortalité sont à peu près égales; entre eux et les pupilles des hospices, elles sont toutes différentes. Constatons d'abord ce double résultat. Dans les départements même où la mesure, à l'origine, avait rencontré le plus de préjugés, il a fallu se rendre à l'évidence. Les réponses des commissaires enquêteurs enregistrent, sur ce point, des déclarations non équivoques. Il est

plus d'un département où le clergé des campagnes, témoin constant des souffrances du pauvre, a proclamé, le premier, les heureux effets du secours, sous le rapport du bien-être de l'enfant, de sa santé et de sa vie. Quant aux inspecteurs locaux, leur opinion est partout la même. Elle a d'autant plus de valeur, qu'initiés à tous les détails du service, ils peuvent comparer dans la même commune, et pour ainsi dire sous le même toit, la situation respective des pupilles confiés à des étrangers et de ceux qu'élèvent leurs mères. Votre Excellence n'a point oublié que plusieurs de ces fonctionnaires sont pourvus du diplôme de docteur en médecine, ce qui ajoute à l'autorité de leurs appréciations [1].

Mortalité de la 1re année. — Élèves des hospices.

Le tableau N, résumé de la question n° 8, § 3, indique le nombre des élèves des hospices décédés avant leur douzième mois révolu. Ce nombre est de 7,732 sur un effectif de 13,565 enfants admis en 1858, antérieurement à l'accomplissement de leur première année, d'où résulte une proportion de 56,99 p. o/o [2]. Ce rapport exprimerait d'une manière absolue la mortalité afférente à la première année, si, pour tous les enfants, l'époque de l'admission coïncidait avec le commencement de la vie; mais, au moment de l'abandon, un assez grand nombre d'enfants se trouvaient déjà soustraits par leur âge même aux chances de mortalité les plus redoutables qui menacent les nouveau-nés : le chiffre de 56,99 p. o/o ne donne donc, si élevé qu'il soit, que l'expression affaiblie de la mortalité *réelle*.

Enfants secourus.

A l'égard des enfants secourus temporairement, les éléments du calcul, bien que similaires en apparence, devenaient moins faciles à déterminer. La commission n'a pu établir de résultats que pour 61 départements [3]. 17 sur 86 n'ont accordé de secours que postérieurement au 1er janvier 1858. Dans le Pas-de-Calais, la commission a relevé le fait exceptionnel d'admissions s'appliquant toutes à des enfants âgés de plus d'un an. Dans quelques autres dé-

[1] Voir chapitre VI de la première partie, page 118.

[2] La commission, au chapitre V, § 1er de la première partie, a pris soin de remarquer que la mortalité exceptionnelle de 1858 s'expliquait par des faits épidémiques. Ses premiers calculs, en conséquence, ont dû s'établir sur la mortalité normale de 1860. Mais, comme il s'agit ici d'une comparaison entre la mortalité des élèves des hospices et celle des enfants admis aux secours temporaires, et que, pour ces derniers, les investigations de l'enquête ont porté seulement sur les résultats de 1858, il convenait de revenir, dans ce nouveau travail, au millésime déterminé par le questionnaire officiel. C'est ce qu'a fait la commission. Ce mode de procéder ne peut avoir d'inconvénients, puisque les enfants des deux catégories ont été également menacés par les conditions épidémiques de 1858.

[3] Voir état A C.

partements les secours temporaires n'étaient alloués que pour des périodes semestrielles ou trimestrielles, sauf allocation possible de nouveaux secours se succédant les uns aux autres d'une manière discontinue. Enfin, dans tous les cas de cessation de secours, provisoire ou définitive, les administrations départementales n'ayant aucun intérêt financier à rechercher les décès des enfants, le nombre de ces décès n'a pas été constaté. En conséquence, nous n'avons fait porter nos calculs que sur les enfants admis en 1858, pour lesquels le secours a duré sans interruption jusqu'au jour du décès ou jusqu'à l'accomplissement du douzième mois.

La commission a constaté dans les 61 départements, et sur 6,640 admissions, 1,005 décès survenus pendant la première année. Les deux chiffres rapprochés accusent une mortalité de 15,13 p. o/o seulement. Mais ce résultat ne saurait être admis sans une correction importante. Souvent, en effet, les demandes d'admission aux secours temporaires sont présentées tardivement; la mortalité s'établit donc sur des enfants relativement âgés, dont la constitution a déjà résisté à de nombreuses épreuves. Il convient d'en tenir compte, et nous le ferons en adoptant les rectifications les plus larges, dussions-nous exagérer ainsi la mortalité qui frappe les enfants secourus. La comparaison avec le chiffre *atténué*, qui concerne les élèves des hospices, n'en sera que plus frappante.

En général, les arrêtés locaux permettent d'inscrire, dès sa naissance, au contrôle des secours, l'enfant conservé par sa mère; la demande peut même précéder l'accouchement. Enfin, pour les enfants nés dans les salles de maternité, aucun retard n'est à craindre. En évaluant à un mois l'âge moyen des enfants au moment de la concession du secours, la commission ira donc certainement au delà de la vérité. Nous adopterons néanmoins cette estimation.

Les états du mouvement général de la population (année 1858) fixent à 17 p. o/o la proportion de la mortalité des enfants naturels du jour de la naissance à un mois [1]. Il y a donc lieu de considérer les 6,640 enfants admis aux secours temporaires en 1858 comme le reste d'une population de 8,000 enfants [2] que la mort aurait réduite en un mois de 17 p. o/o.

[1] Nombre total des naissances naturelles en 1858, non compris les mort-nés et les enfants décédés avant déclaration de naissance 74,653

Nombre total des décès d'enfants naturels de un jour à un mois, non compris les mort-nés et les enfants décédés avant déclaration de naissance 12,927

[2] $100 - 17 : 100 :: 6{,}640 : x = \frac{664{,}000}{83} = 8{,}000.$

Ce point de départ adopté, la mortalité des enfants d'un jour à un an s'établit :

D'une part, sur un nombre total de 8,000 enfants;

D'autre part, sur un nombre de décès comprenant :

1° Les décès du premier mois, soit (8,000—6640).....	1,360
2° Les décès constatés correspondant aux onze mois suivants, soit.....	1,005
TOTAL.....	2,365

La mortalité maximum des enfants secourus temporairement ne dépasserait donc pas 29,56 p. o/o.

Ce résultat, rapproché de la mortalité minimum de 56,99 p. o/o, applicable aux enfants des hospices, présente assurément un grand intérêt; aussi importait-il d'en obtenir le contrôle par un autre procédé, et la commission a recherché dans ce but le chiffre de la mortalité de la première année pour l'ensemble des enfants naturels.

Enfants naturels.

Ce dernier chiffre ne peut, il est vrai, être obtenu directement en suivant sur les registres de l'état civil le sort de chacun des enfants naturels de 1858, comme les inspecteurs généraux ont suivi, sur les registres matricules des hospices, le sort de chacun des enfants assistés. La statistique générale de la population ne distingue point et ne pouvait distinguer, parmi les décès du premier âge, ceux qui frappent les enfants nés dans l'année même et ceux qui frappent des enfants nés l'année précédente; mais il suffit de prendre, pour l'année 1858, le rapport entre le nombre des décès du premier âge et le nombre des naissances. En effet, les deux modes de calcul ne diffèrent qu'en un seul point. D'après la méthode adoptée ici, on comprend dans les décès de 1858 les décès d'enfants nés en 1857, tandis que les décès du premier âge, portant sur des enfants de 1858, mais survenus en 1859, sont rejetés parmi les décès de cette dernière année. Or, lorsqu'il s'agit de grands nombres et d'une population répartie sur toute la surface de l'Empire, soumise à toutes les variétés d'influences qui élèvent ou abaissent, d'une année à l'autre, le chiffre de la mortalité, on est en droit d'admettre qu'il y a compensation entre les deux nombres de décès d'enfants de 1857 en 1858 et de décès d'enfants de 1858 en 1859.

Enfants naturels, défalcation faite des élèves des hospices.

Calculée d'après ces bases, la mortalité des enfants naturels s'élève à 33 p. o/o [1]. Au premier abord cette mortalité semblerait supérieure de 3,44 p. o/o à celle qui frappe les enfants temporairement secourus; mais il n'échappera pas à Votre Excellence que, dans la généralité des enfants naturels, sont ici compris les élèves des hospices dont les décès atteignent, pour les douze premiers mois, l'énorme proportion de 56,99 p. o/o. En déchargeant de cette quote-part exceptionnelle l'effectif général des enfants illégitimes, la mortalité s'abaisse à 27,88 p. o/o. Elle est donc légèrement inférieure à celle que l'enquête constate pour les enfants secourus. On n'en saurait concevoir aucun étonnement, car les enfants nés hors mariage appartiennent à toutes les classes de la société, et la mortalité, conséquence de la misère, doit évidemment sévir avec plus de rigueur sur ceux d'entre eux qui n'ont d'autre ressource que la charité publique.

Mortalité comparée.

En résumé, la proportion de la mortalité du premier âge s'établit ainsi qu'il suit :

Élèves des hospices	56,99 p. o/o.
Enfants secourus temporairement	29,56
Enfants naturels (défalcation faite des élèves des hospices)	27,88

Tandis donc que, sur 100 enfants abandonnés aux soins des hospices, 57 décèdent dans leur première année, sur un égal nombre de nouveau-nés conservés par leurs mères, il n'en meurt que 29. En d'autres termes, si les 13,565 enfants du premier âge admis aux hospices en 1858 avaient été secourus chez leurs mères, 9,556 [2], au lieu de 5,833, auraient échappé à la mort.

Différence, 3,723.

[1] Nombre des naissances naturelles en 1858, non compris les mort-nés..... 74,653
Nombre des décès, en 1858, d'enfants âgés de moins d'un an..... 24,767

$$\frac{24{,}767 \times 100}{74{,}653} = 33.$$

[2] Nombre d'enfants âgés de moins d'un an admis aux hospices en 1858..... 13,565
Mortalité à raison de 29,56 p. o/o..... 4,009

Reste..... 9,556

Réciproquement, si les 6,640 enfants temporairement secourus avaient été admis aux hospices, 3,441 [1] seulement, au lieu de 5,635, avaient survécu. Différence, 2,194.

Ainsi, dans la seule année 1858, 2,194 enfants âgés de moins d'un an ont été épargnés, grâce au secours temporaire. Appliquée à tous, la même mesure en eût sauvé 3,723 de plus. En 12 mois, 5,917 enfants auraient été arrachés à la mort.

Enfants légitimes.

La comparaison avec la mortalité des enfants légitimes ne pouvait amener des résultats aussi avantageux. Rien ne supplée à la famille telle que Dieu l'a créée; et, si les soins de la mère même réduite à ses seules forces ont plus d'efficacité que ceux d'une nourrice étrangère, ils ne peuvent cependant remplacer cet ensemble de protection, cette réunion de dévouements qui attendent l'enfant légitime à son berceau. Ne nous étonnons donc pas de voir la proportion de la mortalité se restreindre à 16,96 p. o/o pour les enfants ainsi favorisés, et varier de 27 à 29 p. o/o lorsqu'il s'agit d'enfants nés hors mariage [2].

Résumé.

Ce rapide exposé des résultats du secours temporaire a, selon nous, une haute signification. A toutes les questions qu'il passe en revue, l'enquête apporte sa réponse nette, unanime, convaincante. Les règlements administratifs ont-ils suffisamment tenu compte de ces considérations très-graves devant lesquelles se sont arrêtés, hésitant, certains esprits? Toutes les précautions ont-elles été prises? S'est-on mis en garde contre le désordre ou l'abus? Oui, l'Administration a prévu ces nécessités diverses, et, tout en s'inspirant d'une charité généreuse, elle discerne avant d'accorder, et sa prudence va jusqu'au scrupule. Les secours tiennent-ils, au point de vue moral, ce qu'ils avaient promis? Conduisent-ils quelquefois à la réparation d'une faute? Amènent-ils la régularisation de ces unions illicites, si promptes à se former, plus promptes

[1] Nombre d'enfants dont les 6,640 admis aux secours sont considérés comme le résidu . 8,000
Mortalité à raison de 56,99 p. o/o..... 4,559

Reste..... 3,441

[2] Nombre des naissances légitimes en 1858..... 894,710
Nombre des décès d'enfants légitimes d'un jour à un an (défalcation faite des mort-nés)..... 145,401

encore à se dissoudre? Donnent-ils à l'enfant l'espérance, ou même le bienfait de la légitimation? Après l'avoir soustrait à l'abandon, le conservent-ils à la vie? Oui, ces régularisations sont fréquentes, ces reconnaissances s'obtiennent, et, en même temps que diminuent les faits d'abandon et d'exposition, la mortalité descend à un chiffre inespéré. Enfin, les intérêts financiers, toujours en jeu dans ces graves questions sociales, ont-ils à s'applaudir de ce système nouveau? Oui encore, et par les résultats directs qu'il produit, et par l'influence qu'il exerce indirectement sur les autres parties du service. Le meilleur emploi des dépenses est constant. Les tarifs ont augmenté presque partout; l'accès des écoles est gratuit, le vestiaire plus abondant, un service de médecine a été institué; les placements offrent aux adultes des deux sexes des conditions d'avenir; l'inspection départementale est partout organisée, et partout elle veille aux besoins matériels et moraux de ses jeunes pupilles. Cette transformation n'aurait pu s'accomplir si le régime primitif ne s'était modifié. C'est en étendant les secours temporaires que l'Administration en a obtenu la réalisation successive. Elle l'a fait prudemment, et tout en donnant satisfaction aux exigences financières. La dépense du service des enfants assistés est aujourd'hui ce qu'elle était en 1831, 1832 et 1833. L'enquête paraîtrait accuser une légère augmentation par rapport à 1828, mais Votre Excellence sait combien étaient incertains les documents correspondant à cette année et combien d'entre eux présentaient de regrettables lacunes.

A quelque point de vue qu'on les envisage, les secours temporaires ont donc largement répondu aux espérances de l'autorité supérieure. Ils sont un moyen de réparation pour la mère, une sécurité immense pour l'enfant, et, sans ajouter aux charges publiques, loin de là, ils réagissent sur la situation des pauvres abandonnés qui ne connaissent pas leurs mères. L'enquête l'établit; elle rassurera des scrupules honorables, elle fortifiera des convictions qui sont les nôtres, et servira, nous l'espérons, à asseoir définitivement une institution qui peut être mise au rang des progrès les plus considérables de l'administration moderne.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La commission, Monsieur le Ministre, a bientôt accompli sa tâche. Près de toucher au terme, elle croit devoir s'arrêter quelques instants et embrasser du regard, dans une halte volontaire, la distance parcourue.

L'enquête a éclairé de ses lumières cette route qu'aucun observateur, avant elle, n'avait pu explorer aussi complétement. On connaît aujourd'hui les moindres détails du service, et si le champ de la discussion doit se rouvrir, des données positives, et non plus des suppositions sans fondement et des déclamations sans portée, seront les pièces du débat.

Sur la foi de documents vrais quand ils parurent, mais n'exprimant plus avec fidélité la situation actuelle, on était trop disposé à exagérer certains côtés fâcheux, à douter de certains progrès obtenus. On se rappelait, sans en admettre d'autres, les chiffres et les faits successivement révélés par MM. de Montalivet, Lainé, de Gasparin. On s'alarmait encore de ces effectifs énormes de 1832, 1833 et 1834, qui dépassaient de 40,000 le nombre de nos pupilles actuels [1]. On déplorait ces abandons d'enfants légitimes, ces abus dans les placements, ce laisser-aller dans l'éducation, ce désordre dans les dépenses, ce défaut de surveillance et de tutelle officiellement constatés. On en était encore à craindre que les enfants ne fussent un objet de spéculation; que, livrés à la cupidité du nourricier et à sa brutale ignorance, ils n'apprissent rien,

[1] En 1832, le chiffre des enfants d'un jour à 12 ans existant au 1er janvier s'élevait à 127,677; en 1833, l'effectif était de 130,945; l'année suivante, on comptait encore 129,222 enfants.

En 1859, il y avait 76,520 élèves des hospices d'un jour à 12 ans et 14,614 enfants secourus; total, 91,134.

sous son toit, hors le vagabondage et la mendicité; que, se familiarisant ainsi avec le vice, ils ne devinssent la proie obligée des maisons de détention et des lieux de débauche.

Les pupilles de 12 à 21 ans restant inconnus, on pouvait tout supposer sur leur compte, car si l'Administration en ignorait même le nombre, comment admettre que des étrangers en prissent souci et leur accordassent la protection morale, les secours matériels dont ils avaient si grand besoin? Enfin, cette mortalité qui décimait, dès leurs plus jeunes années, les enfants sans famille, on pouvait craindre qu'elle ne se développât ou du moins qu'elle ne continuât à sévir dans les proportions redoutables qu'accusaient les premières statistiques.

L'opinion publique aujourd'hui se rectifiera.

On sait, grâce à l'enquête, que le nombre des enfants admis à l'assistance n'excède plus 26,000 par année [1]; que l'effectif des secourus de tous ordres, de la naissance à la majorité, se réduit à 148,000; que, sauf dans quelques villes qui tolèrent encore l'institution du tour, l'abandon des enfants légitimes devient un fait exceptionnel et pour ainsi dire impossible; que les expositions publiques diminuent; que les industries honteuses qui vivaient de ce trafic doivent y renoncer; que la mortalité générale décroît; que, par le placement immédiat des nouveau-nés à la campagne, on peut la réduire encore; que, par l'application des secours temporaires, on fait aussitôt descendre de 28 p. o/o celle qui frappe les douze premiers mois.

On sait que les enfants naturels confiés à leurs mères sont presque tous reconnus; que beaucoup, par leur présence, déterminent le père et la mère à contracter mariage et conquièrent ainsi la légitimation; que leur éducation coûte au budget de l'assistance six fois moins que celle des élèves des hospices. A l'égard de ces derniers, on sait que non-seulement leurs besoins physiques reçoivent une satisfaction plus large, mais qu'avec une sollicitude toute maternelle l'Administration se préoccupe du soin de leur intelligence et des intérêts supérieurs de leur âme; que, dans ce but, elle fait appel à la répartition mieux

[1] Il était de 36,000 en 1831 et 1832.

entendue des dépenses, au recrutement plus sévère des nourriciers, à la charité des prêtres de nos campagnes, au zèle des instituteurs, au désintéressement des médecins, à l'active coopération des administrations hospitalières et de l'inspection départementale, au dévouement de tous.

L'enquête montre que la moyenne des frais d'éducation de chaque enfant abandonné va jusqu'à 1,400 francs sans que, pour cela, la somme des sacrifices publics augmente [1].

La tutelle régénérée ne manque plus à l'enfant. A l'atelier, aux champs, jusqu'à l'émancipation ou la majorité, chaque adulte en ressent l'effet.

S'attachant à faire ressortir les conséquences morales de cette transformation, l'enquête réduit avec autorité ces proportions effrayantes qu'enseignaient des statistiques dénuées de preuves et que justifiait jusqu'à un certain point, il faut le dire, un régime administratif moins soucieux des intérêts de ses pupilles. Elle limite à 1 sur 553, tandis qu'il est de 1 sur 693 pour la population ordinaire, le rapport maximum des élèves des hospices aux détenus des deux sexes; à 1 sur 582, contre 1 sur 1,200, le rapport maximum des filles de nos hospices aux prostituées inscrites. Ces proportions, si tristes qu'elles soient encore, restent bien au-dessous des chiffres que l'habitude avait placés dans toutes les citations, et dont s'alarmait, sans pouvoir les vérifier, l'opinion publique.

L'enquête a étendu ses recherches à d'autres points. Scrutant impartialement la question des infanticides, elle a cru pouvoir l'isoler de la question des tours, et, par des exemples empruntés à des temps et à des départements divers, elle s'est efforcée d'établir que la progression de ce crime n'a rien de commun avec les errements administratifs pratiqués depuis trente ans; qu'elle tient à des causes très-différentes et qu'on retrouve, pour d'autres crimes, le même accroissement. Sans réveiller, à propos des tours, une discussion épuisée, elle a prouvé que, là où subsistent encore quelques vestiges de cette institution, les

[1] Nous ne saurions trop répéter que cette possibilité d'améliorer sans accroître les dépenses générales du service est l'œuvre du secours aux enfants élevés par leurs mères.

abandons se maintiennent à un chiffre démesuré, la mortalité s'élève, les retraits par les familles deviennent de plus en plus rares.

Ses investigations sont allées plus loin encore. La question des enfants assistés, comme toutes celles qui s'agitent autour d'un grand intérêt social, a provoqué beaucoup de jugements divers, d'appréciations contradictoires. Tantôt on présente l'élève des hospices comme une victime de la société, n'ayant rien reçu d'elle et ne pouvant lui rien rapporter que des charges; tantôt on voit en lui un élément précieux qu'il suffira de détourner du sol natal, ou du milieu dans lequel il végète, pour en tirer un parti inespéré. Des deux côtés, il y a exagération. Au-dessus de ces opinions intéressées ou prévenues, l'enquête avait à rechercher la vérité. Elle l'a fait, non point en s'abandonnant à des espérances ou à des théories, mais en s'appuyant des enseignements de l'expérience, en apportant des chiffres et des preuves et non des promesses et de vagues allégations.

C'est ainsi que, tout en rectifiant des opinions excessives, elle a reconnu l'infériorité constitutionnelle de l'enfant assisté, même parvenu à l'âge d'homme, eu égard à la population ordinaire du pays; qu'elle a montré combien peu seraient aptes à devenir colons, ces jeunes gens qui porteraient difficilement les fatigues du soldat; combien la vie collective, en dehors de la famille, répondrait mal aux besoins, à l'intérêt, aux préférences naturelles de l'orphelin; combien étaient pleines de chimériques espoirs, mais, au fond, pauvres et ruineuses, ces institutions, dues à un zèle plus ardent qu'éclairé, plus louable que pratique, qui tendraient à remplacer l'éducation de la famille par la vie symétrique, sans initiative et sans aiguillon, d'une maison conventuelle. Elle a dévoilé, au chapitre de l'Algérie, les insuccès d'entreprises généreusement résolues, bientôt abandonnées, les dangers certains d'essais plus considérables, les sacrifices énormes qu'ils coûteraient à l'État. S'écartant, en un mot, et de l'esprit de routine, qui stérilise et qui tue, et de l'esprit de système, qui séduit, mais qui perd, elle a dû prémunir contre l'erreur, signaler les écueils, proclamer les améliorations réalisées déjà, indiquer surtout les mesures à prendre encore.

Cette dernière partie de sa tâche n'était pas la moins importante. L'Administration, en effet, ne peut rester stationnaire; elle ne vit qu'à la condition de marcher, et le progrès est une loi à laquelle il lui faut toujours obéir. N'en avons-nous pas sous les yeux l'exemple le plus frappant? Si l'état civil des enfants abandonnés est tenu aujourd'hui d'une manière irréprochable, si les abus peu à peu disparaissent, si les placements s'améliorent, si les écoles s'ouvrent, si l'inspection départementale s'affermit et grandit en services et en considération, si l'adulte, dont on oubliait naguère et le nom et l'existence, apprend à connaître les bienfaits de la tutelle, n'est-ce pas là le fruit de ces dernières années? Plus récemment, depuis l'enquête, l'Administration, satisfaite de tant d'améliorations, s'est-elle cru le droit de demeurer inactive? Non. De nouvelles instructions ont effacé presque partout les dernières traces des anciens errements; les établissements dépositaires ont reçu l'ordre de placer au dehors des enfants qu'on immobilisait trop à l'intérieur de l'hospice; des registres matricules ont été institués partout, qui permettront de se rendre compte des moindres accidents de la vie de l'enfant, de son état de santé, du degré de son instruction, de ses penchants, de ses aptitudes, de ses dépenses, qui, par conséquent, ne laisseront plus au tuteur le moyen de négliger ses obligations, ni à l'autorité supérieure le regret ou la crainte d'être trompée; des règlements départementaux, travail considérable, modestement accompli dans le silence des bureaux, mais qui sera fécond en résultats, assurent au service une unité d'organisation, et aux enfants des avantages qu'on n'avait pu jusqu'ici songer à obtenir. L'Administration n'a donc pas à craindre le reproche d'inertie. Et cependant de nouveaux efforts sont encore nécessaires.

Il importe d'appeler tous les hospices, quels qu'ils soient, à concourir aux dépenses intérieures, d'exiger alors moins de parcimonie, plus de régularité dans la fourniture des objets de vestiaire, une organisation meilleure du service de la maternité et des crèches hospitalières; de proscrire l'agglomération des nouveau-nés à l'intérieur des hospices, où les attendent, en dépit de tous les soins, des chances plus

nombreuses de maladie et de mort; d'encourager, par tous les moyens l'allaitement naturel; de surveiller les maisons d'accouchement; d'établir une pénalité sévère contre les auteurs habituels et salariés des expositions; de poursuivre l'amélioration des tarifs à mesure que les départements, déchargés de sacrifices qui les découragent, pourront, sous un régime plus équitable, cesser leurs subventions aux hospices dépositaires; de veiller au payement plus régulier des fournitures d'école, des frais de maladie et d'inhumation; de généraliser l'institution des comités de patronage; d'interdire le séjour, sans cause, des adultes dans les hospices; de placer à la campagne, plutôt que dans des manufactures, les pupilles des deux sexes; de leur y assurer la vie de famille; dans ce but, de ne rien négliger pour déterminer leurs premiers nourriciers à les conserver même après l'âge de douze ans; d'étendre facultativement la pension départementale à la treizième année; de passer des contrats sérieux et d'y stipuler des salaires; d'obtenir des versements périodiques à la caisse d'épargne en cas de placement chez des maîtres ou des patrons; d'améliorer la situation de l'inspecteur départemental; de relever ses fonctions par des témoignages publics; de fortifier surtout son autorité en lui déléguant définitivement et sans restriction l'exercice de la tutelle; de développer de plus en plus l'application des secours temporaires et de réduire à l'état d'exception, par de sages conseils et d'intelligentes facilités, les admissions à l'hospice.

Il s'agit moins, en un mot, d'innover que de perfectionner. Toutes ces mesures sont du domaine administratif, sauf trois : la répartition des dépenses intérieures entre tous les hospices, l'édiction d'une pénalité contre les auteurs des expositions abusives ; la délégation plus complète de la tutelle à l'inspecteur. L'intervention législative pourrait, à la rigueur, se limiter à ces trois points.

Tels sont, Monsieur le Ministre, les enseignements de l'enquête, nous ne voulons pas dire telles seront nos conclusions. Commission d'information, de dépouillement et d'analyse, il ne nous appartenait point d'émettre des propositions autres que celles que nous avions recueillies. De même, nous nous sommes interdit d'entrer personnel-

lement dans l'examen philosophique et raisonné des diverses questions que soulevait notre sujet. Peut-être y aurions-nous apporté quelque lumière, et il nous en a coûté souvent de garder cette réserve. Mais, en abordant le terrain de la discussion, nous aurions excédé notre rôle, et notre premier devoir était de respecter les limites tracées par l'arrêté ministériel qui nous avait institués.

Une des dispositions de cet acte fixait à six mois le terme dans lequel devait être déposé notre travail [1]. Huit mois à peine nous ont suffi. Votre Excellence voudra bien, nous l'espérons, excuser ce léger retard, en considérant que la commission avait à résumer plus de 8,000 pages, à mettre en ordre d'innombrables matériaux, à rechercher des documents très-anciens, à réunir enfin les chiffres et à établir les calculs qui constituent la partie justificative du rapport.

Ce n'est point à nous de dire quelles ont été, pendant et après l'enquête, les difficultés de notre mission, ni si nous avons répondu à la confiance du ministre, mais nous tenons à exprimer bien haut notre reconnaissance envers toutes les personnes dont nous avons réclamé le concours. Préfets, sous-préfets, maires, commissions hospitalières, membres du clergé, inspecteurs départementaux, membres des conseils électifs, tous se sont empressés de nous aider de leurs lumières et de leur expérience. Nous devons des remercîments particuliers à la magistrature, qui, sur l'appel de son Chef éminent, a mis à notre disposition tous les renseignements, toutes les pièces que nous avions à demander aux archives judiciaires, et y a joint souvent des communications verbales, qui empruntaient plus de prix encore à la parfaite bienveillance et au savoir de leurs auteurs.

Cette réunion de dévouements et de concours, Monsieur le Ministre, nous aura permis de mettre mieux en relief les résultats de trente années d'expérience et ces efforts administratifs auxquels sont dus tant de progrès. Tous n'étaient pas assez connus ; il était bon que l'enquête hautement les proclamât. Les grands problèmes veulent une étude sérieuse. Ce n'est point à des mots, mais à des faits qu'il faut en de-

[1] Article 4 de l'arrêté du 10 octobre 1861. (Voir page 5.)

mander la solution. On s'obstine à dénoncer la progression des infanticides en évoquant nous ne savons quelle responsabilité ; on ferme volontairement les yeux sur ces milliers d'enfants arrachés à la mort par les seuls moyens que l'Administration emploie. Pourquoi tant de sympathies ici, et là tant d'indifférence? On exprime des craintes, des regrets, quelquefois même on formule des plaintes, et l'on se tait sur ces sacrifices, sur ces mesures, sur ces améliorations qui, pourtant, ne s'arr tent pas. Pourquoi cette partialité? On réclame des priviléges, on met en avant des projets, et l'on oublie que la charité sociale a ses limites, la famille légitime ses droits, et que, pour trop vouloir favoriser les uns, on pourrait bien trop négliger, trop abstraire les autres. Pourquoi ces préférences et pourquoi cet oubli?

La commission, Monsieur le Ministre, a trouvé dans l'enquête la justification éclatante de ses convictions. A ses yeux, la question d'humanité domine tout ce service. Mais il y a aussi une question de dépense, très-importante, très-pratique, et qu'il faut prendre en grande considération. Ce que nous croyons essentiel, c'est de conserver à la vie, en dehors de tout esprit de système, le plus d'enfants possible, de se rapprocher le plus possible de l'ordre établi de Dieu, soit en rattachant l'enfant à la mère, soit en lui créant une famille à l'image de celle qui l'a répudié. C'est là ce que veut l'Administration; c'est là ce qu'elle réalise, et, loin de compromettre ainsi l'œuvre de Vincent de Paul, elle la vivifie, la consolide et l'agrandit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de notre profond respect.

Le Président de la Commission,

Baron AD. DE WATTEVILLE.

Les Membres de la Commission,

H. ROMAND, O. CLAVEAU, P. BUCQUET.

Le Secrétaire Rapporteur,

HENRY DURANGEL.

Paris, le 1er juin 1862.

ENFANTS ASSISTÉS.

DOCUMENTS JUSTIFICATIFS.

MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR.

DIVISION
DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE
ET DÉPARTEMENTALE.

3e BUREAU.

Avis de la prochaine arrivée des inspecteurs généraux.

Communication du questionnaire d'enquête.

ENQUÊTE GÉNÉRALE
SUR LE SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS.

INSTRUCTION DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
AUX PRÉFETS DES DÉPARTEMENTS [1].

Paris, le 17 avril 1860.

MONSIEUR LE PRÉFET,

Le Conseil d'État est actuellement saisi de l'examen des modifications législatives que réclame le service des enfants assistés. Une commission, nommée dans son sein, a préparé les bases de ce travail et demandé la production de divers renseignements. J'ai chargé l'inspection générale du soin de les réunir. Une tournée extraordinaire, comprenant tous les départements de l'Empire, aura lieu à cet effet. Elle commencera le 1er mai prochain et se terminera dans le courant d'octobre. Des instructions spéciales traceront aux inspecteurs généraux la marche qu'ils devront suivre et leur indiqueront les points sur lesquels auront à se porter leurs investigations. La situation actuelle du service sera ainsi établie dans toute sa vérité, et l'Administration n'en laissera aucune partie sans lumière.

Mais, pour que cette enquête n'ait rien d'incomplet et que les résultats en soient rapidement obtenus, le concours des autorités locales,

[1] Une circulaire analogue a été adressée par S. Exc. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, à MM. les procureurs généraux pour les inviter à tenir à la disposition des commissaires enquêteurs tous les renseignements judiciaires demandés par l'enquête.

celui des commissions d'hospices, le vôtre, Monsieur le Préfet, seront indispensables. MM. les inspecteurs généraux ne pourront consacrer à chaque département qu'un petit nombre de jours. Il importe donc que leur travail soit simplifié le plus possible, et qu'à leur arrivée ils en trouvent tous les éléments réunis. Je vous envoie, dans ce but, un modèle du questionnaire adopté par mon administration. Vous voudrez bien le communiquer à M. l'inspecteur départemental. Ce fonctionnaire devra l'étudier immédiatement, rassembler et mettre en ordre les documents nécessaires pour y répondre. Vous lui assurerez l'aide de vos bureaux, et vous l'inviterez à se tenir, dès à présent, à la disposition de M. N..... à qui j'ai confié l'inspection de votre département. Vous contrôlerez vous-même l'exactitude de ces opérations préliminaires. Enfin, vous prendrez, de concert avec l'inspecteur général, toutes les mesures qu'exigera le prompt accomplissement de sa mission.

Un avis ultérieur vous préviendra de l'arrivée de M. N.....

Je recommande ces dispositions à votre attention personnelle, Monsieur le Préfet. Vous en comprenez l'importance. De leur exécution loyale et consciencieuse dépend la solution d'une grave question dont se sont successivement préoccupés les grands corps de l'État. Vous ne sauriez donc y apporter trop de soins, et je compte que vous ne négligerez rien pour en assurer le succès.

Veuillez m'accuser réception de la présente dépêche.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

Pour expédition :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

J. CORNUAU.

ENFANTS ASSISTÉS.

ENQUÊTE DE 1860.

QUESTIONNAIRE DU 17 AVRIL.

QUESTION N° 1. — Quel était, au 31 décembre 1859, le nombre des enfants trouvés, des enfants abandonnés, et des orphelins âgés de moins de 12 ans? — Distinguer, pour chaque sexe, les enfants placés, soit à l'hospice, soit à la campagne, et ceux placés dans des colonies ou des orphelinats.

QUESTION N° 2, § 1er. — Quel a été, en 1857, 1858 et 1859, le nombre des admissions à l'hospice?

§ 2. — Quel a été, pendant les mêmes années, le nombre des enfants admis aux secours temporaires?

QUESTION N° 3. — Quelles sont, en général, les causes des abandons et des expositions?

QUESTION N° 4. — Peut-on indiquer le nombre approximatif des enfants légitimes abandonnés par leurs père et mère?

QUESTION N° 5. — Quel est, dans le département, le nombre des hospices dépositaires et quels sont ces hospices?

QUESTION N° 6, § 1er. — Y existe-t-il un tour libre ou surveillé?

celui des commissions d'hospices, le vôtre, Monsieur le Préfet, seront indispensables. MM. les inspecteurs généraux ne pourront consacrer à chaque département qu'un petit nombre de jours. Il importe donc que leur travail soit simplifié le plus possible, et qu'à leur arrivée ils en trouvent tous les éléments réunis. Je vous envoie, dans ce but, un modèle du questionnaire adopté par mon administration. Vous voudrez bien le communiquer à M. l'inspecteur départemental. Ce fonctionnaire devra l'étudier immédiatement, rassembler et mettre en ordre les documents nécessaires pour y répondre. Vous lui assurerez l'aide de vos bureaux, et vous l'inviterez à se tenir, dès à présent, à la disposition de M. N..... à qui j'ai confié l'inspection de votre département. Vous contrôlerez vous-même l'exactitude de ces opérations préliminaires. Enfin, vous prendrez, de concert avec l'inspecteur général, toutes les mesures qu'exigera le prompt accomplissement de sa mission.

Un avis ultérieur vous préviendra de l'arrivée de M. N.....

Je recommande ces dispositions à votre attention personnelle, Monsieur le Préfet. Vous en comprenez l'importance. De leur exécution loyale et consciencieuse dépend la solution d'une grave question dont se sont successivement préoccupés les grands corps de l'État. Vous ne sauriez donc y apporter trop de soins, et je compte que vous ne négligerez rien pour en assurer le succès.

Veuillez m'accuser réception de la présente dépêche.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé BILLAULT.

Pour expédition :

Le Conseiller d'État, Secrétaire général,

J. CORNUAU.

ENFANTS ASSISTÉS.

ENQUÊTE DE 1860.

QUESTIONNAIRE DU 17 AVRIL.

QUESTION N° 1. — Quel était, au 31 décembre 1859, le nombre des enfants trouvés, des enfants abandonnés, et des orphelins âgés de moins de 12 ans? — Distinguer, pour chaque sexe, les enfants placés, soit à l'hospice, soit à la campagne, et ceux placés dans des colonies ou des orphelinats.

QUESTION N° 2, § 1er. — Quel a été, en 1857, 1858 et 1859, le nombre des admissions à l'hospice?

§ 2. — Quel a été, pendant les mêmes années, le nombre des enfants admis aux secours temporaires?

QUESTION N° 3. — Quelles sont, en général, les causes des abandons et des expositions?

QUESTION N° 4. — Peut-on indiquer le nombre approximatif des enfants légitimes abandonnés par leurs père et mère?

QUESTION N° 5. — Quel est, dans le département, le nombre des hospices dépositaires et quels sont ces hospices?

QUESTION N° 6, § 1er. — Y existe-t-il un tour libre ou surveillé?

§ 2. — Dans quelle forme et par quels agents est-il pourvu à l'admission des enfants?

QUESTION N° 7, § 1er. — Les abandons se font-ils habituellement par des intermédiaires, et quels sont ces intermédiaires?

§ 2. — Existe-t-il, dans le département, une salle de maternité?

QUESTION N° 8, § 1er. — Présenter, en prenant pour point de comparaison les années 1828 et 1858, quelques résultats comparatifs sur les avortements;

§ 2. — *Idem*, sur les infanticides;

§ 3. — *Idem*, sur la mortalité;

§ 4. — *Idem*, sur la dépense du service (intérieure et extérieure).

QUESTION N° 9. — Quelle est la dépense extérieure pour chaque enfant d'un jour à 12 ans?

QUESTION N° 10, § 1er. — Les frais d'abonnement pour fournitures d'école, le service médical, les frais d'inhumation, sont-ils compris dans cette dépense?

§ 2. — Pour quelle somme?

QUESTION N° 10 *bis*, § 1er. — Conviendrait-il d'augmenter le taux des tarifs actuels?

§ 2. — Quel surcroît de dépense en résulterait-il?

QUESTION N° 11, § 1er. — Conviendrait-il de prolonger d'une ou deux années la durée de la pension?

§ 2. — Quelle dépense en résulterait-il dans le premier cas?

§ 3. — *Idem*, dans le second?

QUESTION N° 12. — Quelle est la dépense intérieure pour chaque enfant d'un jour à 12 ans?

(Indiquer séparément le montant des frais de layettes et de vêtures et la dépense moyenne résultant du séjour des enfants à l'hospice.)

QUESTION N° 13. — L'hospice subvient-il seul aux dépenses intérieures et donne-t-il satisfaction complète aux besoins des enfants, principalement en ce qui concerne le service des layettes et des vêtures?

QUESTION N° 14. — Quel est le nombre des vêtures délivrées en sus de la layette (d'un jour à 12 ans).

QUESTION N° 15, § 1er. — Le département contribue-t-il aux dépenses intérieures?

§ 2. — Pour quelle somme?

QUESTION N° 16. — Quel serait le surcroît de dépense nécessaire pour délivrer une vêture chaque année jusqu'à 12 ans?

QUESTION N° 17, § 1er. — Les enfants sont-ils exactement inscrits à la mairie?

§ 2. — A-t-on reconnu que des enfants inscrits à l'état civil par les soins de l'hospice dépositaire l'auraient été déjà antérieurement à leur admission?

Dans ce cas pourrait-on en indiquer le nombre?

QUESTION N° 18. — Établir la proportion de la mortalité (année 1858), pour les enfants trouvés et abandonnés, comparativement aux résultats constatés en ce qui concerne,

1° Les enfants secourus temporairement;

2° Les enfants légitimes non abandonnés.

QUESTION N° 19. — La commission hospitalière exerce-t-elle exactement la tutelle légale? (Loi du 15 pluviôse an XIII.)

QUESTION N° 20, § 1er. — Existe-t-il un inspecteur du service dans le département et depuis quelle époque?

§ 2. — Quel est son traitement?

§ 3. — Quels sont ses frais de tournée?

QUESTION N° 21. — L'inspecteur exerce-t-il la tutelle conjointement avec l'administration hospitalière?

QUESTION N° 22. — Les résultats de l'inspection départementale sont-ils satisfaisants?

QUESTION N° 23. — L'inspecteur départemental visite-t-il régulièrement les enfants au domicile des nourrices ou des patrons?

QUESTION N° 24, § 1er. — Est-il placé des enfants dans des colonies agricoles, et, dans ce cas, quels sont les résultats obtenus?

§ 2. — Au point de vue agricole surtout, comment apprécierait-on, dans le département, la mesure qui consisterait à envoyer en Algérie les enfants assistés de France?

QUESTION N° 25, § 1er. — Quel est le nombre des enfants de 12 à 21 ans?

§ 2. — Quelle est, en général, leur situation dans les familles où ils sont placés? S'établit-il des rapports d'affection entre eux et elles?

Par quels moyens ces rapports pourraient-ils être améliorés?

QUESTION N° 26, § 1er. — Leur est-il alloué un salaire proportionné à leur travail?

§ 2. — Vers quel âge?

§ 3. — Réalisent-ils quelques économies et comment sont-elles placées?

§ 4. — Existe-t-il des contrats d'apprentissage?

QUESTION N° 27, § 1er. — Le département accorde-t-il des secours aux enfants conservés par leurs mères?

§ 2. — Quelle en est la quotité?

§ 3. — Quelle en est la durée?

§ 4. — Devraient-ils être augmentés ou prolongés?

§ 5. — Quelles seraient, dans ce cas, les dépenses nécessaires?

QUESTION N° 28, § 1er. — Peut-on indiquer le nombre des élèves des hospices qui sont placés, par suite de condamnations, dans les bagnes, les maisons centrales, les prisons ou les établissements correctionnels?

(Séparer les individus adultes des individus majeurs.)

§ 2. — Même question pour les filles élèves des hospices qui seraient placées dans des maisons de prostitution.

QUESTION N° 29. — Les secours temporaires produisent-ils de bons effets au point de vue :

1° Du mariage de la mère ?
2° De son retour à une conduite meilleure ?
3° De la légitimation de l'enfant ?
4° De la diminution des expositions et des abandons ?
5° De la mortalité ?
6° De la réduction de dépense ?

QUESTION N° 30. — *Recrutement militaire.* Quel est le nombre des élèves des hospices qui ont pris part au tirage de la classe de 1858 ? — Combien ont été reconnus propres au service militaire ? Combien ont été déduits du contingent ? — Combien ont été exemptés pour infirmités ou faiblesse de constitution ? Combien pour une des autres causes prévues par la loi ?

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 1 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU A.

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES AU 31 DÉCEMBRE 1859.

GARÇONS.

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
Ain	A l'hospice	//	8	//	8			
	A la campagne	7	439	12		458		466
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aisne	A l'hospice	16	42	24	82			
	A la campagne	121	98	72		291		373
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Allier	A l'hospice	12	4	9	25			
	A la campagne	285	44	76		405		430
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (Basses-)	A l'hospice	//	//	//	//			
	A la campagne	17	17	13		47		47
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (Htes-)	A l'hospice	//	//	1	1			
	A la campagne	5	16	17		38		39
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ardèche	A l'hospice	//	//	//	//			
	A la campagne	57	92	11		160		160
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ardennes	A l'hospice	2	5	4	11			
	A la campagne	111	27	17		155		166
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ariége	A l'hospice	//	//	//	//			
	A la campagne	55	36	20		111		111
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aube	A l'hospice	//	1	//	1			
	A la campagne	99	25	16		140		146
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	4	1	//			5	
Aude	A l'hospice	2	10	7	19			
	A la campagne	64	239	10		313		332
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aveyron	A l'hospice	7	1	3	11			
	A la campagne	136	20	23		179		190
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
	A reporter	1,000	1,125	335	158	2,297	5	2,460

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	1,000	1,125	335	158	2,297	5	2,460
Bouches-du-Rhône.	A l'hospice.....	45	20	8	73			1,395
	A la campagne.....	1,276	23	16		1,315		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	7	//	//			7	
Calvados.....	A l'hospice.....	58	26	13	97			737
	A la campagne.....	555	72	13		640		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Cantal.....	A l'hospice.....	15	1	//	16			134
	A la campagne.....	112	4	2		118		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Charente....	A l'hospice.....	11	//	2	13			520
	A la campagne.....	465	19	21		505		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	//			2	
Charente-Inférieure.	A l'hospice.....	9	2	//	11			327
	A la campagne.....	283	10	21		314		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	//			2	
Cher.....	A l'hospice.....	43	8	9	60			356
	A la campagne.....	273	15	8		296		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corrèze.....	A l'hospice.....	2	1	3	6			170
	A la campagne.....	76	33	55		164		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corse.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			317
	A la campagne.....	290	15	12		317		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Côte-d'Or....	A l'hospice.....	8	2	2	12			414
	A la campagne.....	291	40	71		402		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Côtes-du-Nord.	A l'hospice.....	5	5	3	13			657
	A la campagne.....	530	46	68		644		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Creuse.....	A l'hospice.....	13	3	3	19			214
	A la campagne.....	147	10	38		195		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Dordogne....	A l'hospice.....	15	1	1	17			718
	A la campagne.....	663	19	16		698		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	3	//	//			3	
Doubs.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			102
	A la campagne.....	5	34	37		76		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	7	17			26	
	A reporter.....	6,206	1,541	774	495	7,981	45	8,521

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	6,206	1,541	774	495	7,981	45	8,521
Drôme.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	181	95	22		298		298
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Eure.....	A l'hospice.....	2	//	1	3			
	A la campagne.....	168	34	17		219		223
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Eure-et-Loir..	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	34	16	7		57		119
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	39	//	23			62	
Finistère....	A l'hospice.....	8	1	4	13			
	A la campagne.....	803	56	120		979		992
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gard.....	A l'hospice.....	6	2	3	11			
	A la campagne.....	228	62	5		295		310
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	2			4	
Garonne (Hte-)	A l'hospice.....	6	10	6	22			
	A la campagne.....	363	52	22		437		459
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gers.....	A l'hospice.....	2	2	1	5			
	A la campagne.....	76	38	14		128		133
	Dans des colonies agricoles ou des orpehlinats...	//	//	//			//	
Gironde.....	A l'hospice.....	41	19	7	67			
	A la campagne.....	613	458	43		1,114		1,197
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	12	2	2			16	
Hérault.....	A l'hospice.....	3	5	6	14			
	A la campagne.....	134	139	13		286		300
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Ille-et-Vilaine.	A l'hospice.....	2	2	3	7			
	A la campagne.....	23	31	18		72		79
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Indre.....	A l'hospice.....	2	9	16	27			
	A la campagne.....	16	49	73		138		166
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Indre-et-Loire.	A l'hospice.....	5	2	2	9			
	A la campagne.....	200	30	25		255		264
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Isère.....	A l'hospice.....	4	1	1	6			
	A la campagne.....	105	74	70		249		255
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	9,284	2,730	1,302	679	12,508	129	13,316

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	9,284	2,730	1,302	679	12,508	129	13,316
Jura.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	33	59	134		226		226
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Landes.....	A l'hospice.....	13	1	1	15			
	A la campagne.....	434	30	50		514		529
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loir-et-Cher..	A l'hospice.....	1	//	//	1			
	A la campagne.....	197	42	53		292		293
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loire.....	A l'hospice.....	21	//	1	22			
	A la campagne.....	466	27	6		499		521
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loire (Haute-).	A l'hospice.....	1	//	//	1			
	A la campagne.....	117	14	23		154		155
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loire-Infér^re..	A l'hospice.....	34	41	15	90			
	A la campagne.....	126	113	23		262		352
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loiret.....	A l'hospice.....	52	13	13	78			
	A la campagne.....	180	15	8		203		281
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lot.....	A l'hospice.....	2	2	1	5			
	A la campagne.....	52	17	21		90		95
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lot-et-Garonne	A l'hospice.....	4	18	5	27			
	A la campagne.....	8	16	10		34		61
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lozère.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	182	72	19		273		273
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Maine-et-Loire	A l'hospice.....	16	11	5	32			
	A la campagne.....	329	312	30		671		703
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Manche.....	A l'hospice.....	23	17	2	42			
	A la campagne.....	489	96	7		592		634
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Marne.....	A l'hospice.....	9	5	2	16			
	A la campagne.....	180	54	14		248		264
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	12,253	3,705	1,745	1,008	16,566	129	17,703

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	12,253	3,705	1,745	1,008	16,566	129	17,703
Marne (Haute-)	A l'hospice.....	1	4	1	6			
	A la campagne.....	177	20	42		239		269
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	24			24	
Mayenne.....	A l'hospice.....	16	9	7	32			
	A la campagne.....	335	53	26		414		446
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meurthe.....	A l'hospice.....	12	53	23	88			
	A la campagne.....	41	103	136		280		368
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meuse.....	A l'hospice.....	7	5	8	20			
	A la campagne.....	114	39	70		223		243
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Morbihan....	A l'hospice.....	12	4	5	21			
	A la campagne.....	163	52	46		261		282
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Moselle.....	A l'hospice.....	1	10	12	23			
	A la campagne.....	11	69	30		110		134
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	//			1	
Nièvre.....	A l'hospice.....	4	//	3	7			
	A la campagne.....	141	12	30		183		190
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Nord.....	A l'hospice.....	//	16	20	36			
	A la campagne.....	12	149	80		241		279
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	2			2	
Oise.....	A l'hospice.....	11	29	22	62			
	A la campagne.....	22	31	14		67		146
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	4	13	//			17	
Orne.....	A l'hospice.....	//	2	//	2			
	A la campagne.....	281	33	21		335		337
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pas-de-Calais..	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	2	104	46		152		156
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	2	2			4	
Puy-de-Dôme.	A l'hospice.....	13	6	1	20			
	A la campagne.....	315	26	4		345		365
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées (B.-).	A l'hospice.....	2	3	7	12			
	A la campagne.....	52	21	17		90		102
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	14,002	4,574	2,444	1,337	19,506	177	21,020

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	14,002	4,574	2,444	1,337	19,506	177	21,020
Pyrénées (Htes-)	A l'hospice.....	10	//	//	10			
	A la campagne.....	172	40	31		243		253
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées-Orientales.	A l'hospice.....	10	8	13	31			
	A la campagne.....	185	5	3		193		224
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Rhin (Bas-)...	A l'hospice.....	1	8	1	10			
	A la campagne.....	22	294	178		494		535
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	18	13			31	
Rhin (Haut-).	A l'hospice.....	//	7	4	11			
	A la campagne.....	5	140	270		415		428
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	2			2	
Rhône.....	A l'hospice.....	3	2	1	6			
	A la campagne.....	431	2,438	29		2,898		2,904
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Saône (Haute-)	A l'hospice.....	//	2	14	16			
	A la campagne.....	5	22	84		111		127
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Saône-et-Loire.	A l'hospice.....	6	3	1	10			
	A la campagne.....	505	46	46		597		607
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Sarthe.....	A l'hospice.....	7	3	1	11			
	A la campagne.....	260	242	26		528		539
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine.....	A l'hospice.....	8	75	19	102			
	A la campagne.....	635	5,732	397		6,764		6,989
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	123	//			123	
Seine-Infér^re..	A l'hospice.....	12	13	3	28			
	A la campagne.....	334	214	29		577		605
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Marne	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	99	69	19		187		187
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Oise.	A l'hospice.....	//	8	2	10			
	A la campagne.....	37	88	33		158		169
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	//			1	
Sèvres (Deux-).	A l'hospice.....	12	1	//	13			
	A la campagne.....	488	15	6		509		529
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	6	//	1			7	
	A reporter.....	17,255	14,191	3,670	1,595	33,180	341	35,116

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES AU 31 DÉCEMBRE 1859.

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	17,255	14,191	3,670	1,595	33,180	341	35,116
Somme.....	A l'hospice.....	4	5	//	9			
	A la campagne.....	115	123	65		303		313
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Tarn.....	A l'hospice.....	//	8	//	8			
	A la campagne.....	6	63	7		76		84
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Tarn-et-Garonne.	A l'hospice.....	3	4	1	8			
	A la campagne.....	42	8	5		55		63
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats ..	//	//	//			//	
Var.....	A l'hospice.....	19	9	8	36			
	A la campagne.....	315	51	//		366		402
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vaucluse.....	A l'hospice.....	//	1	//	1			
	A la campagne.....	62	203	5		270		271
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vendée.....	A l'hospice.....	7	4	//	11			
	A la campagne.....	240	27	2		269		280
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vienne.....	A l'hospice.....	18	13	4	35			
	A la campagne.....	234	266	5		505		582
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	24	17	1			42	
Vienne (IIe-).	A l'hospice.....	5	1	2	8			
	A la campagne.....	456	23	39		518		526
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vosges.....	A l'hospice.....	//	5	16	21			
	A la campagne.....	2	53	142		197		218
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Yonne.....	A l'hospice.....	1	2	1	4			
	A la campagne.....	129	54	46		229		233
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	Totaux.....	18,937	15,131	4,020	1,736	35,968	384	
	Total général.....	38,088			38,088			38,088

ENQUÊTE GÉNÉRALE de 1860.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU B.

Question n° 1 du formulaire du 17 avril.

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES AU 31 DÉCEMBRE 1859.

FILLES.

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
Ain	A l'hospice	//	5	1	6			
	A la campagne	8	397	22		427		433
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aisne	A l'hospice	19	50	27	96			
	A la campagne	130	104	55		289		385
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Allier	A l'hospice	43	12	14	69			
	A la campagne	309	39	61		409		478
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (Basses)	A l'hospice	1	//	//	1			
	A la campagne	14	27	10		51		52
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (H^tes-)	A l'hospice	//	1	//	1			
	A la campagne	//	21	15		36		38
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	1	//			1	
Ardèche	A l'hospice	//	//	//	//			
	A la campagne	46	63	11		120		120
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ardennes	A l'hospice	4	2	1	7			
	A la campagne	123	24	21		168		175
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ariége	A l'hospice	1	1	1	3			
	A la campagne	65	23	25		113		116
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aube	A l'hospice	2	1	//	3			
	A la campagne	122	36	11		169		172
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aude	A l'hospice	5	16	7	28			
	A la campagne	57	209	3		269		299
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	2			2	
Aveyron	A l'hospice	4	1	3	8			
	A la campagne	94	39	30		163		171
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
	A reporter	1,047	1,072	320	222	2,214	3	2,439

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	1,047	1,072	320	222	2,214	3	2,439
Bouches-du-Rhône.	A l'hospice.....	64	12	8	84			
	A la campagne.....	1,264	16	7		1,287		1,371
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Calvados....	A l'hospice.....	19	15	7	41			
	A la campagne.....	649	68	14		731		772
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Cantal.....	A l'hospice.....	6	2	//	8			
	A la campagne.....	122	1	8		131		139
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Charente....	A l'hospice.....	4	2	1	7			
	A la campagne.....	464	17	13		494		501
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Charente-Infre.	A l'hospice.....	5	1	1	7			
	A la campagne.....	263	17	18		298		305
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Cher.....	A l'hospice.....	36	8	13	57			
	A la campagne.....	297	7	6		310		367
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corrèze.....	A l'hospice.....	1	//	2	3			
	A la campagne.....	111	36	72		219		222
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corse.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	272	11	22		305		305
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Côte-d'Or....	A l'hospice.....	12	1	6	19			
	A la campagne.....	287	45	47		379		398
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Côtes-du-Nord.	A l'hospice.....	12	2	13	27			
	A la campagne.....	562	40	43		645		672
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Creuse.....	A l'hospice.....	6	//	2	8			
	A la campagne.....	162	12	37		211		219
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Dordogne....	A l'hospice.....	42	1	//	43			
	A la campagne.....	907	11	17		935		978
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Doubs.....	A l'hospice.....	//	3	8	11			
	A la campagne.....	3	26	60		89		100
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
	A reporter.....	6,617	1,426	745	537	8,248	3	8,788

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	6,617	1,426	745	537	8,248	3	8,788
Drôme.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	176	70	14		260		265
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	5			5	
Eure.....	A l'hospice.....	2	1	1	4			
	A la campagne.....	186	31	15		232		238
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	1	1	//			2	
Eure et-Loir..	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	57	8	5		70		101
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	16	//	15			31	
Finistère....	A l'hospice.....	6	3	4	13			
	A la campagne.....	847	32	97		976		989
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gard.....	A l'hospice.....	5	1	//	6			
	A la campagne.....	245	56	2		303		309
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Garonne (H^te-).	A l'hospice.....	7	6	8	21			
	A la campagne.....	331	30	24		385		406
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gers.....	A l'hospice.....	5	1	//	6			
	A la campagne.....	68	36	11		115		121
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gironde.....	A l'hospice.....	16	15	8	39			
	A la campagne.....	672	493	34		1,199		1,260
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	16	6	//			22	
Hérault.....	A l'hospice.....	1	9	2	12			
	A la campagne.....	143	139	15		297		309
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Ille-et-Vilaine.	A l'hospice.....	5	2	2	9			
	A la campagne.....	33	28	16		77		86
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Indre.....	A l'hospice.....	2	10	15	27			
	A la campagne.....	14	51	70		135		163
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Indre et-Loire.	A l'hospice.....	4	//	//	4			
	A la campagne.....	244	34	19		297		301
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Isère.....	A l'hospice.....	3	1	4	8			
	A la campagne.....	115	89	63		267		275
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
	A reporter.....	9,837	2,579	1,195	686	12,861	64	13,611

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	9,837	2,579	1,195	686	12,861	64	13,611
Jura.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	26	58	121		205		218
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	3	10			13	
Landes.....	A l'hospice.....	15	1	3	19			
	A la campagne.....	427	37	42		506		525
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loir-et-Cher..	A l'hospice.....	1	//	//	1			
	A la campagne.....	242	53	56		351		362
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	10			10	
Loire.....	A l'hospice.....	12	//	1	13			
	A la campagne.....	458	40	7		505		520
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	1	1			2	
Loire (Haute-).	A l'hospice.....	1	//	//	1			
	A la campagne.....	105	18	27		150		151
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loire-Infér^re..	A l'hospice.....	36	40	13	89			
	A la campagne.....	115	156	22		293		382
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Loiret.....	A l'hospice.....	47	13	8	68			
	A la campagne.....	228	16	7		251		319
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Lot.....	A l'hospice.....	2	4	1	7			
	A la campagne.....	46	13	11		70		77
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Lot-et-Garonne	A l'hospice.....	8	15	5	28			
	A la campagne.....	7	17	4		28		56
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lozère.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	161	69	14		244		244
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Maine-et-Loire	A l'hospice.....	14	4	1	19			
	A la campagne.....	318	341	18		677		696
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Manche.....	A l'hospice.....	22	9	8	39			
	A la campagne.....	573	96	15		684		723
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats. .	//	//	//			//	
Marne.....	A l'hospice.....	4	5	//	9			
	A la campagne.....	203	56	14		273		282
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	12,908	3,644	1,614	979	17,098	89	18,166

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	12,908	3,644	1,614	979	17,098	89	18,166
Marne (Hte-).	A l'hospice.....	2	1	2	5			
	A la campagne.....	175	12	37		224		255
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	26			26	
Mayenne....	A l'hospice.....	21	11	5	37			
	A la campagne.....	368	43	33		444		481
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meurthe....	A l'hospice.....	10	46	18	74			
	A la campagne.....	26	88	143		257		331
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meuse.....	A l'hospice.....	6	3	7	16			
	A la campagne.....	114	30	58		202		218
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Morbihan....	A l'hospice.....	4	1	2	7			
	A la campagne.....	198	34	47		279		286
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Moselle.....	A l'hospice.....	//	6	3	9			
	A la campagne.....	6	75	34		115		124
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Nièvre.....	A l'hospice.....	//	//	1	1			
	A la campagne.....	167	4	30		201		202
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Nord.....	A l'hospice.....	//	15	10	25			
	A la campagne.....	12	136	54		202		228
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	//			1	
Oise.....	A l'hospice.....	6	18	21	45			
	A la campagne.....	36	37	23		96		150
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	9	//			9	
Orne.....	A l'hospice.....	1	1	//	2			
	A la campagne.....	326	30	13		369		374
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	2			3	
Pas-de-Calais.	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	3	86	38		127		131
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	1	3	//			4	
Puy-de-Dôme.	A l'hospice.....	11	3	//	14			
	A la campagne.....	309	33	3		345		359
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées (B.-).	A l'hospice.....	3	2	10	15			
	A la campagne.....	57	23	19		99		114
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	14,770	4,396	2,253	1,229	20,058	132	21,419

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	14,770	4,396	2,253	1,229	20,058	132	21,419
Pyrénées (Htes)	A l'hospice.....	8	//	//	8			
	A la campagne.....	162	38	28		228		236
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées-Orientales.	A l'hospice.....	18	7	4	29			
	A la campagne.....	306	10	4		320		353
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	4			4	
Rhin (Bas-)	A l'hospice.....	2	6	3	11			
	A la campagne.....	24	294	177		495		506
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Rhin (Haut-)	A l'hospice.....	//	6	3	9			
	A la campagne.....	4	94	247		345		426
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	23	49			72	
Rhône	A l'hospice.....	1	3	//	4			
	A la campagne.....	403	2,351	16		2,770		2,774
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Saône (Haute-)	A l'hospice.....	//	4	18	22			
	A la campagne.....	5	22	57		84		107
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Saône-et-Loire	A l'hospice.....	10	3	1	14			
	A la campagne.....	525	42	59		626		643
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	3	//	//			3	
Sarthe	A l'hospice.....	3	8	//	11			
	A la campagne.....	267	234	26		527		538
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Seine	A l'hospice.....	6	53	8	67			
	A la campagne.....	659	5,658	351		6,668		6,797
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	62	//			62	
Seine-Infér^re	A l'hospice.....	11	16	5	32			
	A la campagne.....	418	199	16		633		665
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Marne	A l'hospice.....	//	7	6	13			
	A la campagne.....	109	76	20		205		218
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Oise	A l'hospice.....	1	7	3	11			
	A la campagne.....	32	74	22		128		169
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	21	7			30	
Sèvres (Deux-)	A l'hospice.....	11	//	//	11			
	A la campagne.....	458	12	5		475		486
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	18,218	13,726	3,393	1,471	33,562	304	35,337

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉES.	ENFANTS ABANDONNÉES.	ORPHELINES.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	18,218	13,726	3,393	1,471	33,562	304	35,337
Somme.....	A l'hospice.....	5	8	//	13			306
	A la campagne.....	123	118	52		293		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Tarn.....	A l'hospice.....	//	5	//	5			76
	A la campagne.....	7	58	6		71		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Tarn-et-Garonne.	A l'hospice.....	9	1	//	10			92
	A la campagne.....	58	10	14		82		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Var.....	A l'hospice.....	30	8	9	47			418
	A la campagne.....	306	57	8		371		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vaucluse....	A l'hospice.....	//	1	1	2			295
	A la campagne.....	72	217	4		293		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vendée.....	A l'hospice.....	3	1	1	5			326
	A la campagne.....	298	22	1		321		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vienne.....	A l'hospice.....	20	6	1	27			596
	A la campagne.....	275	278	7		560		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	7	2	//			9	
Vienne (Hte-).	A l'hospice.....	7	1	4	12			533
	A la campagne.....	449	23	31		503		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	10	1	7			18	
Vosges.....	A l'hospice.....	//	7	28	35			223
	A la campagne.....	1	49	120		170		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	4	14			18	
Yonne.....	A l'hospice.....	19	12	1	32			230
	A la campagne.....	137	21	16		174		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	17	4	3			24	
	TOTAUX.....	20,071	14,640	3,721	1,659	36,400	373	38,432
	TOTAL GÉNÉRAL.....	38,432			38,432			

ENFANTS ASSISTÉS.

Question n° 1 du formulaire du 17 avril.

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES AU 31 DÉCEMBRE 1859.

SEXES RÉUNIS.

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
Ain	A l'hospice	//	13	1	14			
	A la campagne	15	836	34		885		899
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aisne	A l'hospice	35	92	51	178			
	A la campagne	251	202	127		580		758
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Allier	A l'hospice	55	16	23	94			
	A la campagne	594	83	137		814		908
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (Basses-)	A l'hospice	1	//	//	1			
	A la campagne	31	44	23		98		99
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Alpes (Hautes-)	A l'hospice	//	1	1	2			
	A la campagne	5	37	32		74		77
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	1	//			1	
Ardèche	A l'hospice	//	//	//	//			
	A la campagne	103	155	22		280		280
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ardennes	A l'hospice	6	7	5	18			
	A la campagne	234	51	38		323		341
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Ariége	A l'hospice	1	1	1	3			
	A la campagne	120	59	45		224		227
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
Aube	A l'hospice	2	2	//	4			
	A la campagne	221	61	27		309		318
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	4	1	//			5	
Aude	A l'hospice	7	26	14	47			
	A la campagne	121	448	13		582		631
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	2			2	
Aveyron	A l'hospice	11	2	6	19			
	A la campagne	230	59	53		342		361
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats	//	//	//			//	
	A reporter	2,047	2,197	655	380	4,511	8	4,899

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	2,047	2,197	655	380	4,511	8	4,899
Bouches-du-Rhône.	A l'hospice.....	109	32	16	157			2,766
	A la campagne.....	2,540	39	23		2,602		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	7	//	//			7	
Calvados....	A l'hospice.....	77	41	20	138			1,509
	A la campagne.....	1,204	140	27		1,371		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Cantal.....	A l'hospice.....	21	3	//	24			273
	A la campagne.....	234	5	10		249		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Charente....	A l'hospice.....	15	2	3	20			1,021
	A la campagne.....	929	56	34		999		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	//			2	
Charente-Infre.	A l'hospice.....	14	3	1	18			632
	A la campagne.....	546	27	39		612		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	//			2	
Cher.....	A l'hospice.....	79	16	22	117			723
	A la campagne.....	570	22	14		606		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corrèze.....	A l'hospice.....	3	1	5	9			392
	A la campagne.....	187	69	127		383		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Corse.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			622
	A la campagne.....	562	26	34		622		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Côte-d'Or....	A l'hospice.....	20	3	8	31			812
	A la campagne.....	578	85	118		781		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Côtes-du-Nord	A l'hospice.....	17	7	16	40			1,329
	A la campagne.....	1,092	86	111		1,289		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Creuse.....	A l'hospice.....	19	3	5	27			433
	A la campagne.....	309	22	75		406		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Dordogne....	A l'hospice.....	57	2	1	60			1,696
	A la campagne.....	1,570	30	33		1,633		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	3	//	//			3	
Doubs.....	A l'hospice.....	//	3	8	11			202
	A la campagne.....	8	60	97		165		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	7	17			26	
	A reporter.....	12,823	2,967	1,519	1,032	16,229	48	17,309

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	12,823	2,967	1,519	1,032	16,229	48	17,309
Drôme.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	357	165	36		558		563
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	5			5	
Eure.....	A l'hospice.....	4	1	2	7			
	A la campagne.....	354	65	32		451		461
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	1	1	1			3	
Eure-et-Loir..	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	91	24	12		127		220
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	55	//	38			93	
Finistère.....	A l'hospice.....	14	4	8	26			
	A la campagne.....	1,650	88	217		1,955		1,981
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gard.....	A l'hospice.....	11	3	3	17			
	A la campagne.....	473	118	7		598		619
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	//	2			4	
Garonne (Hte-)	A l'hospice.....	13	16	14	43			
	A la campagne.....	694	82	46		822		865
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gers.....	A l'hospice.....	7	3	1	11			
	A la campagne.....	144	74	25		243		254
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Gironde.....	A l'hospice.....	57	34	15	106			
	A la campagne.....	1,285	951	77		2,313		2,457
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	28	8	2			38	
Hérault.....	A l'hospice.....	4	14	8	26			
	A la campagne.....	277	278	28		583		609
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Ille-et-Vilaine.	A l'hospice.....	7	4	5	16			
	A la campagne.....	56	59	34		149		165
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Indre.....	A l'hospice.....	4	19	31	54			
	A la campagne.....	30	100	143		273		329
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	2			2	
Indre-et-Loire.	A l'hospice.....	9	2	2	13			
	A la campagne.....	444	64	44		552		565
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Isère.....	A l'hospice.....	7	2	5	14			
	A la campagne.....	220	163	133		516		530
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	19,121	5,309	2,497	1,365	25,369	193	26,927

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	19,121	5,309	2,497	1,365	25,369	193	26,927
Jura.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	59	117	255		431		444
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	3	10			13	
Landes.....	A l'hospice.....	28	2	4	34			
	A la campagne.....	861	67	92		1,020		1,054
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loir-et-Cher..	A l'hospice.....	2	//	//	2			
	A la campagne.....	439	95	109		643		655
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	10			10	
Loire.....	A l'hospice.....	33	//	2	35			
	A la campagne.....	924	67	13		1,004		1,041
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	1			2	
Loire (Haute-)	A l'hospice.....	2	//	//	2			
	A la campagne.....	222	32	50		304		306
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Loire-Inférre.	A l'hospice.....	70	81	28	179			
	A la campagne.....	241	269	45		555		734
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Loiret.....	A l'hospice.....	99	26	21	146			
	A la campagne.....	408	31	15		454		600
	Dans des colonies agricoles et des orphelinats...	//	//	//			//	
Lot.....	A l'hospice.....	4	6	2	12			
	A la campagne.....	98	30	32		160		172
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lot-et-Garonne	A l'hospice.....	12	33	10	55			
	A la campagne.....	15	33	14		62		117
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Lozère.....	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	343	141	33		517		517
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Maine-et-Loire	A l'hospice.....	30	15	6	51			
	A la campagne.....	647	653	48		1,348		1,399
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Manche.....	A l'hospice.....	45	26	10	81			
	A la campagne.....	1,062	192	22		1,276		1,357
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Marne.....	A l'hospice.....	13	10	2	25			
	A la campagne.....	383	110	28		521		546
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	25,161	7,349	3,359	1,987	33,664	218	35,869

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	25,161	7,349	3,359	1,987	33,664	218	35,869
Marne (Haute-)	A l'hospice.....	3	5	3	11			
	A la campagne.....	352	32	79		463		524
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	50			50	
Mayenne....	A l'hospice.....	37	20	12	69			
	A la campagne.....	703	96	59		858		927
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meurthe.....	A l'hospice.....	22	99	41	162			
	A la campagne.....	67	191	279		537		699
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Meuse.....	A l'hospice.....	13	8	15	36			
	A la campagne.....	228	69	128		425		461
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Morbihan....	A l'hospice.....	16	5	7	28			
	A la campagne.....	361	86	93		540		568
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Moselle.....	A l'hospice.....	1	16	15	32			
	A la campagne.....	17	144	64		225		258
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	//			1	
Nièvre.....	A l'hospice.....	4	//	4	8			
	A la campagne.....	308	16	60		384		392
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats..	//	//	//			//	
Nord.....	A l'hospice.....	//	31	30	61			
	A la campagne.....	24	285	134		443		507
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	2			3	
Oise.....	A l'hospice.....	17	47	43	107			
	A la campagne.....	58	68	37		163		296
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	4	22	//			26	
Orne.....	A l'hospice.....	1	3	//	4			
	A la campagne.....	607	63	34		704		711
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	1	2			3	
Pas-de-Calais.	A l'hospice.....	//	//	//	//			
	A la campagne.....	5	190	84		279		287
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	1	5	2			8	
Puy-de-Dôme.	A l'hospice.....	24	9	1	34			
	A la campagne.....	624	59	7		690		724
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées (Bses).	A l'hospice.....	5	5	17	27			
	A la campagne.....	109	44	36		189		216
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
	A reporter.....	28,772	8,970	4,697	2,566	39,564	309	42,439

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	28,772	8,970	4,697	2,566	39,564	309	42,439
Pyrénées (Htes)	A l'hospice.....	18	//	//	18			489
	A la campagne.....	334	78	59		471		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Pyrénées-Orientales.	A l'hospice.....	28	15	17	60			577
	A la campagne.....	491	15	7		513		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	4			4	
Rhin (Bas-)...	A l'hospice.....	3	14	4	21			1,041
	A la campagne.....	46	588	355		989		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	18	13			31	
Rhin (Haut-)...	A l'hospice.....	//	13	7	20			854
	A la campagne.....	9	234	517		760		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	23	51			74	
Rhône.....	A l'hospice.....	4	5	1	10			5,678
	A la campagne.....	834	4,789	45		5,668		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Saône (Haute-)	A l'hospice.....	//	6	32	38			234
	A la campagne.....	10	44	141		195		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Saône-et-Loire	A l'hospice.....	16	6	2	24			1,250
	A la campagne.....	1,030	88	105		1,223		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	3	//	//			3	
Sarthe.....	A l'hospice.....	10	11	1	22			1,077
	A la campagne.....	527	476	52		1,055		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine.....	A l'hospice.....	14	128	27	169			13,786
	A la campagne.....	1,294	11,390	748		13,432		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	185	//			185	
Seine-Infér^re..	A l'hospice.....	23	29	8	60			1,270
	A la campagne.....	752	413	45		1,210		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Marne	A l'hospice.....	//	7	6	13			405
	A la campagne.....	208	145	39		392		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Seine-et-Oise.	A l'hospice.....	1	15	5	21			338
	A la campagne.....	69	162	55		286		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	2	22	7			31	
Sèvres (Deux-)	A l'hospice.....	23	1	//	24			1,015
	A la campagne.....	946	27	11		984		
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	6	//	1			7	
	A reporter.....	35,473	27,917	7,063	3,066	66,742	645	70,453

DÉPARTEMENTS.	NATURE DU PLACEMENT.	ENFANTS TROUVÉS.	ENFANTS ABANDONNÉS.	ORPHELINS.	TOTAL à L'HOSPICE.	TOTAL à la CAMPAGNE.	TOTAL dans des COLONIES agricoles ou des orphelinats.	TOTAL GÉNÉRAL.
	Report.....	35,473	27,917	7,063	3,066	66,742	645	70,453
Somme.....	A l'hospice.....	9	13	//	22			
	A la campagne.....	238	241	117		596		619
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	1			1	
Tarn.....	A l'hospice.....	//	13	//	13			
	A la campagne.....	13	121	13		147		160
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Tarn-et-Garonne.	A l'hospice.....	12	5	1	18			
	A la campagne.....	100	18	19		137		155
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Var.....	A l'hospice.....	49	17	17	83			
	A la campagne.....	621	108	8		737		820
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vaucluse....	A l'hospice.....	//	2	1	3			
	A la campagne.....	134	420	9		563		566
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vendée.....	A l'hospice.....	10	5	1	16			
	A la campagne.....	538	49	3		590		606
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	//	//			//	
Vienne.....	A l'hospice.....	38	19	5	62			
	A la campagne.....	509	544	12		1,065		1,178
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	31	19	1			51	
Vienne (H^te^-).	A l'hospice.....	12	2	6	20			
	A la campagne.....	905	46	70		1,021		1,059
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	10	1	7			18	
Vosges.....	A l'hospice.....	//	12	44	56			
	A la campagne.....	3	102	262		367		441
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	//	4	14			18	
Yonne.....	A l'hospice.....	20	14	2	36			
	A la campagne.....	266	75	62		403		463
	Dans des colonies agricoles ou des orphelinats...	17	4	3			24	
	TOTAUX.....	39,008	29,771	7,741	3,395	72,368	757	76,520
	TOTAL GÉNÉRAL.....	76,520			76,520			

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
N° 1 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU D.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

COMPARAISON

DU NOMBRE DE CES ENFANTS AVEC LA POPULATION DE CHAQUE DÉPARTEMENT.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉLÈVES des hospices au 31 décembre 1859.	POPULATION DU DÉPARTEMENT d'après le dénombrement quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	RANG QU'OCCUPE le département dans le tableau E (A).	OBSERVATIONS.
		habitants.			
Ain	899	370,919	412 hab.	N° 20	(A) Le n° 1 est attribué au département qui compte le plus grand nombre d'enfants, eu égard à sa population, et le n° 86 à celui qui en compte le moins.
Aisne	758	555,539	732	49	
Allier	908	352,241	387	17	
Alpes (Basses-)	99	149,670	1,511	76	
Alpes (Hautes-)	77	129,556	1,682	78	
Ardèche	280	385,835	1,377	73	
Ardennes	341	322,138	944	64	
Ariége	227	251,318	1,107	68	
Aube	318	261,673	822	55	
Aude	631	282,833	448	24	
Aveyron	361	393,890	1,091	67	
Bouches-du-Rhône	2,766	473,365	171	3	
Calvados	1,509	478,397	317	11	
Cantal	273	247,665	907	61	
Charente	1,021	378,721	370	14	
Charente-Inférieure	632	474,828	751	50	
Cher	723	314,844	435	22	
Corrèze	392	314,982	803	53	
Corse	622	240,183	386	16	
Côte-d'Or	812	385,131	474	28	
Côtes-du-Nord	1,329	621,573	467	27	
Creuse	433	278,889	644	43	
Dordogne	1,696	504,651	297	8	
Doubs	202	286,888	1,420	74	
Drôme	563	324,760	577	37	
Eure	461	404,665	878	60	
Eure-et-Loir	220	291,074	1,323	70	
Finistère	1,981	606,552	306	10	
Gard	619	419,697	678	47	
Garonne (Haute-)	865	481,247	556	34	
Gers	254	304,497	1,199	69	
Gironde	2,457	640,757	261	4	
Hérault	609	400,424	658	44	
Ille-et-Vilaine	165	580,898	3,520	86	
Indre	329	273,479	831	56	
Indre-et-Loire	565	318,442	563	35	
Isère	530	576,637	1,088	66	
Jura	444	296,701	668	46	
Landes	1,054	309,832	294	7	
Loir-et-Cher	655	264,043	403	19	
A reporter	29,080	14,949,434	//	//	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉLÈVES des hospices au 31 décembre 1859.	POPULATION DU DÉPARTEMENT d'après le dénombrement quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	RANG QU'OCCUPE le département dans le tableau E.	OBSERVATIONS.
		habitants.			
Report.....	29,080	14,949,434	//	//	
Loire.....	1,041	505,260	485 hab.	N° 30	
Loire (Haute-).....	306	300,994	984	65	
Loire-Inférieure.....	734	555,996	757	51	
Loiret.....	600	345,115	575	36	
Lot.....	172	293,733	1,708	79	
Lot-et-Garonne.....	117	340,041	2,906	85	
Lozère.....	517	140,819	272	5	
Maine-et-Loire.....	1,399	524,387	374	15	
Manche.....	1,357	595,202	439	23	
Marne.....	546	372,050	681	48	
Marne (Haute-).....	524	256,512	489	31	
Mayenne.....	927	373,841	403	18	
Meurthe.....	699	424,373	607	41	
Meuse.....	461	305,727	663	45	
Morbihan.....	568	473,932	834	58	
Moselle.....	258	451,152	1,710	80	
Nièvre.....	392	326,086	832	57	
Nord.....	507	1,212,353	2,391	83	
Oise.....	296	396,085	1,338	72	
Orne.....	711	430,127	605	39	
Pas-de-Calais.....	287	712,846	2,483	84	
Puy-de-Dôme.....	724	590,062	815	54	
Pyrénées (Basses-).....	216	436,442	2,020	81	
Pyrénées (Hautes-).....	489	245,856	503	32	
Pyrénées-Orientales.....	577	183,056	317	12	
Rhin (Bas-).....	1,041	563,855	541	33	
Rhin (Haut-).....	854	499,442	584	38	
Rhône.....	5,678	625,991	110	1	
Saône (Haute-).....	234	312,397	1,335	71	
Saône-et-Loire.....	1,250	575,018	460	25	
Sarthe.....	1,077	467,193	433	21	
Seine.....	13,786	1,727,419	125	2	
Seine-Inférieure.....	1,270	769,450	606	40	
Seine-et-Marne.....	405	341,382	842	59	
Seine-et-Oise.....	338	484,179	1,432	75	
Sèvres (Deux-).....	1,015	327,846	323	13	
Somme.....	619	566,619	915	62	
Tarn.....	160	354,832	2,217	82	
Tarn-et-Garonne.....	155	234,782	1,514	77	
Var.....	820	371,820	463	26	
Vaucluse.....	566	268,994	475	29	
Vendée.....	606	389,683	643	42	
Vienne.....	1,178	322,585	274	6	
Vienne (Haute-).....	1,059	319,787	302	9	
Vosges.....	441	405,708	920	63	
Yonne.....	463	368,901	796	52	
TOTAUX.....	76,520	36,039,364	471	//	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 1 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU E.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

LISTE DES DÉPARTEMENTS

CLASSÉS SUIVANT LE NOMBRE DÉCROISSANT DES ÉLÈVES DES HOSPICES COMPARÉ A LA POPULATION.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur
1	Rhône	110 hab.	44	Hérault	658 hab.
2	Seine	125	45	Meuse	663
3	Bouches-du-Rhône	171	46	Jura	668
4	Gironde	261	47	Gard	678
5	Lozère	272	48	Marne	681
6	Vienne	274	49	Aisne	732
7	Landes	294	50	Charente-Inférieure	751
8	Dordogne	297	51	Loire-Inférieure	757
9	Vienne (Haute-)	302	52	Yonne	796
10	Finistère	306	53	Corrèze	803
11	Calvados	317	54	Puy-de-Dôme	815
12	Pyrénées-Orientales	317	55	Aube	822
13	Deux-Sèvres	323	36	Indre	831
14	Charente	370	57	Nièvre	832
15	Maine-et-Loire	374	58	Morbihan	834
16	Corse	386	59	Seine-et-Marne	842
17	Allier	387	60	Eure	878
18	Mayenne	403	61	Cantal	907
19	Loir-et-Cher	403	62	Somme	915
20	Ain	412	63	Vosges	920
21	Sarthe	433	64	Ardennes	944
22	Cher	435	65	Loire (Haute-)	984
23	Manche	439	66	Isère	1,088
24	Aude	448	67	Aveyron	1,091
25	Saône-et-Loire	460	68	Ariége	1,107
26	Var	463	69	Gers	1,199
27	Côtes-du-Nord	467	70	Eure-et-Loir	1,323
28	Côte-d'Or	474	71	Saône (Haute-)	1,335
29	Vaucluse	475	72	Oise	1,338
30	Loire	485	73	Ardèche	1,377
31	Marne (Haute-)	489	74	Doubs	1,420
32	Pyrénées (Hautes-)	503	75	Seine-et-Oise	1,432
33	Rhin (Bas-)	541	76	Alpes (Basses-)	1,511
34	Garonne (Haute-)	556	77	Tarn-et-Garonne	1,514
35	Indre-et-Loire	563	78	Alpes (Hautes-)	1,682
36	Loiret	575	79	Lot	1,708
37	Drôme	577	80	Moselle	1,710
38	Rhin (Haut-)	584	81	Pyrénées (Basses-)	2,020
39	Orne	605	82	Tarn	2,217
40	Seine-Inférieure	606	83	Nord	2,391
41	Meurthe	607	84	Pas-de-Calais	2,483
42	Vendée	643	85	Lot-et-Garonne	2,906
43	Creuse	644	86	Ille-et-Vilaine	3,520

ENFANTS ASSISTÉS.

ÉTAT NOMINATIF

DES HOSPICES DÉPOSITAIRES, OUVERTS, MAINTENUS OU SUPPRIMÉS,

DE 1811 A 1860.

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 5 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

ÉTAT NOMINATIF DES HOSPICES DÉPOSITAIRES

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — N° d'ordre.	Sièges des hospices.	POSTÉRIEUREMENT à 1811. — N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — N° d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES — 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
Ain	1	Belley	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	2	Bourg	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aisne	3	Château-Thierry	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	4	Guise	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	5	Laon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	6	Saint-Quentin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	7	Soissons	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Allier	8	Gannat	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	9	Lapalisse	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	10	Montluçon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	11	Moulins	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Alpes (Basses-)	12	Barcelonnette	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	13	Castellanne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	14	Digne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	15	Moustier	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	16	Rieze	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	17	Seyne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	18	Valensole	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	19	Forcalquier	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	20	Mane	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	21	Manosque	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	22	Sisteron	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Alpes (Htes-)	23	Gap	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	24	Embrun	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	25	Briançon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardèche	26	Largentière	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	27	Privas	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	28	Tournon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardennes	29	Mézières	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	30	Rethel	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	31	Sedan	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ariége	32	Foix	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	33	Pamiers	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	34	Saint-Lizier	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

ASSISTÉS.

TABLEAU F.

OUVERTS, MAINTENUS OU SUPPRIMÉS, DE 1811 A 1860.

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																										HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1358.	1859.	1860.			
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	3	6	//	//	1	//	2	1	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	15	15	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. N°s d'ordre.	Siége des hospices.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES POSTÉRIEUREMENT à 1811. N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. N° d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aube.....	35	Bar-sur-Aube....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	36	Nogent-sur-Seine..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	37	Troyes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aude.....	38	Carcassonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	39	Castelnaudary....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	40	Limoux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	41	Narbonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aveyron.....	42	Espalion.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	43	Milhau.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	44	Rodez.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	45	Saint-Affrique....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	46	Villefranche.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Bouches-du-Rhône.	47	Aix.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	48	Arles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	49	Marseille.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Calvados....	50	Bayeux.....	//	//	1	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	51	Caen.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	52	Falaise.....	//	//	2	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	53	Honfleur.....	//	//	3	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	54	Lisieux.....	//	//	4	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	55	Vire.....	//	//	5	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Cantal.....	56	Aurillac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	57	Mauriac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
	58	Saint-Flour.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Charente....	59	Angoulême.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	60	Cognac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	61	Confolens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	62	Ruffec.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Charente-Infre.	63	La Rochelle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	64	Montendre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//
	65	Rochefort.....	//	//	6	1860.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	66	Saintes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	67	Saint-Jean-d'Angely	//	//	7	1860.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Cher.....	68	Bourges.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	69	Saint-Amand.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Corrèze.....	70	Brives.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	71	Meymac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	72	Treignac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter.	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	1	//	1	//	//	//	//	//

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES

1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
//	//	3	6	//	//	1	//	2	1	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	15	15	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	L'hospice de Bar-sur-Aube reçoit, à titre temporaire, les enfants nés dans la maison centrale de Clairvaux.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	A 12 ans, les enfants qui se trouvent encore à la charge de l'hospice dépositaire sont répartis entre les hospices des quatre villes chefs-lieux d'arrondissement.
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	5	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	6	L'hospice de Caen est seul chargé, dans le département, de l'admission et du placement des enfants.
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	4	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
2	3	5	12	2	1	1	1	2	1	2	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	37	37		

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — N° d'ordre.	Siéges des hospices.	POSTÉRIEUREMENT à 1811. — N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — N° d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	1	//	1	//	//	//	//	//
Corrèze..... (Suite.)	73	Tulle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	74	Ussel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	75	Uzerches.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Corse.....	76	Ajaccio.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	77	Bastia.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	78	Bonifacio.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Côte-d'Or....	79	Dijon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Côtes-du-Nord.	80	Dinan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	81	Guingamp.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	82	Lannion.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	83	Loudéac.....	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	84	Saint-Brieuc.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Creuse.....	85	Aubusson.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	86	Bourganeuf.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	87	Guéret.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Dordogne....	88	Bergerac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Mussidan.....	1	1829.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	89	Nontron.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	90	Périgueux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
	91	Riberac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	92	Sarlat.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Doubs.....	93	Besançon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Drôme.....	94	Crest.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	95	Montélimar.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	96	Romans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	97	Valence.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
Eure.....	98	Bernay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	99	Évreux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Eure-et-Loir..	100	Chartres.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	101	Dreux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	102	Châteaudun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	103	Nogent-le-Rotrou..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Finistère....	104	Brest.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	105	Morlaix.....	//	//	8	1857.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	106	Quimper.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	107	Quimperlé..	//	//	9	1857.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter. ..	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	3	//	1	//	2	//	//	//

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES

1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
2	3	5	12	2	1	1	1	2	1	2	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	37	37	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	Des bureaux de charité établis à Calvi, Corte et Sartène contribuent dans ces arrondissements à l'assistance des enfants.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	5	Les hospices de Lannion, Guingamp et Loudéac ne reçoivent que les enfants abandonnés et les orphelins pauvres de leurs arrondissements respectifs.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	4	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
3	4	10	12	4	3	1	1	2	2	2	2	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	58	58	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — Nos d'ordre.	Sièges des hospices.	POSTÉRIEUREMENT à 1811. — Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	3	//	1	//	2	//	//	//
	108	Alais.....	//	//	10	1856	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	109	Le Vigan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gard.....	110	Nîmes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	111	Uzès.....	//	//	11	1857	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	112	Toulouse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Garonne (Hte)	113	Saint-Gaudens....	//	//	12	1848	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	114	Auch.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gers.....	115	Condom.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	116	Lectoure.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gironde.....	117	Bordeaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	118	Agde.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	119	Béziers.....	//	//	13	1849	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	120	Clermont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Hérault.....	121	Le Salvetat.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	122	Lodève.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	123	Montpellier.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	124	Saint-Pons.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	125	Dol.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	126	Fougères.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	127	Montfort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	128	Redon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ille-et-Vilaine.	129	Saint-Malo.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	130	Saint-Servan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	131	Rennes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	132	Vitré.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	133	Issoudun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//
	134	La Châtre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//
Indre.....	135	Le Blanc.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	136	Châteauroux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Indre-et-Loire	137	Tours.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	138	Grenoble.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Isère.....	139	Vienne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	140	Poligny (St-Esprit).	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Dôle.....	2	1853	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Jura.....	//	Lons-le-Saunier...	3	1853	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Poligny (hosp. civ.)	4	1853	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Saint-Claude.....	5	1853	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	141	Dax.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Landes.....	142	Mont-de-Marsan...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	143	Saint-Sever.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	3	//	2	//	2	2	//	//

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																														
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
3	4	10	12	4	3	1	1	2	2	2	2	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	58	58	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	3	
″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	1	
″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	1	
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	1	
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	1	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	1	
″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	4	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1	
″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	1		
″	″	″	″	1	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″	″		
3	4	10	20	7	4	1	1	2	3	3	3	1	″	6	″	1	″	″	″	2	″	″	″	″	1	″	″	74	74	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — Nos d'ordre.	Siéges des hospices.	POSTÉRIEUREMENT à 1811. — Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES — 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	1	3	//	2	//	2	2	//	//
Loir-et-Cher..	144	Blois.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	145	Romorantin.....	//	//	14	1857	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	146	Vendôme.....	//	//	15	1857	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire.....	147	Montbrison.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	148	Roanne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	149	Saint-Étienne....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire (Haute-)	150	Brioude.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	151	Le Puy.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	152	Yssengeaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire-Inférieure.	153	Nantes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1
Loiret.....	154	Gien.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	155	Montargis.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	156	Orléans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	157	Pithiviers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Lot.....	158	Cahors.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	159	Figeac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	160	Gourdon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
Lot-et-Garonne	161	Agen.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	162	Marmande.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	163	Nérac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	164	Villeneuve.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Lozère.....	165	Mende.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
	166	Marvejols.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Maine-et-Loire	167	Angers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	168	Baugé.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	169	Beaufort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	170	Saumur.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Manche.....	171	Avranches.....	//	//	16	1845	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	172	Cherbourg.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	173	Coutances.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	174	Mortain.....	//	//	17	1845	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	175	Saint-Lô.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	176	Valognes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Marne.....	177	Châlons.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	178	Reims.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	179	Vitry-le-François..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Marne(Haute-)	180	Chaumont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	181	Langres.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Joinville.....	6	1830	18	1855	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	5	//	//	//	//	//	1	3	2	2	1	2	2	//	1

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																											HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	4	10	20	7	4	1	1	2	3	3	3	1	//	6	//	1	//	//	//	2	//	//	//	//	1	//	//	74	74	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	k	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	4	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
3	5	13	24	9	4	1	1	2	5	3	3	2	//	6	//	1	//	//	//	2	2	//	//	//	1	//	//	98	98	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811.		HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES POSTÉRIEUREMENT à 1811.		DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture.		HOSPICES DÉPOSITAIRES																			
	Nos d'ordre.	Sièges des hospices.	Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report..	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	5	//	//	//	//	//	1	3	2	2	1	2	2	//	1
Mayenne....	182	Château-Gontier. .	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	183	Laval.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Meurthe....	184	Nancy.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Meuse.....	185	Bar-le-Duc.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	186	Saint-Mihiel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	187	Stenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	188	Verdun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Morbihan....	189	Hennebont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	190	Lorient.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	191	Napoléonville.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	192	Ploërmel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	193	Rochefort-en-Terre.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	194	Sarteau.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	195	Vannes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Moselle.....	196	Metz.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Nièvre.....	197	Nevers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Nord.....	198	Cambrai.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	199	Douai.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	200	Dunkerque.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	201	Lille.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	202	Valenciennes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Oise.....	203	Beauvais.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	204	Clermont.....	//	//	19	1856.	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	205	Compiègne.....	//	//	20	1855.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	206	Noyon.....	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Senlis.....	7	1856.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Orne.....	207	Alençon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	208	Argentan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	209	Domfront.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	210	Mortagne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pas-de-Calais.	211	Arras.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	212	Béthune.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	213	Boulogne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Calais.....	8	1836	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	214	Montreuil.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	315	Saint-Omer.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	216	Saint-Pol.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter.	..	.....	..	.....	2	//	//	//	//	1	5	//	//	//	3	//	1	3	2	2	1	2	2	//	1

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																										HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	5	13	24	9	4	1	1	2	5	3	3	2	//	6	//	1	//	//	//	2	2	//	//	//	1	//	//	98	98	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	L'hospice de Saint-Mihiel a été rouvert aux enfants assistés en 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	5	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	4	Les hospices de Clermont, Compiègne et Senlis ne reçoivent que les enfants abandonnés et les orphelins de leurs circonscriptions respectives.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
3	5	13	29	9	9	1	1	2	5	3	3	4	//	6	//	1	//	//	//	4	2	//	1	//	1	//	//	117	117	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — N° d'ordre.	Siéges des hospices.	POSTÉRIEUREMENT à 1811. — N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — N° d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	2	//	//	//	//	1	5	//	//	//	3	//	1	3	2	2	1	2	2	//	1
Puy-de-Dôme.	217	Ambert.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	218	Clermont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	219	Issoire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	220	Riom.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
	221	Thiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Basses-).	222	Bayonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	223	Mauléon.....	//	//	21	1851.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	224	Oloron.....	//	//	22	1851.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	225	Orthez.....	//	//	23	1851.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	226	Pau.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Hautes-).	227	Tarbes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées-Orientales.	228	Perpignan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhin (Bas-)..	229	Strasbourg.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhin (Haut-).	230	Altkirch.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	231	Belfort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	232	Colmar.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Mulhouse.....	9	1857.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhône.....	233	Lyon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône (Haute-)	234	Gray.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône-et-Loire	235	Autun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	236	Châlon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	237	Charolles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	238	Louhans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	239	Mâcon.....	//	//	24	1852.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Cluny.....	10	1845.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Sarthe.....	240	Le Mans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine.....	241	Paris.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-Inférieure.	242	Dieppe.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	243	Le Hâvre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	244	Rouen.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-et-Marne	245	Coulommiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	246	Fontainebleau....	//	//	25	1858.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	247	Meaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	248	Melun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	249	Provins.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter..	..	.....	..	.....	2	//	//	//	//	1	5	//	//	//	3	//	2	3	2	2	1	2	2	//	1

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																												HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	5	13	29	9	9	1	1	2	5	3	3	4	//	6	//	1	//	//	//	4	2	//	1	//	1	//	//	117	117	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	5	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	Les hospices de Meaux et de Provins ont été rouverts en 1862 aux enfants assistés.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
3	5	16	29	12	9	1	5	2	5	3	3	5	3	6	//	1	//	//	1	4	2	//	1	1	1	//	//	140	140	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — N° d'ordre.	Siéges des hospices.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES POSTÉRIEUREMENT à 1811. — N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — N° d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIR 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report.....	..	.....	..	.....	2	//	//	//	//	1	5	//	//	//	3	//	2	3	2	2	1	2	2	//	1
Seine-et-Oise.	250	Étampes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	251	Pontoise.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	252	Versailles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Deux-Sèvres.	253	Niort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	254	Parthenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	255	Thouars.....	//	//	26	1847.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Somme.....	256	Abbeville.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	257	Amiens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	258	Péronne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Tarn.....	259	Albi.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	260	Castres.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	261	Gaillac.....	//	//	27	1832.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
	262	Lavaur.....	//	//	28	1832.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
Tarn-et-Garonne.	263	Castelsarrazin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	264	Moissac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	265	Montauban.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Var.....	266	Brignoles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	267	Draguignan.....	//	//	29	1844.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	268	Grasse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	269	Toulon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vaucluse.....	270	Apt.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	271	Avignon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	272	Carpentras.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	273	Orange.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vendée.....	274	Fontenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	275	Luçon.....	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	276	Napoléon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	277	Les Sables.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vienne.....	278	Châtellerault.....	//	//	30	1858.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	279	Loudun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	280	Montmorillon	//	//	31	1857.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	281	Poitiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vienne (H^te-).	282	Limoges.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vosges.....	283	Épinal.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	284	Mirecourt.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	2	1	//	//	//	1	5	//	//	//	3	2	2	3	3	2	1	2	2	//	1

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																											HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	5	16	29	12	9	1	5	2	5	3	3	5	3	6	//	1	//	//	1	4	2	//	1	1	1	//	//	140	140	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	Les hospices d'Abbeville et de Péronne ne reçoivent que les enfants abandonnés et les orphelins de leurs arrondissements respectifs.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
3	8	16	29	15	10	1	5	2	7	3	7	7	3	6	//	1	//	//	1	4	2	//	1	1	1	//	//	162	162	

DÉPARTEMENTS.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — Nos d'ordre.	Sièges des hospices.	HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES POSTÉRIEUREMENT à 1811. — Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	DÉPÔTS ROUVERTS après fermeture. — Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	HOSPICES DÉPOSITAIRES 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	2	1	//	//	//	1	5	//	//	//	3	2	2	3	3	2	1	2	2	//	1
Vosges..... (Suite.)	285	Neufchâteau.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	286	Saint-Dié.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	287	Remiremont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Yonne.....	288	Auxerre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	289	Joigny.....	//	//	32	1846	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
					33	1852																				
	290	Sens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	291	Tonnerre.....	//	//	34	1848	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		TOTAL.....	..	.....	..	.....	2	1	//	//	//	1	5	//	//	//	3	2	2	3	3	2	1	2	2	//	1
	291		10																							
		301			34																					
		335																								

FERMÉS PENDANT LES ANNÉES																											HOSPICES dépositaires lors de l'enquête.	HOSPICES dépositaires lors de l'enquête, par département.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	8	16	29	15	10	1	5	2	7	3	7	7	3	6	//	1	//	//	1	4	2	//	1	1	1	//	//	162	162	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	3	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
3	8	16	29	15	10	1	5	2	7	3	9	7	3	6	//	1	2	//	1	4	2	//	1	1	1	//	//			
167																												168		
335																														

TABLEAU F.

ANNEXE N° 1.

LISTE DES DÉPARTEMENTS

SUIVANT LE NOMBRE DES HOSPICES DÉCLARÉS DÉPOSITAIRES EN EXÉCUTION DU DÉCRET DU 19 JANVIER 1811.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui n'ont ouvert qu'un seul dépôt.	NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui ont ouvert deux dépôts.	NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui ont ouvert trois dépôts.	NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui ont ouvert quatre dépôts.	NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui ont ouvert cinq dépôts.	NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS qui ont ouvert six dépôts ou plus.	NOMBRE de dépôts ouverts.
1	Côte-d'Or.	1	Ain.	1	Alpes (Hautes-).	1	Allier.	1	Aisne.	1	Alpes (Basses-).	11
2	Doubs.	2	Cher.	2	Ardèche.	2	Aude.	2	Aveyron.	2	Calvados.	6
3	Gironde.	3	Eure.	3	Ardennes.	3	Charente.	3	Charente-Infér.	3	Corrèze.	6
4	Indre-et-Loire.	4	Garonne (Haute-)	4	Ariége.	4	Drôme.	4	Côtes-du-Nord.	4	Hérault.	7
5	Jura.	5	Isère.	5	Aube.	5	Eure-et-Loir.	5	Dordogne.	5	Ille-et-Vilaine.	8
6	Loire-Inférieure.	6	Lozère.	6	Bouches-du-Rh.	6	Finistère.	6	Nord.	6	Manche.	6
7	Meurthe.	7	Marne (Haute-).	7	Cantal.	7	Gard.	7	Puy-de-Dôme.	7	Morbihan.	7
8	Moselle.	8	Mayenne.	8	Corse.	8	Indre.	8	Pyrénées (B^{ses}-).	8	Pas-de-Calais.	6
9	Nièvre.			9	Creuse.	9	Loiret.	9	Saône-et-Loire.			57
10	Pyrénées (H^{tes}-).			10	Gers.	10	Lot-et-Garonne.	10	Seine-et-Marne.			
11	Pyrénées-Orient.			11	Landes.	11	Maine-et-Loire.	11	Vosges.			
12	Rhin (Bas-).			12	Loir-et-Cher.	12	Meuse.					
13	Rhône.			13	Loire.	13	Oise.					
14	Saône (Haute-).			14	Loire (Haute-).	14	Orne.					
15	Sarthe.			15	Lot.	15	Tarn.					
16	Seine.			16	Marne.	16	Var.					
17	Vienne (Haute-).			17	Rhin (Haut-).	17	Vaucluse.					
				18	Seine-Inférieure.	18	Vendée.					
				19	Seine-et-Oise.	19	Vienne.					
				20	Sèvres (Deux-).	20	Yonne.					
				21	Somme.							
				22	Tarn-et-Garonne.							

RÉCAPITULATION.

17	départements ayant ouvert	1 dépôt....	17
8	——	2 dépôts...	16
22	——	3 ——	66
20	——	4 ——	80
11	——	5 ——	55
8	——	ayant ouvert ensemble...	57
86			291

TABLEAU F.

ANNEXE N° 2.

LISTE DES DÉPÔTS

OUVERTS POSTÉRIEUREMENT AU DÉCRET DE 1811.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	SIÉGES DES HOSPICES DÉPOSITAIRES.	ANNÉE DE L'OUVERTURE.	OBSERVATIONS.
1	Dordogne.....	Mussidan.....	1829	
2	Jura.....	Dôle.....	1853	Avant 1853, l'hospice de Saint-Esprit, à Poligny, était seul chargé du service des enfants assistés du Jura.
3		Lons-le-Saunier.....	1853	
4		Poligny (hospice civil)..	1853	
5		Saint-Claude.....	1853	
6	Marne (Haute-).....	Joinville.....	1830	
7	Oise.....	Senlis.....	1856	
8	Pas-de-Calais.....	Calais.....	1836	
9	Rhin (Haut-).....	Mulhouse.....	1857	
10	Saône-et-Loire.....	Cluny.....	1845	

TABLEAU F.

ANNEXE N° 3.

LISTE DES DÉPÔTS RÉTABLIS APRÈS SUPPRESSION.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	SIÉGES des HOSPICES DÉPOSITAIRES.	ANNÉES de la SUPPRESSION.	ANNÉES de la RÉOUVERTURE	OBSERVATIONS.
1	Calvados	Bayeux	1836.	1856.	
2		Falaise	1836.	1856.	
3		Honfleur	1836.	1856.	
4		Lisieux	1836.	1856.	
5		Vire	1836.	1856.	
6	Charente-Inférieure	Rochefort	1843.	1860.	
7		Saint-Jean-d'Angely	1843.	1860.	
8	Finistère	Morlaix	1844.	1857.	
9		Quimperlé	1842.	1857.	
10	Gard	Alais	1842.	1856.	
11		Uzès	1837.	1857.	
12	Garonne (Haute-)	Saint-Gaudens	1838.	1848.	Supprimé de nouveau en 1849.
13	Hérault	Béziers	1844.	1849.	Supprimé de nouveau en 1853.
14	Loir-et-Cher	Romorantin	1836.	1857.	
15		Vendôme	1836.	1857.	
16	Manche	Avranches	1835.	1845.	Supprimé de nouveau en 1854.
17		Mortain	1836.	1845.	*Idem.*
18	Marne (Haute-)	Joinville	1845.	1855.	
19	Oise	Clermont	1812.	1856.	
20		Compiègne	1836.	1855.	
21	Pyrénées (Basses-)	Mauléon	1846.	1851.	
22		Oloron	1846.	1851.	
23		Orthez	1846.	1851.	
24	Saône-et-Loire	Mâcon	1835.	1852.	
25	Seine-et-Marne	Fontainebleau	1840.	1858.	
26	Sèvres (Deux-)	Thouars	1845.	1847.	
27	Tarn	Gaillac	1823.	1832.	Supprimé de nouveau en 1842.
28		Lavaur	1823.	1832.	*Idem.*
29	Var	Draguignan	1837.	1844.	
30	Vienne	Châtellerault	1834.	1858.	
31		Montmorillon	1834.	1857.	
32	Yonne	Joigny	1844.	1846.	
33		*Idem.*	1850.	1852.	
34		Tonnerre	1844.	1848.	Supprimé de nouveau en 1850.

* Ce signe indique que le dépôt a été rétabli postérieurement.

\+ Ce signe indique que le dépôt avait été déjà supprimé, puis rétabli.

ÉTAT CHRONOLOGIQUE DES DÉPÔTS SUPPRIMÉS

DE 1811 A 1860.

TABLEAU F.

ANNEXE N° 4.

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES DÉPÔTS étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
	1812.	
Oise	Clermont *	2
	Noyon	
	1813.	
Vendée	Luçon	1
	1817.	
Loiret	Pithiviers	1
	1818.	
Alpes (Basses-)	Moustier	5
	Seyne	
	Valensole	
	Mane	
	Forcalquier	
	1822.	
Morbihan	Hennebont	3
	Rochefort-en-Terre	
	Sarteau	
	1823.	
Tarn	Gaillac *	2
	Lavaur *	
	1824.	
Cantal	Mauriac	2
Puy-de-Dôme	Riom	
	1825.	
Charente-Infér^re^	Montendre	3
Drôme	Crest	
	Montélimar	
	1826.	
Lot	Figeac	3
	Gourdon	
Var	Brignoles	
	1827.	
Aude	Castelnaudary	2
Ille-et-Vilaine	Saint-Servan	
A reporter		24

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES DÉPÔTS étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
Report		24
	1828.	
Lozère	Marvejols	1
	1829.	
Dordogne	Riberac	2
Drôme	Valence	
	1830.	
Indre	Issoudun	2
	Lachâtre	
	1832.	
Loiret	Gien	1
	1833.	
Corrèze	Meymac	3
	Treignac	
	Uzerches	
	1834.	
Charente	Cognac	8
	Confolens	
	Ruffec	
Creuse	Bourganeuf	
Lot-et-Garonne	Marmande	
Vienne	Châtellerault *	
	Loudun	
	Montmorillon *	
	1835.	
Allier	Gannat	9
	Montluçon	
	La Palisse	
Aube	Bar-sur-Aube	
Corrèze	Brives	
Dordogne	Bergerac	
	Mussidan	
	Nontron	
	Sarlat	
A reporter		50

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES DÉPÔTS étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
Report		50
	1835 (Suite).	
Eure-et-Loir	Nogent-le-Rotrou	7
Lot-et-Garonne	Nérac	
Maine-et-Loire	Baugé	
Manche	Avranches *	
Saône-et-Loire	Charolles	
	Louhans	
	Mâcon *	
	1836.	
Ain	Belley	29
	Barcelonnette	
	Castellanne	
Alpes (Basses-)	Riez	
	Manosque	
	Sisteron	
Aube	Nogent-sur-Seine	
Calvados	Bayeux *	
	Falaise *	
	Honfleur *	
	Lisieux *	
	Vire *	
Gers	Condom	
	Lectoure	
Hérault	Agde	
	Clermont	
	Le Salvetat	
	Lodève	
	Saint-Pons	
Isère	Vienne	
Loir-et-Cher	Romorantin *	
	Vendôme *	
Lot-et-Garonne	Villeneuve	
Manche	Mortain *	
Oise	Compiègne *	
Orne	Argentan	
	Domfront	
	Mortagne	
Pas-de-Calais	Boulogne	
A reporter		86

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les dépôts étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
Report...	.....	86
1837.		
Aude	Limoux	15
Bouches-du-Rh.	Arles	
Eure-et-Loir.	Dreux	
	Châteaudun	
Gard	Le Vigan	
	Uzès *	
Landes	Saint-Sever	
Loiret	Montargis	
Maine-et-Loire	Beaufort	
Puy-de-Dôme	Ambert	
	Issoire	
	Thiers	
Tarn-et-Garonne	Castelsarrazin	
	Moissac	
Var	Draguignan *	
1838.		
Cher	Saint-Amand	10
Corrèze	Ussel	
Corse	Bonifacio	
Garonne (Haute-)	Saint-Gaudens *	
Mayenne	Château-Gontier	
Pas-de-Calais	Béthune	
	Calais	
	Montreuil	
	Saint-Pol	
Var	Grasse	
1839.		
Ardèche	Largentière	1
1840.		
Aude	Narbonne	5
Seine-et-Marne	Coulommiers	
	Fontainebleau *	
	Meaux	
	Provins	
A reporter.	.....	117

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les dépôts étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
Report...	.....	117
1841.		
Aisne	Château-Thierry	2
	Guise	
1842.		
Ariége	Saint-Lizier	7
Finistère	Quimperlé *	
Gard	Alais *	
Loire (Haute-)	Brioude	
	Yssengeaux	
Tarn	Gaillac +	
	Lavaur +	
1843.		
Charente-Infér.	Rochefort *	3
	Saint-Jean-d'Angely*	
Landes	Dax	
1844.		
Ardèche	Tournon	9
Finistère	Morlaix *	
Hérault	Béziers *	
Vaucluse	Apt	
	Avignon	
	Orange	
Vendée	Les Sables	
Yonne	Joigny *	
	Tonnerre *	
1845.		
Indre	Le Blanc	7
Marne (Haute-)	Joinville *	
Meuse	Saint-Mihiel	
	Stenay	
Saône-et-Loire	Châlon	
Sèvres (Deux-)	Thouars *	
Vendée	Fontenay	
A reporter.	.....	145

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les dépôts étaient situés.	Nombre de dépôts supprimés.
Report...	.....	145
1846.		
Pyrénées (Basses-)	Mauléon *	3
	Oloron *	
	Orthez *	
1847.		
Ille-et-Vilaine	Dol	6
	Fougères	
	Montfort	
	Redon	
	Saint-Mâlo	
	Vitré	
1849.		
Garonne (Haute-)	Saint-Gaudens +	1
1850.		
Yonne	Joigny *	2
	Tonnerre +	
1852.		
Saône-et-Loire	Cluny	1
1853.		
Hérault	Béziers +	4
Jura	Poligny (Hos. St-Esprit.)	
Morbihan	Napoléonville	
	Ploermel	
1854.		
Manche	Avranches +	2
	Mortain +	
1856.		
Morbihan	Lorient	1
1857.		
Rhin (Haut-)	Altkirch	1
1858.		
Bouches-du-Rh.	Aix	1
TOTAL...	.....	167

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question n° 6
du formulaire du 17 avril.

ENFANTS

ÉTAT NOMINATIF DES TOURS D'EXPOSITION

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811.		TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811.		TOURS ROUVERTS après suppression.		TOURS SUPPRIMÉS																				
	N° d'ordre.	Siéges des tours.	N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	N° d'ordre.	Année de la réouverture.	1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
Ain	1	Belley	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	2	Bourg	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aisne	3	Château-Thierry	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	4	Guise	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	5	Laon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	6	Saint-Quentin	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	7	Soissons	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Allier	8	Gannat	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	9	Lapalisse	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	10	Montluçon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	11	Moulins	//	//	1	1840.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Alpes (Basses-)	12	Barcelonnette	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	13	Castellanne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	14	Digne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	15	Moustier	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	16	Riez	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	17	Seyne	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	18	Valensole	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	19	Forcalquier	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	20	Mane	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	21	Manosque	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	22	Sisteron	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Alpes (Htes-)	23	Gap	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	24	Embrun	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardèche	25	Largentière	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	26	Privas	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	27	Tournon	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardennes	28	Mézières	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	29	Rethel	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	30	Sedan	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ariége	31	Foix	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	32	Pamiers	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	33	Saint-Lizier	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aube	34	Bar-sur-Aube	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	35	Nogent-sur-Seine	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	36	Troyes	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

ASSISTÉS.

TABLEAU G.

OUVERTS, MAINTENUS OU SUPPRIMÉS, DE 1811 A 1860.

PENDANT LES ANNÉES																											TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1959.	1860.			
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 14 mars 1862.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 25 juillet 1860.
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 10 août 1861.
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	5	9	//	//	1	//	3	1	1	1	//	1	//	//	1	//	//	//	//	//	//	1	2	2	1	//	3	21	

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. Nos d'ordre.	Siéges des tours	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉS 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aude.....	37	Carcassonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	38	Castelnaudary....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	39	Limoux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	40	Narbonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aveyron.....	41	Espalion.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
	42	Milhau.....	//	//	2	1848.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	43	Rodez.....	//	//	3	1848.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
	44	Saint-Affrique.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	45	Villefranche.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//
Bouches-du-Rhône....	46	Aix.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	47	Arles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	48	Marseille.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	49	Tarascon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Calvados....	50	Bayeux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	51	Falaise.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	52	Honfleur.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	53	Lisieux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	54	Vire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Cantal.....	55	Aurillac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	56	Saint-Flour.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Charente....	57	Angoulême.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	58	Cognac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	59	Confolens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	60	Ruffec.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Charente-Infre.	61	La Rochelle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	62	Montendre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	63	Rochefort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	64	Saintes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	65	Saint-Jean-d'Angely	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Cher.....	66	Saint-Amand.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Corrèze.....	67	Brives.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	68	Meymac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	69	Treignac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	70	Tulle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	71	Ussel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	72	Uzerches.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Corse.....	73	Bastia.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter..	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	1	//	1	//	2	1	//	//

PENDANT LES ANNÉES																											TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
//	//	5	9	//	//	1	//	3	1	1	1	//	1	//	//	1	//	//	//	//	//	//	1	2	2	1	//	3	21	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre.
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	L'hospice de Tarascon n'a jamais été dépositaire.
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
3	4	6	15	2	1	1	1	3	1	3	2	1	2	3	//	3	2	//	//	//	//	1	1	3	3	1	//	4	42	

DÉPARTEMENTS	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — Nos d'ordre.	Siéges des tours.	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. — Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. — Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉ 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	1	//	1	//	2	1	//	//
Côte-d'Or....	74	Dijon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Côtes-du-Nord	//	Dinan.....	1	1835	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Saint-Brieuc.....	2	1831	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Creuse.....	75	Aubusson.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	76	Bourganeuf.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	77	Guéret.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Dordogne....	78	Bergerac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	79	Hautefort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Mussidan.....	3	1829	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	80	Nontron.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	81	Périgueux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	82	Sarlat.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	83	Riberac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
Doubs.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Drôme.....	84	Crest.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//
	85	Montélimar.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//
	86	Romans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	87	Valence.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//
Eure.....	88	Bernay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	89	Évreux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Eure-et-Loir..	90	Chartres.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	91	Dreux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	92	Châteaudun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	93	Nogent-le-Rotrou..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Finistère....	94	Brest.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	95	Quimper.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	96	Quimperlé.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gard.....	97	Alais.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	98	Le Vigan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	99	Nîmes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	100	Uzès.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Garonne (Hte.)	101	Toulouse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	102	Saint-Gaudens....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gironde.....	103	Bordeaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Hérault.....	//	Agde.....	4	1818	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Béziers.....	5	1818	4	1849	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Clermont.....	6	1818	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Le Salvetat.....	7	1818	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	3	//	1	//	4	1	//	//

S

PENDANT LES ANNÉES																												TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
3	4	6	15	2	1	1	1	3	1	3	2	1	2	3	//	3	2	//	//	//	//	1	1	3	3	1	//	4	42	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	Un bureau d'admission a fonctionné concurremment avec le tour jusqu'en 1837.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 28 septembre 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	L'hospice d'Hautefort n'a jamais été dépositaire.
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Surveillé depuis 1859.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé à partir du 1er janvier 1862.
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 20 mars 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	L'hospice d'Alais est redevenu dépositaire en 1856.
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	L'hospice d'Uzès est redevenu dépositaire en 1857.
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté préfectoral de 1862.
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
3	5	12	18	6	2	1	2	3	3	3	3	2	2	3	//	3	2	1	//	2	2	1	2	3	4	1	1	10	63	

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. Nos d'ordre.	Siéges des tours.	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉ 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report.....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	5	//	//	//	//	//	//	3	//	1	//	4	1	//	//
Hérault..... (Suite.)	//	Montpellier.....	8	1818	5	1848	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Lodève.....	9	1818	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Saint-Pons.....	10	1818	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ille-et-Vilaine.	//	Fougères.....	11	1826	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
	//	Saint-Malo.....	12	1832	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Indre.....	104	Châteauroux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	105	Le Blanc.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//
	106	La Châtre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//
	107	Issoudun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Indre-et-Loire	108	Tours.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Isère.....	109	Grenoble.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	110	Vienne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Jura.....	111	Poligny..... (Hospice de St-Esprit).	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Landes.....	112	Dax.....	//	//	6	1840	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	113	Mont-de-Marsan...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	114	Saint-Sever.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loir-et-Cher.	115	Blois.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	116	Romorantin.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	117	Vendôme.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire.....	118	Montbrison.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	119	Roanne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	120	Saint-Étienne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire (Haute-).	121	Brioude.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	122	Le Puy.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	123	Yssengeaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire-Inférre..	124	Nantes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loiret.....	125	Gien.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	126	Montargis.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	127	Orléans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	128	Pithiviers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Lot.....	129	Figeac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	130	Gourdon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
Lot-et-Garonne	131	Agen.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	132	Marmande.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	133	Nérac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	134	Villeneuve.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	//	1	5	//	//	//	//	//	5	//	1	1	4	3	//	//

PENDANT LES ANNÉES 1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
3	5	12	18	6	2	1	2	3	3	3	3	2	2	3	//	3	2	1	//	2	2	1	2	3	4	1	1	10	63	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	L'ouverture du tour paraît postérieure à 1811, mais on n'en peut préciser la date.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Un bureau d'admission a fonctionné concurremment avec le tour depuis 1847. — Tour libre. — Supprimé par arrêté du 21 octobre 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
4	6	13	26	8	2	2	2	3	3	4	4	4	7	6	//	3	2	1	//	4	2	1	2	4	4	2	1	11	9	

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — Nos d'ordre.	Siéges des tours.	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. — Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. — Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉS — 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	5	//	//	//	//	//	5	//	1	1	4	3	//	1
Lozère.....	135	Mende.....	//	//	7	1849	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//
	136	Marvejols.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Maine-et-Loire	137	Angers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	138	Baugé.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	139	Beaufort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	140	Saumur.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Manche.....	141	Avranches.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	142	Cherbourg.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	143	Coutances.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	144	Mortain.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	145	Saint-Lô.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Marne.....	146	Châlons.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	147	Reims.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	148	Vitry-le-François..	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Marne (Hte-).	149	Chaumont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mayenne....	150	Laval.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	151	Château-Gontier...	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//
Meurthe....	152	Nancy.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Meuse.....	153	Bar-le-Duc.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	154	Saint-Mihiel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	155	Stenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	156	Verdun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Morbihan....	157	Ploërmel.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	158	Vannes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Moselle.....	159	Metz.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//
Nièvre.....	160	Nevers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Nord.....	161	Cambrai.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	162	Douai.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	163	Dunkerque.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	164	Lille (hôpital gén.).	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	165	Lille (Hôtel-Dieu).	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	166	Valenciennes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Oise.....	167	Beauvais.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	168	Compiègne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Orne.....	169	Argentan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	170	Domfront.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	171	Mortagne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter.	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	7	//	//	//	//	//	//	5	1	1	3	4	3	//

PENDANT LES ANNÉES																													TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.			
4	6	13	26	8	2	2	2	3	3	4	4	4	7	6	//	3	2	1	//	4	2	1	2	4	4	2	1	11	79	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté du 1er août 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Idem.	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté du 21 septembre 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
4	6	15	31	9	2	2	4	3	4	6	4	9	7	6	1	3	3	1	//	7	2	1	3	5	4	7	1	14	91	

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. — N° d'ordre.	Siéges des tours.	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. — N° d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. — N° d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉS 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	7	//	//	//	//	//	5	1	1	3	4	3	//	1
Pas-de-Calais.	172	Arras.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	173	Boulogne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Calais.....	13	1836.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	174	Montreuil.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	175	Saint-Omer.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Puy-de-Dôme.	176	Ambert.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	177	Clermont.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	178	Issoire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	179	Riom.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	180	Thiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Bses-)	181	Bayonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	182	Orthez.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	183	Pau.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Htes-)	184	Bagnères.....	//	//	8	1848.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	185	Tarbes.....	//	//	9	1848.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées-Orles	186	Perpignan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhin (Bas-)..	//	.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhin (Haut-).	//	.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhône.....	187	Lyon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône (Haute-)	//	.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône-et-Loire	188	Mâcon.....	//	//	10	1852.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	189	Autun.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	190	Châlon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	191	Charolles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	192	Louhans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Cluny.....	14	1845.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Sarthe.....	193	Le Mans.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine.....	//	Paris.....	15	1827.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-Infére	194	Dieppe.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	195	Rouen.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-et-Marne	196	Fontainebleau....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	//	Melun.....	16	1841.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	197	Coulommiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	198	Meaux.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	199	Provins.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
		A reporter...	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	7	//	//	//	//	//	1	5	1	1	3	4	3	//

PENDANT LES ANNÉES 1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
4	6	15	31	9	2	2	4	3	4	6	4	9	7	6	1	3	3	1	»	7	2	1	3	5	4	7	1	14	91	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	L'hospice de Bagnères n'a jamais été dépositaire.
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté du 20 décembre 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté du 1er août 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	Un arrêté préfectoral du 28 novembre 1811 a prescrit l'ouverture d'un tour à l'hospice du Havre, mais cet arrêté ne paraît avoir jamais été exécuté.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé.
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	L'hospice de Fontainebleau est redevenu dépositaire en 1858. L'arrêté qui supprime le tour porte la date de 1838, mais il n'a été mis à exécution qu'en 1840.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1		
4	6	23	32	12	4	2	8	3	4	6	4	10	10	6	1	5	3	1	1	7	3	1	3	5	5	9	1	19	107	

DÉPARTEMENTS.	TOURS OUVERTS PAR APPLICATION DU DÉCRET de 1811. Nos d'ordre.	Siéges des tours.	TOURS OUVERTS POSTÉRIEUREMENT à 1811. Nos d'ordre.	Année de l'ouverture.	TOURS ROUVERTS après suppression. Nos d'ordre.	Année de la réouverture.	TOURS SUPPRIMÉS 1812.	1813.	1814.	1815.	1816.	1817.	1818.	1819.	1820.	1821.	1822.	1823.	1824.	1825.	1826.	1827.	1828.	1829.	1830.	1831.	1832.
		Report....	..	.....	..	.....	//	//	//	//	//	1	7	//	//	//	//	//	1	5	1	1	3	4	3	//	1
Seine-et-Oise.	200	Étampes.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Sèvres (Deux-).	201	Niort.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	202	Saint-Maixent....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	203	Parthenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	204	Thouars.....	//	//	11	1847	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Somme.....	205	Abbeville.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	206	Amiens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	207	Péronne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Tarn.....	208	Albi.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	209	Castres.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	210	Gaillac.....	//	//	12	1832	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
	211	Lavaur.....	//	//	13	1832	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//
Tarn-et-Garne.	212	Castel-Sarrasin....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	213	Moissac.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	214	Montauban.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Var.....	215	Brignoles.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//
	216	Draguignan.....	//	//	14	1844	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	217	Grasse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	218	Toulon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vaucluse....	219	Apt.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	220	Avignon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	221	Carpentras.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	222	Orange.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vendée.....	223	Fontenay.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	224	Luçon.....	//	//	15	1832	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	225	Napoléon.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	226	Sables-d'Olne. (Les)	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vienne.....	227	Châtellerault.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	228	Montmorillon....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	229	Poitiers.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vienne (Hte-).	230	Limoges.....	//	//	16	1848	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	231	Saint-Yrieix.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1
Vosges.....	//	.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Yonne.....	232	Auxerre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	233	Joigny.....	//	//	17	1846	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	234	Sens.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	235	Tonnerre.....	//	//	18	1848	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	235	TOTAUX....	16	.....		.....	//	1	//	//	//	1	7	//	//	//	//	2	1	5	2	1	3	4	3	//	2
			251		18																					
			269																							

PENDANT LES ANNÉES

1833.	1834.	1835.	1836.	1837.	1838.	1839.	1840.	1841.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.	1860.	TOURS existant lors de l'enquête.	TOURS fermés avec le dépôt auquel ils se rattachaient.	OBSERVATIONS.
4	6	23	32	12	4	2	8	3	4	6	4	10	10	6	1	5	3	1	1	7	3	1	3	5	5	9	1	19	107	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
																												1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 17 juillet 1861.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	L'hospice de Saint-Maixent a perdu dès 1811 le caractère d'hospice dépositaire. Les enfants reçus au tour étaient immédiatement transférés à Niort.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre, supprimé par arrêté du 17 juillet 1861.
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté préfectoral de 1862.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	Tour surveillé. — Supprimé par arrêté du 8 décembre 1860.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	Le tour paraît avoir été maintenu, contrairement à l'arrêté préfectoral, jusqu'en 1844.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	Tour libre. — Supprimé par arrêté du 19 janvier 1861.
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	
//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	Redevenu dépositaire en 1858.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	1	Redevenu dépositaire en 1857.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	L'hospice de Saint-Yrieix n'a jamais été dépositaire.
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	
4	8	25	32	16	6	2	8	3	6	6	11	15	11	6	1	5	6	1	1	7	3	1	5	6	6	10	1			
244																												25	129	

269

TABLEAU G.

ANNEXE N° 1.

LISTE DES DÉPARTEMENTS SUIVANT LE NOMBRE DES TOURS D'EXPOSITION QUI Y ONT ÉTÉ OUVERTS.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS où IL N'A JAMAIS ÉTÉ OUVERT de tour.
1	Doubs.
2	Gers.
3	Rhin (Bas-).
4	Rhin (Haut-).
5	Saône (Haute-).
6	Vosges.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT un seul tour.
1	Cher.
2	Corse.
3	Côte-d'Or.
4	Gironde.
5	Indre-et-Loire.
6	Jura.
7	Loire-Inférieure.
8	Marne (Haute-).
9	Meurthe.
10	Moselle.
11	Nièvre.
12	Pyrénées-Orientales.
13	Rhône.
14	Sarthe.
15	Seine.
16	Seine-et-Oise.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT deux tours.
1	Ain.
2	Alpes (Hautes-).
3	Cantal.
4	Côtes-du-Nord.
5	Eure.
6	Garonne (Haute-).
7	Ille-et-Vilaine.
8	Isère.
9	Lot.
10	Lozère.
11	Mayenne.
12	Morbihan.
13	Oise.
14	Pyrénées (Hautes-).
15	Seine-Inférieure.
16	Vienne (Haute-).

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT trois tours.
1	Ardèche.
2	Ardennes.
3	Ariége.
4	Aube.
5	Creuse.
6	Finistère.
7	Landes.
8	Loir-et-Cher.
9	Loire.
10	Loire (Haute-).
11	Marne.
12	Orne.
13	Pyrénées (Basses-).
14	Somme.
15	Tarn-et-Garonne.
16	Vienne.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT quatre tours.
1	Allier.
2	Aude.
3	Bouches-du-Rhône.
4	Charente.
5	Drôme.
6	Eure-et-Loir.
7	Gard.
8	Indre.
9	Loiret.
10	Lot-et-Garonne.
11	Maine-et-Loire.
12	Meuse.
13	Sèvres (Deux-).
14	Tarn.
15	Var.
16	Vaucluse.
17	Vendée.
18	Yonne.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT cinq tours.
1	Aisne.
2	Aveyron.
3	Calvados.
4	Charente-Inférieure
5	Manche.
6	Pas-de-Calais.
7	Puy-de-Dôme.
8	Seine-et-Marne.

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS dans lesquels IL A ÉTÉ OUVERT plus de cinq tours.	NOMBRE DE TOURS.
1	Alpes (Basses-)....	11
2	Corrèze.....	6
3	Dordogne.....	7
4	Hérault.....	7
5	Nord.....	6
6	Saône-et-Loire.....	6
	TOTAL.....	43

RÉCAPITULATION.

6	départements ayant ouvert.....	0 tours	0
16	——	1 ——	16
16	——	2 ——	32
16	——	3 ——	48
18	——	4 ——	72
8	——	5 ——	40
6	——	ensemble	43
86			251

TABLEAU G.

ANNEXE N° 2.

ÉTAT DES TOURS ROUVERTS APRÈS SUPPRESSION.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	SIÉGES DES TOURS.	DATE de la première MISE.	DATE de la RÉOUVERTURE.	DATE de LA FERMETURE définitive.	OBSERVATIONS.
1	Allier.....	Moulins.....	1835	1840	1857	Aucun acte officiel n'avait prescrit la fermeture du tour de Moulins. Ce furent les religieuses qui prirent l'initiative de cette mesure. La réouverture, en 1840, ne fut donc que le retour au régime local.
2	Aveyron.....	Millau.....	1844	1848	1849	
3		Rodez.....	1845	1848	1849	
4	Hérault.....	Béziers.....	1844	1849	1853	En ouvrant le tour de Mâcon, l'administration fermait celui de Cluny, et cette mesure avait pour but de faciliter la surveillance des expositions.
5		Montpellier.....	1844	1848	1853	
6	Landes.....	Dax.....	1833	1840	1843	
7	Lozère.....	Meude.....	1848	1849	1850	
8	Pyrénées (Hautes-)....	Bagnères.....	1835	1848	1849	
9		Tarbes.....	1835	1848	1849	
10	Saône-et-Loire.....	Mâcon.....	1835	1852	//	
11	Sèvres (Deux-).....	Thouars.....	1845	1847	//	Supprimé et rétabli avec le dépôt.
12	Tarn.....	Gaillac.....	1823	1832	1842	La suppression des tours de Gaillac et de Lavaur n'ayant pas eu de résultats immédiats, par suite de l'existence de deux autres tours libres dans le département, le conseil général en demanda la réouverture. Les abandons augmentèrent immédiatement dans une large proportion.
13		Lavaur.....	1823	1832	1842	
14	Var.....	Draguignan.....	1837	1844	1850	Le dépôt avait été supprimé avec le tour. L'hospice de Toulon restait seul dépositaire. Sa situation à l'extrémité du département exposait les enfants aux dangers d'un long voyage. Pour y remédier on rétablit le tour de Draguignan, mais on aurait obtenu le même résultat en ouvrant seulement un dépôt.
15	Vendée.....	Lucon.....	1813	1832	1838	
16	Vienne (Haute-).....	Limoges.....	1846	1848	1857	Réouverture nécessitée par le refus de l'hospice de concourir aux dépenses intérieures. On ne séparait point alors le tour du dépôt.
17	Yonne.....	Joigny.....	1844	1846	1850	
18		Tonnerre.....	1844	1848	1850	

ENFANTS ASSISTÉS.

* Ce signe indique que le tour a été rouvert postérieurement.

\+ Ce signe indique que le tour avait été déjà supprimé, puis rétabli.

TABLEAU G.

Annexe n° 3.

ÉTAT CHRONOLOGIQUE DES TOURS SUPPRIMÉS DE 1811 A 1860.

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
1813.		
Vendée	Luçon	1
1817.		
Loiret	Pithiviers	1
1818.		
Basses-Alpes	Moustier	7
	Seyne	
	Valensole	
	Mane	
	Forcalquier	
Meurthe	Nancy	
Nord	Lille (Hôtel-Dieu.)	
1823.		
Tarn	Gaillac *	2
	Lavaur *	
1824.		
Puy-de-Dôme	Riom	1
1825.		
Charente-Infér.	Montendre	5
Drôme	Crest	
	Montélimar	
Lot	Figeac	
	Gourdon	
1826.		
Mayenne	Château-Gontier	2
Var	Brignoles	
1827.		
Aude	Castelnaudary	1
1828.		
Ille-et-Vilaine	Fougères	3
Lozère	Marvejols	
Nièvre	Nevers	
A reporter.	.....	23

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report.	.....	23
1829.		
Aveyron	Espalion	4
	Saint-Affrique	
Dordogne	Riberac	
Drôme	Valence	
1830.		
Aveyron	Villefranche	3
Indre	La Châtre	
	Issoudun	
1832.		
Loiret	Gien	2
Haute-Vienne	Saint-Yrieix	
1833.		
Corrèze	Meymac	4
	Treignac	
	Uzerches	
Landes	Dax *	
1834.		
Charente	Cognac	8
	Confolens	
	Ruffec	
Cher	Saint-Amand	
Creuse	Bourganeuf	
Lot-et-Garonne	Marmande	
Vienne	Châtellerault	
	Montmorillon	
1835.		
Allier	Gannat	4
	Lapalisse	
	Montluçon	
	Moulins *	
A reporter.	.....	48

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report.	.....	48
1835 (Suite).		
Aube	Bar-sur-Aube	21
Corrèze	Brives	
Dordogne	Bergerac	
	Hautefort	
	Mussidan	
	Nontron	
	Sarlat	
Eure-et-Loir	Nogent-le-Rotrou	
Lot-et-Garonne	Nérac	
Maine-et-Loire	Baugé	
Manche	Avranches	
Pyrénées (Basses-)	Bayonne	
	Orthez	
	Pau	
Pyrénées (Hautes-)	Bagnères *	
	Tarbes *	
Saône-et-Loire	Mâcon*	
	Charolles	
	Louhans	
Somme	Abbeville	
	Péronne	
1836.		
Ain	Belley	10
Alpes (Basses-)	Barcelonnette	
	Castellanne	
	Manosque	
	Riez	
	Sisteron	
Ardennes	Rethel	
	Sedan	
Aube	Nogent	
Bouches-du-Rh.	Tarascon	
A reporter.	.....	79

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	79
1836 (Suite).		
Calvados	Bayeux	22
	Falaise	
	Honfleur	
	Lisieux	
	Vire	
Hérault	Agde	
	Clermont	
	Le Salvetat	
	Lodève	
	Saint-Pons	
Isère	Vienne	
Loir-et-Cher	Romorantin	
	Vendôme	
Loire (Haute-)	Brioude	
	Yssengeaux	
Lot-et-Garonne	Villeneuve	
Manche	Mortain	
Oise	Compiégne	
Orne	Argentan	
	Domfront	
	Mortagne	
Pas-de-Calais	Boulogne	
1837.		
Aude	Limoux	13
Bouches-du-Rh	Arles	
Eure-et-Loir	Dreux	
	Châteaudun	
Gard	Le Vigan	
	Uzès	
Landes	Saint-Sever	
Loiret	Montargis	
Maine-et-Loire	Beaufort	
Puy-de-Dôme	Ambert	
	Issoire	
	Thiers	
Seine et-Oise	Étampes	
A reporter.	.....	114

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	114
1837 (Suite).		
Tarn-et-Garonne	Castel-Sarrazin	3
	Moissac	
Var	Draguignan *	
1838.		
Corrèze	Ussel	6
Garonne (Haute-)	Saint-Gaudens	
Pas-de-Calais	Calais	
	Montreuil	
Var	Grasse	
Vendée	Luçon	
1839.		
Ardèche	Largentière	2
Isère	Grenoble	
1840.		
Aude	Narbonne	8
Garonne (Haute-)	Toulouse	
Nord	Douai	
	Valenciennes	
Seine-et-Marne	Fontainebleau	
	Coulommiers	
	Meaux	
	Provins	
1841.		
Aisne	Château-Thierry	3
	Guise	
Alpes (Hautes-)	Gap	
1842.		
Ariége	Saint-Lizier	6
Finistère	Quimperlé	
Gard	Alais	
Nord	Lille (hop. génér.)	
Tarn	Gaillac +	
	Lavaur +	
A reporter.	.....	142

DÉPARTEMENTS.	VILLES où les tours étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	142
1843.		
Ariége	Pamiers	6
Charente-Infér.	Rochefort	
	St-Jean-d'Angely	
Landes	Dax +	
Nord	Cambrai	
	Dunkerque	
1844.		
Ardèche	Tournon	11
Aveyron	Milhau *	
Hérault	Béziers *	
	Montpellier *	
Sèvres (Deux-)	Saint-Maixent	
Vaucluse	Apt	
	Avignon	
	Orange	
Vendée	Les Sables	
Yonne	Joigny*	
	Tonnerre *	
1845.		
Aveyron	Rodez *	15
Drôme	Romans	
Indre	Châteauroux	
	Le Blanc	
Manche	Cherbourg	
	Coutances	
	Saint-Lô	
Meuse	Saint-Mihiel	
	Stenay	
Saône-et-Loire	Châlon-sur Saône	
Sèvres (Deux-)	Thouars *	
Tarn	Alby	
	Castres	
Tarn-et-Garonne	Montauban	
Vendée	Fontenay	
A reporter.	.....	174

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES TOURS étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	174
1846.		
Alpes (Hautes-).	Embrun.....	
Corse.....	Bastia	
Landes.....	Mont-de-Marsan...	
Loire.....	Roanne.....	
	Saint-Étienne.....	
Loire (Haute-)..	Le Puy.....	11
Lot-et-Garonne .	Agen.....	
Pas-de-Calais...	Arras.....	
	Saint-Omer.....	
Seine-Inférieure.	Dieppe.....	
Vienne (Haute-).	Limoges *.....	
1847.		
Aude.....	Carcassonne.....	
Cantal.....	Aurillac.....	
	Saint-Flour.....	
Ille-et-Vilaine ..	Saint-Malo.....	6
Indre-et-Loire..	Tours	
Jura.....	Poligny.....	
1848.		
Lozère.....	Mende *	1
1849.		
Ariége.....	Foix.....	
Aveyron.....	Milhau +.....	
	Rodez+.....	5
Pyrénées (Htes-).	Bagnères +.....	
	Tarbes + ...	
1850.		
Charente-Infér..	La Rochelle.....	
	Saintes.....	3
Lozère	Mende+.....	
A reporter.	.....	200

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES TOURS étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	200
1850 (Suite).		
Yonne.....	Joigny +.....	
	Sens.....	3
	Tonnerre + ...	
1851.		
Côtes-du-Nord...	Dinan	1
1852.		
Saône-et-Loire...	Cluny	1
1853.		
Dordogne.....	Périgueux	
Hérault.....	Béziers +.....	
	Montpellier +....	
Loir-et-Cher....	Blois	7
Maine-et-Loire ..	Angers.....	
	Saumur.....	
Morbihan.....	Ploërmel.....	
1854.		
Creuse.....	Aubusson.....	
	Guéret.....	3
Sarthe.....	Le Mans.....	
1855.		
Charente.....	Angoulême.....	1
1856.		
Aisne.....	Saint-Quentin....	
Côte-d'Or.....	Dijon.....	
Marne.....	Vitry.....	5
Var.....	Toulon	
Vienne.....	Poitiers.....	
A reporter.	.....	221

DÉPARTEMENTS.	VILLES où LES TOURS étaient situés.	Nombre de tours supprimés.
Report....	.....	221
1857.		
Allier.....	Moulins+.....	
Ardèche.....	Privas	
Corrèze.....	Tulle.....	
Loiret.....	Orléans.....	6
Moselle.....	Metz	
Vienne (Haute-).	Limoges +.....	
1858.		
Alpes (Basses-)..	Digne.....	
Aube.....	Troyes.....	
Bouches-du-Rh..	Aix.....	6
Gard.....	Nîmes	
Rhône	Lyon.....	
Yonne.....	Auxerre.....	
1859.		
Ain.....	Bourg	
Loire	Montbrison	
Marne (Haute-)..	Chaumont.....	
Meuse.....	Bar-le-Duc.....	
	Verdun	10
Morbihan.....	Vannes	
Oise.....	Beauvais	
Puy-de-Dôme ...	Clermont.....	
Seine-et-Marne..	Melun.....	
Var.....	Draguignan +.....	
1860.		
Eure.....	Bernay.....	1
TOTAL....	.....	224

ENQUÊTE GÉNÉRALE de 1860.

Question n° 2 du formulaire du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU H.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

NOMBRE DES ENFANTS ADMIS AUX HOSPICES

PENDANT LES ANNÉES 1857, 1858 ET 1859.

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
Ain	Enfants trouvés						
	Enfants abandonnés	235	206	179	//	620	
	Orphelins						
Aisne	Enfants trouvés						
	Enfants abandonnés	317	293	230	//	840	
	Orphelins						
Allier	Enfants trouvés						
	Enfants abandonnés	155	178	180	//	513	
	Orphelins						
Alpes (Basses-)	Enfants trouvés	11	5	1	17		
	Enfants abandonnés	18	11	13	42	63	
	Orphelins	4	//	//	4		
Alpes (Hautes-)	Enfants trouvés	//	//	1	1		
	Enfants abandonnés	5	15	17	37	73	
	Orphelins	9	19	7	35		
Ardèche	Enfants trouvés	9	10	8	27		
	Enfants abandonnés	27	34	30	91	126	
	Orphelins	3	2	3	8		
Ardennes	Enfants trouvés	85	74	71	230		
	Enfants abandonnés	18	23	13	54	312	
	Orphelins	17	10	1	28		
Ariége	Enfants trouvés	9	3	1	13		
	Enfants abandonnés	22	9	12	43	75	
	Orphelins	11	6	2	19		
Aube	Enfants trouvés	97	5	2	104		
	Enfants abandonnés	24	18	18	60	175	
	Orphelins	6	2	3	11		
Aude	Enfants trouvés	25	28	16	69		
	Enfants abandonnés	101	104	124	329	415	
	Orphelins	8	8	1	17		
Aveyron	Enfants trouvés	8	10	10	28		
	Enfants abandonnés	6	11	30	47	132	
	Orphelins	6	22	29	57		
	A reporter....	1,236	1,106	1,002	//	3,344	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
	Report.....	1,236	1,106	1,002	.....	3,344	
Bouches-du-Rhône.	Enfants trouvés.....	862	736	731	2,329	2,559	
	Enfants abandonnés.....	66	57	84	207		
	Orphelins.....	9	11	3	23		
Calvados.....	Enfants trouvés.....	293	309	255	//	857	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Cantal.....	Enfants trouvés.....	32	26	11	69	90	
	Enfants abandonnés.....	7	7	4	18		
	Orphelins.....	1	2	//	3		
Charente.....	Enfants trouvés.....	165	156	133	//	454	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Charente Inférieure	Enfants trouvés.....	179	175	149	503	560	
	Enfants abandonnés.....	15	14	8	37		
	Orphelins.....	7	6	7	20		
Cher.....	Enfants trouvés.....	89	88	57	//	234	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Corrèze.....	Enfants trouvés.....	34	14	16	64	227	
	Enfants abandonnés.....	32	13	9	54		
	Orphelins.....	40	35	34	109		
Corse.....	Enfants trouvés.....	131	128	148	//	407	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Côte-d'Or.....	Enfants trouvés.....	260	215	250	//	725	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Côtes-du-Nord....	Enfants trouvés.....	280	289	320	889	1,051	
	Enfants abandonnés.....	46	27	24	97		
	Orphelins.....	25	27	13	65		
Creuse.....	Enfants trouvés.....	18	22	23	//	63	
	Enfants abandonnés.....						
	Orphelins.....						
Dordogne.....	Enfants trouvés.....	290	339	308	937	1,002	
	Enfants abandonnés.....	19	8	10	37		
	Orphelins.....	7	12	9	28		
Doubs.....	Enfants trouvés.....	4	//	1	5	135	
	Enfants abandonnés.....	43	11	23	77		
	Orphelins.....	22	19	12	53		
	A reporter.....	4,212	3,852	3,644	.....	11,708	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
	Report.....	4,212	3,852	3,644	.....	11,708	
Drôme.....	Enfants trouvés.....	87	79	68	234		
	Enfants abandonnés.....	30	18	32	30	329	
	Orphelins.....	5	1	9	15		
Eure.....	Enfants trouvés..... Enfants abandonnés..... Orphelins.....	155	126	142	//	423	
Eure et-Loir.....	Enfants trouvés..... Enfants abandonnés..... Orphelins.....	60	51	39	//	150	
Finistère.....	Enfants trouvés.....	422	425	412	1,259		
	Enfants abandonnés.....	26	32	10	68	1,438	
	Orphelins.....	50	44	17	111		
Gard.....	Enfants trouvés.....	229	78	19	326		
	Enfants abandonnés.....	30	61	67	158	490	
	Orphelins.....	2	2	2	6		
Garonne (Haute-).	Enfants trouvés.....	145	120	98	363		
	Enfants abandonnés.....	53	32	21	106	528	
	Orphelins.....	27	13	19	59		
Gers.....	Enfants trouvés.....	14	14	15	43		
	Enfants abandonnés.....	20	17	6	43	103	
	Orphelins.....	8	4	5	17		
Gironde.....	Enfants trouvés..... Enfants abandonnés..... Orphelins.....	385	414	329	//	1,128	
Hérault.....	Enfants trouvés.....	2	//	3	5		
	Enfants abandonnés.....	85	92	107	284	313	
	Orphelins.....	4	10	10	24		
Ille-et-Vilaine....	Enfants trouvés..... Enfants abandonnés..... Orphelins.....	28	30	41	//	99	
Indre.....	Enfants trouvés.....	3	1	2	6		
	Enfants abandonnés.....	28	19	10	57	172	
	Orphelins.....	31	51	27	109		
Indre-et-Loire....	Enfants trouvés..... Enfants abandonnés..... Orphelins.....	226	244	219	//	689	
Isère.....	Enfants trouvés.....	19	68	45	132		
	Enfants abandonnés.....	41	28	17	86	282	
	Orphelins.....	21	21	22	64		
	A reporter.....	6,448	5,947	5,457	.....	17,852	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégorie.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
	Report.....	6,448	5,947	5,457	.....	17,852	
Jura.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	76	65	57	//	198	
	Orphelins.....						
Landes.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	159	131	73	//	363	
	Orphelins.....						
Loir-et-Cher.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	201	151	180	//	532	
	Orphelins.....						
Loire.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	335	336	289	//	960	
	Orphelins.....						
Loire (Haute-)....	Enfants trouvés.....	22	21	22	65		
	Enfants abandonnés.....	11	12	5	28	118	
	Orphelins.....	14	3	8	25		
Loire-Inférieure...	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	337	333	342	//	1,012	
	Orphelins.....						
Loiret.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	204	177	178	//	559	
	Orphelins.....						
Lot.....	Enfants trouvés.....	18	10	8	36		
	Enfants abandonnés.....	7	7	9	23	78	
	Orphelins.....	9	7	3	19		
Lot-et-Garonne....	Enfants trouvés.....	7	2	8	17		
	Enfants abandonnés.....	23	12	19	54	90	
	Orphelins.....	10	6	3	19		
Lozère.....	Enfants trouvés.....	96	94	106	296		
	Enfants abandonnés.....	14	18	32	64	373	
	Orphelins.....	3	7	3	13		
Maine-et-Loire....	Enfants trouvés.....	260	2	2	264		
	Enfants abandonnés.....	122	328	174	624	926	
	Orphelins.....	14	9	15	38		
Manche.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	382	326	339	//	1,047	
	Orphelins.....						
Marne.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	122	132	92	//	346	
	Orphelins.....						
	A reporter.....	8,894	8,136	7,424	.....	24,454	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL général.	OBSERVATIONS.
	Report.....	8,894	8,136	7,424	//	24,454	
Marne (Haute-)...	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	133	117	123	//	373	
	Orphelins.....						
Mayenne.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	263	199	220	//	682	
	Orphelins.....						
Meurthe.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	88	108	72	//	268	
	Orphelins.....						
Meuse..... ..	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	127	87	81	//	295	
	Orphelins.....						
Morbihan.....	Enfants trouvés.....	27	19	42	88		
	Enfants abandonnés...	33	26	38	97	254	
	Orphelins.....	20	25	24	69		
Moselle.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	61	48	46	//	155	
	Orphelins.....						
Nièvre.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	53	59	58	//	170	
	Orphelins.....						
Nord.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	136	123	129	//	388	
	Orphelins.....						
Oise.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	204	71	104	//	379	
	Orphelins.....						
Orne.....	Enfants trouvés.....	122	122	119	363		
	Enfants abandonnés.....	35	18	22	75	451	
	Orphelins.....	3	2	8	13		
Pas-de-Calais.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	73	50	75	//	198	
	Orphelins.....						
Puy-de-Dôme.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	145	138	111	//	394	
	Orphelins.....						
Pyrénées (Basses-).	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	42	39	18	//	99	
	Orphelins.....						
	A reporter.....	10,459	9,387	8,714	//	28,560	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
	Report.....	10,459	9,387	8,714	//	28,560	
Pyrénées (Hautes-).	Enfants trouvés.....	21	36	22	79		
	Enfants abandonnés.....	29	22	10	61	166	
	Orphelins.....	9	6	11	26		
Pyrénées-Orientales	Enfants trouvés.....	11	14	8	33		
	Enfants abandonnés.....	95	110	123	328	369	
	Orphelins.....	5	//	3	8		
Rhin (Bas-).....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	233	207	195	//	635	
	Orphelins.....						
Rhin (Haut-).....	Enfants trouvés.....	2	4	4	10		
	Enfants abandonnés.....	56	43	31	130	419	
	Orphelins.....	98	118	63	279		
Rhône.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	1,376	1,289	805	//	3,470	
	Orphelins.....						
Saône (Haute-)...	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	66	33	46	//	145	
	Orphelins.....						
Saône-et-Loire....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	227	203	171	//	601	
	Orphelins.....						
Sarthe.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	186	177	195	//	558	
	Orphelins.....						
Seine.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	3,993	3,960	4,002	//	11,955	
	Orphelins.....						
Seine-Inférieure...	Enfants trouvés.....	682	638	640	1,960		
	Enfants abandonnés.....	147	135	128	410	2,416	
	Orphelins.....	8	26	12	46		
Seine-et-Marne...	Enfants trouvés.....	65	39	6	110		
	Enfants abandonnés.....	39	38	24	101	235	
	Orphelins.....	11	8	5	24		
Seine-et-Oise.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	131	95	116	//	342	
	Orphelins.....						
Sèvres (Deux-)....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	225	223	294	//	742	
	Orphelins.....						
	A reporter.....	18,174	16,811	15,628	//	50,613	

DÉPARTEMENTS.	CATÉGORIES D'ENFANTS.	NOMBRE D'ADMISSIONS PRONONCÉES en 1857.	en 1858.	en 1859.	TOTAL par catégories.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
	Report.....	18,174	16,811	15,628	//	50,613	
Somme.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	225	187	163	//	575	
	Orphelins.....						
Tarn.....	Enfants trouvés.....	2	5	2	9		
	Enfants abandonnés.....	23	15	25	63	87	
	Orphelins.....	6	4	5	15		
Tarn-et-Garonne..	Enfants trouvés.....	4	11	13	28		
	Enfants abandonnés.....	12	6	6	24	69	
	Orphelins.....	4	7	6	17		
Var.....	Enfants trouvés.....	103	64	14	181		
	Enfants abandonnés.....	69	90	126	285	472	
	Orphelins.....	5	//	1	6		
Vaucluse.....	Enfants trouvés.....	3	2	6	11		
	Enfants abandonnés.....	146	149	154	449	460	
	Orphelins.....	//	//	//	//		
Vendée.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	153	170	145	//	468	
	Orphelins.....						
Vienne.....	Enfants trouvés.....	6	8	1	15		
	Enfants abandonnés.....	156	156	189	501	537	
	Orphelins.....	6	6	9	21		
Vienne (Haute-)..	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	251	181	147	//	579	
	Orphelins.....						
Vosges.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	70	73	64	//	207	
	Orphelins.....						
Yonne.....	Enfants trouvés.....						
	Enfants abandonnés.....	55	54	57	//	166	
	Orphelins.....						
	TOTAUX.....	19,473	17,999	16,761	//	54,233	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 9 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

ÉLÈVES DES

DÉPENSES

TARIF DES MOIS DE NOURRICE

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE POUR CHACUNE DES DOUZE						
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année.	7e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain	108 00	90 00	72 00	72 00	54 00	54 00	54 00
Aisne	120 00	108 00	96 00	96 00	84 00	72 00	72 00
Allier	120 00	108 00	96 00	96 00	84 00	72 00	72 00
Alpes (Basses-)	96 00	78 00	78 00	66 00	66 00	66 00	66 00
Alpes (Hautes-)	120 00	96 00	96 00	96 00	72 00	72 00	72 00
Ardèche	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00
Ardennes	108 00	108 00	72 00	72 00	72 00	72 00	54 00
Ariége	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	105 00	96 00
Aube	84 00	72 00	66 00	60 00	60 00	60 00	48 00
Aude	120 00	120 00	108 00	108 00	96 00	96 00	96 00
Aveyron	108 00	84 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Bouches-du-Rhône	96 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00
Calvados	120 00	120 00	84 00	84 00	84 00	60 00	60 00
Cantal	98 00	90 00	90 00	90 00	90 00	90 00	72 00
Charente	108 00	108 00	84 00	84 00	60 00	60 00	60 00
Charente-Inférieure	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	54 00
Cher	144 00	120 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Corrèze	120 00	120 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Corse	108 00	96 00	96 00	84 00	84 00	84 00	72 00
Côte-d'Or	84 00	72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	36 00
Côtes-du-Nord	108 00	108 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Creuse	180 00	96 00	96 00	96 00	96 00	72 00	72 00
Dordogne	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	72 00	72 00
Doubs	90 00	78 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00
Drôme	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00
Eure	84 00	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00
Eure-et-Loir	108 00	90 00	90 00	90 00	90 00	90 00	90 00
Finistère	120 00	96 00	96 00	72 00	72 00	72 00	60 00
	120 00	96 00	78 00	78 00	78 00	84 00	84 00
	144 00	144 00	144 00	144 00	120 00	120 00	120 00
	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00
A reporter	3,368 00	2,946 00	2,682 00	2,568 00	2,418 00	2,325 00	2,166 00

ASSISTÉS.

TABLEAU I.

HOSPICES.

EXTÉRIEURES.

ET DES PENSIONS EN 1860.

NOURRICE ET DES PENSIONS ANNÉES DE L'ÉDUCATION.					TOTAL pour les douze années.	OBSERVATIONS.
8e Année.	9e Année.	10e Année.	11e Année.	12e Année.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
54 00	36 00	36 00	36 00	36 00	702 00	
72 00	36 00	36 00	24 00	24 00	840 00	Le premier tarif s'applique seulement aux enfants placés chez des tisseurs; le second, à la population générale.
72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	960 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	816 00	
72 00	48 00	48 00	48 00	48 00	888 00	
48 00	48 00	36 00	36 00	36 00	696 00	
54 00	54 00	36 00	36 00	36 00	774 00	
99 00	102 00	93 00	96 00	96 00	1,167 00	
48 00	48 00	48 00	48 00	48 00	690 00	
96 00	96 00	72 00	72 00	72 00	1,152 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	804 00	
60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	828 00	
60 00	36 00	36 00	36 00	36 00	816 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	980 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	864 00	
54 00	54 00	36 00	36 00	36 00	714 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,188 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,164 00	Le premier tarif s'applique aux enfants nourris au sein; le second, aux enfants élevés au biberon.
60 00	60 00	48 00	48 00	36 00	876 00	
36 00	36 00	36 00	36 00	36 00	588 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	936 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,068 00	Même observation.
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,008 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	816 00	
48 00	48 00	36 00	36 00	36 00	636 00	
36 00	24 00	24 00	18 00	18 00	576 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,008 00	
60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	852 00	
84 00	96 00	96 00	84 00	84 00	1,062 00	
120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	1,440 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	816 00	
2,049 00	1,914 00	1,785 00	1,758 00	1,746 00	27,725 00	

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE POUR CHACUNE DES DOUZE						
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année.	7e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	3,368 00	2,946 00	2,682 00	2,568 00	2,418 00	2,325 00	2,166 00
Gard.....	120 00	96 00	72 00	72 00	66 00	66 00	66 00
Garonne (Haute-).....	96 00	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00	48 00
Gers.....	84 00	84 00	66 00	66 00	66 00	66 00	66 00
Gironde.....	84 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00	48 00
Hérault.....	96 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00
	84 00	72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00
Ille-et-Vilaine.....	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Indre.....	78 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	48 00
Indre-et-Loire.....	108 00	102 00	102 00	102 00	102 00	102 00	78 00
Isère.....	108 00	108 00	72 00	72 00	72 00	72 00	54 00
Jura.....	120 00	108 00	108 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Landes.....	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00
Loir-et-Cher.....	120 00	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Loire.....	120 00	96 00	72 00	72 00	60 00	60 00	48 00
Loire (Haute-).....	120 00	96 00	84 00	72 00	72 00	72 00	54 00
Loire-Inférieure.....	108 00	102 00	102 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Loiret.....	120 00	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Lot.....	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00
Lot-et-Garonne.....	120 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00
Lozère.....	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00	72 00	60 00
Maine-et-Loire.....	120 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	72 00
Manche.....	108 00	96 00	96 00	96 00	90 00	90 00	90 00
Marne.....	120 00	108 00	108 00	105 00	105 00	105 00	102 00
Marne (Haute-).....	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	90 00
Mayenne.....	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00
Meurthe.....	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Meuse.....	120 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	102 00
Morbihan.....	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00
Moselle.....	102 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Nièvre.....	120 00	108 00	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00
Nord.....	144 00	120 00	96 00	96 00	79 20	75 60	73 20
Oise.....	144 00	120 00	120 00	108 00	108 00	108 00	108 00
Orne.....	96 00	108 00	96 00	96 00	90 00	90 00	90 00
Pas-de-Calais.....	114 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00
	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00
	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00
A reporter.....	7,190 00	6,318 00	5,820 00	5,613 00	5,344 20	5,235 60	7,867 20

NOURRICE ET DES PENSIONS — ANNÉES DE L'ÉDUCATION.					TOTAL pour les douze années.	OBSERVATIONS.
8e Année.	9e Année.	10e Année.	11e Année.	12e Année.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
2,049 00	1,914 00	1,785 00	1,758 00	1,746 00	27,725 00	
66 00	66 00	54 00	54 00	54 00	852 00	
48 00	48 00	48 00	48 00	48 00	732 00	
66 00	60 00	60 00	48 00	48 00	780 00	
48 00	48 00	48 00	48 00	48 00	708 00	
60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	828 00	Le premier tarif s'applique aux enfants de l'Hérault placés dans l'Aveyron; le second, aux enfants placés dans le département du Tarn.
48 00	36 00	36 00	36 00	36 00	612 00	
72 00	72 00	72 00	48 00	48 00	840 00	
48 00	48 00	36 00	36 00	36 00	654 00	
78 00	60 00	60 00	54 00	54 00	1,002 00	
54 00	54 00	54 00	42 00	42 00	804 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	876 00	
48 00	48 00	24 00	24 00	24 00	588 00	
84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	1,032 00	
48 00	48 00	36 00	36 00	36 00	732 00	
54 00	54 00	36 00	36 00	36 00	786 00	
96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,128 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	996 00	
72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	888 00	
60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	804 00	
60 00	60 00	36 00	36 00	36 00	792 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	972 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,086 00	
102 00	102 00	96 00	96 00	96 00	1,245 00	
90 00	78 00	78 00	78 00	78 00	1,080 00	
84 00	84 00	60 00	60 00	60 00	1,032 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,008 00	
102 00	102 00	96 00	96 00	96 00	1,254 00	
60 00	48 00	48 00	24 00	24 00	696 00	
66 00	66 00	66 00	66 00	66 00	936 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,020 00	
70 80	68 40	67 20	66 00	64 80	1,021 20	
90 00	90 00	90 00	90 00	90 00	1,266 00	
90 00	90 00	78 00	78 00	78 00	1,080 00	
108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	1,302 00	Le premier tarif est celui de l'hospice de Saint-Omer; le second est applicable aux pupilles du sexe masculin appartenant à l'hospice d'Arras; le troisième, aux filles du même hospice.
120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	1,440 00	
96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	1,152 00	
4,681 80	4,460 00	4,156 20	4,038 00	4,024 80	61,749 20	

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE POUR CHACUNE DES DOUZE						
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année.	7e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	7,190 00	6,318 00	5,820 00	5,613 00	5,344 20	5,235 60	4,867 20
Puy-de-Dôme.....	96 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Pyrénées (Basses-).....	72 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00
Pyrénées (Hautes-).....	96 00	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Pyrénées-Orientales.....	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Rhin (Bas-).....	120 00	96 00	90 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Rhin (Haut-).....	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Rhône.....	108 00	90 00	90 00	72 00	54 00	54 00	54 00
Saône (Haute-).....	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00
Saône-et-Loire.....	108 00	108 00	84 00	84 00	84 00	84 00	60 00
Sarthe.....	120 00	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Seine.....	144 00	120 00	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00
Seine-Inférieure.....	126 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	96 00
	162 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	96 00
Seine-et-Marne.....	120 00	90 00	75 60	75 60	75 60	75 60	64 80
	144 00	120 00	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00
Seine-et-Oise.....	144 00	132 00	132 00	120 00	120 00	120 00	108 00
Sèvres (Deux-).....	102 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Somme.....	144 00	120 00	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00
Tarn.....	84 00	72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00
Tarn-et-Garonne.....	120 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	72 00
Var.....	144 00	108 00	108 00	72 00	72 00	72 00	54 00
Vaucluse.....	144 00	126 00	108 00	90 00	72 00	72 00	72 00
Vendée.....	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Vienne.....	98 00	82 00	82 00	82 00	82 00	82 00	74 00
Vienne (Haute-).....	90 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Vosges.....	120 00	108 00	108 00	96 00	96 00	96 00	84 00
Yonne.....	144 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00
Totaux.....	10,300 00	8,902 00	8,173 60	7,852 60	7,487 80	7,379 20	6,818 00
Moyenne générale pour les 12 années..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Tarif moyen..... par an.....	109 57	94 70	86 95	83 54	79 66	78 50	72 53
Tarif moyen..... par mois.....	9 13	7 89	7 25	6 96	6 64	6 54	6 04

NOURRICE ET DES PENSIONS ANNÉES DE L'ÉDUCATION.					TOTAL pour les douze années.	OBSERVATIONS.
8e Année.	9e Année.	10e Année.	11e Année.	12e Année.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
4,681 80	4,460 40	4,156 20	4,038 00	4,024 80	61,749 20	
72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	816 00	
48 00	36 00	36 00	36 00	36 00	588 00	
60 00	48 00	48 00	48 00	48 00	732 00	
48 00	48 00	36 00	36 00	24 00	660 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,062 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,008 00	
54 00	36 00	36 00	36 00	36 00	720 00	
84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	1,092 00	
60 00	48 00	48 00	48 00	48 00	864 00	
48 00	48 00	48 00	48 00	48 00	804 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,056 00	
96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	1,242 00	Le premier tarif s'applique aux enfants nourris au biberon ; le second, aux enfants élevés au sein.
96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	1,278 00	
64 80	54 00	54 00	43 20	43 20	836 40	Le premier tarif s'applique aux enfants placés dans Seine-et-Marne; le second, à ceux que l'administration départementale de Seine-et-Marne place dans l'Yonne.
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,056 00	
108 00	96 00	84 00	72 00	72 00	1,308 00	
72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	858 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,656 00	
48 00	36 00	36 00	36 00	36 00	612 00	
72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,056 00	
54 00	36 00	36 00	36 00	36 00	828 00	
72 00	54 00	54 00	54 00	54 00	972 00	
72 00	72 00	48 00	48 00	48 00	804 00	
66 00	58 00	50 00	42 00	34 00	832 00	
60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	750 00	
84 00	84 00	72 00	72 00	72 00	1,092 00	
84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	1,104 00	
6,588 60	6,210 40	5,826 20	5,665 20	5,632 00	86,835 60	
.....	.....	.....	.....	.....	923 78	
70 09	66 07	61 98	60 27	59 92	76 98	
5 84	5 51	5 17	5 02	4 99	6 41	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 10 *bis* du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

ÉLÈVES DES

DÉPENSES

TARIF DES MOIS DE NOURRICE ET DES PENSIONS

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE NOURRICE ET DES PENSIONS POUR CHACUNE DES DOUZE ANNÉES DE L'ÉDUCATION.									
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année.	7e Année.	8e Année.	9e Année.	10e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain	108 00	90 00	72 00	72 00	54 00	54 00	54 00	54 00	36 00	36 00
Aisne	168 00	144 00	120 00	120 00	120 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Allier	96 00	78 00	78 00	66 00	66 00	66 00	66 00	60 00	60 00	60 00
Alpes (Basses-)	120 00	96 00	96 00	96 00	72 00	72 00	72 00	72 00	48 00	48 00
Alpes (Hautes-)	108 00	108 00	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	48 00	36 00
Ardèche	108 00	108 00	72 00	72 00	72 00	72 00	54 00	54 00	54 00	36 00
Ardennes	180 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00
Ariége	84 00	72 00	66 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	48 00
Aube	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aude	108 00	96 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Aveyron	108 00	108 00	84 00	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Calvados	109 50	91 25	91 25	91 25	91 25	91 25	73 00	73 00	73 00	73 00
Cantal	108 00	108 00	84 00	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Charente	120 00	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	54 00	54 00	54 00	36 00
Charente-Inférieure	144 00	120 00	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00	84 00
Cher	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Corrèze	84 00	72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	36 00	36 00	36 00	36 00
Corse	108 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00
Côte-d'Or	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Côtes-du-Nord	90 00	78 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Creuse	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Dordogne	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Doubs	180 00	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00	84 00
Drôme	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Eure	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A reporter	2,131 50	1,765 25	1,543 25	1,477 25	1,375 25	1,363 25	1,249 00	1,207 00	1,153 00	1,105 00

ASSISTÉS.

TABLEAU J.

HOSPICES.

EXTÉRIEURES.

D'APRÈS LES NOUVEAUX RÈGLEMENTS DÉPARTEMENTAUX.

11e Année.	12e Année.	TOTAL pour LES DOUZE années.	ANCIEN TARIF. — (Voir le tableau précédent.)	AUGMENTATION sur l'ancien tarif.	INDEMNITÉS PRESCRITES par l'arrêté du 30 ventôse an V. 1re indemnité.	2e indemnité.	3e indemnité.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	
36 00	36 00	702 00	702 00	//	18	50	//	Indemnité de voyage aux nourrices.
96 00	96 00	1,368 00	960 00	408 00	18	50	50	Le tarif s'abaisse à 36 francs à partir de la 8e année pour les enfants placés chez des tisseurs. — Indemnité éventuelle de 3 francs par mois jusqu'à 16 ans. — Indemnité de voyage aux nourrices.
60 00	60 00	816 00	816 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
48 00	48 00	888 00	888 00	//	18	50	50	*Idem.*
36 00	36 00	780 00	696 00	84 00	18	50	50	*Idem.*
36 00	36 00	774 00	774 00	//	18	50	50	*Idem.*
120 00	120 00	1,500 00	1,167 00	333 00	18	50	50	La première annuité n'est que de 144 francs lorsque l'enfant est élevé au biberon. — Indemnité de voyage aux nourrices.
48 00	48 00	690 00	690 00	//	12	30	30	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
60 00	60 00	816 00	804 00	12 00	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices. — La seconde indemnité de ventôse est payable moitié à six ans, moitié à douze. — La troisième n'est accordée qu'à quinze ans.
60 00	60 00	864 00	828 00	36 00	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
73 00	73 00	1,003 75	980 00	23 75	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
60 00	60 00	864 00	864 00	//	18	50	50	*Idem.*
36 00	36 00	762 00	714 00	48 00	24	50	50	*Idem.*
84 00	84 00	1,188 00	1,188 00	//	18	50	50	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
36 00	36 00	588 00	588 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
72 00	72 00	972 00	936 00	36 00	18	50	50	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
60 00	60 00	816 00	816 00	//	18	50	50	
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
84 00	84 00	1,188 00	1,008 00	180 00	18	50	50	La première annuité n'est que de 144 francs si l'enfant est élevé au biberon. — Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
1,105 00	1,105 00	16,579 75	//	//				

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE NOURRICE ET DES PENSIONS POUR CHACUNE DES DOUZE ANNÉES DE L'ÉDUCATION.									
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année.	7e Année.	8e Année.	9e Année.	10e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	2,131 50	1,765 25	1,543 25	1,477 25	1,375 25	1,363 25	1,249 00	1,207 00	1,153 00	1,105 00
Eure-et-Loir.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Finistère.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gard.....	120 00	96 00	72 00	72 00	66 00	66 00	66 00	66 00	66 00	54 00
Garonne (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gers.....	96 00	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	48 00
Gironde.....	108 00	108 00	96 00	96 00	96 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00
Hérault.....	96 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00	48 00
Ille-et-Vilaine.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Indre.....	78 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	36 00
Indre-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Isère.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Jura.....	120 00	108 00	84 00	84 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00	42 00
Landes.....	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	24 00
Loir-et-Cher.....	120 00	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire-Inférieure.....	144 00	102 00	102 00	102 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00
Loiret.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Lot.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Lot-et-Garonne.....	120 00	96 00	72 00	72 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Lozère.....	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00	60 00	36 00
Maine-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Manche.....	108 00	96 00	96 00	96 00	90 00	90 00	90 00	84 00	84 00	84 00
Marne.....	168 00	144 00	120 00	120 00	120 00	120 00	108 00	108 00	108 00	108 00
Marne (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mayenne.....	120 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00	84 00	60 00	60 00
Meurthe.....	120 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Meuse.....	120 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	102 00	102 00	102 00	96 00
Morbihan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Moselle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Nièvre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Nord.....	144 00	120 00	96 00	96 00	79 20	75 60	73 20	70 80	68 40	67 20
Oise.....	168 00	144 00	120 00	120 00	120 00	120 00	102 00	102 00	102 00	102 00
Orne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
A reporter.....	4,249 50	3,559 25	3,145 25	3,067 25	2,882 45	2,830 85	2,618 20	2,531 80	2,439 40	2,282 20

11e Année.	12e Année.	TOTAL pour LES DOUZE années.	ANCIEN TARIF. — (Voir le tableau précédent.)	AUGMENTATION sur l'ancien tarif.	INDEMNITÉS PRESCRITES par l'arrêté du 30 ventôse an V. 1re indemnité.	2e indemnité.	3e indemnité.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr.	fr.	
1,105 00	1,105 00	16,579 75	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
54 00	54 00	852 00	852 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
48 00	48 00	732 00	780 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
60 00	60 00	948 00	708 00	240 00	18	50	50	
48 00	48 00	828 00	828 00	//	18	50	50	Il y avait autrefois deux tarifs, l'un de 612 francs, l'autre de 828 francs. Ce dernier a été étendu à tous les enfants de l'Hérault. — Primes d'encouragement aux enfants et aux nourriciers. — Indemnité éventuelle de 3 à 6 fr. aux gardiens d'enfants de douze à dix-huit ans.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
36 00	36 00	654 00	654 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
42 00	42 00	858 00	876 00	//	18	50	50	
24 00	24 00	588 00	588 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
72 00	72 00	1,032 00	1,032 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices. — Indemnité de vaccine, 1 fr. 50 c.; prime d'école, 6 francs par an.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
84 00	84 00	1,170 00	1,128 00	42 00	18	50	50	La première annuité n'est que de 108 francs pour les enfants élevés au biberon. — Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
60 00	60 00	864 00	804 00	60 00	20	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
36 00	36 00	792 00	792 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
84 00	84 00	1,086 00	1,086 00	//	18	50	50	
108 00	108 00	1,440 00	1,245 00	195 00	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
60 00	60 00	996 00	1,032 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
84 00	84 00	1,044 00	1,008 00	36 00	18	50	50	*Idem.*
96 00	96 00	1,254 00	1,254 00	//	18	50	50	
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
//	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
66 00	64 80	1,021 20	1,021 20	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
102 00	102 00	1,404 00	1,266 00	138 00	18	50	50	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
2,269 00	2,267 80	34,142 95	//	//	//	//	//	

DÉPARTEMENTS.	MONTANT DES MOIS DE NOURRICE ET DES PENSIONS POUR CHACUNE DES DOUZE ANNÉES DE L'ÉDUCATION.									
	1re Année.	2e Année.	3e Année.	4e Année.	5e Année.	6e Année	7e Année.	8e Année.	9e Année.	10e Année.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	4,249 50	3,559 25	3,145 25	3,067 25	2,882 45	2,830 85	2,618 20	2,531 80	2,439 40	2,282 20
Pas-de-Calais — Hospice de Saint-Omer.	114 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00
Pas-de-Calais — Hospice d'Arras. Garçons.....	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00	120 00
Pas-de-Calais — Hospice d'Arras. Filles.....	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Puy-de-Dôme.....	120 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00
Pyrénées (Basses-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Hautes-).....	96 00	84 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00
Pyrénées-Orientales.....	108 00	96 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Rhin (Bas-).....	120 00	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00
Rhin (Haut-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhône.....	108 00	90 00	72 00	72 00	54 00	54 00	54 00	54 00	36 00	36 00
Saône (Haute).....	240 00	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00	84 00
Saône-et-Loire.....	120 00	96 00	84 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	60 00	60 00
Sarthe.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-Inférieure.....	162 00	108 00	108 00	108 00	108 00	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Seine-et-Marne.....	156 00	132 00	108 00	108 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00	96 00
Seine-et-Oise.....	240 00	156 00	156 00	156 00	144 00	144 00	144 00	120 00	120 00	120 00
Sèvres (Deux-).....	108 00	84 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00	72 00
Somme.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Tarn.....	84 00	72 00	60 00	60 00	60 00	60 00	48 00	48 00	48 00	48 00
Tarn-et-Garonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Var.....	144 00	108 00	108 00	84 00	84 00	84 00	72 00	72 00	48 00	48 00
Vaucluse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vendée.....	120 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	84 00	48 00
Vienne.....	98 00	82 00	82 00	82 00	82 00	82 00	74 00	66 00	58 00	50 00
Vienne (Haute-).....	90 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00	60 00
Vosges.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Yonne.....	168 00	144 00	120 00	96 00	96 00	96 00	84 00	84 00	72 00	72 00
TOTAL.....	6,861 50	5,567 25	4,979 25	4,841 25	4,614 45	4,562 85	4,282 20	4,151 80	3,961 40	3,760 20
MOYENNE GÉNÉRALE pour les 12 années.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
TARIF MOYEN. par an.....	122 53	99 41	88 91	86 45	82 40	81 48	76 46	74 15	70 74	67 15
TARIF MOYEN. par mois.....	10 21	8 28	7 41	7 20	6 87	6 79	6 37	6 18	5 89	5 60

11e Année.	12e Année.	TOTAL pour LES DOUZE années.	ANCIEN TARIF. — (Voir le tableau précédent.)	AUGMENTATION sur l'ancien tarif.	INDEMNITÉS PRESCRITES par l'arrêté du 30 ventôse an V. 1re indemnité.	2e indemnité.	3e indemnité.	OBSERVATIONS.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr.	fr.	
2,269 00	2,267 80	34,142 95	//	//	0	0	0	
108 00	108 00	1,302 00	1,302 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
120 00	120 00	1,440 00	1,440 00	//	18	50	50	*Idem.*
96 00	96 00	1,152 00	1,152 00	//	18	50	50	*Idem.*
60 00	60 00	972 00	816 00	156 00	18	50	50	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
48 00	48 00	732 00	732 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
60 00	60 00	816 00	660 00	156 00	18	50	50	*Idem.*
84 00	84 00	1,056 00	1,062 00	//	18	40	//	*Idem.* — Indemnité de première communion (18 francs).
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
36 00	36 00	702 00	720 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage et de première communion. — Primes d'encouragement aux nourriciers et aux enfants.
84 00	84 00	1,248 00	1,092 00	156 00	18	50	50	La première annuité n'est que de 144 francs lorsque l'enfant est élevé au biberon.
60 00	60 00	936 00	864 00	72 00	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
96 00	96 00	1,278 00	1,278 00	//	18	50	50	La première annuité n'est que de 126 francs lorsque l'enfant est élevé au biberon. — Indemnité de voyage et de vaccine.
96 00	96 00	1,272 00	836 40	435 60	//	50	50	Ce tarif n'est applicable qu'aux enfants placés dans Seine-et-Marne; pour les autres, le prix de pension est celui que paye le département où ils sont envoyés.
120 00	120 00	1,740 00	1,308 00	432 00	18	50	50	La première annuité n'est que de 168 francs lorsque l'enfant est élevé au biberon.
72 00	72 00	912 00	858 00	54 00	25	50	50	
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement actuellement en vigueur est antérieur à l'enquête.
48 00	48 00	684 00	612 00	72 00	//	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices. — La première indemnité de ventôse n'est accordé qu'aux nourriciers qui justifient avoir entouré de bons soins un enfant malade.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
48 00	48 00	948 00	828 00	120 00	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
48 00	48 00	936 00	804 00	132 00	18	50	50	
42 00	34 00	832 00	832 00	//	18	50	50	Indemnité de voyage aux nourrices.
60 00	60 00	750 00	750 00	//	18	50	50	*Idem.*
//	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
72 00	72 00	1,176 00	1,104 00	72 00	18	50	50	Une indemnité supplémentaire de 50 francs est accordée lorsque l'enfant atteint l'âge de six ans.
3,727 00	3,717 80	55,026 95	//	//				
//	//	982 62	923 78	58 84				
66 55	66 39	81 88	76 98	4 90				
5 55	5 53	6 82	6 41	0 41				

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Questions
nos 12 et 15 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU K.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

DÉPENSES INTÉRIEURES.

DÉPARTEMENTS.	FRAIS DE SÉJOUR AUX HOSPICES.		LAYETTES ET VÊTURES.				OBSERVATIONS.
	Dépense moyenne d'un enfant pour la période duodécennale de l'éducation.	Numéro du département dans la série décroissante des moyennes.	ÉVALUATION réglementaire des layettes et vêtures.	NOMBRE de vêtures délivrées. Layette.	NOMBRE de vêtures délivrées. Vêtures.	ÂGE auquel cessent les distributions de vêtures.	
	fr. c.		fr. c.				
Ain	56 36	63	200 47	1	9	10 ans.	
Aisne. Garçons	451 49	5	325 00	1	11	12 ans.	
Aisne. Filles			288 00				
Allier	215 70	24	140 00	1	11	*Idem.*	
Alpes (Basses-)	7 70	82	312 00	1	11	*Idem.*	
Alpes (Hautes-). Hospice de Gap	37 71	69	104 35	1	5	6 ans.	
Alpes (Hautes-). ——— d'Embrun			//	//	//	//	Les hospices d'Embrun et de Briançon ne donnent qu'à titre exceptionnel des vêtures, et même des layettes.
Alpes (Hautes-). ——— de Briançon			//	//	//	//	
Ardèche	73 82	53	135 00	1	11	12 ans.	
Ardennes. Garçons	113 37	38	193 25	1	7	9 ans.	
Ardennes. Filles			180 85				
Ariége	10 00	81	31 87	1	//	//	Un règlement, non exécuté, prescrit la fourniture de trois vêtures jusqu'à l'âge de six ans.
Aube	5 71	83	126 10	1	4	9 ans.	
Aude	160 44	31	115 32	1	11	6 ans.	
Aveyron	101 01	46	130 00	1	11	12 ans.	L'hospice d'Espalion donne une vêture supplémentaire aux enfants que l'on place à l'expiration de leur douzième année.
Bouches-du-Rhône	250 22	19	251 00	1	16	8 ans.	
Calvados	330 05	12	220 75	1	11	12 ans.	Une indemnité en argent remplace les vêtures.
Cantal	192 20	26	138 75	1	7	*Idem.*	
Charente	41 09	66	114 50	1	11	*Idem.*	*Idem.*
Charente-Inférieure. Hospice de la Rochelle	58 56	60	203 76	1	10	*Idem.*	
Charente-Inférieure. ——— de Saintes				1	6	*Idem.*	
Cher	457 66	4	66 66	1	5	6 ans.	
Corrèze	103 65	44	142 68	1	11	12 ans.	
Corse	//	//	14 25	//	//	//	Les hospices fournissent quelquefois, mais irrégulièrement, une layette aux nouveau-nés.
Côte-d'Or	75 26	52	//	//	//	//	
Côtes-du-Nord	21 20	74	//	//	//	//	Aucune règle ne préside à la distribution des vêtures, bien que l'hospice accorde à peu près les vêtements nécessaires à ses pupilles.
Creuse	104 81	43	45 15	1	2	3 ans.	
Dordogne	77 29	51	45 00	1	3	5 ans.	
Doubs	120 00	37	247 45	1	10	10 ans.	
Drôme	4 56	84	215 62	1	11	12 ans.	
Eure	59 82	59	220 52	1	8	7 ans 1/2.	
Eure-et-Loir	40 53	67	240 00	1	7	12 ans.	
Finistère	14 04	78	113 45	1	11	*Idem.*	
A reporter	.....	.....	4,561 75				

DÉPARTEMENTS.	FRAIS DE SÉJOUR AUX HOSPICES.		LAYETTES ET VÊTURES.				OBSERVATIONS.
	Dépense moyenne d'un enfant pour la période duodécennale de l'éducation.	Numéro des départements dans la série décroissante des moyennes.	ÉVALUATION réglementaire des layettes et vêtures.	NOMBRE de vêtures délivrées. Layette.	Vêtures.	ÂGE auquel cessent les distributions de vêtures.	
	fr. c.		fr. c.				
Report.....	.....	.....	4,561 75				
Gard.....	48 21	64	63 25	1	5	9 ans.	
Garonne (Haute-).....	264 36	18	194 34	1	10	12 ans.	
Gers.....	120 57	36	19 00	1	//	//	
Gironde..... Garçons....	242 48	20	227 58	1	7	11 ans.	
Filles.....			217 93				
Hérault..... Garçons....	106 44	41	117 00	1	7	9 ans.	Vêture supplémentaire à l'expiration de la douzième année.
Filles.....			105 00				
Ille-et-Vilaine..... Garçons....	180 54	28	187 90	1	5	6 ans.	
Filles.....			192 00				
Indre.....	319 70	15	63 00	1	4	5 ans.	
Indre-et-Loire.....	105 65	42	180 00	1	8	12 ans.	
Isère.....	58 00	61	135 00	1	6	*Idem.*	
Jura.....	14 13	77	169 59	1	8	9 ans.	
Landes.....	57 57	62	10 00	1	//	//	
Loir-et-Cher.....	20 96	75	128 30	1	7	12 ans.	
Loire... Hospice de St-Étienne.	83 78	49	164 10	1	11	*Idem.*	Les hospices de Roanne et de Montbrison ne satisfont qu'incomplétement aux prescriptions réglementaires.
——— de Montbrison.			141 00	1	11	*Idem.*	
——— de Roanne..			77 50	1	8	9 ans.	
Loire (Haute-).....	40 73	68	178 45	1	9	12 ans.	
Loire-Inférieure.....	630 19	3	164 10	1	9	8 ans.	
Loiret.....	426 36	9	168 00	1	6	7 ans.	
Lot.....	63 63	57	7 00	1	//	//	
Lot-et-Garonne.....	972 39	1	344 05	1	11	12 ans.	
Lozère.....	0 87	85	250 00	1	9	*Idem.*	
Maine-et-Loire.....	93 42	48	18 20	1	//	//	
Manche.....	125 12	34	16 00	1	//	//	Fournitures délivrées à titre exceptionnel.
Marne.. Hospice de Châlons...	169 25	30		1	11	12 ans.	
——— de Reims....			249 60	1	8	*Idem.*	
——— de Vitry.....				1	8	*Idem.*	
Marne (Haute-).....	36 71	70	250 00	1	7	*Idem.*	
Mayenne.....	189 39	27	175 77	1	5	10 ans.	Vêture supplémentaire à l'expiration de la douzième année.
Meurthe.....	327 73	13	15 00	1	//	//	
Meuse.....	170 00	29	26 05	1	//	//	
Morbihan.....	72 20	54	//	//	//	//	Il n'est délivré de vêtures que par voie de distributions exceptionnelles, faites, en quelques occasions, sur des fonds de subventions.
Moselle.....	372 66	10	194 75	1	7	//	L'hospice ne se conforme pas aux prescriptions réglementaires; il n'accorde de vêtures qu'aux enfants âgés de moins de sept ans et alors seulement que les nourriciers les réclament.
Nièvre.....	71 33	55	99 10	1	3	6 ans.	
A reporter.....	.....	.....	9,110 31				

DÉPARTEMENTS.	FRAIS DE SÉJOUR AUX HOSPICES.		LAYETTES ET VÊTURES.				OBSERVATIONS.
	Dépense moyenne d'un enfant pour la période duodécennale de l'éducation.	Numéro du département dans la série décroissante des moyennes.	ÉVALUATION réglementaire des layettes et vêtures.	NOMBRE de vêtures délivrées. Layette.	Vêtures.	ÂGE auquel cessent les distributions de vêtures.	
	fr. c.		fr. c.				
Report.....	.....	.....	9,110 31				
Nord..... Garçons....	447 55	7	263 85	1	11	12 ans.	Vêture supplémentaire à l'expiration de la douzième année.
Nord..... Filles.....			172 40	1	11	12 ans.	Vêture supplémentaire à l'expiration de la douzième année.
Oise.....	887 35	2	240 00	1	11	*Idem.*	
Orne.....	10 14	80	166 50	1	7	6 ans.	
Pas-de-Calais. Hospice d'Arras.....	19 07	76	329 91	1	11	12 ans.	
Pas-de-Calais. ——— de Saint-Omer.			238 85	1	11	12 ans.	
Puy-de-Dôme.....	132 02	53	150 00	1	5	*Idem.*	
Pyrénées (Basses-).....	265 85	17	162 90	//	//	//	Les distributions de vêtures ont lieu très-irrégulièrement. Le règlement en prescrit sept.
Pyrénées (Hautes-).....	69 83	56	8 55	1	//	//	
Pyrénées-Orientales.....	289 71	16	16 00	1	1	1 an.	
Rhin (Bas-).....	205 36	25	93 00	1	2	18 mois.	
Rhin (Haut-).....	21 83	73	144 00	1	11	12 ans.	Une indemnité en argent remplace la layette et les vêtures.
Rhône..... Garçons....	103 22	45	224 65	1	11	*Idem.*	
Rhône..... Filles.....			160 67	1	11	*Idem.*	
Saône (Haute-).....	358 55	11	360 00	1	11	*Idem.*	
Saône-et-Loire.....	35 27	71	81 12	1	6	*Idem.*	
Sarthe.....	12 68	79	285 45	1	11	*Idem.*	
Seine..... Garçons....	232 94	21	309 54	1	11	*Idem.*	
Seine..... Filles.....			246 25	1	11	*Idem.*	
Seine-Inférieure.....	124 08	35	251 88	1	9	10 ans 1/2.	Vêture supplémentaire au moment de la première communion.
Seine-et-Marne.....	322 83	14	184 80	1	8	12 ans.	
Seine-et-Oise.....	447 12	6	290 90	1	11	*Idem.*	
Sèvres (Deux-). Hospice de Niort.....	94 48	47	106 10	1	//	//	Les hospices de Niort et de Parthenay ne satisfont que très-incomplétement au service du vestiaire.
Sèvres (Deux-). ——— de Parthenay.				1	//	//	Les hospices de Niort et de Parthenay ne satisfont que très-incomplétement au service du vestiaire.
Sèvres (Deux-). ——— de Thouars...				1	2	11 ans.	
Somme.....	109 91	40	269 00	1	7	8 ans.	
Tarn.....	232 35	22	250 00	1	7	12 ans.	
Tarn-et-Garonne.....	438 05	8	130 00	1	//	//	L'arrêté du 30 décembre 1857, relatif au vestiaire, n'est pas exécuté.
Var.....	82 64	50	245 92	1	3	6 ans.	Le règlement prescrit la délivrance de six vêtures.
Vaucluse.....	29 52	72	248 16	1	11	12 ans.	
Vendée.....	63 59	58	147 40	1	6	9 ans.	
Vienne.....	220 00	23	168 38	1	6	*Idem.*	
Vienne (Haute-).....	46 16	65	14 00	1	//	//	
Vosges.....	110 24	39	//	//	//	//	Aucune vêture n'est fournie aux enfants, malgré les termes d'un arrêté du 31 décembre 1859.
Yonne.....	155 16	32	305 00	1	11	12 ans.	
TOTAL.....	.....	.....	15,375 49				
MOYENNES.....	160f 84c	.....	160f 16c (A)				(A) Soit, pour une année, $\frac{160^f\ 16^c}{12} = 13^f\ 34^c$.

ENFANTS ASSISTÉS.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

DÉPENSES INTÉRIEURES.

LAYETTES ET VÊTURES

DONT LA DÉLIVRANCE EST PRESCRITE PAR LES NOUVEAUX RÈGLEMENTS DEPARTEMENTAUX.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE FOURNITURES.		VALEUR RÉGLEMENTAIRE DES FOURNITURES.			AUGMENTATION sur LES PRÉCÉDENTS TARIFS.		OBSERVATIONS.
	Layette.	Vêtures.	Garçons.	Filles.	Moyenne pour les deux sexes.	En nombre de fournitures.	En valeur estimative des fournitures.	
Ain	1	9	112f 64c	114f 14c	113f 39c	//	//	
Aisne	1	12	//	//	//	//	//	Pas d'évaluation.
Allier	1	11	171 75	158 55	165 15	//	25f 15c	
Alpes (Basses-)	1	9	207 89	206 90	207 39	//	//	
Alpes (Hautes-)	1	9	207 89	206 90	207 39	4	103 04	Plusieurs des hospices du département ne donnaient aucune vêture en 1860.
Ardèche	1	11	174 50	134 50	154 50	//	19 50	
Ardennes	1	11	217 16	185 69	201 42	4	14 37	
Ariége	1	11	236 80	250 94	243 87	8	212 00	
Aube	1	8	231 96	216 74	224 35	4	98 25	Arrêté spécial du 31 janvier 1861.
Aude	1	9	146 15	139 82	142 98	//	27 66	La première vêture prend le nom de deuxième layette.
Aveyron	1	11	132 46	126 40	129 43	//	//	
Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
Calvados	1	//	248 30	248 30	248 30	//	27 55	La layette seule est délivrée en nature : une indemnité, payée jusqu'à 12 ans, remplace les autres vêtures.
Cantal	1	12	205 25	208 00	206 62	5	67 87	
Charente	1	//	114 51	114 51	114 51	//	//	La layette seule est délivrée en nature : une indemnité, payée jusqu'à 10 ans, remplace les vêtures.
Charente-Inférieure	1	13	250 70	237 80	244 25	3	40 49	
Cher	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Corrèze	1	11	181 05	149 08	165 06	//	22 38	
Corse	1	7	179 72	162 22	170 97	7	156 72	
Côte-d'Or	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Côtes-du-Nord	1	11	121 05	116 05	118 55	//	//	On n'a pu évaluer les vêtures distribuées lors de l'enquête.
Creuse	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Dordogne	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Doubs	1	11	349 21	336 42	342 81	1	95 36	
Drôme	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Eure	1	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
A reporter	.....	.....	3,488 99	3,312 96	3,400 94			

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE FOURNITURES.		VALEUR RÉGLEMENTAIRE DES FOURNITURES.			AUGMENTATION sur LES PRÉCÉDENTS TARIFS.		OBSERVATIONS.
	Layette.	Vêtures.	Garçons.	Filles.	Moyenne pour les deux sexes.	En nombre de fournitures.	En valeur estimative des fournitures.	
Report.....	.....	.....	3,488f 99c	3,312f 96c	3,400f 94c			
Eure-et-Loir.....	1	11	335 15	313 44	324 29	4	84f 29c	
Finistère.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Gard.....	1	12	355 70	299 72	327 71	7	264 46	
Garonne (Haute-)...	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Gers.....	1	7	235 66	209 20	222 43	7	203 43	
Gironde.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement relatif aux vêtures n'est pas encore publié.
Hérault.....	1	7	126 35	112 75	119 55	//	8 55	
Ille-et-Vilaine.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
Indre.....	1	9	142 85	144 10	143 47	5	80 47	
Indre-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Isère.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Jura.....	1	9	142 85	144 10	143 47	//	//	
Landes.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement relatif aux vêtures n'est pas encore publié.
Loir-et-Cher.....	1	12	255 28	326 81	291 04	5	162 74	
Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Loire (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Loire-Inférieure.....	1	11	263 66	200 61	232 13	2	68 03	
Loiret.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Lot.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
Lot-et-Garonne.....	1	11	389 02	352 52	370 77	//	26 72	
Lozère.....	1	10	258 20	258 20	258 20	1	8 20	
Maine-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Manche.....	1	3	61 05	62 05	61 55	3	45 55	La situation financière des hospices ne permet pas d'exiger davantage, quant à présent.
Marne.....	1	11	370 14	371 33	370 73	3 (A)	121 13	(A) Pour les pupilles des hospices de Reims et Vitry.
Marne (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Mayenne.....	1	Garçons. 7 Filles. . 5	179 75	171 80	175 77	//	//	
Meurthe.....	1	7	198 60	197 25	197 92	7	182 92	
Meuse.....	1	11	370 14	381 33	375 73	11	349 68	
Morbihan.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
Moselle.....	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Nièvre.....	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Nord.....	1	12	222 41	174 29	198 35	1	//	
A reporter....	.....	.....	7,395 80	7,032 46	7,214 05			

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE FOURNITURES.		VALEUR RÉGLEMENTAIRE DES FOURNITURES.			AUGMENTATION sur LES PRÉCÉDENTS TARIFS.		OBSERVATIONS.
	Layette.	Vêtures.	Garçons.	Filles.	Moyenne pour les deux sexes.	En nombre de fournitures.	En valeur estimative des fournitures.	
Report.....	.....	.....	7,395f 80c	7,032f 46c	7,214f 05c			
Oise.....	1	11	349 11	338 92	344 01	//	104f 01c	
Orne.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore publié.
Pas-de-Calais. Hospice d'Arras...	1	12	347 65	298 46	323 05	1	//	
Pas-de-Calais. —— de St-Omer.	1	12	282 07	271 78	276 92	1	18 07	
Puy-de-Dôme.....	1	12	224 75	255 10	239 92	7	89 92	
Pyrénées (Basses-)...	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Pyrénées (Hautes-)..	1	10	284 85	268 34	276 59	10	268 04	
Pyrénées-Orientales..	1	12	331 85	369 05	350 45	11	334 45	
Rhin (Bas-).....	1	11	530 30	387 85	459 07	9	366 07	
Rhin (Haut-).....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Rhône.....	1	12	253 15	178 30	215 72	1	23 06	
Saône (Haute-).....	1	11	349 11	338 92	344 01	//	//	
Saône-et-Loire.....	1	11	173 40	182 90	178 15	5	97 03	
Sarthe.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Seine.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Seine-Inférieure.....	1	10	391 04	372 00	381 52	1	129 64	
Seine-et-Marne.....	1	11	276 84	213 79	245 32	3	60 52	
Seine-et-Oise.....	1	11	471 30	487 70	479 50	//	188 60	
Sèvres (Deux-).....	//	//	145 00	145 00	145 00	//	38 90	L'hospice fournit seulement en nature un premier vêtement lors du placement; ce vêtement est d'une valeur approximative de 25 francs : une indemnité annuelle de 10 fr. remplace les autres vêtures.
Somme.....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement est antérieur à l'enquête.
Tarn.....	1	11	314 29	260 50	287 40	4	37 40	
Tarn-et-Garonne....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement n'est pas encore arrêté.
Var.....	1	12	218 80	197 95	208 37	9	//	
Vaucluse.....	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Vendée.....	1	11	270 35	251 45	260 90	5	113 50	
Vienne.....	1	7	214 90	220 20	217 55	1	49 17	
Vienne (Haute-)....	//	//	//	//	//	//	//	Le règlement relatif aux vêtures n'est pas encore publié.
Vosges.....	1	7	249 60	242 70	246 15	8	246 15	Arrêté spécial du 26 septembre 1861.
Yonne.....	1	11	312 52	294 12	303 32	//	//	Le prix de confection n'a pas été compris dans l'évaluation.
TOTAUX.....	.....	.....	13,386 68	12,607 49	12,996 97			
Moyennes.....	.....	.....	247 90	233 47	240 68			

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 8, § 4, du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

DÉPENSES GÉNÉRALES DU

DÉPARTEMENTS.	ANNÉE 1828. DÉPENSES intérieures.	DÉPENSES extérieures.	TOTAUX des dépenses.	NOMBRE MOYEN d'enfants.	Dépenses intérieures.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Ain	7,843 05	21,673 60	29,516 65	572	13,578 95
Aisne	112,924 00	107,360 18	220,284 18	1,618	66,959 60
Allier	40,000 00	103,000 00	143,000 00	1,215	24,744 00
Alpes (Basses-)	4,167 50	79,686 73	83,854 23	1,008	3,141 00
Alpes (Hautes-)	827 00	47,481 88	48,308 88	479	677 31
Ardèche	764 50	46,783 37	47,547 87	574	5,919 03
Ardennes	3,346 20	44,282 32	47,628 52	507	8,774 64
Ariége	100 00	46,128 00	46,228 00	464	490 00
Aube	//	46,379 36	46,379 36	921	2,519 00
Aude	27,028 00	76,261 87	103,289 87	1,259	14,172 00
Aveyron	10,769 50	134,012 56	144,782 06	2,234	10,937 69
Bouches-du-Rhône	15,181 77	120,633 79	135,815 56	2,240	112,947 08
Calvados	74,136 52	87,412 58	161,549 10	1,644	81,012 18
Cantal	3,014 00	51,865 45	54,879 45	840	13,179 10
Charente	2,147 50	43,396 33	45,543 83	670	6,169 06
Charente-Inférieure	29,626 52	109,189 18	138,815 70	1,092	18,646 79
Cher	5,253 60	65,889 00	71,142 60	709	36,126 00
Corrèze	2,792 50	45,869 74	48,662 24	792	7,897 24
Corse	//	55,785 29	55,785 29	374	//
Côte-d'Or	//	45,069 20	45,069 20	527	44,819 63
Côtes-du-Nord	13,817 20	33,182 49	46,999 69	618	6,710 00
Creuse	7,040 95	45,870 07	52,911 02	759	13,673 20
Dordogne	//	95,594 79	95,594 79	1,504	16,589 24
Doubs	23,273 23	43,249 08	66,522 31	579	23,114 00
Drôme	15,049 44	77,304 69	92,354 13	1,154	10,931 40
Eure	13,577 87	40,598 63	54,176 50	533	11,638 46
Eure-et-Loir	14,984 30	66,153 11	81,137 41	908	8,826 41
Finistère	13,125 23	118,377 28	131,502 51	1,597	13,435 24
Gard	9,352 85	56,937 00	66,289 85	834	8,834 93
Garonne (Haute-)	25,860 20	67,121 03	92,981 23	1,199	26,839 45
Gers	31,030 75	102,943 65	133,974 40	1,983	3,364 40
Gironde	91,055 93	204,990 42	296,046 35	3,637	93,601 45
Hérault	38,318 49	48,442 47	86,760 96	1,086	10,965 36
Ille-et-Vilaine	20,887 50	53,449 37	74,336 87	352	6,962 50
Indre	9,269 55	59,000 00	68,269 55	977	15,765 70
Indre-et-Loire	14,975 17	69,916 90	84,892 07	967	13,969 60
Isère	23,500 00	93,094 00	116,594 00	1,607	31,879 00
Jura	1,886 97	36,917 24	38,804 21	418	5,644 47
Landes	1,544 00	109,349 56	110,893 56	1,498	6,970 00
Loir-et-Cher	8,955 00	72,549 00	81,504 00	870	4,066 50
Loire	15,865 20	59,738 90	75,604 10	1,057	22,248 55
A reporter	733,291 99	2,932,940 11	3,666,232 10	43,876	828,740 16

ASSISTÉS.

TABLEAU M.

SERVICE EN 1828 ET 1858.

ANNÉE 1858.

ÉLÈVES DES HOSPICES.			ENFANTS CONSERVÉS par leurs mères.		OBSERVATIONS.
Dépenses extérieures.	TOTAUX des dépenses.	Nombre moyen d'enfants.	Dépenses du service.	Nombre d'enfants secourus.	
fr. c.	fr. c.		fr. c.		
50,108 28	63,687 23	899	//	//	Les secours temporaires n'ont été adoptés qu'en 1859.
64,016 06	130,975 66	974	10,429 76	213	
75,932 42	100,676 42	885	17,375 05	211	
11,089 61	14,230 61	99	10,798 60	144	
6,580 99	7,258 30	75	7,009 61	106	
24,152 44	30,071 47	275	11,583 05	195	
37,894 79	46,669 43	356	//	//	Les secours temporaires n'ont été organisés qu'en 1860.
22,562 33	23,052 33	261	15,452 35	267	
43,157 49	45,676 49	376	5,648 00	60	
44,159 37	58,331 37	621	8,896 83	146	
23,163 10	34,100 79	359	78,371 92	1,007	
202,379 09	315,326 17	2,775	15,459 19	202	
119,785 84	200,798 02	1,919	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
22,695 21	35,874 31	328	8,159 00	131	
69,180 12	75,349 18	1,150	3,988 21	47	
70,800 11	89,446 90	691	14,820 38	145	
52,299 74	88,425 74	880	36,630 21	449	
22,934 15	30,831 39	391	14,346 63	243	
52,504 73	52,504 73	561	6,166 87	62	
78,967 01	123,786 64	812	1,203 78	12	
99,567 50	106,277 50	1,276	//	//	Les secours temporaires n'ont été organisés qu'à la fin de 1858.
25,038 20	38,711 40	498	18,494 25	382	
93,982 65	110,571 89	1,649	23,353 10	292	
15,715 60	38,829 60	202	73 11	//	
41,989 39	52,920 79	599	16,333 90	233	
46,877 23	58,515 69	502	5,595 60	41	
56,424 23	65,250 64	261	3,885 00	65	
149,717 83	163,153 07	2,023	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
58,954 40	67,789 33	747	6,824 32	97	
53,471 17	80,310 62	886	17,841 35	224	
19,974 01	23,338 41	310	4,950 00	83	
155,865 24	249,466 69	3,139	46,565 00	815	
59,132 15	70,097 51	632	13,264 22	360	
13,227 59	20,190 09	138	4,471 68	77	
36,832 50	52,598 20	563	16,345 51	176	
53,963 12	67,932 72	711	15,443 28	136	
31,278 00	63,157 00	530	27,006 00	382	
24,336 14	29,980 61	362	2,861 65	122	
59,606 17	66,576 17	1,049	4,124 57	60	
67,153 22	71,219 72	699	24,126 23	339	
76,661 25	98,909 80	1,017	11,735 72	170	
2,334,130 47	3,162,870 63	32,480	529,633 93	7,694	

DÉPARTEMENTS.	ANNÉE 1828. DÉPENSES intérieures.	DÉPENSES extérieures.	TOTAUX des dépenses.	NOMBRE MOYEN d'enfants.	Dépenses intérieures.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Report.....	733,291 99	2,932,940 11	3,666,232 10	43,876	828,740 16
Loire (Haute-).....	9,090 44	40,000 00	49,090 44	864	7,420 53
Loire-Inférieure.....	37,613 09	79,496 55	117,109 64	1,253	50,314 01
Loiret.....	15,567 50	101,964 57	117,532 07	1,253	30,308 88
Lot.....	6,617 50	29,314 65	35,932 15	509	2,996 00
Lot-et-Garonne.....	19,202 12	80,117 03	99,319 15	1,142	6,875 92
Lozère.....	8,200 00	30,190 25	38,390 25	456	7,306 30
Maine-et-Loire.....	5,881 40	83,487 41	89,368 81	1,345	18,152 88
Manche.....	9,659 30	106,611 40	116,270 70	1,442	16,988 24
Marne.....	33,582 76	102,320 96	135,903 72	1,328	32,376 22
Marne (Haute-).....	2,153 59	41,000 00	43,153 59	520	3,019 10
Mayenne.....	7,788 04	45,149 17	52,937 21	497	20,221 15
Meurthe.....	16,523 90	127,676 65	144,200 55	1,618	16,445 20
Meuse.....	23,268 00	42,325 22	65,593 22	547	35,667 84
Morbihan.....	1,947 75	64,175 70	66,123 45	950	12,939 35
Moselle.....	7,882 84	58,184 56	66,067 40	908	10,450 06
Nièvre.....	28,958 23	84,860 10	113,818 33	1,582	4,852 69
Nord.....	71,788 07	265,458 46	337,246 53	3,255	25,673 67
Oise.....	9,386 55	42,701 18	52,087 73	901	32,808 03
Orne.....	14,703 70	62,289 23	76,992 93	948	10,486 91
Pas-de-Calais.....	48,750 00	104,024 00	152,774 00	1,250	8,712 55
Puy-de-Dôme.....	25,600 83	83,392 38	108,993 21	1,509	18,710 45
Pyrénées (Basses-).....	3,287 60	116,119 91	119,407 51	1,637	3,650 87
Pyrénées (Hautes-).....	//	40,080 00	40,080 00	820	2,667 60
Pyrénées-Orientales.....	//	35,772 00	35,772 00	554	13,930 22
Rhin (Bas-).....	15,672 80	78,169 51	93,842 31	650	17,495 59
Rhin (Haut-).....	//	21,084 00	21,084 00	222	9,018 75
Rhône.....	283,221 73	457,814 39	741,036 12	9,203	142,468 70
Saône (Haute-).....	//	4,622 54	4,622 54	81	6,073 00
Saône-et-Loire.....	//	82,394 68	82,394 68	1,123	7,837 02
Sarthe.....	33,032 75	82,763 75	115,796 50	1,185	30,266 55
Seine.....	134,762 67	1,568,452 43	1,703,215 10	16,152	588,468 46
Seine-Inférieure.....	42,275 59	179,401 55	221,677 14	2,139	60,640 03
Seine-et-Marne.....	//	24,653 73	24,653 73	323	15,911 00
Seine-et-Oise.....	5,007 20	10,486 84	15,494 04	117	15,823 59
Sèvres (Deux-).....	8,095 25	22,699 51	30,794 76	386	11,776 00
Somme.....	41,332 59	91,181 11	132,513 70	1,180	23,085 31
Tarn.....	20,979 90	64,527 80	85,507 70	1,100	6,548 00
Tarn-et-Garonne.....	//	57,800 00	57,800 00	687	4,360 00
Var.....	14,544 55	105,412 49	119,957 04	1,694	17,317 62
Vaucluse.....	17,346 00	110,929 18	128,275 18	1,634	13,200 00
Vendée.....	461 50	59,178 71	59,640 21	723	8,611 69
Vienne.....	18,049 52	42,145 27	60,194 79	832	34,129 25
Vienne (Haute-).....	8,040 00	43,988 74	52,028 74	1,294	7,280 00
Vosges.....	//	9,105 68	9,105 68	95	2,500 00
Yonne.....	30,056 52	64,650 25	94,706 77	946	26,040 00
Totaux.....	1,813,623 77	7,981,113 65	9,794,737 42	112,730	2,270,565 39

ANNÉE 1858.

ÉLÈVES DES HOSPICES.			ENFANTS CONSERVÉS par leurs mères.		OBSERVATIONS.
Dépenses extérieures.	TOTAUX des dépenses.	Nombre moyen d'enfants.	Dépenses du service.	Nombre d'enfants secourus.	
fr. c.	fr. c.		fr. c.		
2,334,130 47	3,162,870 63	32,840	529,633 93	7,694	
22,005 51	29,426 04	374	3,033 00	48	
53,152 95	103,466 96	738	15,670 00	460	
59,218 35	89,527 23	605	11,320 00	147	
19,436 51	22,432 51	175	9,833 26	115	
9,352 77	16,228 69	87	16,405 00	216	
39,164 57	46,470 87	482	6,096 35	108	
126,183 3	144,336 81	1,596	2,209 60	20	
114,854 94	131,843 18	1,389	8,489 50	161	
58,262 02	90,638 24	546	8,678 93	111	
47,000 00	50,019 10	441	//	//	Les secours temporaires n'ont été adoptés qu'en 1859.
90,211 39	110,432 54	898	2,634 73	23	
48,341 92	64,787 12	699	//	//	Pas de secours temporaires.
51,235 66	86,903 50	524	701 20	23	
38,048 72	50,988 07	619	21,608 00	299	
18,601 48	29,051 54	258	5,847 21	156	
38,790 66	43,643 35	419	11,553 72	152	
25,886 16	51,559 83	337	//	//	*Idem.*
22,727 51	55,535 54	601	//	//	Les secours temporaires ne datent que de 1859.
75,493 07	85,979 98	744	5,022 38	103	
48,901 63	57,614 18	348	3,859 82	79	
58,343 09	77,053 54	796	3,874 00	106	
14,840 47	18,491 34	255	10,681 75	310	
34,121 98	36,789 58	587	11,664 80	201	
35,113 00	49,043 22	532	4,576 00	63	
108,850 03	126,345 62	1,102	//	//	Le département n'accorde de secours qu'aux enfants légitimes.
115,746 26	124,765 01	909	//	//	Pas de secours aux enfants naturels.
453,009 25	595,477 95	5,678	47,990 75	475	
22,230 00	28,303 00	234	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
103,334 30	111,171 32	1,250	3,509 45	49	
83,325 68	113,592 23	1,098	//	//	Pas de secours temporaires.
1,777,223 56	2,365,692 02	14,295	//	//	Les secours temporaires n'ont été adoptés qu'en 1860.
164,354 51	224,994 54	1,349	2,526 44	122	
50,352 19	66,263 19	461	9,623 67	329	
44,273 18	60,096 77	338	3,720 00	31	
88,100 50	99,876 50	1,129	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
63,238 72	86,324 03	649	8,011 20	76	
18,545 10	25,093 10	278	18,678 16	280	
16,393 85	20,753 85	176	10,075 55	83	
65,058 50	82,376 12	937	10,546 08	84	
57,311 07	70,511 07	593	3,677 50	57	
46,145 56	54,757 25	648	319 33	5	
94,621 51	128,750 76	1,186	4,954 34	55	
72,889 02	80,169 02	1,150	12,606 81	177	
41,021 06	43,521 06	441	//	//	Les secours temporaires n'ont été règlementés qu'en 1859.
41,772 55	67,812 55	463	12,242 12	93	
7,011,415 16	9,281,980 55	80,894	841,875 58	12,511	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question n°8 § 3 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

ÉLÈVES DES

MORTALITÉ DU PREMIER ÂGE

DÉPARTEMENTS.	1828. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.	SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	1858. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.
Ain	150	5	145	56	38,62	197	//	197
Aisne	349	8	341	157	46,04	71	10	61
Allier	486	11	475	394	82,94	110	7	103
Alpes (Basses-)	252	4	248	104	41,93	16	2	14
Alpes (Hautes-)	88	6	82	23	28,04	34	29	5
Ardèche	86	9	77	16	20,78	40	12	28
Ardennes	108	//	108	40	37,03	71	1	70
Ariége	206	6	200	43	21,50	7	//	7
Aube	211	3	208	112	53,84	101	2	99
Aude	242	3	239	69	28,87	129	1	128
Aveyron	502	10	492	153	31,09	9	//	9
Bouches-du-Rhône	705	12	693	388	55,98	607	70	537
Calvados	451	1	450	265	58,88	230	2	228
Cantal	209	15	194	74	38,14	30	10	20
Charente	136	2	134	46	34,32	133	1	132
Charente-Inférieure	297	14	283	162	57,24	175	12	163
Cher	322	//	322	198	61,49	53	//	53
Corrèze	239	8	231	78	33,76	24	1	23
Corse	78	//	78	16	20,51	82	//	82
Côte-d'Or	124	1	123	89	72,35	176	3	173
Côtes-du-Nord	97	5	92	31	33,69	353	3	350
Creuse	182	13	169	36	21,30	4	1	3
Dordogne	474	16	458	150	32,75	330	6	324
Doubs	107	//	107	43	40,18	3	//	3
Drôme	202	3	199	63	31,65	80	5	75
Eure	124	1	123	69	56,09	106	3	103
Eure-et-Loir	203	14	189	107	56,61	29	//	29
Finistère	319	9	310	123	39,88	428	15	413
Gard	241	10	231	129	55,84	130	7	123
Garonne (Haute-)	437	14	423	260	61,46	137	1	136
Gers	464	8	456	309	67,76	27	//	27
Gironde	896	18	878	473	53,87	361	16	345
Hérault	296	4	292	169	57,87	76	4	72
Ille-et-Vilaine	292	7	285	198	69,47	6	//	6
Indre	105	//	105	50	47,61	8	1	7
Indre-et-Loire	285	3	282	180	63,83	213	20	193
Isère	444	//	444	173	38,96	27	//	27
Jura	47	1	46	23	50,00	29	//	29
Landes	344	8	336	69	20,53	112	3	109
Loir-et-Cher	298	5	293	161	54,95	151	5	146
Loire	276	8	268	82	30,59	291	63	228
A reporter	11,374	265	11,109	5,381	.....	5,196	316	4,880

ASSISTÉS.

TABLEAU N.

HOSPICES.

EN 1828, 1858, ET 1860.

SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	1860. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.	SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	OBSERVATIONS.
87	44,16	122	//	122	54	44,26	
22	36,06	91	10	81	36	44,44	
58	56,30	12	5	7	1	14,28	
2	14,28	10	//	10	4	40,00	
1	20,00	5	//	5	2	40,00	
7	25,00	22	//	22	4	18,18	
41	58,57	79	3	76	47	61,84	
1	14,03	4	//	4	1	25,00	
69	69,69	13	3	10	7	70,00	
31	24,21	114	4	110	24	21,81	
3	33,33	16	1	15	6	40,00	
300	55,86	604	49	555	292	52,60	
162	71,05	249	7	242	189	78,09	
7	35,00	4	1	3	1	33,33	
70	53,03	130	2	128	67	52,34	
116	71,16	141	18	123	42	34,14	
37	69,81	23	//	23	14	60,87	
11	47,83	17	1	16	5	31,25	
31	37,80	140	4	136	41	30,14	
143	82,65	178	14	164	109	66,46	
198	56,57	289	4	285	163	57,19	
//	//	9	//	9	1	11,11	
132	40,70	277	6	271	83	30,62	
2	66,66	9	2	7	2	28,56	
21	28,00	99	2	97	30	30,92	
81	78,64	66	2	64	50	78,12	
14	47,93	23	1	22	7	31,81	
193	46,73	382	8	374	182	48,66	
66	53,65	85	3	82	37	45,12	
51	37,50	52	7	45	14	31,11	
13	48,14	21	2	19	3	15,78	
122	35,35	327	15	312	124	39,74	
30	41,66	63	2	61	18	29,50	
3	50,00	6	1	5	2	40,00	
3	42,85	11	2	9	4	44,44	
140	72,53	201	16	185	115	62,16	
9	33,33	38	//	38	14	36,84	
7	24,13	24	1	23	5	21,74	
53	48,02	31	//	31	10	32,25	
62	42,46	112	5	107	51	47,66	
109	47,80	244	6	238	99	41,58	
2,508	.....	4,343	207	4,136	1,960	.....	

DÉPARTEMENTS.	1828. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.	SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	1858. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.
Report.....	11,374	265	11,109	5,381	.....	5,196	316	4,880
Loire (Haute-).....	115	5	110	39	35,45	26	2	24
Loire-Inférieure.....	276	4	272	181	66,54	301	15	286
Loiret.....	446	13	433	211	48,73	148	9	139
Lot.....	65	//	65	16	24,61	11	//	11
Lot-et-Garonne.....	339	17	322	116	36,02	7	1	6
Lozère.....	107	4	103	19	18,44	113	3	110
Maine-et-Loire.....	362	6	356	240	67,41	308	1	307
Manche.....	462	34	428	217	50,70	302	4	298
Marne.....	266	//	266	172	64,66	61	//	61
Marne (Haute-).....	119	4	115	49	42,60	101	//	101
Mayenne.....	194	1	193	103	53,37	156	//	156
Meurthe.....	297	//	297	192	64,64	24	//	24
Meuse.....	41	//	41	29	70,73	30	//	30
Morbihan.....	81	//	81	33	40,86	44	//	44
Moselle.....	61	//	61	13	21,31	2	//	2
Nièvre.....	251	4	247	204	82,59	35	2	33
Nord.....	676	38	638	286	44,83	70	14	56
Oise.....	120	1	119	34	28,57	38	//	38
Orne.....	161	4	157	70	44,58	124	1	123
Pas-de-Calais.....	278	1	277	134	48,37	9	//	9
Puy-de-Dôme.....	357	13	344	97	28,19	133	6	127
Pyrénées (Basses-)...	507	4	503	167	33,20	13	//	13
Pyrénées (Hautes-)..	194	12	182	65	35,71	62	1	61
Pyrénées-Orientales..	305	20	285	168	58,94	125	4	121
Rhin (Bas-).....	64	8	56	24	42,85	30	//	30
Rhin (Haut-).....	14	1	13	5	38,46	21	3	18
Rhône.....	1,840	//	1,840	829	45,05	1,068	//	1,068
Saône (Haute-).....	2	//	2	2	100,00	5	//	5
Saône-et-Loire.....	182	//	182	39	21,42	154	//	154
Sarthe.....	391	5	386	287	74,35	150	2	148
Seine.....	5,289	37	5,252	2,978	56,70	3,247	//	3,247
Seine-Inférieure....	848	8	840	608	72,38	674	12	662
Seine-et-Marne.....	110	//	110	77	70,00	45	//	45
Seine-et-Oise.....	27	//	27	12	44,44	43	//	43
Sèvres (Deux-).....	111	1	110	48	43,63	213	6	207
Somme.....	211	16	195	102	52,31	111	24	87
Tarn.....	270	4	266	78	29,32	13	//	13
Tarn-et-Garonne....	151	//	151	53	35,09	15	//	15
Var.....	385	7	378	182	48,14	153	21	132
Vaucluse.....	431	12	419	240	57,28	146	3	143
Vendée.....	140	2	138	38	27,53	173	3	170
Vienne.....	200	8	192	64	33,33	151	6	145
Vienne (Haute-).....	376	7	369	156	42,27	157	2	155
Vosges.....	2	//	2	//	//	3	//	3
Yonne.....	190	3	187	103	55,08	15	//	15
TOTAUX.....	28,688	569	28,119	14,161	50,36 p. 0/0.	14,026	461	13,565

SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	1860. ENFANTS ADMIS avant un an.	ENFANTS RETIRÉS par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur 12e mois.	RESTENT.	SUR LESQUELS SONT DÉCÉDÉS avant l'accomplissement de leur 12e mois.	PROPORTION de la MORTALITÉ p. o/o.	OBSERVATIONS.
2,508	.....	4,343	207	4,136	1,960	.....	
9	37,50	14	1	13	4	30,77	
259	90,55	295	//	295	267	90,50	
108	77,69	133	2	131	76	58,01	
2	18,18	5	//	5	//	00,00	
3	50,00	5	1	4	2	50,00	
50	45,45	38	18	20	8	40,00	
265	86,31	191	6	185	103	55,67	
206	69,12	334	5	329	193	58,66	
35	57,37	41	2	39	14	35,89	
46	45,54	29	4	25	11	44,00	
85	54,49	141	8	133	60	45,11	
11	45,83	28	1	27	9	33,33	
21	70,60	33	3	30	9	30,00	
20	45,47	37	1	36	14	38,88	
1	50,00	11	2	9	3	33,33	
15	45,45	13	1	12	1	8,33	
29	51,78	93	21	72	20	27,77	
14	36,84	23	6	17	8	47,05	
62	50,40	112	//	112	56	50,00	
5	55,55	14	//	14	4	28,57	
72	56,69	122	2	120	53	44,16	
7	53,84	12	3	9	4	44,44	
9	14,75	12	//	12	2	16,66	
76	62,80	117	2	115	46	40,00	
11	36,66	25	2	23	10	43,47	
4	22,22	10	//	10	4	40,00	
598	55,99	523	26	497	236	47,48	
4	80,00	7	//	7	4	57,14	
83	53,89	135	1	134	35	26,12	
62	41,89	158	3	155	68	43,87	
1,913	58,91	3,209	45	3,164	1,577	49,84	
588	88,82	578	16	562	491	87,36	
22	48,88	17	2	15	7	46,66	
21	48,83	41	2	39	27	69,23	
82	39,61	243	3	240	110	45,83	
43	49,42	110	16	94	43	45,74	
4	30,76	4	//	4	1	25,00	
7	46,66	8	//	8	2	25,00	
68	51,51	134	21	113	58	51,32	
89	92,23	156	6	150	70	46,66	
71	41,76	141	3	138	36	26,08	
56	38,62	156	6	150	17	11,33	
84	54,19	40	4	36	9	25,00	
//	//	3	//	3	//	//	
4	26,66	24	2	22	5	22,72	
7,732	56,99 p. %	11,918	454	11,464	5,737	50,04 p. %	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question n° 8, § 3, du formulaire du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

TABLEAU N.

ANNEXE.

MORTALITÉ DU PREMIER ÂGE EN 1858

DANS LES 19 DÉPARTEMENTS OÙ FONCTIONNAIT ENCORE, LORS DE L'ENQUÊTE, L'INSTITUTION DU TOUR

DÉPARTEMENTS.	ENFANTS ADMIS AVANT L'ÂGE DE 1 AN, déduction faite des enfants retirés par leurs parents ou renvoyés dans leurs départements d'origine avant leur douzième mois.	ENFANTS DÉCÉDÉS AVANT l'accomplissement de leur première année.	PROPORTION DE LA MORTALITÉ p. o/o.	OBSERVATIONS.
Aisne	61	22	36,06 p. 0/0.	(A) Dans les 67 autres départements où le tour était supprimé, sur 6,363 admis, 3,437 sont décédés avant un an. Proportion : 54,01 p. o/o ; différence en moins : 5,62 p. o/o.
Ardennes	70	41	58,57	
Bouches-du-Rhône	537	300	55,86	
Côtes-du-Nord	350	198	56,57	
Eure	103	81	78,64	
Eure-et-Loir	29	14	47,93	
Finistère	413	193	46,73	
Gironde	345	122	35,35	
Loire-Inférieure	286	259	90,55	
Marne	61	35	57,37	
Mayenne	156	85	54,49	
Pyrénées-Orientales	121	76	62,80	
Saône-et-Loire	154	83	53,89	
Seine	3,247	1,913	58,91	
Seine-Inférieure	662	588	88,82	
Sèvres (Deux-)	207	82	39,61	
Somme	87	43	49,42	
Vaucluse	143	89	62,23	
Vendée	170	71	41,76	
	7,202	4,295	59,63 p. 0/0. (A)	

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU COMPARATIF

DES AVORTEMENTS ET DES INFANTICIDES

EN 1828 ET 1858.

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question n° 8, §§ 1 et 2 du formulaire du 17 avril.

ENFANTS

TABLEAU COMPARATIF DES AVORTEMENTS

DÉPARTEMENTS.	AVORTEMENTS.								INFANTI			
	1828.				1858.				1828.			
	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.
Ain	//	//	//	//	1	1	//	1	1	1	//	1
Aisne	//	//	//	//	1	4	2	2	//	//	//	//
Allier	//	//	//	//	//	//	//	//	1	2	2	//
Alpes (Basses-)	1	1	1	//	//	//	//	//	2	2	//	2
Alpes (Hautes-)	//	//	//	//	1	1	//	1	//	//	//	//
Ardèche	//	//	//	//	1	1	1	//	1	1	//	1
Ardennes	//	//	//	//	1	1	1	//	//	//	//	//
Ariége	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Aube	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Aude	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Aveyron	//	//	//	//	//	//	//	//	3	3	1	2
Bouches-du-Rhône	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Calvados	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Cantal	//	//	//	//	1	1	//	1	//	//	//	//
Charente	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Charente-Inférieure	//	//	//	//	//	//	//	//	3	5	5	//
Cher	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	2	//
Corrèze	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Corse	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	1	1
Côte-d'Or	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	//	2
Côtes-du-Nord	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Creuse	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Dordogne	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	1	1
Doubs	//	//	//	//	1	1	1	//	2	2	1	1
Drôme	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Eure	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Eure-et-Loir	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Finistère	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Gard	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Garonne (Haute-)	//	//	//	//	1	4	//	4	1	1	1	//
Gers	1	1	1	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Gironde	//	//	//	//	2	4	//	4	//	//	//	//
Hérault	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ille-et-Vilaine	//	//	//	//	1	3	//	3	3	3	3	//
Indre	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Indre-et-Loire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Isère	//	//	//	//	//	//	//	//	3	4	3	1
Jura	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Landes	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Loir-et-Cher	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Loire	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Loire (Haute-)	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Loire-Inférieure	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
A reporter	2	2	2	//	11	21	5	16	45	49	29	20

ASSISTÉS.

TABLEAU O.

ET DES INFANTICIDES EN 1828 ET 1858.

CIDES. 1858.				POPULATION.		NAISSANCES.		NAISSANCES NATURELLES.		TOURS.	
ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	1828.	1858.	1828.	1858.	1828.	1858.	1828.	1858.
2	2	//	2	341,628	370,919	10,690	9,198	344	515	2	1
4	6	1	5	489,560	555,539	15,663	14,330	1,086	1,416	5	2
6	6	2	4	285,302	352,241	8,743	10,147	640	505	4	//
3	3	//	3	153,063	149,670	5,347	4,042	258	71	6	1
1	1	//	1	125,329	129,556	4,530	3,867	185	110	2	//
3	4	2	2	328,419	385,835	10,661	11,689	251	315	3	//
3	3	1	2	281,624	322,138	9,197	7,905	458	505	3	1
2	2	//	2	247,932	251,318	7,823	6,805	478	386	3	//
4	4	1	3	241,762	261,673	7,226	5,936	676	400	3	1
//	//	//	//	265,991	282,833	8,926	7,027	550	290	3	//
3	3	1	2	350,014	393,890	10,615	11,764	698	426	5	//
2	2	//	2	326,302	473,365	11,733	15,577	1,192	1,643	4	2
4	4	1	3	500,956	478,397	11,332	9,828	1,345	1,023	5	//
1	1	//	1	262,013	247,665	7,314	5,966	513	346	2	//
3	4	//	4	353,653	378,721	9,573	8,498	547	388	4	//
4	4	1	3	424,147	474,828	12,262	10,831	525	421	4	//
2	2	//	2	248,589	314,844	8,190	9,589	354	636	1	//
7	9	3	6	284,882	314,982	9,642	8,973	499	454	6	//
//	//	//	//	185,079	240,183	6,362	7,206	284	366	1	//
4	6	3	3	367,143	385,131	10,092	8,603	505	536	1	//
1	1	//	1	581,684	621,573	19,890	18,236	471	789	//	1
5	5	//	5	252,932	278,889	7,304	6,341	448	407	3	//
//	//	//	//	464,074	504,651	13,606	13,456	575	597	6	//
2	2	1	1	254,314	286,888	7,849	7,950	481	852	//	//
2	2	//	2	285,791	324,760	8,998	8,577	549	443	2	//
4	4	//	4	421,665	404,665	9,829	7,831	445	742	2	2
2	3	1	2	277,782	291,074	7,890	6,896	573	388	4	1
7	7	2	5	502,851	606,552	19,509	20,092	552	826	3	2
//	//	//	//	347,550	419,697	11,857	13,411	452	421	4	1
4	5	1	4	407,016	481,247	12,137	10,663	818	782	2	//
3	3	1	2	307,601	304,497	7,537	5,749	645	255	//	//
5	5	1	4	538,151	640,757	14,834	14,355	1,743	1,471	1	1
2	2	1	1	339,560	400,424	11,454	10,599	626	404	7	//
5	8	3	5	553,453	580,898	17,490	15,831	348	517	1	//
1	1	//	1	237,628	273,479	7,795	7,663	474	409	4	//
4	4	//	4	290,160	318,442	7,732	6,708	508	382	1	//
5	6	1	5	523,667	576,637	17,244	17,281	1,568	376	2	//
//	//	//	//	311,282	296,701	8,681	7,249	452	413	1	//
1	1	//	1	265,309	309,832	8,916	8,399	828	822	3	//
2	2	//	2	230,666	264,043	7,437	6,759	627	379	3	//
3	3	1	2	369,298	505,260	13,968	16,186	582	703	3	1
2	2	1	1	285,673	300,994	8,730	8,528	293	293	3	//
1	1	//	1	457,090	555,996	13,409	15,426	642	789	1	1
119	133	30	103	14,567,585	16,311,684	450,017	431,967	26,188	24,212	123	18

DÉPARTEMENTS.	AVORTEMENTS.								INFANT			
	1828.				1858.				1828.			
	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.
Report.....	2	2	2	//	11	21	5	16	45	49	29	20
Loiret.....	//	//	//	//	1	4	3	1	2	2	1	1
Lot.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Lot-et-Garonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Lozère.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Maine-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	//	2
Manche.....	//	//	//	//	1	1	//	1	1	1	//	1
Marne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Marne (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Mayenne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Meurthe.....	//	//	//	//	1	4	//	4	2	2	//	2
Meuse.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Morbihan.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	//	1
Moselle.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Nièvre.....	//	//	//	//	//	//	//	//	3	4	3	1
Nord.....	1	3	3	//	//	//	//	//	2	3	1	2
Oise.....	//	//	//	//	1	4	1	3	//	//	//	//
Orne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	2	3	//	3
Pas-de-Calais.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Puy-de-Dôme.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Basses-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées (Hautes-).....	2	6	4	2	//	//	//	//	//	//	//	//
Pyrénées-Orientales.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Rhin (Bas-).....	1	3	1	2	1	2	//	2	2	2	1	1
Rhin (Haut-).....	//	//	//	//	1	2	2	//	//	//	//	//
Rhône.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône (Haute-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Saône-et-Loire.....	//	//	//	//	//	//	//	//	4	4	3	1
Sarthe.....	//	//	//	//	//	//	//	//	4	4	//	4
Seine.....	//	//	//	//	1	1	//	1	1	1	//	1
Seine-Inférieure.....	1	1	1	//	1	3	1	2	1	1	//	1
Seine-et-Marne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Seine-et-Oise.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Sèvres (Deux-).....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Somme.....	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	2	//
Tarn.....	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	2	//
Tarn-et-Garonne.....	//	//	//	//	1	2	1	1	//	//	//	//
Var.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Vaucluse.....	1	1	//	1	//	//	//	//	1	1	1	//
Vendée.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
Vienne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	2	2	2	//
Vienne (Haute-).....	//	//	//	//	1	1	1	//	1	1	1	//
Vosges.....	//	//	//	//	//	//	//	//	3	3	1	2
Yonne.....	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1	1	//
TOTAUX.....	8	16	11	5	21	45	14	31	92	99	53	46

CIDES. 1858. ACCUSATIONS.	ACCUSÉS.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS.	POPULATION. 1828.	POPULATION. 1858.	NAISSANCES. 1828.	NAISSANCES. 1858.	NAISSANCES NATURELLES. 1828.	NAISSANCES NATURELLES. 1858.	TOURS. 1828.	TOURS. 1858.
119	133	30	103	14,567,585	16,311,684	450,017	431,967	26,188	24,212	123	18
8	9	2	7	304,228	345,115	9,571	9,894	857	694	3	//
3	4	//	4	280,515	293,733	7,591	6,821	303	166	//	//
3	5	1	4	336,886	340,041	8,175	6,129	560	192	4	//
1	1	//	1	138,778	140,819	4,129	4,279	202	172	2	//
2	4	1	3	458,674	524,387	11,567	11,459	738	574	4	//
2	2	1	1	611,206	595,202	13,825	12,976	874	863	5	//
//	//	//	//	325,045	372,050	10,179	9,778	795	864	3	2
2	2	1	1	214,823	256,512	6,916	6,262	342	373	1	1
1	1	//	1	354,138	373,841	9,980	8,674	497	415	1	1
1	1	//	1	403,038	424,373	12,905	10,815	843	1,014	//	//
//	//	//	//	306,339	305,727	9,429	7,175	483	357	4	2
5	5	//	5	427,453	473,932	14,853	13,533	421	454	2	1
2	2	//	2	409,155	451,152	13,163	12,425	744	791	1	//
2	2	1	1	271,777	326,086	8,901	9,362	296	487	1	//
3	5	2	3	962,648	1,212,353	33,202	43,843	3,102	4,306	5	//
//	//	//	//	385,124	396,085	10,082	9,550	699	654	2	1
1	1	//	1	434,379	430,127	10,191	8,015	492	397	3	//
5	7	4	3	642,969	712,846	19,357	21,795	1,780	2,044	4	//
1	1	1	//	566,573	590,062	15,647	14,092	661	462	4	1
1	2	2	//	412,469	436,442	11,837	10,956	1,073	919	3	//
//	//	//	//	222,059	245,856	6,255	5,553	450	465	2	//
3	5	3	2	151,372	183,056	5,972	5,722	325	286	1	1
10	10	1	9	535,467	563,855	18,916	18,671	1,639	2,084	//	//
//	//	//	//	408,741	499,442	15,962	16,329	1,156	1,587	//	//
1	1	1	//	416,575	625,991	15,693	17,375	2,276	2,249	1	1
1	1	//	1	327,641	312,397	10,361	8,647	1,313	743	//	//
1	1	//	1	515,776	575,018	15,963	16,716	900	907	5	2
2	2	//	2	446,519	467,193	12,676	9,924	788	677	1	//
8	8	2	6	1,013,373	1,727,419	35,447	57,793	11,148	15,230	1	1
3	4	3	1	318,209	769,450	20,911	23,277	2,219	2,867	2	1
1	1	//	1	440,871	341,382	9,519	8,853	471	499	4	1
3	3	//	3	688,295	484,179	12,231	12,060	778	934	1	//
5	5	//	5	288,260	327,846	7,682	7,313	315	482	4	3
1	1	//	1	526,282	566,619	14,940	14,331	1,077	1,421	3	1
2	2	//	2	327,655	354,832	9,985	8,638	415	268	2	//
//	//	//	//	241,586	234,782	5,990	4,971	244	152	3	//
4	4	2	2	311,095	371,820	9,167	8,811	582	297	3	1
2	2	1	1	233,048	268,994	8,416	7,738	529	311	4	1
3	3	1	2	322,826	389,683	9,278	10,259	211	368	3	1
1	1	//	1	267,670	322,585	7,867	7,895	223	357	3	//
1	1	//	1	276,351	319,787	9,749	9,121	551	525	2	//
2	2	//	2	379,839	405,708	12,336	11,181	727	1,158	//	//
8	8	3	5	342,116	368,901	9,704	8,365	517	356	4	1
224	252	63	189	31,845,428	36,039,364	976,547	969,343	70,704	74,633	224	42

ENQUÊTE GÉNÉRALE de 1860.

Questions nos 20, 21, 22 et 23 du formulaire du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

INSPECTION ET TUTELLE.

TABLEAU P.

SITUATION EN 1859-1860.

DÉPARTEMENTS.	DATE DE LA CRÉATION de l'inspection départementale.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Traitement fixe.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Frais de tournée.	EXISTE-T-IL UN SOUS-INSPECTEUR?	LA TUTELLE ADMINISTRATIVE EST-ELLE DÉLÉGUÉE à l'inspecteur?	NOMBRE D'ENFANTS AUXQUELS S'ÉTENDAIT, EN 1859, LA SURVEILLANCE DE L'INSPECTEUR. Élèves des hospices de 1 jour à 1 an.	Élèves des hospices de 12 à 21 ans.	Enfants secourus conservés par leurs mères.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Ain	1846	3,000f	1,000f	Non	Oui	899	516	34	1,449	
Aisne	1846	2,800	1,400	Non,	Oui	758	817	90	1,665	
Allier	1829	2,500	1,000	Non	Oui	908	636	229	1,773	
Alpes (Basses-)	1831	1,200	500	Non	Non, mais il y est de fait associé.	99	50	108	257	
Alpes (Hautes-)	1833	1,400	700	Non	*Idem*	77	105	138	320	
Ardèche	1838	2,000	800	Non	Oui	280	225	240	745	
Ardennes	1839	1,800	500	Non	Oui	341	209	//	550	
Ariége	1843	2,000	700	Non	Oui	227	249	255	731	
Aube	1838	2,000	1,000	Non	Oui	318	288	56	662	
Aude	1838	2,000	8f par jour.	Non	Non, mais il y est de fait associé.	631	518	147	1,296	
Aveyron	1833	1,800	10f par jour.	Non	Oui	361	544	874	1,779	
Bouches-du-Rhône	1839	3,000	*Idem.*	Un inspecteur adjoint au traitement de 2,000 francs, et trois sous-inspecteurs à 1,500 francs.	Oui	2,766	1,753	226	4,745	
Calvados	1827	2,500	1,500	Non	Oui	1,509	1,343	//	2,852	
Cantal	1843	1,200	1,000	Non	Oui	273	320	274	867	
Charente	1835	2,000	1,000	Non	Oui	1,021	785	284	2,090	
Charente-Inférieure	1857	3,000	600	Non	Oui	632	576	134	1,342	
Cher	1855	2,700	1,300	Non	Oui	723	645	640	2,008	
Corrèze	1839	3,000	//	Non	Oui	392	207	426	1,025	
Corse	1824	1,500	1,500	Non	Oui	622	575	78	1,275	
Côte-d'Or	1838	2,400	1,000	Non	Non, mais il y est de fait associé.	812	374	11	1,197	
Côtes-du-Nord	1857	1,500	1,000	Non	Oui	1,329	611	//	1,940	
Creuse	1843	2,400	1,000	Non	Oui	433	465	402	1,300	
Dordogne	1839	2,500	1,500	Un sous-inspecteur au traitement de 1,500 francs.	Oui	1,696	1,155	374	3,225	
Doubs	1837	1,800	1,000	Non	Oui	202	254	22	478	
Drôme	1845	2,000	1,000	Non	Oui	563	454	231	1,248	
Eure	1840	2,500	1,500	Non	Oui	461	396	77	934	
Eure-et-Loir	1832	2,000	1,000	Non	Oui	220	233	76	529	
Finistère	1837	2,000	1,000	Non	Oui	1,981	1,088	1	3,070	
A reporter		60,500	24,500			20,534	15,391	5,427	41,352	

DÉPARTEMENTS.	DATE DE LA CRÉATION de l'inspection départementale.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Traitement fixe.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Frais de tournée.	EXISTE-T-IL UN SOUS-INSPECTEUR?
Report.....	.....	60,500f	24,500f	.....
Gard.....	1835.....	2,400	600	Un sous-inspecteur en résidence à Villefort (Lozère). Traitement, 1,200 francs; frais de tournée, 300 francs.
Garonne (Haute-).....	1835.....	2,400	12f par jour.	Non.....
Gers.....	1839.....	2,500	1,000	Non.....
Gironde.....	1835.....	4,000	12f par jour.	Non.....
Hérault.....	1836.....	2,400	1,500	Un sous-inspecteur au traitement de 1,700 francs.
Ille-et-Vilaine.....	1847.....	4,500	//	Non.....
Indre.....	1834.....	2,000	1,000	Non.....
Indre-et-Loire.....	1819.....	2,000	1,000	Non.....
Isère.....	1811.....	2,500	500	Non.....
Jura.....	1841.....	1,500	600	Non.....
Landes.....	1846.....	2,500	500	Non.....
Loir-et-Cher.....	1840.....	2,400	1,000	Non.....
Loire.....	1845.....	2,400	(A) 1,500	Un sous-inspecteur au traitement de 1,200 francs.
Loire (Haute-).....	1841.....	2,000	500	Non.....
Loire-Inférieure.....	1847.....	3,500	500	Non.....
Loiret.....	1841.....	2,000	500	Non.....
Lot.....	1825.....	2,400	600	Un inspecteur adjoint au traitement de 1,200 francs, et deux agents de surveillance rétribués 300 francs.
Lot-et-Garonne.....	1833.....	2,000	1,000	Non.....
Lozère.....	1839.....	1,600	10f par jour.	Non.....
Maine-et-Loire.....	1845.....	2,500	500	Non.....
Manche.....	1839.....	2,000	1,000	Non.....
Marne.....	1839.....	2,000	600	Non.....
Marne (Haute-).....	1846.....	1,500	1,000	Non.....
Mayenne.....	1856.....	2,000	1,000	Non.....
Meurthe.....	1823.....	2,000	1 000	Non.....
Meuse.....	1839.....	2,000	1,000	Non.....
Morbihan.....	1846.....	2,500	500	Non.....
Moselle.....	1839.....	3,000	500	Non.....
Nièvre.....	1855.....	2,000	1,500	Non.....
Nord.....	1841.....	3,000	600	Non.....
Oise.....	1836.....	2,400	600	Non.....
A reporter.....	.....	134,400	46,600	.....

LA TUTELLE ADMINISTRATIVE EST-ELLE DÉLÉGUÉE à l'inspecteur?	NOMBRE D'ENFANTS AUXQUELS S'ÉTENDAIT, EN 1859, LA SURVEILLANCE DE L'INSPECTEUR.				OBSERVATIONS.
	Élèves des hospices.		Enfants secourus conservés par leurs mères.	TOTAL.	
	de 1 jour à 1 an.	de 12 à 21 ans.			
.....	20,534	15,391	5,427	41,352	
Oui.....	619	423	72	1,114	
Non, mais il y est de fait associé.	865	599	342	1,806	
Oui.....	254	320	167	741	
Non.....	2,457	2,056	1,098	5,611	
Oui.....	609	360	312	1,281	
Oui.....	165	461	72	698	
Oui.....	329	416	293	1,038	
Non, mais il y est de fait associé.	565	556	173	1,294	
Oui.....	530	353	512	1,395	
Non, mais il y est largement associé.	444	161	69	674	
Oui.....	1,054	967	71	2,092	
Oui.....	655	485	299	1,439	
Oui.....	1,041	801	169	2,011	(a) Cette somme se partage entre l'inspecteur et le sous-inspecteur.
Oui.....	306	553	34	893	
Non, mais il y est de fait associé.	734	1,072	401	2,207	
Oui.....	600	498	256	1,354	
Non, mais il y est de fait associé.	172	170	77	419	
Oui.....	117	201	178	496	
Oui.....	517	220	121	858	
Oui.....	1,399	1,039	254	2,692	
Oui.....	1,357	949	205	2,511	
Oui.....	546	375	110	1,031	
Oui.....	524	207	5	736	
Oui.....	927	729	49	1,705	
Oui.....	699	453	//	1,152	
Oui.....	461	282	31	774	
Oui.....	568	425	348	1,341	
Non.....	258	304	55	617	
Oui.....	392	334	194	920	
Non.....	507	655	//	1,162	
Oui.....	296	286	5	587	
.....	40,501	32,101	11,399	84,001	

DÉPARTEMENTS.	DATE DE LA CRÉATION de l'inspection départementale.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Traitement fixe.	ÉMOLUMENTS DE L'INSPECTEUR. Frais de tournée.	EXISTE-T-IL UN SOUS-INSPECTEUR?
Report.....	.....	134,400f	46,600f	.....
Orne.....	1844.....	2,400	800	Non.....
Pas-de-Calais.....	1842.....	2,000	1,000	Non.....
Puy-de-Dôme.....	1837.....	2,000	1,000	Non.....
Pyrénées (Basses-).....	1847.....	2,200	10f par jour.	Non.....
Pyrénées (Hautes-).....	1839.....	1,800	500	Non.....
Pyrénées-Orientales.....	1842.....	1,500	500	Non.....
Rhin (Bas-).....	1822.....	2,600	600	Un inspecteur-adjoint au traitement de 1,500 francs.
Rhin (Haut-).....	1839.....	4,000	1,500	Non.....
Rhône.....	1843.....	5,000	2,000	Un sous-inspecteur.....
Saône (Haute-).....	1849.....	1,500	1,000	Non.....
Saône-et-Loire.....	1844.....	1,800	600	Deux sous-inspecteurs en résidence à Autun et à Charolles. Traitemt, 1,200 fr.; frais de tournées, 600 francs.
Sarthe.....	1833.....	2,200	500	Non.....
Seine.....	1850.....	4,000 3,500	18f par jour. 18f par jour.	25 inspecteurs locaux.....
Seine-Inférieure.....	1840.....	4,000	500	Un sous-inspecteur. Traitement, 3,000 francs; frais de tournée, 600 francs; et trois préposés locaux.
Seine-et-Marne.....	1847.....	2,200	800	Non.....
Seine-et-Oise.....	1844.....	2,500	500	Non.....
Sèvres (Deux-).....	1836.....	3,000	1,000	Non.....
Somme.....	1839.....	2,300	700	Non.....
Tarn.....	1844.....	2,400	600	Non.....
Tarn-et-Garonne.....	1847.....	2,000	1,000	Non.....
Var.....	1836.....	2,500	600	Non.....
Vaucluse.....	1839.....	2,200	600	Non.....
Vendée.....	1843.....	1,800	600	Non.....
Vienne.....	1839.....	2,400	600	Non.....
Vienne (Haute-).....	1837.....	2,000	10f par jour.	Un employé de la préfecture a le titre de sous-inspecteur et remplace l'inspecteur en cas d'absence.
Vosges.....	1857.....	2,000	1,000	Non.....
Yonne.....	1839.....	2,400	1,200	Non.....
Totaux.....	.....	204,600	66,300(a	.....
Moyenne.....	.....	2,351	850	

LA TUTELLE ADMINISTRATIVE EST-ELLE DÉLÉGUÉE à l'inspecteur ?	NOMBRE D'ENFANTS AUXQUELS S'ÉTENDAIT, EN 1859, LA SURVEILLANCE DE L'INSPECTEUR,				OBSERVATIONS.
	Élèves des hospices		Enfants secourus conservés par leurs mères.	TOTAL.	
	de 1 jour à 1 an.	de 12 à 21 ans.			
.....	40,501	32,101	11,399	84,001	
Non.....	711	511	107	1,329	
Oui.....	287	390	53	730	
Oui.....	724	369	141	1,234	
Oui.....	216	647	301	1,164	
Oui.....	489	679	230	1,398	
Oui.....	577	326	56	959	
Oui.....	1,041	1,149	//	2,190	
Non.....	854	984	//	1,838	
Non.....	5,678	4,585	690	10,953	
Oui.....	234	118	//	352	
Oui.....	1,250	883	45	2,178	
Non.....	1,077	827	//	1,904	
La tutelle est exercée par le directeur de l'assistance publique.	13,786	7,101	//	20,887	Ce tableau ne comprend pas les traitements des inspecteurs locaux.
Oui.....	1,270	928	63	2,261	
Oui.....	405	158	181	744	
Oui.....	338	301	28	667	
Oui.....	1,015	593	//	1,608	
Oui.....	619	446	104	1,169	
Non, mais il y est associé de fait.	160	542	239	941	
Oui.....	155	300	100	555	
Oui.....	820	403	126	1,349	
Oui.....	566	476	61	1,103	
Oui.....	606	493	5	1,104	
Oui.....	1,178	500	125	1,803	
Oui.....	1,059	634	436	2,129	
Oui.....	441	536	//	977	
Oui.....	463	385	124	972	
.....	76,520	57,365	14,614	148,499	(A) Non compris les départements qui règlent à tant par jour les frais de tournée des inspecteurs.

ÉTAT DES ÉLÈVES DES HOSPICES

DÉPARTEMENTS.	VALIDES.			INVALIDES.			DANS LES HOSPICES.			A LA CAMPAGNE.		
	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Ain	211	204	415	33	24	57	8	15	23	234	195	429
Aisne	265	243	508	16	22	38	47	66	113	163	146	309
Allier	295	299	594	6	16	22	13	27	40	273	278	551
Alpes (Basses-)	28	23	51	3	8	11	3	8	11	26	20	46
Alpes (Hautes-)	72	77	149	5	6	11	7	8	15	53	55	108
Ardèche	90	93	183	18	14	32	3	4	7	99	74	173
Ardennes	115	108	223	3	2	5	12	22	34	51	45	96
Ariége	125	100	225	4	5	9	4	9	13	120	95	215
Aube	124	115	239	1	1	2	1	1	2	90	93	183
Aude	247	232	479	21	18	39	22	53	75	190	146	336
Aveyron	249	258	507	4	21	25	23	31	54	220	237	457
Bouches-du-Rhône	862	771	1,633	6	19	25	44	149	193	639	505	1,144
Calvados	583	569	1,152	82	97	179	85	107	192	444	491	935
Cantal	202	266	468	9	14	23	9	22	31	197	254	451
Charente	339	329	668	15	9	24	6	4	10	322	316	638
Charente-Inférieure	250	265	515	16	45	61	16	77	93	140	208	348
Cher	277	294	571	36	38	74	44	63	107	222	225	447
Corrèze	101	98	199	5	5	10	5	7	12	91	95	186
Corse	235	264	499	3	6	9	//	//	//	66	58	124
Côte-d'Or	175	172	347	3	3	6	15	22	37	152	146	298
Côtes-du-Nord	295	275	570	13	10	23	21	49	70	232	199	431
Creuse	226	231	457	3	5	8	15	10	25	105	121	226
Dordogne	591	561	1,152	5	6	11	9	18	27	572	540	1,112
Doubs	130	116	246	5	3	8	//	23	23	62	46	108
Drôme	274	282	556	28	10	38	17	22	39	277	257	534
Eure	166	185	351	4	5	9	2	21	23	111	130	241
Eure-et-Loir	139	112	251	12	29	41	10	55	65	57	49	106
Finistère	447	433	880	47	114	161	129	199	328	201	216	417
Gard	241	171	412	9	13	22	59	112	171	97	29	126
Garonne (Haute-)	420	427	847	10	48	58	19	65	84	405	408	813
Gers	171	172	343	2	5	7	11	24	35	162	153	315
Gironde	970	911	1,881	24	42	66	54	77	131	908	862	1,770
Hérault	157	185	342	10	21	31	28	64	92	96	99	195
Ille-et-Vilaine	225	226	451	6	8	14	12	15	27	182	205	387
Indre	164	131	295	7	3	10	11	12	23	109	74	183
Indre-et-Loire	232	293	525	15	12	27	28	51	79	179	224	403
Isère	154	153	307	30	35	65	8	22	30	168	159	327
Jura	75	77	152	5	1	6	//	1	1	68	61	129
Landes	459	454	913	22	32	54	14	41	55	446	438	884
Loir-et-Cher	236	236	472	8	2	10	1	11	12	211	211	422
Loire	409	404	813	16	17	33	11	16	27	381	371	752
A reporter...	11,026	10,815	21,841	570	794	1,364	826	1,603	2,429	8,821	8,534	17,355

DE 12 A 21 ANS, EN 1860.

DANS DES COLONIES AGRICOLES ou des orphelinats.			DANS DES MANUFACTURES.			EN APPRENTISSAGE CHEZ DES FABRICANTS ou des ouvriers.			PLACEMENTS DIVERS.			TOTAUX.		NOMBRE TOTAL des enfants de 12 à 21 ans.
GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	
//	//	//	//	//	//	1	10	11	1	8	9	244	228	472
//	//	//	//	//	//	52	30	82	19	23	42	281	265	546
//	//	//	//	//	//	10	3	13	5	7	12	301	315	616
//	//	//	//	//	//	2	//	2	//	3	3	31	31	62
1	3	4	4	1	5	6	1	7	6	15	21	77	83	160
//	//	//	1	13	14	//	//	//	5	16	21	108	107	215
//	//	//	16	11	27	21	15	36	18	17	35	118	110	228
//	//	//	1	//	1	4	1	5	//	//	//	129	105	234
8	//	8	//	//	//	26	22	48	//	//	//	125	116	241
//	1	1	5	5	10	46	10	56	5	35	40	268	250	518
//	1	1	//	//	//	6	//	6	4	10	14	253	279	532
16	//	16	//	//	//	45	//	45	124	136	260	868	790	1,658
//	//	//	13	6	19	87	23	110	36	39	75	665	666	1,331
//	//	//	//	//	//	5	4	9	//	//	//	211	280	491
2	//	2	//	//	//	6	3	9	18	15	33	354	338	692
48	//	48	//	//	//	50	23	73	12	2	14	266	310	576
//	//	//	5	4	9	33	29	62	9	11	20	313	332	645
//	//	//	//	//	//	2	//	2	8	1	9	106	103	209
//	//	//	//	//	//	8	10	18	164	202	366	238	270	508
//	//	//	//	//	//	8	2	10	3	5	8	178	175	353
6	5	11	//	//	//	4	6	10	45	26	71	308	285	593
//	//	//	//	//	//	8	2	10	101	103	204	229	236	465
2	1	3	//	//	//	1	//	1	12	8	20	596	567	1,163
42	//	42	//	//	//	12	15	27	19	35	54	135	119	254
//	//	//	3	12	15	5	1	6	//	//	//	302	292	594
//	2	2	3	1	4	42	30	72	12	6	18	170	190	360
81	37	118	//	//	//	3	//	3	//	//	//	151	141	292
//	//	//	//	//	//	59	2	61	105	130	235	494	547	1,041
30	7	37	34	4	38	//	21	21	30	11	41	250	184	434
//	//	//	//	//	//	5	//	5	1	2	3	430	475	905
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	173	177	350
32	14	46	//	//	//	//	//	//	//	//	//	994	953	1,947
//	//	//	//	//	//	22	1	23	21	42	63	167	206	373
//	//	//	//	//	//	12	11	23	25	3	28	231	234	465
2	//	2	10	30	40	13	//	13	26	18	44	171	134	305
1	//	1	4	//	4	29	2	31	6	28	34	247	305	552
//	//	//	//	7	7	8	//	8	//	//	//	184	188	372
2	10	12	//	4	4	10	2	12	//	//	//	80	78	158
//	//	//	//	//	//	15	4	19	6	3	9	481	486	967
7	5	12	1	1	2	19	7	26	5	3	8	244	238	482
1	//	1	5	12	17	15	10	25	12	12	24	425	421	846
281	86	367	105	111	216	700	300	1,000	863	975	1,838	11,596	11,609	23,205

DÉPARTEMENTS.	VALIDES.			INVALIDES.			DANS LES HOSPICES.			A LA CAMPAGNE.		
	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Report.....	11,026	10,815	21,841	570	794	1,364	826	1,603	2,429	8,821	8,534	17,355
Loire (Haute-).....	283	281	564	19	9	28	35	20	55	261	260	521
Loire-Inférieure.....	311	340	651	17	18	35	93	99	192	154	225	379
Loiret.....	228	246	474	9	15	24	15	28	43	108	149	257
Lot.....	110	95	205	5	7	12	14	14	28	95	81	176
Lot-et-Garonne.....	89	94	183	5	13	18	15	24	39	68	61	129
Lozère.....	102	112	214	2	5	7	5	13	18	45	46	91
Maine-et-Loire.....	521	505	1,026	1	6	7	13	58	71	428	385	813
Manche.....	400	394	794	31	64	95	66	143	209	295	296	591
Marne.....	181	180	361	11	14	25	39	43	82	85	91	176
Marne (Haute-).....	78	94	172	2	2	4	//	4	4	51	84	135
Mayenne.....	368	363	731	6	3	9	39	30	69	289	252	541
Meurthe.....	202	193	395	41	14	55	45	28	73	166	142	308
Meuse.....	138	123	261	37	30	67	35	37	72	92	80	172
Morbihan.....	208	187	395	17	23	40	33	60	93	142	111	253
Moselle.....	156	123	279	6	11	17	8	24	32	97	57	154
Nièvre.....	166	136	302	9	23	32	14	41	55	129	90	219
Nord.....	425	288	713	23	52	75	31	71	102	92	48	140
Oise.....	168	140	308	9	15	24	28	49	77	104	92	196
Orne.....	253	226	479	4	9	13	6	18	24	175	149	324
Pas-de-Calais.....	242	214	456	25	35	60	60	84	144	103	69	172
Puy-de-Dôme.....	230	209	439	2	13	15	30	59	89	149	139	288
Pyrénées (Basses-).....	278	301	579	28	52	80	13	28	41	208	134	342
Pyrénées (Hautes-).....	315	330	645	15	19	34	14	20	34	246	290	536
Pyrénées-Orientales.....	80	46	126	5	3	8	51	40	91	6	5	11
Rhin (Bas-).....	525	511	1,036	19	51	70	4	5	9	202	245	447
Rhin (Haut-).....	419	419	838	47	42	89	36	42	78	214	206	420
Rhône.....	2,312	2,160	4,472	174	132	306	12	4	16	2,402	2,072	4,474
Saône (Haute-).....	91	76	167	2	8	10	4	18	22	70	49	119
Saône-et-Loire.....	490	464	954	15	25	40	18	30	48	449	422	871
Sarthe.....	402	348	750	28	49	77	47	72	119	349	313	662
Seine.....	3,866	3,667	7,533	283	280	563	43	98	141	3,764	3,585	7,349
Seine-Inférieure.....	391	362	753	57	67	124	74	144	218	226	226	452
Seine-et-Marne.....	99	81	180	8	16	24	8	15	23	96	82	178
Seine-et-Oise.....	156	129	285	7	9	16	15	15	30	54	63	117
Sèvres (Deux-).....	267	278	545	14	29	43	24	70	94	170	163	333
Somme.....	201	200	401	4	6	10	8	4	12	86	106	192
Tarn.....	281	242	523	9	14	23	12	20	32	262	236	498
Tarn-et-Garonne.....	105	141	246	4	20	24	11	38	49	89	108	197
Var.....	181	170	351	2	3	5	6	28	34	141	122	263
Vaucluse.....	260	242	502	16	16	32	4	20	24	244	208	452
Vendée.....	225	267	492	9	17	26	6	22	28	209	248	457
Vienne.....	239	197	436	37	29	66	34	38	72	204	168	372
Vienne (Haute-).....	350	311	661	3	2	5	17	17	34	268	222	490
Vosges.....	234	255	489	12	15	27	4	24	28	204	193	397
Yonne.....	180	147	327	2	17	19	6	24	30	133	129	262
TOTAUX.....	27,832	26,702	54,534	1,651	2,096	3,747	1,921	3,386	5,307	22,245	21,036	43,281

DANS DES COLONIES AGRICOLES ou des orphelinats.			DANS DES MANUFACTURES.			EN APPRENTISSAGE CHEZ DES FABRICANTS ou des ouvriers.			PLACEMENTS DIVERS.			TOTAUX.		NOMBRE TOTAL des enfants de 12 à 21 ans.
GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.	GARÇONS.	FILLES.	
281	86	367	105	111	216	700	300	1,000	863	975	1,838	11,596	11,609	23,205
1	6	7	1	2	3	2	1	3	2	1	3	302	290	592
//	//	//	//	//	//	64	11	75	17	23	40	328	358	686
//	3	3	//	//	//	93	30	123	21	51	72	237	261	498
//	//	//	//	//	//	4	//	4	2	7	9	115	102	217
//	//	//	//	//	//	7	9	16	4	13	17	94	107	201
2	//	2	2	2	4	50	56	106	//	//	//	104	117	221
//	9	9	//	//	//	49	4	53	32	55	87	522	511	1,033
//	//	//	//	//	//	56	11	67	14	8	22	431	458	889
20	21	41	//	//	//	21	16	37	27	23	50	192	194	386
18	2	20	//	//	//	9	6	15	2	//	2	80	96	176
//	//	//	//	//	//	//	//	//	46	84	130	374	366	740
//	//	//	1	//	1	31	37	68	//	//	//	243	207	450
//	//	//	//	//	//	41	23	64	7	13	20	175	153	328
1	//	1	//	//	//	19	18	37	30	21	51	225	210	435
//	//	//	2	//	2	18	5	23	37	48	85	162	134	296
9	//	9	//	//	//	11	5	16	12	23	35	175	159	334
//	//	//	3	//	3	282	198	480	40	23	63	448	340	788
15	//	15	//	//	//	27	9	36	3	5	8	177	155	332
//	//	//	//	//	//	44	55	99	32	13	45	257	235	492
32	2	34	//	//	//	10	11	21	62	83	145	267	249	516
//	//	//	//	15	15	42	//	42	11	9	20	232	222	454
//	7	7	6	12	18	45	14	59	34	158	192	306	353	659
//	//	//	//	//	//	54	30	84	16	9	25	330	349	679
15	//	15	//	//	//	13	//	13	//	4	4	85	49	134
39	//	39	36	49	85	117	115	232	146	148	294	544	562	1,106
5	4	9	71	82	153	117	97	214	23	30	53	466	461	927
2	10	12	1	65	66	59	123	182	10	18	28	2,486	2,292	4,778
//	1	1	4	3	7	8	7	15	7	6	13	93	84	177
//	2	2	7	7	14	15	9	24	16	19	35	505	489	994
1	//	1	//	//	//	30	12	42	3	//	3	430	397	827
170	81	251	//	12	12	30	13	43	142	158	300	4,149	3,947	8,096
//	4	4	//	1	1	101	17	118	47	37	84	448	429	877
//	//	//	//	//	//	3	//	3	//	//	//	107	97	204
12	23	35	2	//	2	57	9	66	23	28	51	163	138	301
18	//	18	3	//	3	51	41	92	15	33	48	281	307	588
15	9	24	14	14	28	77	57	134	5	16	21	205	206	411
3	//	3	//	//	//	13	//	13	//	//	//	290	256	546
//	//	//	//	//	//	1	//	1	8	15	23	109	161	270
//	//	//	//	//	//	//	//	//	36	23	59	183	173	356
3	//	3	//	//	//	2	//	2	23	30	53	276	258	534
//	//	//	2	//	2	15	6	21	2	8	10	234	284	518
15	//	15	//	//	//	9	//	9	14	20	34	276	226	502
5	17	22	3	4	7	14	2	16	46	51	97	353	313	666
2	27	29	7	//	7	23	12	35	6	14	20	246	270	516
2	//	2	//	//	//	32	4	36	9	7	16	182	164	346
686	314	1,000	270	379	649	2,466	1,373	3,839	1,895	2,310	4,205	29,483	28,798	58,281

ENQUÊTE GÉNÉRALE DE 1860.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU R.

Question n° 28, § 1, du formulaire du 17 avril.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

CONTINGENT QU'ILS APPORTENT A LA POPULATION PÉNITENTIAIRE.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des DÉTENUS.	ÉLÈVES DES HOSPICES.			NON-ÉLÈVES.	OBSERVATIONS.
		MAJEURS.	MINEURS.	TOTAL.		
Ain	148	5	7	12	136	
Aisne	407	18	4	22	385	
Allier	108	1	1	2	106	
Alpes (Basses-)	37	1	//	1	36	
Alpes (Hautes-)	776	23	3	26	750	
Ardèche	113	1	//	1	112	
Ardennes	172	4	//	4	168	
Ariége	94	2	2	4	90	
Aube	1,996	26	14	40	1,956	
Aude	92	2	//	2	90	
Aveyron	304	5	9	14	290	
Bouches-du-Rhône	952	11	11	22	930	
Calvados	1,173	38	3	41	1,132	
Cantal	60	//	//	//	60	
Charente	111	3	//	3	108	
Charente-Inférieure	195	5	//	5	190	
Cher	640	1	22	23	617	
Corrèze	74	//	//	//	74	
Corse	1,255	29	9	38	1,217	
Côte-d'Or	467	13	21	34	433	
Côtes-du-Nord	447	1	9	10	437	
Creuse	43	1	//	1	42	
Dordogne	264	4	2	6	258	
Doubs	160	2	1	3	157	
Drôme	166	7	//	7	159	
Eure	1,726	17	10	27	1,699	
Eure-et-Loir	144	//	//	//	144	
Finistère	200	3	1	4	196	
Gard	1,597	28	5	33	1,564	
Garonne (Haute-)	570	14	1	15	555	
Gers	89	3	1	4	85	
Gironde	966	18	13	31	935	
Hérault	1,779	39	22	61	1.718	
Ille-et-Vilaine	968	9	//	9	959	
Indre	240	1	10	11	229	
Indre-et-Loire	865	2	24	26	839	
Isère	184	7	1	8	176	
Jura	144	2	//	2	142	
Landes	79	3	//	3	76	
Loir-et-Cher	88	4	//	4	84	
Loire	224	6	1	7	217	
A reporter	20,117	359	207	566	19,591	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des DÉTENUS.	ÉLÈVES DES HOSPICES.			NON ÉLÈVES.	OBSERVATIONS.
		MAJEURS.	MINEURS.	TOTAL.		
Report.....	20,117	359	07	566	19,551	
Loire (Haute-).....	63	//	//	//	63	
Loire-Inférieure.....	186	//	//	//	186	
Loiret.....	122	4	//	4	118	
Lot.....	103	1	//	1	102	
Lot-et-Garonne.....	1,379	9	3	12	1,367	
Lozère.....	28	3	//	3	25	
Maine-et-Loire.....	1,679	28	8	36	1,643	
Manche.....	821	8	1	9	812	
Marne.....	323	3	2	5	318	
Marne (Haute-).....	715	14	7	21	694	
Mayenne.....	119	3	//	3	116	
Meurthe.....	184	//	//	//	184	
Meuse.....	285	//	3	3	282	
Morbihan.....	1,103	10	3	13	1,090	
Moselle.....	329	6	6	12	317	
Nièvre.....	95	//	//	//	95	
Nord.....	2,491	27	10	37	2,454	
Oise.....	1,112	8	6	14	1,098	
Orne.....	272	2	3	5	267	
Pas-de-Calais.....	357	13	4	17	340	
Puy-de-Dôme.....	1,152	16	1	17	1,135	
Pyrénées (Basses-).....	147	3	//	3	144	
Pyrénées (Hautes-).....	77	//	1	1	76	
Pyrénées-Orientales.....	54	//	//	//	54	
Rhin (Bas-).....	1,108	14	17	31	1,077	
Rhin (Haut-).....	1,590	1	2	3	1,587	
Rhône.....	725	11	7	18	707	
Saône (Haute-).....	92	//	1	1	91	
Saône-et-Loire.....	255	4	25	29	226	
Sarthe.....	179	5	//	5	174	
Seine.....	4,851	81	43	124	4,727	
Seine-Inférieure.....	869	9	5	14	855	
Seine-et-Marne.....	1,647	30	20	50	1,597	
Seine-et-Oise.....	1,436	13	1	14	1,422	
Sèvres (Deux-).....	48	//	//	//	48	
Somme.....	833	21	1	22	811	
Tarn.....	133	//	//	//	133	
Tarn-et-Garonne.....	79	1	//	1	78	
Var.....	3,712	59	6	65	3,647	
Vaucluse.....	171	1	3	4	167	
Vendée.....	75	1	//	1	74	
Vienne.....	94	5	//	5	89	
Vienne (Haute-).....	1,040	21	4	25	1,015	
Vosges.....	201	2	1	3	198	
Yonne.....	144	5	4	9	135	
TOTAUX.....	52,595	801	405	1,206	51,389	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 28, § 2, du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU S.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

CONTINGENT QUE LES FILLES DES HOSPICES APPORTENT A LA PROSTITUTION.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE TOTAL DES FILLES SOUMISES			ÉLÈVES DES HOSPICES			NON ÉLÈVES		
	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.
Ain	14	7	21	//	//	//	14	7	21
Aisne	44	11	55	1	//	1	43	11	54
Allier	37	89	126	1	2	3	36	87	123
Alpes (Basses-)	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Alpes (Hautes-)	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardèche	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Ardennes	35	20	55	2	2	4	33	18	51
Ariége	//	11	11	//	//	//	//	11	11
Aube	37	37	74	3	//	3	34	37	71
Aude	30	13	43	3	//	3	27	13	40
Aveyron	23	73	96	2	//	2	21	73	94
Bouches-du-Rhône	479	392	871	53	7	60	426	385	811
Calvados	81	40	121	22	4	26	59	36	95
Cantal	10	12	22	//	1	1	10	11	21
Charente	54	176	230	3	1	4	51	175	226
Charente-Inférieure	114	//	114	11	//	11	103	//	103
Cher	41	5	46	5	1	6	36	4	40
Corrèze	11	5	16	1	1	2	10	4	14
Corse	10	25	35	3	1	4	7	24	31
Côte-d'Or	75	33	108	3	3	6	72	30	102
Côtes-du-Nord	11	2	13	//	//	//	11	2	13
Creuse	3	//	3	//	//	//	3	//	3
Dordogne	25	24	49	1	5	6	24	19	43
Doubs	70	20	90	//	//	//	70	20	90
Drôme	86	15	101	1	1	2	85	14	99
Eure	47	10	57	3	//	3	44	10	54
Eure-et-Loir	32	4	36	//	1	1	32	3	35
Finistère	142	161	303	6	8	14	136	153	289
Gard	63	60	123	2	5	7	61	55	116
Garonne (Haute-)	207	88	295	10	3	13	197	85	282
Gers	20	2	22	4	//	4	16	2	18
Gironde	402	134	536	17	6	23	385	128	513
Hérault	230	80	310	16	5	21	214	75	289
Ille-et-Vilaine	110	11	121	3	//	3	107	11	118
Indre	16	24	40	2	2	4	14	22	36
Indre-et-Loire	46	13	59	//	//	//	46	13	59
Isère	39	47	86	//	4	4	39	43	82
Jura	14	6	20	//	//	//	14	6	20
Landes	5	7	12	//	1	1	5	6	11
Loir-et-Cher	16	//	16	1	//	1	15	//	15
Loire	58	111	169	3	4	7	55	107	162
A reporter	2,737	1,768	4,505	182	68	250	2,555	1,700	4,255

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE TOTAL DES FILLES SOUMISES			ÉLÈVES DES HOSPICES			NON ÉLÈVES		
	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.	en maison.	hors maison.	ENSEMBLE.
Report.....	2,737	1,768	4,505	182	68	250	2,555	1,700	4,255
Loire (Haute-).....	15	12	27	//	3	3	15	9	24
Loire-Inférieure.....	158	97	255	4	//	4	154	97	251
Loiret.....	58	38	96	2	1	3	56	37	93
Lot.....	5	33	38	//	//	//	5	33	38
Lot-et-Garonne.....	53	10	63	1	2	3	52	8	60
Lozère.....	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Maine-et-Loire.....	95	27	122	4	1	5	91	26	117
Manche.....	36	40	76	2	3	5	34	37	71
Marne.....	104	65	169	5	5	10	99	60	159
Marne (Haute-).....	11	46	57	1	//	1	10	46	56
Mayenne.....	25	22	47	//	1	1	25	21	46
Meurthe.....	98	133	231	2	3	5	96	130	226
Meuse.....	34	63	97	2	1	3	32	62	94
Morbihan.....	44	29	73	3	3	6	41	26	67
Moselle.....	111	64	175	4	4	8	107	60	167
Nièvre.....	30	30	60	1	//	1	29	30	59
Nord.....	268	60	328	15	6	21	253	54	307
Oise.....	42	23	65	3	1	4	39	22	61
Orne.....	11	15	26	//	1	1	11	14	25
Pas-de-Calais.....	111	103	214	3	5	8	108	98	206
Puy-de-Dôme.....	58	52	110	6	2	8	52	50	102
Pyrénées (Basses-).....	49	51	100	3	10	13	46	41	87
Pyrénées (Hautes-).....	37	//	37	3	//	3	34	//	34
Pyrénées-Orientales.....	34	39	73	2	2	4	32	37	69
Rhin (Bas-).....	93	217	310	3	11	14	90	206	296
Rhin (Haut-).....	115	20	135	//	//	//	115	20	135
Rhône.....	272	203	475	9	3	12	263	200	463
Saône (Haute-).....	18	15	33	//	//	//	18	15	33
Saône-et-Loire.....	44	32	76	2	2	4	42	30	72
Sarthe.....	62	51	113	//	//	//	62	51	113
Seine.....			4,176			77			4,099
Seine-Inférieure.....	447	56	503	16	//	16	431	56	487
Seine-et-Marne.....	69	1	70	2	//	2	67	1	68
Seine-et-Oise.....	147	144	291	4	2	6	143	142	285
Sèvres (Deux-).....	14	16	30	//	//	//	14	16	30
Somme.....	56	49	105	5	2	7	51	47	98
Tarn.....	16	26	42	3	//	3	13	26	39
Tarn-et-Garonne.....	16	8	24	//	//	//	16	8	24
Var.....	378	82	460	5	4	9	373	78	451
Vaucluse.....	82	//	82	2	//	2	80	//	80
Vendée.....	21	7	28	4	//	4	17	7	24
Vienne.....	35	23	58	1	2	3	34	21	55
Vienne (Haute-).....	72	30	102	3	2	5	69	28	97
Vosges.....	14	19	33	1	//	1	13	19	32
Yonne.....	21	//	21	2	//	2	19	//	19
TOTAUX.....	6,216 *	3,819 *	14,211	310 *	150 *	537	5,906 *	3,669 *	13,674

NOTA. Le département de la Seine n'est pas compris dans les totaux marqués d'une *.

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 30 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS

ÉLÈVES DES

RECRUTEMENT MILITAIRE.

DÉPARTEMENTS.	ÉLÈVES DES HOSPICES.							JEUNES GENS N'AYANT SOUS LA TUTELLE			
	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.	EXEMPTÉS pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	EXEMPTÉS pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	TOTAL DES ÉLÈVES des hospices qui ont pris part au tirage.	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.
Ain	71	2	//	27	48	//	148	1,357	53	19	600
Aisne	10	//	//	8	7	5	30	1,959	115	51	817
Allier	1	2	//	//	3	//	6	1,375	18	16	277
Alpes (Basses-)	14	//	//	3	19	//	36	531	20	28	246
Alpes (Hautes-)	8	2	//	4	4	//	18	369	25	23	54
Ardèche	32	//	//	9	74	//	115	1,587	79	45	451
Ardennes	5	1	//	2	1	//	9	1,058	109	22	124
Ariége	11	//	//	3	5	//	19	1,048	45	15	208
Aube	12	1	//	4	4	//	21	772	35	22	424
Aude	19	1	//	1	22	//	43	956	75	60	218
Aveyron	20	1	//	8	20	//	49	1,603	26	90	591
Bouches-du-Rhône	60	3	//	19	34	//	116	1,191	69	233	582
Calvados	14	//	//	//	16	//	30	1,356	57	158	206
Cantal	6	//	//	2	10	//	18	942	19	30	174
Charente	21	//	//	7	24	//	52	1,290	48	29	417
Charente-Inférieure	15	2	//	3	20	//	40	1,368	67	173	317
Cher	5	2	//	1	8	//	16	1,051	28	15	232
Corrèze	3	//	//	//	3	//	6	1,250	9	27	75
Corse	6	2	4	1	4	//	17	686	181	121	363
Côte-d'Or	10	2	//	4	15	//	31	1,276	126	36	486
Côtes-du-Nord	16	1	//	12	6	//	35	1,894	93	518	738
Creuse	4	//	//	//	4	//	8	1,149	17	15	274
Dordogne	39	2	//	8	37	//	86	1,933	70	46	496
Doubs	//	//	//	//	4	3	7	1,043	117	45	345
Drôme	13	4	//	3	21	//	41	1,125	65	40	125
Eure	1	//	//	//	2	//	3	1,178	35	35	157
Eure-et-Loir	5	//	//	2	8	//	15	1,007	38	19	297
A reporter	421	28	4	131	423	8	1,015	32,345	1,639	1,931	9,294

ASSISTÉS.

TABLEAU T.

HOSPICES.

— CLASSE DE 1858.

JAMAIS ÉTÉ PLACÉS HOSPITALIÈRE.			TOTAL.							OBSERVATIONS.
EXEMPTÉS		TOTAL	RECONNUS	DÉDUITS.		LIBÉRÉS	EXEMPTÉS		TOTAL	
pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS non élèves des hospices qui ont pris part au tirage.	propres au service.	Engagés volontaires.	Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	par leur numéro.	pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS de la classe de 1858.	
546	569	3,144	1,428	55	19	627	594	569	3,292	
1,080	619	4,641	1,969	115	51	825	1,087	624	4,671	
929	525	3,140	1,376	20	16	277	932	525	3,146	
268	175	1,268	545	20	28	249	287	175	1,304	
459	198	1,119	368	27	23	58	463	198	1,137	
879	725	3,766	1,619	79	45	460	953	725	3,881	
937	429	2,679	1,063	110	22	126	938	429	2,688	
622	527	2,465	1,059	45	15	211	627	527	2,484	
357	201	1,811	784	36	22	428	361	201	1,832	
797	390	2,496	975	76	60	219	819	390	2,539	
762	703	3,775	1,623	27	90	599	782	703	3,824	
796	406	3,277	1,251	72	233	601	830	406	3,393	
1,254	594	3,625	1,370	57	158	206	1,270	594	3,655	
705	393	2,263	948	19	30	176	715	393	2,281	
780	445	3,009	1,311	48	29	424	804	445	3,061	
1,185	492	3,602	1,383	69	173	320	1,205	492	3,642	
712	399	2,437	1,056	30	15	233	720	399	2,453	
1,143	584	3,088	1,253	9	27	75	1,146	584	3,094	
514	392	2,257	692	183	125	364	518	392	2,274	
737	480	3,141	1,286	128	36	490	752	480	3,172	
1,251	1,060	5,554	1,910	94	518	750	1,257	1,060	5,589	
720	432	2,607	1,153	17	15	274	724	432	2,615	
1,264	750	4,559	1,972	72	46	504	1,301	750	4,645	
571	501	2,622	1,043	117	45	345	575	504	2,629	
942	507	2,804	1,138	69	40	128	963	507	2,845	
1,023	454	2,882	1,179	35	35	157	1,025	454	2,885	
660	345	2,366	1,012	38	19	299	668	345	2,381	
21,893	13,295	80,397	32,766	1,667	1,935	9,425	22,316	13,303	81,412	

DÉPARTEMENTS.	ÉLÈVES DES HOSPICES.							JEUNES GENS N'AYANT SOUS LA TUTELLE			
	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.	EXEMPTÉS pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	EXEMPTÉS pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	TOTAL DES ÉLÈVES des hospices qui ont pris part au tirage.	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.
Report.....	421	28	4	131	423	8	1,015	32,345	1,639	1,931	9,294
Finistère.....	//	3	//	3	6	//	12	1,497	555	457	765
Gard.....	15	//	//	1	5	//	21	1,312	123	50	405
Garonne (Haute-).....	4	//	//	2	//	//	6	1,618	124	31	828
Gers.....	19	//	//	6	21	//	46	1,014	36	14	328
Gironde.....	35	//	//	40	31	//	106	1,918	49	253	765
Hérault.....	24	10	//	10	7	//	51	1,136	120	128	540
Ille-et-Vilaine.....	16	2	//	4	12	//	34	1,952	76	233	374
Indre.....	7	//	//	3	6	//	16	895	20	15	171
Indre-et-Loire.....	14	//	//	2	10	//	26	1,011	25	14	261
Isère.....	4	//	//	4	7	//	15	2,313	169	64	920
Jura.....	6	1	//	//	3	//	10	1,081	102	39	259
Landes.....	23	//	//	2	16	//	41	1,105	34	33	289
Loir-et-Cher.....	9	//	//	4	17	//	30	863	27	22	128
Loire.....	5	//	//	//	4	//	9	1,764	77	84	85
Loire (Haute-).....	5	//	//	//	9	//	14	1,165	15	83	159
Loire-Inférieure.....	15	2	//	2	9	//	28	1,904	52	301	882
Loiret.....	12	1	//	2	6	//	21	1,132	62	26	409
Lot.....	5	1	//	2	9	//	17	1,095	50	26	305
Lot-et-Garonne.....	16	//	//	2	7	//	25	1,042	27	10	549
Lozère.....	8	//	//	//	6	//	14	472	12	43	78
Maine-et-Loire.....	22	2	//	1	22	//	47	1,873	57	39	448
Manche.....	9	2	//	6	30	//	47	1,520	94	315	180
Marne.....	7	//	//	2	5	//	14	1,111	87	26	553
Marne (Haute).....	//	//	//	1	1	//	2	869	68	41	436
Mayenne.....	22	1	//	//	13	//	36	1,362	50	36	212
Meurthe.....	1	//	//	1	1	1	4	1,431	311	55	606
Meuse.....	4	1	//	2	4	1	12	993	178	46	262
Morbihan.....	3	5	//	3	5	//	16	1,493	112	328	525
Moselle.....	3	1	//	//	7	1	12	1,412	367	53	312
Nièvre.....	14	1	//	4	5	//	24	1,329	45	17	611
A reporter.....	748	61	4	240	707	11	1,771	72,027	4,763	4,813	21,939

JAMAIS ÉTÉ PLACÉS HOSPITALIÈRE.			TOTAL.							OBSERVATIONS.
EXEMPTÉS		TOTAL		DÉDUITS.		LIBÉRÉS	EXEMPTÉS		TOTAL	
pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS non élèves des hospices qui ont pris part au tirage.	RECONNUS propres au service.	Engagés volontaires.	Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	par leur numéro.	pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS de la classe de 1858.	
21,893	13,295	80,397	32,766	1,667	1,935	9,425	22,316	13,303	81,412	
1,403	1,077	5,754	1,497	558	457	768	1,409	1,077	5,766	
883	525	3,298	1,327	123	50	406	888	525	3,319	
646	620	3,867	1,622	124	31	830	646	620	3,873	
559	371	2,322	1,033	36	14	334	580	371	2,368	
1,146	644	4,775	1,953	49	253	805	1,177	644	4,881	
708	435	3,067	1,160	130	128	550	715	435	3,118	
1,484	983	5,102	1,968	78	233	378	1,496	983	5,136	
576	374	2,051	902	20	15	174	582	374	2,067	
696	338	2,345	1,025	25	14	263	706	338	2,371	
1,086	1,012	5,564	2,317	169	64	924	1,093	1,012	5,579	
686	552	2,719	1,087	103	39	259	689	552	2,729	
722	442	2,625	1,128	34	33	291	738	442	2,666	
768	333	2,141	872	27	22	132	785	333	2,171	
1,734	837	4,581	1,769	77	84	85	1,738	837	4,590	
928	547	2,897	1,170	15	83	159	937	547	2,911	
967	829	4,935	1,919	54	301	884	976	829	4,963	
663	411	2,703	1,144	63	26	411	669	411	2,724	
663	450	2,589	1,100	51	26	307	672	450	2,606	
472	256	2,356	1,058	27	10	551	479	256	2,381	
398	213	1,216	480	12	43	78	404	213	1,230	
1,230	685	4,332	1,895	59	39	449	1,252	685	4,379	
1,869	877	4,855	1,529	96	315	186	1,899	877	4,902	
543	351	2,671	1,118	87	26	555	548	351	2,685	
384	339	2,137	869	68	41	437	385	339	2,139	
961	613	3,234	1,384	51	36	212	974	613	3,270	
875	652	3,930	1,432	311	55	607	876	653	3,934	
724	467	2,670	997	179	46	264	728	468	2,682	
982	791	4,231	1,496	117	328	528	987	791	4,247	
1,089	814	4,047	1,415	368	53	312	1,096	815	4,059	
588	452	3,042	1,343	46	17	615	593	452	3,066	
48,326	30,585	182,453	72,775	4,824	4,817	22,179	49,033	30,596	184,224	

DÉPARTEMENTS.	ÉLÈVES DES HOSPICES.							JEUNES GENS N'AYANT SOUS LA TUTELLE			
	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.	EXEMPTÉS pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	EXEMPTÉS pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	TOTAL DES ÉLÈVES des hospices qui ont pris part au tirage.	RECONNUS propres au service.	DÉDUITS. Engagés volontaires.	DÉDUITS. Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	LIBÉRÉS par leur numéro.
Report.....	748	61	4	240	707	11	1,771	72,027	4,763	4,813	21,939
Nord.....	33	5	3	6	21	6	74	3,893	414	135	728
Oise.....	4	2	//	1	3	1	11	1,294	62	39	297
Orne.....	8	//	//	1	13	//	22	1,423	36	26	115
Pas-de-Calais.....	4	//	//	4	9	//	17	2,533	129	163	1,087
Puy-de-Dôme.....	14	1	//	3	15	//	33	2,234	56	65	580
Pyrénées (Basses-).....	10	//	//	2	5	//	17	1,811	69	90	848
Pyrénées (Hautes-).....	11	//	1	5	9	//	26	954	35	32	290
Pyrénées-Orientales.....	3	1	//	1	2	//	7	642	72	80	250
Rhin (Bas-).....	34	4	//	10	//	1	49	2,082	432	59	882
Rhin (Haut-).....	8	2	//	2	6	1	19	1,968	220	41	307
Rhône.....	8	2	//	6	4	//	20	1,834	166	52	1,126
Saône (Haute-).....	1	2	//	//	1	//	4	1,170	166	43	446
Saône-et-Loire.....	11	4	//	6	11	//	32	2,320	88	34	719
Sarthe.....	19	//	//	8	22	//	49	1,755	33	24	489
Seine.....	1	1	//	1	2	//	5	3,864	785	78	2,197
Seine-Inférieure.....	7	//	//	1	13	//	21	2,341	114	273	253
Seine-et-Marne.....	1	//	//	1	2	//	4	1,206	66	15	342
Seine-et-Oise.....	1	//	//	2	3	//	6	1,544	109	26	529
Sèvres (Deux-).....	13	//	//	4	8	//	25	1,262	21	16	559
Somme.....	9	//	//	1	16	1	27	1,941	61	91	246
Tarn.....	18	//	//	7	12	//	37	1,392	40	37	636
Tarn-et-Garonne.....	16	//	//	5	11	//	32	728	36	15	203
Var.....	9	2	//	11	11	//	33	927	97	176	713
Vaucluse.....	20	1	//	8	14	//	43	915	79	30	467
Vendée.....	10	1	//	2	7	//	20	1,528	23	100	391
Vienne.....	15	1	//	6	4	//	26	1,148	44	23	246
Vienne (Haute-).....	14	1	//	//	22	//	37	1,122	56	10	99
Vosges.....	12	3	//	1	10	4	30	1,524	188	47	276
Yonne.....	38	//	//	4	44	//	86	1,358	42	19	398
TOTAUX.....	1,100	94	8	349	1,007	25	2,583	120,740	8,502	6,652	37,658

JAMAIS ÉTÉ PLACÉS HOSPITALIÈRE.			TOTAL.							
EXEMPTÉS		TOTAL	RECONNUS	DÉDUITS.		LIBÉRÉS	EXEMPTÉS		TOTAL	OBSERVATIONS.
pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS non élèves des hospices qui ont pris part au tirage.	propres au service.	Engagés volontaires.	Membres de l'enseignement ou élèves des séminaires.	par leur numéro.	pour défaut de taille ou faiblesse de constitution.	pour une des autres causes prévues par l'art. 13 de la loi du 21 mars 1832.	DES JEUNES GENS de la classe de 1858.	
48,326	30,585	182,453	72,775	4,824	4,817	22,179	49,033	30,596	184,224	
3,069	1,717	9,956	3,926	419	138	734	3,090	1,723	10,030	
981	400	3,073	1,298	64	39	298	984	401	3,084	
1,313	520	3,433	1,431	36	26	116	1,326	520	3,455	
1,296	951	6,159	2,537	129	163	1,091	1,305	951	6,176	
1,358	880	5,173	2,248	57	65	583	1,373	880	5,206	
851	649	4,318	1,821	69	90	850	856	649	4,335	
572	377	2,260	965	35	33	295	581	377	2,286	
417	277	1,738	645	73	80	251	419	277	1,745	
1,107	1,150	5,712	2,116	436	59	892	1,107	1,151	5,761	
1,353	1,077	4,966	1,976	222	41	309	1,359	1,078	4,985	
661	644	4,483	1,842	168	52	1,132	665	644	4,503	
624	606	3,055	1,171	168	43	446	625	606	3,059	
1,271	825	5,257	2,331	92	34	725	1,282	825	5,289	
1,033	631	3,965	1,774	33	24	497	1,055	631	4,014	
1,984	1,390	10,298	3,865	786	78	2,198	1,986	1,390	10,303	
2,337	931	6,249	2,348	114	273	254	2,350	931	6,270	
787	391	2,807	1,207	66	15	343	789	391	2,811	
967	499	3,674	1,545	109	26	531	970	499	3,680	
581	415	2,854	1,275	21	16	563	589	415	2,879	
1,652	788	4,779	1,950	61	91	247	1,668	789	4,806	
577	550	3,232	1,410	40	37	643	589	550	3,269	
493	272	1,747	744	36	15	208	504	272	1,779	
421	281	2,615	936	99	176	724	432	281	2,648	
440	305	2,236	935	80	30	475	454	305	2,279	
1,025	602	3,669	1,538	24	100	393	1,032	602	3,689	
808	414	2,683	1,163	45	23	252	812	414	2,709	
991	549	2,827	1,136	57	10	99	1,013	549	2,864	
1,211	742	3,988	1,536	191	47	277	1,221	746	4,018	
807	473	3,097	1,396	42	19	402	851	473	3,183	
79,313	49,891	302,756	121,840	8,596	6,660	38,007	80,320	49,916	305,339	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU U.

Question
n° 27 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

COMPARAISON DU NOMBRE DE CES ENFANTS
A LA POPULATION DE CHAQUE DÉPARTEMENT.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS secourus au 31 décembre 1859.	POPULATION d'après LE DÉNOMBREMENT quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population.	NUMÉRO du DÉPARTEMENT suivant le moins grand nombre d'enfants comparé à la population.	OBSERVATIONS.
			1 enfant sur		
Ain	34	370,919 hab.	10,909 hab.	64	
Aisne	90	555,539	6,172	58	
Allier	229	352,241	1,538	27	
Alpes (Basses-)	108	149,670	1,385	21	
Alpes (Hautes-)	138	129,556	938	11	
Ardèche	240	385,835	1,607	28	
Ardennes	//	322,138	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1860.
Ariége	255	251,318	985	12	
Aube	56	261,673	4,672	54	
Aude	147	282,833	1,924	34	
Aveyron	874	393,890	450	1	
Bouches-du-Rhône	226	473,365	2,094	36	
Calvados	//	478,397	//	//	Les secours temporaires n'étaient point encore appliqués en 1860.
Cantal	274	247,665	903	7	
Charente	284	378,721	1,333	17	
Charente-Inférieure	134	474,828	3,543	46	
Cher	640	314,844	491	2	
Corrèze	426	314,982	739	5	
Corse	78	240,183	3,079	43	
Côte-d'Or	11	385,131	35,011	70	
Côtes-du-Nord	//	621 573	//	//	Le département n'accordait pas encore de secours temporaires en 1860.
Creuse	402	278,889	693	4	
Dordogne	374	504,651	1,349	19	
Doubs	22	286,888	13,040	67	
Drôme	231	324,760	1,405	23	
Eure	77	404,665	5,255	55	
Eure-et-Loir	76	291,074	3,830	48	
Finistère	1	606,552	//	//	Les secours temporaires institués en 1859 n'ont encore reçu qu'une application fort restreinte dans le Finistère.
Gard	72	419,697	5,829	57	
Garonne (Haute-)	342	481,247	1,407	24	
Gers	167	304,497	1,823	30	
Gironde	1,098	640,757	583	3	
Hérault	312	400,424	1,283	16	
Ille-et-Vilaine	72	580,898	8,068	60	
Indre	293	273,479	933	9	
Indre-et-Loire	173	318,442	1,840	31	
Isère	512	576,637	1,126	14	
Jura	69	296,701	4,300	51	
Landes	71	309,832	4,363	52	
Loir-et-Cher	299	264,043	883	6	
Loire	169	505,260	2,989	42	
A reporter	9,076	15,454,694			

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS secourus au 31 décembre 1859.	POPULATION d'après LE DÉNOMBREMENT quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉRO du DÉPARTEMENT, suivant le moins grand nombre d'enfants comparé à la population.	OBSERVATIONS.
Report.....	9,076	15,454,694 hab.			
Loire (Haute-).....	34	300,994	8,852 hab.	62	
Loire-Inférieure.....	401	555,996	1,386	22	
Loiret.....	256	345,115	1,348	18	
Lot.....	77	293,733	3,814	47	
Lot-et-Garonne.....	178	340,041	1,910	33	
Lozère.....	121	140,819	1,163	15	
Maine-et-Loire.....	254	524,387	2,064	35	
Manche.....	205	595,202	2,903	39	
Marne.....	110	372,050	3,382	45	
Marne (Haute-).....	5	256,512	//	//	Les secours temporaires ne datent que de 1859.
Mayenne.....	49	373,841	7,629	59	
Meurthe.....	//	424,373	//	//	Le département n'accordait pas encore, en 1860, de secours temporaires.
Meuse.....	31	305,727	9,862	63	
Morbihan.....	348	473,932	1,361	20	
Moselle.....	55	451,152	8,202	61	
Nièvre.....	194	326,086	1,680	29	
Nord.....	//	1,212,353	//	//	Le département du Nord n'accordait plus de secours temporaires en 1860.
Oise.....	5	396,085	//	//	Organisation récente.
Orne.....	107	430,127	4,019	49	
Pas-de-Calais.....	53	712,846	13,449	68	
Puy-de-Dôme.....	141	590,062	4,184	50	
Pyrénées (Basses-).....	301	436,442	1,449	25	
Pyrénées (Hautes-).....	230	245,856	1,068	13	
Pyrénées-Orientales.....	56	183,056	3,268	44	
Rhin (Bas-).....	//	563,855	//	//	Le département n'accordait pas encore de secours aux enfants naturels en 1860.
Rhin (Haut-).....	//	499,442	//	//	*Idem.*
Rhône.....	690	625,991	907	8	
Saône (Haute-).....	//	312,397	//	//	Le département n'accordait pas encore de secours temporaires en 1860.
Saône-et-Loire.....	45	575,018	12,778	66	
Sarthe.....	//	467,193	//	//	*Idem.*
Seine.....	//	1,727,419	//	//	L'organisation des secours temporaires ne date que de 1860.
Seine-Inférieure.....	63	769,450	12,213	65	
Seine-et-Marne.....	181	341,382	1,886	32	
Seine-et-Oise.....	28	484,179	17,292	69	
Sèvres (Deux-).....	//	327,846	//	//	Le département n'accordait pas encore de secours en 1860.
Somme.....	104	566,619	5,448	56	
Tarn.....	239	354,832	1,484	26	
Tarn-et-Garonne.....	100	234,782	2,347	37	
Var.....	126	371,820	2,950	40	
Vaucluse.....	61	268,994	4,409	53	
Vendée.....	5	389,683	//	//	Les secours temporaires n'étaient encore, en 1860, appliqués qu'à titre d'essai.
Vienne.....	125	322,585	2,580	38	
Vienne (Haute-).....	436	319,787	733	10	
Vosges.....	//	405,708	//	//	Le département n'accordait pas encore de secours temporaires en 1860.
Yonne.....	124	368,901	2,975	41	
TOTAUX.....	14,614	36,039,364	2,466		

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 27 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU V.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

LISTE DES DÉPARTEMENTS

CLASSÉS SUIVANT LE NOMBRE DÉCROISSANT DES ENFANTS COMPARÉ A LA POPULATION.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur
1	Aveyron	450 hab.	36	Bouches-du-Rhône	2,094 hab.
2	Cher	491	37	Tarn-et-Garonne	2,347
3	Gironde	583	38	Vienne	2,580
4	Creuse	693	39	Manche	2,903
5	Corrèze	739	40	Var	2,950
6	Loir-et-Cher	883	41	Yonne	2,975
7	Cantal	903	42	Loire	2,989
8	Rhône	907	43	Corse	3,079
9	Indre	933	44	Pyrénées-Orientales	3,268
10	Vienne (Haute-)	933	45	Marne	3,382
11	Alpes (Hautes-)	938	46	Charente-Inférieure	3,543
12	Ariége	985	47	Lot	3,814
13	Pyrénées (Hautes-)	1,068	48	Eure-et-Loir	3,830
14	Isère	1,126	49	Orne	4,019
15	Lozère	1,163	50	Puy-de-Dôme	4,184
16	Hérault	1,283	51	Jura	4,300
17	Charente	1,333	52	Landes	4,363
18	Loiret	1,348	53	Vaucluse	4,409
19	Dordogne	1,349	54	Aube	4,672
20	Morbihan	1,361	55	Eure	5,255
21	Alpes (Basses-)	1,385	56	Somme	5,448
22	Loire-Inférieure	1,386	57	Gard	5,829
23	Drôme	1,405	58	Aisne	6,172
24	Garonne (Haute-)	1,407	59	Mayenne	7,629
25	Pyrénées (Basses-)	1,449	60	Ille-et-Vilaine	8,068
26	Tarn	1,484	61	Moselle	8,202
27	Allier	1,538	62	Loire (Haute-)	8,852
28	Ardèche	1,607	63	Meuse	9,862
29	Nièvre	1,680	64	Ain	10,909
30	Gers	1,823	65	Seine-Inférieure	12,213
31	Indre-et-Loire	1,840	66	Saône-et-Loire	12,778
32	Seine-et-Marne	1,886	67	Doubs	13,040
33	Lot-et-Garonne	1,910	68	Pas-de-Calais	13,449
34	Aude	1,924	69	Seine-et-Oise	17,292
35	Maine-et-Loire	2,064	70	Côte-d'Or	35,011

DÉPARTEMENTS où l'institution des secours est trop récente pour qu'il soit possible d'établir une proportion.		DÉPARTEMENTS qui, lors de l'enquête, n'accordaient pas de secours temporaires.	
Ardennes.	Oise.	Calvados.	Rhin (Haut-).
Finistère.	Seine.	Côtes-du-Nord.	Saône (Haute-).
Marne (Haute-).	Vendée.	Meurthe.	Sarthe.
		Nord.	Deux-Sèvres.
		Rhin (Bas-).	Vosges.

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 27 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU X.

ÉLÈVES DES HOSPICES ET ENFANTS SECOURUS.

COMPARAISON DU NOMBRE DE CES ENFANTS
A LA POPULATION DE CHAQUE DÉPARTEMENT.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉLÈVES des hospices au 31 décembre 1859.	NOMBRE D'ENFANTS secourus au 31 décembre 1859.	TOTAL.	POPULATION d'après LE DÉNOMBREMENT quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉRO du DÉPARTEMENT suivant le moins grand nombre d'enfants comparé à la population.
Ain	899	34	933	370,919 hab.	397 hab.	28
Aisne	758	90	848	555,539	655	63
Allier	908	229	1,137	352,241	309	16
Alpes (Basses-)	99	108	207	149,670	723	66
Alpes (Hautes-)	77	138	215	129,556	602	56
Ardèche	280	240	520	385,835	741	42
Ardennes	341	//	341	322,138	944	75
Ariége	227	255	482	251,318	521	46
Aube	318	56	374	261,673	699	65
Aude	631	147	778	282,833	363	23
Aveyron	361	874	1,235	393,890	237	8
Bouches-du-Rhône	2,766	226	2,992	473,365	158	3
Calvados	1,509	//	1,509	478,397	317	17
Cantal	273	274	547	247,665	452	39
Charente	1,021	284	1,305	378,721	290	14
Charente-Inférieure	632	134	766	474,828	619	59
Cher	723	640	1,363	214,844	231	7
Corrèze	392	426	818	314,982	385	26
Corse	622	78	700	240,183	343	22
Côte-d'Or	812	11	823	385,131	467	40
Côtes-du-Nord	1,329	//	1,329	621,573	467	41
Creuse	433	402	835	278,889	333	20
Dordogne	1,696	374	2,070	504,651	243	9
Doubs	202	22	224	286,888	1,280	79
Drôme	563	231	794	324,760	409	31
Eure	461	77	538	404,665	752	68
Eure-et-Loir	220	76	296	291,074	983	76
Finistère	1,981	1	1,982	606,552	306	15
Gard	619	72	691	419,697	607	57
Garonne (Haute-)	865	342	1,207	481,247	398	29
Gers	254	167	421	304,497	723	67
Gironde	2,457	1,098	3,555	640,757	180	4
Hérault	609	312	921	400,424	434	36
Ille-et-Vilaine	165	72	237	580,898	2,451	86
Indre	329	293	622	273,479	439	37
Indre-et-Loire	565	173	738	318,442	431	34
Isère	530	512	1,042	576,637	553	49
Jura	444	69	513	296,701	578	53
Landes	1,054	71	1,125	309,832	275	11
Loir-et-Cher	655	299	954	264,043	276	12
Loire	1,041	169	1,210	505,260	417	32
A reporter	30,121	9,076	39,197	15,454,694		

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉLÈVES des hospices au 31 décembre 1859.	NOMBRE D'ENFANTS secourus au 31 décembre 1859.	TOTAL.	POPULATION d'après LE DÉNOMBREMENT quinquennal de 1856.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉRO du DÉPARTEMENT suivant le moins grand nombre d'enfants comparé à la population.
Report.....	30,121	9,076	39,197	15,454,694 hab.		
Loire (Haute-).....	306	34	340	300,994	885 hab.	71
Loire-Inférieure.....	734	401	1,135	555,996	489	44
Loiret.....	600	256	856	345,115	403	30
Lot.....	172	77	249	293,733	1,179	78
Lot-et Garonne.....	117	178	295	540,041	1,152	77
Lozère.....	517	121	638	140,819	220	6
Maine-et-Loire.....	1,399	254	1,653	524,387	317	18
Manche.....	1,357	205	1,562	595,202	381	24
Marne.....	546	110	656	372,050	567	51
Marne (Haute-).....	524	5	529	256,512	484	43
Mayenne.....	927	49	976	373,841	383	25
Meurthe.....	699	//	699	424,373	607	58
Meuse.....	461	31	492	305,727	621	60
Morbihan.....	568	348	916	473,932	517	45
Moselle.....	258	55	313	451,152	1,441	83
Nièvre.....	392	194	586	326,086	556	50
Nord.....	507	//	507	1,212,353	2,391	85
Oise.....	296	5	301	396,085	1,315	80
Orne.....	711	107	818	430,127	525	47
Pas-de-Calais.....	287	53	340	712,846	2,096	84
Puy-de-Dôme.....	724	141	865	590,062	682	64
Pyrénées (Basses-).....	216	301	517	436,442	844	70
Pyrénées (Hautes-).....	489	230	719	245,856	341	21
Pyrénées-Orientales.....	577	56	633	183,056	289	13
Rhin (Bas-).....	1,041	//	1,041	563,855	541	48
Rhin (Haut-).....	854	//	854	499,442	584	55
Rhône.....	5,678	690	6,368	625,991	98	1
Saône (Haute-).....	234	//	234	312,397	1,335	82
Saône-et-Loire.....	1,250	45	1,295	575,018	444	38
Sarthe.....	1,077	//	1,077	467,193	433	35
Seine.....	13,786	//	13,786	1,727,419	125	2
Seine-Inférieure.....	1,270	63	1,333	769,450	577	52
Seine-et-Marne.....	405	181	586	341,382	582	54
Seine-et-Oise.....	338	28	366	484,179	1,322	81
Sèvres (Deux-).....	1,015	//	1,015	327,846	323	19
Somme.....	619	104	723	566,619	783	69
Tarn.....	160	239	399	354,832	889	72
Tarn-et-Garonne.....	155	100	255	234,782	920	74
Var.....	820	126	946	371,820	393	27
Vaucluse.....	566	61	627	268,994	429	33
Vendée.....	606	5	611	389,683	637	62
Vienne.....	1,178	125	1,303	322,585	247	10
Vienne (Haute-).....	1,059	436	1,495	319,787	213	5
Vosges.....	441	//	441	405,708	919	73
Yonne.....	463	124	587	368,901	628	61
TOTAUX.....	76,520	14,614	91,134	36,039,364	395	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 27 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU Y.

ÉLÈVES DES HOSPICES ET ENFANTS SECOURUS.

LISTE DES DÉPARTEMENTS

CLASSÉS SUIVANT LE NOMBRE DÉCROISSANT DES ENFANTS COMPARÉ A LA POPULATION.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur	NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	RAPPORT DES ENFANTS à la population. — 1 enfant sur
1	Rhône	98 hab.	44	Loire-Inférieure	489 hab.
2	Seine	125	45	Morbihan	517
3	Bouches-du-Rhône	158	46	Ariége	521
4	Gironde	180	47	Orne	525
5	Vienne (Haute-)	213	48	Rhin (Bas-)	541
6	Lozère	220	49	Isère	553
7	Cher	231	50	Nièvre	556
8	Aveyron	237	51	Marne	567
9	Dordogne	243	52	Seine-Inférieure	577
10	Vienne	247	53	Jura	578
11	Landes	275	54	Seine-et-Marne	582
12	Loir-et-Cher	276	55	Rhin (Haut-)	584
13	Pyrénées-Orientales	289	56	Alpes (Hautes-)	602
14	Charente	290	57	Gard	607
15	Finistère	306	58	Meurthe	607
16	Allier	309	59	Charente-Inférieure	619
17	Calvados	317	60	Meuse	621
18	Maine-et-Loire	317	61	Yonne	628
19	Deux-Sèvres	323	62	Vendée	637
20	Creuse	333	63	Aisne	655
21	Pyrénées (Hautes-)	341	64	Puy-de-Dôme	682
22	Corse	343	65	Aube	699
23	Aude	363	66	Alpes (Basses-)	723
24	Manche	381	67	Gers	723
25	Mayenne	383	68	Eure	750
26	Corrèze	385	69	Somme	783
27	Var	393	70	Pyrénées (Basses-)	844
28	Ain	397	71	Loire (Haute-)	885
29	Garonne (Haute-)	398	72	Tarn	889
30	Loiret	403	73	Vosges	919
31	Drôme	409	74	Tarn-et-Garonne	920
32	Loire	417	75	Ardennes	944
33	Vaucluse	429	76	Eure-et-Loir	983
34	Indre-et-Loire	431	77	Lot-et-Garonne	1,152
35	Sarthe	433	78	Lot	1,177
36	Hérault	434	79	Doubs	1,280
37	Indre	439	80	Oise	1,315
38	Saône-et-Loire	444	81	Seine-et-Oise	1,322
39	Cantal	452	82	Saône (Haute-)	1,335
40	Côte-d'Or	467	83	Moselle	1,441
41	Côtes-du-Nord	467	84	Pas-de-Calais	2,096
42	Ardèche	471	85	Nord	2,391
43	Marne (Haute-)	484	86	Ille-et-Vilaine	2,451

TABLEAU INDIQUANT, POUR 1849 ET 1859,

LE NOMBRE DES ÉLÈVES DES HOSPICES ET DES ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

DÉPARTEMENTS.	1849.			1859.		
	ÉLÈVES des hospices.	ENFANTS SECOURUS conservés par leurs mères.	TOTAL.	ÉLÈVES des hospices.	ENFANTS SECOURUS conservés par leurs mères.	TOTAL.
Ain	676	//	676	899	34	933
Aisne	1,049	30	1,079	758	90	848
Allier	1,107	102	1,209	908	229	1,137
Alpes (Basses-)	90	27	117	99	108	207
Alpes (Hautes-)	141	82	223	77	138	215
Ardèche	388	94	482	280	240	520
Ardennes	310	//	310	341	//	341
Ariége	306	241	547	227	255	482
Aube	322	5	327	318	56	374
Aude	818	228	1,046	631	147	778
Aveyron	1,361	563	1,924	361	874	1,235
Bouches-du-Rhône	3,096	//	3,096	2,766	226	2,992
Calvados	2,038	//	2,038	1,509	//	1,509
Cantal	580	190	770	273	274	547
Charente	1,138	42	1,180	1,021	284	1,305
Charente-Inférieure	968	29	997	632	134	766
Cher	959	//	959	723	640	1,363
Corrèze	294	227	521	392	426	818
Corse	658	13	671	622	78	700
Côte-d'Or	689	//	689	812	11	823
Côtes-du-Nord	1,053	//	1,053	1,329	//	1,329
Creuse	1,053	351	1,404	433	402	835
Dordogne	2,139	142	2,281	1,696	374	2,070
Doubs	297	15	312	202	22	224
Drôme	841	89	930	563	231	794
Eure	548	//	548	461	77	538
Eure-et-Loir	422	23	445	220	76	296
Finistère	1,706	51	1,757	1,981	1	1,982
Gard	847	6	853	619	72	691
Garonne (Haute-)	996	89	1,085	865	342	1,207
Gers	531	142	673	254	167	421
Gironde	3,425	77	3,502	2,457	1,098	3,555
Hérault	709	229	938	609	312	921
Ille-et-Vilaine	690	135	825	165	72	237
Indre	624	362	986	329	293	622
Indre-et-Loire	751	188	939	565	173	738
Isère	845	453	1,298	530	512	1,042
Jura	205	52	257	444	69	513
Landes	1,512	85	1,597	1,054	71	1,125
Loir-et-Cher	706	//	706	655	299	954
Loire	1,377	147	1,484	1,041	169	1,210
Loire (Haute-)	951	240	1,191	306	34	340
Loire-Inférieure	1,052	328	1,380	734	401	1,135
A reporter	40,268	5,037	45,305	31,161	9,511	40,672

DÉPARTEMENTS.	1849.			1859.		
	ÉLÈVES des hospices.	ENFANTS SECOURUS conservés par leurs mères.	TOTAL.	ÉLÈVES des hospices.	ENFANTS SECOURUS conservés par leurs mères.	TOTAL.
Report.....	40,268	5,037	45,305	31,161	9,511	40,672
Loiret.....	843	161	1,004	600	256	856
Lot.....	314	115	429	172	77	249
Lot-et-Garonne.....	213	191	404	117	178	295
Lozère.....	351	205	556	517	121	638
Maine-et-Loire.....	1,886	2	1,888	1,399	254	1,653
Manche.....	1,457	37	1,494	1,357	205	1,562
Marne.....	762	//	762	546	110	656
Marne (Haute-).....	324	//	324	524	5	529
Mayenne.....	1,165	//	1,165	927	49	976
Meurthe.....	389	//	389	699	//	699
Meuse.....	394	22	416	461	31	492
Morbihan.....	1,241	25	1,266	568	348	916
Moselle.....	200	85	285	258	55	313
Nièvre.....	625	356	981	392	194	586
Nord.....	642	195	837	507	//	507
Oise.....	554	//	554	296	5	301
Orne.....	804	//	804	711	107	818
Pas-de-Calais.....	416	217	633	287	53	340
Puy-de-Dôme.....	921	123	1,044	724	141	865
Pyrénées (Basses-).....	631	//	631	216	301	517
Pyrénées (Hautes-).....	880	104	984	489	230	719
Pyrénées-Orientales.....	556	39	595	577	56	633
Rhin (Bas-).....	645	//	645	1,041	//	1,041
Rhin (Haut-).....	677	10	687	854	//	854
Rhône.....	8,511	//	8,511	5,678	690	6,368
Saône (Haute-).....	90	//	90	234	//	234
Saône-et-Loire.....	1,385	31	1,416	1,250	45	1,295
Sarthe.....	1,252	403	1,655	1,077	//	1,077
Seine.....	13,364	//	13,364	13,786	//	13,786
Seine-Inférieure.....	1,331	//	1,331	1,270	63	1,333
Seine-et-Marne.....	316	1	317	405	181	586
Seine-et-Oise.....	358	//	358	338	28	366
Sèvres (Deux-).....	1,194	//	1,195	1,015	//	1,015
Somme.....	696	55	751	619	104	723
Tarn.....	693	421	1,114	160	239	399
Tarn-et-Garonne.....	393	//	393	155	100	255
Var.....	845	18	863	820	126	946
Vaucluse.....	957	55	1,012	566	61	627
Vendée.....	815	//	815	606	5	611
Vienne.....	1,106	//	1,106	1,178	125	1,303
Vienne (Haute-).....	1,115	99	1,214	1,059	436	1,495
Vosges.....	309	13	322	441	//	441
Yonne.....	759	51	810	463	124	587
TOTAUX.....	92,647	8,072	100,719	76,520	14,614	91,134

ENQUÊTE GÉNÉRALE de 1860.

Question n° 2 du formulaire du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

TABLEAU AA.

TABLEAU INDIQUANT,

LE NOMBRE DES ADMISSIONS AUX SECOURS TEMPORAIRES, LE NOMBRE DES ADMISSIONS A L'HOSPICE ET LE RAPPORT DE CES DEUX NOMBRES ENTRE EUX.

POUR 1857, 1858 ET 1859,

DÉPARTEMENTS.	ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES. Admissions.				ÉLÈVES DES HOSPICES ET ENFANTS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES SECOURUS.									RÉCAPITULATION GÉNÉRALE POUR LES TROIS ANNÉES.					OBSERVATIONS.
					1857.			1858.			1859.			ADMISSIONS AUX		TOTAL.	Proportion entre les admissions aux secours et les admissions aux hospices.		
	1857.	1858.	1859.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	hospices.	secours.		Hospices.	Secours.	
																	p. o/o.	p. o/o.	
Ain	//	//	38	38	235	//	235	206	//	206	179	38	217	620	38	658	94,23	5,77	L'institution des secours temporaires ne date que de 1859.
Aisne	81	107	92	280	317	81	398	293	107	400	230	92	322	840	280	1,120	75,00	25,00	
Allier	86	120	141	347	155	86	241	178	120	298	180	141	321	513	347	860	59,66	40,34	
Alpes (Basses-)	29	45	50	124	33	29	62	16	45	61	14	50	64	63	124	187	33,69	66,31	
Alpes (Hautes-)	17	36	40	93	14	17	31	34	36	70	25	40	65	73	93	166	44,00	56,00	
Ardèche	100	112	144	356	39	100	139	46	112	158	41	144	185	126	356	482	26,15	73,85	
Ardennes	//	//	//	//	120	//	120	107	//	107	85	//	85	312	//	312	100,00	//	Le service des secours temporaires n'a été organisé que le 10 mai 1860.
Ariége	217	262	262	741	42	217	259	18	262	280	15	262	277	75	741	816	9,20	90,80	
Aube	67	83	73	223	127	67	194	25	83	108	23	73	96	175	223	398	43,97	56,03	
Aude	123	158	155	436	134	123	257	140	158	298	141	155	296	415	436	851	48,77	51,23	Les secours temporaires sont accordés dans la proportion d'un tiers aux enfants légitimes.
Aveyron	249	199	261	709	20	249	269	43	199	242	69	261	330	132	709	841	15,70	84 30	
Bouches-du-Rhône	151	107	228	486	937	151	1,088	804	107	911	818	228	1,046	2,559	486	3,045	84,04	15,96	
Calvados	//	//	//	//	293	//	293	309	//	309	255	//	255	857	//	857	100,00	//	
Cantal	107	178	161	446	40	107	147	35	178	213	15	161	176	90	446	536	16,80	83,20	
Charente	95	87	87	269	165	95	260	156	87	243	133	87	220	454	269	723	62,80	37,20	
Charente-Inférieure	60	84	78	222	201	60	261	195	84	279	164	78	242	560	222	782	71,62	28,38	
Cher	225	296	257	778	89	225	314	88	296	384	57	257	314	234	778	1,012	23,13	76,87	
Corrèze	174	235	234	643	106	174	280	62	235	297	59	234	293	227	643	870	26,10	73,90	
Corse	32	23	33	88	131	32	163	128	23	151	148	33	181	407	88	495	82,23	17,77	
Côte-d'Or	9	7	9	25	260	9	269	215	7	222	250	9	259	725	25	750	96,67	3,33	
Côtes-du-Nord	//	//	//	//	351	//	351	343	//	343	357	//	357	1,051	//	1,051	100,00	//	
Creuse	107	121	154	382	18	107	125	22	121	143	23	154	177	63	382	445	14,16	85,84	
Dordogne	143	164	183	490	316	143	459	359	164	523	327	183	510	1,002	490	1,492	67,16	32,84	
Doubs	17	20	14	51	69	17	86	30	20	50	36	14	50	135	51	186	72,59	27,41	
Drôme	227	283	255	765	122	227	349	98	283	381	109	255	364	329	765	1,094	30,08	69,92	
A reporter	2,316	2,727	2,949	7,992	4,334	2,316	6,650	3,950	2,727	6,677	3,753	2,949	6,702	12,037	7,992	20,029			

DÉPARTEMENTS.	ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES. Admissions.				ÉLÈVES DES HOSPICES ET ENFANTS CONSERVÉS PAR LEURS					
					1857.			1858.		
	1857.	1858.	1859.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.
Report.....	2,316	2,727	2,949	7,992	4,334	2,316	6,650	3,950	2,727	6,677
Eure.....	19	20	25	64	155	19	174	126	20	146
Eure-et-Loir.....	32	39	25	96	60	32	92	51	39	90
Finistère.....	//	//	1	1	498	//	498	501	//	501
Gard.....	44	76	59	179	261	44	305	141	76	217
Garonne (Haute-).....	150	194	233	577	225	150	375	165	194	359
Gers.....	92	97	107	296	42	92	134	35	97	132
Gironde.....	451	397	562	1,410	385	451	836	414	397	811
Hérault.....	160	139	191	490	91	160	251	102	139	241
Ille-et-Vilaine.....	62	68	58	188	28	62	90	30	68	98
Indre.....	132	169	170	471	62	132	194	71	169	240
Indre-et-Loire.....	71	82	107	260	226	71	297	244	82	326
Isère.....	259	236	287	782	81	259	340	117	236	353
Jura.....	50	75	77	202	76	50	126	65	75	140
Landes.....	103	110	114	327	159	103	262	131	110	241
Loir-et-Cher.....	103	87	107	297	201	103	304	151	87	238
Loire.....	159	167	177	503	335	159	494	336	167	503
Loire (Haute-).....	58	66	56	180	47	58	105	36	66	102
Loire-Inférieure.....	132	153	194	479	337	132	469	333	153	486
Loiret.....	126	144	110	380	204	126	330	177	144	321
Lot.....	118	93	120	331	34	118	152	24	93	117
Lot-et-Garonne.....	92	91	112	295	40	92	132	20	91	111
Lozère.....	31	47	45	123	113	31	144	119	47	166
Maine-et-Loire.....	//	61	287	348	396	//	396	339	61	400
Manche.....	141	161	205	507	382	141	523	326	161	487
Marne.....	78	80	54	212	122	78	200	132	80	212
Marne (Haute-).....	//	//	7	7	133	//	133	117	//	117
Mayenne.....	29	19	32	80	263	29	292	199	19	218
Meurthe.....	//	//	//	//	88	//	88	108	//	108
Meuse.....	//	10	31	41	127	//	127	87	10	97
Morbihan.....	103	148	139	390	80	103	183	70	148	218
Moselle.....	6	9	10	25	61	6	67	48	9	57
A reporter.....	5,117	5,765	6,651	17,533	9,646	5,117	14,763	8,765	5,765	14,530

SECOURUS MÈRES. 1859. ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE POUR LES TROIS ANNÉES. ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	Proportion entre les admissions aux secours et les admissions aux hospices. Hospices.	Secours.	OBSERVATIONS.
						p. o/o.	p. o/o.	
3,753	2,949	6,702	12,037	7,992	20,029			
142	25	167	423	64	487	86,86	13,14	
39	25	64	150	96	246	60,98	39,02	
439	1	440	1,438	1	1,439	100,00	//	L'institution des secours temporaires est toute récente dans le Finistère (une seule admission a été prononcée en 1859); elle ne pourra se développer qu'après la fermeture des tours.
88	59	147	490	179	669	73,25	26,75	
138	233	371	528	577	1,105	47,79	52,21	
26	107	133	103	296	399	25,82	74,18	
329	562	891	1,128	1,410	2,538	44,45	55,55	
120	191	311	313	490	803	38,98	61,02	
41	58	99	99	188	287	34,50	65,50	Avant 1847, la moyenne des admissions à l'hospice était de 431 par année.
39	170	209	172	471	643	26,75	73,25	
219	107	326	689	260	949	72,61	27,39	
84	287	371	282	782	1,064	26,51	73,49	
57	77	134	198	202	400	49,50	50,50	
73	114	187	363	327	690	52,61	47,39	
180	107	287	532	297	829	64,18	35,82	
289	177	466	960	503	1,463	65,60	34,37	
35	56	91	118	180	298	39,60	60,40	
342	194	536	1,012	479	1,491	67,94	32,06	
178	110	288	559	380	939	59,54	40,46	
20	120	140	78	331	409	19,08	80,92	
30	112	142	90	295	385	23,38	76,62	
141	45	186	373	123	496	75,21	24,79	
191	287	478	926	348	1,274	72,69	27,31	
339	205	544	1,047	507	1,554	67,38	32,62	
92	54	146	346	212	558	62,01	37,99	
123	7	130	373	7	380	98,16	1,84	L'organisation des secours temporaires ne date que du mois de juin 1859.
220	32	252	682	80	762	89,51	10,49	
72	//	72	268	//	268	100,00	//	Le département de la Meurthe n'accorde pas de secours temporaires.
81	31	112	295	41	336	87,80	12,20	L'organisation des secours temporaires ne date que de 1858.
104	139	243	254	390	644	39,45	60,55	
46	10	56	155	25	180	76,12	13,88	Le département de la Moselle secourt, en outre, 793 enfants légitimes.
8,070	6,651	14,721	26,481	17,533	44,014			

DÉPARTEMENTS.	ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES. Admissions.				ÉLÈVES DES HOSPICES ET ENFANTS CONSERVÉS PAR LEURS					
					1857.			1858.		
	1857.	1858.	1859.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.	ADMISSIONS AUX hospices.	ADMISSIONS AUX secours.	TOTAL.
A reporter.....	5,117	5,765	6,651	17,533	9,646	5,117	14,763	8,765	5,765	14,530
Nièvre.....	93	106	126	325	53	93	146	59	106	165
Nord.....	//	//	//	//	136	//	136	123	//	123
Oise.....	//	//	7	7	204	//	204	71	//	71
Orne.....	24	32	23	79	160	24	184	142	32	174
Pas-de-Calais.....	25	12	10	47	73	25	98	50	12	62
Puy-de-Dôme.....	62	82	103	247	145	62	207	138	82	220
Pyrénées (Basses-).....	47	121	119	287	42	47	89	39	121	160
Pyrénées (Hautes-).....	212	190	188	590	59	212	271	64	190	254
Pyrénées-Orientales.....	49	28	72	149	111	49	160	124	28	152
Rhin (Bas-).....	//	//	//	//	233	//	233	207	//	207
Rhin (Haut-).....	//	//	//	//	156	//	156	165	//	165
Rhône.....	367	528	810	1,705	1,376	367	1,743	1,289	528	1,817
Saône (Haute-).....	//	//	//	//	66	//	66	33	//	33
Saône-et-Loire.....	36	28	32	96	227	36	263	203	28	231
Sarthe.....	//	//	//	//	186	//	186	177	//	177
Seine.....	//	//	//	//	3,993	//	3,993	3,960	//	3,960
Seine-Inférieure.....	56	42	63	161	837	56	893	799	42	841
Seine-et-Marne.....	27	35	63	125	115	27	142	85	35	120
Seine-et-Oise.....	24	19	18	61	131	24	155	95	19	114
Sèvres (Deux-).....	//	1	2	3	225	//	225	223	1	224
Somme.....	88	131	128	347	225	88	313	187	131	318
Tarn.....	126	152	193	471	31	126	157	24	152	176
Tarn-et-Garonne.....	65	65	88	218	20	65	85	24	65	89
Var.....	54	67	77	198	177	54	231	154	67	221
Vaucluse.....	41	34	53	128	149	41	190	151	34	185
Vendée.....	3	1	5	9	153	3	156	170	1	171
Vienne.....	34	51	64	149	168	34	202	170	51	221
Vienne (Haute-).....	84	162	191	437	251	84	335	181	162	343
Vosges.....	//	//	//	//	70	//	70	73	//	73
Yonne.....	60	71	87	218	55	60	115	54	71	125
TOTAUX.....	6,694	7,723	9,173	23,590	19,473	6,694	26,167	17,999	7,723	25,722

SECOURUS MÈRES. 1859. ADMISSIONS AUX hospices.	secours.	TOTAL.	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE POUR LES TROIS ANNÉES. ADMISSIONS AUX hospices.	secours.	TOTAL.	Proportion entre les admissions aux secours et les admissions aux hospices. Hospices.	Secours.	OBSERVATIONS.
8,070	6,651	14,721	26,481	17,533	44,014	p. o/o.	p. o/o.	
58	126	184	170	325	495	33,35	65,65	
129	//	129	388	//	388	100,00	//	Les secours temporaires ont cessé dans le Nord, faute de demandes, à partir de 1853.
104	7	111	379	7	386	98,19	1,81	Le département de l'Oise accorde également des secours aux enfants légitimes.
149	23	172	451	79	530	85,10	14,90	Les secours temporaires aux enfants naturels ne datent que de 1859.
75	10	85	198	47	245	80,82	19,18	
111	103	214	394	247	641	61,47	38,53	
18	119	137	99	287	386	25,65	74,35	
43	188	231	166	590	756	21,96	78,04	
134	72	206	369	149	518	71,24	28,76	
195	//	195	635	//	635	100,00	//	Le département du Bas-Rhin n'accorde de secours qu'aux enfants légitimes.
98	//	98	419	//	419	100,00	//	Le département du Haut-Rhin n'accorde de secours qu'aux enfants légitimes. — La moyenne des admissions à ces secours pour les années 1857, 1858, 1859 est de 20.
805	810	1,615	3,470	1,705	5,175	67,06	32,94	Les secours temporaires datent seulement de 1855.
46	//	46	145	//	145	100,00	//	Le département de la Haute-Saône n'accorde pas de secours temporaires.
171	32	203	601	96	697	86,33	13,77	
195	//	195	558	//	558	100,00	//	Les secours temporaires expérimentés dans de mauvaises conditions, de 1846 à 1850, n'ont pas été rétablis depuis.
4,002	//	4,002	11,955	//	11,955	100,00	//	Les secours temporaires ne sont en vigueur dans la Seine que depuis le mois de juillet 1860.
780	63	843	2,416	161	2,577	93,76	6,24	
35	63	98	235	125	360	65,30	34,70	
116	18	134	342	61	403	84,87	15,13	
294	2	296	742	3	745	99,60	0,40	
163	128	291	575	347	922	62,37	37,63	
32	193	225	87	471	558	15,60	84,40	
25	88	113	69	218	287	24,05	75,95	
141	77	218	472	198	670	70,45	29,55	
160	53	213	460	128	588	78,23	21,77	
145	5	150	468	9	477	98,12	1,88	
199	64	263	537	149	686	78,28	21,72	
147	191	338	579	437	1,016	56,99	43,01	
64	//	64	207	//	207	100,00	//	Les secours temporaires n'ont été introduits dans les Vosges qu'en 1860.
57	87	144	166	218	384	43,23	56,77	
16,761	9,173	25,934	54,233	23,590	77,823	69,70	30,30	

ENQUÊTE GÉNÉRALE de 1860.

Question n° 27 du formulaire du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU AB.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

DURÉE ET QUOTITÉ MENSUELLE DU SECOURS.

DÉPARTEMENTS.	DURÉE DU SECOURS.	QUOTITÉ MENSUELLE DU SECOURS. 1re année.	2e année.	3e année.	4e année.	5e année.	6e année.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	3 ans au plus	9 00	7 50	6 00	//	//	//	Les secours sont égaux au tarif des pensions.
Aisne	3 ans, sauf prolongation	8 00	5 00	3 00	//	//	//	
Allier	3 ans, renouvelé par année	8 00	6 50	6 50	//	//	//	*Idem.*
Alpes (Basses-)	5 ans	10 00	8 00	8 00	8 00	6 00	//	*Idem.*
Alpes (Hautes-)	6 ans	7 00	6 00	6 00	6 00	6 00	5 00	*Idem.*
Ardèche	3 à 6 ans	5 00	5 00	5 50	4 00	4 00	4 00	
Ardennes	3 ans	8 00	8 00	8 00	//	//	//	*Idem.*
Ariége	18 mois	6 00	6 00	//	//	//	//	
Aube	1 an	6 00	//	//	//	//	//	Le secours peut être porté à 8 francs.
Aude	2 ans	5 00	5 00	//	//	//	//	20 francs pour le premier mois.
Aveyron	6 ans	6 00	6 00	6 00	6 00	6 00	6 00	
Bouches-du-Rhône	3 ans	10 00	10 00	7 00	//	//	//	Les secours sont égaux au tarif des pensions.
Calvados	//	//	//	//	//	//	//	
Cantal	5 ans	5 00	5 00	5 00	5 00	5 00	//	Les secours peuvent être prolongés jusqu'à la 8e et même la 10e année.
Charente	2 ans	//	//	//	//	//	//	Le secours est représenté par une fourniture de 22k,500 de blé par mois.
Charente-Inférieure	3 ans	10 00	10 00	10 00	//	//	//	
Cher	5 ans	8 00	7 00	5 00	3 00	2 00	//	
Corrèze	3 ans	5 00	5 00	5 00	//	//	//	
Corse	3 ans	8 00	8 00	8 00	//	//	//	
Côte-d'Or	3 ans	8 00	8 00	8 00	//	//	//	
Côtes-du-Nord	//	//	//	//	//	//	//	
Creuse	4 ans	5 00	4 00	4 00	3 00	//	//	
Dordogne	2 ans	7 00	7 00	//	//	//	//	Le secours peut être prolongé jusqu'à la 4e année ; il est alors de 5 fr. par mois.
Doubs	2 ans	6 00	6 00	//	//	//	//	
Drôme	3 ans	7 00	6 00	5 00	//	//	//	
Eure	2 à 4 ans	10 00	6 50	6 50	6 50	//	//	Le secours peut être prolongé au delà de la 4e année.
Eure-et-Loir	4 ans	5 00	4 00	2 66	2 66	//	//	
Finistère	3 ans	6 00	6 00	6 00	//	//	//	
Gard	4 ans	10 00	8 00	6 00	6 00	//	//	
Garonne (Haute-)	2 à 3 ans	8 00	7 00	6 00	//	//	//	
Gers	15 mois	5 00	5 00	//	//	//	//	
Gironde	2 ans	9 00	5 40	//	//	//	//	
Hérault	3 à 5 ans	6 00	5 00	5 00	5 00	5 00	//	20 francs pour le premier mois.
Ille-et-Vilaine	2 ans	7 00	5 00	//	//	//	//	Le secours peut être prolongé. — Allocation de layette et de vêtures.
Indre	3 ans	7 00	7 00	7 00	//	//	//	
Indre-et-Loire	2 ans	9 00	8 50	//	//	//	//	
Isère	3 ans	8 00	8 00	6 00	//	//	//	
Jura	2 à 3 ans	7 00	7 00	7 00	//	//	//	
Landes	1 an	6 00	//	//	//	//	//	Prolongation facultative.
Loir-et-Cher	8 ans	6 00	5 00	4 00	4 00	4 00	4 00	Les deux dernières années sont tarifées comme la 6e année.

DÉPARTEMENTS.	DURÉE DU SECOURS.	QUOTITÉ MENSUELLE DU SECOURS.						OBSERVATIONS.
		1re ANNÉE.	2e ANNÉE.	3e ANNÉE.	4e ANNÉE.	5e ANNÉE.	6e ANNÉE.	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Loire	18 mois	6 00	6 00	//	//	//	//	Le secours peut être porté à 10 francs pour les mères habitant les villes.
Loire (Haute-)	3 ans	5 00	5 00	5 00	//	//	//	
Loire-Inférieure	3 ans	6 00	6 00	6 00	//	//	//	
Loiret	4 ans	6 00	6 00	6 00	//	//	//	20 francs le 1er mois.
Lot	2 ans	7 00	7 00	//	//	//	//	
Lot-et-Garonne	3 ans	6 00	6 00	6 00	//	//	//	
Lozère	6 ans	6 00	5 00	4 00	4 00	4 00	4 00	Prolongation facultative.
Maine-et-Loire	5 ans	7 00	5 00	5 00	5 00	5 00	//	Plus une vêture tous les 15 mois.
Manche	2 à 3 ans	5 00	5 00	5 00	//	//	//	
Marne	3 ans	8 00	6 00	4 00	//	//	//	
Marne (Haute-)	3 ans	9 00	8 00	7 50	//	//	//	
Mayenne	3 ans	8 00	5 00	5 00	//	//	//	
Meurthe	//	//	//	//	//	//	//	
Meuse	3 ans	10 00	9 00	9 00	//	//	//	
Morbihan	6 ans	6 00	6 00	6 00	6 00	6 00	6 00	Le terme de 6 ans n'est qu'un maximum.
Moselle	1 à 2 ans	8 50	7 00	//	//	//	//	Prolongation exceptionnelle jusqu'à 12 ans. — Tarif des pensions.
Nièvre	2 ans	6 00	5 00	//	//	//	//	
Nord	//	//	//	//	//	//	//	*Idem.*
Oise	4 ans	10 00	10 00	9 00	9 00	//	//	
Orne	6 ans	4 00	4 00	4 00	4 00	4 00	4 00	Tarif des pensions.
Pas-de-Calais	1 à 3 ans	5 00	4 00	3 00	//	//	//	
Puy-de-Dôme	3 ans	3 00	3 00	3 00	//	//	//	
Pyrénées (Basses-)	2 à 3 ans	4 00	3 00	2 00	//	//	//	Prolongation et augmentation facultatives.
Pyrénées (Hautes-)	18 mois	7 00	5 00	//	//	//	//	
Pyrénées-Orientales	1 an	6 00	//	//	//	//	//	Prolongation facultative.
Rhin (Bas-)	//	//	//	//	//	//	//	
Rhin (Haut-)	//	//	//	//	//	//	//	
Rhône	6 mois à 2 ans	9 00	7 50	//	//	//	//	Tarif des pensions.
Saône (Haute-)	//	//	//	//	//	//	//	
Saône-et-Loire	3 ans	6 00	5 00	5 00	//	//	//	
Sarthe	//	//	//	//	//	//	//	
Seine	3 ans	12 00	10 00	8 00	//	//	//	
Seine-Inférieure	2 ans	8 00	5 00	5 00	//	//	//	
Seine-et-Marne	3 ans	15 00	10 00	10 00	//	//	//	
Seine-et-Oise	2 ans	12 00	12 00	//	//	//	//	
Sèvres (Deux-)	//	//	//	//	//	//	//	
Somme	3 ans	7 00	7 00	7 00	//	//	//	
Tarn	3 ans	7 00	5 00	3 00	//	//	//	
Tarn-et-Garonne	3 ans	10 00	9 00	9 00	//	//	//	
Var	3 ans	12 00	10 00	6 00	//	//	//	
Vaucluse	30 mois	6 00	5 00	5 00	//	//	//	
Vendée	3 ans	7 00	6 00	6 00	//	//	//	Tarif des pensions.
Vienne	5 ans	8 00	7 00	7 00	7 00	7 00	//	*Idem.*
Vienne (Haute-)	3 ans	5 00	5 00	5 00	//	//	//	
Vosges	//	//	//	//	//	//	//	
Yonne	2 ans	6 00	5 00	//	//	//	//	
	MOYENNES	7 26	6 38	5 77	5 09	4 92	//	

ENQUÊTE GÉNÉRALE
de 1860.

Question
n° 18 du formulaire
du 17 avril.

ENFANTS ASSISTÉS.

TABLEAU A C.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

MORTALITÉ DU PREMIER ÂGE EN 1858.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS admis aux secours avant un an révolu.	NOMBRE D'ENFANTS décédés avant leur 12e mois.	PROPORTION P. 0/0.	OBSERVATIONS.
Ain	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1859.
Aisne	79	16	20, 25	
Allier	120	17	14, 16	
Alpes (Basses-)	36	4	11, 11	
Alpes (Hautes-)	36	3	8, 33	
Ardèche	95	6	6, 31	
Ardennes	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1860.
Ariége	253	28	11, 06	
Aube	83	28	33, 73	
Aude	105	11	10, 47	
Aveyron	//	//	//	Les décès des enfants secourus n'ont pas été exactement constatés.
Bouches-du-Rhône	//	//	//	*Idem.*
Calvados	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Cantal	//	//	//	Les décès des enfants secourus n'ont pas été exactement constatés.
Charente	87	11	12, 64	
Charente-Inférieure	85	8	9, 41	
Cher	325	31	9, 53	
Corrèze	223	30	13, 45	
Corse	23	4	17, 39	
Côte-d'Or	//	//	//	L'institution des secours temporaires ne date que de la fin de 1858.
Côtes-du-Nord	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Creuse	385	23	5, 97	
Dordogne	164	18	10, 97	
Doubs	20	1	5, 00	
Drôme	158	27	17, 08	
Eure	4	//	0, 00	
Eure-et-Loir	39	10	25, 64	
Finistère	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1859.
Gard	58	9	15, 51	
Garonne (Haute-)	//	//	//	Les décès des enfants secourus n'ont pas été régulièrement constatés.
Gers	//	//	//	*Idem.*
Gironde	536	62	11, 56	
Hérault	//	//	//	*Idem.*
Ille et-Vilaine	58	10	17, 24	
Indre	174	48	27, 58	
Indre-et-Loire	82	8	9, 75	
Isère	191	28	14, 65	
Jura	53	6	11, 32	
Landes	110	16	14, 54	
Loir-et-Cher	87	10	11, 49	
Loire	140	30	21, 42	
A reporter	3,809	503		

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ENFANTS admis aux secours avant un an révolu.	NOMBRE D'ENFANTS décédés avant leur 12e mois.	PROPORTION P. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report.....	3,809	503	//	
Loire (Haute-).....	//	//	//	Les secours n'étaient généralement accordés en 1858 que pour six mois.
Loire-Inférieure.....	153	29	18, 95	
Loiret.....	144	28	19, 44	
Lot.....	122	10	8, 19	
Lot-et-Garonne.....	91	10	10, 98	
Lozère.....	45	10	22, 22	
Maine-et-Loire.....	61	10	16, 39	
Manche.....	81	14	17, 28	
Marne.....	80	10	12, 50	
Marne (Haute-).....	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1859.
Mayenne.....	14	3	21, 42	
Meurthe.....	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Meuse.....	13	3	23, 07	
Morbihan.....	125	21	16, 80	
Moselle.....	6	1	16, 66	
Nièvre.....	80	16	20, 00	
Nord.....	//	//	//	Plus de secours temporaires en 1858.
Oise.....	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1859.
Orne.....	31	//	0, 00	
Pas-de-Calais.....	//	//	//	Il n'y a pas eu, en 1858, d'enfants âgés de moins d'un an admis aux secours.
Puy-de-Dôme.....	//	//	//	La mortalité des enfants secourus n'a pu être exactement constatée.
Pyrénées (Basses-).....	124	8	6, 45	
Pyrénées (Hautes-).....	190	20	10, 52	
Pyrénées-Orientales.....	31	2	6, 45	
Rhin (Bas-).....	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Rhin (Haut-).....	//	//	//	*Idem.*
Rhône.....	528	139	26, 32	
Saône (Haute-).....	//	//	//	*Idem.*
Saône-et-Loire.....	25	2	8, 00	
Sarthe.....	//	//	//	Plus de secours temporaires en 1858.
Seine.....	//	//	//	Les secours temporaires n'ont été institués qu'en 1860.
Seine-Inférieure.....	82	35	42, 68	
Seine-et-Marne.....	63	19	30, 15	
Seine-et-Oise.....	19	6	31, 57	
Sèvres (Deux-).....	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Somme.....	110	19	17, 27	
Tarn.....	152	24	15, 78	
Tarn-et-Garonne.....	60	12	20, 00	
Var.....	//	//	//	Les décès des enfants secourus n'étaient pas régulièrement constatés en 1858.
Vaucluse.....	34	8	23, 52	
Vendée.....	1	//	0, 00	
Vienne.....	40	4	10, 00	
Vienne (Haute-).....	148	21	14, 18	
Vosges.....	//	//	//	Pas de secours temporaires en 1858.
Yonne.....	178	18	10, 11	
TOTAUX.....	6,640	1,005	15,13 p. 0/0	

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

QUI RÉGISSENT ACTUELLEMENT LE SERVICE

DANS LA PLUPART DES DÉPARTEMENTS.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL.

NOUS, PRÉFET,

Vu la loi du 15 pluviôse an XIII et les décrets des 19 janvier 1811 et 25 mars 1852; ensemble les règlements et instructions sur la matière;

Vu les articles 55, 56 et 58 du Code Napoléon et les articles 345 à 353 du Code pénal;

Considérant qu'il importe de réunir, en les complétant, toutes les dispositions applicables au service des enfants assistés de notre département,

ARRÊTONS :

CHAPITRE PREMIER.

CLASSIFICATION DES ENFANTS

ARTICLE PREMIER.

Les enfants que recueille l'assistance publique sont :

1° Les enfants trouvés,

2° Les enfants abandonnés,

3° Les orphelins pauvres.

ART. 2.

Les enfants trouvés sont ceux qui ont été exposés dans un lieu quelconque et dont la filiation reste inconnue.

ART. 3.

Les enfants abandonnés sont ceux qui, nés de père et mère connus et d'abord élevés par eux ou par d'autres personnes à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on sache ce que les père et mère sont devenus ou sans qu'on puisse recourir à eux, à raison de leur indigence absolue, d'infirmités graves dont ils seraient atteints ou d'autres circonstances spéciales.

Sont assimilés aux enfants abandonnés :

1° Les enfants des prévenus, accusés ou condamnés indigents. Toutefois, si le père ou la mère seulement est détenu, les enfants restent à la charge de celui d'entre eux qui est en liberté;

2° Les enfants des indigents traités ou admis dans un établissement hospitalier jusqu'à la sortie du père ou de la mère.

ART. 4.

Les orphelins pauvres sont ceux qui n'ont plus ni père ni mère et dont l'indigence est constatée.

ART. 5.

Les enfants auxquels il reste des ascendants ne sont admis à l'assistance départementale qu'autant que ceux-ci les ont aussi abandonnés ou qu'on ne peut plus recourir à eux, aux termes des articles 205 et suivants du Code Napoléon.

CHAPITRE II.

ADMISSIONS.

ART. 6.

L'hospice de..... reste seul *dépositaire* pour tout le département.

ART. 7.

Le bureau d'admission est ouvert de 7 heures du matin à 7 heures du soir.

Il est composé : 1° de l'administrateur-tuteur, lequel exerce les fonctions de président; 2° du chef du bureau de la Préfecture chargé du service des enfants assistés; 3° de l'inspecteur départemental; 4° de la sœur chargée, à l'hospice, de la surveillance des enfants.

Toutefois, la présence de l'administrateur, du chef de bureau de la Préfecture et de

l'inspecteur n'est pas indispensable pour la réception d'un enfant, mais ils doivent, après avoir pris connaissance de l'affaire, signer le registre d'admission.

Les décisions de ce bureau ne deviennent définitives que par notre approbation.

ART. 8.

Il est établi à l'hospice dépositaire un service gratuit de maternité pour les femmes indigentes.

Sauf le cas d'urgence, elles n'y sont admises que dans le neuvième mois de leur grossesse.

Elles doivent justifier de leur domicile habituel dans le département.

ART. 9.

A moins que l'état de leur santé ou d'autres circonstances spéciales ne s'y opposent, ces femmes sont tenues d'allaiter leur enfant et de l'emporter à leur sortie de l'établissement.

Selon les circonstances, ces enfants reçoivent les secours temporaires déterminés au chapitre III.

ART. 10.

En cas d'exposition d'un enfant, l'officier de justice ou de police qui en est informé se rend immédiatement sur les lieux et fait donner à l'enfant tous les soins nécessaires.

Conformément à l'article 58 du Code Napoléon, il dresse, en double expédition, un procès-verbal indiquant l'état de l'enfant, son âge apparent, son sexe, les nom et prénoms qu'il se propose de lui donner, les linges et hardes dont celui-ci est couvert, les circonstances de temps et de lieu, enfin tous les renseignements ou indices de nature à faire retrouver la mère, ou à mettre l'Administration et, s'il y a lieu, la justice sur les traces des auteurs ou complices de l'abandon.

Après avoir fait à l'état civil la déclaration prescrite par la loi, ce fonctionnaire adresse au procureur impérial de l'arrondissement une copie de son procès-verbal, et fait, avec toutes les précautions convenables, transporter l'enfant à l'hospice dépositaire.

La personne chargée de ce soin est munie de l'autre copie du procès-verbal et d'un extrait de la déclaration faite à l'état civil.

Elle est remboursée, par le receveur, de ses frais de transport, lesquels restent à la charge du budget départemental, si le recouvrement n'en peut être obtenu soit de la famille, soit de la commune où l'exposition a eu lieu.

ART. 11.

En dehors du procès-verbal ci-dessus mentionné, mais sans préjudice des poursuites à diriger contre les auteurs de l'abandon, les employés de l'hospice dépositaire peuvent recueillir les enfants exposés à la porte de cet établissement.

Aux termes de la circulaire ministérielle du 7 août 1852, l'administration hospitalière a un délai de dix jours pour s'enquérir si ces enfants n'ont pas déjà été inscrits dans

quelque commune. Lorsque, à l'expiration de ce délai, elle n'a obtenu aucun résultat, elle déclare ces enfants à l'état civil de..... et leur donne des noms et prénoms pris sur une liste préparée à l'avance.

ART. 12.

Il nous est immédiatement rendu compte des admissions opérées dans les cas prévus par les deux articles précédents.

ART. 13.

Toute personne, sage-femme ou autre, qui désire faire admettre un enfant abandonné ou orphelin, est tenue de se faire connaître et de répondre verbalement ou par écrit aux questions qui lui sont faites.

Elle produit, en outre,

S'il s'agit d'un enfant abandonné :

1° L'acte de naissance;

2° Un certificat du maire ou un procès-verbal du commissaire de police, constatant que les père et mère ont disparu sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus et sans laisser de quoi pourvoir à l'existence de l'enfant, ou qu'à raison de circonstances spéciales ils sont hors d'état d'en prendre soin; que les ascendants de celui-ci sont morts ou dans l'impossibilité de fournir des aliments et qu'aucun collatéral ou ami ne consent à s'en charger;

3° Un extrait du rôle des contributions, ou un certificat du maire relatant le chiffre de l'impôt payé par les parents ou ascendants, ou leur non-inscription au rôle.

A l'égard d'un enfant de détenus :

1° L'acte de naissance;

2° Un certificat du procureur impérial ou du procureur général, constatant la détention des parents et le temps pendant lequel elle paraît devoir se prolonger;

3° Un certificat du maire, constatant leur indigence et l'impossibilité de recourir aux parents, collatéraux ou amis;

4° Un extrait, s'il y a lieu, du rôle des contributions.

S'il s'agit d'un enfant né hors mariage :

1° L'acte de naissance;

2° Un certificat du maire, constatant qu'à raison de son indigence, d'infirmités régulièrement constatées, ou d'autres circonstances spéciales, la mère ne pourrait, même avec un secours temporaire, élever cet enfant.

A l'égard d'un enfant dont les parents sont traités dans un hôpital ou recueillis dans un hospice :

1° L'acte de naissance;

2° Un certificat de l'administrateur de service, constatant la présence des parents dans l'établissement et l'espace de temps pendant lequel elle paraît devoir se prolonger.

Enfin, pour l'admission d'un orphelin pauvre :

1° Son acte de naissance et l'acte de décès de ses père et mère;

2° Un certificat du maire, constatant l'indigence de l'enfant et l'impossibilité de recourir aux ascendants, collatéraux ou amis;

3° Au besoin, un extrait du rôle des contributions directes.

ART. 14.

Qu'il s'agisse d'obtenir leur admission aux secours ou à l'hospice, les enfants n'ont besoin d'être présentés ni à notre préfecture ni au bureau de l'hospice, surtout lorsqu'ils sont étrangers à la ville. Sont aussi dispensées, dans le même cas, de se présenter, les personnes qui sollicitent l'un ou l'autre de ces modes d'assistance. Les demandes peuvent être formées soit directement, soit, pour la plus grande célérité de l'instruction, par l'intermédiaire des autorités locales.

ART. 15.

Préalablement à toute demande d'admission formée ou appuyée par eux, le maire et l'officier de police judiciaire s'assurent qu'aucun des habitants de la commune ne consent à se charger, gratuitement ou moyennant un secours, de l'enfant abandonné ou de l'orphelin.

ART. 16.

Toutes les pièces mentionnées dans le cours du présent règlement sont délivrées sur papier libre et sans frais.

CHAPITRE III.

SECOURS TEMPORAIRES.

ART. 17.

Dans le but de prévenir ou de faire cesser les abandons, des secours temporaires peuvent être accordés par nous ou par MM. les sous-préfets aux enfants naturels régulièrement reconnus, et, exceptionnellement, aux enfants légitimes; les uns et les autres âgés de moins de 4 ans.

ART. 18.

La quotité du secours est de 8 à 10 francs par mois pendant la première année, de 8 francs pendant la seconde année, et de 6 francs pendant les deux suivantes.

En cas de circonstances particulières, la durée peut en être prorogée.

Ils sont réduits, suspendus ou retirés, si la mère voit sa position s'améliorer, ou si elle retombe dans l'inconduite.

L'arrêté qui accorde ces secours peut prescrire le payement immédiat du premier mois, et la délivrance, aux frais de l'hospice dépositaire, d'une layette et même d'une vêture.

ART. 19.

La demande de secours est accompagnée :

1° D'un extrait de l'acte de naissance de l'enfant ; 2° d'un certificat du maire attestant que cet enfant est vivant et a été régulièrement reconnu ; qu'il est élevé par sa mère ou par une personne du choix de celle-ci ; que la mère est indigente et réside dans la commune.

Ce certificat doit, en outre, indiquer si la mère en est à sa première faute et si, d'après le repentir qu'elle témoigne, il y a lieu d'espérer son retour à une bonne conduite.

ART. 20.

Sauf le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 18, ces secours sont payés en la même forme et aux mêmes époques que le prix de pension des élèves des hospices. Toutefois, au lieu d'être établi par l'administration hospitalière, le décompte en est dressé par l'inspecteur.

ART. 21.

Les parents qui demanderont la remise d'enfants abandonnés pourront obtenir les secours temporaires, s'ils remplissent d'ailleurs les conditions exigées.

ART. 22.

Toute mère qui, pendant la durée du secours, contracte mariage dans les conditions déterminées par l'article 331 du Code Napoléon, peut obtenir une allocation de 60 francs, qui lui est payée en vertu d'un arrêté pris par nous sur la production d'une expédition de l'acte de mariage, constatant la reconnaissance du père. A défaut de reconnaissance dans ledit acte, il devra être justifié que l'enfant a été antérieurement reconnu.

Cette allocation met fin aux secours temporaires.

ART. 23.

Les enfants secourus temporairement sont placés sous la même surveillance que les enfants trouvés, abandonnés et orphelins.

CHAPITRE IV.

REGISTRES D'INSCRIPTION.

ART. 24.

Sont tenus, dans l'hospice, les sept premiers registres prescrits par la circulaire ministérielle du 31 octobre 1861.

ART. 25.

Le registre n° 1, intitulé *journal* ou *main-courante*, comprend tous les enfants, sans distinction d'âge, de sexe ou de catégorie, qui sont admis à l'établissement dépositaire.

Les registres n^{os} 2, 2 *bis*, 2 *ter* sont applicables, le premier aux enfants trouvés, le second aux enfants abandonnés légitimes ou naturels, et le troisième aux orphelins naturels ou légitimes.

Ces trois registres, dits *registres matricules*, relatent, chacun pour la catégorie à laquelle ils sont affectés, tous les détails possibles sur la vie de l'enfant, depuis son entrée à l'hospice jusqu'à l'accomplissement de sa douzième année; l'état de sa santé, la situation dans laquelle il se trouve chez ses nourriciers, sa conduite, son intelligence, le degré de son instruction morale et religieuse. En un mot, tous les faits qui le concernent, ainsi que les dépenses auxquelles il donne lieu, doivent y être mentionnés avec précision.

ART. 26.

Le registre n° 3, dit *registre de tutelle*, est destiné à recevoir le nom de tous les enfants trouvés, abandonnés ou orphelins qui ont accompli leur douzième année.

Il fait connaître pour chacun d'eux le lieu où il est placé et les conditions dans lesquelles il se trouve, le taux du salaire qu'il gagne, les conditions suffisantes ou insuffisantes de ce salaire eu égard à son âge ou à son aptitude, enfin le montant des économies qu'il a réalisées.

En cas de changement de maître ou patron, le même registre indique la cause de ce changement, la durée du séjour fait intermédiairement à l'hospice dépositaire, et enfin les conditions du nouveau placement.

ART. 27.

Le registre n° 4 est destiné à constater avec précision les décès survenus dans chacune des trois catégories d'enfants admis à l'hospice. Les décès y sont portés en chiffres dans la colonne affectée à chaque âge et ils sont additionnés au 31 décembre de chaque année, de manière à mettre la commission hospitalière à même d'établir le *quantum* de la mortalité pour chacune des douze premières années de la vie des élèves des hospices; au 1er janvier suivant, les numéros d'ordre reprennent le n° 1.

ART. 28.

Le registre n° 5 est la récapitulation sommaire de la vie de l'enfant, depuis le moment où il est entré à l'hospice jusqu'à son affranchissement de la tutelle hospitalière; toutes les phases de son existence doivent y être mentionnées.

Les résultats qu'ils présentent doivent balancer :

1° Les résultats du journal de première inscription ;

2° Ceux des registres matricules, n^{os} 2, 2 *bis* et 2 *ter*;

3° Ceux du registre de tutelle n° 3;

4° Ceux du registre de décès n° 4.

ART. 29.

Le registre n° 6 est consacré à l'inscription des enfants temporairement secourus; il est

coté et parafé par nous ou par une personne déléguée par nous. Il est tenu par l'inspecteur, lequel doit, en outre, avoir par-devers lui un double du registre de tutelle.

ART. 30.

A partir de 1863, dans la première quinzaine du mois de janvier, ce fonctionnaire adressera, par notre intermédiaire, au ministre de l'intérieur, six tableaux séparés, relevant, suivant l'ordre de la distribution de chaque registre, les résultats constatés du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente, et appuiera d'un rapport celui de ces états dont le livre de tutelle aura fourni les éléments.

ART. 31.

Chaque enfant trouvé, abandonné, ou orphelin a, en outre, un dossier spécial, où sont conservés avec soin tous les actes, bulletins, lettres, documents et renseignements qui le concernent, depuis son entrée à l'hospice jusqu'à sa sortie de cet établissement ou sa majorité.

Ces dossiers, classés par ordre alphabétique, sont placés sous clef et conservés à l'hospice dépositaire.

CHAPITRE V.

SÉJOUR À L'HOSPICE ET PLACEMENT À LA CAMPAGNE.

ART. 32.

A leur arrivée à l'hospice, les enfants sont baptisés, si rien ne constate qu'ils l'aient déjà été. Ils sont, en outre, vaccinés dès que leur âge ou l'état de leur santé le permet.

Enfin, ils sont allaités au sein par des nourrices sédentaires résidant dans l'établissement.

ART. 33.

En attendant leur départ pour la campagne, les enfants sont placés dans des locaux particuliers où n'ont accès que les personnes chargées de les soigner et de les surveiller.

Il est interdit, *sous peine de révocation*, à tout employé ou agent de l'hospice de communiquer à qui que ce soit, *excepté aux inspecteurs généraux et à l'inspecteur départemental*, les registres d'admission et de donner la moindre indication sur le lieu de placement des enfants.

ART. 34.

Les enfants que le médecin de l'hospice a reconnu pouvoir être placés sans danger pour leur santé ou celle des nourrices sont, dans le plus bref délai possible, envoyés à la campagne.

Ils sont, de préférence, placés dans les localités communiquant facilement avec le chef-lieu de la commune, afin de pouvoir en toute saison fréquenter les églises et les écoles.

Toutefois, en ce qui touche les enfants trouvés, ces placements doivent être opérés aussi loin que possible du lieu connu ou présumé de l'origine de l'enfant.

ART. 35.

Les frères ou les sœurs doivent, toutes les fois que cela est possible, être placés chez les mêmes nourriciers ou au moins dans les mêmes communes.

ART. 36.

Il est apposé aux enfants âgés de moins de 4 ans un collier garni d'une petite médaille en argent portant la désignation de l'hospice dépositaire et le numéro sous lequel ils y sont inscrits.

Ce collier, lorsqu'il a été apposé avant cet âge, est enlevé dès le commencement de la 5e année.

ART. 37.

Toute femme qui désire se charger d'un élève de l'hospice doit produire un certificat du maire de sa commune attestant qu'elle est mariée ou veuve; qu'elle présente des garanties d'aisance et de moralité; que son habitation est salubre et, si elle a déjà eu des élèves des hospices, qu'elle les a bien soignés.

S'il s'agit d'un enfant non sevré, elle doit présenter, en outre, un certificat médical constatant qu'elle n'est pas enceinte; qu'elle n'allaite pas ou que l'enfant qu'elle nourrit est en état d'être sevré; enfin, que son lait est abondant et de bonne qualité.

Ces certificats peuvent être adressés à l'inspecteur, par l'intermédiaire des maires ou autrement, et les nourrices agréées sont inscrites sur un registre spécial et appelées dans l'ordre d'inscription.

S'il s'agit d'un enfant à allaiter, elles doivent se soumettre à la contre-visite du médecin de l'établissement.

ART. 38.

Toute femme qui, se sachant enceinte, a demandé et obtenu un enfant à allaiter; celle qui, en cas de grossesse survenue depuis, n'a pas fait connaître son état à l'inspecteur, se verra retirer l'enfant, et pourra, en outre, être privée de tout ou partie du salaire échu.

ART. 39.

La personne qui obtient un élève de l'hospice s'oblige, sous les peines énoncées en l'article précédent :

1° A le tenir en état constant de propreté;

2° A avoir un lit pour le coucher seul et, s'il est jeune, un garde-feu pour le préserver d'accident;

3° Dans le cas où il n'est pas sevré, à le nourrir au sein jusqu'à l'âge de douze mois, à moins d'une dispense de l'Administration;

4° A le faire vacciner dans les six mois du placement, s'il ne l'a pas été à l'hospice dépositaire; à le traiter avec douceur et à veiller constamment sur lui tant en santé qu'en maladie;

5° A entretenir en bon état ses layettes et vêtures, et à ne pas les détourner de leur destination;

6° A ne remettre l'élève à aucune autre personne, comme aussi à ne se charger d'aucun autre enfant sans en avoir obtenu par écrit l'autorisation de l'Administration ou, en cas d'urgence, celle du maire;

7° A représenter, toutes les fois qu'elle en est requise, l'enfant, ses vêtements et son livret aux délégués de l'autorité et notamment au maire, à l'effet d'obtenir de lui, à l'expiration de chaque trimestre, le certificat de vie nécessaire pour la confection des états de payement;

8° A ramener l'enfant à l'hospice dans le délai qui lui est assigné; si c'est elle qui ne veut pas le garder, à ne l'y reconduire qu'après en avoir, huit jours à l'avance, donné avis à l'Administration;

9° A ne le laisser ni mendier ni marauder et à l'envoyer aux églises et à l'école communale, ainsi qu'il sera dit aux articles 57 et 64 ci-après;

10° A lui donner de bonne heure le goût du travail, en ne l'employant toutefois qu'à des travaux en rapport avec son âge et ses forces;

11° En cas d'évasion, à faire toutes les démarches propres à le retrouver et à en prévenir sans délai le maire, qui en informe l'inspecteur;

12° En cas de décès, à le déclarer immédiatement au maire, qui, après l'avoir inscrit sur les registres de l'état civil, en fait mention sur le livret et en donne avis à l'Administration;

13° En cas de rappel, d'évasion considérée comme définitive, ou de décès de l'enfant, à renvoyer à l'hospice le collier et les objets de vêture autres que ceux qui ont servi à l'inhumation, et le livret après le payement des sommes dues;

14° A exécuter ponctuellement les conditions ci-dessus, sous toute peine de droit et même de dommages-intérêts au profit de l'enfant, en cas de défaut de soins, de mauvais traitements ou de préjudice quelconque.

ART. 40.

A son départ de l'hospice, la personne qui a obtenu un enfant reçoit un livret qui relate le numéro matricule, les noms, l'âge et la date de placement de cet enfant; les noms et domicile du dépositaire; les devoirs et obligations imposés à ce dernier; le prix de pension et autres allocations en argent auxquelles il a droit; le nombre, la composition et les époques de délivrance des layettes et vêtures; deux tableaux destinés à constater, l'un les payements et l'autre la délivrance du vestiaire; la formule des certificats de vaccination et

de décès; enfin des intervalles en blanc pour recevoir, le cas échéant, les observations de l'inspecteur ou du sous-inspecteur.

ART. 41.

A son retour dans la commune, la nourrice présente au maire l'élève de l'hospice. Ce fonctionnaire en fait mention sur le livret et inscrit l'enfant sur le registre mentionné en l'article 77 ci-après.

ART. 42.

Dans l'intérêt des enfants au-dessous de douze ans, l'Administration se réserve le droit de les déplacer à son gré. Toutefois, elle se fait un devoir de remplacer par un autre l'enfant qu'elle a repris, lorsque ce retrait n'est fondé sur aucun motif défavorable au nourricier.

CHAPITRE VI.

PRIX DE PENSION ET INDEMNITÉS.

ART. 43.

Le prix de pension demeure fixé ainsi qu'il suit :

Pour la	1re année	10 fr.	par mois
—	2e année	8	—
—	3e et 4e année	7	—
—	5e, 6e, 7e, 8e et 9e année	6	—
—	10e, 11e et 12e année	5	—

Il est accordé des prix exceptionnels à l'égard des enfants atteints d'infirmités.

Le salaire mensuel de la première année est de 13 francs pour les enfants élevés au sein.

ART. 44.

Le prix de pension, de même que le taux des secours temporaires, ne décroît qu'à l'expiration du mois pendant lequel l'enfant a passé d'un âge à un autre.

ART. 45.

Indépendamment des salaires qui précèdent, une indemnité de 18 francs, payable par tiers de trois en trois mois, est accordée aux nourriciers qui justifient par un certificat de l'autorité locale avoir entouré de bons soins et avoir fait vacciner, lorsqu'il ne l'a pas été à l'hospice dépositaire, l'enfant âgé de moins de neuf mois.

ART. 46.

Les nourriciers qui, ayant reçu un enfant à une époque voisine de sa naissance, l'ont bien soigné jusqu'à douze ans, l'ont préservé jusqu'à cet âge d'accidents imputables au défaut de soins, lui ont procuré le bienfait de l'instruction primaire et lui ont fait faire sa première communion, reçoivent une récompense de 50 francs.

ART. 47.

Une autre indemnité de même somme est aussi accordée aux cultivateurs ou artisans qui, les ayant élevés ou non, se chargent d'enfants parvenus à leur douzième année accomplie et s'engagent à les mettre à même de gagner leur vie par l'exercice d'un état ou d'une profession.

Cette dernière indemnité est employée en achat des vêtements les plus nécessaires aux enfants.

ART. 48.

Il est alloué, tant à l'aller qu'au retour, une indemnité de 10 centimes par kilomètre aux nourrices qui, par notre ordre ou sur notre autorisation, viennent chercher ou ramènent un enfant aux hospices.

Enfin, une prime de 5 francs pourra être accordée, sur les fonds départementaux, aux sages-femmes ou médecins, par chaque nourrice remplissant les conditions voulues, qu'ils auront procurée à l'hospice.

ART. 49.

Les frais d'inhumation sont fixés à 5 francs par enfant. Cette disposition est applicable aux enfants secourus temporairement.

CHAPITRE VII.

LAYETTES ET VÊTURES.

ART. 50.

L'hospice dépositaire fournit, toutes confectionnées, les layettes et vêtures dont la désignation suit :

LAYETTES POUR LES ENFANTS D'UN JOUR A 1 AN.	PRIX.
4 chemises en toile	2f 40c
2 brassières en laine	1 35
6 couches ou drapeaux en toile	4 20
2 langes ou bourrasses en laine	3 50
2 langes ou bourrasses en cretonne	1 76
2 béguins en calicot	0 16
2 bonnets d'indienne, doublés	0 20
2 demi-fichus	0 50
1 couverture de laine	3 00
2 paillasses, largeur double	1 70
2 taies d'oreiller en cretonne	0 54
1 couvre-berceau en indienne	1 05
TOTAL	20 36

1re VÊTURE, DE 1 AN A 2 ANS.	PRIX.
3 chemises en toile	1f 95c
2 couches ou drapeaux en toile	1 60
2 langes ou bourrasses en cretonne	1 40
2 béguins en calicot	0 16
2 bonnets d'indienne, doublés	0 40
2 demi-fichus	0 50
1 robe de cretonne	2 00
1 robe de laine	3 00
2 paires de bas en laine	1 60
2 paires de bas en coton	
1 paire de souliers	1 75
TOTAL	20 36

2e VÊTURE, DE 2 ANS A 3 ANS.	
3 chemises entières, en toile	2 15
2 couches ou drapeaux en toile	1 60
2 bonnets doublés	2 00
1 lange en laine	0 40
2 demi-fichus	0 50
1 robe en laine doublée au corsage	3 00
1 robe en cotonnade doublée au corsage	1 70
1 jupon en cretonne	0 95
1 doublure pour la robe et le jupon	0 40
1 tablier en cretonne, doublé au corsage, de $0^{m},50$ sur $0^{m},97$	0 45
2 mouchoirs de poche	0 35
2 paires de bas en laine	1 60
2 paires de bas en coton	
1 paire de souliers	1 75
TOTAL	16 85

3e VETURE, DE 3 ANS A 4 ANS.	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
3 chemises en toile	2f 55c	2f 55c
1 robe en laine doublée au corsage	//	3 40
1 robe en cotonnade, *idem*	//	1 75
1 jupon	//	0 95
Doublure pour la robe et le jupon	//	0 45
A reporter	2 55	9 10

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report	2f 25c	9f 10c
2 mouchoirs de poche	0 35	0 35
2 fichus simples	//	0 50
2 bonnets doublés	//	0 50
1 tablier	//	0 45
2 paires de bas en laine	1 80	1 80
2 paires de bas en coton		
1 paire de souliers	1 75	1 75
1 paire de sabots	0 30	0 30
2 paires de chaussons en laine doublés au talon	0 60	0 60
1 veste en laine doublée	3 65	//
1 veste en cotonnade bleue	0 70	//
1 gilet en laine doublé en finette grise	1 20	//
1 pantalon en laine, o^{m},60	1 80	//
Doublure en finette grise pour la veste, le gilet et le pantalon	0 64	//
1 pantalon de cotonnade	0 70	//
1 blouse en cotonnade bleue	1 00	//
2 cravates simples	0 50	//
2 bonnets	0 60	//
1 casquette en velours de coton avec visière en cuir	0 75	//
TOTAUX	18 89	15 35

4e VÊTURE, DE 4 ANS A 5 ANS.

3 chemises en toile	3 00	3 00
1 robe en laine, corsage doublé, 1^{m},75 sur o^{m},97	//	4 15
1 robe en cretonne, *idem*	//	1 95
1 jupon en cretonne	//	1 00
Doublure en finette grise	//	0 50
2 demi-fichus d'indienne	//	0 50
2 bonnets doublés en indienne	//	0 60
1 tablier de cotonnade	//	0 50
2 mouchoirs de poche	0 35	0 35
2 paires de bas de laine	2 10	2 10
2 paires de bas de coton		
1 paire de souliers à la mesure	1 75	1 75
2 paires de chaussons de laine, doublés au talon	0 60	0 60
1 paire de sabots à la mesure	0 35	0 35
1 gilet en laine, doublé à finette grise, o^{m},40	1 45	//
1 pantalon en laine de o^{m},70	2 10	//
1 pantalon en cotonnade	0 70	//
1 veste en laine	4 20	//
A reporter	16 60	17 35

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report	16f 60c	17f 35c
1 veste en cotonnade bleue	0 70	//
Doublure pour le tout	0 64	//
1 blouse de cotonnade bleue	1 10	//
2 cravates	0 50	//
2 bonnets blancs	0 80	//
1 casquette en velours coton avec visière en cuir	0 80	//
TOTAUX	21 14	17 35
5e VÊTURE, DE 5 ANS A 6 ANS.		
3 chemises en toile	3 00	4 00
1 robe en laine, corsage doublé	//	4 50
1 robe en cretonne, *idem*	//	2 10
1 jupon en cretonne	//	1 15
Doublure en finette grise	//	0 55
2 demi-fichus d'indienne doublés	//	1 00
2 bonnets d'indienne doublés	//	0 70
1 tablier de cotonnade	//	0 50
2 mouchoirs de poche	0 35	0 35
2 paires de bas de laine	2 50	2 50
2 paires de bas de coton		
1 paire de souliers à la mesure	3 00	3 00
2 paires de chaussons en laine, doublés au talon	0 65	0 65
1 paire de sabots à la mesure	0 35	0 35
1 gilet en molleton doublé à finette grise	1 50	//
1 pantalon en laine	2 40	//
1 pantalon en cotonnade	0 75	//
1 veste en laine doublée de 1m	4 25	//
1 veste en cotonnade bleue	1 15	//
Doublure pour le tout	0 75	//
1 blouse de cotonnade bleue	1 20	//
2 cravates	0 50	//
2 bonnets	0 80	//
1 casquette en drap avec visière en cuir	1 25	//
TOTAUX	25 00	21 35
6e VETURE, DE 6 ANS A 7 ANS.		
3 chemises en toile	4 50	4 50
1 robe en laine, corsage doublé	//	4 50
1 robe en cretonne	//	2 25
1 jupon en cretonne	//	2 00
Doublure en finette grise	//	0 60
A reporter	4 50	13 85

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report.....	4f 50c	13f 85c
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
2 bonnets d'indienne doublés.....	//	0 80
1 tablier de cotonnade.....	//	0 50
2 mouchoirs de poche.....	0 55	0 55
2 paires de bas de laine.....	2 50	2 50
2 paires de bas de coton.....	3 00	3 00
1 paire de souliers à la mesure.....	0 35	0 35
1 paire de sabots à la mesure.....	0 65	0 65
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	2 00	//
1 gilet de laine doublé à finette grise.....	3 30	//
1 pantalon en laine.....	0 85	//
1 pantalon en cotonnade.....	4 75	//
1 veste en laine doublée.....	1 25	//
1 veste en cotonnade bleue.....	0 75	//
Doublure pour le tout.....	1 30	//
1 blouse en cotonnade bleue.....	0 50	//
2 cravates.....	1 00	//
2 bonnets.....	1 25	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....		
Totaux.....	28 50	23 20

7e VÊTURE, DE 7 ANS A 8 ANS.

3 chemises en toile.....	4 25	4 95
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	4 50
1 robe en cretonne.....	//	2 75
1 jupon en cretonne.....	//	2 00
Doublure en finette grise.....	//	0 65
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
2 bonnets d'indienne, doublés.....	//	0 90
1 tablier de cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 55	0 55
2 paires de bas de laine.....	2 50	2 50
2 paires de bas de coton.....	3 00	3 00
1 paire de souliers à la mesure.....	0 70	0 70
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	0 35	0 35
1 paire de sabots à la mesure.....	2 10	//
1 gilet en laine doublé à finette grise.....	3 90	//
1 pantalon en laine.....	0 90	//
1 pantalon en cotonnade.....	5 50	//
1 veste en laine doublée.....	1 40	//
1 veste en cotonnade bleue.....	0 80	//
Doublure pour le tout.....		
A reporter.....	25 95	24 45

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report.....	25f 95c	24f 45c
1 blouse en cotonnade bleue.....	1 45	//
2 cravates.....	0 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....	1 25	//
TOTAUX.....	30 15	24 45
8e VÊTURE, DE 8 ANS A 9 ANS.		
3 chemises en toile.....	4 80	5 10
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	5 00
1 robe en cretonne.....	//	2 80
1 jupon en cretonne.....	//	2 00
Doublure en finette grise.....	//	0 70
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
2 bonnets d'indienne, doublés.....	//	0 90
1 tablier de cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 55	0 55
2 paires de bas de laine.....	3 00	3 00
2 paires de bas de coton.....		
1 paire de souliers à la mesure.....	3 75	3 75
2 paires de chaussons de laine, doublés au talon.....	0 70	0 70
1 paire de sabots à la mesure.....	0 35	0 35
1 gilet en laine, doublé à finette grise.....	2 10	//
1 pantalon en laine.....	4 00	//
1 pantalon en cotonnade.....	0 90	//
1 veste en laine doublée.....	6 00	//
1 veste en cotonnade bleue.....	1 50	//
Doublure pour le tout.....	0 80	//
1 blouse en cotonnade bleue.....	1 55	//
2 cravates.....	0 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....	1 25	//
TOTAUX.....	32 75	26 45
9e VÊTURE, DE 9 ANS A 10 ANS.		
3 chemises en toile.....	5 50	6 00
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	5 25
1 robe en cretonne.....	//	2 75
1 jupon en cretonne.....	//	2 25
Doublure en finette grise.....	//	0 75
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
A reporter.....	5 50	18 00

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report.....	5f 50c	18f 00c
2 bonnets d'indienne, doublés.....	//	0 90
1 tablier de cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 55	0 55
2 paires de bas de laine.....	3 40	3 40
2 paires de bas de coton.....		
1 paire de souliers à la mesure.....	3 75	3 75
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	0 70	0 70
1 paire de sabots à la mesure.....	0 35	0 35
1 gilet en laine doublé à finette grise.....	2 40	//
1 pantalon en laine.....	4 25	//
1 pantalon en cotonnade.....	1 00	//
1 veste de laine doublée.....	6 25	//
1 veste en cotonnade bleue.....	1 60	//
Doublure pour le tout.....	0 80	//
1 blouse en cotonnade bleue.....	1 65	//
2 cravates.....	// 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....	1 25	//
Totaux.....	34 95	28 25

10e VÊTURE, DE 10 ANS.

3 chemises en toile.....	5 50	6 00
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	5 75
1 robe cretonne.....	//	2 75
1 jupon cretonne.....	//	2 25
Doublure en finette grise.....	//	0 75
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
2 bonnets d'indienne doublés.....	//	0 90
1 tablier de cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 55	0 55
2 paires de bas de laine.....	3 40	3 40
2 paires de bas de coton.....		
1 paire de souliers à la mesure.....	3 75	3 70
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	0 70	0 70
1 paire de sabots à la mesure.....	0 40	//
1 gilet en laine doublé à finette grise.....	2 40	//
1 pantalon en laine.....	4 50	//
1 pantalon en cotonnade.....	1 00	//
1 veste en laine doublée.....	6 25	//
1 veste en cotonnade bleue.....	1 60	//
Doublure pour le tout.....	0 80	//
A reporter.....	30 85	28 35

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report.....	30f 85c	28f 35c
1 blouse de cotonnade bleue.....	1 65	//
2 cravates.....	0 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec une visière en cuir.....	1 25	//
TOTAUX.....	35 25	28 35

11e VÊTURE, DE 11 ANS.

3 chemises en toile.....	5 65	6 65
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	6 00
1 robe d'indienne doublée.....	//	3 00
1 jupon en cretonne.....	//	2 45
Doublure en finette grise.....	//	1 00
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
2 bonnets d'indienne doublés.....	//	0 90
1 tablier de cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 60	0 60
2 paires de bas de laine.....	3 60	3 60
2 paires de bas de coton.....		
1 paire de souliers à la mesure.....	3 75	3 75
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	0 70	0 70
1 paire de sabots à la mesure.....	0 40	0 40
1 gilet en laine doublé à finette grise.....	2 40	//
1 pantalon en laine.....	5 00	//
1 pantalon en cotonnade.....	1 25	//
1 veste en laine doublée.....	6 75	//
1 veste en cotonnade bleue.....	2 00	//
Doublure pour le tout.....	0 80	//
1 blouse en cotonnade bleue.....	2 00	//
2 cravates.....	0 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....	1 25	//
TOTAUX.....	37 65	30 65

12e VÊTURE, DE 12 ANS.

3 chemises en toile.....	6 00	6 65
1 robe en laine, corsage doublé.....	//	6 45
1 robe en cretonne.....	//	3 85
1 jupon en cretonne.....	//	3 00
Doublure en finette grise.....	//	1 00
2 demi-fichus d'indienne.....	//	1 00
A reporter.....	6 00	21 95

	PRIX.	
	Garçons.	Filles.
Report.....	6f 00c	21f 95c
2 bonnets d'indienne.....	//	0 90
1 tablier en cotonnade.....	//	0 60
2 mouchoirs de poche.....	0 60	0 60
2 paires de bas de laine.....	3 60	3 60
2 paires de bas de coton.....		
1 paire de souliers à la mesure.....	4 00	4 00
2 paires de chaussons de laine doublés au talon.....	0 70	0 70
1 paire de sabots à la mesure.....	0 40	0 40
1 gilet en laine doublé à finette grise.....	2 40	//
1 pantalon en laine.....	5 60	//
1 pantalon en cotonnade.....	1 25	//
1 veste en laine doublée.....	7 25	//
1 veste en cotonnade bleue.....	2 00	//
Doublure pour le tout.....	0 80	//
1 blouse en cotonnade bleue.....	2 00	//
2 cravates.....	0 50	//
2 bonnets.....	1 00	//
1 casquette en drap avec visière en cuir.....	1 25	//
TOTAUX.....	39 85	32 75

ART. 51.

Les layettes et vêtures sont marquées au timbre de l'hospice et, lorsqu'elles n'ont pas été remises avec l'enfant, elles sont adressées, aux frais de l'hospice dépositaire, au domicile des mères, nourrices et gardiens.

Ceux-ci sont responsables et, en cas de retrait, d'évasion considérée comme définitive ou de décès de l'enfant, ils doivent en faire le renvoi.

A défaut de ce renvoi, ils sont passibles d'une somme égale à la valeur approximative des objets retenus, et cette somme est imputée sur les salaires dus ou réclamés en la forme ordinaire.

Toutefois, il n'y a lieu à aucune restitution s'il s'agit d'objets dont l'usage remonte à plus de sept mois.

ART. 52.

Dans le cas où, à sa douzième année, un enfant a encore des vêtements et linges qui ne sont plus à sa taille, il peut les échanger à l'hospice dépositaire contre d'autres d'une dimension plus convenable.

CHAPITRE VIII.

DU SERVICE MÉDICAL.

ART. 53.

Lorsqu'un enfant paraît malade, les nourrices et gardiens le conduisent chez le médecin qu'ils ont choisi parmi ceux de la commune ou de la localité la plus voisine. Si ce déplacement semble offrir des inconvénients, ils appellent le médecin à leur domicile.

Ce praticien indique le traitement à suivre et prescrit la délivrance des médicaments ou appareils nécessaires.

A défaut de pharmacien, dans un rayon de quatre kilomètres, il fournit lui-même ces médicaments.

ART. 54.

Les médecins ou pharmaciens établissent la note de leurs visites ou celle de leurs médicaments, en y indiquant les prix ordinaires et ceux auxquels ils consentent à borner leurs réclamations. Ils adressent ensuite ces notes à l'inspecteur départemental, qui, après les avoir vérifiées ou fait vérifier, nous en propose l'ordonnancement.

ART. 55.

Les enfants atteints de maladies qui exigent des soins particuliers sont, selon les circonsances, conduits dans un hospice voisin ou ramenés à l'hospice dépositaire.

ART. 56.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux enfants secourus temporairement, pendant la durée du secours.

CHAPITRE IX.

ÉDUCATION RELIGIEUSE ET INTELLECTUELLE.

ART. 57.

Les nourriciers sont tenus d'envoyer régulièrement aux écoles primaires les enfants qui ont accompli leur sixième année.

Les enfants de cet âge doivent, en conséquence, être inscrits sur la liste de gratuité déterminée par le décret du 13 décembre 1855. Les nourriciers n'ont aucune rétribution scolaire à acquitter à leur égard.

Si, par suite d'omission ou de changement de résidence, l'enfant ne'st pas inscrit sur la liste, le maire y supplée par un billet d'admission.

ART. 58.

Les enfants qui résident à une trop grande distance de l'école communale peuvent être autorisés, par l'inspecteur, à fréquenter l'école d'une localité voisine.

ART. 59.

Les instituteurs et institutrices sont chargés de fournir à ces enfants les livres, papier, crayons, plumes et autres objets nécessaires à l'utile fréquentation des classes; comme aussi, à défaut de la commune, de pourvoir, en ce qui les concerne, au chauffage de la classe dans la saison où cela est nécessaire.

Ils reçoivent à cet effet :

Pour les enfants de six à huit ans.....	0^f 50^c par mois
Pour les enfants de huit à douze ans.....	0^f 75^c —

ART. 60.

Dans les communes qui n'ont pas d'école mixte ou d'école spéciale de filles, les maires traitent, à des conditions modérées, pour l'admission, dans les écoles privées, des filles élèves des hospices.

Ils nous rendent immédiatement compte des arrangements intervenus à ce sujet.

ART. 61.

L'abonnement pour fournitures scolaires et les mois d'école dus aux établissements privés sont acquittés en la même forme et aux mêmes époques que le prix de pension, sur la production d'un état nominatif des élèves, indiquant le nombre de journées que chacun d'eux a passées à l'école durant le trimestre.

Ces états, établis en double, sont visés par les autorités locales et transmis à notre préfecture dans la huitaine qui suit l'expiration du trimestre.

ART. 62.

L'abonnement n'est dû intégralement qu'autant que l'enfant a assisté, chaque mois, aux classes pendant quinze jours au moins, non compris les jours de congé.

ART. 63.

Les directeurs ou directrices des salles d'asile publiques sont tenues de recevoir dans ces établissements les enfants secourus temporairement et les élèves de l'hospice.

ART. 64.

Les enfants doivent assister aux offices divins, notamment à la messe du dimanche et des jours fériés et, lorsque l'âge en est venu, aux exercices du catéchisme.

ART. 65.

Les obstacles qui, à cet égard, comme pour la fréquentation des écoles, résultent de l'état de santé des enfants, de la distance à parcourir ou de la rigueur de la température, doivent être constatés à la diligence des nourriciers, sous peine, pour ceux-ci, d'être privés de tout ou partie de leurs salaires et même de se voir retirer les enfants.

ART. 66.

Les dispositions relatives à la gratuité de l'instruction primaire s'appliquent aux enfants secourus temporairement qui seraient en âge de fréquenter les écoles.

CHAPITRE X.

MISE EN APPRENTISSAGE.

ART. 67.

Les enfants qui ont accompli leur douzième année cessent d'être à la charge du budget départemental.

Par les soins réunis du tuteur légal et de l'inspecteur, ils sont placés en qualité de domestiques ou d'apprentis chez des cultivateurs et, à défaut, chez des artisans.

A conditions égales, ils doivent être laissés chez les personnes qui les ont élevés.

ART. 68.

Si quelques-uns manifestent le désir de s'attacher au service maritime, l'inspecteur peut, avec le consentement du conseil de tutelle et notre approbation, les faire embarquer, comme novices, à bord des vaisseaux de l'État ou sur des bâtiments de commerce.

ART. 69.

Les maîtres ou patrons s'engagent à entretenir les enfants en santé comme en maladie, sauf, dans ce dernier cas et selon les circonstances, les secours de la médecine gratuite ou le retour à l'hospice dépositaire; à les traiter avec douceur et à se conduire envers eux en bons pères de famille; à les élever dans les principes de morale et de religion; à leur apprendre la profession convenue et à les mettre à même de gagner promptement un salaire.

Ils ne peuvent les renvoyer que pour des motifs graves et après s'être préalablement concertés avec l'Administration.

Enfin, ils s'engagent à ne pas les confier à des tiers, sans en avoir obtenu l'autorisation; et, en cas d'évasion, ils doivent faire les recherches et déclaration indiquées à l'article 39, n° 11.

ART. 70.

Les contrats d'apprentissage, préparés par l'inspecteur, sont soumis à notre approbation.

Ils ne peuvent engager l'enfant au delà de sa seizième année.

A l'expiration de cet engagement, il en est contracté un nouveau, qui stipule en faveur de l'enfant des avantages proportionnés à son âge et aux services qu'il peut rendre.

ART. 71.

A défaut de stipulations particulières, les salaires sont perçus aux époques fixées par l'usage local, et les sommes qui ne sont pas nécessaires aux besoins des enfants sont placées, en leur nom, à la caisse d'épargne la plus voisine.

ART. 72.

L'inspecteur veille à ce que les conditions des contrats soient exactement observées de part et d'autre, et si, par une cause quelconque, elles ne peuvent l'être, les enfants rentrent à l'hospice jusqu'à ce qu'il soit possible de les replacer.

ART. 73.

Les enfants qui, par suite d'infirmités, ne peuvent, même moyennant un prix de pension, être placés ou maintenus à la campagne sont conservés ou réintégrés à l'hospice et restent à la charge de cet établissement.

Ils y sont employés à des travaux en rapport avec leurs forces et leur aptitude.

ART. 74.

Ceux qu'à raison d'insubordination ou d'inclinations vicieuses, il est impossible de maintenir en domesticité ou en apprentissage, sont ramenés à l'hospice, séparés des autres enfants et soumis à une ferme discipline.

Ils peuvent aussi être envoyés dans des établissements spéciaux, aux frais du budget départemental.

CHAPITRE XI.

SURVEILLANCE. — INSPECTION. — TUTELLE.

ART. 75.

En cas d'exposition ou d'abandon dans une commune, le maire ou le commissaire de police se conforme aux dispositions de l'article 10 du présent règlement.

En exécution des lois en vigueur, ces fonctionnaires dressent procès-verbal contre toute personne qui n'a pas fait la déclaration de naissance à elle imposée par l'article 56 du Code Napoléon.

Ce procès-verbal nous est adressé, et, après en avoir pris connaissance, nous le transmettons au procureur impérial de l'arrondissement où le délit a été commis.

ART. 76.

Si le maire a lieu de penser que, nonobstant la déclaration faite a l'état civil, des femmes domiciliées ou résidant temporairement dans la commune ont l'intention d'exposer leurs enfants, il nous en donne avis sans retard, afin que nous puissions prendre les mesures indiquées par les circonstances.

Il nous fait connaître également le nom et la résidence connue ou présumée des femmes qui, par suite de grossesse, se sont éloignées de leur domicile.

ART. 77.

Le maire porte sur un registre spécial tous les enfants assistés placés dans sa commune, y compris les enfants secourus temporairement.

ART. 78.

Ce registre indique le numéro matricule, le sexe, le nom et l'âge de l'enfant; les noms et demeure des mère, nourriciers ou patrons, et, dans la colonne d'observations, les divers changements survenus dans la situation desdits enfants.

ART. 79.

Le maire engage les nourrices dont les ressources et la moralité lui sont connues à se charger des élèves de l'hospice, et rappelle fréquemment aux cultivateurs les avantages qu'ils trouveraient à prendre ces enfants lorsqu'ils accomplissent leur douzième année.

ART. 80.

Il s'assure par de fréquentes visites si les enfants de tout âge reçoivent une nourriture convenable et sont l'objet de bons soins; s'ils sont vaccinés et obtiennent dans leurs maladies les soins et les médicaments nécessaires; s'ils ne se livrent pas à la mendicité; s'ils ont de bons exemples sous les yeux; enfin si, à l'âge indiqué par les règlements, ils sont envoyés et admis gratuitement aux salles d'asile et aux écoles publiques.

ART. 81.

Au dernier jour de chaque trimestre, le maire se fait représenter les enfants d'une manière toute spéciale et s'assure de leur identité.

Il refuse le certificat de vie lorsque l'enfant ne lui est pas représenté ou lorsque le collier a été, sans motif fondé, enlevé avant l'époque réglementaire.

Enfin, il veille à ce que les enfants ne quittent pas la commune sans l'autorisation de l'Administration, et, lorsqu'il n'a pu empêcher leur départ, il mentionne au registre tous les renseignements qu'il s'est procurés sur leur nouvelle résidence.

ART. 82.

Le maire tient la main à ce que le décès des élèves de l'hospice soit déclaré immédiatement, et il transmet à l'administration hospitalière une copie de l'acte mortuaire.

Il mentionne, en outre, le décès sur le livret de la nourrice.

Enfin, en cas de mort des mères, nourriciers et patrons, il nous en informe immédiatement et prend d'urgence les mesures que réclame l'intérêt des enfants.

ART. 83.

Des comités de patronage sont institués en faveur des enfants assistés.

ART. 84.

Ces comités se composent :

Dans les communes chefs-lieux de canton,

1° Du maire, président;
2° Du curé;
3° Du juge de paix;

Et, dans les communes rurales,

1° Du maire, président;
2° Du curé ou desservant;
3° De l'instituteur ou de l'institutrice.

ART. 85.

Ce comité entre de plein droit en fonction dès qu'il existe dans la commune un élève de l'hospice ou un enfant secouru temporairement.

Sa mission est d'exercer une surveillance constante sur les mères, nourriciers ou patrons, ainsi que sur les enfants; de donner aux uns et aux autres des conseils et des avertissements et de porter à la connaissance de l'autorité supérieure tout ce qui importe au bien-être physique ou moral des enfants de tout âge.

ART. 86.

Le comité s'assemble tous les trois mois, ou plus souvent s'il est besoin, et, autant que possible, à l'époque du passage de l'inspecteur.

Il est convoqué par le président, soit d'office, soit sur la demande motivée d'un de ses membres.

ART. 87.

L'inspecteur départemental est placé sous notre autorité immédiate, et il reçoit de nous ses instructions.

ART. 88.

Il visite deux fois par année, et plus souvent s'il est besoin, les enfants secourus temporairement et les élèves de l'hospice de un jour à vingt et un ans.

Ses tournées sont fixées par nous. Elles ont lieu à des époques indéterminées et toujours inopinément.

Il s'assure, tant par lui-même qu'au moyen de ses relations avec les maires, curés ou desservants et autres personnes recommandables de chaque localité, si les mères, nourriciers ou patrons remplissent les obligations rappelées dans le cours du présent règlement, et, dans le cas contraire, il requiert la suppression du secours temporaire ou pourvoit au déplacement des enfants.

ART. 89.

Toutes les fois qu'il n'en doit pas résulter du retard dans l'expédition des affaires, il est appelé à donner son avis sur les demandes d'admission aux secours temporaires ou à l'hospice. Il recherche l'origine et la filiation des enfants, et provoque, à l'égard de ceux qui ont été abandonnés sans motifs suffisants ou qui sont étrangers, la mise à la charge des familles ou du département d'origine.

Il contrôle les états d'émargement et veille à ce qu'ils soient acquittés dans le délai prescrit. Enfin, il exerce sur toutes les parties du service une active et constante surveillance.

ART. 90.

L'inspecteur nous rend compte par écrit de chacune de ses tournées ou visites et nous soumet telles propositions qu'il juge convenable.

Indépendamment de ses rapports spéciaux, il nous adresse, dans le courant de juillet de chaque année, un rapport général embrassant l'ensemble du service pendant les douze mois écoulés et les six premiers de l'année courante.

ART. 91.

Ce rapport est divisé en deux parties comprenant, l'une les enfants au-dessous de douze ans, et l'autre ceux de douze à vingt et un ans.

La première relate, pour l'année expirée, les états de mouvement et de dépenses déterminés par la circulaire ministérielle du 7 août 1855; les causes de la diminution ou de l'augmentation que présentent ces documents comparativement à la période antérieure, les circonstances auxquelles il y a lieu d'attribuer la diminution ou l'accroissement du chiffre de la mortalité; le nombre des expositions sur la voie publique; celui des accusations d'avortements ou d'infanticides, en distinguant, dans ce dernier cas, les infanticides volontaires de ceux qui sont le résultat de l'imprudence.

L'inspecteur indique, en outre, si les enfants sont convenablement nourris, vêtus et traités, s'ils reçoivent dans leurs maladies les soins et les médicaments nécessaires; s'ils fréquentent régulièrement les églises et les écoles et s'ils ne sont employés qu'à des travaux en rapport avec leurs forces.

Il signale le plus ou le moins de difficultés que présente le recrutement des nourrices, gardiens et patrons, et apprécie, aux divers points de vue du service et sous le rapport de l'intérêt des enfants, l'influence des secours temporaires.

La seconde partie énonce le nombre respectif des enfants conservés dans les établissements charitables ou placés, en qualité de domestiques ou d'apprentis, chez les cultivateurs ou artisans; de ceux qui, par suite d'inconduite, ont été ramenés à l'hospice, envoyés dans des établissements spéciaux ou atteints de condamnations judiciaires; les stipulations générales des contrats; la moyenne des salaires et celle des économies placées à la caisse d'épargne; enfin, le nombre des élèves appelés à prendre part au tirage et la proportion dans laquelle, relativement aux autres jeunes gens, ils ont été reconnus aptes ou impropres au service militaire.

Ce rapport est mis sous les yeux des membres du conseil général, et transmis ensuite à M. le Ministre de l'Intérieur avec les observations auxquelles il a donné lieu dans le sein de cette assemblée.

ART. 92.

L'inspecteur veille, chaque année, à ce que les élèves de l'hospice soumis au recrutement soient inscrits sur les tableaux de recensement de la commune où ils résident.

Il fait porter sur les mêmes tableaux les enfants qui y auraient été omis l'année précédente, si, à raison de leur âge, ils sont encore sous sa surveillance.

ART. 93.

Par le fait de leur admission à l'hospice dépositaire, les enfants sont placés de plein droit jusqu'à leur émancipation ou leur majorité, sous la tutelle de la commission administrative de cet établissement.

La partie de cette tutelle, qui consiste dans le placement, la surveillance et le déplacement des enfants, est déléguée à l'inspecteur.

ART. 94.

Dans la première séance de chaque année, la commission hospitalière désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de tuteur légal.

Cette désignation est soumise à notre approbation.

Les autres membres forment le conseil de tutelle.

ART. 95.

Lorsqu'un enfant est placé en apprentissage dans un lieu éloigné de l'hospice auquel il

appartient, la commission administrative de cet établissement peut, en vertu d'un simple acte visé par nous, déléguer la tutelle à la commission hospitalière du lieu le plus voisin de la résidence de l'enfant.

ART. 96.

La tutelle s'applique à la personne comme aux biens de l'enfant.

Elle n'emporte aucune hypothèque sur les biens de l'un ou de l'autre tuteur, le cautionnement du receveur servant de garantie à l'enfant.

Aux termes des lois, ce comptable demeure chargé de l'administration des immeubles et de la manutention des deniers du pupille.

ART. 97.

Conformément aux dispositions de l'article 361 du Code Napoléon, les enfants peuvent être confiés par le conseil de tutelle aux personnes offrant les garanties convenables qui désirent se les attacher par les liens de la tutelle officieuse.

ART. 98.

Les enfants qui, par leur bonne conduite et leur amour du travail, paraissent mériter cette faveur, peuvent être émancipés sur l'avis du conseil de tutelle et celui de l'inspecteur.

Cette émancipation est faite par le tuteur légal qui seul se présente à cet effet devant le juge de paix de la situation de l'hospice.

Elle a lieu sans frais.

Elle est révoquée dans la même forme, s'il y a lieu.

Le receveur remplit, sous la surveillance du conseil de tutelle, les fonctions de curateur à l'égard de l'enfant émancipé.

ART. 99.

Le mineur élève de l'hospice ne peut contracter mariage sans le consentement du conseil de tutelle.

Il doit soumettre à l'approbation du même conseil le projet du contrat par lequel il croirait devoir régler les conditions civiles de son union.

Pour obtenir l'autorisation de se marier, il produit :

1° Un certificat du maire de la commune où il réside, constatant qu'il est de bonnes vie et mœurs;

2° Un certificat du curé attestant qu'il s'est présenté à lui et qu'il est dans l'intention de contracter mariage à l'église;

3° Un certificat du maire de la commune qu'habite la personne qu'il doit épouser, indiquant les noms et prénoms de celle-ci, son âge, sa profession, sa moralité et sa position de fortune.

ART. 100.

Les revenus mobiliers et immobiliers d'un enfant, autres que les salaires par lui gagnés,

sont acquis à l'hospice et au département jusqu'à concurrence de leurs avances. Le surplus de ces revenus est, selon son importance, placé à la caisse d'épargne ou en rentes sur l'État au nom dudit enfant.

ART. 101.

Les officiers ministériels, les fonctionnaires publics et toutes autres personnes sont tenus de donner connaissance au tuteur légal, à l'inspecteur ou à nous des biens et valeurs qui appartiennent aux élèves de l'hospice, ainsi que des successions qui s'ouvrent à leur profit.

ART. 102.

Lorsqu'un enfant décède avant sa sortie de l'hospice ou sa majorité et qu'aucun héritier ne se présente, les biens qui lui appartenaient sont dévolus à l'hospice, lequel est envoyé en possession, à la diligence du receveur, dûment autorisé à cet effet.

Les héritiers qui surviennent ensuite ne peuvent répéter les fruits que du jour de la demande, et si les fruits jusque-là perçus par l'hospice sont insuffisants pour désintéresser cet établissement et le département, les héritiers doivent tenir compte de la différence sur les capitaux mobiliers ou immobiliers.

ART. 103.

Les comptes de tutelle qu'il y a lieu de rendre peuvent être établis sans l'intervention des notaires.

Dans ce cas, ils sont approuvés par le préfet en conseil de préfecture.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES.

ART. 104.

Les dépenses sont intérieures ou extérieures.

ART. 105.

Les dépenses intérieures comprennent :

1° Les frais de toute nature occasionnés par le séjour des enfants à l'hospice ;
2° La dépense des nourrices sédentaires et les frais de séjour des nourrices externes ;
3° Les layettes et vêtures ;
4° L'achat des registres et autres pièces concernant le service intérieur.

ART. 106.

Les dépenses extérieures comprennent :

1° Les secours temporaires destinés à prévenir ou à faire cesser les abandons

2° Le prix de pensions et les autres allocations en argent concernant les enfants placés à la campagne ou dans des établissements spéciaux;

3° Les frais de déplacement et, au besoin, ceux du recrutement des nourrices;

4° L'abonnement pour fournitures scolaires et les mois d'école dus aux établissements privés;

5° Les frais de collier, de maladie et d'inhumation;

6° Les imprimés et autres pièces concernant le service extérieur;

7° Les remises accordées au receveur de l'hospice dépositaire sur les dépenses du même service;

8° Enfin, le traitement et les frais de tournée de l'inspecteur et du sous-inspecteur.

ART. 107.

Les dépenses intérieures sont supportées par l'hospice dépositaire, sauf la subvention que le conseil général croirait devoir accorder à cet établissement.

Les dépenses extérieures sont acquittées par le département, sauf le produit des amendes de police correctionnelle et le contingent des communes.

ART. 108.

Dans les dix derniers jours de chaque trimestre et par les soins combinés des commissions hospitalières et de l'inspecteur, les maires reçoivent des formules de certificats de vie pour les élèves de l'hospice et les enfants secourus temporairement placés dans leurs communes.

Après les avoir remplies et signées, ces fonctionnaires les renvoient à notre préfecture le jour même qui suit l'expiration du trimestre, et nous transmettons ces pièces à l'établissement dépositaire.

ART. 109.

Sur le vu desdits documents ou des actes mortuaires concernant les enfants décédés, le receveur établit les décomptes des élèves de l'hospice.

Il n'y comprend pas les nourrices en retard de faire vacciner les enfants ni celles qui lui ont été signalées par l'inspecteur comme ayant encouru une retenue de salaires.

ART. 110.

Ces décomptes, certifiés par l'ordonnateur de la commission administrative et contrôlés par l'inspecteur, et ceux que dresse cet agent pour les enfants secourus, sont ordonnancés par nous et transmis au receveur général chargé d'en assurer le payement dans le délai de dix jours.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur, les états d'émargement relatifs aux enfants secourus temporairement sont établis par un employé de nos bureaux.

ART. 111.

A l'égard des enfants placés au chef-lieu, ces payements sont faits par le receveur de

l'hospice ou par l'inspecteur, suivant qu'il s'agit de pupilles confiés à des étrangers, ou de jeunes enfants conservés par leurs mères.

A l'égard des enfants placés dans les autres localités, les payements ont lieu par l'intermédiaire des percepteurs des contributions directes.

ART. 112.

Dès que ces derniers comptables ont reçu les états d'émargement, ils font connaître aux maires les jours auxquels ils se rendront dans leurs communes, et ceux-ci en informent les parties intéressées, afin qu'elles puissent aller toucher au bureau de perception les sommes auxquelles elles ont droit.

ART. 113.

Les agents quelconques chargés du payement ne doivent l'effectuer que sur la production du livret. Ils y annotent la date du payement, la somme payée et le trimestre auquel elle s'applique. A défaut de cette annotation, ils s'exposeraient, en cas de réclamation des nourriciers, à payer une seconde fois.

ART. 114.

Si l'un ou l'autre de ces agents a lieu de croire que quelqu'une des personnes indiquées dans les décomptes n'a pas droit aux sommes liquidées à son profit, il en suspend le payement en indiquant dans la colonne d'observations les motifs qui l'ont déterminé à ne pas payer.

Il nous rend immédiatement compte de cet incident.

ART. 115.

Tout ayant droit qui n'a pas fait en temps utile les justifications nécessaires pour être porté sur les états d'émargement, ou qui, y étant inscrit, ne s'est pas présenté dans le délai indiqué, est renvoyé au trimestre suivant.

ART. 116.

Les secours temporaires, salaires et indemnités sont incessibles et insaisissables. En conséquence, le receveur et les percepteurs ne peuvent acquitter, entre les mains des créanciers opposants, aucune des sommes dues à un des titres ci-dessus.

Les percepteurs ne peuvent, de leur côté, les retenir sans le consentement des nourriciers en payement des contributions dues pas eux.

CHAPITRE XIII.

MAISONS D'ACCOUCHEMENT.

ART. 117.

Sont considérés comme maisons d'accouchement les établissements dans lesquels les femmes sont, moyennant payement, admises à faire leurs couches.

ART. 118.

A l'avenir, aucune maison de ce genre ne pourra être ouverte que par une personne âgée de vingt et un ans au moins et munie d'un titre médical. A défaut de ce titre, cette personne est tenue de s'adjoindre un médecin, un officier de santé ou une sage-femme, qui devra demeurer dans l'établissement.

ART. 119.

La personne qui se propose d'établir une maison d'accouchement est assujettie à en faire la déclaration au maire du lieu de l'établissement projeté et à notre préfecture.

Elle doit produire à l'appui :

1° Son acte de naissance; 2° son diplôme médical ou celui de la personne dont elle s'est assuré le concours, à moins que l'un ou l'autre ne soit déjà inscrit sur la liste officiel du corps médical du département; 3° un certificat de moralité délivré par le maire de la commune ou de chacune des communes où elle a résidé depuis trois ans; enfin, un certificat de même nature pour la personne chargée du service médical.

L'ouverture de la maison d'accouchement ne peut avoir lieu avant les trente jours qui suivent le dépôt à la préfecture de la déclaration et des pièces ci-dessus énoncées.

ART. 120.

La double déclaration mentionnée en l'article précédent indique le nombre de pensionnaires que l'établissement est destiné à contenir, et ce nombre ne peut être augmenté sans une nouvelle déclaration.

ART. 121.

Les personnes actuellement placées à la tête d'une maison d'accouchement ont un délai de trois mois pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

Faute par elles de s'y soumettre, leur établissement sera fermé et ne pourra être rouvert qu'après l'accomplissement des conditions indiquées.

ART. 122.

Il est interdit aux directeurs des maisons d'accouchement d'opérer, soit par eux-mêmes, soit par des intermédiaires, aucune exposition d'enfants. Il leur est également interdit de solliciter, sans l'assentiment de la mère, l'admission d'un enfant au secours ou à l'hospice.

Cet assentiment doit être donné par écrit, et, si la mère ne sait écrire ou signer, il est exprimé devant le maire, le commissaire de police ou deux témoins.

ART. 123.

Lors de la déclaration d'un enfant né dans une maison d'accouchement, l'officier de l'état civil peut se transporter auprès de la mère, à l'effet de l'engager à reconnaître son enfant et à remplir envers lui les autres devoirs de la maternité.

ART. 124.

En cas de déclaration d'un enfant mort-né, il peut charger un homme de l'art de vérifier s'il existe quelque trace de crime ou de délit.

CHAPITRE XIV.

RECONNAISSANCE ET RÉCLAMATION DES ENFANTS.

ART. 125.

Il est donné des nouvelles des enfants aux parents qui en réclament.

Ces nouvelles se bornent à la simple indication de l'existence ou du décès, de l'état de santé ou de maladie de l'enfant.

Elles sont renouveléees tous les trois mois, si la demande en e faite.

Les mêmes nouvelles peuvent également être fournies aux personnes non parentes dont la demande s'appuie sur des motifs légitimes.

Dans l'un et l'autre cas, ces communications sont gratuites.

ART. 126.

Les demandes en retrait d'enfants nous sont adressées. Il est par nous statué, autant que possible, sur l'avis du conseil de tutelle et de l'inspecteur.

ART. 127.

Si les réclamants déclarent n'être pas à même de rembourser la dépense de l'enfant, et que celui-ci paraisse avoir son domicile de secours dans un département étranger, nous ne prendrons, sauf le cas d'urgence, de décisions qu'après en avoir référé à notre collègue.

ART. 128.

Les réclamants doivent fournir toutes les indications propres à constater l'identité de l'enfant dont ils sollicitent la remise.

Ils ont, en outre, à produire un certificat du maire de leur commune constatant leur moralité et les ressources qu'ils possèdent, soit pour rembourser la dépense de l'enfant, soit pour pourvoir, à l'avenir, à ses besoins.

Nous nous réservons de faire remise de tout ou partie des sommes dues.

ART. 129.

Si l'enfant est placé en vertu d'un traité, les réclamants ne peuvent le retirer qu'après avoir obtenu l'annulation régulière de ce traité.

ART. 130.

Les arrêtés préfectoraux antérieurs sur le service des enfants assistés sont rapportés.

ART. 131.

Les membres de la commission hospitalière, les maires et l'inspecteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui a été approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur, et sera inséré au *Recueil des actes administratifs* de notre préfecture.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

NOMINATION DE LA COMMISSION CHARGÉE DE DÉPOUILLER L'ENQUÊTE OUVERTE, EN 1860, SUR LE SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS. — Rapport du Conseiller d'État Directeur général de l'Administration à S. Exc. M. le comte de Persigny, Ministre de l'Intérieur..... 3

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL INSTITUANT LA COMMISSION..... 5

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE.

INTRODUCTION..... 9

PREMIÈRE PARTIE.

ÉLÈVES DES HOSPICES.

CHAPITRE PREMIER.

EFFECTIF DES ÉLÈVES DES HOSPICES EN 1859.

Données des tableaux relatifs à la population. — Effets de la circulaire du 1er avril 1861. — Comparaison des résultats de l'enquête avec les états annuels du ministère. — Réduction obtenue de 1849 à 1859..... 13

CHAPITRE II.

DES HOSPICES DÉPOSITAIRES ET DES PHASES QU'A SUBIES LE RÉGIME DES TOURS.

§ 1er. *Des hospices dépositaires.* — Défaut de précision des documents historiques. — Rectification de ces documents de 1811 à 1860. — Ouverture et suppression progressive des dépôts. — Nombre des hospices dépositaires lors de l'enquête. — Nomenclature de ces établissements..... 19

§ 2. *Des tours.* — Rectification des documents antérieurement publiés. — Ouverture et suppression progressive des tours. — Nombre des tours existant lors de l'enquête. — Nombre des tours en 1862..... 25

CHAPITRE III.

DES ADMISSIONS.

§ 1er. *Formes de l'admission.* — Mode de fonctionner des tours. — Mode de fonctionner des bureaux d'admissions..... 28

Pages

§ 2. *Intermédiaires.* — Abandons; quels en sont les intermédiaires? — Intervention des sages-femmes. — Nécessité d'une répression. — Vœu..... 32

§ 3. *Causes des abandons et des expositions.* — La misère. — L'inconduite. — La honte. — Causes accidentelles. — Action et influence des tours. — Mesures à prendre : judiciaire, administrative..... 33

Expositions et abandons des enfants légitimes. — Comment les constater? — Retrait par les familles. — Diminution constatée pour les enfants légitimes. — Conséquences à en tirer. — Le tour aidait à l'abandon des enfants légitimes..... 35

§ 4. *Des inscriptions à l'état civil.* — Formalités réglementaires. — Erreurs et doubles emplois. — Faits révélés par l'enquête..... 39

§ 5. *Nombre des admissions en 1857, 1858 et 1859.* — Classification de l'effectif. — Effets des mesures administratives sur le classement régulier des enfants et la réduction générale de l'effectif. — Résultats généraux..... 40

CHAPITRE IV.

DES DÉPENSES.

§ 1er. *Service extérieur.* — Salaires des nourriciers. — Des tarifs; leurs différences et leurs variations. — Allaitements : naturel, artificiel. — Moyenne générale des tarifs à l'époque de l'enquête..... 42

Indemnités réglementaires. — Inexécution générale de l'arrêté directorial du 30 ventôse an v..... 48

Dépenses accessoires. — Instruction primaire. — Frais médicaux. — Frais d'inhumation. — Frais d'inspection. — Montant des dépenses accessoires en 1858 et 1859. — Moyenne par enfant..... 50

Dépense totale du service extérieur. — Moyenne par enfant pour un an. — Pour douze ans..... 54

Comparaison des tarifs actuels des pensions avec les indications de l'arrêté de l'an IV. — Modicité des tarifs. — Faut-il les augmenter? — Tarifs à reviser d'après l'enquête. — Tarifs revisés depuis l'enquête. — Moyenne générale des tarifs revisés depuis l'enquête. 54

Faut-il prolonger la durée de la pension? — Ce que coûterait cette amélioration..... 64

§ 2. *Service intérieur.* — Mode de calcul adopté par la commission pour les dépenses intérieures. — Frais de séjour des enfants à l'hospice. — Moyenne générale des frais de séjour. — Layettes et vêtures. — Moyennes constatées par l'enquête. — Ensemble des dépenses intérieures. — Moyenne par enfant. — Nombre des vêtures délivrées suivant les départements. — Limite d'âge à partir de laquelle cessent les distributions. — Différences suivant les départements. — Appréciation de l'enquête; nécessité de porter à douze le nombre de vêtures. — Ce que coûterait cette mesure..... 68

Concours des départements aux dépenses intérieures..... 76

Moyenne générale des prix des vêtures réglementées depuis l'enquête..... 79

Nécessité de faire concourir tous les hospices au payement des dépenses intérieures.... 80

Imperfections du service. — Service de la maternité; nécessité d'une sage réglementation. — Des crèches hospitalières destinées aux nouveau-nés. — Inconvénients du séjour pro-

Pages.

longé des enfants dans les hospices. — Les hospices en souffrent en même temps que leurs pupilles. — Résumé des améliorations nécessaires..... 81

§ 3. *Comparaison des deux ordres de dépenses en 1828 et 1858.* — Difficultés de la question. — Explication du tableau des dépenses. — Comparaison des résultats de 1828 et 1858. — Autorité des chiffres de l'enquête. — Ce que coûtait, à diverses époques, l'enfant abandonné. — Ce qu'il coûte aujourd'hui. — Charges qu'impose aux hospices le service des enfants assistés. — Ressources des hospices de France en 1789. — En 1815. — En 1833. — En 1847. — En 1858. — Secours aux enfants conservés par leurs mères; dépenses du service en 1858. — Résumé des dépenses comparées de 1828 et 1858..... 84

CHAPITRE V.

MORTALITÉ, AVORTEMENTS, INFANTICIDES; RÉSULTATS COMPARÉS DE 1828 ET 1858.

§ 1^er^. *Mortalité.* — Chiffres recueillis de 1815 à 1855. — Rapprochement entre la mortalité générale des enfants et la mortalité spéciale des enfants assistés. — Termes de la question posée par le formulaire du 17 avril. — Difficultés du dépouillement pour 1828. — Inégalité de la comparaison entre 1828 et 1858. — Rareté actuelle des nourrices. — Faits épidémiques constatés en 1858. — Mortalité comparée de 1828, 1858 et 1860. — Observation incidente à propos des tours. — Dangers de l'accumulation des enfants dans les crèches hospitalières. — Résumé..... 92

§ 2. *Avortements et infanticides.*

Avortements. — Nombre des accusations en 1828 et 1858. — Proportion des acquittés et des condamnés. — Étiologie de ces crimes. — Des tours et de leur relation avec les avortements..... 98

Infanticides. — Nombre d'accusations en 1828. — En 1858. — Comparaison des résultats. — Proportion aux deux époques des acquittements et des condamnations. — Causes de la différence dans cette proportion. — Progression des accusations d'infanticide. — Rapport des accusations à la population. — Aux naissances. — Aux naissances illégitimes. — Tableau des naissances naturelles dans les 15 départements les plus chargés ou les moins chargés avec la comparaison des affaires d'infanticide. — Des tours dans leur relation avec la progression des accusations d'infanticide. — Il n'y a pas de rapports proportionnels entre les chiffres correspondants des infanticides et des tours. — Comparaison de 1825 à 1858. — Progression de quelques autres crimes. — Relation des accusations d'infanticide avec les progrès de la statistique criminelle et avec le développement des réformes judiciaires. — Augmentation des officiers et agents de la police judiciaire. — Moyens plus perfectionnés d'information et de poursuite. — Raison de la diminution progressive de la plupart des crimes contre les personnes et pourquoi certains crimes font exception. — Préventions laissées sans poursuites. — La réduction des tours a aidé l'action de la justice..... 100

CHAPITRE VI.

INSPECTION ET TUTELLE.

§ 1^er^. *Attributions de tutelle.* — Tutelle légale. — Tutelle paternelle. — Comment la tutelle est-elle exercée? — Les commissions administratives ne peuvent seules y suffire. — Délégation de la tutelle administrative à l'inspecteur départemental. — Ses résultats..... 112

Pages.

§ 2. *De l'origine et des attributions de l'inspection départementale.* — Prescriptions du décret de 1811. — Leur exécution par les départements. — Importance de l'inspection. — Nécessité d'en composer avec soin le personnel. — Résultats constatés par l'enquête. — Traitements. — Indemnités de déplacement. — Insuffisance des rémunérations actuelles. — Attributions et devoirs de l'inspecteur. — Surveillance des enfants de 1 jour à 12 ans. — Surveillance des mineurs de 12 à 21 ans. — Nécessité d'une rémunération plus élevée. — Sous-inspecteurs. — Surveillance auxiliaire par les sœurs. — Par les comités de patronage. — Améliorations dues à l'inspection départementale. — Nécessité de l'encourager par des récompenses honorifiques..... 115

§ 3. *De la situation des enfants dans les familles des nourriciers ou des patrons.* — Effectif des mineurs de 12 à 21 ans en 1859. — En 1860. — Le nombre réel peut excéder ces chiffres. — Supériorité des placements agricoles comme nombre et comme résultats. — Placements industriels, domesticité. — Leurs inconvénients. — Séjours abusifs à l'hospice. — Situation des enfants dans la famille adoptive. — Comment améliorer les rapports qui s'établissent entre l'enfant et ses nourriciers. — Propositions en faveur des nourriciers. — En faveur des enfants. — Situation des enfants chez leurs patrons. — A quelles conditions a lieu leur placement en apprentissage. — Stipulation de salaires. — Épargnes. — Contrats écrits. — Ces contrats ne s'appliquent généralement qu'aux placements industriels. — Pour les placements agricoles, les stipulations sont verbales. — Parallèle entre les deux ordres de placements..... 123

§ 4. *Des colonies agricoles.* — Insuccès général de ces établissements. — Liste des colonies qui recevaient, en 1860, des élèves des hospices. — Les colonies présentent-elles des avantages? — Au point de vue de la dépense? — Au point de vue de l'éducation?..... 135

CHAPITRE VII.

DE LA SITUATION DES ÉLÈVES DES HOSPICES APRÈS LEUR ÉMANCIPATION OU LEUR MAJORITÉ.

§ 1^er^. *Contingent qu'apportent les élèves des hospices à la population des établissements pénitentiaires et des maisons de prostitution.*

Détenus. — Nombre des élèves des hospices détenus en 1860. — Comparaison avec l'ensemble de l'effectif pénitentiaire. — Part plus élevée qu'ils y apportent eu égard au reste de la population..... 137

Filles soumises. — Nombre des filles des hospices inscrites, en 1860, comme prostituées. — Comparaison avec l'ensemble des filles publiques. — Part plus élevée qu'y apportent les filles des hospices eu égard au reste de la population..... 141

§ 2. *Contingent qu'apportent à l'armée les élèves des hospices.* — Coup d'œil rétrospectif sur la législation. — Effectif de la classe de 1858. — Part qu'y ont prise les élèves des hospices. — Ils fournissent plus de soldats que les autre jeunes gens. — Raison de ce fait. — On compte parmi eux plus d'engagés volontaires. — Et plus d'exemptés pour invalidité physique... 143

CHAPITRE VIII.

COLONISATION DE L'ALGÉRIE PAR LES ENFANTS ASSISTÉS.

§ 1^er^. *Aperçu historique.* — Double essai tenté en 1852. — Conditions arrêtées par l'Adminis-

Pages.

tration et par les directeurs des orphelinats d'Afrique. — Exposé du système. — Observation critique. — Modifications proposées en 1855. — Intervention du Sénat. — Appui qu'il donne à la mesure. — Réalisation des craintes du P. Brumauld. — Résolution du ministre de la guerre. — Pétition du P. Brumauld. — Ses nouvelles propositions..... 149

§ 2. *Résumé des opinions recueillies par l'enquête.* — Appréciations généralement défavorables. — Motifs de cette opposition. — Examen de la mesure au point de vue de l'intérêt du service des enfants assistés. — Précautions imposées par le climat. — Difficultés financières. — Difficultés administratives. — Inconvénients de la mesure au point de vue agricole. — Examen de la mesure au point de vue de l'intérêt de l'Algérie. — Enfants infirmes. — Enfants vicieux. — Adhésions recueillies par l'enquête. — Résumé..... 153

SECONDE PARTIE.

ENFANTS SECOURUS CONSERVÉS PAR LEURS MÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

EFFECTIF DES ENFANTS SECOURUS EN 1859.

Secours temporaires. — Leurs avantages. — Leur avenir. — Nombre des enfants secourus au 31 décembre 1859. — Rapport de ce nombre à la population. — Comparaison du nombre des assistés des deux catégories à la population générale. — Résultats de 1849 et 1859 comparés. — Mesures qui ont accompagné ou suivi dans quelques départements l'institution du secours temporaire. — Adoption progressive du système des secours..... 163

CHAPITRE II.

DES ADMISSIONS AUX SECOURS TEMPORAIRES.

Progression des secours temporaires. — Diminution correspondante des abandons. — Calculs et proportions..... 168

CHAPITRE III.

DURÉE ET QUOTITÉ DU SECOURS TEMPORAIRE.

Durée du secours temporaire. — Taux du secours. — 1re année. — 2e année. — 3e année. — Prolongations exceptionnelles. — Nécessité d'admettre une durée de 3 ans. — Le secours devrait-il être augmenté ou prolongé ? — Tarifs revisés depuis l'enquête. — Moyennes actuelles. — Évaluation du surcroît de dépense..... 171

Aperçu général de l'organisation du service..... 177

CHAPITRE IV.

DE L'INFLUENCE ET DES RÉSULTATS DU SECOURS TEMPORAIRE.

§ 1er. *Au point de vue du mariage de la mère*..... 180

§ 2. *Au point de vue de sa conduite ultérieure*..... 182

Pages.

§ 3. *Au point de vue de la légitimation de l'enfant*..... 183

§ 4. *Au point de vue de la diminution des abandons et des expositions*..... 183

§ 5. *Au point de vue de la réduction des dépenses*.....

§ 6. *Au point de vue de la diminution de la mortalité.* — Mortalité comparée des élèves des hospices, des enfants secourus temporairement, des enfants naturels et des enfants légitimes.. 186

Considérations générales..... 193

DOCUMENTS JUSTIFICATIFS.

Circulaire ministérielle du 17 avril 1860, portant envoi du questionnaire d'enquête.. 203

Questionnaire d'enquête..... 205

Tableau A. — Effectif des élèves des hospices (garçons), au 31 décembre 1859..... 211

Tableau B. — Effectif des élèves des hospices (filles), au 31 décembre 1859..... 218

Tableau C. — Effectif des élèves des hospices (sexes réunis), au 31 décembre 1859..... 225

Tableau D. — Comparaison du nombre des élèves des hospices à la population de chaque département..... 232

Tableau E. — Listes des départements classés suivant le nombre décroissant des élèves des hospices comparé à la population..... 234

Tableau F. — État nominatif des hospices dépositaires ouverts, maintenus ou supprimés de 1811 à 1860..... 236

Tableau F, annexe n° 1. — Liste des départements classés suivant le nombre des hospices déclarés dépositaires en exécution du décret du 10 janvier 1811..... 254

Tableau F, annexe n° 2. — Liste des dépôts ouverts postérieurement au décret de 1811... 254

Tableau F, annexe n° 3. — Liste des dépôts rétablis après suppression..... 255

Tableau F, annexe n° 4. — État chronologique des dépôts supprimés de 1811 à 1860.... 256

Tableau G. — État nominatif des tours d'exposition ouverts, maintenus ou supprimés, de 1811 à 1860..... 258

Tableau G, annexe n° 1. — Liste des départements classés suivant le nombre de tours d'exposition qui y ont été ouverts..... 272

Tableau G, annexe n° 2. — État nominatif des tours rouverts après suppression..... 273

Tableau G, annexe n° 3. — État chronologique des tours supprimés de 1811 à 1860..... 274

Tableau H. — Nombre des enfants admis aux hospices pendant les années 1857, 1858 et 1859..... 277

Tableau I. — Tarifs des mois de nourrice et des pensions en 1860..... 284

Tableau J. — Tarifs des mois de nourrice et des pensions d'après les nouveaux règlements départementaux..... 290

Pages.

TABLEAU K. — Dépenses intérieures à l'époque de l'enquête..... 296

TABLEAU L. — Layettes et vêtures dont la délivrance est prescrite par les nouveaux règlements départementaux..... 299

TABLEAU M. — Dépenses générales du service en 1828 et 1858..... 302

TABLEAU N. — Élèves des hospices. — Mortalité du premier âge en 1828, 1858 et 1860.. 306

TABLEAU N, annexe. — Mortalité du premier âge, en 1858, dans les dix-neuf départements où fonctionnait encore, lors de l'enquête, l'institution du tour..... 310

TABLEAU O. — État comparatif des avortements et des infanticides en 1828 et 1858..... 312

TABLEAU P. — Inspection et tutelle. — Situation en 1860. — Nombre des enfants assistés de toutes catégories, de 1 jour à 21 ans..... 316

TABLEAU Q. — Enfants assistés de 12 à 21 ans en 1860..... 322

TABLEAU R. — Contingent des élèves des hospices à la population pénitentiaire..... 326

TABLEAU S. — Contingent qu'apportent les élèves des hospices à la prostitution..... 328

TABLEAU T. — Recrutement militaire (classe de 1858). — Part qu'y ont prise les élèves des hospices..... 330

TABLEAU U. — Nombre des enfants secourus temporairement en 1859. — Comparaison de ce nombre à la population..... 336

TABLEAU V. — Liste des départements classés suivant le nombre décroissant des enfants secourus temporairement, comparé à la population..... 338

TABLEAU X. — Élèves des hospices et enfants secourus temporairement. — Comparaison du nombre de ces enfants avec la population..... 339

TABLEAU Y. — Liste des départements classés suivant le nombre décroissant des enfants assistés de toutes catégories (de 1 jour à 12 ans), comparé à la population. 341

TABLEAU Z. — Effectif des enfants assistés en 1849 et 1859..... 342

TABLEAU AA. — État indiquant, pour 1857, 1858 et 1859, le nombre des admissions aux secours temporaires, le nombre des admissions à l'hospice et le rapport de ces deux nombres entre eux..... 345

TABLEAU AB. — Enfants secourus conservés par leurs mères. — Durée et quotité du secours mensuel..... 350

TABLEAU AC. — Enfants secourus conservés par leurs mères. — Mortalité du premier âge en 1858..... 352

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES QUI RÉGISSENT ACTUELLEMENT LE SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS. — Modèle d'arrêté préfectoral..... 355